

DÉPARTEMENT DU NORD

---

VILLE DE LILLE

---

# INVENTAIRE SOMMAIRE

DES

ARCHIVES COMMUNALES ANTÉRIEURES A 1790

---

SÉRIE AA - Cartons et Registres aux Titres

---

RÉPERTOIRE PRÉCÉDÉ D'UNE BIBLIOGRAPHIE  
PAR

MAX BRUCHET

ARCHIVISTE MUNICIPAL



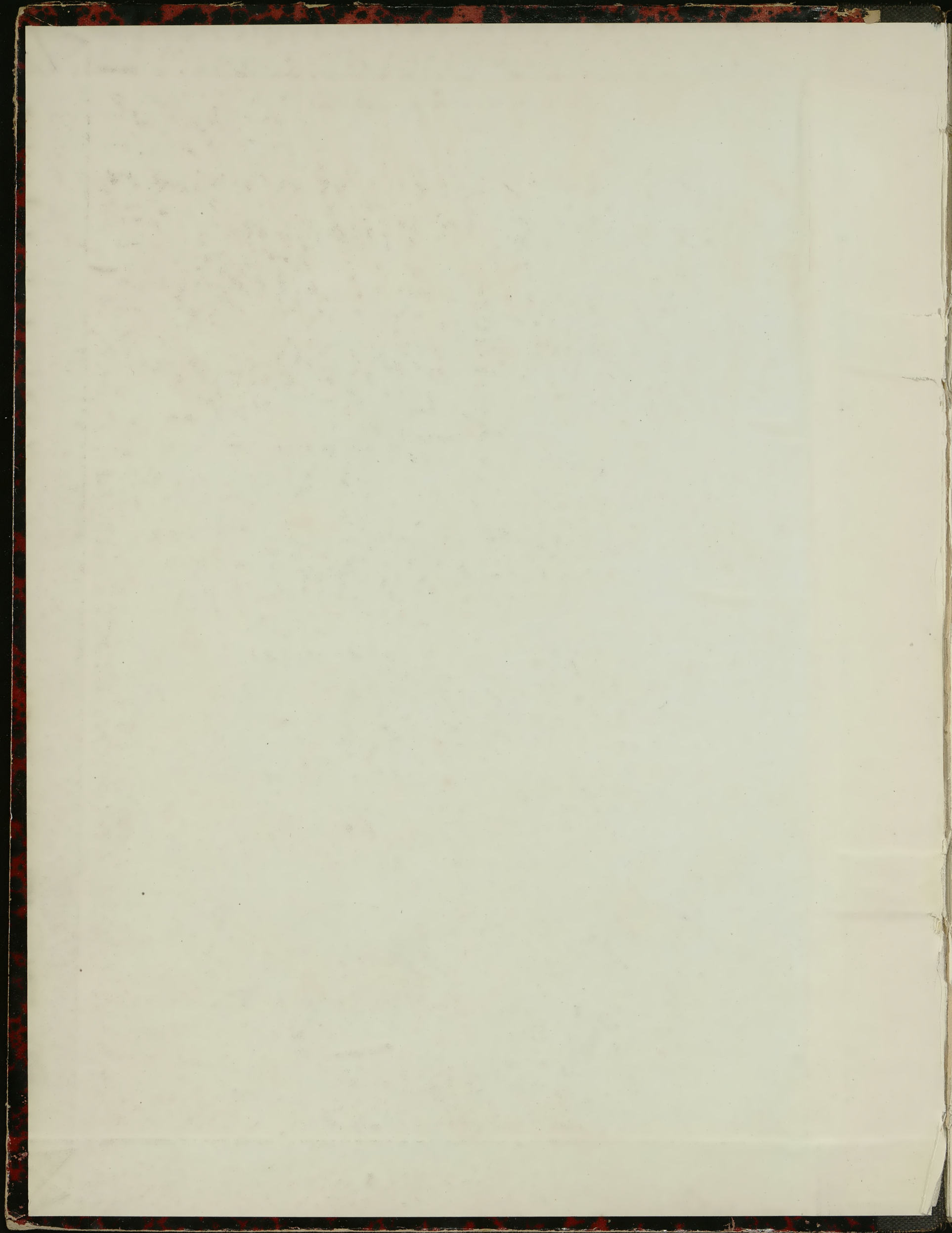
LILLE

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE DU "PROGRÈS DU NORD"

---

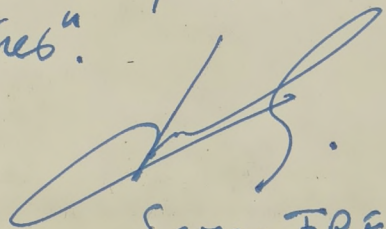
1926





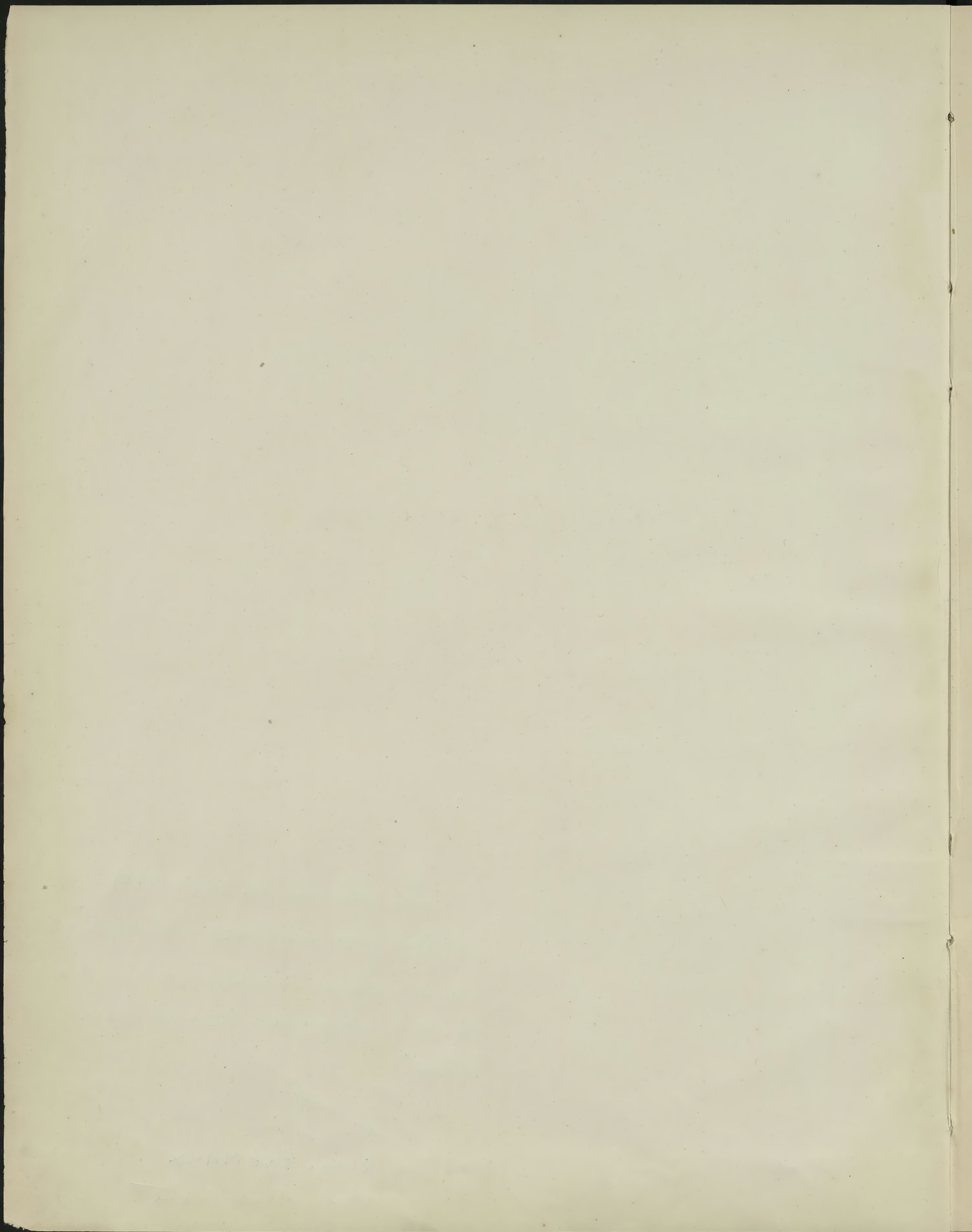


Les cotes de la série AA  
n'étant plus utilisées, il convient  
de se référer à celles de l'index  
et de l'inventaire: "Pièces aux  
Titres".



Serge FREMAUX  
Sous-Archiviste







**INVENTAIRE SOMMAIRE**

DES

ARCHIVES COMMUNALES ANTÉRIEURES A 1790



# Concordance



AA 1 à 208 - Correspondent aux anciens cartons aux titres. Pas de concordance possible, toutes les pièces ayant été reprises dans l'ordre des matières. L'ancienne cote de chaque pièce dans les cartons figure sur la fiche de l'inventaire chronologique.

AA 209.	Livre Roisin	AAA	Recol. 1899 :	Ms. 46	Desplanque	15'910
AA 210	id.	CCC		Ms. 47		15'911
AA 211	id.	BBB	Bibliothèque municipale, manuscrit 212			
AA 212	Registre aux	Coitres	ABC (1266-1527)	Ms. 15		15'879
AA 213	id.		DEF (1227-1557)	Ms. 16		15'880
AA 214	id.		GHI (1203-1528)	Ms. 17		15'881
AA 215	id.		KLM (1066-1529)	Ms. 18		15'882
AA 216	id.		MNO (1245-1533)	Ms. 19		15'883
AA 217	id.		PQ (1243-1545)	Ms. 20		15'884
AA 218	id.		R (1388-1588)	Ms. 21		15'885
AA 219	id.		S (1388-1616)	Ms. 22		15'886
AA 220	id.		TV (1391-1616)	Ms. 23		15'887
AA 221	id.		X (1470-1616)	Ms. 24		15'888
AA 222	id.		AA (1328-1657)	Ms. 25		15'889
AA 223	id.		BB (1529-1672)	Ms. 26		15'890
AA 224	id.		CC (1672-1683)	Ms. 27		15'891
AA 225	id.		DD (1164-1681)	Ms. 28		15'892
AA 226	id.		1 (1685-1739)	Ms. 29		15'893
AA 227	id.		2 (1683-1738)	Ms. 30		15'894
AA 228	id.		3 (1665-1738)	Ms. 31		15'895
AA 229	id.		4 (1637-1739)	Ms. 32		15'896
AA 230	id.		5 (1678-1736)	Ms. 33		15'897
AA 231	id.		6 (1611-1739)	Ms. 34		15'898
AA 232	id.		7 (1601-1764)	Ms. 35		15'899
AA 233	id.		8 (1725-1756)	Ms. 36		15'900
AA 234	id.		9 (1619-1756)	Ms. 37		15'901
AA 235	id.		10 (1715-1766)	Ms. 38		15'902
AA 236	id.		11 (1622-1769)	Ms. 39		15'903
AA 237	id.		12 (1764-1773)	Ms. 40		15'904
AA 238	id.		13 (1739-1777)	Ms. 41		15'905
AA 239	id.		14 (1775-1781)	Ms. 42		15'906
AA 240	id.		15 (1685-1786)	Ms. 43		15'907
AA 241	Registre aux	Octrois	A (1589-1625)	Ms. 44		15'908
AA 242	id.		B (1398-1784)	Ms. 45		15'909



DÉPARTEMENT DU NORD

---

VILLE DE LILLE

---

# INVENTAIRE SOMMAIRE

DES

ARCHIVES COMMUNALES ANTÉRIEURES A 1790

---

SÉRIE AA - Cartons et Registres aux Titres

---

RÉPERTOIRE PRÉCÉDÉ D'UNE BIBLIOGRAPHIE

PAR

MAX BRUCHET

ARCHIVISTE MUNICIPAL



LILLE

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE DU " PROGRÈS DU NORD "

---

1926





THE  
LIBRARY OF THE  
MUSEUM OF NATURAL HISTORY  
NEW YORK



# PRÉFACE

---

La seule publication qui ait été faite par le service des Archives communales de Lille consiste en une plaquette de 41 pages rédigée en 1868 par l'excellent archiviste Charles PAEILE (1).

Sur place, les travailleurs avaient à leur disposition tout d'abord un état sommaire manuscrit rédigé par son prédécesseur E. BERNARD en 1853, donnant l'armature des collections (2), dont une partie, les 1297 cartons dits des *Affaires générales*, fut l'objet d'un autre répertoire manuscrit, celui-là très détaillé, en 6 volumes in-folio, terminé en 1871 par M. MAGOT, encore aujourd'hui d'un usage quotidien (3).

Un récolement général du dépôt a été dressé en novembre 1899 par notre regretté confrère Emile DESPLANQUE.

Toute la documentation ainsi vérifiée a échappé, lors de l'incendie de la Mairie, au sinistre du 23 avril 1916, parce que les collections, sur la proposition d'un ancien archiviste remarquablement avisé, M. Henri RIGAUX, avaient été quatre ans auparavant mises en sécurité sous les voûtes de la salle des gardes au Palais Rihour.

Le nouveau récolement que l'archiviste actuel fit exécuter après la Libération, terminé en 1920, forme deux registres dont une table et constitue, pour le personnel comme pour le lecteur, la clef de l'organisation du chartrier municipal qui compte, en novembre 1925, 17.472 articles.

Tous ces travaux sont manuscrits. Le danger couru par les collections au cours de l'occupation attira l'attention sur l'opportunité de la publication d'un répertoire. Déjà en 1888, un éminent professeur de la Faculté des lettres exprimait ce désir (4). De son côté, le Ministère de l'Instruction publique avait à diverses reprises conseillé ce travail. Il appartenait à la Municipalité présidée par M. Gustave DELORY d'inscrire au budget communal le premier crédit affecté à la rédaction et à l'impression de l'inventaire de la plus précieuse partie du chartrier échevinal, les *Cartons et registres aux titres* (5).

Ces documents, remontant au XI<sup>e</sup> siècle n'étaient ni estampillés ni répertoriés. Les 4009 fiches analytiques rédigées de 1921 à 1924 ont permis d'une part de faire un répertoire chronologique comptant 1175 pages in-folio servant en même temps de concordance pour les anciennes références des 71 « cartons aux titres ». D'autre part, ces mêmes fiches ont facilité la répartition méthodique du

---

(1) PAEILE, *Notice sur les archives communales de Lille antérieures à 1790*, Lille, 1868, 41 p. in-8° (extrait du *Bulletin de la Commission historique du Nord*, t. X, p. 108 à 144). On trouvera quelques renseignements complémentaires dans la notice consacrée par E. DESPLANQUE à la *Bibliothèque publique de Lille* publiée dans *Lille et la région du Nord en 1909*, t. I, p. 525 sq.

(2) L'inventaire BERNARD forme un registre de 124 pages intéressant les archives antérieures à la Révolution (pages 1 à 95) et les archives postérieures ainsi que la Bibliothèque historique (pages 97 à 124).

(3) L'inventaire Magot a été récoilé en 1922. Il a paru prudent, en raison des innombrables travaux basés sur son classement depuis 50 ans, de maintenir l'ordre suivi, bien qu'il n'ait pas un caractère scientifique.

(4) « Il serait bien à souhaiter que la Ville de Lille ... fit faire ... un inventaire détaillé avec un recueil des plus curieux documents de ses archives comme font Paris, Lyon, Bordeaux et de nombreuses villes de moindre importance ». J. FLAMMERMONT, *Lille et le Nord au moyen âge*, Lille 1888, page 218.

(5) Délibération du 27 avril 1924. M. BARDOU, adjoint au maire, M. PLANQUE, secrétaire général de la mairie, et M. DESCARPENTRIES, chef de la Division de l'Instruction publique ont témoigné le plus vif intérêt au succès de cette négociation. M. Roger SALENGRO, aujourd'hui maire de Lille et M. FAVIÈRES, adjoint à l'Instruction publique, ont bien voulu assurer sa réalisation.



contenu de ces cartons. Beaucoup de titres disparus se trouvaient transcrits sur le « Livre Roisin », sur les 29 « Registres aux titres » et sur les 2 « Registres aux octrois ». Le relevé en a été fait et figure dans le présent ouvrage (1).

L'Administration municipale a exprimé le désir que cet inventaire, destiné à mettre en œuvre les sources inédites des annales lilloises, fut précédé d'un travail simplifiant la recherche des sources imprimées.

L'auteur, depuis son arrivée à Lille, a vu disparaître, en dix-sept ans, quelques-uns des meilleurs artisans de notre histoire locale, Fernand Danchin, Léon Lefebvre, Edmond Leleu, Hippolyte Verly, monseigneur Hautœur, les bibliothécaires Debièvre, Desplanque et Vanrycke, l'archiviste Rigaux. Il a semblé, dans les temps difficiles que nous traversons, qu'il fallait aider les jeunes à transmettre le flambeau en les guidant à travers la Cité des livres.

Cet essai bibliographique, restreint aux travaux historiques et archéologiques intéressant la période antérieure à la Révolution, a été simplifié par l'élimination des « impressions lilloises », ne présentant pas un intérêt historique éminent, et par celle des placards et factums judiciaires. Les travaux spéciaux d'HOUDOY et de DANCHIN (2) dispensaient en effet d'entrer dans des détails qui devenaient des répétitions. D'autre part, un catalogue de factums avait un caractère trop spécial qui ne répondait pas à notre programme de vulgarisation (3).

Beaucoup de travaux cités sont des tirés à part de publications faites par les Sociétés savantes. Il était nécessaire de donner la référence à ces collections, souvent plus accessibles que les tirages à petit nombre (4).

Il a paru commode, pour faciliter les vérifications et les additions, de dresser cette bibliographie dans l'ordre alphabétique des noms d'auteurs. Toutefois, pour ne pas exposer le lecteur à des dépouillements fastidieux, nous avons fait suivre cette liste d'un index groupant, dans l'ordre alphabétique, les matières, les familles et les LIEUX intéressés.

Les travaux bibliographiques sont nécessairement, et parfois, volontairement incomplets. L'archiviste de la ville, en mesurant le chemin parcouru, a eu le dessein d'encourager, par un geste cordial, les non initiés appelés à continuer l'œuvre des anciennes générations (5).

**Max BRUCHET.**

(1) Dans ce travail d'organisation et notamment dans le dépouillement des Registres aux titres, nous avons eu la précieuse collaboration de M. Emile LEMAIRE, qui dirige depuis 25 ans, à la satisfaction générale, la salle de travail des archives anciennes.

L'impression de notre manuscrit a été faite avec un soin qui fait honneur à M. Meyer et à ses dévoués collaborateurs de l'Imprimerie du « Progrès du Nord ».

(2) Jules HOUDOY, *Les Imprimeurs lillois. Bibliographie des impressions lilloises 1595-1700*. Paris, 1879, XXII + 391 p. in-8° avec planches. — Fernand DANCHIN, *Bibliographie des impressions lilloises*. Ouvrage en cours d'impression sous les auspices de la Société des Sciences de Lille, comprenant en 1925 un ensemble de 1630 articles.

(3) Le dévoué personnel de la Bibliothèque communale a entrepris le catalogue sur fiches des innombrables placards du fonds Godefroy. Ce travail sera une source de premier ordre pour les érudits lillois. Voir aussi, dans la présente Bibliographie, les articles 98, 99, 114, 133, 325 et 341.

(4) Voici les abréviations employées pour désigner les collections le plus souvent citées :

AHN = Archives historiques du Nord de la France.

BCHN = Bulletin de la Commission historique du Nord.

BSEPC = Bulletin de la Société d'études de la province de Cambrai.

MSSL = Mémoires de la Société des Sciences de Lille.

(5) Ce travail a été rendu moins imparfait grâce à l'obligeance de M. Gustave Mahieu, bibliothécaire-adjoint de la Ville de Lille. Nous avons aussi trouvé, dans les fiches bibliographiques de M. le chanoine Leuridan, publiées depuis 1899 dans le *Bulletin de la Société d'études de la province de Cambrai*, des indications précieuses.



## BIBLIOGRAPHIE

1. Almanach du Commerce, des Arts et Métiers des villes de Lille, Douai et Dunkerque. Lille, Jacquez et Vanackère, 1786 à 1789, 4 vol. in-12.

2. Annonces, affiches, nouvelles et avis divers pour la province de Flandres. Lille, 1781-1793.

Journal fondé par Joseph PARIS, dit le chevalier de L'ESPINARD. Ce journal prend en 1784 le titre de *Feuille de Flandre*, puis de *Gazette du département du Nord*.

3. Archives historiques du Nord de la France et du Midi de la Belgique. [1<sup>re</sup> série], 6 vol. ; nouv. série 6 vol. ; 3<sup>e</sup> série, 6 vol. in-8°. Publié par M. LEROY et A. DINAUX, Valenciennes, 1829-1855.

Articles concernant Gilles Cambier, poète latin lillois (1<sup>re</sup> série, t. III, p. 248) ; la Profanation de l'église Saint-Pierre en 1296 (2<sup>e</sup> série, t. II, p. 290 à 295) ; Lepez, généalogiste lillois mort en 1706 (2<sup>e</sup> série, t. IV, p. 571 à 573) ; Saint-Thomas de Cantorbéry à Lille (3<sup>e</sup> série, t. II, p. 408) ; Esclaves à Alger natifs de Lille (3<sup>e</sup> série, t. VI, p. 172).

Voir dans la présente bibliographie aux mots DINAUX, LA FONS-MÉLICOQ, LE GLAY, d'autres articles.

4. Artiste (l'), revue hebdomadaire du Nord de la France, publiée sous la direction de M. Auguste WACQUEZ. Lille, 1851 ; 2 vol. in-4°.

Tome I. Procession de Lille en 1562 (p. 10), Arnould de Vuez (p. 37), théâtre du collège des Jésuites (p. 92), médailles lilloises par VAN HENDE (p. 101, 137 et planche 6), ascension de Blanchard et L'Épinard à Lille en 1785 (p. 163), armes de Lille (p. 231, 283, 299).

5. ASSOIGNON (Paul). La Vieille Flandre. Lille et Saint-Sauveur depuis le XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle. 1898, III-285 p. in-8°.

6. — id. — La presse lilloise (= *Lille et la région du Nord en 1909*, t. I, p. 664 à 677).

7. Au Jour le Jour. Chroniques sur Lille et la région publiées dans le *Nouvelliste* et la *Dépêche*, sous la signature collective de C. KELKUN. Lille, 1887-1903, 27 vol. in-12.

8. [BALINGHEM (Antoine de)]. Diva Reconciliationis vulgo Esquermiensis, sive de ejusdem origine, antiquitate, sodalitate, miraculis. Insulis, typis Petri de Rache, 1625.

Le Collège des Jésuites de Lille avait obtenu le 14 fév. 1622 l'union à cet établissement des revenus annuels de la chapelle d'Esquermes. En 1625, cet ouvrage fut traduit sous ce titre : *Notre-Dame de Réconciliation, dite d'Esquermes, de son origine, antiquité, sodalité et miracles*, par un Père de la Société de Jésus. Lille, Pierre de Rache, 1625.

9. BARANTE (de). Histoire des ducs de Bourgogne de la maison de Valois. Bruxelles, 1838, 2 vol. gr. in-8° à 2 colonnes.

10. BAUCHOND (Maurice). La justice criminelle du Magistrat de Valenciennes au moyen-âge. Paris, 1904, 314 p. in-8° (= thèse droit Lille).

11. BAYART (P.). Le chant liturgique à Lille au moyen âge d'après les manuscrits. Paris, 1913, 31 p. in-8°.

12. BEAUCAMP (Fernand). L'Architecture civile en Flandre et Artois. Époque médiévale, XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Paris 1923, in-fol., 70 planches.

Bourse, Palais Rihour, Porte de Roubaix. Anciennes maisons situées rue de Paris, rue de la Bourse, rue de la Monnaie, place Saint-Martin, quai de la Basse-Deûle, rue de Roubaix, rue du Palais-Rihour, etc.

13. — id. — Panneaux intéressant la confrérie lilloise des arbalétriers de St-Georges en 1731 (= BCHN., séance du 22 juin 1925).

14. BECQUART (V.). Les Communes de l'arrondissement de Lille. Documents historiques et archéologiques. Lille, 1879, XIV-796 p. gr. in-8°.

15. BENOIT (François). Le Vieux Lille. (= *Revue art ancien et moderne*, 1920, tome I, p. 155 à 160).

16. BERNARD (E.). Légende de Lydéric, fondateur de la ville d'Aire en 641. Aire, 1847, 39 p., in-16.



**17. BERNARD (H.).** Journal inédit du siège de Lille en 1708, contenant des détails peu connus et éloge des Lillois. Lille, 1845, 28 p. in-8°.

**18. BERNARD (Paul).** Découverte archéologique [du XV<sup>e</sup> siècle] à l'Hospice Gantois. (= *Revue du Nord de la France*, t. II, 1854, p. 227).

**19. BERTRAND (A.).** Les Rues de Lille. Leurs origines, transformations et dénominations. Lille, impr. Castiaux, 1880, V-321 p. in-8°.

Ouvrage important. A utilisé les travaux antérieurs, notamment l'*Histoire de Lille* par DERODE, t. I, p. 92 sq. Nombreux renseignements inédits donnés par M. Henri RIGAUX, d'après les archives municipales.

Le Supplément, publié en 1910, dans le *Bulletin administratif de la ville de Lille*, sous le pseudonyme de JEANDOUZY, ne présente pas la même sûreté d'information.

**20. BIGO D'HALLUIN (Aug.).** Généalogie de la famille Bigo. Lille, 1887, 448 p. in-8°.

Intéresse les familles Alatrue, Baudouin, Danel, Delesalle, Descamps, Fauchille, Lemayeur, Prévost, Scrive, Wallaert, etc.

**21. — id. —** Généalogie de la famille Masurel, Lille, 1899, 200 p. gr. in-8°.

**22. Biographie nationale belge** publiée par l'Académie royale de Belgique. A-S Bruxelles. 1866 — 1924, 23 vol. in-8°.

Nombreuses notices avec bibliographie sur les personnages de l'histoire lilloise.

**23. BLANCHARD (R.).** La Flandre. Etude géographique de la plaine flamande en Flandre, Belgique et Hollande. Dunkerque, 1906, VIII-530 p., in-8° avec planches (= thèse doctorat lettres).

**24. BLOMMAERT.** Les Châtelains de Flandre. Gand, 1915, 250 p. in-8° (= 46<sup>e</sup> fasc. du *Recueil Univ. Gand*).

**25. BLYE (DE).** Jurisprudence de Flandre ou Arrêts recueillis par MM. DUBOIS D'HERMAVILLE avec un commentaire sur la coutume de la Salle de Lille. Lille, 1773, 2 tomes en 1 vol. in-4°.

**26. [BOCQUET (Louis)].** Bref Description des choses les plus remarquées advenues tant en la ville de Lille qu'ailleurs depuis l'an 1500 jusques

[1694]. [Lille], Lefebvre-Ducrocq, S. d. 92 p. in-8°.

Impression du ms. 637 de la Bibl. municipale de Lille.

**27. BOISLISLE (A. M. DE).** Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces. Paris 1874-1897, 3 vol. in-4°.

Important pour la Flandre wallonne.

**28. BOLDODUC (Edouard).** Album souvenir. Lille ancien monumentai... tiré de la Bibliothèque de la Ville et de collections particulières. Lille. Boldoduc, vers 1882, 52 pl. in-4°.

Porte, église et prison Saint-Pierre, Château dit de Courtrai, Grand'place avec Fontaine au change et Chapelle des Argents, Palais Rihour, Halle échevinale, Grand'garde de 1550, ancienne Porte de la Barre, Couvent des Augustins, Pont de l'Arc, Noble Tour, ancienne église Saint-Etienne, Bourse, Porte de Paris, Nouvelle Aventure, Portes de la ville, place du Théâtre, église des Récollets, Marché aux poissons, ancienne Bibliothèque et Musée, etc.

Une suite a été publiée à Lille, en 1895, sous le titre de *Le Collectionneur lillois, album de 40 planches*, intéressant notamment la Porte Saint-Pierre, l'ancienne façade de Saint-Maurice, le chœur de Sainte-Catherine, l'ancien Arsenal, la cour du Vert Bois, l'ancienne chapelle des Dominicains, la Grand'garde, la Porte de Paris.

**29. BOMMART (Th.).** Généalogie de la famille Crépy. Lille, 1883-1908, in-4°, avec trois suppléments.

**30. BONN.** La Bière à Lille au XV<sup>e</sup> siècle. 1911, 8 p. in-8°. (= *Annales des falsifications*, avril 1911).

**31. BONNASSIEUX et LELONG.** Inventaire des procès-verbaux du Conseil de commerce 1700-1791. Paris, 1900, LXXII-699 p. in-4°.

Très nombreuses références sur Lille. Voir la table, p. 608.

**32. BOREL D'HAUTERIVE.** Armorial de Flandre, du Hainaut et du Cambrésis. Recueil officiel dressé par les ordres de Louis XIV, 1696-1710. Tome premier de l'Armorial général de France. Paris, 1856, XXXVI-479 p. in-8°.

Contient notamment les armoiries enregistrées par le Bureau de Lille (p. 29 à 55, 112 à 128, 157 à 176, 216 à 231, 339, 355 à 358, 413 à 416).

Très important pour l'histoire des anciennes familles de Lille, des Maisons religieuses et des Corporations. Voir la table alphabétique finale.



33. BOSSARD (Eugène). *Alani de Insulis Anticlaudianus cum Divina Dantis Alighieri Comœdia collatus*. Angers, 1885, 118 p., in-8° (thèse lettres Poitiers).

34. BOTTIN (Sébastien). *Sur les Sociétés littéraires et scientifiques de Lille et sur le Collège des Philalèthes (= Séances de la Société des amateurs des Sciences de Lille, 1806, p. 3 à 9)*.

35. — id. — *Kermesse, procession de Lille (= AHN, t. II, 1832, p. 309 à 321)*.

36. BOUCHER. *Description abrégée du climat de la ville de Lille en Flandre*. Paris 1757, in-12. (= *Journal de médecine*, tome VII, juillet 1757, p. 234 à 238).

37. — id. — *Précis des observations météorologiques faites à Lille depuis le mois de juin 1757 jusqu'en 1767 (= Journal de médecine, t. VII sq.)*.

= L'auteur était médecin à Lille, Cf. ROLANTS, *Nomination d'un correspondant à l'Académie des Sciences en 1751*. Lille, 1925 (= *Bull. soc. sc. Lille*).

38. BOUCHERY (A.). *Lille. Eaux fortes. Dix planches, avec préface de F. BENOIT*. Paris, 1917, in-folio.

Statue de N.-D. de la Treille, rue de la Barre. Palais Rihour. Clocher Sainte-Catherine. Cour des Bons enfants. Porte de Roubaix. Rue des Urbanistes. Intérieur de la Bourse. Portes de la Citadelle et de Paris. Haute-Deûle et Basse-Deûle. Maison de la rue Esquermoise.

39. BOULANGER (Henri). *Lille en Flandre. Ses sceaux, ses armes, 1199-1907*. Lille, 1907, 56 p. in.-fol. et 17 planches.

Tirage à 16 exemplaires. Reproduit notamment la plus ancienne charte de Lille portant le sceau de l'échevinage. Cette pièce, datée de 1199 (vieux style), contient l'engagement pris par la ville de Lille de faire ratifier le traité de Péronne par le comte de Flandre et se trouve aux Archives nationales, J. 532, pièce 3 b. Son sceau, décrit par DOUET D'ARCO, sous le n° 5533, représente une « fleur d'iris », type différent du grand scel échevinal adopté depuis le XIII<sup>e</sup> s. jusqu'à la Révolution décrit par DEMAY, d'après un type appendu à une charte de 1230 à la fleur de lys accostée d'un lion. (*Inv. sc. Flandre*, n° 4000).

Le décret du 15 mars 1902 fixant ainsi le blason de la ville de gueules à la fleur d'iris d'argent, l'étoile de la Légion d'honneur en chef et à dextre s'est inspiré, pour la représentation de la fleur, du type sigillographique de 1199.

40. BOULANGER (Henri). *Notes sur les Industries du cuir à Lille du XIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*. Lille, 1909, br. in-4° (= *Lille et la région du Nord*, 1909, I, p. 1137 à 1153, avec pl.).

41. BRASSART (Félix). *Le Sceau du Souverain Bailliage de Lille en 1555 (= Souvenirs Flandre Wallonne, t. II, 1862, p. 170 à 176)*.

42. — id. — *Registres mémoriaux d'un ancien gouverneur de la Flandre wallonne. Henri de Mortaigne dit d'Espierre 1384-1411 (= Souv. Fl. wall. VI, 1866, p. 81 ; VII, 1867, p. 75)*.

43. — id. — *Les Capitulations de Lille et de Douai en 1297 et en 1300 (= Souv. Fl. wall., XIV, 1874, p. 170 à 185)*.

44. — id. — *Le Baron d'Erre, Charles du Chastel et les Etats de la Flandre wallonne (= Souv. Fl. wall., XVI, 1876, p. 187)*.

45. — id. — *Département du Nord. Ville de Douai. Inventaire sommaire des Archives communales antérieures à 1790: Séries AA-EE. Douai, 1876-1898, 5 fasc. in-4°*.

En collaboration avec LEPREUX et DEHAISNES.  
Voir aussi PILATE-PRÉVOST, *Table chronologique et analytique des archives de la mairie de Douai depuis le XI<sup>e</sup> jusqu'au XVIII<sup>e</sup> s.* Douai 1842, in-8°.

46. — id. — *Une vieille Généalogie de la maison de Wavrin publiée avec des notes... sur les sénéchaux et les connétables de Flandre*. Douai, 1877, 172 p., in-8° (= *Souv. Fl. wall., t. XVI*).

Voir aussi GETHALS, *Histoire de la maison de Wavrin*. Bruxelles, 1866, 194 p. in-4°.

47. — id. — *Histoire du château et de la châtellenie de Douai*. Douai, 1877-1887, 3 vol. in-8°.

48. — id. — *L'Origine du comté de Flandre... avec des observations sur les prétendus forestiers de Flandre*. Douai, 1878, 40 p. in-8° (= *Souv. Fl. wall., t. XVII*).

49. BRASSART (F.). *Bans et arrière-bans de la Flandre wallonne sous Charles le Téméraire et Maximilien d'Autriche (= Souv. Fl. wall., 1884, 2<sup>e</sup> série, t. IV, p. 5 à 78)*.



Contient la liste de 137 fiefs de la Salle de Lille en 1470 et autres documents sur les vassaux et les fiefs de la châtellenie de 1475 à 1481.

50. BRASSART (F.). Renseignements historiques et héraldiques sur Pierre de Haulteville dit le Prince d'amour. (= *Souvenirs Flandre wallonne*, 2<sup>e</sup> série t. IV, 1884, p. 79 à 105).

Personnage qui fut enterré en 1448 aux Frères mineurs de Lille. Cf. de LA GRANGE dans *Ann. Acad. Archéol. Belg.* 4<sup>e</sup> série, t. VI, p. 23.

51. — id. — Fiefs et fiefs de la Motte d'Orchies depuis le XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1789, avec un compte du domaine de l'an 1187 (= BCHN, t. XIX, 1890, p. 1 à 80).

52. BRÉQUIGNY. Table chronologique des diplômes... et actes imprimés concernant l'histoire de France jusqu'en 1314. Paris, 1769 à 1783 et 1836 à 1876, 8 vol. in-fol. (= *Acad. des Inscriptions*).

53. [BREUNIN]. Notice sur l'organisation des secours à domicile à Lille avant 1789 (= *Compte moral du Bureau de bienfaisance de Lille*, 1896).

Dans la même collection, année 1892, Notice du même sur la *Création de la Bourse commune des pauvres en 1527*.

54. BRIET (Henri). Le Droit des gens mariés dans les coutumes de Lille. Lille, 1908, 427 p., in-8° (= thèse droit).

55. BROSSARD (Ch.). Le Nord pittoresque et monumental. 20 gravures noires et 15 planches coloriées. Valenciennes S. d [avant 1925], gr. in-8°.

Porte de Paris, Eglise Saint-Maurice, Ancienne Bourse et Palais Rihour notamment.

56. BRUCHET (Max). Les Archives départementales du Nord. Lille, 1909, gr. in-8° avec pl. (= *Lille et la région du Nord*, t. I).

57. — id. — Archives départementales du Nord. Répertoire numérique. Série L. Lille 1911, XXX-269 p. in-4°.

Voir à la page 243 les références de dossiers concernant les Archives, les bibliothèques et le clergé de Lille à la fin du XVIII<sup>e</sup> s. et pendant la Révolution.

58. BRUCHET (M). Archives départementales du Nord. Répertoire numérique. Série B. Chambre des comptes de Lille. Lille, 1921, 2 vol. in-4°.

Le 1<sup>er</sup> fascicule (LXVII + 515 p.) contient notamment une introduction sur l'histoire des collections de la Chambre des Comptes et une bibliographie de 1.112 articles renfermant de nombreuses publications sur cette juridiction qui eut son siège à Lille et dont nous n'avons pas donné ici tous les titres pour éviter un double emploi.

Le 2<sup>e</sup> fascicule et dernier (XXXII + 253 pages) contient pages 113 à 115 les références relatives à Lille intéressant notamment les rubriques suivantes : Abbaye, Accises, Administration communale, Aides, Archives (inventaires), Augustins, Bailliage (Souverain), Batellerie, Béguinages, Boucherie, Boulangerie, Brasserie, Brieux et espies, Brigittines, Bureau des Finances, Cabarets, Canaux, Carmes, Chambre des comptes, Changeurs, Chapitre Saint-Pierre, Château et châtellains, Chemins, Clarisses, Collèges, Commerce, Conférences diplomatiques, Confiscations, Confréries, Cordeliers, Corporations, Coutumes, Défense militaire, Dominicains, Draperie, Droits, Echevinage, Eglises, Baquêtes fiscales, Epidémies, Etats, Fermes, Fête de l'Epinette, Feux et population, Fiefs, Foire, Fondation Hangouart, Fortification, Franciscains, Garnison, Gouvernance, Hanse, Hérésie, Hôpitaux, Inventaires d'artillerie du château, Jeux de dés, Juridiction, La Motte Madame, Loi, Lombards, Maison du Temple, Maison des Blanches Robes, Maison des Bonnes Filles, Maladrerie de Cantelieu, Mariniers, Monnaie, Mont-de-Piété, Noble Tour, Noblesse, Nouveaux Acquêts, Occupation anglaise, Orphelinat La Grange, Palais Rihour, Poëts, Poissonniers, Prêts au souverain, Pré-vôté, Prisons, Privilèges, Processions, Révolte, Riez de La Madeleine, Rivières et canaux, Rues, Salle de Lille, Salle de spectacle, Sayetterie, Serment, Sœurs noires, Sœurs grises, Tanneurs, Tonlieu, Traités, Usuriers, Vœu du Faisan.

Une partie du chartier de Flandre est restée en Belgique. Cf. Jules de SAINT-GENOIS, *Invent. analytique des chartes des comtes de Flandre... déposées au château de Rupelmonde et conservées aujourd'hui aux archives de la Flandre orientale*. Gand, 1843-1846, 579 p. in-8° (nombreuses références sur Lille), avec un supplément par J. GAILLARD, dans *Bull. com. roy. hist. Belg.*, 2<sup>e</sup> série, t. VII, 1855, p. 363 à 417.

Une autre partie fut expédiée à Paris, sous le ministère de Colbert, par D. Godefroy. Cf. LA RONCIÈRE et BONDOIS *Bibliothèque nationale, Catalogue des manuscrits de la Collection des Mélanges Colbert*, Paris, 1920-1922, 2 vol. in-8° (voir t. II, p. 218, au mot Lille), et LAUER, *Bibl. nat., Collections manuscrites sur l'histoire des provinces de France. Inventaire*, Paris, 1905-1911, 2 vol. in-8° (voir t. II, p. 577, au mot Lille).

59. — id. — Notice sur la construction du Palais Rihour à Lille. Lille 1922, in-8°, avec planches (= *Bull. Com. hist. Nord*, t. XXXI, 1922, p. 209 à 298).

60. — id. — Les Monuments historiques du Nord. Notice et bibliographie. Lille, 1922, 72 p. in-8° (= BCHN, t. XXXI).



Pages 23 à 25 : Immeubles classés, Palais Rihour, Eglise Saint-Maurice, Porte de Paris, Façade de la chapelle du Fort Saint-Sauveur, chapelle de la Citadelle, Noble-Tour, Bourse, Porte de Gand, Porte de Roubaix.

Des décrets postérieurs ont aussi classé l'Hôpital Saint-Sauveur (partie), l'Hôpital Comtesse (partie), l'Hôpital Gantois.

Pages 34 et 35 : Renseignements sur les immeubles non classés de l'Hôtel de Beaurepaire, les maisons de la rue de Paris, la maison de Gilles de Le Boe, place Saint-Martin, les églises de Sainte-Catherine, La Madeleine et Saint-André, la chapelle de N.-D. de Réconciliation, le Beaugard.

Pages 57 à 61 : Énumération des objets mobiliers classés dans les églises de Saint-Maurice, Saint-André, Sainte-Catherine, La Madeleine, et dans les hospices Stappaert et Gantois.

Des arrêtés postérieurs ont classé divers objets appartenant aux Hospices La Charité, Comtesse, Saint-Sauveur, Hospice Général et à l'administration des Hospices.

**61. BRUCHET (M.).** Archives départementales du Nord. Répertoire numérique de la série H. Fonds bénédictins et cisterciens. Lille, 1925, 373 p. in-4°.

Ce répertoire n'est pas encore distribué, la table étant en cours d'impression.

On trouvera des références importantes dans les fonds du prieuré de Fives (XIV), des abbayes de Loos (XXVII), et de Marquette (XXXIII). Les autres fonds renferment aussi des pièces, moins nombreuses, intéressant notamment Actes de divers échevinages, Bailliage, Béguinage, Brasserie, Brigittines, Cabarets, Chapelle de N.-D. de la Treille, Chapelle Saint-Michel, Chapitre Saint-Pierre, Châtelain, Clarisses, Collèges, Cour du Petit-Heaume et Cour du Pourchelet, Deule, Dîme, Doyens de chrétienté, Droit de chaussée ou de hamaide, Droit de vinage, Ecole de latin, Eglises et paroisses, Etats, Fourches patibulaires, Gouvernance et Gouverneurs, Hôpitaux, Hôtel d'Antoing, Hôtel des Monnaies, Jardin de la Poterne, Juridiction, Léproserie, Maisons, Minimes, Moulins, Place Saint-Martin, Portes de la ville, Refuges d'abbaye, Rentes classées par rues, Rues, Salle de Lille, Siège de 1708, Soeurs grises, Tabellion, Tonlieu, Trou-Madame, Ursulines.

**62. — id. —** Ville de Lille. Inventaire sommaire des Archives communales antérieures à 1790. Série AA. Cartons et registres aux titres. Lille, 1926, LXXVIII-491, p. in-4°.

**63. BRUN (Edmond).** Tableau des notaires de l'arrondissement de Lille depuis le 1<sup>er</sup> mai 1671 jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1852. Lille, 1852, in-folio.

Les cotes actuelles sont données dans BRUCHET, *Rapport sur les archives départementales*, août 1911, p. 9 à 25 (*Conseil général, Rapports des chefs de service*).

**64. BRUN-LAVAINNE.** Annales des canonnières de Lille. Lille, [1827], 95+5 p. in-8°.

**65. BRUN-LAVAINNE.** La Hanse de Londres (= AHN., 1<sup>re</sup> série, I, 1829, p. 177 à 185).

Texte du règlement fait au XIII<sup>e</sup> siècle sur cette association commerciale dont Lille faisait partie.

Sur le même sujet, voir HOEHLBAUM, *Ueber die Flandrische Hanse von London*, dans *Hansische Geschichtsblätter*, t. XXVI (1899) ; PIRENNE, *La Hanse flamande de Londres*, Bruxelles, 1899, in-8°. (*Bull. Ac. roy. Belg.*, 3<sup>e</sup> série, t. XXXVII, 2<sup>e</sup> partie) ; DEHAISNES, *Essai sur les relations commerciales de Douai avec l'Angleterre au moyen-âge*. (Mém. lus à la Sorbonne, 1866).

**66. — id. —** Atlas topographique et historique de la ville de Lille, accompagné d'une histoire abrégée de cette ville, de notes explicatives, de cartes et de vues. Lille, 1830, in-fol., 68 pages de texte et 42 planches.

**67. — id. —** [Documents divers concernant l'Echevinage] et publiés dans *Revue du Nord*, II, 1834, 346 ; III, 1834, 33 ; III, 1834, p. 258.

**68. — id. —** Hanse de Flandre. Accord entre les villes d'Ypres et de Lille, mars 1343 (= *Revue du Nord*, t. II, 1834, p. 227).

**69. — id. —** Le Palais de Rihour, Lille, 1835, 52 p., in-8° avec pl. (= *Revue du Nord*, t. III et IV, passim).

**70. — id. —** Rapport présenté à la Société des fouilles du Palais de justice de Lille. Lille, [1836], 24 p. in-8° avec 3 pl. (= *Revue du Nord*, t. V, 1835-1836, p. 212 et 296).

Important pour les substructions de l'ancienne église Saint-Pierre.

**71. — id. —** De la Condition des femmes dans l'ancienne châtellenie de Lille (= *Revue du Nord*, t. VI, 1835-1836, p. 335 à 347).

**72. BRUN-LAVAINNE.** Notice sur les institutions communales de Lille au moyen âge (= *Revue du Nord*, t. VI, 1835-36, p. 277 à 286).

**73. — id. —** Les Sept sièges de Lille, contenant les relations de ces sièges... avec trois plans aux époques 1667, 1708 et 1792. Lille, 1838, 496 p., in-8°.

Sièges de 1128, 1214, 1297, 1302-1304, 1667, 1708, 1792.

Nombreux documents tirés des Archives de Lille en collaboration avec BRUN.



74. BRUN-LAVAINNE. De l'Invasion du protestantisme dans la Flandre au XVI<sup>e</sup> siècle et comment Lille en fut préservé (= *Revue du Nord*, nouvelle série, t. I, 1839, p. 149 à 166).

Avec liste des rewarths, mayeurs et échevins de 1564 à 1582.

75. — id. — De l'Influence exercée par les Ducs de Bourgogne sur le bien-être matériel dans la Flandre française. (= *Revue du Nord de la France*, Lille, t. II, 1840, p. 364 à 371 et 421 à 431).

76. — id. — Roisin, Loix, franchises et privilèges de la ville de Lille. Lille, 1842, XXIII — 472 p. in-4°.

Edition souvent défectueuse d'après le ms. AA 209 (ancien Le Glay, 266) des Archives communales, qui est du milieu du XIV<sup>e</sup> s., avec additions. L'éditeur n'a pas connu les versions plus anciennes conservées notamment à la Bibliothèque de la ville et aux Archives départementales.

Ce recueil, si important pour le droit coutumier du Nord de la France, paraît avoir été rédigé vers 1280, par un clerc de la ville, Jean Roisin, qui vivait encore en 1302 et a pu mourir avant 1306.

Sur ce recueil voir PAELLE, *Notice sur les Archives de Lille* (BCHN, t. X, 1868, p. 125) ; HOUBOY, *Chapitres de l'histoire de Lille* (M S S L, 3<sup>e</sup> série, t. X, année 1872, p. 33 à 73), et FACCHILLE, *Le vieux droit Lillois, l'œuvre de Jehan Roisin* (M S S L, 4<sup>e</sup> série, t. XXVI, 1912, p. 219).

Voir aussi le présent Inventaire, pages 122 à 130.

77. — id. — Armes de Lille (= BCHN, IV, 1851, p. 78 à 84).

78. — id. — Mémoire sur l'état des sciences, des lettres et des arts dans la Flandre française pendant la période des ducs de Bourgogne (= *Revue Nord de la France*, t. III, 1855, p. 20 à 26, 75 à 86, 114 à 123).

79. — id. — Mémoire sur les institutions communales de la France et de la Flandre au moyen âge. Lille, 1857, X-90 p., in-8° (= *Revue du Nord de la France*, t. VI et VII, passim.).

80. — id. — Note sur les anciennes coutumes de Lille (= BCHN, X, 1868, p. 360 à 366).

Livre Roisin. Droit de représentation.

81. — id. — Inventaire des reliques et autres objets précieux de l'église collégiale de St-Pierre

de Lille à la fin du XIV<sup>e</sup> s. (= BCHN, t. X, 1868, p. 83 à 90).

82. BRUNEEL (Henri). Histoire populaire de Lille. Lille, 1848, 230 p. in-8°.

83. — id. — Guide de la ville de Lille. Lille, 1850, XII — 276 p., pl. et plan.

84. Bulletin de la Commission historique du Nord, Lille, 1843-1922, 31 vol., in-8°.

Une table a été publiée pour les 15 premiers volumes (BCHN, t. XV, 1899, p. 259 à 282) et intéresse notamment Lille (p. 275 et 276).

85. BUZELINUS (Johannes). Triumphus quo SS. Victorem ejusq. Socium martyres romanos perillustris... Tornacensis episcopus [die 23 januarii 1612] Insulensem in Urbem gloriose intulit et in templo societatis Jesu D. Virgini Mariae sacro collocavit. Insulis, apud Petrum de Rache, 1612, 64 + 7 p., in-12.

A été traduit en français aux frais du Magistrat. Réimprimé dans *Acta Sanctorum*, t. II 6<sup>e</sup> janvier, page 554. Cf. HOUBOY, *Imprimeurs lillois*, page 190. On trouvera dans ce dernier ouvrage beaucoup de publications faites par des Jésuites de Lille avec subvention du Magistrat.

86. — id. — Gallo-Flandria sacra et profana, in qua urbes, oppida... et pagi praecipui Gallo-Flandrici tractus describuntur..., dein Annales Gallo-Flandriae. Douai, 1625, 629 p. in-fol. avec une carte.

Une continuation manuscrite par Jacques LE GROUX, intitulée la *Flandre Gallicane*, allant jusqu'à 1730, est conservée à la Bibliothèque de la ville de Lille (Cf. LE GLAY dans A H N, 2<sup>e</sup> série, t. IV, 1842, p. 215 à 218). BUZELIN constitue une source importante.

87. CAILLOT (G.). Articles publiés dans *Au jour le jour* notamment sur : le Nettoyement des rues de Lille au XVIII<sup>e</sup> s. (XIV, année 1893, p. 174 à 193) ; les Vieux Almanachs et les Vieux Annuaires lillois (XVIII, 107, 261, 355 ; XIX 43 à 58) ; une journée des échevins de Lille au XIII<sup>e</sup> (XVIII, 251 à 259).

88. Cahier des plaintes et doléances communes de l'ordre du clergé des villes et châtellenie de Lille, du ressort de la Gouvernance du dit Lille.



Lille, Danel [1789], br. de 25 p. in-4° ; id. Ordre de la Noblesse, Lille, Danel 1789, br. de 24 p., in-4° ; id. Tiers état des villes, bourgs et villages du bailliage de Lille, 24 janvier 1789. [Lille], Danel, br. de 17 p. in-4° ; Arrêté et protestation des membres du Tiers-état de la ville de Lille ensuite du mémoire présenté à leur délibération le 14 janv. 1789. Lille, Danel, 6 p., in-4°.

Voir aussi MAVIDAL et LAURENT, *Archives parlementaires*, 1<sup>re</sup> série, t. III. Paris, 1879, p. 522 à 535. On trouvera le résumé de ces cahiers de doléances de Lille dans ARDOUIN-DUMAZET, *Le Nord de la France en 1789*, Paris, 1889, pages 13 à 51.

**89.** Calendrier pour 1758 (Etrennes curieuses ou) contenant les antiquités de la ville de Lille, les curés du diocèse, les dédicaces et carmesses des villes et châtellenie de Lille. Lille et Liège, in-32.

**90.** Calendrier (Le) de la Flandre calculé au méridien de Lille, où l'on remarque... le Magistrat de Lille, l'Etat-Major, le Bureau des finances, la Gouvernance, le Chapitre de St-Pierre et autres tribunaux avec les noms et demeures des officiers qui les composent. Lille, Peterinck-Cramé et Ch.-M. Cramé, 1734-1789, in-12.

Voir d'autres Calendriers dans le *Catal. Bibliothèque QUARRÉ-REYBOURBON*, 3<sup>e</sup> partie (Paris, 1909, n° 2099 sq.).

**91.** Calendrier général de la Flandre, du Brabant et des Conquêtes du Roi. Lillie, A.-J. Pancoucke, 1748 et 1749.

En 1750 prend le titre de *Calendrier général du gouvernement de la Flandre, du Haynaut, Cambrai et Cambrésis*. Est imprimé jusqu'en 1762 par Pancoucke, puis de 1763 à 1790 par J.-B. Henry.

C'était l'annuaire administratif du temps, précieux, informé aux sources officielles.

**92.** CANET (V.). Articles insérés dans les *Souvenirs religieux* concernant l'église St-Sauveur, incendiée le 29 mars 1896 (1896, p. 65 à 70) et l'Hôpital St-Sauveur (1896, p. 81 à 86).

**93.** CAPLET (E.). La Peste à Lille au XVII<sup>e</sup> s. Lille, 1898, 151 p. in-8°. (= thèse de doctorat).

**94.** CARNEL (D.). Chants liturgiques d'Adam de La Bassée, chanoine de St-Pierre de Lille au

XIII<sup>e</sup> s., 1858, 28 p., in-8° (= *Mess. sc. hist.*, 1859, p. 241).

**95.** CARNEL (D.). Notice sur un tableau triptyque du commencement du XVI<sup>e</sup> siècle, monument funèbre de Hugues Le Cocq en l'église collégiale de St-Pierre à Lille (= BCHN, t. VI, 1862, p. 91 à 100, avec gravure sur cuivre.

C'est une traduction de la notice publiée en 1861 par ALBERDINGK-THOM dans *Dietsche Warande*.

Hugues Le Cocq était maître de la Chambre des comptes de Lille et mourut en 1517, le 10 avril.

**96.** Catalogue de la bibliothèque FAVIER, 1765, in-8°.

Contient 6.246 articles. L'auteur se proposait d'écrire l'histoire de Lille et avait réuni une précieuse bibliothèque. Les titres de cette publication sont généralement écourtés.

Parmi les anciens catalogues utiles à la bibliographie lilloise, citons encore le *Catalogue de la bibliothèque de feu M. Barbaze, sr de Saint-Quentin* (Lille, 1756, 3 + 176 p.), et le *Catalogue du libraire Van Costenoble* (1774, in-8°) comprend 2.485 articles.

D'autres catalogues de bibliothèques particulières sont indiqués dans *Catal. bibl. Lille*, Histoire, t. II (1856), p. 632 sq. On peut aussi consulter le *Catalogue de la bibliothèque de M. Ducas*, plus particulièrement intéressant pour les manuscrits dont plusieurs ont été acquis par la ville.

**97.** Catalogue de la bibliothèque de feu M. Arthur DINAUX. Quatre parties et quatre tables. Paris, 1865, 8 fasc., in-8°.

La 3<sup>e</sup> partie, comprenant les ouvrages relatifs au Nord de la France, soit 2.778 numéros, est importante pour la bibliographie lilloise. Voir notamment les Impressions lilloises sous les numéros 1562 à 1706.

**98.** Catalogue de la Bibliothèque de feu M. QUARRÉ-REYBOURBON. Paris, 1907-1909, 3 parties en 3 fasc., 61 + 182 + 169 p., in-8°.

Collection de 2.211 articles.

Important notamment pour les impressions lilloises (n° 1562 à 1706), les placards et les manuscrits.

**99.** Catalogue des livres imprimés de la Bibliothèque de la ville de Lille. Sciences et arts [par LAFUITE], Lille 1839, in-8°. Belles-lettres [par LAFUITE], 1841, in-8°. — Histoire, tome 1 [par SEMET] et tome II [par Semet et Paeile], 1849-1856, 2 vol. in-8°. — Théologie [par PAEILE], 1859, in-8°. — Legs Desmazières, 1867, in-8°. —



Jurisprudence [par Paeile], 1870, in-8°. — Sciences et arts [par Paeile], supplément, 1875-1879, 2 vol. in-8°. — Legs Godefroy-Menilglaise [par DEBIÈVRE] : Théologie, sciences et arts, 1893, in-8° ; Histoire, 1893-1894, 2 vol. in-8° ; Jurisprudence, 1896, in-8°.

On sait que la Bibliothèque de Lille a été partiellement incendiée le 23 avril 1916, principalement la série des périodiques. Toutefois, les incunables et les manuscrits, descendus le 20 août 1914 par les soins de MM. Bruche et Emile Lemaire dans la Salle des gardes, ont été sauvés. Les ouvrages dits de la Réserve, placés peu après dans le même local par M. Desplanque, ont pu être aussi sauvegardés sans dommage. Une grande partie de la collection Godefroy, si importante pour l'histoire régionale, a échappé au sinistre. Un catalogue sur fiches, rédigées avec critique, a été élaboré de 1917 à 1925 par MM. Vanrycke et Mahieu, avec la collaboration de MM. Lemaire, Sorez et Lemille. Cet instrument de travail est indispensable pour les études lilloises. Des achats judicieux ont permis de récupérer une partie des lacunes.

Voir sur la formation de cette riche bibliothèque, DESPLANQUE, *La Bibliothèque publique, dans Lille et en région du Nord*, 1909, I, p. 525 à 558, avec pl.

Pour les manuscrits, voir plus loin LE GLAY, RIGAUX.

Un inventaire manuscrit des incunables a été rédigé par M. DEBIÈVRE pour le Ministère de l'Instruction publique et a été utilisé dans M. PELLECHET, *Catalogue des incunables des Bibliothèques publiques de France*. Paris, 1897-1909, 3 vol. in-8°. Voir aussi GOSSART (Maurice), *Les incunables d'origine néerlandaise conservés à la Bibliothèque communale de Lille. Catalogue historique et critique*. Lille, 1907, 83 p. in-8°.

**100.** Catalogue des plantes du Jardin Botanique établi à Lille, par les soins de Messieurs du Magistrat, rangées par M<sup>e</sup> Pierre Cointrel... Lille, 1751, 120 p., in-12.

**101.** CATTART (Aug.-Louis-Henri). Essai généalogique sur la famille Cattaert. Paris, 1899, 100 p., in-8°, avec pl.

**102.** CHAMPIER (V.). L'Art dans les Flandres Françaises aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (= *Bull. Com. Flamand*, 1919-1921, p. 118 à 146).

Intéresse les arts à Lille de 1667 à 1720.

**103.** CHON (François). Note historique sur la famille Panckoucke à Lille et à Paris, Lille, 1886, 12 p., in-8° (= MSSL, 4<sup>e</sup> série, t. XV, p. 295 à 309).

Voir aussi DELSART, dans A H N, t. I, p. 223 à 227

**104.** CHON (François). Promenades lilloises. Lille, 1888, 582 p., in-8°.

Bon travail de vulgarisation.

**105.** CHOTARD. Louis XIV, Louvois, Vauban et les fortifications du Nord de la France, d'après les lettres inédites de Louvois, adressées à M. de Chazerat, Paris, 1889, 300 p., in-16 (= *Annales Com. Flam.*, t. XVIII, 1889-1890, p. 9 à 184).

**106.** CLÉMENT, née Hémerly. Histoire des fêtes civiles et religieuses, des usages anciens et modernes du département du Nord. Paris 1834, 418 p., in-8°.

Fête de l'Epinette, Procession de Lille, Broquelet, etc.

**107.** COLLINET (Paul). Etudes sur la saisie privée... Chartes et coutumes du Nord de la France. Paris, 1893, in-8°, 184 p. (= thèse droit).

**108.** Constitution religieuse de l'Hôpital de N.-D. de la Charité... à Lille. Tournai, 1686, 8 + 255 p., in-12.

**109.** Constitution des religieuses de l'Hôpital de la Conception... érigé en la ville de Lille. Tournai, J. Coulon, 1695, 169 + 8 p., in-8°.

Les constitutions de l'Hôpital du Saint-Esprit, publiées à Lille en 1736 sont citées dans la Bibliographie DANCHIN, sous le n 1296.

**110.** CONTENCIN (Al. de). Notice sur l'église de Saint-Maurice de Lille (= BCHN, t. I, 1843, p. 96 à 109 et 167 à 205).

**111.** — id. — Notice sur l'ancienne Porte Saint-Pierre de Lille (= BCHN, t. I, 1843, p. 280 à 301, avec pl.).

Emplacement de l'Hôtel des Archives départementales.

**112.** CONVAIN (Henri). La Chambre ou Juridiction consulaire de Lille d'après des registres conservés au greffe du tribunal de commerce. Etude historique sur la formation et le développement de cette juridiction. (1715-1791). Lille, 1924, VIII-383 p., in-8° (= thèse droit Lille).



**113.** COPPIETERS STOCHOVE (Hubert). Regestes de Thierry d'Alsace, comte de Flandre. Gand 1901, in-8°, 117 p. ; Regestes de Philippe d'Alsace, Gand 1906, in-8° (= *Ann. soc. hist. arch. Gand*, tomes IV et VII).

**114.** CORDA et TRUDON DES ORMES. Catalogue des factums et d'autres documents judiciaires antérieurs à 1790. Paris, 1890-1907, 7 vol., in-8° et 1 table pour les lettres A à E publiée en 1921.

Voir notamment le t. III, pages 355 à 357, et le t. VII, p. 443, divers placards concernant le Chapitre de Saint-Pierre (démolition du jubé), les Minimes, la juridiction de la Gouvernance, l'Hôtel des Monnaies et la Corporation des chirurgiens. Voir aussi au tome II, p. 252, au mot FLANDRE.

Toutefois, ce fonds de factums est infiniment moins riche que celui de la collection Godefroy, en partie décrit avec un soin qui fait honneur à M. DEBIÈVRE, ancien bibliothécaire de Lille, dans *Catalogue des ouvrages légués par... Godefroy de Menilglaise, Jurisprudence*, Lille, 1896, in-8°. On trouvera des fiches complémentaires rédigées depuis la guerre à la Bibliothèque de la ville. Il conviendra aussi de consulter les divers catalogues imprimés de la Bibliothèque de la ville, ainsi que les catalogues des principales ventes (Dinaux, Quarré-Reybourbon, etc.), et le catalogue manuscrit des placards des Archives départementales, au mot LILLE.

**115.** Coustumes et usaiges de la ville, taille, banlieue et eschevinage de Lille, confirmés et approuvés par l'Imperialle Majesté. Imprimé en Anvers par Martin Lempereur pour Michiel Willem, libraire, demourant à Lille, tenant son boutique auprès du Beauregard en l'an MDXXXIII, in-4° goth., 30 feuillets.

Sur cette édition et les éditions postérieures voir PAEILE, *Catal. Bibl. Lille, Jurisprudence*, (1870), p. 261 ; HOUDOX, *Imprimeurs*, n°s 232 et 373 ; DANCHIN, *Bibliogr.*, p. 22 à 29, avec extraits des Archives de Lille ; GHELDOLF, *Rapport supplémentaire sur les coutumes de l'ancienne Flandre* dans *Procès-verbaux commission publication lois Belgique*, t. V, 1868, p. 187 à 226.

Les éditions les plus importantes de la Coutume de la ville sont, après celle de 1534, celles de Jean LE BOTCK, avec commentaires (Douai, 1626, 462 pages in-4°), celle de DUMOULIN dans le t. II des *Coutumes générales et particulières de la France* (Paris, 1635, édition G. M. ANGEVIN), et celle de LEGRAND, dans le tome II des *Coutumes et loix des villes et chastellenies du comté de Flandre*, 1719, 3 vol. in-folio.

**116.** Coustumes et usages generaulx et particuliers de la Salle, Bailliaige et Chastellenie de Lille, confirmez et decretez par Sa Majesté. Douai, Loys de Vrinde, 1569, 6 + 80 feuillets in-4° (= Sur cette édition et celles qui furent publiées

jusqu'en 1723, cf. *Catal. bibl. Lille, jurisprudence* p. 265, et HOUDOX, *Imprimeurs*, n°s 82, 188, 257, 378 et *Bibl. DANCHIN*).

**117.** CRAPET (Aristote). L'Industrie dans la Flandre Wallonne à la fin de l'Ancien régime. L'Organisation du travail. 1907, br. in-8°, 49 p.

Voir aussi les articles de cet auteur publiés dans le *Bull. Union géographique Nord*, t. XXXV, Douai, 1907, p. 161 à 179 et le *Congrès sciences histor. Dunkerque*, 1907, t. I, p. 213 à 216.

**118.** — id. — Les Opérations militaires en Flandre pendant la guerre de la succession d'Espagne racontées par Lefebvre d'Orval (= *Revue du Nord*, t. I, 1910, p. 105 à 143).

**119.** — id. — Du roman à l'histoire. D'Artagnan, gouverneur de Lille (= *BCHN*, t. XXX, 1914, p. 125 à 139).

Voir aussi SAMARAN (Ch.), *D'Artagnan, capitaine des mousquetaires du roi*. Paris, 1912, in-8°.

**120.** — id. — Le Premier voyage de Louis XV à Lille, 12-14 mai 1744 (= *Revue du Nord*, t. V, 1914-1919, p. 1 à 10).

**121.** CROQUEZ (Albert). Histoire politique et administrative d'une province française. La Flandre. Tome I. La Flandre wallonne et les pays de l'Intendance de Lille sous Louis XIV. Tome II. Louis XIV en Flandres. Les institutions, les hommes et les méthodes dans une province nouvellement annexée 1667-1708. Paris, 1912-1920, 2 vol. in-8°.

Dans le tome I, biographie des intendants Michel Le Peletier et Dugué de Bagnols. Chapitres intéressants notamment les Etats et le Magistrat de Lille. Nombreuses correspondances des Intendants en pièces justificatives, souvent datées de Lille de 1668 à 1683.

Dans le tome II chapitres sur la citadelle de Lille (avec nombreuses phototypies) ; l'œuvre de Vauban, l'agrandissement de la ville de 1670, les maisons du Beauregard, etc.

Tables à la fin de chaque volume.

**122.** CUMONT (Georges). Bibliographie générale et raisonnée de la numismatique belge. Bruxelles 1883, VII-474 p., in-8°.

Nombreuses références sur Lille.



**123.** CUVELIER (Michel). Mémoires sur la vie de M. Jean Le Vasseur, mayeur de la ville de Lille au XVII<sup>e</sup> siècle... Lille, 1854, 180 p., in-8°.

Sur Jean Le Vasseur, voir BERNARD, *Notice sur M. Jean Le Vasseur*, Lille, 1873, in-8° ; H. PAJOT, *Notice sur la pierre tombale de J. Le Vasseur*, Lille, 1855, VI + 4 p. in-8° et *Revue du Nord*, 1855.

**124.** DAIX (Henri). Des Biens communaux dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Douai, 1901, 239 p. in-8° (= Thèse droit Lille).

**125.** [DALICOURT] (P.). La Campagne royale ou le triomphe des armes de S. M. ès années 1667 et 1668. Paris, Alliot, 1668, 170 p. in-12.

**126.** DALLONGEVILLE (Paul). Des Biens communaux en général et spécialement des parts de marais et des portions ménagères dans le Nord et le Pas-de-Calais et les départements formés par les anciennes provinces de Bourgogne et des Trois Evêchés. Paris 1896, 298 p. in-8° (= Thèse droit Paris).

**127.** [DAMOIRS]. Mémoire sur la question de savoir si la collation des canonicats des collégiales de la Flandre appartient au roi, au pape, aux chapitres ou aux prévôts de ces églises. Paris, L. Cellot, 1773 in-4°.

Intéresse notamment diverses prébendes de Saint-Pierre de Lille.

**128.** [DAMOIRS]. Réfutation des écrits que les députés des ecclésiastiques et des nobles de la Flandre wallonne ont publiés pour prouver que cette province n'est pas un pays d'Etats, que les assemblées provinciales doivent y être établies et que l'administration actuelle est remplie d'abus (avec pièces justificatives). Lille, veuve Henry, 1787, in-4°.

**129.** DANCHIN (Fernand). Notes biographiques. [Le plus ancien imprimé lillois. Liste des imprimeurs lillois de 1594 à 1800]. Lille 1899, in-8°, 23 p. (= BCHN, XXII, 1900, p. 1).

Cf. sur Ant. Tack, PAEIL dans *Catal. Bibl. Lille, Histoire*, t. II, p. 658 à 660.

**130.** — id. — Louis Obert, jésuite et poète lillois (= BCHN, XXII, 1900, p. 11).

**131.** DANCHIN (Fernand). Etude sur le fonctionnement de l'Assistance publique à Lille. Lille, 1902, in-8°.

**132.** — id. — Excursion dans les hospices et hôpitaux de Lille (= *Bull. soc. géogr. Lille*, t. XXXVIII, 2<sup>e</sup> partie, 1902, p. 292 à 314).

= Renseignements archéologiques sur les objets mobiliers.

**133.** DANCHIN (F.). Bibliographie des impressions lilloises. Lille, Danel, in-8°.

Ouvrage en cours d'impression dans les *Mém. soc. sciences Lille*, comptant, au 14 sept. 1925, 361 pages d'impression et 1.630 articles.

L'œuvre de DANCHIN a été révisée par MM. LEURIDAN, LÉON LEFEBVRE et LECLAIR, avec la collaboration de M. MAHIEU.

Ce travail complète celui d'Houdoy pour les impressions antérieures à 1700. Il comprend en outre les imprimés du XVIII<sup>e</sup> siècle. Remarquables notices sur 48 imprimeurs lillois notamment sur Antoine Tack et Christophe Beys.

Articles intéressant notamment les institutions suivantes : Académie de dessin (1483). Agrandissement de 1670 (453). Assistance (611, 1065). Assistance judiciaire (1211). Brasserie (354, 782, 1610). Bureau des finances (689). Cabaretiers (1242). Chambre des Comptes (264). Change (112). Concert, règlement (1053, 1510).

Coutumes de la ville (43, 239, 424, 753, 1105), et de la Salle (38, 42, 353, 472, 756, 1106), et pages 21 à 29. Dixième denier (1397, 1398). Droits d'esterlin (1170) et de vinage (731). Etats de Lille et de la Flandre wallonne (728 à 730, 844, 845, 1137, 1138, 1260, 1525). Fermes et impôts (644, 782, 1179, 1181). Grand Magasin (1161). Gouvernance (777). Jardin botanique et botanique (284, 1131, 1133, 1238). Juridiction consulaire (1307). Loteries (1030 et 1157). Médecins et chirurgiens (305, 368, 652, 681, 781, 1144, 1188, 1327, 1369, 1373, 1383, 1485, 1501). Monnaies (632) ; réception d'orfèvrerie (1339 à 1342). Mont-de-piété Masurel (310, 724, 1141). Noble famille (1530, 1532). Ordonnances du Magistrat (1143). Peste et épidémies (209, 236, 237, 391, 998, 1044, 1080). Pharmacopée (275, 631). Poids et mesures (598). Prévôté d'Esquermes (1174). Retrait lignager (535). Sayetteurs et bourgeteurs (1134). Société littéraire (1567).

Règne de Louis XV (1493, 1495 à 1498). Feux d'artifice pour son sacre (1104) et son mariage 1110 et 1111). Fêtes pour la naissance du dauphin (1118, 1198) et celle du duc de Bourgogne (1135). Couches de la dauphine (1470). Fête pour la victoire de Fontenoy et entrée du roi à Lille en 1745 (1124, 1125). Fête de 1747 (1458). Fête de la paix de 1749 (1128). Procession (959).

Règne de Louis XIV : Campagne de 1641 près Lille (281). Siège et capitulation de 1667 (439 à 442). Voyage du roi à Lille en 1680 (599). Victoire de Steenkerque en 1692 (696). Traité de Lille du 3 déc. 1699 (788). Siège et capitulation de 1708 (581, 639, 640, 816, 817). Guerre de 1709 (563). Feux d'artifice pour le Traité d'Utrecht (996, 997). Te Deum (711, 716). Oraison funèbre (1082) et obsèques (1084).



Collèges : Augustins (1031, 1527) ; Hibernois (469) ; Saint-Pierre (609, 1021, 1370, 1371, 1377, 1379, 1381) ; Jésuites (166 à 1306 passim). Collège de Lille (1550, 1556, 1612, 1614, 1620).

Chapitre de Saint-Pierre (216 à 1537, passim) ; absentéisme (1166, 1355) ; jubé (950) ; offices sacrés (937) ; indulgences (943) ; accusation de magie contre le chanoine Leducq (71) ; translation de Sainte Ruffine (431) ; chapelle de la Treille (208, 214, 330) ; chapelle Saint-Michel dans le cimetière (1225).

Eglises : Saint-Etienne (322, 339, 800, 1493) ; statuts (625). Saint-André (1393, 1608). Saint-Maurice (152, 1164, 1326) ; chapelle Sainte-Croix (1251) ; culte de Saint-Eloi dans la chapelle Saint-Sébastien (567). Saint-Sauveur (836). Saint-Vital, confrérie de Saint-Léonard (380). Wazemmes (1080). Notre-Dame de Réconciliation à Esquermes (161, 162, 387, 584, 894) ; La Madeleine (879, 1030) ; Saint-Etienne (800). Sainte-Catherine (848).

Abbiëtte (806, 838, 986, 1064) ; culte de N.-D. de Lorette (868, 1278, 1299) ; droit de sépulture (1164). Annonciades (306). Brigittines (169, 1070). Capucins (123). Carmes (491, 604, 852, 1156) ; canonisation de Jean de La Croix (1115, 1116). Chapelle N.-D. de Consolation (293). Chapelle Saint-Nicolas pour les corporations (1078). Clarisses (212) ; Jésus flagellé (515). Conflit des Réguliers avec l'Ordinaire (396, 467, 468). Charges des décimateurs (657). Collation des bénéfices (1017). Dominicains (126, 139, 156, 174, 203, 303, 339, 367, 486). Franciscains (122). Jésuites (119 à 1417, passim). Minimes (286, 429, 443, 444). Processions (959, 995, 1029, 1031, 1129, 1251, 1252). Récollets (406, 890, 957). Soeurs de la Présentation, dites de Saint-François de Sales O. S. A. (1310). Tertiaires O. S. F. (140). Ursulines (409, 1468, 1514, 1551).

Confréries N.-D. du Bon-Secours à la Madeleine (879 et 1075) ; Miséricorde (746) et N.-D. de Hal à Saint-Maurice (737) ; Saint-Charles-Borromée à Saint-Etienne (624) et Rédemption des Captifs (416, 1524, 1618), à Saint-Etienne ; Sainte-Dorothée (1386), N.-D. de Paix (1391) et Saint-Sacrement (619, 718, 848) à Sainte-Catherine ; N.-D. de Bohain à Wazemmes (1491) ; Rosaire aux Dominicains (596, 642, 934) ; Ardents (210, 386, 588) ; Charitables de Saint-Eloi (521) ; Saint-Michel (801) ; N.-D. de la Treille (188) ; Saint-Jean l'évangéliste à Saint-Pierre (1225, 1374, 1396) ; N.-D. de Lorette (194, 1147) ; N.-D. de Consolation aux Augustins (1252) ; Sainte-Ursule (861, 1293) ; Saint-Yves, à l'Hôpital général des invalides (932, 1211, 1263). Confréries diverses à Saint-Sauveur (45, 382, 1035).

Hospices et hôpitaux : Conception N.-D. (546). Comtesse (277, 318, 838). Charité (952, 1303). Gantois (936, 1592). Stappaert, école (1344). Saint-Esprit (1296). Saint-Jacques (1560). Saint-Nicolas (1397, 1398). Saint-Sauveur (194). Hôpital général, Confrérie de Saint-Yves (932, 1211, 1263) ; tableau de Van Dyck (1157).

Catalogues de bibliothèques (647, 830, 924, 956, 1154, 1250, 1279, 1331, 1356, 1357, 1365, 1368, 1394, 1413, 1484, 1518, 1615, 1616, 1621).

Auteurs lillois : Pierre Auger (762), Balthazar d'Avila (429, 443, 444), Ant. de Balinghem (121, 128, 161, 162, 168), Ant. Barbieux (236, 367, 513), Gilles Bavière (144, 413), Ignace Bayart (652), François Bellegambe (651, 653, 661, 677, 787), Mathieu Bidar (526), Blondel, sr de Verquigneul (186), Joseph de Bonnières (564), docteur Boucher (998, 1327, 1329), Jacq. Boudart (601, 708, 822), Pierre Breughe (784), Charles de Brias ou Charles de l'Assomption (491 à 539 passim), Ant. Bridoul (514), Jacques Bridoul (413), Toussaint Bridoul (219, 224, 317, 333, 410, 454,

466, 585 à 587), Nicolas Calcan (322, 339), J.-F. Cambier (546, 648), Ant. Civoré (345), Pierre Cointrel (1131, 1133, 1144, 1238, 1436), Guill. Colson (31), Ant. Couppé (605, 616, 617, 783), J.-L. Cuppre (530), Desbarbieux (44, 48), François Desqueux, curé de Saint-Etienne (611 à 692, passim, 830), J. Detré (329), Du Bois (176), Pierre Du Buisson (629), Du Hamel (1425), Denis Du Prez (518), Fentry (1428), Pierre Flamen (618), B. Fisen (326), Ignace Godscalk (369, 431), Guill. Grumsel (447), Jacq. Hautin (327, 334, 446, 457), Ange Hennotelle (396), Pierre Henry (568, 572 à 574, 577, 583, 707, 709), Jean Huchon (45, 272, 273, 276 à 278, 299, 318), Jacques Hugues (285, 287, 430), Guilbert de La Haye (398, 399), Eug. Lamelin (173), Arnould de La Porte (311), Jean de La Porte (123), François de La Rue (492, 499, 761), Pierre Le Clercq (174), Pierre Lecomte (354), Pierre Legillon (286), Jacques Legroux (933), Gaspard Le Maistre (597), Pierre Le Monnier (35, 57, 70), Jacques Le Noir (212), Alard Le Roy (154), François Le Roy (418), Thomas Le Roy (395), Jean Le Saffre (122), Jean de Lescurie (293), Lestiboudois (1238), G. de Le Tenre (406), L. Laurent (305), Guill. Marlot (412, 427), Alexis Mathon (1255), Ferdinand de Maubus (126, 130, 156), Louis Mersman (486), Fr. Mollet (368), L. F. Obert (504, 613), A. J. Panckoucke (963), Cornelius Papeus (203), Jean Parent (227), Nicolas Parent (159, 163), Guill. Penguet (633), Bernard Pollet (778), Jacques Pollet (1000), J. A. Poutrain (1307), Michel Renmart (681, 781, 1013), Pierre Ricart (284), Gilbert Rouzée (308), Barnabé Saladin (628, 650, 660, 676, 685, 687), Salmon (1517), H. Schellem (386), Robert Ségard (112), Pierre Simon (297, 298), Gérard Stifendard (678), Thadé de La Bailleque (372), Tiroux (1220, 1221, 1223), Pierre Turbelin (188), Floris Van der Haer (13), Van Heulle ou Ignace de Saint-Pierre (604), Jean Vincart (208, 330), Pascal Vollant (626), Jean Vollant des Werquains (627), M. A. de Vuorderden (469, 485, 540, 615, 645), Fr. Wantié (476), Wastelain (887, 945, 1118 à 1161 passim, 1343), Ant. Willot (361, 417), Baudouin Willot (374 à 376), G. Wion (284).

Personnages divers notamment Nicolas d'Abbadie (564, 821), C. I. Barbaze (1331), Bochart de Champigny (1222), duc de Boufflers (1267, 1407, 1413), comte de Bruay (362 à 364), Gilbert de Choiseul, évêque de Tournai (491 à 539 passim, 683, 684, 758, 759, 909), Joseph Clément, archevêque de Cologne (800, 801, 806, 812, 814, 837, 841, 842, 868, 1230), prince de Condé (1614), de Croix de Wasquehal (535, 537), Dubois de Saint-Venant (1432), Jacops d'Hailly (535, 537), Imbert de La Phalecque (1500), d'Humières (533, 656, 688), Reynart, veuve Vandermaer (1136), prince de Soubise (1467, 1596), de Taffin (1606), Jean de Valory (1378), Waresquel (836), Wicart (747).

On trouvera aussi des impressions lilloises soigneusement décrites dans VANDER HAEGHEN (F.), *Bibliotheca Belgica*. Gand, 1880 et années suivantes, in-16 (en cours de publication).

**134.** DANCOISNE (Louis). Monographie du couvent des Pauvres-Clares de Lille 1453-1792, 1867, in-8° (= MSSL, 3<sup>e</sup> série, t. V, année 1867, p. 465 à 594).

**135.** [DANTE]. Observations historiques sur les discussions respectives qui divisent les trois Etats des deux Flandres, savoir la Flandre autrichienne la Flandre gallicane, présentées à



MM. du Clergé, de la Noblesse et même à MM. du Tiers Etat de la Généralité de la Flandre. 1763, in-8°.

L'auteur présumé était un ancien magistrat de Lille.

**136.** DARIMON (Alfred). Articles insérés dans *Arch. hist. Nord*, 2<sup>e</sup> série concernant Gautier de Chatillon (t. II, 1838, p. 138 à 150), de Montlinot (*ibid.*, p. 394 à 400), le chroniqueur François Piétin (*ibid.*, p. 265 à 272), Pierre d'Oudegherst, annaliste (*ibid.*, p. 365 à 385).

L'auteur, qui avait été employé aux archives départementales de 1838 à 1840, devint député de Paris en 1857.

**137.** DAUCHEZ (Henri). Notice historique sur l'ancienne corporation des chirurgiens dite confrérie de Saint-Côme. Lille, 1884, 15 p., in-8°.

**138.** DAVAINÉ (E.). Canal de la Deûle (= MSSL, 2<sup>e</sup> série, t. VII, année 1860, p. 61 à 64).

Résumé d'un dossier des Arch. départementales concernant des travaux exécutés de 1686 à 1754.

**139.** DAVE (Daniel). Communications insérées dans *Au jour le jour* concernant les armoiries des anciennes corporations lilloises (VII, p. 80 à 87) et le roi des Estunaux (VIII, p. 362 à 368).

**140.** [DEBIEVRE Eugène]. Petite collection lilloise. Lille, 1893-1908, 8 fasc., in-12.

Publications faites sous le pseudonyme de DELILLE et insérées d'abord dans *l'Echo du Nord*, intitulées : Fêtes locales, Fêtes patronales, Lille au XVIII<sup>e</sup> siècle d'après l'abbé d'Expilly et Robert de Hesseln, Médecins lillois du temps passé, Fêtes patronales et corps de métiers lillois, A travers les rues du vieux Lille, Deux ambassades orientales à Lille et dans la région du Nord, le Siège de Lille de 1708. Artistes lillois oubliés, les Statues de Lille. Une actrice lilloise, M<sup>lle</sup> Laguerre.

**141.** DEBIEVRE (Eugène). Notes sur l'histoire de l'aérostation dans la région du Nord de la France 1783-1851. Lille, 1895, 66 p., in-8°.

Intéresse notamment les expériences de Blanchard et de L'Epainard à Lille. Cf. HIRSCHAUER. *Notes sur l'histoire de l'aérostation dans le Pas-de-Calais*. Arras, 1910, br. in-8°.

**142.** — id. — Articles insérés dans le *Bulletin Commission historique Nord* concernant les Urba-

nistes (XXII, 1900, p. 23), la pierre tumulaire de Pierre Le Metan (XXII, p. 59), une Chronique rimée lilloise de la fin du XVI<sup>e</sup> s. (XXVI, p. 45), l'Hospice Gantois (XXVII, 1909, p. 382).

**143.** [DEBIEVRE]. Inauguration du monument Boufflers érigé à Lille le 25 oct. 1908 par la Commission historique du Nord. Lille, 1908, 29 p., in-8°.

**144.** — id. — Un Héros du siège de Lille de 1708. Jacques Boutry, maître charron et canonier bourgeois. Lille, 1908, 14 p., in-8°.

**145.** — id. — Chronique de Mahieu Manteau et de Pierre-Ignace Chavatte. Lille, 1911, in-8°.  
(= *Commission historique Nord*).

La partie vraiment originale de cette chronique est l'œuvre d'un ouvrier sayetteur du quartier Saint-Sauveur, Chavatte, et intéresse les années 1657-1693. Source très précieuse pour la vie locale. Mentionne les entrées de grands personnages, les processions, les jubilé, les travaux faits aux églises, les menus faits des corps de métiers, les salaires, les prix des denrées, etc.

Sur l'auteur voir DEBIEVRE dans BCHN, t. XXVI, 1904, p. 262 à 269, et LEVÉ, Un ouvrier lillois. Chavatte et sa chronique. Lille, 1911, in-8° (*Bull. soc. géogr. Lille*, déc. 1910 et fév. 1911).

**146.** — id. — Articles publiés dans *l'Echo du Nord* concernant Le Roux de Fauquemont (5 fév. 1886), la loterie de St-Etienne de Lille (6 juin 1886), les Brigittines (6 mars 1887), Gilles Petit, poète lillois (12 mai 1889), les moulins à vent (9 déc. 1885), le centenaire du théâtre de Lille (22 déc. 1885), l'industrie lilloise (26 déc. 1885), les remparts (9 janv. 1886), le château de Courtrai et la Noble Tour (2 juil. 1886), la porte de Paris (25 juil. 1886), St-Sauveur (24 oct. 1886), le Broquelet (13 mai 1889), les cimetières (1<sup>er</sup> nov. 1888), les escrimeurs (8 mai 1887), les médecins et la médecine (25 sept., 9 oct., 6 nov. 1887 et 9 juin 1889), la peste (6 fév. 1887), les grands incendies (15 et 17 nov. 1886), le carme Thomas Connecte (5 déc. 1888), la population (30 mars 1896), les habitants d'après un médecin du XVIII<sup>e</sup> s. (2 nov. 1895), le boulanger Fontanier (6 mai 1888), Lydéric et Jeanne Maillotte (27 janv. 1895), Lydéric et Phinaert (9 juil. 1890), la statistique (6 mars 1891), l'hygiène (6 août 1895), le carnaval (28 fév. 1897),



le tir à la perche en 1781 (17 juin 1893), la foire et la braderie (7 sept. 1890), les spectacles forains (30 août 1897), la fête des perruquiers (24 août 1890), la Saint-Crepin (26 sept. 1890), la St-Hubert (3 nov. 1890), les jeux des Lillois (16 et 24 avril 1898), la punition des traîtres au XVI<sup>e</sup> (17 fév. 1895), la peste (1 et 12 fév. 1897), les ambassadeurs siamois en 1686 (6 août 1893), le crieur public et les annonces de mariage (31 mars 1891), les marcheurs sur l'eau (23 août 1897), la direction des ballons en 1785 (17 nov. 1901), un parfumeur lillois (12 nov. 1895), Brûle-Maison (5 janv. 1896), les actrices (30 déc. 1893 et 17 fév. 1890), Gombert, architecte (24 mai 1895), Georges de Ghewiet, collectionneur (6 juillet 1896), une visite d'ambassadeurs orientaux au XV<sup>e</sup> (24 mars 1897), la rue de Paris (11 mars 1888), la rue St-Sauveur et la rue de Fives (8 avril 1888), la rue de Tournai (21 mai 1888), le faubourg des Reigneaux (17 juin 1888), la rue de Roubaix (14 août 1888), le faubourg de Courtrai (23 déc. 1888), la rue de Gand, la place St-Martin et la Grande-Chaussée (3 janv. 1889), le quartier de la Basse-Deûle (6 avril et 1<sup>er</sup> juillet 1890), noms de rues (4 avril 1897), la rue Nicquet (26 juillet 1897), la citadelle de Lille (9 et 12 juin 1890), l'église St-Etienne (25 fév. 1897), l'église de La Madeleine (17 avril 1897), l'église St-Sauveur (31 mars 1896), l'hôpital St-Sauveur (1<sup>er</sup> avril 1896), la Noble Tour (3 avril 1896), les remparts (14 août 1897), la Chambre des Comptes (4 juin 1897), la salle Peterinck (23 mars 1890), le Colisée (6 août 1890), la rue St-André (13 mars 1892), Janus Destré, médecin (3 juin 1893), les cimetières (31 oct. 1904), la restauration de la Porte de Paris (2 juin 1895), la Fontaine au change (3 mars 1904).

**147.** DEBOUVRY (François). Etude juridique sur le « mauvais gré ». Lille, 1899, 256 p., in-8° (= thèse droit Paris).

**148.** DEBLIRE DU BUC (Louis). Nouveau glossaire lillois... précédé de quelques remarques sur l'origine et la prononciation de l'idiome populaire de Lille. Lille, 1867, 87 p., in-8°.

**149.** DECROIX (Marcel). Essai sur le gage contractuel dans l'histoire du droit coutumier de

la Flandre, du Hainaut et de l'Artois. Lille, 1914, 182 p., in-8° (thèse droit Lille).

**150.** DECROIX (Pierre). Une famille lilloise de miniaturistes Les Van Blarenberghe (Lille, 1912, gr. in-8°, 12 p., BCHN, t. XXX, 1914, p. 141 à 148, avec planches).

Voir aussi QUARRÉ-REYBOURBON dans *Intermédiaire des chercheurs*, 20 juillet 1906, col. 88 à 93.

**151.** Défense des droits attachés aux ordres du Clergé et de la Noblesse des Etats de la province de Lille.... 1764, 316 p., in-4°.

Voir dans *Catal. des ouvrages légués [à la ville de Lille] par... Godefroy de Menilglaise. Jurisprudence* (Lille, 1896), de nombreuses indications bibliographiques sur ce sujet, pages 127 sq.

**152.** DEHAISNES (Chrétien). Quelques mots sur un triptyque du XVI<sup>e</sup> siècle, conservé à Lille. (*Mém. Soc. agric. Douai*, 2<sup>e</sup> série, t. IX (1866-1867, p. 688 à 692).

Inscription concernant Jeanne et Marie d'Abelain, sœurs grises à Lille, décédées en 1531 et 1557.

**153.** — id. — La Domination française à Douai et dans la Flandre wallonne, depuis ses origines jusqu'en 1667 (= *Mémoires lus à la Sorbonne*, 1867, p. 277).

**154.** — id. — Essai sur le Magistrat de Douai (= *Mémoires lus à la Sorbonne*, avril, 1868, p. 329 à 346).

**155.** DEHAISNES. Etat général des registres de la Chambre des Comptes de Lille, relatifs à la Flandre, Lille, 1873, in-8°, 211 p., *Annales Comité Flamand*, t. XI (1870-1872), p. 291 et t. XII, p. 16.

Indications reprises dans BRUCHET, *Répertoire numérique. Série B. Ch. des comptes de Lille*. (Lille, 1921), fasc. I, pages 110 sq.

**156.** — id. — Documents et extraits divers concernant l'histoire de l'art dans les Flandres, l'Artois et le Hainaut avant le XV<sup>e</sup> siècle, Lille, 1886, 2 vol. in-4°.

Nombreux documents tirés des Archives de Lille. Cf. du même, *Histoire de l'art dans la Flandre, l'Artois et le Hainaut avant le XV<sup>e</sup> s.* (Lille, 1886, in-4°). Références sur Lille à la page 621.



**157.** DEHAISNES. La Relique de la vraie Croix conservée à Lille en l'église Saint-Etienne, Lille, 1892, in-8°, 31 p. (= *Semaine religieuse Cambrai*, t. XXVII, p. 577).

**158.** — id. — Le Nord monumental et artistique. Lille, 1897, VIII-258 p., in-4° avec un album de 100 planches.

Renseignements sur la collégiale Saint-Pierre ; les églises de Saint-André, Sainte-Catherine, Saint-Etienne, La Madeleine, Saint-Sauveur et Saint-Maurice ; Hôspices ; Palais Rihour ; Noble-Tour ; Portes ; Bourse ; Maisons particulières.

On peut consulter aussi, du même auteur, *Notices descriptives sur les monuments historiques... du Nord* (Lille, 1894, 91 p. in-8°) et *Notices descriptives sur les objets mobiliers conservés dans les établissements publics de l'arrondissement de Lille* (Lille, 1894, 67 p. in-8°).

On trouvera encore des renseignements intéressants Lille dans *Inventaire des objets d'art et d'archéologie contenus dans les églises, chapelles et établissements hospitaliers du département du Nord*. Lille, Tourcoing et Roubaix (BCHN, t. XI, 1871, p. 231 à 250).

**159.** — id. — Délimitations du français et du flamand dans le Nord de la France depuis la formation de la langue romane jusqu'à nos jours (BCHN, t. XX (1897), p. 277 à 318, avec une carte).

Sur cette question voir aussi de COUSSEMAKER dans *Annales comité flamand*, t. III (1857), p. 377 ; DERODE dans BCHN, t. II (1844), p. 51 ; DEWACHTER, dans *Bull. com. flam.*, t. IV (1909), p. 471 ; KURTH, *La frontière linguistique en Belgique et dans le Nord de la France*, 1896-1898, 2 vol. in-8° et 1 carte (= *Mém. couronnés Académie Belgique*, série in-8°, tome XLVIII). Sur la bibliographie de la question, voir ADRIAENS (G.), *Orthographe des noms de commune* (= *Bulletin Commission centrale statistique Belgique*, t. XVI, 1890, p. 1 à 99) ; BRUNOT (Ferd.), *La limite des langues en Belgique sous le Premier Empire, d'après les documents officiels*. Bruxelles, 1924, 43 p. in-8° et 7 cartes (= lecture faite à l'Acad. roy. de langue et littérature françaises).

**160.** DEHOCQ (P.). La Confrérie du Très Saint-Sacrement de Saint-Etienne, 1603-1905. Lille, 1906, 70 p., pet. in-8°.

**161.** DELEMER (Paul). L'Assistance charitable à Lille. Lille, 1910, in-8°.

**162.** DE LE RUE (J.). Vierges en bois sculpté de l'Hôpital de la Charité (= BSEPC, XII, 1908, p. 31 à 38).

**163.** DE LE RUE. Une peinture historique conservée à l'Hôpital de la Charité à Lille (= BSEPC, t. XX (1920), p. 69 à 75 avec pl.).

Fondation de l'Hôpital Comtesse.

**164.** DELERUE (Victor). Etude sur le mouvement révolutionnaire, à Lille, de 1789 à 1795.

3 tirés à part concernant Lille au 5 mai 1789 (Lille, 1872, in-8° de 20 p. (MSSL, 3<sup>e</sup> série, t. IX, p. 233 à 252) ; Premiers désordres à Lille et dans ses environs, mars à décembre 1789 (Lille 1869, 15 p. in-8°, = MSSL, 3<sup>e</sup> série, t. VII) ; Lille nommant ses députés aux Etats-Généraux (Lille, 1869, 16 p. in-8°).

**165.** DELRUE (Denis). Monographie de Saint-Maurice-des-Champs [à Lille], Lille, 1904, 329 p., in-16.

**166.** DEMAY (G.). Inventaire des sceaux de la Flandre, recueillis dans les dépôts d'archives, musées et collections particulières du Nord. Lille, 1873, 2 vol. in-4°.

Nombreux sceaux tirés des Archives de Lille ou intéressant cette ville. D'autres sceaux lillois sont aussi décrits dans DOUET D'ARCO, *Ministère d'Etat, Archives de l'Empire. Inventaires... Collection de sceaux*. Paris, 1863-1868, 3 vol. in-4° (voir t. I, p. 177).

**167.** DEMEUNYNCK (Auguste). Petite Chronique lilloise, faits mémorables, curieux et intéressants des XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Lille, 1881. VIII-17 p., in-16.

**168.** — id. — Une fête à Lille à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Notice historique d'après des manuscrits du temps. Lille, 1881, 16 p., in-16.

**169.** — id. — Généalogie de la famille de Meunynck. Lille, 1884, 77 p., in-8° et un portrait.

**170.** — id. — Médailles de l'Ecole des Beaux-Arts de la ville de Lille et origines de cet établissement. Bruxelles, 1897, br., in-8° (= *Revue belge de Numismatique*).

**171.** — id. — L'Arc triomphal de Louis XIV à Lille et sa médaille à l'occasion de l'inauguration de ce monument restauré 1695-1895. Bruxelles, 1899, br., in-8° (= *Revue belge Numism.*).



**172.** DEMEUNYNCK (Auguste). Fête de la canonisation de Saint-Jean de La Croix, à Lille, le 24 août 1727. Relation d'après un ms. de l'époque. Moulins, 1903, 20 p., in-8° (= *Notes d'art et d'archéologie*, 1902, p. 265).

**173.** — id. — La Confrérie de Sainte-Barbe à Lille, 1483-1792. Abrégé historique. Lille, 1903, 23 p., in-8°.

**174.** DENIS DU PÉAGE (Paul). Recueil de généalogies lilloises. Lille, 1906-1908, in-4° avec tables (= *Mem. Soc. études province Cambrai*, tomes XII à XV).

Renferme les généalogies : Alatrue, Aronio, Aulent, Bady, Baillieu, Barbier de la Serre, Bave, Bayard, de Beaumont, du Béron, Berthault, Beuvet, Bidé, Bonnier, Bostica, Boutillier, Breckvelt, Bridoult, de Brigode, de Broide, Cardon, Cardon d'Avelu, Castelain, du Chambge, du Chateau, Chauwin, de Corbie, Cormontaigne, Costa, Cuvillon, Delescluze, Delespaul, Deliot, Delobel, Denis, Desbarbieux, Desbuissons, Desfossez, Douchet, Dragon, de Druetz, Dubosquié, Farez, Farvacques, Fasse, de Faucompret, de Flandres, de Fontaine, du Forest, de Fourmestraux, Frans, Fruict, Ghesquiére, Gillemann, Goudeman, d'Haffrenghes, Hangouart, Hannecart, de la Haye, Henry, Herts, Hespel, du Hot, van Hoyqueslot, Huvino, Ingiliard, Jacobs, de La Chaussée, de La Fonteyne, Lagache, Lambelin, de Lannoy, Le Cat, Lefebvre-Delattre, Le Gay, Leleu, Le Machon, Le Maistre, de Lencquesaing, Lenglard, Le Pippre, Lespagnol, Le Thierry, Libert, Lippens, de Lisle, de Madre, Malatiré, Mariaval, Massiet, Méry de Montigny, Miroul, de Montmonier, Mouquet, Mousson, Mouton, Muette, de Muysart, Nicole, Noiret, Noiret de Saint-Antoine, Obert, Parmentier, Percourt, Petitpas, Plaetvoet, Porrata, de la Porte, Potteau, Pottiers, de Pouques, Poule, Quecq, Ramery, Regnault, Renard, du Retz, Ricourt, Ringuier de Ronquier, de Rosendal, Rouvroy, de Saily, de Savary, Schérer, Scieck, Stappart, de Surmont, Taviel, Tesson, Turpin, Vanderbecken, Van der Cruisse, Van der Haer, Vanderlinde, Vandermaer, Vanhove, Vanlaer, Van Thiennen, de Vendeville, Verghelle, Volant, Vranex, Wacrenier, de Waignon, Walrave, Waresquié, Warlop, Wattepatte, Zouche.

**175.** — id. — Mélanges généalogiques. Séries 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup>. Lille, 1911 sq. 4 vol., in-8° (= Extraits du *Bulletin Soc. Etudes prov. Cambrai*, tomes XII, XIV, XV à XIX ; *Recueil de la Société d'Etudes*, n° 46 ; *Annales de la Société d'Etudes*, tome IX. Les tables en préparation formeront une 5<sup>e</sup> série).

Concerne notamment les familles lilloises de Beaumarez, Beaussier, de Bray, Cambier, Cardon, Cordonnier, de Courouble, Dancoisne dit Le Cocq, Dehau, Demasur, Desfontaines, Deslobbes, Desmilleville, Diedeman, Du Bus, Dumortier, Faulconnier, Francquet, de Francqueville, Gilles, d'Haubersart, Herreng, de La

Grange, Le Barbier, Le Boucq, Le Camps, Mas, Mourcou, Petit, Plaisant, Prus, de Roubaix, de Semerpont, Taverne, de Tenre, de Thieffries, Vanhoenacker, Verdrière, de Vicq, Virnot.

**176.** DENIS DU PÉAGE. Testaments et actes olographes des Archives départementales du Nord (= BSEPC, XX, 1915 à 1920, p. 41 à 68).

Intéresse de nombreuses familles de Lille. Ce travail contient seulement des noms et des dates.

**177.** — id. — Un avocat avare. Nicolas Guirrin (= BSEPC, t. XXII, 1922, p. 14 à 27).

**178.** — id. — Preuves de noblesse pour la Sainte et noble Famille (= BSEPC, XXII, 1922, p. 113 à 233, avec tables).

**179.** — id. — Notes d'état civil de la région du Nord, Lille, 1924-1925, 5 fasc., in-8° (= *Recueil de la Soc. d'études prov. de Cambrai*, n°s 10 à 14).

Le 6<sup>e</sup> fascicule en cours d'impression renfermera les tables. A utilisé notamment les registres de catholicité des Arch. de Lille.

**180.** DENIS DU PÉAGE. Communications faites à la Commission historique du Nord sur les Recluses et le curé de Sainte-Catherine (mars 1925), sur les sentences criminelles de l'échevinage (nov. et déc. 1925).

**181.** DEPIRE (Eugène). L'Opposition lilloise au projet de création d'une Caisse générale du Commerce, 1751 (*Revue du Nord*, t. V, 1914-1919, p. 11 à 21).

**182.** DERODE (Victor). Notice sur la Motte-Madame (= BCHN, II, 1844, p. 78 à 89).

**183.** — id. — Léproseries ou maladreries [à Lille]. (= BCHN, t. II, 1844, p. 259 à 273).

Intéresse la Bonne Maison des Ladres, la léproserie du Pont de Marcq-en-Barœul et celle du Pont de Cantelieu.

**184.** — id. — Histoire de Lille. Lille, 1848, 3 vol., in-8°, avec planches.

Cet ouvrage est encore consulté parce qu'il est le seul qui fasse connaître avec détails l'ensemble de l'histoire lilloise depuis les origines jusqu'à la Monarchie de Juillet.

Connaissance insuffisante des sources manuscrites. Les parties médiévale et révolutionnaire sont particulièrement faibles. Il convient de contrôler même pour les autres périodes.



Divers articles complémentaires publiés par l'auteur dans le *Propagateur* en 1866 ont été révisés par L. Leleu pour former un 4<sup>e</sup> volume de cette Histoire, publié en 1877 et concernant notamment les Milices bourgeoises et les canonniers (p. 1 à 36), la procession de Lille (p. 89 à 111), les établissements hospitaliers et religieux (p. 174 à 193). Derode a publié sous forme de roman un travail de vulgarisation historique : *La Famille Prudhomme. Mœurs lilloises au XVI<sup>e</sup> siècle* (1853), 2 vol. in-12.

Sur l'auteur, voir DESPLANQUE (A.), *Notice sur la vie et les travaux de M. Victor Derode* (M. S. S. L., 3<sup>e</sup> série, t. IV, année 1867, p. 562).

**185.** DERODE. Des Poids et mesures en Flandre (= *Mém. soc. dunkerq.*, t. IX, 1862-1864, p. 68 à 76).

**186.** — id. — L'Instruction publique dans la Flandre wallonne et plus particulièrement à Lille. Lille, 1863, 55 p., in-8° (= MSSL, 2<sup>e</sup> série, t. X, année 1863, p. 253 à 307).

Intéresse non seulement l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire ainsi que les écoles spéciales, mais aussi les sociétés savantes parmi lesquelles le Brunin (p. 298) et le Collège des Philaethes (p. 300).

**187.** — id. — Quelques documents pour servir à l'histoire de l'industrie à Lille. Maîtrises, jurandes, hanses. Lille, 1868, 88 p., in-8° (= MSSL, 3<sup>e</sup> série, t. IV, année 1867, p. 381 à 468).

Intéresse aussi l'histoire de la Chambre de Commerce et donne la liste des membres de cette juridiction (p. 439).

**188.** DESCAMPS (Auguste). L'Hôtel de la Chambre des Comptes de Lille. Etude inédite. Lille, 1880, 16 p., in-4°.

**189.** DESCAMPS (J.-B.). Voyage pittoresque de la France et du Brabant, avec des réflexions relativement aux arts et quelques gravures. Rouen, 1769, XXIV-328 p., in-8°.

Source importante pour l'étude des œuvres d'art qui existaient dans les établissements publics de Lille avant la Révolution.

**190.** DESCAMPS (Maxime). Tableaux de la descendance de Louis-Augustin Dathis-Bernard. Lille, 1898, VII-157 feuillets + 11 pages, gr. in-8°.

**191.** DESCHAMPS DE PAS (L.). Marché pour une verrière du XVI<sup>e</sup> siècle à l'église de Saint-Pierre, en 1523 (= *Annales archéol. de Didron*, XXIV, p. 353 et 354).

**192.** DESMARCHELIER (Abbé Henri). Histoire du décanat de La Madeleine, à Lille, 1229-1892. Lille, 1892, 517 p., gr., in-8°, avec fig.

L'auteur avait déjà publié *Une promenade dans l'église de La Madeleine à Lille*. Lille, 1890, in-8°, 31 p. in-16.

**193.** — id. — Extraits des registres aux collations de bénéfices de l'ancien diocèse de Tournai (= BSEPC, II, 1900-1901, p. 25 à 48 et 164 à 182).

Intéresse le personnel des paroisses de Lille.

**194.** DESMILLEVILLE (A.-F.-J.). Mémoire sur la situation, l'air et les eaux de la ville de Lille (= *Rec. d'obs. de Med. des Hop. mil.*, 1766, t. I, p. 172).

**195.** DESMONS (F.). Gilbert de Choiseul, évêque de Tournai, 1671-1689. Tournai, 1907, 623 p., in-8°.

Intéresse notamment le prieuré de Fives, le chapitre de Saint-Pierre et l'installation d'un séminaire diocésain à Lille. Important pour l'étude du jansénisme. Cf. [Du Bus], *Ouvrages de Gilbert de Choiseul* (= *Bull. soc. hist. Tournai*, t. XIII, 1869, p. 90 à 133).

**196.** DESPLANQUE (Alexandre). Nouvel essai sur l'histoire du chapitre Saint-Pierre de Lille. Lille, 1863, 30 p., in-8°.

**197.** — id. — De la réunion par Louis XIV à la France d'une partie de la Flandre et du Hainaut. Lille, 1867, 19 p. in-8° (= BCHN, t. X, 1868, p. 57 à 73).

**198.** — id. — Mémoires des Intendants de la Flandre et du Hainaut français, sous Louis XIV. Lille, 1868, in-8° (= BCHN, X, 367 à 545).

Renferme les instructions de Le Peletier de Souzy en 1683 et de Dugué de Bagnols en 1698. Le même auteur, dans BCHN, XI, p. 251 à 328, a publié un Mémoire sur la Flandre maritime qu'il attribue à de Madrys et qui est en réalité l'œuvre de Hue de Caligny. Compléter les renseignements donnés sur les Intendants de la Flandre wallonne par un rapport publié par DESPLANQUE dans BCHN, IX, 217 sq.

**199.** — id. — L'Hôtel des Monnaies de Lille (= *Bull. Scientif. Départ. Nord*, t. V, p. 120 à 123).

Voir aussi BORDEAUX et THÉRY, *La Monnaie de Lille pendant la période révolutionnaire*. Paris, 1911, 21 p. in-8°. Le fonds n'a pas été conservé aux Arch. du Nord. Voir à Paris, aux Arch. Nat., Z1b 880, un article contenant des pièces de 1687 à 1749.



**200.** DESPLANQUE (Emile). Le Transport de Flandre, étude sur la première réunion de la Flandre française à la France, 1297-1369 (= *Positions thèses Ecole Chartes*, 1889).

Cette thèse n'a pas été publiée. Voir sur cette question FUNCK-BRENTANO, *Philippe-le-Bel et la Flandre*. (Paris, 1897), p. 561 à 674, et VANDER LINDEN, *Relations politiques de la Flandre avec la France au XIV<sup>e</sup> siècle*. (*Bull. com. roy. hist. Belg.*, 5<sup>e</sup> série, t. III, 1893, p. 469 à 542).

**201.** — id. — La Bibliothèque publique de Lille, dans *Lille et la région du Nord en 1909*, I, p. 525 à 558, avec planches.

Historique de cette collection constituée en 1726 à l'origine par le fonds de la Bibliothèque de Saint-Pierre. Renseignements sur les divers accroissements, sur les livres de la Réserve et sur les Archives communales.

**202.** — id. — La Bibliothèque de Lille pendant la Révolution. Nancy, 1910, 34 p., in-8° (= *Annales Est et Nord*, t. V, 1909, p. 584 à 615).

**203.** — id. — Le Bourreau de Lille (= dans *Nord illustré*, 15 janvier 1911).

D'après les registres du greffe criminel de l'échevinage.

**204.** DESROUSSEAUX (Alexandre). Brûle-Maison. Etude biographique, Lille, 1883, 20 p., in-8° (= *MSSL*, 4<sup>e</sup> série, t. XI, 1883, p. 234 à 254).

François Cotigny ou de Cottignies, né à Lille le 16 janvier 1678, chansonnier popularisé sous le nom de Brûle-Maison.

**205.** — id. — Mœurs populaires de la Flandre française. Lille, 1889, 2 vol., in-8°.

Voir aussi Ch. DECOTTIGNIES, *Récit détaillé de tous les jeux des gamins lillois en 1840*. Lille, s. d. 48 p., in-8° ; J.-B. HOREMANS, *Histoire d'un filier de la rue Saint-Sauveur à Lille*. Wazemmes, 1854, in-32 ; *Etudes de mœurs lilloises*, Lille, 1887, in-8°.

**206.** DÉTREZ (Lucien). Les Augustines de Cambrai. Paris, 1924, in-12.

Plusieurs chapitres sur l'Hôpital Saint-Sauveur, l'Hospice Comtesse, les Augustines noires et l'Hospice Gantois.

**207.** — id. — Les Grands pèlerinages de France. Notre-Dame de la Treille, patronne de la ville et du diocèse de Lille. Paris, 1925, 154 p., in-16.

**208.** DEWEZ (Abbé Jules). Histoire de la paroisse de St-André à Lille. Lille, 1900, 2 vol., in-8°.

**209.** DIEUDONNÉ. Statistique du département du Nord. Douai, an XII, 3 vol., in-8°.

Œuvre remarquable préparée par Sébastien BOTTIN, secrétaire général de la Préfecture. Nombreux renseignements sur Lille.

**210.** DINAUX (Arthur). Les trouvères de la Flandre et du Tournaisis. Paris 1839, VIII—374 p., in-8°.

Notices sur Jacquemars Gielée, Jean Fremaux, Marotte Dregneau, Pierre Le Borgne, originaires de Lille.

**211.** DINAUX (Arthur). Articles insérés dans les *Archives historiques du Nord*, 1<sup>re</sup> série, années 1829 sq. concernant : l'exorcisme des Brigittines de Lille en 1613 (I, 154 à 170) ; réédition d'un placard publié vers 1726 résumant les particularités et antiquités de la ville de 621 à 1726 (IV, 22 à 32), in-8°, 21 p.

**212.** DINAUX (A.). Articles insérés dans la nouvelle série des *Archives historiques Nord*, années 1837 sq., concernant le graveur Durig, fixé à Lille en 1785 (I, 411 à 415) ; les médailles satiriques sur la prise de Lille en 1708 (IV, 568) ; un sacrilège à Lille en 1713 dans l'église des capucins (V, 82 à 85) ; Christophe Beys, imprimeur (V, 87 à 89) ; Ferdinand de Maubus, sr de Schoondorp (V, 93 à 94) ; Gombert, architecte (V, 564) ; le Raspuce, prison (V, 567).

**213.** — id. — Articles insérés dans la 3<sup>e</sup> série des *Archives historiques Nord*, années 1850 sq. concernant les processions et cortèges de Lille (I, 252 à 257), l'interdit de St-Maurice à l'occasion de l'affaire Diedeman en 1663. (I, 240 à 242) ; le voyage de Louis XIV en Flandre et son passage à Lille le 1<sup>er</sup> août 1680 (I, 460), Maison de la rue d'Angleterre où séjourna Thomas de Cantorbéry (II, 408 à 414) ; la suppression des cercueils (II, 182) ; J.J.M. Decroix (III, 311) ; le chanteur Brûle-Maison (IV, 43 à 52) ; Antoine Tack, imprimeur (IV, 368) ; Théâtre religieux à Lille (VI, p. 300 à 311). Jetons des villes et des châtellenies de Lille (VI, p. 176 à 178).



**214.** DINAUX (A.). Iconographie lilloise, graveurs et amateurs d'estampes de Lille. Valenciennes, 1841, 70 p., in-8° (= AHN, 2<sup>e</sup> série, t. III).

Voir A. DESPLANQUE, *Notice sur... A. Dinaux*, Lille, 1865, 21 p. in-8°. (= *Annuaire du Nord*, 1865).

**215.** DORVEAUX (Paul). Statuts du corps des marchands apothicaires et épiciers de Lille du 20<sup>ier</sup> 1635. Paris 1896, in-8°.

**216.** DOUDELEZ (Gustave). Invention d'un nouveau métier à tisser à Lille ou à Roubaix, au milieu du XVIII<sup>e</sup> s. (= *Revue textile*, août 1911, p. 227 à 231).

**217.** DOURNES (Aug.). Des successions dans le Hainaut. Douai, 1899, 112 p., in-8° (= thèse droit Lille).

**218.** DOUTREPONT (Georges). A la cour de Philippe le Bon. Le Banquet du Faisan et la littérature de Bourgogne (= *Revue générale* [Belgique], 1899, p. 787 à 806 et 1900 p. 99 à 118).

Sur le vœu du Faisan, Olivier de La Marche et Mathieu d'Escouchy nous ont laissé un récit inspiré, semble-t-il, par un manuscrit de la Bibl. nat. de Paris, fr. 11594, intitulé « Ordonnance du banquet que fit en la ville de Lille Philippe, duc de Bourgogne, l'an 1453, ou le vœu du Faisan ». Voir aussi l'article de BERTHON dans *Nouv. mèm. acad. scienc. Bruxelles*, t. v., et DOUTREPONT, dans *Notices et extraits des mss.*, t. XLI, 1924 (publ. de l'Ac. des Inscript.) ; DOUTREPONT, *La Littérature française à la cour des ducs de Bourgogne*, Paris, 1909, gr. in-8° ; HINTZEN (J. D.), *De Kruistochtplan-nen von Philips den Goede*. Rotterdam, 1918, in-8° (= thèse Un. de Leyde).

**219.** DUBOIS (Louis). Le Régime de la brasserie à Lille des origines à la Révolution 1279-1789. Lille, 1912, CLXVIII-260 p., in-8° (= thèse droit Caen).

Textes tirés des archives de la ville, des hospices et du département. A la fin, un état des monnaies, mesures, poids en usage à Lille avant la Révolution.

**220.** DUBOIS (Pierre). Les asseurements au XIII<sup>e</sup> s. dans nos villes du Nord. Recherches sur le droit de vengeance. Paris, 1900, 237 p., in-8° (thèse droit).

**221.** DUBOS (D<sup>r</sup> A.). Documents pour servir à l'histoire de l'assistance des aliénés dans le département du Nord. Lille, 1908, in-8°.

**222.** DUBRULLE (H.). Jean Scrépel et la chapelle Notre-Dame de Consolation. 1580 à 1618. Lille, 1925, 18 p., in-8° (= *Bull. soc. sc. Lille*).

**223.** DUBUISSON (Emile). Vues du quartier démolé pour la construction de la Bourse de commerce et du Nouveau Théâtre à Lille. Lille, 1908, in-8°, 29 p. (= BCHN, t. XXVII, 1909, p. 289 à 315).

1 plan et 24 phototypies intéressant la place du Théâtre, la rue des Suaires, la place des Guingants, la rue des Oyers, la rue des Sept-Sauts, la rue du Bois-Saint-Etienne, la maison du Marteau d'Or, celle du Chevalier Vert et l'enseigne de l'Hôtel du Commerce.

Cf. THÉODORE GANS *Revue du Nord*, t. I, 1910, p. 83 à 85.

**224.** DUCAS. Ordonnances et règlements des Magistrats de Lille sur la Bourse et les agents de change et les courtiers de commerce promulgués depuis la réunion de cette ville au royaume jusqu'à l'époque de la suppression des intermédiaires légaux du commerce, 31 déc. 1831. (Lille, Blocquel), 18 p., in-8°.

**225.** DU CHAMBE DE LIESSART. Notes historiques relatives aux offices et aux officiers du Bureau des finances de la généralité de Lille. Lille, 1855, 165 p., in-8°.

**226.** [DUPRE]. Hospice général de la Charité. Historique dans *Hospices civils de Lille, situation financière avant et après l'agrandissement de la ville de Lille* (s.d., in-4°), p. 67 à 155).

**227.** DUPONT (Jean-Baptiste). Topographie historique, statistique et médicale de l'arrondissement de Lille. Lille, 1833, 367 p., in-8°, carte et planches.

**228.** DUPUIS (Albert). Antoinette Bourignon, Lille, [1855], 52 p., in-8° (= MSSL, 1853, p. 344 à 395).

Cf., du même, *Note sur Ant. Bourignon*, Lille, 1878, 3 p. in-8°. (= MSSL, 4<sup>e</sup> série, t. IV, 1878, p. 305).

**229.** — id. — Esquisse d'une histoire de l'enseignement philosophique à Lille. Lille, 1857, 29 p., in-8° (= MSSL, 2<sup>e</sup> série t. III, année 1856, p. 289 à 318).



L'histoire de la rivalité philosophique de l'école de Lille et de Tournai au XI<sup>e</sup> s. forme un chapitre de cet ouvrage inachevé.

**230.** DUPUIS (A.). Etudes sur quelques philosophes scolastiques lillois du XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles. Lille, 1858, in-8° (= MSSL, 2<sup>e</sup> série, t. V, 1858, p. 261 à 429).

**231.** — id. — Alain de Lille, études de philosophie scolastique. Lille, 1859, 133 p., in-8°.

Cf. notice, par le même dans MSSL, année 1849, p. 709 à 776. Voir surtout HAURÉAU dans *Notices et extraits des mss.*, t. XXXII, 1886, p. 1 à 27; CHEVALIER *Repert. sources hist.* Bio-bibliogr., verbo ALAIN; HAUTCŒUR, *Hist-St-Pierre de Lille*, t. I, p. 63 à 66; JACQUIN dans *Dict. hist. et géogr. ecclés.*, édition LETOUZEY, t. I (Paris 1912), col. 1299 à 1304.

**232.** DUPUY (Pierre). Traité touchant les droits du roy. Paris, 1655, 1020 p., in-8°.

Renferme notamment un traité des droits du roi sur les villes de Lille, Orchies et Douai.

**233.** DUSAUTOIR (Ch.). Annales des sapeurs-pompiers de Lille, 1742-1876. Lille, 1878, in-8°.

**234.** DUTHIL (Jules). Lille et ses monuments, 2<sup>e</sup> éd. Lille, 1893, 64 p. gr., in-8°.

**235.** — id. — Articles insérés dans *Au jour le jour*, années 1887 sq., concernant : le Parjuré (III, 60 à 66; cf. GACHET dans *Bull. com. roy. hist. Belg.*, 3<sup>e</sup> série, VII, 481 à 485), la Fête des Innocents et la fête des fous (IX, 431), la fête des oiseaux 1781 (X, 438 à 442), les ducasses (XI, 115 à 119), les tournois de l'Epinette (XIII, 335 à 346), l'entrée de Marguerite d'Autriche à Lille le 26 avril 1483 d'après la chronique de Louis Brésin (XIV, 432 à 446), le Broquelet (XV, 61 à 79).

Articles sur les Ecoles académiques créées en 1755 (III, 192 à 199), Instruction au moyen âge (XV, 8 à 17), Instruction primaire avant la Révolution (XV, 232 à 239), la fondation P. Déliot (XV, 17 à 22), l'enseignement secondaire avant la Révolution (XVI, 1 à 20).

Articles sur le Stappaert (IV, 357), le Mont-de-

Piété (V, 252 à 256), la fondation Masurel en 1607 (V, 236 à 244), la ferme de Louis XIV, rue de Lannoy (XIV, 201 à 206), l'éclairage public (XVI, 84 à 94), le Grand Marché (XXV, 223 à 253).

Articles sur la collégiale St-Pierre (IX, 308 à 324), l'ancienne église St-Etienne (IX, 412 à 421), l'église Ste-Catherine (IX, 188 à 196), les corporations et coutumes de St-Eloi (IX, 207 à 220), les armes de Lille (X, 222 à 229), la St-Sébastien des archers (X, 143 à 150), le tombeau de Louis de Male (X, 187 à 201), la Bourse (X, 312 à 321), la Porte de Roubaix (X, 109 à 115), les confrères de la Miséricorde (XI, 96 à 106), l'église St-Maurice (XVI, 54 à 69), la chapelle du Dieu de Pitié à St-Maurice (XXIII, 111 à 122), le Dieu-de-Marcq (XXVI, 143 à 155), la Porte de Paris (IV, 201), la St-Crépin (VIII, 423), la Ste-Barbe (IX, 227), l'église St-Sauveur (XIX, 1), l'église St-André (II, 257; III, 155), l'église de La Madeleine (I, 62).

Articles sur les processions (VI, 218), les cimetières (VII, 176), les fortifications (X, 307).

**236.** DUTHIL (J.). Articles illustrés publiés dans le *Grand Hebdomadaire* concernant les Hôtels de Ville lillois (1919, 82), la Vieille Bourse (1920, 385), les vieilles maisons (1922, 68, 88), les anciens moulins (1923, p. 306), le Palais Rihour (1923, 69, 1926, 36), le plan de Lille en 1572 (1923, 55), les anciennes salles de spectacles (1923, 134), l'ancien quartier de la place du Théâtre (1923, 199), les Courettes (1924, 6), la Grand'Garde (1924, 212).

Autres articles sur les Portes de Roubaix et de Gand (1921, 425), les portes St-Pierre et de la Barre et le château de Courtrai (1922, 182), la porte de Fives (1923, 743), la Citadelle (1924, 227), la porte de Tournai (1924, p. 680), le fort St-Sauveur (1920, 106), la vieille Porte de Fives et les anciens remparts de Lille (1<sup>er</sup> nov. 1925).

Autres articles illustrés sur l'Hôpital St-Sauveur (1921, 480), l'Hospice Comtesse (1923, 119 à 121), l'Hospice Gantois (1923, 610 à 613), Jean de Le Cambe (1923, 662), l'Hôpital Militaire (1923, 394), l'église de La Madeleine (1924, 10), l'église St-Maurice (1922, 722, 740), l'ancien couvent des Récollets (1922, 565).



**237.** DUTHILLÆUL (H.-R.). Bibliographie douaisienne ou catalogue historique et raisonné des livres imprimés à Douai depuis l'année 1563 jusqu'à nos jours avec des notes bibliographiques et littéraires. 2<sup>e</sup> édit. Douai, 1842-1854, 2 vol., in-8°.

Peut être complétée par un article d'Emile NÈVE publié dans le *Bulletin du bibliophile belge*, t. VIII, p. 423.

**238.** DUTHILLÆUL (H.-R.). Douai et Lille au XIII<sup>e</sup> siècle. Douai, 1850, XIII-200 p., in-4°.

Procédure conservée aux Archives d'Etat à Gand concernant les familles de Warengnien, de Beaufremez, de La Phalecque et d'Hangouart. Publication intéressante mais incorrecte.

**239.** DUVERGER (Arthur). Une page de l'histoire des franchises communales sous Philippe le Bon (= *Bull. com. roy. hist. Belg.*, 4<sup>e</sup> série, t. VI, 1879, p. 139 à 146).

Texte du mandement ducal du 24 mars 1430 n. st. concernant l'exercice du privilège de non-confiscation à l'occasion de la sentence portée contre les hérétiques de Lille ; cf. LEVÉ. Le privilège de non confiscation dans BCHN, t. XXVII, p. 447 à 449. Voir aussi *Invent. somm. arch. com. Douai*, AA 60 sq.

**240.** EECKMAN (Alexandre). Un voyage en Flandre, Artois et Picardie en 1714, d'après le manuscrit du sieur Nomis. Lille, 1896, in-8°, 236 p., (= *Annales Comité flamand*, t. XXII, 1895, p. 337 à 570).

L'auteur paraît avoir été un ingénieur ou un officier de génie. La description de Lille (p. 423 à 447) abonde en détails minutieux concernant les fortifications et la citadelle, la Digue, l'Hôpital Comtesse et ses œuvres d'art, le Palais Rihour, l'église des Carmes (Saint-Angré) en construction, celle des Dominicains, celles des Jésuites et des Minimes, Saint-Etienne, le Mont-de-Piété, le peintre Arnould de Vuez.

**241.** ENSCHEDÉ (A.-J.). La Réforme à Lille durant l'occupation des Alliés, 1708-1713 (= *Bull. commission histoire églises wallonnes*, t. V, 1891, p. 1 à 19).

Article rédigé d'après les sources hollandaises avec la liste des familles ayant embrassé la Réforme et résidant dans la châtellenie.

**242.** ESMANGART. Etat par ordre alphabétique des villes, bourgs, villages et hameaux de la généralité de Flandres et d'Artois... formé par... M. Esmangart, intendant, suivi de l'état des

villes, bourgs, villages et hameaux qui composent l'arrondissement de chaque sudélégation... Lille, 1787, 181+36 p., in-4°.

**243.** ESPINAS (G.). L'évolution générale des privilèges urbains dans les centres principaux de la Flandre française. Haarlem, 1923, in-8° (= *Revue histoire du droit*, t. V).

L'auteur prépare un recueil des *Chartes de franchises de la Flandre française* qui aura un intérêt particulier pour Lille (cf. *Revue historique droit français*, 1923, juillet-sept.). Voir aussi G. ESPINAS, *La vie urbaine de Douai au moyen-âge*. Paris, 1913, 4 vol. in-8°.

**244.** — id. — La Draperie dans la Flandre française au moyen âge. Paris, 1923, 2 vol., in-8°.

Travail important pour l'histoire économique de notre région.

**245.** ESPINAS ET PIRENNE. Recueil de documents relatifs à l'histoire de l'industrie drapière en Flandre. Bruxelles, 1906-1920, 4 vol., in-4°, (= *Académie royale Belgique*).

Le tome III intéresse les villes de Lille et Tourcoing. Consulter aussi PIRENNE, *Une crise industrielle au XVI<sup>e</sup> siècle. La draperie urbaine et la nouvelle draperie en Flandre*. Bruxelles 1905, in-8° (*Bull. Ac. roy. Belg. classe des lettres*). Voir aussi Am. MOULLÉ, *Les corporations drapières de la Flandre au moyen-âge* dans *Revue questions historiques*, t. XCVI (1914) et t. XCVII (1922).

**246.** EXPILLY (Abbé). Dictionnaire géographique des Gaules. Amsterdam, 1762-1770, 6 vol., in-fol.

Le tome IV, pages 206 à 219, contient une notice importante sur Lille ; déjà utilisée par DEBIÈVRE et qui sera rééditée, avec correspondance inédite entre le Magistrat et l'auteur dans le prochain vol. des MSSSL.

**247.** Explications des peintures... et autres ouvrages exposés dans le salon de l'Académie des arts de la ville de Lille... ensuite de l'invitation de MM. les magistrats. Lille, J.-B. Henry, 1774, 43 p., in-8°.

Voir pour les années postérieures *Catal. bibl. Lille, Sc. et Arts, Supplément*, 1<sup>re</sup> partie (Lille, 1875), p. 471.

**248.** FAIDHERBE (Alexandre). Les Médecins des pauvres et la santé publique en Flandre et particulièrement à Roubaix. Roubaix, 1887, in-8° (= *Mem. soc. ém. Roubaix*, 2<sup>e</sup> série, t. III, p. 183 à 325).



**249.** FAIDHERBE. Notes médicales sur l'ancienne Flandre. Lille 1889-1892, in-8°, publié dans *Journal des Sciences médicales de Lille*.

Contient notamment un mémoire de candidature pour la Société anatomo-clinique de Lille.

**250.** — id. — Les médecins et les chirurgiens en Flandre avant 1789. Lille, 1892, 347 p., in-8° (= thèse médecine).

**251.** FASQUEL (Henri). De l'entravestissement. Etude historique sur les droits du conjoint survivant dans la Flandre, le Hainaut et l'Artois. Paris, 1902, 138 p., in-8° (thèse droit).

**252.** [FAUCHEUR ET DELATTRE]. Historique de la Chambre de Commerce de Lille (1714-1918). Lille, 1921, 146 p., in-8°.

**253.** FAUCHILLE (A.). Le Vieux droit lillois. L'œuvre de Jehan Roisin. Discours prononcé le 5<sup>er</sup> 1908 à la séance solennelle de la Soc. des sciences de Lille. Lille, 1908, br. in-8° (= MSSL, 4<sup>e</sup> série, t. XXVI, 1912, p. 219 à 237).

**254.** FÉRON. Notice sur la Chaude rivière appuyée de quelques extraits d'un ms. de 1649 dans (*Séances publiques de la Société d'amateurs des sciences de la ville de Lille*, 1<sup>er</sup> cahier (1806), p. 21 à 24).

**255.** FEULNER. Lille. Un guide à travers les monuments de la vieille ville. Lille, juillet 1918, 187 p., in-8°, avec photogr.

Traduction remaniée de l'édition primitive publiée sous ce titre : *Lille. Einführer durch die Baudenkmäler der Altstadt*. Lille, février 1918, 186 p. in-8°.

**256.** FINOT (Jules). Etude historique sur les relations commerciales entre la France et la Flandre au moyen âge. Paris, 1894, VII-392 p., in-8° (= *Annales Comité flamand*, t. XXI, 1893).

**257.** — id. — Les représentations scéniques données à l'occasion de la procession de Lille par les compagnons de la place du Petit-Fret au XV<sup>e</sup>. Paris, 1898, 18 p., in-8° (= *Bull. hist. et phil.*, année 1897, p. 504 à 520).

**258.** FINOT. Les Minutes notariales et les actes passés devant échevins conservés dans les archives départementales et communales du Nord. Paris, 1901, 24 p., in-8° (= *Bull. hist. et philol.* 1900).

Voir p. 8 à 18, renseignements sur le fonds du Tabellion de Lille déposé aux Arch. dép. Nord.

**259.** FLAMMERMONT (Jules). Lille et le Nord au moyen âge. Leçons rédigées par C. BUELLET. Lille, 1888, 348 p., in-12.

Cours professé à la Faculté des lettres de Lille. Rédigé d'après les documents originaux, mais sans références. Les p. 7 à 166 intéressent les origines de Lille, l'établissement de la commune, la période des comtes de Flandre au XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècle, la conquête et l'occupation française et le régime des ducs de Bourgogne. Les p. 167 à 348 sont consacrées aux institutions : privilèges des bourgeois, administration municipale, justice communale, industrie, commerce, services publics municipaux, finances.

L'auteur avait une grande expérience des institutions communales. Malgré sa forme de vulgarisation, ce travail a une grande importance.

**260.** FLAMMERMONT. Album paléographique du Nord de la France. Chartes et documents historiques reproduits par la phototypie avec transcription partielle. Lille, 1896, III-204 p., in-4° oblong. (= *Travaux et Mémoires de l'Université de Lille*).

Publie notamment les actes suivants conservés aux Archives municipales : 1203, mars, n. st. : Droit de réquisition de vin à Lille (p. 37), 1231, 15 fév., n. st. : Construction de la nouvelle enceinte (p. 53), 1242, mai : construction de « rabas » sur la Deûle (p. 57), 1249, 20 janv., n. st. : droit d'arsin (p. 61), 1256, avril : garantie de la ville pour la paix avec le comte de Hollande (p. 65), 1271, 5 mai : création de la foire (p. 73), 1271, 26 oct. : construction du « rivage » du pont de Fins à Rihour (p. 77), 1271, 29 oct. : canal de la Haute-Deûle (p. 81), 1273, juin : renonciation du châtelain de Lille au droit de Tonlieu sur le canal de La Bassée (p. 85), 1280, janv., n. st. : donation des Halles à la ville (p. 89).

Les deux pièces suivantes proviennent des Archives départementales : 1453, 21 mars, n. st. : Vente de la Maison de Rihour par Hue de Lannoy au duc de Bourgogne (p. 157) ; 1463, 10 mai : concours fixé par le prélat des fous le jour de la procession de Lille (p. 161).

**261.** — id. — Histoire de l'industrie à Lille. Conférences rédigées par A. DE SAINT-LÉGER. Lille, 1897, 107 p., in-8°.

Cours professé à la Faculté des lettres. Rédigé d'après les sources, mais sans références, intéressant la période médiévale et moderne jusqu'en 1800. Concerne le com-



merce des laines (p. 14), la soie, le coton et le lin (p. 19), les dentelles et la filerie (p. 26), le tissage et le commerce des toiles (p. 33), la draperie (p. 41), la sayetterie (p. 48), la bourgeterie et la tapisserie de haute-lisse (p. 59), les conflits entre corporations de sayetteurs et de bourgeters (p. 69), les teintures et apprêts (p. 76), les conflits industriels avec les fabriques du plat pays (p. 84).

**262.** FLAMMERMONT ET LESCŒUR. Le Monopole de l'alcool à Lille et dans la Flandre wallonne sous l'ancien régime. Paris, 1890, 20 p., in-8° (= *Bull. sc. économ.* publié par le Comité trav. hist.).

**263.** FLAMMERMONT ET LESCŒUR. Procès-verbal d'une analyse chimique d'eau-de-vie faite à Lille en 1787. Lille, 1891, br. in-8°, (= *Bull. soc. chim. Nord*, pages 29 à 36).

**264.** FOLET (H.). Hôpitaux lillois disparus. Lille, 1899, 86 p., in-8°.

Hôpital Saint-Jacques. Hospice de la Conception ou des Bleuets. Hospice Saint-Joseph ou des incurables. Hôpital des Marthes. Hospice Sainte-Catherine de Sienne ou des Vieillettes. Hospice Saint-Charles-Borromée ou des Vieux-Hommes. Hospice N.-D. de la Charité. Hospice du Saint-Esprit. Hospice des Invalides. Hôpitaux Saint-Nicolas, Saint-Nicaise et La Trinité. Hospices des Orphelines de la Conception ou des Bonnes-Filles. Hospice des Bleuets et Bapaumes. Maison des Orphelines de la Présentation Notre-Dame. Hôpital Sainte-Elisabeth ou Béguinage. Maison Sainte-Anne, dite de la Noble Famille. Hôpital Saint-Julien. Hôpital N.-D., dit des Grimarez. Refuge des sœurs de la Madeleine ou Madelonnettes ou Filles-Repenties. Asile des Bons-Fils. Maison forte ou Raspuck. La Bonne Maison des Ladres Bourgeois. Maladrerie de La Madeleine. Lieu de Santé du Riez de Canteleu. Hôpital Militaire Saint-Louis.

Phototypies de la charte de fondation de l'Hôpital Saint-Julien en 1321 et Bulle de Clément VI, de 1343, concernant la fondation de l'hôpital des Grimarez.

**265.** FONTAINE DE RESBECQ (C<sup>te</sup> de). La Sainte et Noble Famille de Lille, 1686-1793. Lille, 1873, 143 p., in-8° (= BCHN, XII, 1873, p. 25 à 167).

**266.** — id. — Note sur l'origine du nom des Bleuets de Lille et sur la fondation de Jacques Imbert. Lille, 1877, 12 p., in-8° (BCHN, XIII, 1877, p. 167 à 176).

**267.** — id. — Histoire de l'enseignement primaire avant 1789 dans les communes qui ont formé le département du Nord. Lille, 1878, 426 p., in-8° (= BCHN, t. XIV, 1879, p. 1 à 425).

Pages 224 à 252, renseignements sur les Bonnes-Filles Cites Orphelines de la Conception, les Orphelins de La Grange dits Bleuets, l'école des Grisons fondée par Hubert Déliot, l'école dite de Bapaume fondée par Guillaume de Boilleux dit Bapaume, l'orphelinat de la Présentation N.-D., l'école Stappaert ou Hôpital N.-D. des Sept-Douleurs, les Ecoles dominicales.

Pages 355 sq. Quelques pièces justificatives concernant l'instruction à Lille de 1228 à 1734.

**268.** FRANCHOMME (Alfred). La Confrérie lilloise de la Sainte-Trinité et rédemption des captifs (BCHN, t. XXXI, 1922, p. 195 à 207).

**269.** FREDERICO (Paul). Corpus documentorum inquisitionis haereticæ pravitatis Neerlandicae. Gand, 1889-1906, 10 vol., in-8°.

Voir à la table page 411, au mot *Rysel*, de très nombreuses références sur Lille et la châtellenie.

**270.** [FREMAUX, Henri]. Histoire généalogique de la famille Ruffault, 1313 à 1631. Douai, 1887, 167 p., in-8° (= *Souv. Fl. wall.*, 2<sup>e</sup> série, t. V, 1885).

**271.** FREMAUX (H.). Histoire généalogique de la famille de Fourmestaux. Lille, 1907, 109 p., in-8° (= BSEPC, t. X, 1907, p. 193 à 301).

**272.** — id. — Histoire généalogique de la famille de La Tannerie, 1280 à 1560. Lille, 1908, 49 p., in-8° (= BSEPC, t. XII, 1908, p. 195 à 243).

**273.** — id. — Histoire généalogique de la famille Fremault de 1200 à 1538. Lille, 1908, 64 p., in-8° (= BCHN, XXVII, 1909, p. 1 à 61).

Cf. FREMAUX (H.), *Les Fremaux, bourgeois de Lille*, dans BSEPC, t. XXIV, 1924, p. 5 à 41, avec étude sur les origines et les privilèges de la bourgeoisie de Lille.

**274.** — id. — Les Députés de Lille et de la région du Nord de la France aux Etats généraux tenus à Tours en 1308 (= BCHN, t. XXVIII, 1911, p. 225 à 228).

**275.** — id. — La vérité sur les Rois de l'Epinette (= BCHN, t. XXVIII, 1911, p. 213 à 223).

**276.** — id. — Dénombrement de la châtellenie de Lille servi par Jean de Luxembourg, châtelain de Lille en 1357 (= BCHN, t. XXVIII, 1911, p. 155 à 211).



**277.** FREMAUX (H.). Anoblissements et légitimations donnés par les rois de France... en Flandre, Artois et Tournaisis (= BCHN, t. XXVIII, 1911, p. 117 à 154).

**278.** — id. — Généalogie de la famille Phalempin (= BSEPC, XXIII, 1923, p. 6 à 58 avec table).

**279.** FREMAUX (Henri). Communications insérées dans *Souvenirs religieux* concernant : Jean Gantois (t. VI, 1892, p. 113), les épitaphes de la famille Le Théry (*ibid.*, p. 60).

**280.** FROMONT (Aug.) et A. DE MEUNYNCK. Histoire des canonniers de Lille. Lille, 1892-1893, 2 vol., in-8° avec planches.

La 1<sup>re</sup> partie concerne la confrérie de Sainte-Barbe. Elle contient notamment le plan des enceintes successives de Lille, les plans urbains de 1560 et de 1603, celui du siège de 1708 et une carte de la châtellenie.

**281.** FROSSARD (Ch.-Louis). Aperçu sur l'histoire de la Réformation dans la Flandre française avec deux épisodes de martyres de 1556 et 1566, suivi d'une note sur l'état actuel de l'église réformée de Lille. Paris, 1853, 23 p., in-8° (= *Bull. soc. hist. protest.*, avril 1857).

Cf. BEUZART (Paul), *Les Hérésies pendant le moyen-âge et la Réforme jusqu'à la mort de Philippe II* (1598), dans la région de Douai, d'Arras et au pays de l'Alou. Le Puy, 1912, 576 p., in-8°.

**282.** — id. — L'église sous la Croix pendant la domination espagnole. Chronique de l'église réformée de Lille. Paris, 1857, XX-336 p., in-8°.

**283.** FUNCK-BRENTANO (Frantz). Les Origines de la Guerre de Cent ans. Philippe le Bel en Flandre. Paris, 1897, XXXIV-709 p., in-8° (= thèse lettres).

Très important pour l'histoire de Lille. Copieuse bibliographie.

**284.** GACHARD (Louis-Prosper). Actes des Etats Généraux des Pays-Bas, 1576-1585. Bruxelles, 1861-1866, 2 vol., in-8°.

Nombreux documents intéressant la châtellenie de Lille. Les correspondances de Floris VANDER HAER, chanoine de Saint-Pierre de Lille, avec les Etats, sont restées inédites et sont conservées aux Archives de Lille et de Douai.

**285.** GACHARD (Louis-Prosper). Lettre de Gilles Jovenel relative aux rhétoriques qu'on voulait faire à Lille et aux menées des Huguenots français 2 août 1561 (= *Analectes historiques*, X, p. 466).

**286.** GACHET (Emile). Le Couvent de l'Abbayette à Lille. Sa fondation par la comtesse Marguerite et par Guy de Dampierre (= *Mess. sc. hist.* t. XX, 1852, p. 42 à 57).

**287.** GALLAND (Auguste). Mémoires pour l'histoire de Navarre et de Flandre contenant le droit du roy... comme seigneur chastelaïn de Lille avec l'histoire de cent cinquante années des guerres d'entre la France et la Flandre depuis l'an 1180 jusques en 1331 qui justifient le droit de la couronne de France sur les villes et chastellenies de Lille, Douay et Orchies et sur la comté de Flandre... Paris, 1648, 2 parties en 1 vol., in-fol.

Source importante pour l'histoire de Lille pendant la période capétienne.

Renferme notamment des mémoires sur les droits du roi de France comme châtelain de Lille et sur les droits de la Couronne de France sur la Flandre, Lille, Douai et Orchies.

**288.** GAUDIER. De l'Agrégation des médecins au collège de Lille au XVIII<sup>e</sup> s. (= *Echo médical du Nord*, t. IV, 1900, p. 41 à 45).

**289.** GAVELLE (Emile). Le Maître de Flémalle et quatre portraits lillois. Lille, 1904, 12 p., in-8°.

Barthélémy A la Truye, Marie de Pacy, sa femme, Jean Barrat et Jeanne Cambry, sa femme.

**290.** — id. — L'Ecole des Beaux-Arts, Paris, 1909, 26 p., in-fol. (= *Lille et la région du Nord*, 1909, I, p. 485 sq.).

**291.** — id. — Article sur les phases du développement de la ville de Lille inséré dans le numéro spécial publié en 1923, pages 21 et 22, par *l'Illustration économique et financière* et consacré au Département du Nord.

**292.** GAVELLE (Emile) et DUBUISSON (E.). Fouilles des 25 et 26 février 1904 sur la place du Théâtre de Lille (= BCHN, t. XXVI, 1904, p. 211 à 215 avec 2 plans).



Substructions de la nouvelle Fontaine au change 1651-1686.

**293.** [GHESQUIÈRE]. Histoire abrégée de la paroisse de Ste-Marie-Magdelaine 1675-1762. (= *Souv. Fl. wall.*, t. VI, 1866, p. 97 à 121).

**294.** GIARD (Edouard). Des Retraits. Leur origine et leur histoire spéciale dans le Nord de la France. Paris, 1900, VII-301 p., in-8° (= thèse droit).

**295.** [GODEFROY, Denis]. Inventaire analytique et chronologique des archives de la Chambre des comptes à Lille, publié par... la Société impériale des sciences... de Lille. Lille, 1865, XII-953 p., in-4°.

Cet ouvrage a été attribué à tort à de COUSSEMAKER, qui n'a fait que la préface.

On trouvera à la table de cet ouvrage, page 811, de nombreuses références sur Lille.

Cet inventaire intéresse les titres antérieurs à 1270. Les titres postérieurs (1270 à 1391) sont analysés dans les tomes III à XI de cet inventaire resté manuscrit et conservé aux Archives départementales (B 174 à 184).

**296.** [GODEFROY, Jean]. Mémoires sur l'intendance de la Flandre dressés sur les écrits de... Du Gué Bagnols... intendant de la Flandre. Bruxelles, 1739, 315 p., in-12.

**297.** [GODEFROY-MENILGLAISE (Denis-Charles), marquis de]. Les Savants Godefroy. Mémoires d'une famille pendant les XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Paris, 1873, 420-IX p., in-8°.

Les collections de ces anciens archivistes de la Chambre des Comptes de Lille sont conservées aux Archives départementales du Nord et surtout à la Bibliothèque de la ville de Lille. On trouvera aussi des papiers Godefroy à Paris.

Cf. GEBELIN, *Catalogue général des manuscrits. Bibliothèque de l'Institut*, Paris, 1914, in-8°, p. I à XIX.

**298.** GODEY. Etude sur l'arc de triomphe de Louis XIV, Porte de Paris à Lille, 1866, 22 p., in-8° avec 2 phot.

Voir aussi : *Porte de Paris, Société des Architectes du département du Nord. Rapport de la Commission*. Lille, 1873, br. in-8°.

**299.** GOURJAULT (O. de). Chartes inédites extraites du Cartulaire de St-Nicaise de Reims (= *Bull.*

*Com. roy. hist. Belg.*, 4<sup>e</sup> série, t. X, 1882, p. 167 à 246).

Nombreux documents à partir de 1104 concernant notamment le prieuré de Fives et réédités par le ch. LEURIDAN dans BSEPC, t. V, 1903, p. 129 à 143.

**300.** GRISELLE (Eug.). Communications insérées dans *Bull. soc. ét. prov. Cambrai* sur : le dénombrement de Lille en 1617 et en 1688 (I, 1899, p. 205), la cérémonie faite par les chevaliers de St-Lazare en 1681 (*ibid.*, p. 305) ; Lille et le Palinode de Caen (IV, 1902, p. 8), le maréchal de Boufflers (*ibid.*, p. 297 à 311).

**301.** GUERNE (DE). De Mons à Lille et à Paris en diligence... en 1759 (= *Soc. géogr. Lille*, Congrès de 1892, 457 à 466).

**302.** Guide des étrangers à Lille ou Description de la ville et de ses environs, précédée d'un abrégé de son histoire. Lille, Jacquez, 1772, 2+210+11 p., in-12 avec planche.

Importants renseignements sur des monuments disparus. C'est le plus précieux de nos anciens guides. Voir aussi DBOS (Emile), *Le nouveau guide des étrangers à Lille*, Lille [1817], 234 p. in-18.

**303.** HAUTCŒUR (E.). Cartulaire de l'église collégiale de St-Pierre de Lille. Lille, 1891-1894, 2 vol. in-8°.

1.554 pièces tirées des Archives municipales, des Archives départementales et de la Bibliothèque communale de Lille intéressant la période 1066-1500. Les documents antérieurs à 1300 sont généralement publiés *in-extenso*. Table au t. II, p. 1.111 à 1.210. Publication capitale pour l'histoire de Lille.

Le diplôme de 1066, concernant la dotation du chapitre (t. I, page 2 à 7) a été de nouveau publié dans Maurice PROU, *Recueil des actes de Philippe I<sup>er</sup>*, Paris, 1908, p. 70 à 76 (publicat. de l'Acad. des Inscriptions).

**304.** — id. — Documents liturgiques et nécrologiques de l'église collégiale de St-Pierre de Lille. Lille, 1895, XX-481 p., in-8°.

**305.** — id. — Histoire de l'église collégiale et du chapitre St-Pierre de Lille. Lille, 1896-1899, 3 vol., in-8°, avec pl.

Ouvrage fondamental de l'histoire lilloise. L'auteur, très documenté, ne s'est pas cantonné dans les annales du chapitre (1066-1791) : il a élargi le sujet en étudiant les attributions de l'échevinage, les faits politiques, les



agrandissements de la ville, ses fondations pieuses. Une table (t. III, p. 522 à 563), met en œuvre cette documentation, basée sur des références précises. On trouvera (t. I, p. 472 à 476), une notice sur la topographie de Lille au XIII<sup>e</sup> s.

**306.** HAUTCŒUR (E.). Keure accordée aux habitants de quelques seigneuries du chapitre Saint-Pierre de Lille (= *Annales com. flam.*, t. XXIII, 1897, p. 471 à 503).

**307.** — id. — L'exemption de St-Pierre de Lille après le Concile de Trente (= *Revue sc. ecclès.*, avril 1898).

**308.** — id. — Histoire de Notre-Dame dans l'ancienne collégiale de St-Pierre et dans la nouvelle basilique érigée en cathédrale. Lille, 1913-1920, LXX-416 p., in-4° avec planches.

Edition de luxe plus complète que l'édition parue en 1900.

**309.** — id. — Articles insérés dans *Au jour le jour* concernant les funérailles de Louis de Male à Lille (XVI, 1897, p. 132), la Fête des fous et la Fête des Innocents (XVI, 171), les chapitres de la Toison d'Or à Lille (XVI, 75), la maîtrise de St-Pierre de Lille (XVI, 39).

**310.** — id. — Communications insérées dans *Bull. soc. et prov. Cambrai* sur la visite de la basilique de N.-D. de la Treille (III, 1901, p. 113), le nécrologe de l'Hospice Gantois (VII, 1905, p. 95 à 100) et ses chapelains (*ibid.*, p. 100 à 103), l'abbé Soldini, confesseur de Louis XVI (VIII, 1906, p. 41).

**311.** HÉNAULT (Maurice). La famille Danezan. Travaux de J.B.J. Danezan... à Lille. Paris, 1901, 24 p., in-8° (= *Réunion soc. B. Arts*, 1901, p. 136 à 157).

Photographie de la chaire des Carmes de Lille (aujourd'hui église Saint-André) exécutée en 1768 par cet artiste.

**312.** [HENRY (Pierre)]. La Flandre gémissante ou les campagnes des ans 1674-75 et 76. Lille, C. Prevôt, 1676, 24 p., in-12, *suivi de* : La Campagne royale de l'an MDCLXXVI ou la troisième partie de la Flandre gémissante, Lille, C. Prevôt, 11 p., in-12.

Impressions d'un Lillois faisant l'apologie du régime français et critiquant la domination espagnole. Cf. Houdoy, *Imprimeurs*, n° 295 et Danchin, n° 573.

**313.** Histoire de l'interdit de l'église St-Maurice. 1662, 195 p., in-8° et 75 pages de pièces justificatives.

Affaire de l'exhumation de Paul Diegeman, sr de La Rianderie. Cf. Houdoy, *Imprimeurs, Bibliogr.*, n° 219.

L'article AA 223 fol. 51 à 151 et 154 à 216 des Archives communales contient les pièces de cette procédure.

**314.** HOUDOY (Jules). Recherches sur les manufactures lilloises de porcelaine et de faïence. Lille, 1863, 91 p., in-8°.

**315.** — id. — Histoire de la céramique lilloise, précédée de documents inédits constatant la fabrication de carreaux peints et émaillés en Flandre et en Artois au XIV<sup>e</sup> siècle. Paris, 1869, XI-167 p., gr. in-8° avec planches.

**316.** HOUDOY (J.). La Halle échevinale de la ville de Lille, 1235-1664. Notice historique, comptes et documents inédits concernant l'ancienne maison commune. Paris, 1870, 114 p., gr. in-8°, pl.

**317.** — id. — Les Tapisseries de haute-lisse. Histoire de la fabrication lilloise du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle. Lille, 1871, VII+155 p., in-8°.

**318.** — id. — L'impôt sur le revenu au XVI<sup>e</sup> siècle. Les Etats de Lille et le duc d'Albe. Lille, 1872, 90 p. gr. in-8° (= MSSSL, 3<sup>e</sup> série, t. X, année 1872, p. 299).

**319.** — id. — Chapitres de l'histoire de Lille : le Livre Roisin, le privilège de non-confiscation, les comptes de la ville. Titres et documents inédits. Lille, 1872, 163 p., gr. in-8° (= MSSSL, 3<sup>e</sup> série, t. X).

**320.** — id. — L'instruction gratuite et obligatoire à Lille depuis le XVI<sup>e</sup> siècle. Lille, sd., 44 p., in-8° (= MSSSL, 3<sup>e</sup> série, t. XII, 1873, p. 1 à 44).

Avec pièces justificatives concernant la fondation Hubert Deliot, 1554-1576, la fondation G. de Boisieux, 1605-1609, les écoles dominicales et les écoles journalières 1584-1798.



**321.** HOUDOY (J.). La Joyeuse entrée des Altesses Sérénissimes Albert et Isabelle, février 1600. Lille au XVI<sup>e</sup> siècle. Lille, 121 p., gr. in-8° (= BCHN, XII, 1873, p. 399 à 513).

Cf. de RIBLER, *Une relation inédite de l'inauguration des archiducs Albert et Isabelle aux Pays-Bas* (= *Messenger sc. hist.*, 1892, p. 274 et 408).

**322.** — id. — Renart le Nouvel. Roman satirique composé au XIII<sup>e</sup> siècle par Jacquemars Gielée de Lille. Paris, 1874, 212 p., gr. in-8°, facsimile (= MSSL, 4<sup>e</sup> série, t. I, 1876, p. 1 à 204).

**323.** — id. — Etudes artistiques. Artistes inconnus des XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> s. Académie des arts de Lille. Paris 1877, 146 p. gr. in-8°.

Contient notamment un inventaire des œuvres d'art, des établissements religieux et des émigrés déposés aux Récollets de Lille le 1 prairial an III, origine de la collection du Musée actuel.

**324.** — id. — Tombeaux de Baudouin V et de Louis de Male, comtes de Flandre, à Lille. 1877, 8 p., in-8° (= *Revue soc. savantes*, 6<sup>e</sup> série, III, 117).

**325.** — id. — Les Imprimeurs lillois. Bibliographie des impressions lilloises 1595-1700. Paris, 1879, XXII-391 p., avec pl.

P. 1 à 175. Histoire des imprimeurs lillois jusqu'à la Révolution.

P. 177 à 375. Bibliographie raisonnée de 484 impressions lilloises antérieures à 1700, suivie d'une table des auteurs, importante à consulter.

Une réédition est en cours en février 1925 par le *Bulletin officiel du Syndicat des maîtres-imprimeurs du Nord*.

La *Bibliographie lilloise* de DANCHIN, en cours d'impression, dans les *Mém. Société sciences Lille*, apporte de nombreuses corrections et additions à l'œuvre remarquable d'Houdoy.

**326.** HOUDOY (Jules). La Filature de coton dans le Nord de la France. Son histoire, son état actuel. Paris 1903, 453 p., in-8° (= thèse droit Lille).

**327.** HOUZÉ DE L'AULNOIT (Aimé). De l'Assistance publique à Lille. L'Hôpital St-Sauveur, Lille, 1866, 121 p. in-8° (= MSSL, 3<sup>e</sup> série, t. II, année 1865, p. 171 à 289).

Lors de sa fondation vers 1214 par Jeanne de Constantinople, l'Hôpital Saint-Sauveur était appelé Hôpital Saint-Jean-Baptiste.

**328.** HOUZÉ DE L'AULNOIT (Aimé). Famille Houzé de l'Aulnoit et ses alliances. Lille, 1892, XI-766 p., in-8°.

**329.** — id. — La Finance d'un bourgeois de Lille au XVII<sup>e</sup> s. Livre de raison de François-Daniel Le Comte. Lille, 1889, 124 p., in-8° (= *Mém. soc. sc.*, Lille, 4<sup>e</sup> série, t. XXI, 1895, p. 1 à 131).

**330.** — id. — Discours [sur le rôle de l'avocat devant le Parlement de Flandre et les juridictions de Lille]. Lille, 1890, 34 p., in-8° (= MSSL, 4<sup>e</sup> série, t. XXIII, 1912, p. 127 à 160).

**331.** HUGUET. Le baron Michel-Ange de Vuorderden, bailli des Etats de Lille (= *Bull. soc. hist. Tournai*, t. XV, p. 181).

**332.** HULIN (Georges). Gui Guilbaut, conseiller, premier maître de la Chambre des Comptes de Lille. Gand, 1911, 15 p. in-8° (= *Bull. soc. hist. archéol. Gand*, t. XIX).

**333.** HUMBERT (Georges). Articles insérés dans les *Souvenirs religieux de Lille* concernant la Châsse de N.-D. de Lille aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> s. (1887, p. 69), les fondations pieuses à Sainte-Catherine (1887, 122), le séminaire diocésain en 1671 (1887, 91), le Jubilé de 1500 (1887, 55), le Carmel (1888, 93, 123, 142), le culte de N.-D. des Sept-Douleurs (1888, 54), les reliques de Saint-Eubert (1888, 21), la chapelle Saint-Sébastien à la Cense du Metz, dépendance de l'Hôpital Comtesse (1888, 181), les dominicaines de la Mère de Dieu en 1652 (1888, 151), la confrérie de la Sainte-Face (1891, 23), les livres de raison des bourgeois (1891, 88, 106, 161), les livres de prière (1893, p. 17, 33, 65, 87, 129, 145 et 1894, p. 129), la chapelle Sainte-Croix à Saint-Maurice (1893, 110), les blasons de Melinot pour les corporations (1894, 103 ; 1895, 49), etc.

**334.** IMBERT DE LA PHALECQUE. Des quartiers de noblesse. Exemples tirés de Saint-Pierre de Lille (= *Bull. soc. antiq. Morinie*, VI, p. 423).



**335.** IMBERT DE LA PHALECQUE. Armes de la collégiale de Saint-Pierre de Lille (= BCHN, t. V, 1857, p. 75 à 76).

**336.** Inventaire sommaire des Archives départementales du Nord antérieures à 1790... Série B, Chambre des Comptes, par DESPLANQUE, DEHAISNES et FINOT. Lille, 1872-1906, 8 tomes en 9 vol. in-4°.

Cette publication ne contient que les 3.665 premiers articles du fonds de la Chambre des Comptes de Lille. Pour les articles 3.666 à 20.216, voir BRUCHET, *Répertoire numérique de la série B*. Les layettes relatives à Lille et à sa châtellenie portent les cotes B 1.062 à 1.139.

Voir les références relatives à Lille dans les tables publiées par le ch. LEURIDAN dans le BSEPC, t. I, p. 236 à 243 et dans le t. II des *Annales Soc. études prov. Cambrai*, p. 750 à 753.

Voir la présente bibliographie aux mots BRUCHET, DEHAISNES, GODEFROY.

**337.** Inventaire sommaire... des archives hospitalières de Lille antérieures à 1790. Lille, 1871-1898, 2 vol. in-4°.

Le tome I concerne l'hôpital Comtesse et porte le sous-titre d'*Inventaire analytique et chronologique*...

Le tome II concerne les fonds suivants : Hôpital des Vieux-Hommes, Hôpital Saint-Joseph, Maison des Orphelins de la Grange, Maison des Bapaumes, Hospice Saint-Sauveur, Maladreries, Hôpital Ganlois, Hôpital des Vieillettes, Hôpital Saint-Jacques, Hôpital du Saint-Esprit, Hôpital de la Charité, Hôpital Stappaert, Bonnes-Filles, Orphelines de la Présentation, Hôpital général, Hôpital des Invalides, Hôpital de Saint-Julien, Hôpital des Grimalets, Confréries d'archers, Cinquante-huit fondations, Hôpital des Marthes, Confrérie de Saint-Michel, Noble-Famille, Maison-Forte, Sœurs de la Madeleine, Bureau de la Charité générale, Hôpital Saint-Nicaise, Hôpital Saint-Nicolas, Hôpital de la Trinité, Bons-Fils, Béguinage, Enfants abandonnés.

Les tables (t. II, 447 à 555) sont très précieuses pour l'histoire lilloise. Ce travail sans nom d'auteur est l'œuvre de Denis GODEFROY.

**338.** Inventaires sommaires des Archives communales du Nord. Lille, 1877 sq. in-4°.

Les fascicules suivants publiés dans cette collection officielle intéressent Lille et sa châtellenie, Armentières (1877), Comines (1883), Deulémont (1907), Douai (1876-1898), Halluin (1900), Haubourdin (1906), Houplines (1891), La Bassée (1880), Linselles (1881), Roubaix (1866), Seclin (1888), Wasquehal (1890) et Wattignies (1887).

D'autre part, M. le chan. LEURIDAN a publié dans les *Mém. soc. émulation Roubaix* ceux de Bachy (1903), Bourghelles (1902), Carvin (1898), Fournes (1904), Gondecourt (1902), Houplin (1895), Lesquin (1889), Lomme (1904), Noyelles-lez-Seclin (1890), Templemars (1897), Wannehain (1896), Wavrin (1909). Celui de Willems a été publié dans le *Bull. soc. et prov. Cambrai* (1902).

Il est à remarquer que les Inventaires sommaires d'archives communales de localités appartenant à d'autres arrondissements du Nord renferment, à la table, de nombreuses références sur Lille, notamment ceux de Bergues (1878), Bouchain (1882), Bourbourg (1877), Cambrai (1907), Cassel (1910), Condé (1897), Estaires (1902), Gravelines (1900), Hazebrouck (1886), Hondschote (1876), La Gorgue (1885), Merville (1893), Mortagne (1896), Raimmes (1902) et Saint-Amand (1894).

**339.** Inventaire sommaire des Archives départementales Pas-de-Calais, série H. Fonds de l'abbaye de Saint-Vaast d'Arras. Arras, 1902-1911, 3 vol. in-4°.

La table manuscrite dressée par le chanoine LEURIDAN indique de très nombreux actes sur Lille.

**340.** KERVYN DE LETTENHOVE. Histoire de Flandre. Bruxelles, 1847-1855, 6 vol. in-8°.

**341.** KNUTTEL (W. P. C.). Catalogus van de Pamfletten-verzameling berustende in de kon. Bibliotheek. Derde deel. La Haye, 1900.

Ce volume concernant la période 1689-1713 intéresse notamment le siège et la prise de Lille en 1708. Voir dans PIRENNE, *Bibliogr. Belgique*, 2<sup>e</sup> édit., n° 217, les références à d'autres catalogues de factums néerlandais.

**342.** LA BASSE-MOUTURIE (de). Henri Goethals, doyen de Liège, prévôt de Saint-Pierre à Lille et chef du suprême conseil de Flandre (= *Investigateur*, II, 371).

**343.** LADRIÈRE (J.). Coupe des terrains mis à jour [en 1904] dans les fouilles de la Grand'Place de Lille (= BCHN, XXVII, 1909, p. 320).

**344.** LADRIÈRE (J.). Les anciennes rivières. Lille, 1881, 17 p. in-8° avec croquis (= *Annales soc. géol. Nord*, t. VIII).

= Renseignements sur des fouilles archéologiques faites à Lille et sur le cours de la Deûle.

**345.** LA FONS MELICOCQ (Fr.-Jos.-Alex. de). Privileges et franchises de quelques-unes des villes de la Flandre, de l'Artois, de la Picardie et du Valois. Paris, 1832, 20 p. in-8°.

**346.** — id. — De l'artillerie de la ville de Lille au XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles. Paris, 1855, 45 p. in-8° (= *Revue du Nord de la France*, t. II).



Sur ce polygraphe qui a beaucoup puisé dans les archives de Lille, voir DESPLANQUE (A.), *Biographies départementales*. M. DE LA FONS MÉLICOQ, Valenciennes, 1868, 34 p. in-8°.

**347.** LA FONS-MÉLICOQ. Communications dans les *Annales archéologiques* de DIDRON concernant les Joueurs de personnages lillois au XIV<sup>e</sup> s. (t. XIII, 1853, p. 168) ; le drame au XV<sup>e</sup> s. à Lille (XIV, p. 269) ; la Joyeuse entrée du prince d'Espagne à Lille et jeux de personnages en 1549 (t. XV, p. 268 à 270) ; les jeux de carte défendus à Lille en 1382 (t. XV, p. 130) ; les Feux de la Saint-Jean à Lille (t. XVI, p. 175), l'Hôpital Saint-Julien (t. XVI, p. 373 à 375) ; les drames liturgiques à Lille (t. XVIII, p. 172) ; les peintres verriers de Lille au XVI<sup>e</sup> s. (t. XIX, p. 288 à 292 ; cf. t. XIV, p. 203 à 205).

**348.** — id. — Communications insérées dans le *Bulletin du Comité de la langue, de l'histoire et des arts de la France* concernant des dépenses faites du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> s. pour des jeux de personnages à Lille et Douai (t. II, 1853-1855, p. 119 à 126) ; les jetons de Lille au XVI<sup>e</sup> s. (t. II, p. 469-470) ; les dépenses pour les enfants trouvés aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> s. (t. III, p. 475 à 480) ; les tablettes de cire, les jetons, les poinçons, les marques, les enseignes et les mesures des échevins et des corps de métiers de la ville de Lille du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> s. (t. III, p. 627 à 640) ; les ménestrels (t. III, p. 398) ; Jacquemart Yolens, horloger et serrurier lillois en 1408 (t. III, p. 716 à 719) ; ordonnances pour les pauvres de Lille, 1527-1556 (t. III, p. 700 à 710).

**349.** — id. — Communications insérées dans la *Revue sociétés savantes* concernant le mobilier de la chapelle de l'Hôpital Saint-Julien aux XIV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> s. (2<sup>e</sup> série, t. I, 1859, p. 297) ; les comptes de l'hôtel de ville de Lille relatifs à la rançon du roi Jean (2<sup>e</sup> série, t. VIII, 1862, p. 383 à 387) ; les épreuves de ladres à Lille au XIV<sup>e</sup> s. (3<sup>e</sup> série, t. IV, 1864, p. 458 à 465).

**350.** — id. — Articles insérés dans *Archives historiques Nord*, 3<sup>e</sup> série concernant : Dons faits [aux gens de la Petite Egypte à Lille] (t. IV, 1854, p. 304 à 326), les brodeurs de la ville (IV, 559 à 563), la confrérie de N.-D. du Puy (IV, 466 à 468), les ménestrels (V, 1855, p. 57 à 67), le peintre

Jean Desbones (V, 280 à 282), les peintres Marquet et Thomas Tournemine (V, 409 à 412, 531 à 535), la procession de Lille (V, 369 à 379), Pierard, Jehan et Ant. Prévost (VI, 56 à 62), les barbiers, médecins et chirurgiens, les sorciers et les démoniaques (VI, 197), les hautelisseurs d'Arras et Lille (VI, 169 à 172).

**351.** LA FONS-MÉLICOQ. Articles insérés dans la *Revue belge de numismatique* concernant les Jetons de Saint-Pierre de Lille (1860, p. 270), les monnaies, monnayeurs et usuriers de Lille au XIV<sup>e</sup> et au XV<sup>e</sup> s. (1861, p. 154 à 165), les récompenses accordées à trois savants arithméticiens lillois (1863, p. 198 à 204) ; la valeur des monnaies payées par la ville par la rançon du roi Jean (1864, p. 457 à 469) ; les présents faits par la ville de Lille à ce souverain (1864, p. 470 à 475), les plommés des hospices de Lille au XVI<sup>e</sup> siècle (1865, p. 235).

**352.** — id. — Articles insérés dans le *Messenger des sciences historiques* concernant les jeux de personnages représentés par les sociétés de rhétorique de Lille au XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> s. (1856, p. 347 à 350) ; l'amende honorable faite à l'évêque de Tournai par les échevins de Lille en 1361 (1857, p. 124 à 128) ; les pèlerinages, escondits et voyages en Belgique, en Hollande et sur les bords du Rhin imposés par les échevins de Lille aux bannis (1858, p. 361 à 368) ; les oiseaux de vénerie achetés en Belgique et présentés à des grands seigneurs par les échevins de la ville de Lille (1859, p. 92 à 97) ; les joueurs de barre à Lille (1866, p. 526 à 528) ; le salaire du roi des Ribauds de Lille chargé d'expulser les fous dangereux ou de les conduire à divers pèlerinages (1867, p. 246 à 252).

**353.** — id. — Articles insérés dans la *Revue universelle des arts* concernant les Fondateurs de cuivre à Lille du XV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> s. (t. XI, p. 286 à 293), les tableaux historiques commandés par la ville (t. XII, p. 59 à 61), les artistes ayant travaillé du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> s. à la collégiale Saint-Pierre (t. XII, p. 275 à 283), les pièces d'orfèvrerie livrées au Magistrat de Lille par divers artistes du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> s. (t. XIII, p. 59 à 64, 201



à 205), les artistes ayant décoré les chapelles des hospices de Lille (t. XIII, p. 52 à 59), les écrivains de la ville de Lille (t. XIV, p. 52 ; t. XV, p. 346 à 356), les architectes, ingénieurs, tailleurs d'images et fondeurs du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> s. (t. XV, p. 129 à 138, 198 à 205) ; les œuvres remarquables de quelques écrivains lillois des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> s. (t. XVI, p. 52 à 58) ; Jean et Jacques Miette, maîtres des œuvres de charpenterie de Lille (t. XVIII, p. 393 à 406 ; t. XIX, p. 206 à 209) ; les maîtres des œuvres de Lille qui ont construit les lices des tournois célèbres sous les ducs de Bourgogne (t. XXII, p. 60 à 68) ; les peintres des bannières et des compagnies bourgeoises et des corps de métier de Lille et de Valenciennes du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècles (t. XXIII, p. 59 à 64).

**354.** LA FONS-MÉLICOQ. Articles insérés dans le *Bulletin du Bouquiniste* concernant les manuscrits de Saint-Pierre de Lille (1858, p. 411-415), les missels de l'Hôpital Saint-Julien (1859, p. 25 à 27), les plombs et méreaux de Saint-Pierre (1860, p. 299 à 302), les pièces de vers, ballades et blasons du roi de l'Épinette (1861, p. 214 à 217).

**355.** — id. — Articles relatifs aux Vins défendus par l'échevinage (*Bul. soc. botanique*, XII, p. 36 et 37), Projet de halle échevinale (*Rev. histoire et archéol.*, II, p. 339 à 342) ; Documents sur quelques artistes lillois des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles (*Revue art chrétien*, I, 176-177).

**356.** — id. — Articles relatifs à l'Abbé de Saint-Bertin et les échevins de Lille en 1361-1367 (*Bull. soc. antiq. Morinie*, t. II, 986) ; Commerce des draps de Lille et de Béthune (*ibid.*, III, 1863, p. 189 à 193) ; les Artistes dramatiques des provinces de Flandre et d'Artois aux XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> s. (*Mém. soc. antiq. Morinie*, t. XX, 1886-1887, p. 341 à 456) ; Monnaies qui avaient cours dans les villes de Lille et de Douai aux XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, leurs variations diverses (MSSL, 2<sup>e</sup> série, I, année 1854, p. 366 à 381).

**357.** — id. — Communications insérées dans le *Bulletin soc. hist. France* concernant des Mélanges extraits des archives de Lille relatifs aux prédicateurs, à Pierre Le Monnier, à Allard van

Hove, aux Jésuites, aux « noueurs d'éguillettes », au bourreau, aux autopsies, etc. (années 1853-1854, p. 149 et 1855-1856, p. 38) ; des documents inédits relatifs notamment à la réception des envoyés de Charles VI en 1415, aux présents offerts par la ville à Jean de Wavrin, l'arrestation de fauconniers du comte de Nevers sur l'ordre du Magistrat, l'entreprise des Français sur la châtellenie de Lille, les enfants trouvés (2<sup>e</sup> série, t. I, années 1857-1858, p. 5 sq.) ; la loterie de Lille en 1600 (2<sup>e</sup> série, t. II, p. 392 sq.), l'amusement populaire de « Saulx de Wÿns » à Lille en 1599 (*ibid.*) ; les dépenses faites par la ville pour aller ardoir à La Bassée (2<sup>e</sup> série, t. III, années 1861-62, p. 204) et la tentative du maréchal d'Esquerdes sur Lille (*ibid.*).

**358.** LA FONS-MÉLICOQ. Documents inédits pour servir à l'histoire des usages et des mœurs aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> s. [tirés des Comptes des Archives de Lille] (= *Annuaire-Bulletin soc. hist. France*, année 1864, 2<sup>e</sup> partie, p. 80 à 105).

Présents à l'évêque de Tournai ; Ours de la ville ; Achat d'une baleine ; Joyeuse entrée de Jean, comte de Nevers en 1398 ; Réjouissances pour la prise de Paris et la victoire de Mons-en-Vimeu ; Réception d'Edouard IV en 1471 ; Coupables punis par le Magistrat à suivre des processions ; Salaire du roi des Ribaux ; obligation pour la famille de reprendre un aliéné ; adoption d'enfants naturels ; bannissement de houriers ; droit d'asile dans les églises ; divagation de pourceaux de Saint-Antoine ; condamnation à un pèlerinage ; Thomas Couette et Pierre Le Gros, prédicateurs ; emprunte pour la rançon de Charles d'Orléans ; literie fournie en 1402 pour les noces d'Antoine de Bourgogne ; funérailles de Marguerite de Flandre en 1405 ; présence de Jean-sans-Peur aux joutes de 1407.

**359.** — Documents inédits pour servir à l'histoire des usages et des mœurs (= *Annuaire Bulletin soc. hist. France*, 1865, 1866 et 1868).

Nombreux documents tirés des archives de Lille concernant les aumônes des « cachemarets » réclamées par les ordres mendiants, la suppression du dîner des prédicateurs, le prix du gibier, les subsides accordés au souverain en 1643 (1865, p. 120 à 124) ; l'inquisition, l'hérésie et les bougres de 1411 à 1471 (p. 154 à 159 et 169 à 176, 188 et 189).

Privilèges en matière de subsides (1866, p. 23) ; transfert d'un cimetière en 1360 (p. 24).

Droit d'asile dans les églises de Lille en 1367 (1868, p. 167) ; débat sur le droit de senne (p. 171) ; fêtes de 1461 pour les ambassadeurs des princes d'Orient (p. 183) ; peste de 1533 (p. 202).



**360.** LA GRANGE (de). Pierre de Hauteville mort à Lille et ses testaments (= *Ann. acad. archéol. Belg.*, 4<sup>e</sup> série, t. VI, p. 23).

**361.** LAMELIN (Engelb.). Engelberti Lamelin Cameracensis, medici Insulensis, de Vita longa libri duo... necnon... Tractatus de Peste, ejusque preservatione, a patre ejusdem compositum ab ipso autem e gallico in latinum transversum. Lille, 1628, 95 p., in-12.

Cf. HORDOY, *Imprimeurs*, n° 81. Le traité sur la peste est du père de Lamelin.

**362.** LANOIRE (E.). Le Maréchal d'Humières en Flandre [gouverneur de Lille de 1672 à 1694] (= *Mem. soc. dunkerq.*, t. LVI, 1912, p. 101 à 137). 137).

**363.** LASNE (Jules). Notice sur la statue miraculeuse de Jésus flagellé vulgairement appelée le Dieu de Pitié, honorée en l'église paroissiale de St-Maurice à Lille. Lille, 1884, 67 p., in-16, avec photographie.

Statue provenant du couvent des Pauvres-Claires.

**364.** LASTEYRIE (R. de) et LEFEVRE-PONTALIS. Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques. Période antérieure à 1900. Paris 1888-1911, 5 vol., in-4°.

Voir dans les tomes III-et V le dépouillement des sociétés savantes du Nord, notamment des *Mém. de la Soc. des sciences* de Lille et du *Bulletin de la Commission historique*. Des suppléments annuels ont été publiés par A. VIDIER pour les années 1901 à 1910.

**365.** LAUNOY (Alfred). La Puissance paternelle dans les coutumes de Flandre et de Hainaut. Lille, 1904, 88 p., in-8° (= thèse droit).

**366.** LEBON (Ph.-Maurice). Articles insérés dans la *Revue du Nord* concernant la fête du Broquet (t. IV, 1835, p. 105) ; Lille avant le XI<sup>e</sup> siècle (t. V, p. 201) ; la châtellenie de Lille (t. VI, p. 23).

**367.** — id. — Mémoire sur l'histoire de la Flandre wallonne depuis le commencement des troubles en 1566 jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle conclue en 1668. Douai, 1838, 131 p., in-8° (*Mém. soc. agric. Douai*, 1835-1836, p. 123).

**368.** LE BOUCQ DE TERNAS (Amédée). Recueil de la noblesse des Pays-Bas, de la Flandre et d'Artois. Douai, 1884, 468 p., in-4°.

Nombreuses familles lilloises.

**369.** LECLAIR (Edmond). Histoire de la pharmacie à Lille de 1301 à l'an XI. Etude historique et critique. Lille, 1900, in-8°, XXII-398 pages, avec 16 planches (= thèse).

**370.** — id. — Documents sur les apothicaires et épiciers lillois avant 1586. Lille 1901, 28 p., in-8°.

**371.** — id. — Remède secret au XVIII<sup>e</sup> s. Querelle de médecins lillois. Poitiers 1902, 17 p., in-8° (= *Bull. assoc. études pharmacie Paris*).

**372.** — id. — Les Lestiboudois, botanistes lillois. Lille, 1908, 56 p. in-8° avec portrait (= BS EPC, t. XII, p. 39 à 90).

Cf. GOSSELET, *Thémistocle Lestiboudois* dans *Bull. scient. Nord*, t. IX, p. 12 à 20.

**373.** — id. — Un Chapitre de l'histoire de la chirurgie à Lille. Les accouchements. Lille, 1910, 100 p., in-8° (= *Journal sc. médicales de Lille*, juin 1910).

Concerne les sages-femmes.

**374.** LECLAIR (E.). Histoire de la chirurgie à Lille. Lille, 1911-1912, 2 vol., in-8° (= *Mem. soc. ét. prov. Cambrai*, t. XVIII et XIX).

**375.** LECLAIR (E.). Lettres et certificats d'un chirurgien lillois [Chastanet] au Frère Come au sujet de son lithotome caché (= *France médicale*, 10, 25 nov. et 10 déc. 1911).

**376.** — id. — Articles insérés dans *Bull. soc. ét. prov. Cambrai* concernant la bannière des apothicaires (t. II, 1900, p. 193 avec planche), les pharmacopées lilloises (t. III, 1901, p. 283 à 288 avec pl.), le fac-similé d'impressions lilloises des œuvres de Mathias de Lobel, Pierre Ricard, Salmon et J.-B. Lestiboudois (t. IV, p. 82 à 86), Noël-Martin-Joseph de Necker, botaniste lillois (t. X, 1907, p. 184 à 189 avec portrait), Palisot de Beau-



vois, naturaliste lillois (t. XII, 1908, p. 278 à 296 avec portrait), les graignards des apothicaires lillois (t. XII, p. 160 à 162), les exécutions capitales à Lille en 1736 (t. XIV, 1909, p. 201), les chapelains de peste (t. XVI, 1911, p. 65 à 71), l'inhumation de Jean Levasseur en 1793 (t. XXI, 1921, p. 82 à 87 avec pl.), le carême et les médecins à Lille (t. XXII, 1922, p. 32 à 37).

**377. LECLAIR (E.).** Articles insérés dans *Bull. soc. ét. prov. Cambrai* concernant la paroisse de Saint-Etienne : chapelle de Ste-Marie-Madeleine (t. III, 1901, p. 177), les chapellenies et bénéfices (t. III, p. 229 à 235), l'interdiction de la mendicité en 1708 (t. II, p. 246), les orgues (t. V, 1903, p. 94 à 98, concerne aussi St-Maurice), l'épitaphier (t. V, p. 103 à 105), la fondation Claudine Labbe en la chapelle de l'Ange gardien en 1675 (t. V, p. 105 à 107), la loterie (t. V, p. 243), les pierres tombales et les marguilliers des églises de St-Etienne et de Ste-Catherine (t. V, p. 108 à 111).

**378. — id. —** Articles insérés dans *Bull. soc. ét. prov. Cambrai* concernant la procession du St-Sacrement et de l'Assomption en 1771 (t. II, 1900, p. 11 à 13), la préséance des métiers aux processions, 1419 à 1425 (t. III, 1901, p. 243), la pose de la première pierre de l'Hôpital général en 1739 (t. VI, 1904, p. 79 et 80), les cloches d'Esquermes (t. VII, 1905, p. 214), le projet d'église de la rue du Molinel en 1611 (t. XIV, 1909, p. 231), l'histoire du calvaire érigé au début du XVII<sup>e</sup> s. (t. XVII, 1912, p. 145 à 165 et t. XXII, p. 99), fragments des annales de l'Hôpital Gantois (t. XIX, 1914, p. 105 à 108), délimitation des paroisses et suppression de la paroisse Saint-Pierre en 1791 (t. XXII, 1922, p. 240 à 245), l'église dédiée à St-Gilles à St-Maurice (t. XXII, 1922, p. 92, la confrérie de St-François de Sales en l'église St-Maurice de Lille (t. XXIII, 1923, p. 135 à 145).

**379. — id. —** Articles insérés dans le *Bulletin société études prov. Cambrai* concernant des Faits divers extraits d'une chronique lilloise manuscrite de 1600 à 1662 conservée à la Bibl. de Lille (t. III, 1901, p. 96 à 112, 289 à 304), un histo-

rien de Lille en 1655, Jean de Le Barre, auteur de l'Héraclée flamand (t. VII, 1905, p. 48 à 57), l'attaque de Lille en 1641 et 1645, (t. VIII, 1906, p. 101 à 103), et le passage du duc de Guise en 1640 (t. XII, 1908, p. 141 à 143) d'après cet ouvrage, le Mémoire remarquable des choses arrivées à Lille de 1628 à 1722 d'après un ms. appartenant à Jacques Morel (t. XVIII, 1913, p. 9 à 17), le Livre des choses plus mémorables arrivées depuis l'an 1650 jusques à l'an present 1716 par André Gossiaux (t. XX, 1920, p. 76 à 79), le Journal de ce qui s'est passé dans la ville de Lille et autres lieux... de 1740 à 1760 (t. XXIII, 1923, p. 231 à 240).

**380. LECLAIR (Henri).** Les Hôpitaux militaires de Lille avant la Révolution. Lille, 1925, 172 p., in-8°, avec pl.

Nombreux textes publiés d'après les Arch. communales et hospitalières de Lille. Voir p. 138 sq. Notices bibliographiques sur les médecins et chirurgiens lillois. Planches représentant notamment la façade de l'Hôpital Saint-Sauveur en 1829, le plan de l'Orphelinat des Bleuets en 1781, celui de l'Hôpital Saint-Louis, rue des Malades, la façade de l'Hôpital Saint-Louis, place aux Bleuets. Tables.

**381. LECOMTE (Marcel).** Essai sur la main ferme dans le Hainaut. Lille, 1911, 305 p., in-8°, (= thèse droit).

**382. LECOMTE (Edmond).** Le Maréchal de Boufflers et sa famille. Amiens, 1892, 117 p., in-12.

**383. LEDIEU (Alcius).** Voyages en Picardie d'un gentilhomme lillois à la fin du XVII<sup>e</sup> s. Cayeux, sd., 54 p., in-8°.

Cf. de MARSY dans *Bull. soc. antiq. Picardie*, t. XX, 1899, p. 369.

**384. LEFAS (Alexandre).** La Juridiction consulaire de Lille et le protocole d'Adrien Baillon. Lille, 1922, 100 p., in-8°.

Paru partiellement dans *Revue du Nord*, t. VII et VIII.

**385. LEFEBVRE (Georges).** Une nouvelle relation du siège de Lille en 1667 (= *Annales Est et Nord*. III, 1907, p. 391 à 409).

Voir p. 392 la bibliographie des sources de ce siège.



**386.** LEFEBVRE (Georges). Les Paysans du Nord pendant la Révolution française. Paris, 1924, 2 vol., in-8° (= thèse lettres Paris).

Les pages 1 à 338 du 1<sup>er</sup> volume intéressent la situation des paysans à la fin de l'Ancien régime, la répartition du sol, la dîme et les droits féodaux, les impôts, l'état de l'agriculture, les industries rurales, etc. Nombreuses indications concernant la châtellenie de Lille.

**387.** [LEFEBVRE, Léon]. Les Gouverneurs de Lille du XIII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les Intendants de Flandre XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Lille, 1881, 49 p., in-16.

Renseignements puisés en partie dans le Renouveau de la loi, années 1782 à 1783, 1785 à 1786.

**388.** — id. — La Musique et les Beaux-Arts à Lille au XVIII<sup>e</sup> s. Lille, 1893, 55 p., in-16.

Renferme des renseignements sur les collections musicales de la Bibliothèque de Lille (p. 20 à 32), sur l'Ecole de Gessin créée en 1755 (p. 34 à 44) et sur l'Académie des Arts (p. 44 à 47).

**389.** — id. — Deux plaques de cheminée armoriées [au blason de Boufflers et de Villeroi], de l'ancien Hôtel du Gouvernement à Lille. Lille 1900, 12 p., in-8° avec 2 pl.

**390.** — id. — La procession de Lille du XV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle. Lille 1902, 12 p., in-8°.

**391.** — id. — Fêtes lilloises du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècles. Jeux scéniques. Ebattements et joyeuses entrées. Le Roi des Sots et le Prince d'amour. Lille, 1902, 27 p., in-8°.

**392.** — id. — Le Puy Notre-Dame de Lille du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle. Lille 1902, 15 p., in-8°.

**393.** — id. — Histoire du théâtre de Lille de ses origines à nos jours. Lille, 1904 à 1907, 5 vol., in-8°.

Le tome I intéresse les origines du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> s. (dramas liturgiques, fête des fous, menestrels, etc.) et l'histoire de la Salle de la Comédie de 1702 à 1787.

Le même auteur avait publié à Lille : *Le théâtre de Lille il y a cent ans* (1889), *Un chapitre de l'histoire de Lille* (1890), *Le théâtre de Lille au XVIII<sup>e</sup> s.* (1894), *L'Orchestre du théâtre de Lille* (1898), *Les origines du théâtre à Lille aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles* (1903), *Le Théâtre à Lille au XVII<sup>e</sup> s.* (1906), *Notes pour servir à l'histoire de la musique à Lille. Les menestrels* (1906).

**394.** LEFEBVRE (Léon). Les princes et la Principauté du Puy Notre-Dame à Lille aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles (= BSHN, t. XXVI, 1904, p. 306 à 309).

**395.** — id. — Note sur l'enseignement du latin et les jeux en langue latine dans les écoles de Lille au XVI<sup>e</sup> s. (= *Annales Est et Nord*, t. II, 1906, p. 534 à 541).

**396.** — id. — Notes pour servir à l'histoire de la musique à Lille. Les menestrels et joueurs d'instruments sermentés du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle. Lille, 1906, 14 p., in-8°.

**397.** — id. — Le Théâtre des Jésuites et des Augustins dans leurs collèges de Lille du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècles. Nancy, 1907, 23 p., in-8° (= *Annales Est et Nord*, t. III, 1907, p. 1 à 23).

**398.** — id. — Le Concert de Lille, 1726-1816. 1908, 66 p., in-8° avec pl.

**399.** — id. — Le Brunin, société littéraire lilloise 1758-1760. Dunkerque, 1908, 52 p., in-8° (= *Congrès sc. hist. Dunk.*).

**400.** — id. — Le Prince d'amour Alard du Bosquiel en 1547 (BCHN, XXVI, 334 à 338).

La fête du prince d'Amour remplace celle du roi des Sots.

**401.** — id. — A propos d'un jeton inédit de... Boufflers, gouverneur de Lille, 1711-1747 = BCHN, t. XXVII, 1909, p. 261 à 273).

**402.** — id. — Particularités des rues du vieux Lille. Lille, 1911, in-8°, avec pl. (= BCHN, t. XXVIII, 1911, p. 367 à 455).

Relevé fait en 1905. Contient une partie documentaire tirée des archives de Lille, notamment la déclaration des maisons rue par rue faite en 1699 (p. 446) et des bans de police, la liste des maisons datées 1595-1792, les enseignes, les balcons et impostes en fer forgé, une nomenclature par ordre alphabétique des rues. Travail important pour l'archéologie lilloise.

**403.** — id. — Articles insérés dans le *Bull. soc. ét. prov. Cambrai* concernant l'évêque des Fous et la Fête des Innocents (t. III, 1901, p. 138 à 147 avec pl.), le deuil de Placide Flament en 1772



(t. VI, 1904, p. 269 à 277), la réunion de Lille à la France en 1713 (t. XVII, 1912, p. 300).

**404.** [LEFEBVRE DE LASSERRÉE]. Résumé des motifs qui déterminent les députés du Clergé et de la Noblesse de la Flandre wallonne à supplier S. M. d'établir dans cette province une administration provinciale. Lille, L. Danel, [1765], 57 p. in-4°.

**405.** LEFÈVRE (Pierre). Le commerce des grains et la question du pain à Lille de 1713 à 1789. Lille, 1925, XXII + 222 p. in-8°.

**406.** LE GLAY (docteur André). *Analectes historiques ou documents inédits pour l'histoire des faits, des mœurs et de la littérature*. Paris, 1838. 268 p. in-8° (= MSSSL, 1838, 2<sup>e</sup> partie).

Pages 109 à 131, documents sur le droit d'arsin et sur des réparations judiciaires au chapitre Saint-Pierre de 1250 à 1377 ; p. 133 à 137, ordonnance de plusieurs faits 1409 ; p. 139 à 146, notice sur le Royaume des Estimaux dans la châtellenie de Lille (intéressant les familles La Haye, Le Monnoyer, d'Haynin, Adornes et Wignacourt), notice reproduite dans AHN, 2<sup>e</sup> série, t. II, 1838, p. 76 à 84.

**407.** — id. — *Mémoire sur les bibliothèques publiques et les principales bibliothèques particulières du département du Nord*. Lille, 1841, 496 p. in-8° (= MSSSL, 1839, 2<sup>e</sup> partie, p. 5 à 482).

Bibliothèque communale de Lille (p. 26 à 71 et 445). Collections de MM. Godefroy-Ménilglaise (p. 367), Macquart (p. 374), Desmazières (p. 377), Vander Cruisse de Waziers (p. 381), Gentil-Descamps (p. 423), Lestibouçois (p. 426), Le Glay (p. 429), etc.

Cet ouvrage complète les précieux renseignements donnés sur les anciennes bibliothèques, notamment sur celle d'Alexandre Le Blancq par Ant. SANDERUS, dans sa *Bibliotheca Belgica manuscripta*... Lille, 1641-1644, 2 vol. in-4°.

**408.** — id. — *De l'Arsin et de l'Abattis de maison dans le Nord de la France*, 2<sup>e</sup> édition. Lille, 1842, 35 p. in-8° (= BCHN, t. I, p. 248 à 279).

Ce mémoire, inséré aussi dans l'*Annuaire stat. du Nord*, année 1842, ne contient pas les textes relatifs à l'exercice du droit d'arsin à Lille de 1250 à 1377 publiés dans les *Analectes historiques* du même auteur, p. 109 à 132 (Paris, 1838).

**409.** — LE GLAY. *Mémoire sur quelques inscriptions historiques du département du Nord*. (= BCHN, I, 1843, p. 37 à 64).

P. 50, texte de l'inscription placée sur la ferme de Fives où fut signée la capitulation de 1667 ; p. 51 à 59, inscriptions rédigées par le baron de Vuorderden notamment sur la porte de la citadelle de Lille ; p. 62, épitaphe de Philippe de La Chapelle de Rupilly à Saint-Pierre.

**410.** — id. — *Histoire et description des Archives générales du département du Nord*. Paris, 1843, 72 p. in-4°. (= CHAMPOLLION-FIGEAC, *Documents historiques inédits*, 1844, t. II, 1<sup>re</sup> partie, p. 44 à 111).

Les pièces justificatives ne sont pas dans le tirage à part et ont été publiées dans CHAMPOLLION-FIGEAC, t. III, p. 66 à 134 et 377 sous le titre d'*Analectes diplomatiques pour servir de complément à l'Histoire et à la description des Archives générales du Nord*. On y trouve notamment (p. 90) le récit de l'audience accordée à Lille le 23 mai 1670 par Louis XIV à Denis Godefroy.

Ces pièces justificatives ne sont reprises ni dans la Notice sur les Archives du Nord, publiée en 1835 (MSSSL), ni dans celle imprimée en 1861 (BCHN, t. V et VI), rédigées par le même auteur.

**411.** — id. — *Communications insérées dans le Bull. com. hist. Nord*, concernant l'ordonnance du Magistrat pour la suppression des toits de chaume en 1674 (t. I, 1843, p. 206), la fondation de l'Abbatte en 1275 (t. IV, p. 135).

**412.** — id. — *Catalogue descriptif des manuscrits de la Bibliothèque de Lille*. Lille, 1848, XXXVI-443 p. in-8°.

Introduction intéressante sur l'histoire des collections et renfermant (pages XIV à XXII) des renseignements sur les bibliophiles Alexandre Le Blanc, Ferdinand de Maubus, Toussaint des Barbieux, Georges d'Halluin et Jean Miélot. A la fin, texte des catalogues des manuscrits de Saint-Pierre de Lille en 1397 et 1792.

Précédemment une brève nomenclature erronée avait été publiée en 1828, en une brochure de 16 p. in-8° par sir Thomas PHILIPS sous le titre de *Codices manuscripti in bibliotheca publica de Lille*, et insérée par HAENEL dans son *Catalogus librorum manuscriptorum*. Ce travail révisé et amélioré a été publié par DINAUX dans *Arch. hist. Nord*, 2<sup>e</sup> série, t. II, 1838, p. 461 à 503. Une partie des manuscrits relatifs aux sciences, arts et belles-lettres avait été indiquée à la fin du *Catalogue des... imprimés de la Bibl. de Lille, Sciences et Arts* (1839) et *Belles lettres* (1841).

Le catalogue Le Glay a été remplacé en 1897 par celui d'H. RIGAUX.



**413.** LE GLAY (D<sup>r</sup>). *Cameracum christianum ou Histoire ecclésiastique\* du diocèse de Cambrai*. Lille, 1849, 542 p. in-8°.

Intéresse les établissements religieux et paroisses situés dans le département actuel du Nord, notamment ceux de l'arrondissement de Lille (d'après le t. III du *Gallia Christiana* consacré à l'ancien diocèse de Tournai). Concerne aussi le personnel paroissial, p. 416 et 427.

**414.** — id. — *Mémoire sur les archives du chapitre Saint-Pierre de Lille*. Lille, 1856, 46 p. in-8°. (= MSSL, 2<sup>e</sup> série, t. III, p. 137 à 176).

**415.** — id. — *Notice sur les conférences tenues à Lille en 1716 à la suite du traité de Bade*. Lille, 1856, 18 p. in-8°.

**416.** — id. — *Spicilège d'histoire littéraire ou Documents pour servir à l'histoire des sciences, des lettres et des arts dans le Nord de la France*. Lille, 1858-1861, 3 fascicules de 98, 95 et 110 p. in-8°.

Extraits des MSSL, 2<sup>e</sup> série, t. II, 1855, p. 409 à 459 ; t. IV, 1857, p. 199 à 234 ; t. V, 1858, p. 83 à 177 ; t. VI, 1859, p. 81 à 144 ; t. VII, 1860, p. 141 à 183. A citer, d'après l'édition des MSSL, les articles suivants :

Représentations théâtrales à Lille en 1573 et 1585 (t. IV, p. 103 à 207) ; *Mémoire des marguilliers de Lille contre les Dominicains* publié par Nicolas Calcan sous une approbation fautive en 1646 (*ibid.*, p. 232 à 234).

Fragments biographiques pour servir à l'histoire littéraire de Lille (t. VI, p. 131 à 144 et t. VII, p. 141 à 183). Très utile complément aux ouvrages de FOPPENS, *Bibliotheca belgica...* Bruxelles, 1739, 2 vol. in-4°, et de PAQUOT, *Mémoires pour servir à l'histoire littéraire des dix-sept provinces des Pays-Bas*. Louvain, 1703-1770, 18 vol. in-8°.

**417.** — id. — *Plaque de l'Hôpital Comtesse concernant les officiers morts à la suite de la campagne de 1744 et de la bataille de Fontenoy*. (= *Revue Sociétés savantes*, t. XI, 1861, p. 91).

Sur les travaux du D<sup>r</sup> Le Glay, cf. Henri PAOT, *Catalogue raisonné des écrits de feu André Le Glay* (1785-1863), Lille, 1864, 25 p. in-8° (= MSSL, 2<sup>e</sup> série, t. X, p. 563).

**418.** LE GLAY (Edward). *Histoire de Jeanne de Constantinople, comtesse de Flandre et de Hainaut*. Lille, 1841, IV-222 p. in-8°.

Voir aussi de MERSSEMAN, *Etudes historiques sur Jeanne de Constantinople*, Bruges, 1841 (= *Annales soc. émul. Bruges*).

**419.** LE GLAY (Edward). *Histoire des comtes de Flandre jusqu'à l'avènement de la maison de Bourgogne*. Paris, 1843, 2 vol. in-8°.

Ouvrage très vieilli. Sur les premiers comtes de Flandre, consulter J. FLACH, *Les origines de l'ancienne France*, tome IV, Paris, 1917, pages 21 à 108.

**420.** LEGRAND (Léon). *Statuts d'Hôtels-Dieu et de léproseries*. Paris, XXIX-286 p. in-8°.

Voir, p. 199, les statuts de la léproserie de Lille en 1239.

**421.** LEGRAND (Pierre). *Législation des portions ménagères*. (= MSSL, 1849, p. 175 à 307).

**422.** — id. — *Dictionnaire du patois de Lille et de ses environs*. (= BCHN, t. IV, 1851, p. 353 à 419, 459 à 461).

Un supplément a été publié par l'auteur dans *Revue du Nord de la France*, t. I, 1854, p. 172 ; t. III, 1855, p. 110. Cf. VERMESSE (L.), *Dictionnaire du patois de la Flandre française ou wallonne*. Douai, 1867, in-8° ; ESCALLIER, *Remarques sur le patois*, Douai, 1856, 658 p. in-8° et dans *Mém. soc. agric.* Douai, 2<sup>e</sup> série, t. I (1849-1851), p. 105 et plus haut, au mot DEBUIRE DU BUC.

**423.** — id. — *Antiquités des rues de Lille*. (= BCHN, t. IV, 1851, p. 58 à 71 ; cf. *Artiste*, année 1851).

**424.** — id. — *Le bourgeois de Lille au moyen âge* (= *Revue du Nord*, t. III, 1855, p. 369 à 379).

Concerne les brasseurs.

**425.** LEGRÉ (Ludovic). *La Botanique en Provence au XVI<sup>e</sup> siècle*. Pierre Pena et Mathias de Lobel (= *Mém. Acad. Marseille*, années 1899-1901, p. 1 à 263).

Voir aussi un article du même auteur publié dans le *Bull. soc. botan. France*, t. XLIV, session de Barcelonnette, août 1897.

**426.** — id. — *Valerand Dourez, de Lille, botaniste* (= *Annales comité flam.*, XXV, p. 525 à 540).

**427.** [LEGROUX, Jacques]. *Summa statutorum synodaliū cum praevia synopsi vitae episcoporum Tornacensium...* Insulis, 1726, 14+188+505 p., in-8° et un index.



Sur l'auteur voir LE GLAY, *Notice sur Jacques Le Groux*, dans AHN, nouv. série, t. IV, 1842, p. 215 à 219, et DANCHIN, *Bibliographie*, n° 933.

428. LEJEUNE. Jacques Boudart, chanoine de St-Pierre (= *Soc. sciences Hainaut*, 4<sup>e</sup> série, t. VIII, p. 252).

429. LELEU (Edmond). L'Assistance publique à Lille depuis le XI<sup>e</sup> siècle. Lille, 1911, 32 p., in-8°.

430. — id. — Notre vieux Lille, ses édifices, ses églises, ses couvents, ses casernes, ses hôpitaux. Lille, 1921, 136 p., in-12 avec pl.

431. LELEUX. Pierre Henry, poète lillois, + 1708 (= AHN, 1<sup>re</sup> série I, 1829, p. 210 à 214).

432. LEMAIRE (Agathon). Historique du Canal de la Haute-Deûle. Lille, 1866, 32 p., in-8°.

433. [LEMAIRE, Emile]. Les Embarras de la rue de Paris et le percement de la rue Neuve à Lille en 1535 (= *Revue du Nord*, 1925, p. 127 à 129).

434. LEMAIRE (Lucien). La Noble Tour. Tentatives pour la sauver. Ce que les comptes de la ville nous en apprennent (= BCHN, t. XXVIII, 1911, p. 457 à 472).

435. — id. — La Collection iconographique de M. Gentil-Descamps. Lille, 1912, 60 p. gr. in-8° (= BCHN, t. XXX, 1914, p. 66 à 123).

Voir aussi DOUTREVEAUX dans AHN, 3<sup>e</sup> série, t. III, p. 402 à 404 et t. I, p. 525.

436. — id. — Joseph Paris de Lépinard, journaliste à Lille. Son arrestation sous la Terreur. Blois, 1921, 32 p., in-8° (= *Bull. com. flam.*, 1921, p. 299 à 330).

437. LEMAY (Auguste). Etude historique et pratique de l'Assistance publique en France. Lille, 1912, in-8°, 375 p.

A la fin, règlement de l'Hôpital Comtesse.

438. LE NORMANT (J.). Histoire véritable et mémorable de ce qui c'est passé sous l'exorcisme de trois filles possédées es pays de Flandres... extrait des mémoires de Nic. Momorenci, de

Seb. Michaelis, mis en lumière par J. Le Normant, s<sup>r</sup> de Chiremont... Paris, 1623, 2 vol., in-8°.

Affaire des Brigittines de Lille suppliciées pour sorcellerie.

439. LEPREUX (Georges). Nos journaux. Histoire et bibliographie de la Presse périodique dans le département du Nord... 1746-1889. Douai, 1896, 2 vol., in-8°.

Le chapitre I intéresse notamment les Panckoucke, le chevalier de l'Espinard, et le collège des Philalèthes.

440. — id. — Gallia typographica ou Répertoire biographique et chronologique de tous les imprimeurs de France depuis les origines de l'imprimerie jusqu'à la Révolution. Tome I, Flandre, Artois, Picardie. Paris, 1909, 316 p., in-8° (= *Revue des bibliothèques*, Suppl. I).

Important pour les Imprimeurs lillois.

441. LESCURIE (Jean de). Histoire et Origine de la chapelle de Notre-Dame de Consolation, érigée dans le Faubourg de la Barre à Lille, d'après les archives, documents et manuscrits de ladite Chapelle. Lille, Simon Le Francq, 1661, 48 p., in-12.

442. LESTIENNE (P.). Le Droit de vent à Haubourdin. Procès entre l'Hôpital Comtesse de Lille et le s<sup>r</sup> d'Haubourdin (= BSEPC, XVI, 1911, p. 154 à 171).

443. LEURIDAN (Th.). Notes sur l'origine du nom des Bleuets de Lille, sur les fondations de Louis de Croix 1660 et sur la famille du fondateur. Lille, 1867, 8 p., in-8° et 1 planche (= BCHN, t. X, 1868, p. 75 à 81).

444. LEURIDAN (Th.). Des Franches vérités, plaids généraux et timaux dans la châtellenie de Lille (= MSSL, 3<sup>e</sup> série, t. IX, année 1871, p. 209).

Voir du même *Le royaume des Timaux et les seigneurs de La Haye à Roubaix*, dans *Mém. soc. ém. Roubaix*, 2<sup>e</sup> série, t. VII, p. 41.

445. — id. — Le Droit de senne dans la châtellenie de Lille. Lille, 1871, 12 p., in-8° (= MSSL, 3<sup>e</sup> série, t. IX, année 1871 ; cf. *Bull. scientif. Nord*, t. III, p. 130).



**446.** LEURIDAN (Th.) Le Droit du seigneur dans la châtellenie de Lille. Lille, 1871, 23 p., in-8° (= MSSSL, 3<sup>e</sup> série, t. IX, 1871, p. 165).

**447.** — id. — Les Châtelains de Lille. Lille, 1873, 344 p., in-8° (= MSSSL, 3<sup>e</sup> série, t. X, p. 481 ; t. XII, p. 109).

Les pages 173 à 309 du tirage à part renferment un cartulaire des châtelains. Voir du même auteur *Deux épisodes de l'histoire des châtelains de Lille au XII<sup>e</sup> s.* dans MSSSL, 4<sup>e</sup> série, t. XI, 1883, p. 273.

**448.** — id. — Essai sur l'histoire religieuse de la Flandre wallonne. Roubaix, 1877, 431 p., in-8° (= *Mem. soc. ém. Roubaix*, t. I, 1868-1869, p. 187 ; t. III, p. 61 ; t. IV, p. 105 ; t. V, p. 31).

**449.** — id. — Le Domaine du Breucq et les seigneurs de Roubaix XII-XVI<sup>e</sup> s. (= *Mem. soc. ém. Roubaix*, 2<sup>e</sup> série t. V, année 1889, p. 239).

**450.** — id. — Statistique féodale du département du Nord. Châtellenie de Lille. Introduction (= BCHN, XXI, 1 à 330) ; le Mélançois (XI, 45 ; XXIV, 1 à 285) ; le Carembaut (XII, 169 ; XXV, 1) ; La Pévèle (XIII, 73 ; XXV, 133) ; le Ferrain (XVII, 1 à 381) ; le Weppes (XX, 1 à 232) ; Tables générales (XXV, 201).

Diverses monographies de communes ont été faites par Th. Leuridan et par le chanoine Leuridan, et par quelques autres érudits intéressés des localités de la châtellenie de Lille : Annappes par LEURIDAN (1874), Armentières par JOIRE (1876), Bondues par DERVEAUX (1854), Bousbecque par DALLE (1880), Carnin par LEURIDAN (1898), Chérens par le même (1895), Comines par DERVEAUX (1856), Croix par LEURIDAN (1882), Halluin par COULON (1904), Haubourdin par TIERCE (1860) et par SPRIET (1891), Lambersart par GIARD et GRIMONPREZ (1911), Lannoy par LEURIDAN (1868), Leers par MONTEUUIS (1905), Lesquin et Vendeville par DESMONS (1890), Linselles par LEURIDAN (1883), Loos par SPRIET (1889) et par LIAGRE (1897), Marquette par SPRIET (1890), Noyelles-lez-Seclin par LEURIDAN (1886), Questoy par FRETIN (1855), Roncq par COULON (1902), Roubaix par LEURIDAN (travaux divers publiés de 1859 à 1896), Seclin par LEURIDAN (en cours de rédaction), Templeuve par BONNIER (1907) et le pays de Pévèle par le même (1911), Tourcoing par ROUSSEL-DEFONTAINE (1855), par PRUVOST (1863), et par COULON (1904), Wasquehal par LEURIDAN (1886), Wannehain par le même (1898), Wattignies par le même (1885), Wattrelos par PRUVOST (1865), et par LEURIDAN (1887).

**451.** LEURIDAN (Chanoine Th.). Bibliographie de Lille (= 132 fiches publiées sur les couvertures du *Bulletin soc. études prov. Cambrai*, 1899 sq.).

Intéresse exclusivement les travaux insérés dans les publications des Sociétés savantes et dans quelques périodiques.

**452.** LEURIDAN (Chanoine Th.). Epigraphie du Nord pour l'arrondissement de Lille. Lille, 1904-1907, 4 vol., in-8°, avec tables (= *Mém. soc. et prov. Cambrai*, tomes VIII à XI).

Le tome I concerne notamment la collégiale Saint-Pierre, Saint-Etienne, l'église des Jésuites, Saint-Maurice, Saint-Sauveur, Sainte-Marie-Madeleine, Saint-André, Sainte-Catherine, N.-D. de Réconciliation, Fives. Le t. II intéresse notamment les Dominicains, les frères mineurs, les augustins, les carmes, les établissements religieux de femmes, les hôpitaux et notamment Saint-Sauveur, Comtesse, Gantois, N.-D. de la Charité et l'Administration hospitalière, la Bourse, les inscriptions lapidaires du Musée, celles de diverses rues et maisons.

Précieux recueil pour l'histoire des familles et des monuments.

**453.** — id. — L'Armorial de la chapelle de St-Charles le Bon, comte de Flandre en la basilique de N.-D. de la Treille à Lille (= BSEPC, VI, 1904, p. 177 à 225 avec pl. : reproduction en mosaïque exécutée en 1904 en partie d'après l'armorial général dressé sur l'ordre de Louis XIV des 128 localités constituant l'ancienne châtellenie de Lille).

**454.** — id. — Le siège de Lille en 1708. Relation inédite. Lille 1910, 41 p., in-8°.

**455.** — id. — Articles concernant la paroisse St-Maurice insérés dans le *Bull. soc. ét. prov. Cambrai* concernant l'obit de Jean du Tertre (t. VIII, 1906, p. 131 et 147), la fondation Françoise Frans veuve de Pierre Herreng (VIII, p. 152 à 154), la fondation de Jean de Le Flie, s<sup>r</sup> d'Ennevelin (t. VII, 1905, p. 303 et t. VIII, 1906, p. 131), la fondation de Grard Daman et de Catherine Leclercq (t. XI, 1908, p. 126 à 130), la fondation de Balhazar Baulers et de Cornélia van Eywerve (t. XII, p. 256 à 258), le livre d'offices de St-Maurice (t. XII, p. 111 à 116), la fondation de Gilles de le Porte et de Marguerite de Lannoy en 1615 (t. XIV, 1909, p. 9 à 11), la fondation de Robert de Pressy en 1705 (t. XIV, p. 13 à 16), la fondation André Caillet (t. XIV, 1909, p. 270 à 272).

**456.** LEURIDAN. Articles insérés dans la *Revue des sciences ecclésiastiques* sur le cartulaire de



St-Pierre (t. LXIX, p. 356), la collégiale de St-Pierre (t. LXXIII, p. 136), et son histoire (t. LXXV, p. 142), le chapitre de St-Pierre du XIV<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> (t. LXXVI, p. 423), les deux derniers siècles du chapitre de St-Pierre (t. LXXX, p. 514), la Vierge de Lille, N.-D. de la Treille (LXXII, p. 150).

**457.** LEURIDAN. Articles insérés dans les *Souvenirs religieux* concernant l'établissement des dominicains à Lille (II, 63), le droit d'arsin et le quartier St-Maurice (II, 10), Foulques Uttenhove (X, 157), Lambert de Guines, chanoine de Lille, évêque d'Arras (IX, 140).

**458.** — id. — Articles insérés dans la *Vraie France* concernant St-Eubert, patron de Lille (6 fév. 1887), des mélanges de biographie lilloise (15 nov. au 31 déc. 1888), les origines de Lille (15 déc. 1896).

**459.** — id. — Communications insérées dans le *Bulletin soc. ét. prov. Cambrai* concernant le tremblement de terre de 1692 (t. II, 1900, p. 222), le conflit avec les Dominicains pour les prédications en 1640 (t. VII, 1905, p. 303), les faits miraculeux advenus en 1488 et 1489 en la chapelle de la Conception N.-D. (t. VII, p. 9 à 15), le fief de la Mairie de Deùlémont appartenant au chapitre St-Pierre (t. XIV, p. 17 à 80), le testament de Van der Beken, s<sup>r</sup> des Wazières en 1730 (t. XII, p. 263 à 270), celui de Madeleine Cormontaigne veuve Le Thierry en 1630 (t. XIV, p. 83 à 90), celui de Marie C.F. Desruelles en 1783 (t. XVIII, p. 69 à 76), le registre criminel de la Gouvernance du Souverain Bailliage de 1782 à 1790 (t. XXIV, 1924, p. 252 à 256), les fondations charitables de Louis et Jean Fremaux (t. XXV, 1925, p. 5 à 40).

**460.** [LHERMITE, Martin]. Histoire des Saints de la province de Lille, Douay, Orchies avec la naissance, progrès, lustre de la religion catholique en ces chastellenies par un R. P. de la compagnie de Jésus. Douai, 1638, 672 p., in-4° avec fig.).

**461.** LHOTTE (G.). Le Théâtre à Lille avant la Révolution. Lille, 1881, 83 p., in-8°.

**462.** LIAGRE (Charles). Cinquante maisons de Lille. Leur situation, leurs propriétaires et leurs locataires à partir du XVI<sup>e</sup> siècle. Lille, 1913, 115 p., in-4° avec phototypies.

Concerne la rue de l'Abbaye Ge Loos (refuge de cette abbaye), et les rues du Trou-Madame, Doudin, d'Angleterre, la place Saint-Martin, les rues des Chals-Bossus, Grande-Chaussée, des Prêtres, Saint-Pierre, du Gien, des Sueurs, Esquermoise, des Frères-mineurs, Saint-Maurice, de la Hamerie, de Ban-de-Wège, de Fives, Saint-Sauveur, des Roblecs, des Malades, du Molinel, des Tanneurs et des Postes. A la fin un aperçu sur les conditions d'existence du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> s. (p. 94 à 106). Les gravures sont souvent empruntées à d'anciens documents. Tables.

**463.** — id. — Articles insérés dans la *Croix du Nord* concernant les deuils publics à Lille aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> s. (1<sup>er</sup> avril 1902), la justice aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> s. (11 mai 1902), les travaux publics (7 juil. 1902), la légende de Ste-Barbe et la confrérie lilloise (4 déc. 1902), la procession (12 mai 1902), St-Nicolas, St-Nicaise et la Trinité (15 août 1905), Marie Willan en 1708 (20 août 1906), le théâtre Nassez (5 déc. 1901), les transformations du quartier de la place du Théâtre à Lille (27 mai, 28 mai et 16 juillet 1908, 4 février 1909) ; le maréchal de Boufflers (21 et 22 juillet 1908), le cimetière de l'Est (31 octobre, 1 et 3 nov. 1908), le moulin Saint-Pierre (10 déc. 1910), Petits métiers lillois (1<sup>er</sup> nov. et 29 déc. 1910, 4 et 9 janvier 1911), la transformation du quartier d'Esquermes (5, 1 et 18 août 1911).

**464.** Lille et la région du Nord en 1909. Lille, 1909, 2 vol., in-4° (= publication de l'*Association française pour l'avancement des sciences*).

Le tome I renferme quelques notices historiques intéressant la période antérieure à la Révolution.

**465.** LIMBURG-STIRUM (Thierry de). Codex diplomaticus Flandriae 1296-1325. Bruges 1879-1886, 2 vol., in-4° (= *Soc. ém. Fl.*).

Cf. FUNCK-BRENTANO (Frantz), Additions au *Codex dipl.* dans *Bibl. éc. Chartes*, 1896, t. LVII, p. 373 à 417, 529 à 572.

**466.** — id. — Cartulaire de Louis de Male, comte de Flandre, 1348-1358. Bruges 1898-1901, 2 vol., in-4° (= *Soc. ém. Fl.*).



**467.** LINAS (de). Antoine de Beaulaincourt, lieutenant du gouverneur de Lille et roi d'armes de la Toison d'or 1533-1559. Lille, 1855, 14 p., in-8° (= *Revue du Nord*, t. III, 1855, p. 303, *Mem. soc. antiq. Morinie*, t. X, p. 389).

**468.** Liste chronologique des édits et ordonnances des Pays-Bas. Règnes de Charles-Quint, par GALESLOOT et LAURENT (1885-1890, 2 vol., in-8°), de Philippe II, par TERLINDEN (1912, in-8°), d'Albert et Isabelle, par BRANTS (1907-1908, 2 vol., in-8°), de Philippe IV et de Charles II par BRANTS (1909-1910, 2 vol., in-8°).

La publication intégrale de ces textes est commencée et forme le *Recueil des ordonnances des Pays-Bas*. Règne de Charles-Quint, 1506-1549. Bruxelles, 1893-1910, 5 vol. in-fol. par LAURENT, LAMBEERE et SIMONT. Règne d'Albert et Isabelle, 1597-1609. Bruxelles, 1900-1912, 2 vol. in-fol. par V. BRANTS.

**469.** LOISNE (C<sup>te</sup> de). Sépultures et épitaphes de la famille d'Hangouart dans l'église St-Etienne de Lille (= BSEPC, t. V, 1903, p. 73 à 77).

**470.** LOOTEN. Projet d'évêché à Lille vers la fin du règne de Louis XVI (= *Bull. Com. flam.*, 1908, 1<sup>er</sup> fasc.).

On peut consulter aussi PRAT (Armand), *Considérations sur la création d'un évêché à Lille*. Lille, 1856, 36 p. in-8°.

**471.** LONGER. Recherches sur quelques antiquités de la ville de Lille (= MSSL, 2<sup>e</sup> semestre de 1827, p. 582 à 616).

**472.** LONGNON (Aug.). Pouillés de la province de Reims. Paris, 1908, 2 vol., in-4° (= *Recueil Historiens France*, Pouillés, tome VI).

Voir p. 390 à 394 le compte dressé en 1362 pour le décanat de Lille, au diocèse de Tournai, texte à rapprocher de J. WARICHEZ, *Etat bénéficial de la Flandre et du Tournaisis au temps de Philippe-le-Bon* (1455). Tournai, 1912, in-8°.

**473.** LORGNIER (Louis). Les Cateux dans les coutumes du Nord de la France. Paris, 1906, 134 p., in-8° (= thèse droit, Paris).

**474.** LOTTHÉ (Léon). Le Droit des gens mariés dans les coutumes de Flandre. Paris, 1909, 180 p. in-8° (= thèse droit Paris).

**475.** LOUME (Dom. Jean-Philippe). Oraison funèbre de... Henry-Louis de Crevant, marquis d'Humières... gouverneur général de Lille... prononcée à l'abbaye de Marquette proche la ville de Lille le 2 juin 1684. Lille, 1684, 26 p. in-4°.

**476.** [MAGON DE LA GICLAIS]. Généalogie de la famille Macquart. Lille, Desclée, 1891, 113 p. in-8°.

**477.** MALO (Henri). Journal du siège de Lille rendu aux Alliés le 23 octobre 1708. (= *Revue du Nord*, t. VIII, 1922, p. 279 à 290).

**478.** MARCHAND (Lucien). Les gard' orphènes à Lille. (= *Nouv. rev. hist. droit français*, 1902, p. 268 à 299, 469 à 493).

**479.** MASURE (Emile). Les Jésuites écrivains originaires du diocèse actuel de Cambrai. Lille, 1909, 109 p. in-8° (= BSEPC, t. XIV, 1909, p. 91 à 197, et t. XIX, p. 14).

D'après la *Bibliographie* de SOMMERVOGEL. Nombreux religieux appartenant au collège de Lille.

**480.** MATTON (A.). La peine de mort à Lille de 1565 à 1574 (= *Bull. scient. dép. Nord*, Lille, 1870, II, p. 290 à 292).

D'après des documents des Archives de l'Aisne.

**481.** MAUFROID (Paul). Essai sur l'échevinage de Lille. Paris, 1911, 233 p. in-8° (= thèse droit).

**482.** MÉLINO (Louis). 25 Blasons de Mélinos [Lille, Lefebvre-Ducrocq], s. d., in-12.

Reproductions, d'après d'anciens cuivres, de vignettes destinées aux Corporations lilloises. L'auteur, né à Lille en 1790, s'est inspiré d'anciens emblèmes.

**483.** MELUN (comte Anatole-Louis, de). De la Déesse publique à Lille en 1708-1709, mémoire lu à l'Association lilloise le 3 mars 1847. Lille, Cailleaux-Lecocq, in-8°.

**484.** — id. — Communications insérées dans le *Bulletin com. hist. Nord* concernant l'église N.-D. d'Esquermes (t. II, 1844, p. 171 à 174), l'Hôtel Soubise à Lille (t. III, 1847, p. 93 à 102), les souvenirs historiques applicables aux nouvelles rues de Lille (t. VII, 1863, p. 108 à 116).



Cf. CAILLOT, Notice sur M. de Melun dans *Au jour le jour*, t. IV, p. 117 à 123.

**485.** MELUN (de). Histoire des Etats de Lille. Lille, 1864, in-8°, 4 brochures (= MSSL, 2<sup>e</sup> série, t. VII, année 1860, p. 237 ; 3<sup>e</sup> série, I, 239 ; II, 693 ; IV, 75 ; VI, 375 et VII, 273).

Voir aussi *Archives Nat.*, *Etat sommaire par séries*, Paris, 1891, col. 158 ; *Inv. som. arch. communales Douai*, articles AA, 255 à 329 ; GALLET-MIRY (A.), *Les Etats de Flandre sous les périodes espagnole et autrichienne*. Gand, 1892, 156 p. in-8°. (= *Messenger sc. hist. Gand*).

**486.** — id. — Des fondations charitables de la ville de Lille (= *Annales de la Charité*, t. I, p. 292, 545 ; t. II, p. 546).

**487.** MELY (F. de). Communication sur le tombeau du comte de Flandre, Louis de Male dans la collégiale de Saint-Pierre à Lille. Nogent-le-Rotrou, 1923, broch. in-8° (= *Bull. soc. Antiq. France*, 1922, 24 mai).

**488.** Mémoires de la Société des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille. 1<sup>re</sup> série, 1806-1853, 38 vol. in-8° ; 2<sup>e</sup> série, 1854-1863, 10 vol. in-8° ; 3<sup>e</sup> série, 1864-1874, 14 vol. in-8° ; 4<sup>e</sup> série, 1876-1913, 27 vol. in-8°.

Les volumes antérieurs à 1828 ont été publiés d'abord sous le titre de *Séances publiques de la Société d'amateurs des sciences et arts de la ville de Lille* (1806-1820), puis de *Recueil des travaux de la Société d'amateurs des sciences, de l'agriculture et des arts* (1820-1827). Des tables ont été publiées en 1856, 1864 et 1877 pour les trois premières séries.

Les procès-verbaux des séances tenues de 1920 à 1922 et de 1923 à 1924 forment 2 volumes publiés en 1923 et 1925.

**489.** Mémoire sur les privilèges et immunités des ecclésiastiques et nobles dans la Flandre wallonne. Lille, Péterinck-Cramé, 1779, in-4°.

= Signé WARENGHIEN DE FLORY, LEFEBVRE et VINCENT. Relié avec une série de mémoires intéressant le projet de création d'une administration provinciale de la Flandre Wallonne en 1787. Cf. *Catal. bibl. ville Lille, Histoire*, t. II (1856) page 66.

**490.** Mémoire sur l'origine et sur les droits de la Gouvernance et Souverain Bailliage de Lille. 1775, 165 p. in-4°.

**491.** MENET. Notre-Dame de Fives. 3<sup>e</sup> édition, Lille, 1894, in-12.

**492.** MILLIN (Aubin-Louis). Antiquités nationales ou Recueil de monuments pour servir à l'histoire. Tome V, Paris, an VII, in-4°.

Nombreuses notices sur Lille avec planches concernant la Porte de Paris, le Palais Rihour, le chapitre Saint-Pierre, le tombeau de Louis de Male, l'hôpital Comtesse, les Dominicains avec le tombeau de Louis de Melun, les Récollets, la Bibliothèque de Saint-Pierre, la Halle échevinale.

**493.** MIRAEUS (Aubertus). Opera diplomatica et historica, édit. FOPPENS. Bruxelles, 1723-1748, 4 vol. in-fol.

Source diplomatique importante bien que beaucoup de textes soient tronqués. Cf. LE GLAY, *Revue des Opera diplomatica de Miraeus*. Bruxelles, 1856, 202, p. in-8°. (*Com. roy. hist. Belg.*).

**494.** MOLINIER (Auguste). Les Sources de l'histoire de France des origines aux guerres d'Italie. Paris, 1901-1906, 6 fasc. in-8°.

Le 6<sup>e</sup> fasc. forme une table générale. Cette période forme une 1<sup>re</sup> série. La 2<sup>e</sup> série, consacrée au XVI<sup>e</sup> siècle (1494-1610), rédigée par H. HAUSER, compte 4 fascicules (Paris, 1906-1916). La 3<sup>e</sup> série, consacrée au XVII<sup>e</sup> s., rédigée par MM. BOURGEOIS et ANDRÉ, compte 4 fascicules (en cours de publication depuis 1913).

Ouvrage capital pour la connaissance des sources narratives d'une période, contient aussi des indications bibliographiques sur les travaux d'érudition les plus considérables.

**495.** MONIER (Raymond). Les Institutions judiciaires des villes de Flandre des origines à la rédaction des coutumes. Lille, 1924, 261 p. in-8°. (= thèse doctorat en droit).

**496.** — id. — Etudes historiques et judiciaires sur la Flandre. Le rôle du Serment dans les institutions communales. (= *Mercure de Flandre*, t. III, 1924, livraison de septembre).

**497.** [MONTLINOT (LE CLERC DE)]. Histoire de la ville de Lille depuis sa fondation jusqu'à l'année 1434, par M. de M., CDSPDL, Paris, 1764, XV+344 p. in-12.

L'auteur était chanoine de Saint-Pierre de Lille. Son histoire, conçue dans l'esprit des Encyclopédistes, parut d'abord en feuilleton anonyme dans les *Annonces, Affiches et avis divers pour les Pays-Bas* édités en 1762 par PANCROUCKE. Sur l'auteur, voir la Notice de DARIMON



dans *Arch. hist. Nord*, 2<sup>e</sup> série, t. II, p. 394 (Cf. DINAUX, *ibidem*, 1<sup>re</sup> série, t. II, p. 133 à 140 et 3<sup>e</sup> série, t. III, p. 527, 528) ; celle de VAN DRIVAL dans *Hist. de l'Académie d'Arras* (1872, p. 284 à 295) et surtout HAUTCEUR dans *Hist. Saint-Pierre de Lille*, t. III, p. 201 à 214.

**498.** MOREL (Paul). Les Lombards dans la Flandre française et le Hainaut. Lille, 1908, 344 p. in-8° (= thèse droit Dijon).

**499.** MORTREUX. Un Titre presbytéral. Pierre du Priez, doyen de Saint-Pierre de Lille, 1714 (= BSEPC, t. V, 1903, p. 245).

**500.** Moulin (Le) à vent. Lille, Leleux, puis Vanackère, 1840-1844, 210 numéros.

Renferme d'assez nombreux articles historiques, notamment sur l'église de Saint-Maurice (n° 194) et sur le fou de Lille en 1744 (n° 200).

Une seconde série fut publiée de 1850 à 1853. A citer l'article de FAIDHERBE (A.) sur la procession de Lille (19 juin 1852).

**501.** NICOLLE (Louis). Le Change à Lille en 1760. Lille, 1924, 8 p. in-8° (= *Bull. soc. sciences Lille*, années 1923-1924).

D'après le *Traité théorique et pratique des changes* publié à Lille en 1760 par PANCKOUCKE.

**502.** NORGUET (A. de). Anne Dubois, fondatrice des Brigittines de Lille, 1574-1618, Lille, 1868, 105 p. in-8° (= BCHN, t. X, 1868, p. 193).

**503.** — id. — Catalogue de la Bibliothèque de la Société des sciences de Lille. Lille, 1870, 426 p. in-8°.

Bibliothèque complètement disparue lors de l'incendie de l'Hôtel de Ville de Lille en avril 1916. Un premier catalogue avait été publié à Lille en 1839 par HAUTCEUR.

**504.** — id. — Historique de la Société des sciences de Lille, 1802-1860 (= MSSSL, en cours d'impression en 1925).

**505.** — id. — Articles insérés dans *Souvenirs religieux* concernant la fondation de G. van Wesbus et de Jeanne Carpentier en 1652 (1888, p. 138 à 142), le testament Duchambge veuve Hardy en 1706 (1895, p. 183 à 186), ceux de Baudouin Lippens en 1734 et Du Toict, dame des Oursins en 1719 (1896, p. 40 à 42), celui de la famille de

Lannoy (1896, p. 166 à 170), la fondation Martin Muette (1896, p. 16), des notes tirées des Archives départementales concernant Jean Mielot, l'Abbiette, Saint-Pierre et la verrière de Saint-Etienne (1894, p. 140 à 142), Saint-Etienne (1895, p. 46), l'hérésie (1895, p. 158 à 160).

**506.** NORGUET (de). Articles publiés dans les *Souvenirs religieux* contenant des articles biographiques sur Alain de Lille (1890, p. 161 à 168), Toussaint des Barbieux, bibliophile (1892, 108 à 111), Thaddée de Beulque (1896, 111), Antoinette Bourignon (1888, 78 à 93 ; 1895, 65 à 71 et 128 à 134 ; 1896, 173 à 175), avec sa bibliographie (1896, 49 à 56), M. A. Bridoul et Noël Bridoul (1896, 56 à 62), Charles de Bryas, carme déchaussé et le jansénisme (1889, 161 à 167), Sépulture Cardon en 1772 (1895, 43 à 45), Gauthier de Châtillon (1891, 135 à 139), Thomas Connecte (1895, 154 à 158), Pierre de Croix, rewart (1891, 156 à 158), J.-L. Cuppre, minime (1890, 62), Romain Cuppre (1893, 64), J. Cuvillon (1887, 111), Jean de Le Cambe (1892, 113 à 119), Baudouin Denis, bénédictin (1892, 14 à 16), Janus Détrez, médecin (1893, 173 à 176), François Doods, dominicain (1890, 113 à 119), Les Fervacques (1896, 143), Michel François, dominicain (1889, 27 à 32), Charles Gherbode (1896, 29 à 31), Jacq. Giélee (1894, 17 à 22, 32 à 39), Baudouin de Gien, auteur lillois (1890, 95), Gaspard Godin (1891, 80), François Haemus, né en 1521 (1892, 123 à 126, 1894, 156 à 159), Pierre Haschaert, médecin astrologue (1895, 97 à 102), Herrent, jésuite (1896, 127), Imbert de La Phalecque (1895, 151 à 154), Georges de La Vichte (1893, 111), Pierre Lemonnier (1889, 145 à 151), Etienne Lepez, généalogiste (1893, 30), Antoine Lepippre et son éloge de Lille en 1625 (1889, 69 à 75), Louis le Pippre ou Bonaventure de La Bassée (1891, 59 à 62), Chrétien Leroy (1896, 175), Maillart, abbé de Clairmarais (1895, 174), Ferdinand de Maubus (1891, 118 à 121), Louis Meersman (1896, 112), J. et N. Parent (1891, 47), A. J. Panckoucke (1895, 121 à 126), Benoit Petitpas (1895, 38 à 43), Simon Pourré, minime (1895, 96), Pierre Prus (1895, 30 à 32), C. L. Richard, dominicain (1892, 158), J. Six (1890, 47), de Souastre en polémique avec le capitaine d'Abbadie, protestant au moment de l'occupation



hollandaise (1895, 134 à 140), Robert du Triez (1890, 172 à 175), C. A. de Valory, supérieure des Augustines en 1726 (1891, 45 à 47), T. et M. Van de Walle (1890, 61), J. M. Vernier (1895, 112), Hélène Vincré (1889, 120 à 125), Fr. Wantié, janséniste en 1674 (1890, 150 à 154), Michel de Warenguien, évêque de Tournai (1890, p. 124 à 126), Zegher, dominicain (1896, 187 à 190).

**507.** NORGUET (de). Articles insérés dans *Souvenirs religieux* sur des membres du chapitre Saint-Pierre : A. F. Beaucourt (1890, 126 à 128), Thomas de Beaumetz, prévôt (1894, 64), Fursy du Brulle (1895, 109 à 111), Othon Bussen (1896, 32), Cardon de Garsignies, écolâtre (1896, 159), Guill. Gifford (1889, 113 à 116), Jean Lacteur, professeur (1894, 96), Godefroi de Landri (1895, 143), Hubert Leclercq (1894, 78), Liebert (1888, 156 à 158), Maximilien Manare (1896, 126), Jean Mielot (1890, 109 à 111, 1891, 173 à 176), Montlinot (1890, 134 à 138), Marc Plessier, recteur du collège (1891, 111), Raimbert, écolâtre (1890, 40 à 44), Floris van der Haer (1894, 187 à 190), Jean Vendeville (1890, 177 à 184), Jean de Warneton (1895, 59 à 63).

**508.** — id. — Articles insérés dans *Souvenirs religieux* sur Jean Capet et le premier livre imprimé à Lille par Tack en 1595 (1888, p. 76 à 79), le ms. *Scriptores insulenses* de la Bibl. de Lille (1890, p. 169 à 171), le ms. de Jacques Legroux de cette bibliothèque (1891, p. 183 à 187), l'Évangélaire de la Bibliothèque de Lille (1896, p. 9 à 11, d'après de Linas dans *Revue art chrétien*, 1857), les de Rache, imprimeurs lillois (1893, p. 177 à 183).

**509.** — id. — Articles insérés dans *Souvenirs religieux* concernant le chapitre de la Toison d'or tenu à Lille en 1431 (1889, p. 152 à 157), le vœu du Faisan (1890, p. 17 à 23), la Fête des Innocents (1893, p. 1 à 8), les jeux de l'Épinette et la mi-carême (1893, p. 14 à 16), l'entrée à Lille d'Albert et Isabelle d'après Houdoy (1895, p. 71 à 76 et 102 à 107), l'Hôtel des Templiers ou Beaurepaire, rue Saint-Étienne (1887, p. 127), la Maison Forte, dépôt de mendicité et raspuce (1894, p. 152 à 156), la Cour Gilleson près N.-D. de la Treille (1894, p. 169 à 173).

**510.** NORGUET (de). Articles insérés dans les *Souvenirs religieux* concernant Chronique lilloise à partir de 1504 tirée d'un ms. du XVIII<sup>e</sup> s. (1889, p. 167 à 173, 176 à 182), Chronique de Chavatte (1890, p. 33 à 36), Commentaire sur « Aller as sains » chapitre du Roisin (1891, p. 187 à 190), Banquet de l'échevinage en 1540 (1892, p. 159), Jours fériés de l'échevinage (1894, p. 8 à 12), observation du dimanche en 1607 (1894, p. 125 à 127), Chapelle de la Halle échevinale (1895, p. 54 à 59), Théâtres (1890, p. 44 ; 1894, p. 94 à 96), ouragan de 1606 (1893, p. 188), incendie de 1556 d'après F. Haemus (1894, p. 156 à 159), les Philalèthes, loge fondée à Lille en 1785 par Valentino (1895, p. 88 à 94).

**511.** NORGUET (de). Articles insérés dans les *Souvenirs religieux* concernant le Stappaert (1888, p. 155), l'Hospice Saint-Julien (1888, p. 165 à 169), la démolition de la léproserie de la rue des Malades (1890, p. 92 à 95), l'Hôpital des Vieillettes ou hôpital Giardine ou de Sainte-Catherine, fondé par Jean Barge (1891, p. 92 à 96), l'Hôpital Comtesse (1892, p. 49 à 55, 65 à 71), l'Hôpital Saint-Joseph (1893, p. 105 à 109), l'Hôpital des Grimaretz (1893, p. 168 à 172), l'Hôpital de la Conception (1893, p. 40 à 45), les pestes et le Riez de Canteleu (1894, p. 55 à 60), la fondation de l'Hôpital général (1894, p. 60 à 62), le premier règlement de l'Hôpital Saint-Sauveur (1895, p. 186 à 188), le règlement de l'Hôpital général en 1757 (1895, p. 107 à 109), les Hôpitaux Saint-Nicolas, Saint-Nicaise et La Trinité (1896, p. 97 à 105), Gilles Lecat, maître de l'Hôpital Comtesse (1896, p. 119 à 122), les prébendes des fondations hospitalières (1896, p. 161 à 166).

**512.** — id. — Articles insérés dans les *Souvenirs religieux* concernant la procession de Lille au XVIII<sup>e</sup> s. d'après une lettre du chanoine de Valory (1889, p. 65 à 69), celle du 18 juin 1713 (1891, p. 42 à 45), celle de 1736 (1891, p. 127), la procession du Saint-Sacrement en 1771 (1892, p. 96), celle faite en l'honneur de la paix en 1679 d'après Chavatte (1892, p. 72 à 76), une caricature de la procession de Lille d'après le récit de Dulaurens (1892, p. 187 à 190), la procession pour les



Jésuites en 1666 (1894, p. 39 à 44), la procession de 1682 (1894, p. 31), l'histoire de Lille par la procession (1895, p. 1 à 7, 24 à 30), la procession et les comptes de la ville (1896, p. 134 à 140), la procession de Lille (1896, p. 184 à 187), la réception de Clément, archevêque de Cologne en 1707 (1888, p. 26 à 32).

**513.** NORGUET (de). Articles insérés dans *Souvenirs religieux* concernant la Bourse commune des pauvres (1891, p. 153 à 156), la Noble Famille (1892, p. 129 à 135), les Madelonnettes (1892, p. 56 à 59), la fondation Jacques Louchart en 1284 (1893, p. 151 à 154), les Bleuets (1894, p. 22 à 27), les Ecoles dominicales (1891, p. 168 à 173), l'école des Bapaumes fondée en 1554 par Pierre Deliot (1891, p. 139 à 141), le Collège des Hibernois (1892, p. 182 à 187).

**514.** — id. — Articles insérés dans *Souvenirs religieux* concernant les reliques honorées à Lille vers le milieu du XVII<sup>e</sup> s. (1887, p. 53 à 55) une visite pastorale de Lille en 1648 (1888, p. 118 à 123), et en 1678 (1891, p. 33 à 39), le droit d'asile (1888, p. 5 à 9), l'argenterie des églises portée à la Monnaie en 1691 (1889, p. 101 à 104), les Horistes des paroisses (1888, p. 135 à 139), les sacrilèges de 1687 et 1713 (1890, p. 184 à 187), les cheveux de la Vierge (1892, p. 25 à 28), l'exode des reliques par crainte de guerre (1893, p. 142 à 144), la taxe des communautés religieuses en 1745 (1893, p. 63), les interdits de 1212 et 1228 (1894, p. 65 à 71), une exécution d'hérétiques au XVI<sup>e</sup> s. (1895, p. 126 à 128), les confraternités spirituelles (1895, p. 15), la taxe pour le séminaire des évêques en 1586 (1896, p. 14 à 16), les collateurs des paroisses et chapelles (1896, p. 44 à 46).

**515.** — id. — Articles insérés dans *Souvenirs religieux* concernant les refuges des abbayes (1889, p. 105 à 108), le prieuré de Fives (1890, p. 145 à 150), la chapelle St-Michel (1892, p. 170 à 172), les pèlerinages des Tournaisiens à Lille (1892, p. 155 à 158), N.-D. des Ardents (1895, p. 177 à 182), Jean de Lescurie, chapelain de N.-D. de Consolation (1895, p. 76 à 80), le transfert de N.-D. de Consolation (1896, p. 76 à 78), les

armoiries des maisons religieuses de la châtellenie (1896, p. 33 à 39).

**516.** NORGUET (de). Articles insérés dans *Souvenirs religieux* concernant les miracles de N.-D. de la Treille d'après l'opuscule de 1639 (1887, p. 188 à 197), le Centenaire d'après le « Triomphe » publié en 1754 (1887, p. 181 à 188), les fondations de messes à La Treille d'après les archives départementales (1889, p. 137 à 140), le tombeau de Louis de Male (1889, p. 129 à 137 ; 1890, p. 111) ; le jubé de la collégiale (1890, p. 119 à 123), l'histoire du chapitre (1891, p. 8 à 14), la bibliothèque de Favier, bibliothécaire de St-Pierre (1891, p. 77 à 80), Louis XV à St-Pierre en 1744 (1893, p. 45 à 48) et son service funèbre en 1774 (1893, p. 139 à 142), le collège St-Pierre (1894, p. 49 à 55), une marche historique au collège St-Pierre en 1718 (1894, p. 87).

**517.** — id. — Articles insérés dans les *Souvenirs religieux* concernant les Dominicains lillois célèbres par leurs travaux (1890, p. 81 à 86, 97 à 102), l'église des Dominicains (1891, p. 49 à 56), l'Abbiette (1891, p. 113 à 117, 129 à 135), les Ursulines (1893, p. 12 à 14), les sœurs de St-François de Sales (1893, p. 183 à 188), les Bons-Fils (1892, p. 87 à 90), les Bonnes-Filles (1891, p. 121 à 124), Jeanne de Cambry, recluse morte en 1639 (1890, p. 8 à 13), les recluses (1894, p. 12 à 14), le béguinage (1891, p. 65 à 72).

**518.** — id. — Articles insérés dans les *Souvenirs religieux* concernant les Jésuites lillois célèbres par leurs travaux (1889, p. 75 à 89, 97 à 101), la translation des reliques de St-Victor en 1612 dans l'église des Jésuites d'après la Chronique de Chavatte (1890, p. 154 à 157), la canonisation de St-François-Xavier et d'Ignace de Loyola en 1621-1622 (1890, p. 102 à 108), la cession aux Jésuites de N.-D. de Réconciliation (1891, p. 62 à 64), les recteurs du Collège des Jésuites à la fin du XVII<sup>e</sup> s. (1894, p. 127), le transfert du collège de Lille (1894, p. 143), l'affaire du P. Grebert (1896, p. 17 à 23, rectifiant DINAUX AHN, 2<sup>e</sup> série, IV, 87).



**519.** NORGUET (de). Articles insérés dans *Souvenirs religieux* concernant les Sœurs grises (1890, p. 36 à 39), les Clarisses (1890, p. 49 à 52), les Urbanistes (1890, p. 52 à 54), les Colettines (p. 65 à 68), les Pénitentes (1890, p. 68 à 70), les Annonciades (1890, p. 70), les Capucins (1895, p. 81 à 88), les Augustins (1893, p. 60).

**520.** — id. — Articles insérés dans *Souvenirs religieux* concernant la Croix de Saint-Etienne ou Fleur de lys au coin de la rue Esquermoise (1889, p. 94), la chapelle de N.-D. de Lorette à St-Etienne (1888, p. 105 à 111), et à l'Abbiette (1888, p. 30), Nicolas Calcan, curé de St-Etienne (1892, p. 93), la relique de la Vraie Croix à St-Etienne (1892, p. 94), les cloches de la ville à St-Etienne (1894, p. 91 à 94), la fondation Vanhoyquestot à la chapelle Ste-Barbe à St-Etienne en 1621 (1895, p. 63) ; l'interdit de St-Maurice en 1662 à propos de la Sépulture Diedeman (1887, p. 87 à 91), Notes sur cette paroisse (1893, p. 8 à 12), ses fondations (1893, p. 127), l'ordonnance épiscopale de 1476 sur les horistes de St-Maurice (1895, p. 12 à 15), les curés et l'église de St-Sauveur (1889, p. 116 à 119 et 1891, p. 81 à 87), l'église de La Madeleine (1896, p. 113 à 119).

**521.** — id. — Articles insérés dans *Souvenirs religieux* concernant la Confrérie de St-Yves des avocats d'après l'éloge de 1729 (1887, p. 45), la Confrérie de la Sainte-Trinité d'après Chavatte (1890, p. 138 à 140), les sculpteurs, filtiers et apothicaires (1890, p. 86 à 92), la confrérie de St-Michel (1891, p. 97 à 102), les chapelles de Ste-Barbe (1893, p. 49 à 56), la confrérie de St-Michel des escrimeurs (1893, p. 25 à 28), les blasons de Méline pour les confréries et corporations lilloises au XVIII<sup>e</sup> s., (1894, p. 103 à 107), la confrérie du Puy-Notre-Dame au XIII<sup>e</sup> s. (1896, p. 181 à 184), les confréries du Rosaire et de la Trinité (1896, p. 145 à 152).

**522.** — id. — Articles insérés dans les *Souvenirs religieux de Lille* concernant la fondation du couvent des ermites de St-Augustin à Lille en 1614 (1893, p. 60 à 62); les Brigittines (1892, p. 127 à 128), les fondations de ce couvent par Nicolas

de Montmorency (1896, p. 24 à 28) et la biographie de l'abbesse Anne Dubois (1893, p. 71 à 77, 81 à 87) ; les Sœurs noires ou « ensacquées » avec un règlement du XV<sup>e</sup> s. (1894, p. 44 à 47 ; 1895, p. 17 à 24) ; les carmes chaussés (1894, p. 88 à 91) ; les carmes déchaussés (1889, p. 10 à 15 ; 1892, p. 139 à 144) ; les minimas de St-François de Paule installés en 1619 (1893, p. 135 à 139), les recollets (1891, p. 3 à 9) ; 1892, p. 33 à 40 ; 1896, p. 176 à 181), l'émeute de 1779 sur la défense d'inhumer dans les églises (1891, p. 10).

**523.** Observations et notes des anciens juriconsultes sur le titre premier de la coutume de la châtellenie de Lille de la juridiction des droits et autorités des Hauts justiciers, seigneurs, vicomtes et fonciers. Lille, J.-B. Henry, 1774, in-4<sup>o</sup>.

**524.** OLIVIER (Eugène). Les Blasons de Méline (= dans *Bulletin Société Vieux Papier*, juillet 1924, p. 341 à 349).

**525.** Ordo divini officii recitandi in Diocesi Tornacensi juxta antiquum Ecclesiae Tornacensis usum breviario Romano accommodatum de mandato... episcopi Tornacensis.. 1769, Lille, Danel, in-16.

Liste des curés des paroisses de Lille et Nécrologe. On connaît d'autres éditions pour les années 1777, 1786, 1787 à 1790.

**526.** OUDEGHERST (Pierre d'). Les Chroniques et annales de Flandres contenant les heroïques et très victorieux exploits des forestiers et comtes de Flandres et les singularitez et choses memorables advenues audict Flandres depuis... 620 jusques à l'an 1476, Anvers, 1571, in-4<sup>o</sup>.

Ouvrage réédité par LESBROUSSART à Gand, 1789, 2 vol. in-8<sup>o</sup>. L'auteur qui est Lillois a contribué à répandre la tradition de Lydéric et Phinart.

**527.** OUITREMAN. Le Père Jean Cuvillon, jésuite lillois (*Souv. relig.*, I, 111).

**528.** OZENFANT (Aug.). Notes sur les anciens établissements hospitaliers de la ville de Lille et les curiosités qu'ils renferment. Lille, 1883, 31 p.



gr. in-8°, avec pl. (= BCHN, XVI, 1883, p. 345 à 373, avec pl.).

Hôpital Saint-Sauveur, Hôpital Comtesse, Hôpital Gantois, Hôpital Stappaert, Hospice Général, Administration des hospices.

**529.** PAEILE (Charles). Archives municipales de Lille. Lettre à M. le Maire au sujet des archives revendiquées par le département. Lille, 1863, 33 p. in-8°.

Une deuxième lettre au Maire de Lille sur le même sujet parut encore en 1863. 40 p. in-8°.

**530.** — id. — Notice historique sur le projet d'ouvrir une rue depuis l'Hôtel de ville jusqu'à la rue Impériale en couvrant le canal des Poissonceaux (1684, 1687, 1864). Lille, 1864, 44 p. in-8°.

**531.** — id. — Mémoire sur les rivières et canaux de la ville de Lille dans lequel il est prouvé... que tous appartiennent au domaine communal. Lille, 1868, 152 p. in-8°.

**532.** — id. — Notice sur les Archives communales de Lille antérieures à 1790. Lille, 1868, 41 p. in-8° (= BCHN, t. X, 1868, p. 108 à 144).

L'auteur, qui fut archiviste municipal a été l'objet d'une notice nécrologique par GOSSELET (MSSL, 4<sup>e</sup> série, t. X, 1882, p. 491 à 497). On a aussi publié une *Notice sur M. Charles Paeile*, Lille, 1881, 20 p. in-8°, avec portrait. Cf. *Echo du Nord*, 19 avril 1880.

**533.** PAJOT (Henri). Notes bibliographiques. Les historiens de Lille. 2<sup>e</sup> édition. Lille, 1860, 41 p. in-8°. (= *Bulletin du Bouquiniste*, t. V à VII, passim).

Bibliographie de 104 articles qui peut être encore utile pour les ouvrages publiés avant 1860. On peut la compléter par CHEVALIER (Ulysse), *Répertoire des sources historiques du moyen-âge. Topo-bibliographie*, 2<sup>e</sup> partie (Montbéliard, 1900-1903), col. 1690 à 1693, verbo Lille.

**534.** — id. — Le Notariat dans l'arrondissement de Lille précédé de quelques notes sur l'histoire du notariat. Lille, 1862, 34 p. in-8°.

**535.** — id. — Articles insérés dans la *Revue du Nord* concernant la vie de Levasseur (III, 1855, p. 339), Duhamel (*ibid.*, p. 47), la vie et les ouvrages de Feutry (II, 1854, p. 161, 205).

**536.** [PANCKOUCKE A. J.]. Petit dictionnaire historique et géographique de la châtellenie de Lille où sont les principaux événements qui s'y sont passés, les villes et villages avec le nombre des bonniers dans chaque village sujets à la taille... les dedicaces ou carmesses... les cures... avec les patrons comme aussi les bénéfices forains ou chapelles. Lille, G. E. Vroye, 1733, 48 p. pet. in-8°.

Réédité par Danel en 1763. Cf. DANCHIN, *Bibliogr.*, n° 963.

Un autre imprimeur lillois, A. G. Pourchez, avait déjà publié *Dedicaces et carmesses des villes et châtellenies de Lille. Seconde édition augmentée d'une description des principaux endroits...*, Lille, A. G. Pourchez, 1722, 24 + 12 p. in-12.

**537.** PANCKOUCKE (André-Joseph). Abrégé chronologique de l'histoire de Flandre... jusqu'à Charles II, roi d'Espagne. Lille, 1762, 450, p. in-8°.

Nombreux détails sur Lille, ville natale de l'auteur.

**538.** PANNIER (Jacques). Un héros du XVI<sup>e</sup> siècle. Le réformateur des Pays-Bas Guy de Bray, pasteur à Lille... martyr à Valenciennes en 1567. Bruxelles [1920], 47 p. in-16.

**539.** PARENT (Paul). L'architecture civile à Lille au XVII<sup>e</sup> siècle. Lille, Emile Raoust, 1925, 251 pages, in-4°, avec 61 figures et 65 planches (= thèse lettres, Lille).

Les reproductions intéressent notamment le Beaugard, les Bleuets, la Bourse, la Chambre des comptes, la Citadelle, la Halle échevinale, l'Hospice Comtesse, l'Hospice Gantois, l'Hôtel de Maillly, l'Hôtel de la Poterne, l'Hôtel Beurepaire, le Lombard, les Nouvelles Boucheries, la maison des Arbalétriers, la maison des Vieux Hommes, la maison du Griffon, celle du Bras d'Or, celle des quatre fils Aimon ainsi que diverses maisons situées rue d'Angleterre, rue des Arts, rue de la Baignerie, rue Ban de Wedde, rue Basse, rue des Canonniers, rue des Chats-Bossus, rue des Coquelets, rue du Curé-St-Etienne, rue Doudin, rue Esquermoise, rue de Fives, rue de Gand, rue de l'Hôpital-Militaire, rue des Jardins, rue de la Barre, rue Lepelletier, rue des Manneliers, rue Neuve, rue Négrier, rue du Palais, rue de Paris, rue du Pont-Neuf, rue Princesse, rue de Roubaix, rue Royale, rue St-François, rue St-Sauveur, rue des Sept-Sauts, rue des Suaires, rue des Urbanistes, rue de la Vieille-Comédie, terrasse Ste-Catherine, quai de la Basse-Deûle, Grande-Place, Place St-Martin, Square Ruault.

On trouvera p. 247 une liste par rues des maisons mentionnées. L'auteur a aussi des chapitres sur l'architecture lilloise avant le XVII<sup>e</sup> siècle (Halle échevinale, Palais Rihour, Nouvelle Boucherie, Chambre des comptes, Hôtel Beurepaire), ainsi que sur celle du XVIII<sup>e</sup> siècle (Hôpital Saint-Sauveur, Hôpital Général). Intéressants



détails sur l'agrandissement de la ville sous Louis XIV et la construction de la citadelle. Les pages 115 à 152 concernent la Bourse et les maisons privées édifiées par Julien Destrez.

On trouvera dans l'autre thèse de M. Paul PARENT. *L'architecture des Pays-Bas méridionaux (Belgique et Nord de la France) aux XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Van Oest, 1925, 244 p. in-4°, avec 58 figures et 56 planches, quelques renseignements sur divers édifices de Lille, notamment sur la Bourse, la Chapelle du Collège des Jésuites, l'Eglise des Dominicains, celle de Saint-Maurice, celle de La Madeleine, la Halle échevinale et le Palais Rihour.

**540. PARIS DE L'EPINARD.** Almanach de la Petite Poste de Lille et de sa châtellenie. 1787, in-12.

La liste des établissements religieux et hospitaliers a été publiée d'après cet ouvrage dans *Souvenir religieux*, I, 1887, p. 38 à 42.

**541. PATOU.** Commentaire sur les coutumes de la ville de Lille et de sa châtellenie et conférence de ces coutumes avec celles voisines et le droit commun. Lille, 1788-1790, 3 vol. in-fol.

Sur la rédaction de cet important travail, voir PAEILE, *Catal. bibl. Lille*, jurisprudence, p. 270.

On trouvera aussi des commentaires postérieurs dans les ouvrages juridiques indiqués dans la présente bibliographie, aux mots BRIET, COLLINET, DAIX, DALLONGEVILLE, DEBOUVRY, DECROIX, DURNES, DUBOIS, FASQUEL, GIARD, HOUDOY, LAUNOY, LECOMTE, LEGRAND, LORGNIER, LOTTHÉ, MARCHAND, MAUFROID, MONIER, MOREL, PAUFFIN, PRATE, RENOARD, REUFLET, ROGIER, ROMBAUT, VAN DE WALLE, VAN KEMPEN.

On peut consulter aussi Jacques POLLET, *Arrests du Parlement de Flandre. ...Ouvrage utile pour l'intelligence des Coutumes et des usages du Pais*. Lille 1716, 14 + 376 + 26 p. in-4°, et GUYOT et MERLIN, *Répertoire universel de jurisprudence*. Nouv. édit. Paris, 1784-1785, 17 vol. in-4°. Pollet était Lillois. Merlin était de Douai et son ouvrage a une autorité considérable.

**542. PAUFFIN.** De l'Organisation municipale dans le Nord et l'Est de la France et spécialement des conflits entre la juridiction municipale et la juridiction ecclésiastique. Paris, 1886, 372 p. in-8° (thèse droit).

**543. PERDRIZET.** Jean Mielot, l'un des traducteurs de Philippe-le-Bon. (= *Revue histoire littéraire France*, t. XIV, 1907, p. 472 à 482).

**544.** Pharmacopœia Lillensis jussu senatus edita, optima quaeque pharmaca à medicis ejusdem urbis selecta et usitata continens, in officinis publicis habenda. Lillae Gallo-Flandricae, typis Simonis Le Franq, 1640, 241 + 14 + 7 p. in-4°.

Voir HOUDOY, *Bibl. lill.*, n° 129.

**545. PICAVET (Camille-Georges).** Le Journal du baron de Vuoerden (= *Revue du Nord*, t. II, 1911, p. 113 à 125).

**546. PILLOT.** Histoire du Parlement de Flandre. Douai, 1849, 2 vol. in-8°.

Voir aussi sur cette juridiction, PINAULT, *Histoire du Parlement de Tournay*, Valenciennes, 1701, 282 p. in-4° ; Pierre DAUTRICOURT, *La Criminalité et la répression au Parlement de Flandres au XVIII<sup>e</sup> siècle, 1721-1790*. Lille, 1912, 433 p. in-8° (= thèse droit).

Pour les autres juridictions d'appel représentées dans les documents des cartons aux titres des archives communales, consulter ALEXANDRE (P.), *Histoire du Conseil Privé dans les anciens Pays-Bas*, Bruxelles, 1894, in-8° (*Mém. cour. Ac. Belg.*) ; AUBERT (Félix), *Histoire du Parlement de Paris de l'origine à François I<sup>er</sup>*, 1250-1515, Paris, 1894, 2 vol. in-8° ; LAMEERE (Eugène), *Le Grand Conseil des ducs de Bourgogne de la maison de Valois*, Bruxelles, 1900, in-8° ; MATTHEU (Albert), *Histoire du Grand Conseil de Malines*, Anvers, 1874, in-8°, et *Histoire du Conseil de Flandre*, Anvers, 1879, in-8° (ces deux ouvrages publiés dans *Annales acad. archéol. Belgique*, Anvers, t. XXX, 1874, p. 171 à 372, et t. XXXV, 1879, t. 171 à 460).

**547. PINCHART.** Articles insérés dans le *Messenger sciences histor.*, concernant Jean Elshoecht et Séraphin-Joseph Dutoit, sculpteurs (1859, p. 100), Pierre Sallenghe, héraut d'armes (1884, p. 180), Calice offert par Philippe le Hardi à l'Hôpital Comtesse (1881, p. 64), le tombeau de Louis de Male à Lille (1863, p. 31), la verrière de l'église Saint-Maurice (1863, p. 55).

**548. PIRENNE (Henri).** Histoire de Belgique, 2<sup>e</sup> édition, Bruxelles, 1902-1921, 5 vol. in-8°.

Ouvrage capital. Nombreuses références aux tables concernant Lille. Voir aussi du même auteur *Les anciennes démocraties des Pays-Bas*, Paris, 1910, in-12.

**549. — id. —** Bibliographie de l'histoire de Belgique. Catalogue méthodique et chronologique des sources et des ouvrages principaux relatifs à l'histoire de tous les Pays-Bas jusqu'en 1598 et à l'histoire de Belgique jusqu'en 1830. 2<sup>e</sup> édition, Bruxelles, 1902, XVI-270 p., in-8°.

Sur les instruments bibliographiques permettant de compléter cet ouvrage pour les publications postérieures à 1902, voir BRUCHET, *Répertoire numérique de la série B. Chambre des Comptes de Lille*. 1<sup>er</sup> fascicule (Lille, 1921), page LXVII, et VERRIEST, *Les travaux relatifs à l'histoire des institutions politiques, administratives et judiciaires belges* (dans *Revue du Nord*, t. III,



1912, p. 245 à 296). Voir aussi la Bibliographie de l'histoire du comté de Flandre, publiée dans les *Annales soc. émulat. Bruges*, 1923, août.

Au point de vue régional on peut aussi consulter les travaux suivants : CHAVANON (Jules), *L'Histoire de l'Artois*, Paris, 1902, 64 p. in-8° (= bibliographie de 519 numéros) ; DARD, *Bibliographie historique de l'arrondissement de Saint-Omer*, Saint-Omer, 1887, XII-241, p. in-8° (= *Soc. antiq. Morinie*) ; DRAMARD, *Bibliographie... de la Picardie*, Paris, 1881, 494 p. in-8° (= concerne en réalité le Boulonnais) ; DESMAZIÈRES (Em.), *Bibliographie tournaisienne*, Tournai, 1882, 768 p. in-8° ; FRIS (Victor), *Bibliographie de l'histoire gantoise*, Gand, 1907-1921 (= en cours de publication) ; MACQUERON (H.), *Bibliographie du département de la Somme*, Amiens, 1904-1907, 2 vol. in-4° (= *Mém. soc. antiq. Picardie*, t. XV et XVI). Voir aussi dans la présente bibliographie aux mots DANCHIN (Lille), DUTHILOEUL (Douai), HODOY (Lille).

On trouvera aussi des indications précieuses dans *Biblioteca Hulthemiana* ou *Catalogue méthodique de la... collection de livres et de manuscrits délaissés* par M. Ch. VAN HULTHEM, Gand, 1836-1837, 7 vol. in-8°. Cette collection est entrée en grande partie à la Bibliothèque royale de Bruxelles.

**550.** Placcaeten... van Vlaenderen, Gand, 1639-1786, 13 vol. in-fol., avec index publié en 1766 par de WULF.

**551.** PLANCHER (U.). Histoire générale et particulière de Bourgogne, avec des notes, des dissertations et les preuves justificatives... Dijon, 1739-1781, 4 vol. in-fol.

**552.** POIRET. La Vie d'Antoinette Bourignon, écrite partie par elle-même, partie par une personne de sa connaissance. Amsterdam, 1683, 2 vol. in-8°.

Célèbre mystique lilloise (1616-1680), qui dirigea le Stappaert. Cette biographie forme la tête des Œuvres d'Ant. Bourignon recueillies par POIRET, imprimées à Amsterdam, de 1679 à 1684, en 21 vol. Une apologie par un protestant, qui signe E. S., a paru en 1876 sous le titre *Etude sur Ant. Bourignon*. Cf. un article d'un israélite, Franck, dans le *Journal des débats*, 24 avril 1877. DINAUX dans AHN, 3<sup>e</sup> série, t. IV, p. 327 à 342. Voir aussi l'article de DUPUIS cité dans la présente bibliographie.

**553.** POLI (Oscar de). Un régiment d'autrefois. Royal-Vaisseaux, 1638-1792. Paris, 1885, in-12.

Ce régiment est devenu le 43<sup>e</sup> infanterie.

**554.** PORET (P.-J.). Les Vieilles rues de Lille. Notes inédites rédigées au commencement du siècle. Lille, 1879, 24 p. in-12.

**555.** PORTAL (de). Mémoire historique sur la ville de Lille..., son commerce et ses manufactu-

res, 1780 (= Communication du colonel ARNOULD dans BSEPC, t. VIII, 1906, p. 49 à 60).

**556.** [Possoz, Alexis]. Les Sanctuaires de la Mère de Dieu dans les arrondissements de Douai, Lille, Hazebrouck et Dunkerque. Lille, Lefort, 1847, XVIII — 243 p. in-12.

Concerne notamment à Lille N.-D. des Affligés, N.-D. d'Assistance, N.-D. des Ardents, N.-D. de Consolation, N.-D. de Lorette, N.-D. de Miséricorde, N.-D. de Réconciliation, N.-D. du Rosaire, N.-D. de Tongres, N.-D. de la Treille.

**557.** Possoz (Alexis). Biographie du Père Eleuthère du Pont, jésuite, né à Lille en 1527 (= *Revue belge et étrangère*, 1862).

**558.** PRATE (Jacques). Droit d'eau et de vent en Flandre, en Hainaut et en Cambrésis. Lille, 1910, XIV-294 p., in-8° (= thèse droit).

**559.** PREUX (A.). Notes et documents sur le commerce et l'industrie de la Flandre wallonne (= *Souv. Fl. wall.*, t. III, 1863, p. 115 et t. VII, 1867, p. 101).

Intéresse les manufactures de la châtellenie de Lille vers 1764.

**560.** PREUX (A.). Gastronomie lilloise. Repas de noces de 1560. (= *Souv. Fl. wall.*, III, 1863, p. 173 à 181).

Mariage d'Alexandre Le Blancq, sr de Meurchin et de Marie Muyssart, 16 juillet 1560. Cf. DUTHIL dans *Au jour le jour*, t. X, p. 37 à 40.

**561.** — id. — Communications insérées dans les *Souvenirs Flandre wallonne* concernant des médailles et méreaux inédits (II, 69), Gilles Petit (III, 8).

**562.** — id. — Correspondance de M. Lefebvre-d'Orval, conseiller au Parlement de Flandre avec MM. de Chamillart et Voisin. Douai, 1875, 61 p., in-8°.

**563.** PREYS (F.). Histoire de N.-D. de la Treille. Lille, 1877-1878, 4 vol. in-8°.

**564.** Principales (Les) Fêtes et dévotions en usage dans les paroisses de Lille avant la Révolution. Lille, Lefort, 1865, 20 p. in-12.



565. Procession (La) solennelle de la Feste-Dieu, en Lille, où Leurs Majestés ont assisté... Paris, 19 juin 1671.

566. PROOST (J.-G.-E.). Recherches historiques sur le Souverain Bailliage de Flandre (= *Messenger sc. hist.*, 1876, p. 259 à 311).

567. PROST (Bernard et Henry). Inventaires mobiliers et extraits des comptes des ducs de Bourgogne de la maison de Valois. Tomes I et II. Philippe le Hardi, 1363-1390. Paris, 1902-1913, 4 vol. in-8°. (= *Comité trav. hist., Inventaires*).

Avec une précieuse table des matières. Ouvrage nécessaire pour comparaison si l'on veut étudier les comptes de la ville de Lille. Consulter aussi LABORDE (comte de), *Les ducs de Bourgogne*, 2<sup>e</sup> partie, tomes I à III. (Paris, 1849-1851), 3 vol. in-8°.

568. QUARRÉ-PRÉVOST (L.). Le Bataillon des canonniers sédentaires de Lille (1483-1909). Lille, 1909, br. in-4°, 48 p., avec grav. (= *Lille et la Région du Nord*, 1909, t. I, p. 509 à 524).

569. — id. — Les Fortifications de Lille à travers les siècles. Lille, 1909, br. in-8°, 25 p. in-8° avec pl.

570. — id. — Recherches sur les formes originales des noms de lieux dans l'arrondissement de Lille. Paris, 1911, 90 p. in-8°. (= *Bull. géogr. hist. et descriptive*, année 1910).

571. QUARRÉ-REYBOURBON (Louis-François). Esquermes. La Madeleine-lez-Lille. Lille, 1875, 69 p. in-8°. (= Notices publiées en 1851 dans *La Liberté*).

572. — id. — L'Horticulture à Lille avant 1792. Lille, 1883, 34 p. in-18.

573. — id. — Chronique d'une maison lilloise racontée par ses parchemins. Lille, 1885, 135 p. in-8°.

Planches et pièces justificatives concernant la Maison du Beau Soleil, Grand-Place.

574. — id. — Pascal-François-Joseph Gosselin, géographe lillois [né en 1751]. Lille, 1887, 16 p. in-8° avec médaillon et autographe (= *Bull. soc. géogr.* Lille, t. IX, p. 236).

575. QUARRÉ-REYBOURBON. Aspect de quelques maisons de Lille au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle. Lille 1889, 11 p. in-8°.

Avec un remarquable plan colorié conservé aux Archives d'Etat à Bruxelles donnant le dessin de nombreuses maisons de la rue des Malades et de la rue du Molinel dressé en 1618 lors du projet d'une raffinerie de sel que Pasquier Du Toiet voulait établir à proximité des Clarisses.

576. — id. — Lille. L'Histoire locale au jour le jour par un collectionneur lillois. Lille, 1890, 630 p. in-8°. (= *La Vraie France*, 1889).

Nombreux renseignements dont la recherche est facilitée par une bonne table. Le même auteur a publié aussi des éphémérides moins détaillées dans les *Souvenirs religieux de Lille*, années 1887 et 1888.

577. — id. — Episodes de la vie de garnison à Lille, 1743-1750. Lille, 1890, 30 p. in-16.

578. — id. — La vie, les voyages et les aventures de Gilbert de Lannoy, chevalier lillois, au XV<sup>e</sup> s. Lille, 1890, 27 p. in-8°. (= *Bull. soc. géogr. Lille*, t. XIV, p. 12).

Rédigé d'après les « *Œuvres et ambassades de messire Guillebert de Lannoy*... publiées par Ch. POTVIN. Louvain, 1878, 551 p. in-8°.

*Voyages et ambassades* de G. DE LANNOY, 1399-1450, édition C. P. SERRURE, Mons, 1840, in-8° (= *Soc. Bibliogr. Belgique* et LELEWEL, *Guillebert de Lannoy et ses voyages*, Bruxelles, 1844, in-8°).

579. — id. — La Porte de Paris à Lille et Simon Volland, son architecte. Paris, 1891, 27 p. in-8° avec fig. (= *Réunion Société Beaux-Arts*, 1891, p. 155).

Une seconde édition, avec pièces justificatives, avait été préparée en 1894 pour les *Mém. Soc. Sciences Lille*. Elle était beaucoup plus importante. Les épreuves sont conservées à la Bibl. municipale de Lille, et forment un fascicule de 195 p. in-8°. Elle aurait été tirée à dix exemplaires non mis dans le commerce.

580. — id. — La Bourse de Lille. Paris, 1892, 38 p. in-8°, avec fig. (= *Réun. Soc. Beaux-Arts*, 1892, p. 312).

Notice la plus complète sur le monument édifié par Julien Destré en 1652. Déjà PALUSTRE, *La Renaissance en France*, 1<sup>re</sup> livraison (Paris, 1879), avait publié d'intéressants documents sur l'ancienne Bourse.

581. — id. — Une fausse miniature concernant la ville de Lille. Paris, 1893, 13 p., in-8°, avec pl. (= *Réun. Soc. B.-Arts*).



Entrée de Philippe le Bon et d'Isabelle de Portugal à Lille.

**582.** QUARRÉ-REYBOURBON. Pierre Le Monnier, voyageur lillois du XVII<sup>e</sup> s. Paris, 1894, 15 p. in-8°. (= *Bull. de géographie histor. et descriptive*, 1894, p. 207 à 217 et *Bull. soc. géogr. Lille*, t. XXV, p. 67).

Utilise les *Antiquitez, mémoires et observations remarquables...* par Pierre LE MONNIER, notaire et bourgeois de la ville de Lille. Lille, 1614, in-4°.

**583.** — id. — Fêtes célébrées à Lille en 1729 d'après un manuscrit orné de soixante-six aquarelles. Paris, 1894, 30 p., in-8° avec pl. (= *Réun. Soc. B.-Arts*).

Manuscrit de François-Casimir POURCHEZ, qui fit partie des bibliothèques de Quarré-Reybourbon et René Descamps-Scrive. A été offert par M. René Descamps à la Bibliothèque municipale de Lille quand il fut nommé vice-président du Comité de cet établissement le 26 janvier 1912.

**584.** — id. — Le Colisée de Lille. Lille, 1896, 24 p. in-8°, avec planches.

Jardin créé en 1787 sous la direction de François Verly, architecte, à proximité de la citadelle et du pont de Canteleu, détruit en 1792.

**585.** — id. — Nomenclature de tous les curés et bénéficiers du décanat de Lille de 1625 à 1674. 1896, 13 p. in-8°.

**586.** — id. — Les Enseignes de Lille. Paris, 1897, 24 p. in-8° avec fig. (= *Réun. Soc. B.-Arts*, 1897, p. 1078).

Une seconde édition avec pièces justificatives nouvelles était en préparation. Les placards forment une brochure conservée à la Bibl. mun. de Lille.

Voir aussi le discours de QUARRÉ-REYBOURBON à la Société des Sciences sur les enseignes lilloises dans la séance du 31 déc. 1905, ainsi que le n° d'avril 1906 de *L'Architecture et la construction dans le Nord*.

**587.** — id. — Les peintres Van Oost à Lille à propos d'un tableau lillois de notre collection. Paris, 1898, 24 p. in-8° avec 1 planche. (= *Réun. Soc. B.-Arts*, 1898, p. 231 à 249).

**588.** — id. — Pierre-Louis Jacobs d'Hailly, gentilhomme lillois, voyageur au XVII<sup>e</sup> s. Paris, 1898, 23 p. in-8°. (= *Bull. géograph. hist. et descript.*).

**589.** QUARRÉ-REYBOURBON. Plaques de foyer lilloises au point de vue artistique et historique. Paris, 1900, 16 p. in-8° avec 4 planches. (= *Réunion Soc. B.-Arts*).

**590.** — id. — Iconographie et Bibliographie de Notre-Dame de la Treille. Lille, 1900, 63 p. in-8°, avec 12 pl. et 1 frontispice.

Voir aussi un article du même auteur sur les *Gravures et images de N.-D. de la Treille* (BSEPC, t. VI, 1904, p. 26 à 37 avec pl.).

**591.** — id. — Trois recueils de portraits au crayon ou à la plume représentant des souverains et des personnages de la France et des Pays-Bas. Lille, 1900, in-8° avec 24 héliogravures. (= BCHN, t. XXIII, p. 1 à 127).

Ces recueils sont conservés dans les Bibliothèques d'Arras, de Lille et de Bruxelles. L'auteur a utilisé sa précédente notice sur les *Mémoriaux d'Antoine de Succa, recueil de dessins artistiques concernant les Pays-Bas et particulièrement la ville de Lille* (*Réunion soc. Beaux-Arts*, 1888, p. 783). On trouvera dans le travail inséré dans BCHN des héliogravures intéressant notamment le tombeau de Louis de Male à Lille.

**592.** — id. — Plans anciens et modernes de la ville de Lille suivis des cartes de la châtellenie de Lille. Paris, 1901, 82 p. in-8°. (= *Bull. géogr. hist. et descript.*, 1900, p. 355 à 439).

Etude raisonnée portant sur 107 articles dont le plus ancien est de 1620. Nombreuses et précieuses indications sur des documents souvent manuscrits. Voir aussi BOULANGER, *Le plan en relief de Lille à l'arsenal de Berlin* (BCHN, séances du 9 janvier et 6 février 1922). Voir aussi la bibliographie des cartes de Flandre publiée dans A. de SAINT-LÉGER, *La Flandre maritime et Dunkerque sous la domination française*. Lille, 1900, p. 3 à 5.

**593.** — id. — André-Corneille Lens, peintre anversois, et ses tableaux conservés à Lille. Paris, 1902, 15 p. in-8° avec 4 planches. (= *Réunion Soc. B.-Arts*).

**594.** — id. — Arnould de Vuez, peintre lillois, 1644-1720. Paris, 1903, in-8° avec 4 planches. (= *Réunion Soc. B.-Arts*, 1903, p. 497 à 522). Nouvelle édition, Lille, 1904, 79 p. in-8° avec 17 phototypies.

Cf. Ach. DELOBEL, *Notice ayant trait à Arnould de Vuez...* Lille, 1863, in-16.

**595.** — id. — Les Guides de la ville de Lille. (= *Au jour le jour*, t. XI, p. 1 à 10).



Enumère onze guides de la ville publiés de 1772 à 1889 en attirant plus particulièrement l'attention sur le guide anonyme de 1772, et sur ceux de Dibos (1817), de Bruneel (1851).

**596.** QUARRÉ-REYBOURBON. Martin Doué, peintre, graveur héraldiste et généalogiste lillois, 1572-1638. Lille, 1905, 80 p., in-8° avec 11 planches (= BSEPC, tomes VII, 244, 305 ; tome VIII, 5).

Reproductions réduites de la carte de la châtellenie dressée en 1623 mesurant 115 %<sub>m</sub> × 127 %<sub>m</sub> et dont un exemplaire est conservé aux archives de Lille et un autre à la Bibl. municipale.

**597.** — id. — Articles insérés dans *Souvenirs religieux de Lille*, concernant la procession de la Fête-Dieu en 1671 (1887, p. 7 à 14), la fête de la canonisation de Saint-Jean de La Croix en 1727 (1887, p. 22 à 32), les statues de la Vierge dans les rues de Lille, d'après le P. Possoz (1887, p. 59 à 63), Arnould de Vuez (1887, p. 153 à 157), l'église de La Madeleine à Lille (1887, p. 168 à 174), la grosse cloche de Saint-Sauveur (1888, p. 61 à 62), la dévotion à Saint-Antoine de Padoue (1888, p. 110 à 112), la confrérie de Saint-Eloi à Saint-Maurice (1888, p. 132 à 135), la relique de la Vraie Croix à Saint-Etienne (1888, p. 170 à 174), les paroisses de Saint-Pierre et Saint-Etienne et Saint-Maurice en 1772 (1889, p. 42 à 45, 60 à 62), dévotion à N.-D. des Sept-Douleurs (1889, p. 92 à 94), Saint-Homobon, patron des couturiers et des tailleurs (1890, p. 23 à 28).

**598.** — id. — Communications insérées dans *Bulletin société études province de Cambrai* concernant les confrères de Miséricorde (t. I, 1899, p. 266), la tombe de Morel, doyen des horistes de Saint-Maurice (I, p. 301), la peste à Lille en 1667 et la confrérie des Charitables de Saint-Eloi de Béthune (t. II, 1900, p. 146 à 155, avec pl.), la translation des cimetières de Lille en 1779 (t. II, p. 251 à 265, avec pl.), pièce de vers sur l'administration des malades de la paroisse Saint-Etienne en 1698 (t. VIII, 1906, p. 313 à 315).

Sur l'auteur, voir [Quarré-Prévost], *Louis-François Quarré-Reybourbon 1824-1906. Esquisse biographique et bibliographique*. Lille, 1908, 58 p., in-8°.

**599.** RAFFRAY (Marcel). La Médecine et la chi-

rurgie dans la région du Nord avant la Révolution. Lille, 1920, 95 p. in-8° (= thèse médecine).

Cf. CHABERT-OSTLAND (M. L. de), *Le Corps médical dans le Nord depuis 1789...* Lille, 1904, 309 p. in-8° (thèse médecine Lille) ; HALLEZ (Louis), *La médecine à Lille au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles* (= MSSSL, 1884, 4<sup>e</sup> série, t. XV, p. 431 à 459).

**600.** Recueil des édits, arrêts, lettres-patentes, déclarations, réglemens et ordonnances imprimés et mis à exécution par ordre de M. l'Intendant ou par les différens tribunaux de la ville de Lille. Lille, Péterinck-Cramé, 1774-1789, 12 vol. in-4°.

**601.** Recueil des ordonnances et réglemens touchant les fermes des impôts des vins et bières de la châtellenie de Lille... Lille, J.-B. Cramé, 1711, 151 + 8 p. petit in-8°.

A rapprocher de l'*Ordonnance de Messieurs du Magistrat de la ville de Lille pour la conservation des impôts qui se lèvent sur la bière*, 1691, 110 p. in-8°.

**602.** Recueil (Premier) des pièces justificatives produites par les officiers de la Gouvernance du Souverain Bailliage de Lille dans les procès qu'ils soutiennent contre... les officiers municipaux de la même ville et contre les... hommes de fief du Bailliage de la Salle dudit Lille pour faire connaître l'origine et les prérogatives juridictionnelles de ce siège royal. Lille, 1787, 46 p. in-4°.

Un *Second Recueil des pièces justificatives* citées par les *Officiers de la Gouvernance...* a été publié à Lille et forme un fascicule de 114 + LXXXI p. in-4°.

**603.** Recueil des principales ordonnances du Magistrat de la ville de Lille. Lille, Henry, 1771, 992 p. in-4°.

Cet ouvrage a été l'objet d'une *Suite du Recueil des principales Ordonnances...* Lille, Henry, 716 p. in-4°, concernant la période 1771-1783.

Un premier *Recueil* avait été publié sans date, vers 1745, formant un vol. de 2 + 381 p.

**604.** Recueil de toutes les criées, lettres-patentes, arrêts concernant toutes les fermes en général de la ville de Lille, suivant lesquelles les fermiers et commis se doivent régler pour la régie. Lille, 1692, 236 p. in-4°.

**605.** Règlements de Messieurs les Magistrats de Lille pour les procédures qui se font par



devant eux en matière civile. Lille, 1688, 82 p. in-16.

**606.** REGNAULT-WARIN (J.-J.). Lille ancienne et moderne. Lille, 1803, an XII, 336 p. in-12, avec pl.

Voir PORET, *Observations sur l'Histoire de Lille* de REGNAULT-WARIN dans *Soc. sciences* Lille, 1806, p. 10 ; 1807, p. 55.

**607.** Relation de la quatorzième ascension de Blanchard, faite à Lille, le 26 août 1785. Lille, 1879, 25 p. in-24 avec une carte (réédition L. LEFEBVRE).

**608.** RENOARD (Alfred). Articles insérés dans *Au jour le jour* concernant les origines des Hopices de Lille (t. VI, p. 14 à 20), l'Hôpital Saint-Sauveur (t. VI, p. 52 à 62, 82 à 90), l'origine de l'Hôpital général (t. VII, 314 à 319 ; t. VIII, p. 112 à 119), l'Hôpital militaire (t. VII, p. 94 à 99), les origines de l'Hôpital Stappaert (t. VIII, p. 399 à 406).

**609.** — id. — Articles publiés dans *Au jour le jour* concernant les anciennes fêtes religieuses, notamment celles des corporations d'après un calendrier de 1787 (t. II, p. 103 à 109), les premières publications périodiques de Lille, notamment le *Renouvellement et création de la Loi* (t. II, p. 188 à 192), la médecine à Lille d'après l'ouvrage de Lamelin (t. III, p. 319 à 323), le collège des Philalèthes (t. III, p. 283 à 289), Lille en 1787 d'après un récit de voyage (t. IV, p. 205 à 210), l'éclairage public (t. V, p. 245 à 251), la semaine du Broquelet (t. VI, p. 106 à 109).

**610.** — id. — Le local des Archives communales. Le fonds des Archives communales. Les Archives de la ville. (= *Au jour le jour*, t. V, 1888, p. 198 à 203, 215 à 224, 230 à 236).

Dans le même volume, p. 21 à 26, article sur la Bibliothèque de Lille.

**611.** RENOARD (Xavier). L'assistance publique à Lille de 1527 à l'an VIII. Lille, 1912, 180 p. in-8° (= thèse droit Lille).

**612.** Renouvellement et Création de la Loi de Lille. 1625, 1643, 1699, 1724 à 1790, in-12.

L'exemplaire de 1625 est placé en tête de l'*Almanach des laboureurs* publié à Lille chez Chr. BEYS. Celui de 1643, même imprimeur, est suivi d'une contrefaçon de l'*Almanach d'Anvers*. Celui de 1699 est publié par J.-B. HENRY et est suivi d'une contrefaçon de l'*Almanach de Liège*. De 1724 à 1790, l'*Almanach de Milan* est substitué au précédent et est annexé à la *Loy de Lille* qui reste publiée chez J.-B. HENRY.

Cette publication ne renferme pas seulement la liste des membres du Magistrat. On y trouve aussi des renseignements historiques, notamment sur la statistique de l'état civil en 1750 (1752), sur le château (1773), sur les cimetières (1774, 1778), sur les canaux et fontaines (1777), sur le collège (1781), sur les gouverneurs de Lille (1781), sur les caves (1788), etc.

**613.** REUFLET (Daniel). Les Successions dans la coutume de la ville de Lille. Lille, 1909, 276 p. in-8° (= thèse droit).

**614.** Revue du Nord. 1<sup>re</sup> série, Lille, 1833-1836, 6 vol. in-8°. 2<sup>e</sup> série, Lille, 1837, 2 vol. in-8°.

Rédigée sous la direction de BRUN-LAVAINNE. Contient des articles intéressant Lille cités au cours de notre bibliographie et aussi quelques textes tirés des archives communales, notamment des lettres de l'échevinage à Ph. le Bon (I, 87), au dauphin Louis (I, 173), un texte sur la Hanse de mars 1343 (II, 227), une lettre du roi Jean du 13 nov. 1360 (II, 30), une charte de Baudouin, comte de Flandre, mars 1203, n. st. (II, 164), une lettre de Ph. le Bon concernant Jean de Maubeuge (II, 347), une lettre de Ph. le Bon sur l'exclusion des célibataires de l'échevinage (III, 258), une ordonnance sur le guet du 22 mai 1383 (III, 390), une charte de 1346 (V, 118), une lettre de Louis XIV, du 14 sept. 1668 (V, 211), et aussi un article sur les fêtes du Broquelet (IV, 104 à 108), et la relation des fêtes célébrées à Lille lors de la canonisation d'un carme en 1727 (V, 321 à 332).

Dans la 2<sup>e</sup> série, t. II, p. 346 à 356, on trouvera une ordonnance du Magistrat sur le feu de meschef en 1742.

Ne pas confondre cette revue avec la *Revue du Nord de la France* dont le t. I, publié à Lille en 1854 renferme, p. 55 à 57, un mémoire des cérémonies pour les obsèques de Louis de Male à Saint-Pierre, et p. 144, un texte sur la 1<sup>re</sup> loterie publique à Lille en 1445.

**615.** Revue du Nord. Région du Nord de la France, Belgique, Pays-Bas. Revue historique trimestrielle publiée sous les auspices de l'Université de Lille. Tomes 1 à 10. Lille, 1910-1924, in-8°.

Publiée sous la direction du professeur A. de SAINT-LÉGER. Fait suite aux *Annales de l'Est et du Nord*, 1905-1909, 5 vol. in-8°, publiée par les Universités de Lille et de Nancy.

**616.** REYNART (Ed.). Catalogue des tableaux, bas-reliefs et statues exposés dans les galeries du Musée des tableaux de Lille. Edition illustrée, 1875, 256 p. in-8° avec 21 planches.



Des catalogues, simples listes ont été publiées antérieurement dès 1810. Voir la bibliographie dans *Catalogue Bibl. Lille, Sciences et arts*, supplément, 1<sup>re</sup> partie (Lille, 1875), p. 467, sq.

Parmi les principales publications, à citer GONSE, *Le Musée de Lille. Le Musée de peinture*. Paris, 1875, 62 p. in-4° (= *Gazette Beaux-Arts*) ; J. DUTHIL, *Petit guide populaire aux Musées du Palais des Beaux-Arts*, Lille, 1892, in-8° ; LENGART (Jules), *Catalogue des tableaux du Musée de Lille précédé d'une notice historique*, Lille, 1893, XXVI + V + 399 p. in-8° ; BENOIT (Fr.), *La Peinture au Musée de Lille*, Paris, 1909, 3 vol. gr. in-4° avec 212 héliogravures et *Notice sur les musées de peinture et de sculpture dans Lille et la région du Nord en 1789*, t. I, p. 420 à 482, avec photog. ; DEMMLER, FEULNER et BURG, *Kunstwerke aus dem besetzten Nordfrankreich ausgestellt im Museum zu Valenciennes*, Munich, 1918, in-8° avec pl. ; GAVELLE et TURPIN, *Cent tableaux du Musée de Lille*, Lille [1924], 34 p. in-16.

**617.** [RICHARD (Ch. Louis)]. Abrégé de la vie de Jeanne de Cambry... recluse à Lille en Flandres sous le nom de sœur Jeanne-Marie de la Présentation, morte le 19 juillet 1639... Tournai, 1785, 3 parties en un vol. in-12.

**618.** — id. — Histoire du couvent des Dominicains de Lille en Flandre et des Dames dominicaines de la même ville, dites de Sainte-Marie de l'Abbielte. Liège [1782], 291 + 179 p. in-12.

**619.** [RICHEBÉ (Aug.)]. Note sur la question de la propriété des caves situées sous les voies publiques de la ville de Lille. Lille, 1875, 20 p. in-8°.

Etude basée sur des textes antérieurs à la Révolution. Un Mémoire a aussi été rédigé par M. Théry au sujet de cette affaire réglée par jugement du tribunal civil du 31 déc. 1875.

**620.** RICHEBÉ (Aug.). Compte de recettes et de dépenses de la ville de Lille, 1301-1302. Lille, 1894, 91 p. in-8°. (= *Annales Comité flamand*, t. XXI, p. 393 à 484).

Publication intégrale d'après l'article B 7580 Cès Arch. dép. Nord.

**621.** — id. — Note sur la comptabilité des communes et des établissements publics de la Flandre et sur le contrôle exercé par le comte sur leur gestion financière. Lille, 1896, 46 p. in-8°. (= *Annales Comité flamand*).

**622.** — id. — Articles insérés dans *Au jour le jour* concernant le Becquerel (VIII, 348 à 355 et XV, 32 à 41), l'Arbonnoise (XIV, 293 à 300), le

canal de la Citadelle (XXVI, 240 à 246) ; les comtes de la Hanse (IX, 118 à 127), les milices lilloises (XII, 342 à 351), les Etats de Lille et la Flandre wallonne (XVI, 324 à 333, 356 à 390), les manuscrits de la Bibliothèque communale (XVII, 128 à 135), les théâtres (XXII, 241 à 261), le monopole de la fabrication de la bière sous Louis XIV (XXII, 284 à 292), les voitures publiques au XVIII<sup>e</sup> s. (XXII, 94 à 100), le siège de 1708 (XXIII), les confréries lilloises (XXVI, 259 à 264), le marquis de la Frezelière, lieutenant de Boufflers (XXVI, 160 à 166).

**623.** RICHEBÉ (Aug.). Journal d'un bourgeois de Lille pendant la Révolution, 1787-1793. Lille, 1898, in-8°.

**624.** — id. — Articles insérés dans *Au jour le jour* concernant la Citadelle (I, 322 à 325), le château de Courtrai (IX, 272 à 283), le Palais de Rihour (X, 280 à 291), le Palais de la Salle (X, 174 à 186), le Beaugard (X, 209 à 217), la Salle du Conclave (XII, 175 à 182), la Porte Saint-Pierre (XXII, 66 à 87), les derniers jours de la collégiale Saint-Pierre (XXIII, 192 à 207), la paroisse Saint-André (XXIV, 1), l'Hôpital militaire (XXV, 64 à 79), l'ancien couvent des dominicains (XXV, 127 à 143), le couvent des Récollets (XXVI, 196 à 203).

**625.** — id. — Articles insérés dans *Au jour le jour* concernant : Lille avant le XI<sup>e</sup> siècle (VII, 448 à 457) ; la Deûle du XIII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> s. (IX, 369 à 380 ; X, 53 à 62 et 70 à 80) ; l'enceinte de Lille au XIII<sup>e</sup> s. (XIII, 83 à 92), ses premiers agrandissements (XIII, 146 à 154), l'enceinte du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> s. (XIII, 196 à 205), l'agrandissement de 1603 (XIII, 279 à 288), celui de 1617 (XIII, 326 à 333), celui de 1669 (XIII, 387 à 395 ; XIV, 27 à 36), celui de 1858 (XIV, 62 à 79).

Tous ces articles sont basés sur des documents originaux généralement inédits.

**626.** RICHEBÉ (Raymond). Essai sur le régime financier de la Flandre avant l'institution de la Chambre des Comptes de Lille (= *Positions thèses Ecole des Chartes*, 1889).

**627.** — id. — La procession de Lille au XVIII<sup>e</sup>



siècle, relation d'après un manuscrit de la Bibliothèque Mazarine. Lille, 1892, 27 p. in-8°.

**628.** RICHEBÉ (R.). Bibliothèques et Bibliophiles du Nord de la France. Ex-libris et fers de reliure. (= *Arch. Soc. collect. d'ex-libris*, 1902, p. 102).

Voir aussi OLIVIER. *Les ex-libris médicaux anciens* [de Lille], dans *Progrès médical*, 1925, p. 73 à 75, intéressant notamment l'Hôpital Comtesse et Saladin.

**629.** RIGAUX (Abbé). Histoire de N.-D. de Consolation. Lille, 1856, in-12.

Utilise surtout l'ouvrage de Jean de LESCURIE.

**630.** RIGAUX (Henri). Catalogue des manuscrits de la ville de Lille, dans *Catalogue général des manuscrits*, série in-8°, tome XXVI (Paris, Plon, 1897, p. 1 à 627, avec table.

Un supplément a été publié en 1903 par E. DESPLANQUE dans le tome XLI de la même collection.

Il est à remarquer que la collection des 368 MSS, du fonds Godefroy, si riche pour l'histoire des Pays-Bas, est incomplètement indiquée. Le Catalogue ne donne l'analyse que des 183 premiers articles (t. XXVI, p. 534 à 627).

**631.** — id. — Communication sur des trouvailles de la période gallo-romaine faites à Lille et analysées dans le *Bulletin scientifique et littéraire du Nord* de 1870 à 1875, tome II, 39, 132, 197, 229 ; t. III, p. 88, 143, 144, 302, 303 ; t. IV, p. 20, 60 ; t. V, p. 19, 215 ; t. VII, p. 47, 114 ; t. VIII, p. 117. Dans cette même collection, articles sur les ancêtres préhistoriques des Lillois (VI, 246 à 254), sur le cimetière de la rue Royale et l'hôpital Saint-Joseph (VII, 115), sur la pierre tumulaire d'Anne Dubois (VII, 116).

**632.** — id. — Fouilles exécutées dans l'arrondissement de Lille. (= *Bull. soc. antiq. France*, 1872, p. 82 à 95).

Objets gallo-romains trouvés notamment à Fives, Lille et Wazemmes. Cf. RIGAUX, *Un centre d'antiquités à Wazemmes* (BCHN, t. XXVI, 1904, p. 242 et 244) ; *Hâches polies à Lille* (*Ann. Soc. géol. Nord*, I, 1870-1874, p. 5) ; *Sous-sol des rues de la Barre et Esquermoise* (BCHN, t. XXVI, p. 293). *Annales soc. géol. Nord*, II, 1874-1875, p. 195 ; X, 1882-1883, p. 37 ; XXVII, 1898, p. 59 ; GOSSELET dans *Soc. géogr. Lille, Congrès de 1892*, p. 399.

**633.** — id. — Communications insérées dans le

*Bulletin séances Soc. sc. Lille*, années 1920-1922, concernant le sauvetage de la Bibliothèque municipale en 1916 (p. 44), la charte de Saint-Pierre de Lille (p. 105), le lieudit Fins (p. 109), le *forum* de Lille (p. 111), la Grand'Place et la place des Reingnaux (p. 149), le canal de la Citadelle ou Bucquet (p. 155).

**634.** RIGAUX (H.). Communications insérées dans le *Bulletin des séances de la Société des sciences de Lille*, 1923-1924, concernant la complainte de Lydéric et Phinaert (p. 56), les origines de Lille (p. 68), la Motte-Madame (p. 71), Fins ou Fives et le *mallum publicum* de 874 (p. 163), Fins-Lille ou Fines Atrebatum (p. 166 et 176).

Cf. Cordonnier. Eloge funèbre de H. Rigaux, mort le 27 septembre 1924, *ibid.*, p. 192 à 197.

**635.** RIVIÈRE (Benjamin). Mode d'élection et étendue des pouvoirs de la ville de Douai aux Etats de Lille (= *Mém. soc. agric. Douai*, 3<sup>e</sup> série, t. III, 1891, p. 297).

**636.** ROGIER (Paul). Essai sur les justices foncières étudiées principalement dans le Nord de la France. Paris, 1899, XV-228 p., in-8° (= thèse Droit Lille).

**637.** ROLANTS. Un Chimiste italien à Lille à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Valentino. (= *Bull. Soc. sciences Lille*, 16 juin 1922 ; cf. *Echo médical Nord*, 16 sept. 1922).

**638.** — id. — Les Médecins des épidémies dans la Flandre wallonne au XVIII<sup>e</sup> siècle (= *Bull. séances soc. sc. Lille*, 1923-1924, p. 144 à 151).

**639.** ROMBAUT (Henri). Essai sur les terres franches de la Flandre wallonne. Lille, 1905, 200 p. in-8° (= thèse droit Dijon).

**640.** ROSNY (Lucien de). Des Nobles rois de l'Epinette ou Tournois de la capitale de la Flandre française. Lille, 1836, 64 p. in-8° avec pl. (cf. *Revue du Nord*, t. I, 1837, p. 45).

**641.** — id. — Histoire de Lille depuis son origine jusqu'en 1830. Lille, 1838, 281 p. in-8° avec fig.



**642.** ROSNY (de). L'Epervier d'or ou description historique des joutes et des tournois qui, sous le titre de nobles rois de l'Épinette se célébraient à Lille au moyen âge. Nouv. édition avec 300 blasons et 16 lith., Valenciennes, 1839, 103 p. in-8°.

Rédigé d'après le Recueil des *Veprecularia*, ouvrage d'un anonyme lillois ayant utilisé les recherches de Jean Rasoir.

**643.** SAINT-LÉGER (Alexandre de). La Légende de Lydéric et des forestiers de Flandre (= BCHN, t. XXVI, 1904, p. 115 à 137). Lille, 1904, gr. in-8° 27 p.

Voir p. 118, la bibliographie de la question. Voir aussi du même auteur, *De Flandriae comitalis primordiis sive de fabulis quibus primi comitis origines decorantur*. Lille, 1900, 73 p. in-8° (= thèse lettres Lille).

**644.** — id. — L'Enquête industrielle de 1781-1782 dans l'intendance de Flandre et Artois (= *Congrès sociétés savantes tenu à Arras*, juillet 1904, p. 249 à 263).

**645.** — id. — La Rivalité industrielle entre la ville de Lille et le plat pays et l'arrêt du Conseil de 1762 relatif au droit de fabriquer dans les campagnes. Nancy, 1907, 59 p. in-8°. (= *Annales Est et Nord*, t. II, 1906, p. 367 à 404, 481 à 500).

Cf. WILLEMSSEN (G.), *Contribution à l'histoire de la lutte économique entre les villes et le plat pays de Flandre aux XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles dans Congrès sc. histor. Dunkerque*, t. II, 1908, p. 327 à 365.

**646.** — id. — L'Industrie de l'impression des toiles à Lille, seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. (= *Congrès sciences hist. Dunkerque*, I, 1907, p. 149 à 154).

**647.** — id. — [Cours sur l'histoire de Lille professé à la Faculté des lettres de Lille]. Leçons rédigées par A. CRAPET. Lille, 1908-1913, 5 vol. in-12.

*Lille et le Moyen âge* (Lille, 1908, 144 p.). — *Lille sous la Domination des ducs de Bourgogne* (Lille, 1909, 126 p.). — *Lille sous les dominations autrichienne et espagnole*, 1<sup>re</sup> partie (Lille 1910, 134 p.) et 2<sup>e</sup> partie (Lille, 1911, 136 p.). — *Lille aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles* (Lille 1913, 134 p.).

D'autres leçons ont été publiées dans un autre format sous le titre *Lille de 1667 à 1789* et forment un tirage à part de la *Revue du Nord*, t. VI, 1920, p. 126, 198, 304 et t. VII, 1921, p. 198, 290 et *Lille et en Flandre*

au XIV<sup>e</sup> siècle dans *Revue des cours et conférences*, 30 mars 1925.

Source importante pour l'histoire de Lille.

**648.** SAINT-LÉGER (A. de). Coup d'œil sur l'histoire de Lille. (= *Lille et la région du Nord*, 1909, I, p. 1 à 18 avec pl.).

Voir aussi du même auteur une communication suivie d'une discussion sur les *Origines de Lille*, ville dont la première mention incontestablement datée ne remonte pas avant 1054 (BCHN, t. XXVII, 1909, p. 322).

**649.** — id. — Articles insérés dans la *Revue du Nord* sur le Conflit entre le corps des chirurgiens et le bourreau de Lille en 1768 (t. II, 1911, p. 49 à 54) et sur le Séjour de Louis XIV à Lille en 1670 d'après Paul Pellisson (t. VIII, 1922, p. 64 à 67).

**650.** — id. — Les Bateliers de la Haute et de la Basse-Deûle (= BCHN, t. XXXI, 1922, p. 12 à 16).

**651.** SALEMBIER (Alfred). Extraits de testaments ecclésiastiques 1615-1715. Episode de la lutte des officialités contre le pouvoir temporel (BSEPC, I, 1899-1900, p. 95 à 118).

Nombreuses mentions intéressant le personnel des paroisses, du clergé régulier et séculier et des hôpitaux de Lille, d'après les archives de cette ville. Voir, du même, *Etat du doyenné de Lille en 1704* (Ibidem, p. 82 à 84).

**652.** — id. — Josse Clichtove, curé de Wazemmes en 1519 (= *Revue de Lille*, t. XX, 1909, p. 415 à 432).

**653.** — id. — Histoire de Wazemmes, Lille, 1912, 459 p. in-8° avec pl. (= *Annales soc. et prov., Cambrai*, t. VI, 1912).

**654.** SALEMBIER (Louis). Deux Conciles inconnus de Cambrai et de Lille. Contribution à l'histoire du grand schisme... Lille, 1901, in-8° (= *Rev. sc. eccl.*).

Sur le synode de Lille tenu en sept. 1384, cf. BRUCHET, dans BCHN, t. XXXI, 1922, p. 65.

**655.** SAUTAI (Maurice). Le Siège de la ville et de la citadelle de Lille en 1708. Lille, 1899, IX-434 p., in-8°, avec pl.

Etude très documentée d'après divers dépôts d'archives. Cf. KIRCHHAMMER (A.), *Feldzüge des prinzen Eugen*



von Savoyen... herausgegeben von der Abtheilung für Kriegsgeschichte des K. K. Kriegs Archives, t. X. Feldzug 1708. Vienne, 1885, gr. in-8°.

**666.** SAUTAI (M.). Avis du sieur de Vauban sur le rétablissement des quatre serments de Lille. Lille, 1901, 25 p. in-8°.

**667.** — id. — L'OEuvre de Vauban à Lille. Paris, 1911, 154 p. in-8° (avec plans, notamment une carte de la châtellenie de Lille).

**668.** — id. — Le Retour de Lille à la France en 1713. 1913, 41 p. in-8°.

**669.** — id. — Cérémonies célébrées à Lille à l'entrée du maréchal de Boufflers et à la naissance de son fils aîné. (= *Revue du Nord*, t. IV, 1913, p. 123 à 127).

**660.** SCHMELTZ. Observations météorologiques faites à Lille, de 1757 à 1888. Lille, 1891, in-8°. (MSSL, 4<sup>e</sup> série, t. XXII).

Cf. DOUXAMY. *Le Climat de Lille depuis 150 ans* dans *Bull. soc. géogr. Lille*, 1912, 1<sup>er</sup> sem., p. 247.

**661.** SCRIVE (Aug.). Prix du blé, des objets de première nécessité et de la journée de travail. Ses variations depuis un siècle à Lille (= MSSL, 3<sup>e</sup> série, t. VIII, p. 543 à 578).

Quelques indications sur la période antérieure à la Révolution.

**662.** SCRIVE-BERTIN. Séjour à Lille des ambassadeurs d'Orient en 1461 (= *Bull. Comité langue*, t. III, 1857, p. 119).

**663.** — id. — L'Hygiène publique à Lille à partir de la Renaissance. Lille, 1886, 28 p. gr. in-8° (= BCHN, t. XVII, 1886, p. 381 à 404).

**664.** — id. — La Confrérie d'armes de Saint-Michel ou des escrimeurs lillois. Lille, 1889, 41 p., gr. in-8° (= BCHN, t. XIX, 81).

**665.** — id. — Les Canonniers lillois avant 1483. Lille, 1888, 77 p., gr. in-8° (= BCHN, t. XIX, 1890, p. 119 à 191).

**666.** — id. — Le Service des incendies à Lille à la fin du moyen âge et pendant la Renaissance.

Lille, 1888, 30 p., gr. in-8° (= BCHN, t. XIX, 1890, p. 193 à 218).

**667.** SCRIVE-BERTIN. Les Origines de la Bourse commune des pauvres au XVI<sup>e</sup> siècle. Lille, 1882, 11 p., gr. in-8° (= BCHN, XVI-391).

**668.** — id. — Le Magistrat de Lille et les communautés religieuses (= *Souv. relig.*, I, 20).

**669.** SCRIVE-LOYER (Jules). Les Conditions anthropogéographiques du développement de l'agglomération lilloise. Lille, 1922, 82 p. in-8°. (= *Bull. soc. géogr. Lille*, t. LXIII, 1921).

**670.** SELOSSE (J.-B.). Histoire d'Esquermes. Lille, 1909, 308 p. in-8° avec pl.

**671.** SEUR (Jean de). La Flandre illustrée par l'institution de la Chambre du roi à Lille l'an 1385... Lille, 1713, 272 p. in-12.

Chambre des comptes de Lille.

**672.** SIX et PLOUVAIN. Recueil des édits... enregistrés au Parlement de Flandre... Douai, 1785-1790, 11 vol. in-4° et 1 vol. de supplément.

Jurisprudence remontant à 1668, date de la création du Conseil souverain de Tournai. Nombreux documents sur Lille.

**673.** Société d'études de la province de Cambrai. BULLETIN, 1899-1924, 23 vol. in-8°. *Mémoires*, 21 vol. in-8°. *ANNALES*, 10 vol. in-8°. *RECUEIL*, 14 vol. in-8°.

On trouvera dans notre Bibliographie, notamment aux mots LECLAIR, LEURIDAN, de nombreux articles concernant Lille insérés dans le *Bull. soc. études province Cambrai*. D'autres auteurs ont imprimé dans cette publication les communications suivantes : Reliques à Lille (I, 265 ; II, 20). Faits divers concernant le dominicain Richard, le four de boulangerie Deferrez, l'hôpital militaire, le jésuite Wastelain (II, 58 à 63). Impression du docteur anglais Rigby sur Lille en 1789 (II, 106, 185). Dixième ecclésiastique de 1441 (IV, 24). Visite pastorale à Saint-Etienne et Saint-André (IV, 81). Maison mortuaire de la famille Aronio (V, 245). Testament d'Augustin Petit, chanoine de Saint-Pierre (VI, 229). Impressions d'un voyageur passant à Lille en 1660 (VI, 238). Décès de Bourgeois, curé de Saint-Etienne (VII, 35). Statue miraculeuse de N.-D. de Consolation (VII, 43). Indulgences concédées aux médailles de N.-D. de la Treille (VIII, 97). Bulle de Martin V pour les choraux de Saint-Pierre (X, 147). Route de Lille à Valenciennes (XVII, 309). Armes de Lille (XX, 32). Culte de l'Immaculée conception (XXI, 171). Chapelains de la Chambre



des Comptes (XXII, 238). Salaires du bourreau (VII, 282 ; XVII, 65). Fief du Maisnil à Fives (VIII, 224). Temporel de l'évêché de Tournai dans la châtellenie (XV, 73). Les Soignies perçues dans les paroisses du doyenné de Lille (XV, 76). Succession des Wazières en 1691 (XIX, 34 à 48). Réclame pharmaceutique et remède secret (XXI, 18). Quelques fiefs de la région de Lille (XXI, 31 à 41). Mausolée de Nicolas Cardon à Sainte-Marie-Macéleine (XXII, 248). Eclairage public en 1774 (XXIII, 74). Engagement de l'office de dépositaire de la Gouvernance au profit de G. Faulconnier (XXIII, 178 à 183).

**674.** Souvenirs de la Flandre wallonne. Recherches historiques et choix de documents relatifs à Douai et à la province... [1<sup>re</sup> série]. Douai, 1861-1880, 20 vol. in-8°, 2<sup>e</sup> série, Douai, 1881-1889, 8 vol. in-8°.

Une table a été publiée pour la 1<sup>re</sup> série. Voir aussi DE LASTEYRIE, *Bibliographie*, t. II (1893), p. 389 à 397 et t. V (1911), p. 620.

**675.** Souvenirs religieux de Lille et de la région. Lille, 1887-1896, 10 vol. in-8°.

Voir dans cette Bibliographie au mot HUMBERT, NORGUET.

**676.** SPROIT (J.). Lettres d'un réformateur sur les établissements charitables de la ville de Lille, leurs fondations, leur administration intérieure... Lille, 1832, 48 p. in-8°.

**677.** Statistique archéologique du département du Nord. Lille, 1867, 2 vol. in-8° (= BCHN, t. VI à IX passim).

Notice sur Lille, p. 51 à 68 et 853 à 857 du tirage à part.

**678.** Statuts des corporations de la ville de Lille (1496-1775). Recueil factice de 4 vol. in-4°.

Apothicaires et épiciers, armuriers, boulangers, bourgétaires, brodeurs, cabaretiers à vin, cabaretiers à bière, charpentiers, chapeliers, chaudronniers, ciriers, couvreurs, cordiers, cordonniers, corroyeurs, cuisiniers, détailliers de draps et chausseteurs, épingliers, étainiers, filetiers, frippiers-tapissiers, fruitiers, gantiers, graissiers, gorliers et selliers, grossiers et merciers, maçons, manneliers, menuisiers-ébénistes, paveurs, peintres, peigneurs de laine, plombiers, poissonniers de mer, potiers, saietteurs, savetiers, sculpteurs, serruriers, tailleurs, tanneurs, tisserands, tonneliers, futailleurs et tourneurs, vitriers.

Ce recueil, conservé aux Archives communales sous l'ancienne cote 16543, n'est pas complet. On trouvera aussi aux Archives communales, dans le fonds des Affaires générales des statuts complémentaires (tome VI de l'Inventaire Magot).

**679.** Tableau de comparaison des anciennes mesures en usage dans le département du Nord avec celles du système métrique. (= *Annales Est et Nord*, t. II, 1906, p. 542 à 554).

D'après un arrêté préfectoral du 29 ventôse an X. Intéresse Lille. Cf. LIONET (P. L.). *Manuel du système métrique*. Lille, 1820, XXIV, 546 p. in-8°.

**680.** TAILLIAR. Notice sur la langue romane d'oïl et sur son état dans le Nord de la France aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles. Douai, s. d., 80 p. in-8°. (= *Mém. soc. agric. Douai*, 1839-1840, p. 397 à 472).

Publie p. 467 le traité concernant la construction du canal de La Bassée en 1271.

**681.** — id. — Notice sur l'ancienne collégiale de Saint-Pierre de Lille dans ses rapports avec les institutions féodales et communales, 1850, 67 p. in-8° (= BCHN, III, 1847, p. 264 à 329).

**682.** — id. — Recueil d'actes des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles en langue romane wallonne du Nord de la France. Douai, 1849, CCCXXVIII-528 p., in 8° (Publication de la *Société agriculture, sciences et arts de Douai*).

Quelques textes intéressent Lille.

L'introduction forme un « Essai sur le droit public et privé dans le Nord de la France », complété par divers travaux de cet auteur sur les institutions communales de notre région publiés dans les *Mém. soc. agr. Douai*, 1831-1832, p. 145 ; 2<sup>e</sup> série, t. I, 1849-1851, p. 241 ; 2<sup>e</sup> série, t. III, 1854-1855, p. 313 et t. IV, p. 165 ; 2<sup>e</sup> série, t. VI, 1859-1861, p. 269 ; dans les *Mém. soc. émül. Cambrai*, 1837, p. 1 à 397 ; dans le *Compte rendu commiss. roy. hist. Belg.*, t. VIII, 1844, p. 110 à 166.

**683.** TERNAS (Amédée de). Observations sur l'histoire de Lille de Tiroux par M. de Courcelle, conseiller à la gouvernance de cette ville. (= *Souv. Fl. wall.*, IX, 1869, p. 117 à 176).

Travail très original, utile pour l'histoire de Lille en raison de la personnalité de l'auteur. Détails intéressants sur les attributions de l'échevinage et sur les communautés religieuses.

**684.** — id. — Généalogie de la famille Gosson, ayant habité Lille. (= *Souv. Fl. wall.*, XV, 19).

**685.** TERNAS (de) et FRÉMAUX. Généalogie de la maison de Tenremonde à Lille et en Flandre wal-



lonne. Douai, 1870, 134 p. in-8°. (*Souv. Fl. wall.*, t. X, 45, 120, 175).

**686.** THÉODORE (Alphonse). Inscription de la maison des orphelins de la Présentation N.-D. à Lille. (= BCHN, t. XXVI, 1904, p. 315).

**687.** THÉODORE (Emile). Communications insérées dans *Bull. soc. études prov. Cambrai* concernant le monument de Pierre Machon dit de le Sauch et de Jeanne de Courtray à Sainte-Catherine de Lille (t. IV, 1902, p. 290 à 295), un pèlerin de Lille (t. XV, p. 38), la statuette de N.-D. de Bohain jadis honorée à Wazemmes (t. XXV, 1925, p. 40 à 44).

**688.** — id. — Les Vieux monuments de Lille. Lille, [1912] br. in-12 avec pl.

Rédaction corrigée d'un article publié dans *Lille et la région du Nord*. Lille, 1909, tome I.

**689.** — id. — Articles insérés dans la *Revue du Nord* concernant Deux objets préhistoriques trouvés à Lille (= *Revue du Nord*, t. III, 1912, p. 149 et 150), Notes sur la Chapelle du Fort Saint-Sauveur, la Noble Tour et la vieille Porte de Fives à Lille (*ibid.* p. 150 à 155). Autres communications sur la Fontaine au change (*L'architecture et la Construction dans le Nord*, 14<sup>e</sup> année, 1904, n° 3); le Culte de Saint-Michel à Lille (*Bulletin de Saint-Michel*, 1907); Trouvailles archéologiques faites dans les travaux du Nouveau Théâtre (*Revue du Nord*, 1910); La Statue de N.-D. de la Treille (*Revue pratique de liturgie*, 1920); Les objets d'art religieux conservés dans les églises rurales de l'arrondissement de Lille. *Ann. com. flamand*, t. XXXII, 1921); Clochette du XIV<sup>e</sup> siècle à l'effigie de Saint-Michel (*Bull. soc. Antiquaires France* 1924, p. 145); Statue de N.-D. d'Annay à Saint-Etienne (*Bull. Commission monuments Pas-de-Calais*, t. IV, 1925, 5<sup>e</sup> livraison).

**690.** — id. — Communications insérées dans *Bulletin soc. sciences Lille* concernant les Etudes publiques de Lille (1923-1924, p. 129), les fontaines publiques (6 fév. 1925), les prisons avant la Révolution (5 juin 1925), la statue du XIII<sup>e</sup> conservée à Saint-Etienne sous le vocable de N.-D. d'Aunay (19 oct. 1923).

**691.** THÉRY (Gustave). Affaire des caves établies sous les rues de la ville de Lille. Mémoire établissant les droits de la ville de Lille. 80 p. in-8°. Lille, 1875, 80 + 14 p. gr. in-8°.

**692.** — id. — Affaire du moulin du Château, à Lille. Mémoire établissant les droits de la ville de Lille. Lille, s. d., 62 p. gr. in-8° [vers 1876].

**693.** — id. — Du contre halage le long de la Haute-Deûle. Mémoire établissant les droits des riverains. Lille, 1878, br. in-4°.

**694.** [THÉRY, Louis]. Généalogie de la famille Théry-Leclercq. Lille, 1888, 83 p. in-4°.

**695.** — id. — Journal tenu par J. F. J. Réalle, maître d'école à Lille (= BSEPC, XXIII, 1923, p. 145 à 150).

Chronique des années 1694 à 1758.

**696.** THOMAS (Paul). Délai de transmission de lettres françaises à destination de Lille pendant la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. (= *Revue du Nord*, t. IV, 1913, p. 89 à 122).

**697.** [TIRoux]. Histoire de Lille et de sa châtellenie... par le sieur S<sup>rr</sup>. Lille, 1730, C. L. Prévost, 8 + 305 p. in-12.

Ouvrage médiocre, bien que subventionné. Un supplément de 36 p. parut sans date peu après.

Voir plus haut A. de TERNAS.

Le manuscrit autographe Tiroux est conservé à la Ville de Lille, Catalogue RIGAUX, n° 642.

**698.** TOUSSAINT. Monographie de l'enseignement primaire à Lille de 1584 à 1889. Lille, 1889, 121 p., in-8°.

**699.** Traité fait à Lille le 3 déc. 1699, en exécution de la paix de Ryswick. Lille, 1699, 21 + 2 feuillets in-4°.

**700.** Trésor (Le) spirituel ou Calendrier à l'usage de la ville de Lille où se trouvent toutes les fêtes et solennités... augmenté des dédicaces et carmesses... et des fêtes des corps et métiers pour l'année 1787. Lille, C. L. de Boubers, 1787, 115 p. in-12.



Détails sur la vie religieuse et les dévotions pratiquées à Lille à la fin de l'Ancien régime.

Utile aussi pour l'histoire des corporations.

**701.** TURBELIN (Pierre). Origine de la Confrairie de Nostre Dame de la Treille érigée en l'église collégiale de Saint-Pierre à Lille et de la procession annuelle de ladite ville... Lille, Pierre de Rache, 1632, 12 + 173 + 5 p. in-12.

**702.** VAN DE CASTEELE. Annotation concernant certain maître Jacques Jocquet, auteur de pièces théâtrales représentées par les élèves du séminaire de Saint-Pierre de Lille de 1630 à 1636 (= BCHN, XII, 258).

**703.** VAN DEN GHEYN (J.) et BACHA. Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque royale de Belgique. T. IX. Hist. de Belgique... Flandre. Bruxelles, 1909, in-8°. (= Publ. du Min. des Sc.).

**704.** VAN DER HAER (Floris). Les Chastelains de Lille, leur ancien estat, office et famille... avec une particulière description de l'ancien estat de la ville de Lille en Flandre... Lille, Christophe Beys, 2 + 299 + 1 p. in-4°, avec tables généalogiques.

L'auteur, chargé de diverses missions près des Conseils des Pays-Bas, fut chanoine de Saint-Pierre et commissaire de la Loi. Son ouvrage est le meilleur des publications anciennes concernant l'histoire de Lille.

Sur sa biographie, cf. DINAUX, dans AHN, 1<sup>re</sup> série, t. III, p. 390 à 397 ; HAUTCEUR, *Hist. de Saint-Pierre de Lille*, t. III, p. 39 à 43.

**705.** VAN DEVENTER (J.). Plan de Lille au XVI<sup>e</sup> siècle (= *Atlas des villes de la Belgique au XVI<sup>e</sup> siècle*, édition RUELENS, Bruxelles, 1891, in-folio, 12<sup>e</sup> livraison).

La notice est de QUARRÉ-REYBOURBON. Très précieux pour la topographie de Lille.

**706.** VAN DE WALLE (Félix). Le Régime successoral dans les coutumes de Flandre à l'exception des règles spéciales aux biens nobles. Lille, 1902, 242 p. in-8° (= thèse droit Caen).

**707.** VAN DRIESTEN (Joseph). La Marche de Lille, 1556. 1884, in-4° avec pl.

**708.** VAN DRIVAL. Catalogue de l'exposition

d'objets d'art religieux ouverte à Lille en 1874. Lille, 1874, IX + 393 p. in-8° avec fotogr.

Nombreux objets appartenant notamment à des établissements et à des collectionneurs lillois.

**709.** VANHAECK (Maurice). Histoire de la sayetterie à Lille. Lille, 1910, 2 vol. in-8° (= *Soc. études province Cambrai, Mémoires*, tomes XVI et XVII).

**710.** VAN HENDE (Edouard). De quelques médailles lilloises (= *Artiste*, n<sup>os</sup> 13 et 17 ; Lille, 1850).

**711.** — id. — De quelques monnaies frappées à Lille, sous la domination des comtes de Flandre. Lille, 1852, 19 p., in-8°, avec pl.

**712.** — id. — Documents relatifs à l'histoire de la Société des Sciences. Collège des Philathètes de Lille (= MSSSL, 2<sup>e</sup> série, t. VI, 1859, p. 207 à 212).

Cette association a publié en 1785 à Lille le *Bulletin du Collège des Philathètes*.

**713.** VAN HENDE (Ed.) Agenda pour 1861 Memento du Commerce, avec éphémérides lilloises. Lille, Danel, 1861, in-4° en long.

Les années suivantes 1862 à 1868 sont encore conservées à la Bibl. de la ville.

Ces agendas ont aussi été publiés en format in-12.

L'agenda de 1873 publié sous le titre d'*Agenda avec éphémérides de la charité lilloise* intéresse exclusivement les hôpitaux et fondations pieuses.

**714.** VAN HENDE. Rapport sur l'emplacement de la Fontaine Delsaulx. (= BCHN, XII, p. 11).

**715.** — id. — Notice sur Guill.-Le-Blanc, s<sup>r</sup> de Houchin, maître de la Chambre des Comptes de Lille. Lille, 1878, 32 p., in-8°, et 1 pl. (= BCHN, XV, 5).

**716.** — id. — Jacques Louchart, bienfaiteur des pauvres. Considérations sur une rente de 100 l. p. léguée en 1284. Lille, 1880, 18 p., in-8°, 1 pl. (= MSSSL, 4<sup>e</sup> série, t. IX, 1881, p. 1).

**717.** — id. — Notice sur Jean Wouters, président de la Chambre des Comptes de Lille. Lille, 1882, 15 p., in-8° (= BCHN, XVI, 375).



**718.** VAN HENDE. Lille et ses institutions communales de 620 à 1804, avec annotations et tables. Lille, 1888, 395 p., in-8°, avec gravures.

Ouvrage de vulgarisation, qui a eu de nombreuses éditions rédigé sous forme chronologique, et facile à consulter grâce à une bonne table.

**719.** — id. — Etat de la Ville et de la Châtellenie de Lille, en 1789, avec carte et table. Lille, 1890, 124 p., in-8°, avec carte. (= BCHN, t. XIX, 1890, p. 251 à 366).

**720.** — id. — Lille et ses environs, 1892, 29 p., in-8° (= *Congrès Société Géographie Lille*, 1892).

**721.** — id. — Note sur la découverte d'un méreau de la Collégiale de Saint-Pierre et de deux louis d'or frappés à Lille. Lille, 1859, 2 p., avec 1 planche (= BCHN, t. V, 1857, p. 230).

**722.** — id. — Pierre Lorthioir, graveur du roi, né à Lille en 1733. Lille, 1898, 76 p., avec pl. (= *Réunion Soc. B.-Arts*, 1894, p. 1446).

**723.** — id. — Numismatique lilloise ou description des monnaies, médailles, jetons, mereaux de Lille. Lille, 1858, 288 p., et 80 planches.

Monnaies par règnes. Monnaies obsidionales. Jetons de la Chambre des Comptes, du Bureau des finances, des Etats de la Flandre wallonne, de la Chancellerie de Flandre, de la Chambre de commerce. Médailles des Sociétés maçonniques, des Alliés en 1708. Mereaux du chapitre de Saint-Pierre, de N.-D. de La Treille, des paroisses, des Confréries et des Corporations. Plombs de marchandises. Plaque représentant le supplice infligé par le Magistrat aux faux-monnayeurs.

**724.** — id. — Numismatique lilloise. Note sur quelques jetons de la Chambre des Comptes, Lille, 1863, 7 p., in-8°, avec 1 planche (= BCHN, t. VII, p. 97).

**725.** — id. — Numismatique. Un plomb des Innocents et deux jetons inédits trouvés en 1866. Lille, 1867, 8 p., in-8° avec pl. (= BCHN, t. X, p. 91).

**726.** — id. — Supplément à la Numismatique lilloise (Partie monétaire). Lille, 1868, 28 p., in-8°, et 3 pl. (= MSSL, 3<sup>e</sup> série, t. VI, p. 1).

**727.** — id. — Supplément à la Numismatique

lilloise. Quatrième partie. Premier fascicule [Mereaux capitulaires]. Lille, 1873, 36 p., in-8° et 5 pl. ; Deuxième fascicule, Plommés des Innocents. Lille, 1877, 27 p., in-8°, et 4 pl. (= MSSL, 3<sup>e</sup> série, t. XII, p. 45 et 4<sup>e</sup> série, t. III, p. 35).

**728.** VAN LOMMEL. Rapport du P. de ZELANDER sur le Collège... des Jésuites de Lille (= *Analectes eccles. Louvain*, XII, 198).

**729.** [VERLY, C.]. Catalogue du Musée archéologique et numismatique de la Ville de Lille. Lille, 1860, IV-637 p., in-8°.

Cf. VERLY, Communications sur les antiquités trouvées dans le département du Nord, publiées dans le *Recueil travaux société sciences Lille*, année 1823-1824 sq. ; NICOLLE (Marcel), *Ville de Lille, Musée d'archéologie*, catalogue des objets d'art et de curiosité composant la donation Ozenfant, Lille 1894, V-33 p. in-16 et *Le Musée archéologique de Lille* dans *Gazette des Beaux-Arts*, t. XXI, 1899, p. 51 à 64 ; SERRURE, *Un cabinet de monnaies flamandes. La collection Vernier de Lille* dans *Bull. mensuel numismatique*, t. I, p. 113.

**730.** VERLY (Hippolyte) Essai de biographie lilloise contemporaine, 1800-1869. Lille, 1869, IV-250 p., in-8°.

Nombreux renseignements sur des personnalités lilloises de la fin du XVIII<sup>e</sup> s.

**731.** — id. — Les Tablettes d'un bourgeois de Lille. Lille, 1874, in-12.

Publié sous le pseudonyme de Etienne DURAND.

Renseignements sur l'Hôtel de Beaufort, le château du Buc, etc.

**732.** — id. — La Marche historique de Lille. Lille, 1894, 175 p., in-fol., avec planches.

Publication faite sous le pseudonyme d'Etienne DURAND.

**733.** — id. — Guide de Lille illustré, d'après les photographies de MM. Leprêtre et Humbert. Lille, 1896, in-8°.

**734.** VERRIEST (Léo). Les Archives départementales du Nord. 1<sup>re</sup> partie. Bruxelles, 1913, 181 p., in-8° (= *Com. roy. hist. Belg.*).

Quelques références sur Lille.

**735.** VIGNE (Félix de). Mœurs et usages des Cor-



porations de métiers de la Belgique et Nord de la France. Gand, 1857, 145 p., in-8°, 34 pl.

Contient des renseignements sur les métiers de Lille.

**736.** Ville de Lille. Mouvement de la population de 1617 à 1799 et de 1800 à 1880. S.l.n.d., in-4°

**737.** VILMAREST (A. de). Articles insérés dans *Souvenirs Religieux* concernant la procession historique de 1535, d'après la Chronique de Chavatte (1887, p. 73 à 77), le siège de 1667 (1887, p. 93 à 95), la peste de 1667, d'après Chavatte (1887, p. 133 à 138), les Jésuites de Lille (1888, p. 70 à 75 et 101 à 105), N.-D. de Réconciliation à Esquermes (1896, p. 152 à 157).

**738.** VINCART (Joh.). B. Virgo Cancellata in insigni ecelesia Collegiata D. Petri Insulae cultu et miraculis celebris. Insulae Flandrorum, apud Perum de Rache, 1636, 12+120+4 p., petit in-4°.

Rééditée en 1859 à Lille chez Lefort. VINCART fit paraître une traduction française à Tournai en 1671, laquelle fut rééditée en 1874 à Lille chez Leleu.

**739.** VIRLEUX (H.). L'église Saint-Maurice. Etude historique et archéologique. Lille, 1922, 52 p., in-8°, avec pl.

**740.** VOISIN (C. J.). Rapport adressé... à Innocent XI par Gilbert de Choiseul, évêque de Tournai, sur l'état de son diocèse en 1678 (= *Analectes histoire ecclésiastique, Belgique*, tome IV, 1867, p. 49 à 47, 133 à 164, 349 à 386).

Voir p. 133, détails sur le chapitre Saint-Pierre, les hôpitaux, le clergé séculier et le clergé régulier de Lille. Comparer avec le rapport dressé en 1648 par l'évêque François Vilain de Gand, *ibid.*, t. I, p. 310.

**741.** VUOERDEN (baron de). Histoire du voyage du roi en Flandre 1670. Introduction par M. le capitaine M. Sautai. Paris, 1912, 20 p., in-8° (= *Marches de l'Est*).

Important récit du séjour de Louis XIV à Lille le 22 mai 1670 d'après le ms. de la collection Godefroy à la Bibl. de Lille.

**742.** VUOERDEN (Michel-Ange baron de). Journal

historique contenant les événements les plus mémorables de l'histoire sacrée et profane et les Faits principaux qui peuvent servir de mémoires pour l'histoire de Louis le Grand, XIV<sup>e</sup> du nom, roy de France et de Navarre. Lille, B. Le Francq, 1648-1686, 2 vol. in-8°.

Voir notamment dans les bibliothèques de Lille et de Cambrai, les manuscrits de cet auteur. Cf. LE GLAY, dans *Mém. soc. ém. Cambrai*, année 1833, et DE VENDEGIES, *ibid.*, t. XXX, 1<sup>re</sup> partie, p. 143 et 2<sup>e</sup> partie, p. 437. Un autre ouvrage du baron de Vuordern, intitulé *Annales Belgici et Triumphales Ludovici Magni* est incomplet, voir Houboy, p. 373, 477.

**743.** WARNKÖNIG (L. A.). Flandrische Staats und Rechts. Geschichte bis zum Jahre 1305. Tübingue, 1835-1842, 3 vol., in-8°. Traduction française par GHELDOLF. Bruxelles, 1835-1864, 5 vol., in-8°.

La traduction de Gheldolf est incomplète et ne comprend pas l'histoire du droit proprement dit ni celle de toutes les villes de Flandre (mais seulement de Gand, Bruges et Ypres). Mais elle est néanmoins à consulter à cause des additions et des pièces justificatives marquant dans l'ouvrage allemand.

Ce travail n'a pas encore été remplacé.

**744.** WARTEL. Observations sur l'histoire de Lille. Avignon, 1765, 222 p., in-12.

Critique acerbe de l'ouvrage de MONTLINOT. Voir LE GLAY, *Mém. sur les Archives de l'abbaye de Cysoing*, p. 15, et DANCHIN, *Bibl.* n° 1611.

**745.** WATIER. Vingt crayons lithographiques de l'Hospice Gantois. Lille, 1918, petit in-4°.

**746.** WAUTERS (Alphonse). Table chronologique des Chartes et diplômes imprimés, concernant l'histoire de la Belgique. Bruxelles, 1866 sq. 14 vol., in-4°, formant 11 tomes.

Intéresse la période antérieure à 1350, table à la fin de chaque volume. Nombreux renvois pour Lille.

**747.** [ZAMAN, P. de] Exposition des Trois Etats du pays et Comté de Flandre, savoir du clergé, de la noblesse et des communes. 1711, 344 p., in-8°.

Important pour la thèse de la représentation de toutes les villes de Flandre aux Etats de la province.



- Abattis de maison 408.  
*Abbadie* (d'), 133, 506.  
 ABBLETTE 58, 133, 286, 411, 505, 520, 517, 618.  
*Abelain* (d'), 152.  
 Académie des arts 247, 323, 388.  
 Académie de dessin 133.  
 Accises 58.  
 Accouchements 373.  
*Adam de La Bassée* 94.  
 Administration provinciale 404, 489.  
*Adornes* 406.  
 Aérostation 4, 140, 146, 607.  
 Agrandissements de la ville 66, 121, 133, 260, 280, 291, 305, 625, 669.  
 Aides 58, 349.  
*Alain de Lille* 33, 231, 506.  
*Alatruye* 20, 174, 289.  
*Albe* (duc d'), 318.  
 Alcool, 262, 263.  
 Aliénés 221, 352, 358.  
 Almanachs, annuaires et calendriers 1, 87 à 91, 540, 700. Voir Ephémérides.  
 Ambassadeurs siamois et orientaux 140, 146, 357, 359, 662.  
 ANGLETERRE (Edouard IV, roi d') : Réception 358.  
 ANNAPPES 450.  
 Annonciades 133, 519.  
 Annuaires. Voir Almanachs.  
 Anoblissements 277.  
 Apothicaires 215, 370, 376, 521, 678.  
 ARBONNOISE 622.  
 Archéologie : Généralités 156, 240, 246, 323, 462, 471, 677, 688, 708 ; Ouvrages généraux à planches 28, 38, 55, 158, 234, 236, 492, 539. — Architecture (planches) 12, 539. — Bourse 580. — Céramique 314, 315. — Détails 13, 15, 18, 102, 121, 152, 223, 235, 292, 575, 689, 690. — Eglises : Sainte-Catherine, 687 ; Saint-Etienne 469 ; Saint-Pierre 70, 95, 191 ; Saint-Maurice 110, 739. — Enseignes 586. — Epigraphie 409, 452. — Guides 83, 104, 189, 236, 255, 302, 430, 595, 597, 624, 625, 720, 733. — Halle échevinale 316. — Hospices 132, 528 ; Comtesse 417 ; Gantois 745 ; Charité 162, 163. — Iconographie 214, 435 ; estampes 214. — Monuments historiques 60, 158. — Musée archéologique 729. — Musée des Beaux-Arts 323, 616. — Noble Tour 434. — Objets mobiliers voir ce mot. — Palais Rihour 59, 69. — Plaques de cheminée 389, 589. — Porte de Paris 298, 579. — Porte de Saint-Pierre 111. — Périodes préhistorique et gallo-romaine 344, 631 à 634. — Rues 402, 423, 554. — Tapisseries 317. — Tombeau de Louis de Male 324. — Topographie 66.  
 Architectes 353.  
 Architecture 12, 539.  
 Archives communales 62, 201, 260, 303, 338, 529, 532, 610, 614.  
 Archives départementales 56, 57, 58, 61, 176, 295, 336, 339, 410, 734.  
 Archives hospitalières 337.  
 Archives notariales 258.  
 Armée 553, 577.  
 ARMENTIÈRES 338, 450.  
 Armoiries de Lille 4, 39, 77, 235, 673.  
 Armoiries de la Châtellenie 453. Armoiries enregistrées par d'Hozier 32.  
 Armuriers 678.  
*Aronio* 174, 673.  
 Arsenal 28.  
 Arsin voir Droit d'Arsin.  
*Artagnan* (d'), 119.  
 Artillerie 346.  
 Assemblée provinciale 128.  
 Assistance judiciaire 133.  
 Assistance médicale 248.  
 Assistance publique 53, 131, 133, 161, 221, 327, 429, 437, 486, 611, 676. Voir Enfants trouvés.  
 Astrologue 506.  
 Atlas topographique 66.  
*Auger* (Pierre) 133.  
 Augustines 206.  
 Augustins 28, 58, 397, 452, 519. Voir Collège.  
*Aulent* 174.  
 Aumônes 359.  
 Autopsies 357.  
*Autriche* (Albert et Isabelle d'), 321, 468, 509. — Charles-Quint 468. — Marguerite, archiduchesse d'Autriche 235.  
*Avila* (Balthazar d'), 133.  
 Avocats 330, 521.  
 BACHY 338.  
*Bady*, généalogie 174.  
 Bailliage (Souverain), 41, 58, 61, 88, 490.  
*Baillieu*, généalogie 174.  
*Baillon* (Adrien), 384.



- Balinghem* (Ant. de), 133.  
 Bannières 353.  
 Banquets d'échevins 510.  
*Barbaze* 96, 133.  
*Barbier de La Serre*, généalogie 174.  
 Barbiers 350.  
*Barbieux* (A.), 133.  
*Barge* (Jean), 511.  
*Barrat* (J.), 289.  
 Bâtards 358.  
 Bâteliers 58, 650.  
*Baudouin*, généalogie 20.  
*Bauters* (B.), 455.  
*Bave*, généalogie 174.  
*Bavière* (G.), 133.  
*Bayard*, généalogie 174.  
*Bayart* (I.), 133.  
*Beaucourt* 507.  
*Beaufremez* (de), 238.  
*Beaulaincourt* (Ant. de), 467.  
*Beaumaretz* (de), généalogie 175.  
*Beaumetz* (Thomas de), 507.  
*Beaumont* (de), généalogie 174.  
 BEAUREGARD 60, 115, 121, 539, 624.  
 BEAUREPAIRE 509, 731.  
*Beaussier*, généalogie 175.  
 Beaux-Arts 156, 188, 189, 247, 287, 290, 323, 353, 355, 388, 591, 593, 594.  
 BECQUEREL 622.  
 Béguinages 58, 61, 337, 517.  
*Bellegambe* (F.), 133.  
 Bénéfices ecclésiastiques 127, 133, 193.  
*Berthault*, généalogie 174.  
*Beulque* (Thaddée de), 133, 506.  
*Beuvet*, généalogie 174.  
*Beys* (Christ.), 133, 212.  
 Bibliographies 58, 96 à 99, 114, 122, 214, 237, 341, 364, 407, 451, 494, 503, 533, 549, 703, 746 ; impressions lilloises 129, 133, 325.  
 Bibliophiles 628.  
 Bibliothèques 28, 388, 407 ; Catalogues de bibliothèques privées 96 à 98.  
 Bibliothèque communale 57, 99, 201, 202, 407, 583, 610, 633 ; catalogues d'imprimés 99 ; manuscrits 412, 508, 622, 630 ; incunables 99.
- Bidar* (M.), 133.  
*Bidé*, généalogie 174.  
 Biens Communaux 124, 126.  
*Bigo*, généalogie 20.  
 Biographie, ouvrages généraux 22, 730.  
*Blanchard*, aéronaute 4, 141, 607.  
 Bleuets 266, 443, 513, 539.  
*Blondel*, sr de Verquigneul 133.  
*Bochart de Champigny* 133.  
*Boisleux* (Guill. de), fondation 267, 320.  
 Boissons 661.  
 BONDUES 450.  
 Bonne Maison des Ladres 183.  
 Bonnes Filles 264, 267, 337, 517.  
*Bonnier*, généalogie 174.  
*Bonnières* (Joseph de), 133.  
 Bons Fils 264, 337, 517.  
*Bostica*, généalogie 174.  
 Botanistes 372, 376, 425, 426.  
*Boucher*, médecin 37, 133.  
 Boucheries 58.  
*Boudart* (J.), 133, 428.  
*Boufflers* (Maréchal de), 133, 143, 300, 382, 389, 401, 659.  
 Boulangers 58, 673, 678.  
 Bourgeoisie : Livres de raison 329, 333. Privilèges 273.  
 Bourgetteurs 133, 261, 678.  
 BOURGHELLES 338.  
*Bourgogne* (ducs de), 9, 75, 78, 551. — Jean-sans-Peur 358. — Philippe-le-Bon 218.  
*Bourgogne* (Antoine de), 358.  
*Bourgois*, curé de Saint-Etienne 673.  
*Bourignon* (Antoinette), 228, 506, 552.  
 Burreau 203, 357, 649, 673.  
 Bourse 12, 28, 38, 55, 60, 158, 235, 236, 452, 539, 580. — Législation 224.  
 Bourse commune des pauvres 53, 513, 667.  
 BOUSBEQUE 450.  
*Boutillier*, généalogie 174.  
*Boutry* (Jacques), 144.  
 Braderie 146.  
 Brasserie 30, 58, 61, 133, 219, 424, 622.  
*Bray* (de) 538. Généalogie 175.  
*Breckvelt*, généalogie 174.  
 BREUCQ 449.



- Breughe* (R.), 133.  
*Bridoul* 133, 506.  
*Bridoult*, généalogie 174.  
*Brigittines* 58, 61, 133, 211, 438, 502, 522.  
*Brigode* (de), généalogie 174.  
*Briquet de Bourgogne* 59.  
*Brodeurs* 350, 678.  
*Broide* (de), généalogie 174.  
*Broquelet* 106, 146, 235, 366, 609.  
*Bruay* (Comte de), 133.  
*Brûle-Maison* 146, 204, 213.  
*Brunin*, Société savante, 186, 399.  
*Bryas* (Charles de), 133, 506.  
*Bureau des finances* 58, 90, 133, 225, 723.  
*Bussen* (O.), 507.  
*Cabaretiers* 58, 61, 133, 678.  
*Cahiers de doléances* 88.  
*Caillet* (A.), 455.  
*Caisse générale du Commerce* 181.  
*Calcan* (Nicolas), 133, 416, 520.  
*Calendriers*. Voir *Almanachs*.  
*Caligny* (Hue de), 198.  
*Calvaire* 378.  
*Cambier* 3, 133. Généalogie 175.  
*Cambry* (Jeanne de), 289, 517, 617.  
*Canal de La Bassée* 260, 680 ; *Canal de la Citadelle* ou *Bucquet* 622, 633 ; *Canal des Poissonceaux* 530.  
*Canaux* 58, 531, 612. Voir *DEULE*.  
*Canonniens* 64, 184, 280, 568, 664.  
*Capet* (J.), 507.  
*Capucins* 133, 212, 519.  
*Cardon* 506, 673. Généalogie 174, 175.  
*Cardon d'Avelu*, généalogie 174.  
*Cardon de Garsignies* 507.  
*CAREMBAULT* 450.  
*Carême* 378.  
*Carmes* 58, 133, 240, 311, 333, 452, 506, 522, 614.  
*Carnaval* 146.  
*CARNIN* 450.  
*Carpentier* (J.), 505.  
*Carreaux peints* 315.  
*CARVIN* 338.  
*Castelain*, généalogie 174.  
*Catalogues de bibliothèques* 96 à 99.  
*Cateux* 473.  
*Cathédrale* 308.  
*CATTAERT*, généalogie 101.  
*Caves* 612, 619, 691.  
*Cense du Metz* 333.  
*Céramique* 314, 315.  
*Cercueils* 213.  
*Céréales* 405.  
*Chambre de Commerce* 187, 723 ; *Historique* 252.  
*Chambre des Comptes* 58, 133, 146, 155, 188, 539, 626, 671, 673, 715 à 717, 723, 724.  
*Chamillart* (de), 562.  
*Change* 58, 133, 501.  
*Chapelains de peste* 376.  
*Chapeliers* 678.  
*Chapelles* : *Chapelle des Ardents* 28. *Chapelle de la Citadelle* 60. *Chapelle des Dominicains* 28. *Chapelle du Fort Saint-Sauveur* 60. *Chapelle Notre-Dame de Lorette* 520. *Chapelle Saint-Michel* 133, 515. *Chapelle Saint-Nicolas pour les corporations* 133. *Chapelle Saint-Sébastien à la Cense du Metz* 333. *Chapelle Saint-Sébastien à Saint-Maurice* 133. *Chapelle de Sainte-Barbe* 521. *Chapelle de Sainte-Croix à Saint-Maurice* 133, 333. Voir *Notre-Dame de la Treille*.  
*Chapitre Saint-Pierre* 58, 61, 70, 90, 127, 133, 158, 195, 196, 235, 306 à 308, 334, 342, 351, 353, 406, 452, 456, 459, 492, 499, 505, 507, 516, 624, 633, 673, 681, 701, 721, 723, 738, 740. *Archives* 414. *Armoiries* 335. *Bibliothèque* 201, 492. *Biographies de chanoines* 94, 95. *Cartulaire* 303. *Collège*, voir ce mot. *Documents liturgiques* 304. *Histoire* 305. *Jubé* 114, 133, 516. *Maîtrise* 309. *Manuscrits* 354, 412. *Numismatique* 354, 727. *Reliques* 81. *Tombeau de Louis de Male*, voir *Flandre*.  
*Chapitre de la Toison d'Or* 309.  
*Charitables de Saint-Eloi* 133.  
*Charité générale* 337.  
*Charles de l'Assomption* 133.  
*Charpentiers* 678.  
*Chastanet*, chirurgien 375.  
*Châteaux* : *Château du Buc* 731. *Château de Courtrai* 58, 146, 236, 612, 624.  
*Châtelains* 24, 58, 61, 447.  
*Châtellenie* 232, 287, 338, 386, 444 à 447, 536, 540, 704, 719. *Armorial* 453. *Carte* 280. *Coutumes* 110. *Dénombrement féodal* 276. *Histoire des Communes*



14. Plans et cartes 592, 596. Statistique féodale 49, 450.
- Chatillon* (Gautier de), 136, 506.
- CHAUDE-RIVIÈRE 254.
- Chaudronniers 678.
- Chausseteurs 678.
- Chauwin*, généalogie 174.
- Chavalle*, chroniqueur 145, 510.
- Chemins 58.
- CHÉRENG 450.
- Chirurgie et chirurgiens 114, 137, 133, 250, 373, 380, 649. Histoire 374, 375.
- Choiseul* (Gilbert de), évêque de Tournai 133, 195, 740.
- Chroniques lilloises 28, 142, 167, 379, 510, 526, 623, 695.  
Chronique de Bocquet 26. Chronique de Chavatte et de M. Manteau 145. Voir Livres de raison.
- Cimetières 146, 235, 359, 612. Translation 598.
- Ciriers 678.
- Citadelle 121, 146, 236, 240, 409, 539, 624, 655. Chapelle 60.
- Civoré* (Ant.), 133.
- Clarisses 58, 61, 133, 519 ; Pauvres Claires 134, 363.
- Clément* (Joseph), archevêque de Cologne 133, 512.
- Clergé 57, 184, 448, 452, 489, 505 sq., 564, 597. Armoiries 32, 515. Taxe 514.
- Clergé paroissial 193, 413, 525, 585, 651, 700.
- Clergé régulier 668, 683, 740.
- Clichtove* (Josse), 652.
- Climat voir Météorologie.
- Cloches 378, 520, 597.
- Cointrel* (P.), 100, 133.
- Colettines 519.
- Colisée 146, 584.
- Collège des Augustins 133, 397.
- Collège des Hibernois 133, 513.
- Collège des Jésuites 4, 133, 397, 479, 518, 728.
- Collège des Philalethes. Voir Philalethes.
- Collège Saint-Pierre 133, 507, 516, 702.
- Collèges 58, 61, 612.
- Cologne (archevêque de), voir *Clément*.
- Colson* (G.), 133.
- Comédie, voir Théâtre.
- COMINES 338, 450.
- Commerce 1, 31, 58, 65, 68, 256, 259, 261, 405, 555, 723. Juridiction 112.
- Compagnons du Petit-Frêt 257.
- Comptes 319, 567, 620, 621.
- Concert 133, 398.
- Conciles 307, 654.
- Conclave 624.
- Condé* (prince de), 133.
- Conférences diplomatiques 58, 415.
- Confiscations 58.
- Confraternités spirituelles 514.
- Confréries 58, 133, 622, 723. — Ardents 133. — Miséricorde 235, 598. — Notre-Dame de Lorette, 133. — Notre-Dame du Puy 350, 521. — Notre-Dame du Bon-Secours 133. — Notre-Dame de Bohain 133. — Notre-Dame de Hal 133. — Notre-Dame de la Treille 133. — Rosaire 133, 521. — Sainte-Barbe (Canoniers), 173, 280, 463. — Saint-Eloi 235 et Charitables de Saint-Eloi 597, 598. — Saint-Charles Borromée 133. — Sainte-Face 333. — Saint-François de Sales 378. — Saint-Georges (Arbalétriers), 13. — Saint-Léonard 133. — Saint-Michel (Escrimeurs), 133, 337, 521, 664. — Saint-Sacrement 133, 160. — Saint-Sébastien (Archers), 235, 337. — Sainte-Ursule 133. — Saint-Yves (Avocats), 133, 521. — Trinité 133, 268, 521.
- Connecte* (Th.), 146, 358, 506.
- Conseil ducal 546. — Conseil de Flandre 546. — Conseil de Malines 546. — Conseil privé 546. — Conseil souverain de Tournai 672.
- Corbie* (de), généalogie 174.
- Cordeliers 58.
- Cordiers 678.
- Cordonnier*, généalogie 175.
- Cordonniers 678.
- Cormontaigne* 459. Généalogie 174.
- Corporations 1, 58, 140, 145, 146, 187, 215, 261, 348, 353, 521, 609, 678, 700, 723. Armoiries 32, 139, 333, 482. Fêtes 235. — Préséances 378. — Voir Confréries.
- Corroyeurs 678.
- Costa*, généalogie 174.
- Cotigny*, voir *Brûle-Maison*.
- Couppé* (Ant.), 133.
- Courcelle* (de), 683.
- Courouble* (de), généalogie 175.
- Cours : Bons-Enfants 38. — Gilleson 509. — Petit Heaume 61. — Pourchelet 61. — Vert-Bois 28. — Reproductions de courettes 236.
- Courliers de commerce 224.



- Courtrai* (J. de), 687.  
 Coutumes 58, 80, 523, 541. — Echevinage 115, 133. —  
 Salle de Lille 25, 116, 133. — Commentaire 147,  
 149. — Voir Jurisprudence.  
 Couturiers 597.  
 Couvresseurs 678.  
*Crépy*, généalogie 29.  
 Crieur public 146.  
*Croix* (de), 506, 520. — Fondation Louis de Croix 443.  
 — Croix de Wasquehal 133.  
 CROIX (Nord) 430.  
 Cuir 40.  
 Cuisiniers 678.  
*Cuppre* 133, 506.  
*Cuvillon* 506, 527. — Généalogie 174.  
*Daman* (G.), 455.  
*Dancoisne* dit Le Cocq, généalogie 175.  
*Danel*, généalogie 20.  
*Danezan*, sculpteur 311.  
*Dalhis-Bernard*, généalogie 190.  
*Debièvre* 99, 114.  
*Decroix* 213.  
*Deferrez* 673.  
*Dehau*, généalogie 175.  
*Deleporte* (G.), 455.  
*Delesalle*, généalogie 20.  
*Delescluze*, généalogie 174.  
*Delespaul*, généalogie 174.  
*Déliot*, généalogie 174. — Fondation Hubert Déliot 235,  
 267, 320, 513.  
*Delobel*, généalogie 174.  
*Demasur*, généalogie 175.  
 Démoniaques 350.  
*Denis*, généalogie 174.  
*Denis* (B.), bénédictin 506.  
 Dentelle 261.  
 Dépôt de mendicité 509.  
*Derode* (Victor), 184.  
*Desbarbieux* 133, 412, 506. Généalogie 174.  
*Desbones* (Jean), 350.  
*Desbuissons*, généalogie 174.  
*Descamps* 583, généalogie 20.  
*Desfontaines*, généalogie 175.  
*Desfossez*, généalogie 174.  
*Deslobbes*, généalogie 175.  
*Desmazières*, bibliothèque 407.  
*Desmilleville*, généalogie 175.  
*Desplanque* (Emile), 99.  
*Desqueux*, curé de Saint-Etienne 133.  
*Desruelles* 459.  
*Destré*, médecin 146, 506.  
*Destrez* (Julien), architecte 133, 580.  
*Deswazières* 673.  
 Détailleurs de draps 678.  
 Deuils publics 463.  
 DEULE 38, 61, 138, 260, 344, 432, 625, 650, 693.  
 DEULÉMONT 338.  
*Diedeman* (Affaire), 213, 313, 520. Généalogie 175.  
 Dieu de Marcq 235. — Dieu de Pitié à l'église Saint-  
 Maurice 363.  
 Digue 240.  
 Dime 61, 386.  
*Dinaux* (Arthur), 97 ; bibliographie 214.  
 Diocèse de Tournai 525, 740.  
 Dixième 133, 673.  
 Domination espagnole 312.  
 Dominicaines, voir ABBETTE. — Dominicaines de la  
 Mère de Dieu 333.  
 Dominicains 58, 133, 240, 416, 452, 457, 459, 492, 506,  
 517, 618, 624.  
*Dooms* (F.), 506.  
 DOUAI 43, 45, 47, 153, 154, 338. — Bibliographie 237.  
 Douchet, généalogie 174.  
*Doué* (Martin), 596.  
*Dourez* (V.), 426.  
 Doyens de Chrétienté 61.  
*Dragon*, généalogie 174.  
 Draperie 58, 244, 245, 261, 356.  
*Dregnau* 210.  
 Droit d'arsin 260, 406, 408, 457. — Droit d'asile 358,  
 359, 514. — Droit de chaussée 61. — Droit de colla-  
 tion 514. — Droit du conjoint survivant 251. —  
 Droit de contrebalage 693. — Droit d'eau 558. —  
 Droit d'esterlin 133. — Droit des gens mariés 474.  
 — Droit de hamede 61. — Droit de patronage 536.  
 — Droit de représentation 80. — Droit du seigneur  
 446. — Droit de senne 359, 445. — Droit de soignée  
 673. — Droit de tonlieu 260. — Droit de vengeance  
 220. — Droit de vent 442, 558. — Droit de vinage  
 61, 133.



- Droit, voir Jurisprudence.  
 Droits féodaux 386.  
*Druez* (de), généalogie 174.  
*Du Béron*, généalogie 174.  
*Dubois* (Anne), 133, 502, 522, 631.  
*Dubois de Saint-Venant* 133.  
*Dubosqui* 400, généalogie 174.  
*Du Brulle* (F.), 507.  
*Du Buisson* (P.), 133.  
*Du Bus*, généalogie 175.  
*Ducasses* 89, 235, 536.  
*Du Chambge* 505, généalogie 174.  
*Du Chateau*, généalogie 174.  
*Du Chastel* (C.), 44.  
*Du Forest*, généalogie 174.  
*Dugué de Bagnols* 121. — Mémoires 198, 296.  
*Duhamel* 133, 535.  
*Du Hot*, généalogie 174.  
*Dumortier*, généalogie 175.  
*Dupont* (E.), 557.  
*Du Prez* (D.), 133.  
*Du Priez* (P.), 499.  
*Du Retz*, généalogie 174.  
*Durig*, 212.  
*Dutertre* 455.  
*Dutoit* 575 ; dame des Oursins 505.  
*Dutoit*, sculpteur 547.  
*Du Triez* (R.), 506.  
 Eaux 194.  
*Echevinage* 58, 67, 72, 74, 79, 87, 90, 121, 259, 305, 348, 353, 356, 481, 495, 496, 510, 612, 614, 668, 683. — Coutumes 115. — Ordonnances 133, 603, 605. — Réparation judiciaire à l'évêque de Tournai 352. — Echevinages seigneuriaux 61.  
 Eclairage public 235, 609, 673.  
 Ecoles 695. — Ecoles journalières 320. — Ecole Stap-paert 267. — Ecoles latines 61, 395. — Ecoles dominicales 267, 320, 513. — Ecole des grisons 267. — Ecole des Bapaumes 267, 513.  
 Ecoles académiques 235. — Ecole des Beaux-Arts 170, 290. — Ecole de dessin 388. — Voir Académie.  
 Ecriniers 353.  
 Eglises paroissiales : Saint-André 60, 133, 158, 235, 240, 452, 624, 673 ; chaire 311 ; histoire 208. — Saint-Etienne 133, 146, 157, 158, 160, 235, 377, 452, 469, 505, 520, 597, 598, 673, 690 ; loterie 146 ; statuts 133. — Saint-Maurice 55, 60, 133, 158, 235, 236, 363, 378, 452, 455, 500, 520, 547, 597, 598, 739 ; affaire Diedeman 213, 313, 520 ; ancienne façade 28 ; chapelle du Dieu de Pitié 235 ; livre d'offices 455 ; notice 110 ; orgues 377. — Saint-Maurice des Champs 165. — Saint-Pierre 3, 28, 133, 191, 409, 597 ; suppression de la paroisse 378 ; voir chapitre Saint-Pierre. — Saint-Sauveur 92, 133, 146, 158, 235, 452, 520, 597. — Saint-Vital 133. — Sainte-Catherine 28, 60, 133, 158, 180, 235, 333, 377, 452, 687 ; clocher 38. — Sainte-Marie-Madeleine 60, 133, 156, 158, 235, 236, 293, 452, 520, 597, 673 ; histoire 192.  
 Eglises 28, 58, 61, 145.  
 Egypte (gens de la petite), 350.  
*Elshoecht*, sculpteur 547.  
 Enceinte de la ville, voir agrandissement.  
 Enfants trouvés 337, 348, 357.  
 Enquêtes fiscales 58.  
 Enseignement 186, 235. — Enseignement philosophique 229 à 231. — Enseignement primaire 235, 267, 320, 698. — Enseignement secondaire 235, voir Ecoles.  
 Enseignes 586.  
 Entravestissement 251.  
 Ephémérides 576, 713.  
 Epiciers 215, 370, 678.  
 Epidémies 58, 92, 133, 638 ; voir Peste  
 Epigraphie 377, 452.  
 Epinette (rois de l'), 58, 106, 235, 275, 354, 509, 640, 642.  
 Epingliers 678.  
 Ermites de Saint-Augustin 622.  
 Escrimeurs 146, 521, 664.  
*Espagne* (rois d'), édits 468.  
 Espiers 58.  
*Esquerdes* (maréchal d'), 357.  
 ESQUERMES 133, 571, 670 ; chapelle 8 ; cloches de de l'église 378.  
 Estampes 214.  
 ESTIMAU (rois des), 139, 406, 444.  
 Etainiers 678.  
 Etat civil 612.  
 Etats de Lille et de la Flandre Wallonne 44, 58, 61, 121, 128, 133, 135, 151, 274, 284, 318, 331, 404, 485, 622, 635, 723, 747.  
 Etuves publiques 690.



- Evangéliste 508.  
 Evêché 470.  
 Exécutions capitales 376.  
 Ex-libris 628.  
 Exorcismes 211, 438.  
*Expilly* (d'), 140, 246.  
 Factums judiciaires 114.  
 Faïenceries 314.  
 Faisan (Vœu du), voir Vœu.  
*Farez*, généalogie 174.  
*Farracques*, généalogie 174.  
*Fasse*, généalogie 174.  
*Fauchille*, généalogie 20.  
*Faucompret* (de), généalogie 174.  
 Fauconniers 357.  
*Faulconnier*, généalogie 175.  
*Faulconnier* (G.), 673.  
 Faux monnayeurs 723.  
*Favier*, bibliothèque 96, 516.  
 Femmes, condition juridique 54, 71.  
 Ferme de Louis XIV, 235, 409.  
 Fermes 58, 133, 601, 604.  
 FERRAIN 450.  
*Fervacques* 506.  
 Fêtes 106, 140, 168, 391, 583, 518, 564, 609, 700 ; anniversaires royaux 133. — Canonisation de Saint-Jean de La Croix 172. — Fête de l'Épinette, voir Épinette. — Fête des Fous 235, 260, 309, 391, 393, 403, 500. — Fête des Innocents 235, 309, 403, 509. — Fête des Oiseaux 235. — Fête de Saint-Crépin 146, 235. — Fête de Saint-Hubert 146. — Fête de Sainte-Barbe 235.  
*Feutry* 133, 535.  
 Feux d'artifice 133.  
 Feux de la Saint-Jean 347.  
 Fiefs 58.  
 Filature de coton 326.  
 Filles repenties 264.  
 Filterie 205, 261, 521, 678.  
 FINS 633, 634.  
 Fisen (B.), 133.  
 FIVES 452, 632, 673. — Eglise Notre-Dame 491 — Ferme de Louis XIV 235, 409. — Prieuré 61, 195, 299, 515.  
 Flamande (Langue), 159.  
*Flamen* (Pierre), 133.  
*Flament* (P.), 403.  
 FLANDRE : Archives 155. — Châtelain 24. — Commerce 256. — Connétable 46. — Draperie 244, 245. — Géographie 23. — Histoire 340, 743. — Intendants 27, 387. — Jurisprudence 25, voir Coutumes. — Mémoires des intendants 198, 296. — Placards 550. — Régime financier 626. — Réunion à la France 197. — Sénéchaux 46. — Souverain Bailliage, 566. — Transport de Flandre, 200.  
 FLANDRE (comtes de). — Baudouin V, tombeau 324. — Gui de Dampierre 286. — Jeanne de Constantinople 327, 418. — Louis de Male 309, 466, 614 ; tombeau 235, 324, 487, 492, 516, 547, 591. — Marguerite 286 ; obsèques 358. — Thierry et Philippe d'Alsace 113.  
 FLANDRE (Comtes de) : Cartulaires et registres 113, 465, 466. — Histoire 419.  
 FLANDRE WALLONNE 128, 367, 489. Clergé 448. Domination française 153. — Etats, voir ce mot. — Gouverneur 42. — Institution 121. — Industrie 117.  
*Flandres* (de), généalogie 174.  
 Foire 58, 146, 260.  
 Folklore 205, 358, 735.  
 Fondateurs 352. — Fondateurs de cuivre 353.  
 FONTAINE (de), généalogie 174.  
 Fontaine au change 28, 146. — Nouvelle Fontaine au change 292.  
 FONTAINE DELSAUX 714.  
 Fontaines publiques 690.  
*Fontanier* 146.  
 Forestiers de Flandre 48, 526, 643.  
 Fort Saint-Sauveur 60, 236 ; chapelle 689.  
 Fortifications 58, 105, 146, 235, 236, 240, 569.  
 Fourches patibulaires 61.  
*Fourmestaux* (de), généalogie 174, 271.  
 FOURNES 338.  
 FRANCE : Commerce 256. — Droits de souveraineté 232, 287.  
 FRANCE (rois de), 259, 277. — Charles VI, 557. — Jean le Bon 349, 351. — Philippe le Bel 200, 283. — Louis XIV, 105, 121, 125, 133, 197, 403, 658 ; séjour à Lille en 1670, 649, 741 ; voyage à Lille en 1680, 133, 213 ; ferme dite de Louis XIV, 235, 409. — Louis XV, 120, 133, 516 ; entrée à Lille en 1745, 133.  
 Franches vérités 444.  
 Franciscains 58, 133, 452.



- Franc-Maçonnerie 723. Voir Philalethes.  
*François*, dominicain 506.  
*Franquet*, généalogie 175.  
*Franqueville* (de), généalogie 175.  
*Frans* 455 ; généalogie 174.  
*Fremaur* 210, 459 ; généalogie 273.  
 Frères mineurs 50.  
 Frippiers tapissiers 678.  
*Fruict*, généalogie 174.  
 Fruitiers 678.  
 Futailleurs 678.  
 Gage contractuel 149.  
 Gantiers 678.  
*Gantois* (Jean), 279.  
 Gardes orphènes 478.  
*Garnison* 58, 90, 577 ; 43<sup>e</sup> infanterie 553.  
 Généalogies 20, 21, 29, 46, 101, 169, 174, 175, 176, 178, 179, 190, 270 à 273, 278, 328, 476, 684, 685, 694.  
*Gentil-Descamps*, collections 407, 435.  
*Gherbode* (Charles), 506.  
*Gheuiet* (Georges de), 146.  
*Giélee* (Jacq.), 210, 322, 506.  
*Gien* (Baudouin de), 506.  
*Gifford* (Guill.), 507.  
*Gilleman*, généalogie 174.  
*Gilles*, généalogie 175.  
*Godefroy*, collections 99, 297, 630. — Généalogie 297.  
*Godefroy-Ménilglaise* 99, 407.  
*Godin* (Gaspard), 506.  
*Godscalk* (Ignace), 133.  
*Gæthals* (Henri), prévôt de Saint-Pierre, 342.  
*Gombert*, architecte 146, 212.  
 GONDECOURT 212, 338.  
 Gorliers 678.  
*Gosselin*, géographe 574.  
*Gossiaux* (André), 379.  
*Gossen*, généalogie 174.  
*Goudeman*, généalogie 174.  
 Gouvernance 58, 61, 88, 90, 114, 133. — Juridiction criminelle 459. — Office de depositaire 673. — Privièges 490, 602. — Gouverneurs 61, 119, 362, 387, 612.  
 Gaignards d'apothicaires 376.  
 Grains, commerce 405.  
 Graissiers 678.  
 Grand'garde 28, 236.  
 Grand magasin 133.  
 Grand Marché 235.  
 Grand'Place 28, 343, 633.  
 Graveurs 214.  
*Grébert*, jésuite 518.  
 Grossiers 678.  
*Grumset* (G.), 133.  
 Guet 614.  
 Guides 83, 255, 302, 430, 595, 720, 733.  
*Guidin* (Nicolas), 177.  
*Guilbaut* (Gui), 332.  
*Guines* (Lambert de), 457.  
*Guise* (duc de), passage à Lille 379.  
*Haemus* (F.), 506.  
*Haffrenghes* (d'), généalogie 174.  
 Hagiographie 460.  
 HAINAUT, successions 217.  
 Halle échevinale 28, 316, 355, 492, 539 ; Chapelle 510.  
 Halles 260.  
 HALLUIN 338, 450.  
*Halluin* (Georges d'), 412.  
*Hangouart* (d'), 238, 469. — Généalogie 174. — Fondation 58.  
*Hannecart*, généalogie 174.  
 Hanse commerciale 58, 65, 68, 187.  
 Hanse (comtes de la), 622.  
 Hardy (Veuve), 505.  
*Haschaert* (Pierre), médecin astrologue 506.  
*Haubersart* (d'), généalogie 175.  
 HAUBOURDIN 338, 450.  
*Haulteville* (Pierre), dit le Prince d'Amour, 50, 360.  
*Hautin* (Jacq.), 133.  
*Haynin* (d'), 406.  
*Hennotelle* (Ange), 133.  
*Henry* (Pierre), 133, 431.  
*Henry*, généalogie 174.  
 Hérésie 58, 239, 269, 359, 505, 514.  
*Herreng* (Pierre), 455.  
*Herreng*, généalogie 175.  
*Herrent*, jésuite 506.  
*Hertes*, généalogie 174.



- Hespe*, généalogie 174.
- Hesseln* (Robert d'), 140.
- Hibernois, voir Collège.
- Histoire générale de Lille 184 (Derode) : 259, 261 (Flammermont) ; 497 et 744 (Montlinot) ; 606 (Regnault-Warin) ; 641 (Rosny) ; 647 (Saint-Léger) ; 697 (Tiroux) ; 718 (Van Hende). — Institutions 79, 682. — Histoires de Saint-André 208, d'Esquermes 670, de La Madeleine 192, de Saint-Pierre de Lille 305, de Wazemmes 657, de Notre-Dame de Fives 491. — Travaux de vulgarisation 82 (Bru-neel), 104 (Chon).
- Histoire littéraire 416.
- Hôpitaux et Hospices 58, 61, 158, 184, 351, 353, 528, 608, 676, 713, 740. — Archéologie 132. — Pré-bendes 511. — Hôpitaux militaires 380. — Hôpital militaire 236, 264, 608, 624, 673.
- Hôpitaux et Hospices : Bleuets ou Bapaumes 264. — Bleuets, voir Orphelinats. — Charité 60, 108, 133, 162, 163, 226, 264, 337, 452. — Comtesse 60, 133, 163, 206, 236, 240, 333, 337, 417, 437, 442, 452, 492, 511, 528 539, 547. — Conception ou Bleuets 109, 133, 264, 267, 511. — Gantois 18, 60, 133, 142, 206, 236, 310, 337, 378, 452, 528, 745. — Général (Hôpi-tal) 60, 133, 337, 378, 511, 528, 608. — Grimaretz 264, 337, 511. — Invalides 133, 264, 337. — Mar-thes 264, 337. — Saint-Esprit 109, 133, 264, 337. — Saint-Jacques 133, 264, 337. — Saint-Joseph ou Incurables 264, 337, 511, 631. — Saint-Julien 264, 337, 347, 349, 354, 511. — Saint-Louis 380. — Saint-Nicaise 264, 337, 463. — Saint-Nicolas 133, 264, 337, 463, 511. — Saint-Sauveur 60, 92, 133, 146, 206, 236, 327, 337, 380, 452, 511, 528, 608. — Sainte-Catherine ou Vieillettes 264, 337, 511. — Sainte-Elisabeth ou Béguinage 264. — Stappaert 60, 133, 235, 267, 337, 511, 528, 608. — Trinité 264, 337. — Vieux Hommes ou Saint-Charles Borromée 264, 337.
- Horistes 514, 520.
- Horlogerie 348.
- Horticulture 572.
- Hôtels : Antoing 61 ; Beaurepaire 60, 539 ; Chambre des Comptes 188 ; Gouvernement 389 ; Lombard 539 ; Mailly 539 ; Monnaie 114, 199, 514 ; Nou-velles Boucheries 539 ; Poterne 61, 539 ; Sou-bise 61. Voir Bourse, Halle, Maisons.
- Hôtel de ville 236 ; voir PALAIS RIHOUR.
- HOUPLIN 338.
- HOUPLINES 358.
- Houzé de l'Aulnoit* généalogie 328.
- Hoyqueslot*, généalogie 174.
- Huchon* (Jean), 133.
- Humières* (d'), 362, 475.
- Huvino*, généalogie 174.
- Hygiène 146, 663.
- Iconographie 214.
- Ignace* de Saint-Pierre 133.
- Imbert* (Jacques), fondation 266. — Imbert de La Pha-lecque 133, 238, 506.
- Immaculée conception 673.
- Impôts 133, 386 ; Impôt sur le revenu 318.
- Imprimerie 96 à 99, 129, 133, 416, 440, 508 ; Biblio-graphie Danchin 133 ; Bibliographie Houdoy 325.
- Incendies 146, 510, 614, 666.
- Indulgences 133, 673.
- Industrie 117, 146, 187, 216, 559, 644, 645, 646 ; his-toire 261 ; industrie rurale 261, 386.
- Infanterie (43<sup>e</sup> d'), 553.
- Ingénieurs 353.
- Ingiliard, généalogie 174.
- Inhumations 522.
- Inquisition 359.
- Intendance 27, 121, 387. — Mémoires des Intendants de Flandre 198, 296.
- Interdits 514. Voir *Diedeman*.
- Inventaires d'artillerie 58, 567.
- Jacobs d'Hailly* 133, 588.
- Jacops*, généalogie 174.
- Jansénisme 195, 506.
- Jardin botanique 100, 133.
- Jean de La Croix*, voir Saint-Jean de La Croix.
- Jésuites 85, 133, 240, 357, 397, 452, 479, 512, 518, 557, 737. Voir Collège.
- Jésus flagellé 133.
- Jetons, voir Numismatique.
- Jeux 146 ; Cartes 347 ; Dés 58. — Jeux populaires 205, 357.
- Jocquet* (J.), 702.
- Joueurs de barre 352.
- Journaux 2, 6, 439, 609.
- Jours fériés de l'échevinage 510.
- Joutes 358.
- Jovenel* (G.), 285.



Joyeuses entrées 347, 391. — Joyeuse entrée d'Albert et d'Isabelle 321, 509.

Jubilé 333.

Juridiction 58, 61, 259, 444, 463, 495, 546. — Juridiction consulaire 112, 133, 384. — Juridiction criminelle 146, 203, 480, 546, 723. — Juridiction ecclésiastique 514, 542, 651. — Juridiction gracieuse 478.

Jurisprudence 71, 72, 79, 80, 253, 319, 384, 408, 421, 444 à 446, 523, 546. — Coutumes 25, 76, 115, 116, 541. — Thèses de doctorat et travaux juridiques servant de commentaires aux coutumes de Lille et de la Flandre 54, 107, 112, 124, 126, 147, 149, 217, 219, 220, 251, 294, 365, 381, 473, 474, 478, 481, 495, 542, 558, 613, 636, 639, 706, 709. — Ordonnances et règlements du Magistrat 224, 600 à 605. — Lettres patentes et édits 468, 550, 672. — Voir Droit.

Kermesse 35

LA BASSÉE 338.

*La Bassée* (Bonaventure de), 506.

*Labbe* (C.), 377.

*La Chapelle de Ruppilly* 409.

*La Chaussée* (de), généalogie 174.

*Lacteur* (Jean), 507.

*La Fons Melicocq*, bibliographie 346.

*La Fonteyne* (de), généalogie 174.

*La Frezelière* (de), 622.

*Lafuite* 99.

*Lagache*, généalogie 174.

*La Grange* (de), généalogie 175.

*Laguerre* (M<sup>lle</sup>), 140.

*La Haye* (de), 133, 406 ; généalogie 174.

*La Haye* (s<sup>r</sup> de), 444.

Laines 261.

LA MADELEINE-LEZ-LILLE 571.

*Lambelin*, généalogie 174.

LAMBERSART 450.

*Lamelin* (Eug.), 133.

*Landri* (Godefroi de), 507.

LANNOY 450.

*Lannoy* (de), 260, 455, 505, 578 ; généalogie 174.

*La Porte* (de), 133 ; généalogie 174.

*La Rue* (François de), 133.

*La Tannerie* (de), généalogie 272.

*Laurent* (L.), 133.

*La Vichte* (Georges de), 506.

*Le Barbier*, généalogie 175.

*La Barre* (Jean de), chroniqueur 379.

*Le Blancq* (Alexandre), 412, 560. — Guillaume 715.

*Le Borgne* (Pierre), 210.

*Le Boucq*, généalogie 175.

*Le Cambe* (Jean de), 236, 506.

*Le Camps*, généalogie 175.

*Lecat* 511. — Généalogie 174.

*Leclercq* 133, 455, 507.

*Le Cocq* (Hugues), 95.

*Lecomte* 133, 329.

*Leducq* 133.

LEERS 450.

*Lefebvre-Delattre*, généalogie 174

*Lefebvre d'Orval* 118, 562.

*Le Flie* (Jean de), 455.

*Le Gay*, généalogie 174.

*Légillon* 133.

Légitimations 277.

LE GLAY (D<sup>r</sup>), Bibliographie 407.

*Le Gros* (P.), 358.

*Legroux* (Jacq.), 133, 508.

*Leleu*, généalogie 174.

*Le Machon*, généalogie 174.

*Lemaire* (Emile), 99.

LE MAISNIL, fief à Fives 673.

*Le Maistre* 133 ; généalogie 174.

*Lemayeur*, généalogie 20

*Le Melan* (Pierre), 142.

*Lemille* (Georges), 99.

*Lemonnier* (Pierre), 133, 357, 506, 582.

*Le Monnoyer* 406.

*Lencquesaing* (de), généalogie 174.

*Lenglart*, généalogie 174.

*Le Noir* (J.), 133.

*Lens*, peintre 593.

*Le Peletier de Souzy* 121, 198.

*Lepez*, généalogiste 3, 506.

Lepippre 506 ; généalogie 174.

Léproseries, voir Maladreries.

*Le Roux de Fauquemont* 146.

*Le Roy* 133, 506.



- Le Saffre* (J.), 133.  
*Lescurie* (Jean de), 133, 515.  
*Lespagnol*, généalogie 174.  
*Lespinard* voir *Paris*.  
 LESQUIN, 338, 450.  
*Lestiboudois* 133, 372, 376 ; Bibliothèque 407.  
*Le Tenre* (G. de), 133.  
*Le Théry* 279.  
*Le Thierry* 459 ; généalogie 174.  
*Levasseur* 535. — Jean Levasseur 123, 376.  
*Libert*, généalogie 174.  
*Liébert* 507.  
*Lin* 261.  
 LINSELLES 338, 450.  
*Lippens* 505 ; généalogie 174.  
*Lisle* (de), généalogie 174.  
 Liturgie 11.  
 Livre Roisin 76, 80, 253, 319, 510.  
 Livres de prières 333.  
 Livres de raison 329, 333.  
*Lobel* (Mathias de), 376, 425.  
 Loi, renouvellement 612.  
 Lombards 58, 498.  
 LOMME 338.  
 Loos 450. — Abbaye 61.  
*Lorthioir* (Pierre), 722.  
 Loteries 133, 146, 357, 377, 614.  
*Louchart* (J.), 716 ; fondation 513.  
*Louis XIV* et *Louis XV*, voir FRANCE.  
*Louvois* 105.  
*Loyola* (Ignace de), 518.  
*Luxembourg* (Jean de), châtelain 276.  
*Lydéric* 16, 146, 526, 634, 643.  
*Machon* (Pierre), 687.  
 Maçons 678.  
*Macquart*, bibliothèque 407 ; généalogie 476.  
 Madelonnettes 264, 513.  
*Madre* (de), généalogie 174.  
*Madrys* (de), 198.  
 Magié 133.  
 Magistrat voir Echevinage.  
*Mahieu* (Gustave), 99.  
*Maillart*, abbé de Clairmarais 506.  
*Maillotte* (Jeanne), 146.  
 Mainferme 381.  
 Maisons 158, 236, 402, 452, 462, 575. — Arbalétriers 539 ; Beau Soleil 573 ; Blanches Robes 58 ; Chevalier vert 223 ; Gilles de Le Boe 60 ; Marteau d'or 223 ; Saint-Thomas de Cantorbéry 213 ; Sainte-Anne ou Noble Famille 264 ; Temple 58 ; Maison des Bonnes Filles 58 ; Maison des Bapaumes 337 ; Maison Forte 337, 509 ; Maison des Quatre Fils Aymon 539 ; Maison des Vieux Hommes 539 ; Maison du Griffon 539 ; Maison du Bras-d'Or, 539 ; voir Hôtels.  
 Maladreries 61, 183, 264, 337 ; épreuves de ladres 349 ; statuts 420. — Maladrerie de Cantelou 58, 183 ; de La Madeleine ou du Pont de Marcq 183, 264 ; de la rue des Malades 511.  
*Malatiré*, généalogie 174.  
*Manare* (Maximilien), 507.  
 Manneliers 678.  
*Manteau* (Mahieu), 145.  
 Manufactures 314.  
 Marais 126, 421.  
 Marches historiques 213, 707, 732.  
 Marché aux poissons 28.  
*Mariaval*, généalogie 174.  
 Mariniers 58.  
*Marlot* (Guill.), 133.  
 MARQUETTE 61, 450.  
*Mas*, généalogie 175.  
*Massiet*, généalogie 174.  
*Masurel*, fondation 133, 235 ; généalogie 21.  
*Mathon* (A.), 133.  
*Maubeuge* (Jean de), 614.  
*Maubus* (Ferdinand de), 133, 212, 412, 506.  
 Mauvais gré 147.  
 Médecine 250, 599, 609.  
 Médecins 133, 140, 146, 288, 350, 371, 376, 380, 506, 638 ; médecins des pauvres 248.  
*Meersman* (Louis), 133, 506.  
 MÉLANTOIS 450.  
*Mélino*, blasons 333, 521, 524.  
*Melun* (Louis de), 492.  
 Mendicité 377.  
 Menestrels 348, 350, 393.  
 Menuisiers 678.



- Merciers 678.  
*Méry de Montigny*, généalogie 174.  
 Mesures 679.  
 Météorologie 36, 37, 194, 510, 660.  
 Métiers 735.  
*Meunynck* (de), généalogie 169.  
 Mi-Carême 509.  
*Miélot* (Jean), 412, 505, 507, 543.  
*Miette* 353.  
 Milices 184, 622.  
 Minimes 61, 114, 133, 240, 506, 522.  
 Miracles 459, 516, 673.  
*Miroul*, généalogie 174.  
*Mollet* (Fr.), 133.  
 Monnaies 58, 133, 219, 356, 501. Hôtel des Monnaies 114, 199, 514. Voir Numismatique.  
 Monopoles : Alcool 262 ; Brasserie 622.  
 Mont-de-Piété 58, 133, 235, 240.  
*Montlinot* (de), 136, 497, 507, 744.  
*Montmonier* (de), généalogie 174.  
*Montmorency* (Nicolas de), 522.  
 Monuments commémoratifs 140 ; monument Boufflers 143.  
 Monuments historiques 60, 158. Voir archéologie ; voir objets mobiliers.  
*Morel*, horiste 598.  
*Morel* (Jacques), 379.  
*Mortagne* (Henri de), dit d'Espierre, 42.  
 MOTTE-MADAME 58, 182, 634.  
*Moucque*, généalogie 174.  
 Moulins 61, 236, 558. — Moulin du Château 692. — Moulins à vent 146.  
*Mourcou*, généalogie 175.  
*Mousson*, généalogie 174.  
*Mouton*, généalogie 174.  
*Muette* 505 ; généalogie 174.  
 Musée 28, 323, 452 ; catalogues 616. — Musée archéologique 729.  
 Musique 388, 393, 396, 398.  
*Muyssart* 560 ; généalogie 174.  
*Nassez* 463.  
 Navigation 260.  
*Necker* (de), 376.  
*Nicole*, généalogie 174.  
 Noble Famille 133, 264, 265, 337, 513 ; preuves de noblesse 178.  
 Noble Tour 28, 58, 60, 146, 158, 434, 689.  
 Noblesse 58, 334, 368, 489.  
*Noiret de Saint-Antoine*, généalogie 174.  
*Nomis*, voyage 240.  
 Noms de lieu 570.  
 Notaires 63, 258 ; notariat 534.  
 Notre-Dame : des Affligés 556 ; des Ardents 515, 556 ; d'Assistance 556 ; d'Aunay 690 ; de Bohain 133, 687 ; de Bon Secours 133 ; de Consolation 133, 222, 441, 515, 556, 629, 673 ; d'Esquermes 484 ; de Hal 133 ; de Lorette 133, 556 ; de Miséricorde 556 ; de Réconciliation 8, 60, 133, 452, 518, 556, 737 ; du Rosaire 556 ; des Sept-Douleurs 333, 556, 597 ; de Tongres 556.  
 Notre-Dame-de-la-Treille 38, 61, 207, 308, 310, 453, 516, 556, 563, 673, 701, 723, 738 ; Confrérie 133 ; chasse 333 ; iconographie et bibliographie 590. Tombeau de Louis de Male, voir FLANDRE.  
 Nouveaux acquêts 58.  
 NOUVELLE-AVENTURE 28.  
 NOVELLES-LEZ-SECLIN 338, 450.  
 Numismatique 4, 122, 170, 171, 212, 351, 354, 561, 710, 711, 721 à 727, 729 ; jetons 213, 348, 351. Voir Monnaies.  
*Obert* 130, 133 ; généalogie 174.  
 Objets mobiliers 60, 132, 158, 162, 163, 687, 688, 690, 708.  
 Occupation anglaise 58.  
 Occupation hollandaise 241, 341, 403, 483, 506, 658.  
 Occupation de Louis XIV 312.  
 Officialité 651.  
 ORCHIES, vassaux 51.  
 Ordo diocésain 525.  
 Ordonnances et édits 468, 550, 672 ; Ordonnances du Magistrat 224, 600 à 605.  
 Ordres mendiants 359.  
 Orfèvrerie 353, 514.  
 Orgues 377.  
*Orléans* (Charles d'), rançon 358.  
 Orphelinats : Conception des Bonnes Filles 264, 267 ; Présentation N.-D. 264, 267, 337, 686 ; Orphelinat de La Grange ou Bleuets 58, 267, 337, 380.  
*Oudegherst* (Pierre d'), 136.  
 Ours 358.  
*Pacy* (Marie de), 289.



- Paele* 99 ; Nécrologie 532.  
 Pain 405.  
 Palais de Justice, fouilles 70.  
 Palais de La Salle 624.  
 Palais Rihour 12, 28, 38, 55, 58, 59, 60, 69, 158, 236, 240, 260, 492, 624.  
 Paléographie 260.  
*Palinod* de Caen 300.  
*Palisot de Beauvois* 376.  
*Panckoucke* 103, 133, 439, 506.  
*Papeus* (Cornélius), 133.  
*Parent* 133, 506.  
*Paris de l'Espinard* 1, 4, 141, 436, 439.  
 Parjuré 235.  
 Parlement de Flandre 546, 672.  
 Parlement de Paris 546.  
*Parmentier* 174.  
 Paroisses 413, 472 ; délimitation 378. Voir Eglises.  
 Patois 148, 422.  
 Pauvres 348. Voir Assistance.  
 Pauvres Claires. Voir Clarisses.  
 Paveurs 678.  
 Paysans 386.  
 Peigneurs de laine 678.  
 Peine de mort 203, 480.  
 Peintres, statuts 678.  
 Peintres verriers 347.  
 Pélerinages 358, 515, 687 ; pénalités 352.  
*Penguet* (Guill.), 133.  
 Pénitentes 519.  
*Percourt*, généalogie 174.  
 Perruquiers 146.  
 Peste 92, 133, 146, 359, 376, 511, 598, 737 ; traité 361.  
*Petit*, généalogie 175 ; Augustin 673 ; Gilles 146, 561.  
 Petit-Frère 257.  
*Petitpas* 506 ; généalogie 174.  
 PÉVÈLE 450.  
 Pharmacie 673 ; histoire 369.  
 Pharmacopée 133, 376, 544.  
 Philalethes 34, 186, 439, 510, 609, 712.  
*Philippe le Bel*, voir FRANCE  
 Philologie 680, 682.  
*Phinaert*, voir Lydéric.  
 PICARDIE 549.  
*Piétin* (F.), 136.  
 Placards 114, 550.  
 Places, voir Rues.  
*Plaetvoet*, généalogie 174.  
*Plaisant*, généalogie 175.  
 Pians 66, 73, 236, 280, 592, 705.  
 Plaques de cheminée 389, 589.  
 Plat Pays 645.  
 Plessier (M.), 507.  
 Plombs des Innocents 725, 727.  
 Plombiers 678.  
 Plommés 351.  
 Poids et mesures 58, 133, 185, 219, 679.  
 Poissonniers 58, 678.  
*Pollet* 133.  
 Pompes funèbres 213.  
 Pont de l'Arc 28.  
 Pont de Fins 260.  
 Population 58, 146, 300, 736.  
 Porcelaine, fabrique 314.  
*Porrata*, généalogie 174.  
 Portes : 61, 158 ; Citadelle 38 ; Fives 236, 689 ; Gand 60, 236 ; La Barre 28, 236 ; Paris 28, 38, 55, 60, 146, 171, 235, 298, 492, 579 ; Roubaix 12, 38, 60, 235, 236 ; Saint-Pierre 28, 111, 236, 624 ; Tournai 236.  
 Portions ménagères 126, 421.  
 Postes 540, 696.  
 Potiers 678.  
*Potteau*, généalogie 174.  
*Pottiers*, généalogie 174.  
*Poucques* (de), généalogie 174.  
 Pouillé du diocèse de Tournai 472.  
*Poulle*, généalogie 174.  
*Pourchez* (F.-C.), 583.  
*Pourré* (S.), 506.  
*Poutrain* (J.-A.), 133.  
 Prédicateurs 359, 459.  
 Presse, voir Journaux.  
*Pressy* (R. de), 455.  
 Prêts au souverain 58.  
*Prevost* 350 ; généalogie 20.  
 Prévôté 58 ; prévôté d'Esquermes 133.  
 Prince d'Amour 391, 400.



Prisons 58, 690 ; prison Saint-Pierre 28.  
 Privilèges 58, 213, 345. — Privilège de non confiscation 239, 319.  
 Prix de la vie 661.  
 Processions 4, 35, 58, 106, 133, 145, 184, 213, 235, 257, 260, 350, 358, 378, 390, 463, 500, 512, 565, 597, 627, 701, 737.  
 Protestantisme 74, 241, 281, 282, 285, 538.  
 Prus 506 ; généalogie 175.  
 Puissance paternelle 365.  
 Puy Notre-Dame 392, 394.  
 Quarre-Reybourbon 98, 598.  
 Quecq, généalogie 174.  
 QUESNOY-SUR-DEULE 450.  
 Rache (de), imprimeur 508.  
 Raffinerie de sel 575.  
 Raimbert 507.  
 Ramery, généalogie 174.  
 Rasoir (Jean), 642.  
 RASPICK 212, 264, 509.  
 Réalle 695.  
 Récluses 180, 517, 617.  
 Récollets 133, 236, 492, 522, 624 ; inventaire de tableaux 323.  
 Rédemption des captifs 3, 133.  
 Réforme, voir Protestantisme.  
 Refuges d'abbayes 61, 514 ; refuge de Loos 462.  
 Regnault, généalogie 174.  
 Reliques 81, 157, 514, 518, 520, 597, 673.  
 Remparts, voir Fortifications.  
 Renard, généalogie 174.  
 Rennart (Michel), 133.  
 Rentes classées par rues 61.  
 Réparations judiciaires 406.  
 Repos dominical 510.  
 Retrait lignager 133.  
 Retraits 294.  
 Révolution 164 ; Cahiers de doléance 88.  
 Révolte 58.  
 Reynart 133.  
 Ricard 133, 376.  
 Richard, dominicain 506, 673.  
 Ricourt, généalogie 174.  
 RIEZ DE CANTELEU 511 ; lieu de santé 264.

RIEZ DE LA MADELEINE 58.  
 Rigaux, nécrologie 634.  
 Rigby 673.  
 RIHOUR, voir Palais Rihour.  
 Ringuier, généalogie 174.  
 Rivières 58, 531.  
 Roi des Ribauds 352, 358.  
 Roi des Sots 391.  
 Rois des Estimau, voir Estimau.  
 Roisin (Jean), 76 ; voir Livre Roisin.  
 RONCQ 450.  
 Ronquier (de), généalogie 174.  
 Rosaire, voir Confréries.  
 Rosendal (de), généalogie 174.  
 ROUBAIX 338, 450.  
 Roubaix (de), généalogie 175.  
 Roubaix (s<sup>e</sup> de), 449.  
 Rousée (G.), 133.  
 Rouvroy, généalogie 174.  
 Royal-Vaisseaux 553.  
 Rues 58, 61, 87, 423, 452, 530, 539, 554, 597 ; appellations 146, 484 ; historique 19, 402.  
 Rues, places et quais : Abbaye de Loos 462 ; Angleterre 213, 462, 539 ; Arts 539 ; Ban-de-Wede 462, 539 ; Barre (la) 38, 441, 539, 632 ; Basse 539 ; Baingnerie (la) 539 ; Basse-Deule (quai) 12, 146 ; Bourse (la) 12 ; Bois Saint-Etienne 223 ; Canoniers 539 ; Chats-Bossus 462, 539 ; Coquelets 539 ; Courtrai (faubourg) 146 ; Curé Saint-Etienne 539 ; Doudin 462, 539 ; Esquermoise 38, 462, 520, 539, 632 ; Fives 146, 462, 539 ; Frères mineurs 462 ; Gand 146, 539 ; Gien 462 ; Grande-Chaussée 146, 462 ; Grande-Place 539 ; Guinguants, (place des 223 ; Hôpital militaire 539 ; Jardins 539 ; Hamerie (la), 462 ; Lepelletier 223, 539 ; Manneliers 539 ; Monnaie 12 ; Malades 462, 575 ; Molinel 378, 462, 575 ; Neuve 433, 539 ; Nicquet 146 ; Négrier 539 ; Oyers 223 ; Palais Rihour 12, 539 ; Paris 12, 60, 146, 433, 539 ; Pont-Neuf 539 ; Postes 462 ; Prêtres 462 ; Princesse 539 ; Reigneaux (place des) 146, 633 ; Robleds 462 ; Roubaix 12, 146, 539 ; Royale 539, 631 ; Ruault (square) 539 ; Saint-André 146 ; Sainte-Catherine (terrasse) 539 ; Saint-Etienne 509 ; Saint-François 539 ; Saint-Martin (place) 12, 60, 61, 146, 462, 539 ; Saint-Maurice 462 ; Saint-Pierre 462 ; Saint-Sauveur 146, 205, 462, 539 ; Sept-Sauts 223, 539 ; Suaires 223, 462, 539 ; Tanneurs 462 ;



- Théâtre (place du) 28, 223, 236, 292 ; Tournai 146 ;  
 Trou Madame 462 ; Urbanistes 38, 539 ; Vieille-  
 Comédie 539.
- Ruffault*, généalogie 270.
- Sacrilèges 212, 514.
- Sages-femmes 373.
- Sailly* (de), généalogie 174.
- Saint-André, voir Eglise.
- Saint-Antoine de Padoue* 597.
- Saint-Charles Borromée*, confrérie 133.
- Saint-Eloi*, culte à Saint-Maurice 133.
- SAINT-ETIENNE 240, voir Eglise.
- Saint-Hubert* 333, 458.
- Saint-François-Xavier* 518.
- Saint-Gilles* 378.
- Saint-Homobon* 597.
- Saint-Jean de La Croix* 133, 172, 597, 614.
- Saint-Lazare* (Chevaliers de), 300.
- SAINT-MAURICE, voir Eglise.
- Saint-Michel*, voir Confrérie.
- SAINT-OMER 549.
- Saint-Pierre*, voir chapitre Saint-Pierre ; voir Eglises.
- SAINT-SAUVEUR, voir Eglise ; quartier 5, 145.
- Saint-Thomas de Cantorbéry* 3, 213.
- Saint-Vital*, voir Eglises.
- Saint-Yves*, voir Confrérie.
- Sainte-Ruffine*, translation 133.
- Sainte-Catherine*, voir Eglises.
- Sainte-Marie-Madeleine*, voir Eglises.
- Saladin* (B.), 133.
- Salaires 145, 661.
- Salle de la Comédie 393.
- Salle de Lille 49, 58, 61, 602 ; coutumes 116.
- Salle Peterinck 146.
- Salle de spectacles 58, 236.
- Sallenghe* (P.), 547.
- Salmon* 133, 376.
- Santé publique 248, 249.
- Sapeurs pompiers 233.
- Savary* (de), généalogie 174.
- Savetiers 678.
- Sayetterie 58, 133, 261, 678, 709.
- Sceaux 166. — Sceau de Lille 39.
- Schellem* (H.), 133.
- Schérer*, généalogie 174.
- Scrèpel* (Jean), 222.
- Scrieck*, généalogie 174.
- Scrive*, généalogie 20.
- Sculpteurs 353, 521, 678.
- SECLIN 338, 450.
- Secours à domicile 53.
- Segard* (R.), 133.
- Selliers 678.
- Semerpont*, généalogie 175.
- Semet* 99.
- Séminaire diocésain 195, 333, 514.
- Serment 58, 496.
- Serments (quatre), 656.
- Serruriers 678.
- Sièges 73, 379. — Capitulation de 1297, 43. — Monnaies  
 obsidionales 723. — Siège de 1667, 125, 133, 385,  
 409, 737. — Siège de 1708, 17, 61, 133, 140, 143,  
 144, 212, 280, 341, 454, 477, 622, 655, 723.
- Simon* (P.), 133.
- Six* (J.), 506.
- Société anatomo-clinique 249.
- Société littéraire 133, 399.
- Société des Sciences 488, 503, 712.
- Sociétés de rhétorique 352.
- Sociétés savantes et périodiques 3, 7, 84, 364, 399, 488,  
 503, 504, 673 à 675.
- Sœurs grises 58, 61, 152, 519.
- Sœurs de La Madeleine ou Madelonnettes ou Filles  
 repenties 264, 337.
- Sœurs de la Présentation dites de Saint-François de  
 Sales 133, 517.
- Sœurs noires ou ensacquées 522.
- Soldini* (Abbé), 310.
- Sorcellerie 438.
- Sorciers 350.
- Sorez* (Eugène), 99.
- Scuastre* (de), 506.
- Soubise* (prince de), 133. Hôtel 61.
- Sources diplomatiques 493, 746.
- Souverain Bailliage, voir Bailliage.
- Stappart*, généalogie 174.
- Statistique 146, 209. — Statistique archéologique 677.  
 — Statistique féodale 450. — Statistique médicale  
 227.

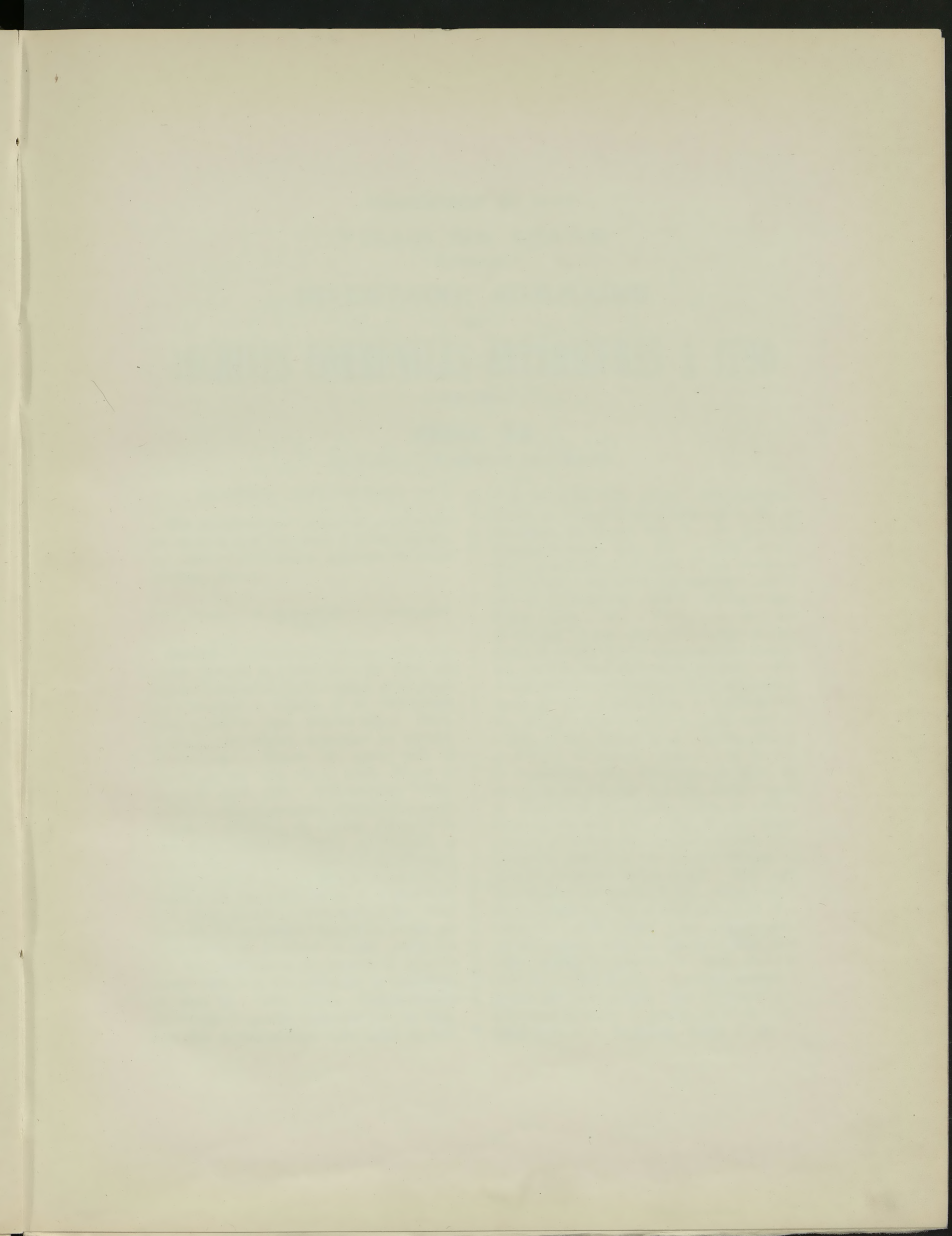


- Statues 140, 597.  
*Stifendard* (G.), 133.  
 Subsidés 359.  
 Successions 613, 706. Régime en Hainaut 217.  
*Surmont* (de), généalogie 174.  
 Synodes diocésains 427.  
 Tabellion 61, 258.  
*Tack* (Ant.), 129, 133, 213, 507.  
*Taffin* (de) 133.  
 Taille 536.  
 Tailleurs 597, 678.  
 Tanneurs 40, 58.  
 Tapisserie 261, 317, 350, 678.  
*Taverne*, généalogie 175.  
*Taviel*, généalogie 174.  
 Te Deum 133.  
 Teinturerie 261.  
 Temple 509.  
*Templemars* 338.  
 Templeuve-en-Pévèle 450.  
*Tenre* (de), généalogie 175.  
*Tenremonde* (de), généalogie 685.  
 Terres franches 639.  
*Tesson*, généalogie 174.  
 Théâtre 4, 140, 146, 213, 257, 347, 348, 352, 356, 395, 397, 416, 461, 463, 510, 622, 702. Histoire 393.  
*Théry-Leclercq*, généalogie 694.  
*Thieffries* (de), généalogie 175.  
 Tir à la perche 146.  
*Tiroux* 133, 683, 697.  
 Tissage 216, 261, 678.  
 Toiles 261 ; toiles imprimées 646.  
 Toisons d'Or 509.  
 Toitures de chaume 411.  
 Tonlieux 56, 61.  
 Tonneliers 678.  
 Toponymie 570.  
 Topographie 66, 140, 242, 246, 305, 592, 705..  
 TOURCOING 450.  
 Tournai 549. Diocèse 525, 740. Evêque 352, 673. Pouillé du diocèse 472.  
*Tournemine* 350.  
 Tourneurs 678.  
 Tournois 353, voir Epinette.  
 Traités 58 ; traité de Lille en 1699, 133 ; traité de Ryswick 699.  
 Transport de Flandre 200.  
 Travaux publics 463.  
 Tremblement de terre 459.  
 Trou Madame 61.  
 Trouvères 210.  
*Turbelin* (P.), 133.  
*Turpin*, généalogie 174.  
 Urbanistes 142, 519.  
 Ursulines 61, 133, 517.  
 Usuriers 58, 351.  
 Uttenhove (F.), 457.  
 VALENCIENNES 10.  
*Valentino* 510, 637.  
*Valory* (C-A-de), 506.  
*Valory* (Jean de), 133.  
*Valory*, chanoine 512.  
*Van Blarenberghe* 150.  
*Van Costenoble*, catalogue 96.  
*Vanderbecken*, généalogie 174 ; Sr des Wazières 459.  
*Van der Cruisse*, généalogie 174.  
*Van der Cruisse de Waziers* 407.  
*Van der Haer*, généalogie 174.  
*Van der Haer* (Floris), 133, 284, 507, 704  
*Vanderlinde*, généalogie 174.  
*Vandermaer* 133 ; généalogie 174.  
*Van de Walle* 506.  
*Van Dyck*, tableau à l'Hôpital général 133  
*Van Eyverve* 455.  
*Van Heulle* 133.  
*Vanhœnacker*, généalogie 175.  
*Van Hove* 357 ; généalogie 174.  
*Vanhoyquestot* 520.  
*Van Hulthem* 549.  
*Vanlaer*, généalogie 174.  
*Van Oost* 587.  
*Vanrycke* 99.  
*Van Thiennen*, généalogie 174.  
*Van Westbus* 505.  
*Vauban* 105, 121, 656, 657.  
 VENDEVILLE 450.  
*Vandeville* 507 ; généalogie 174.

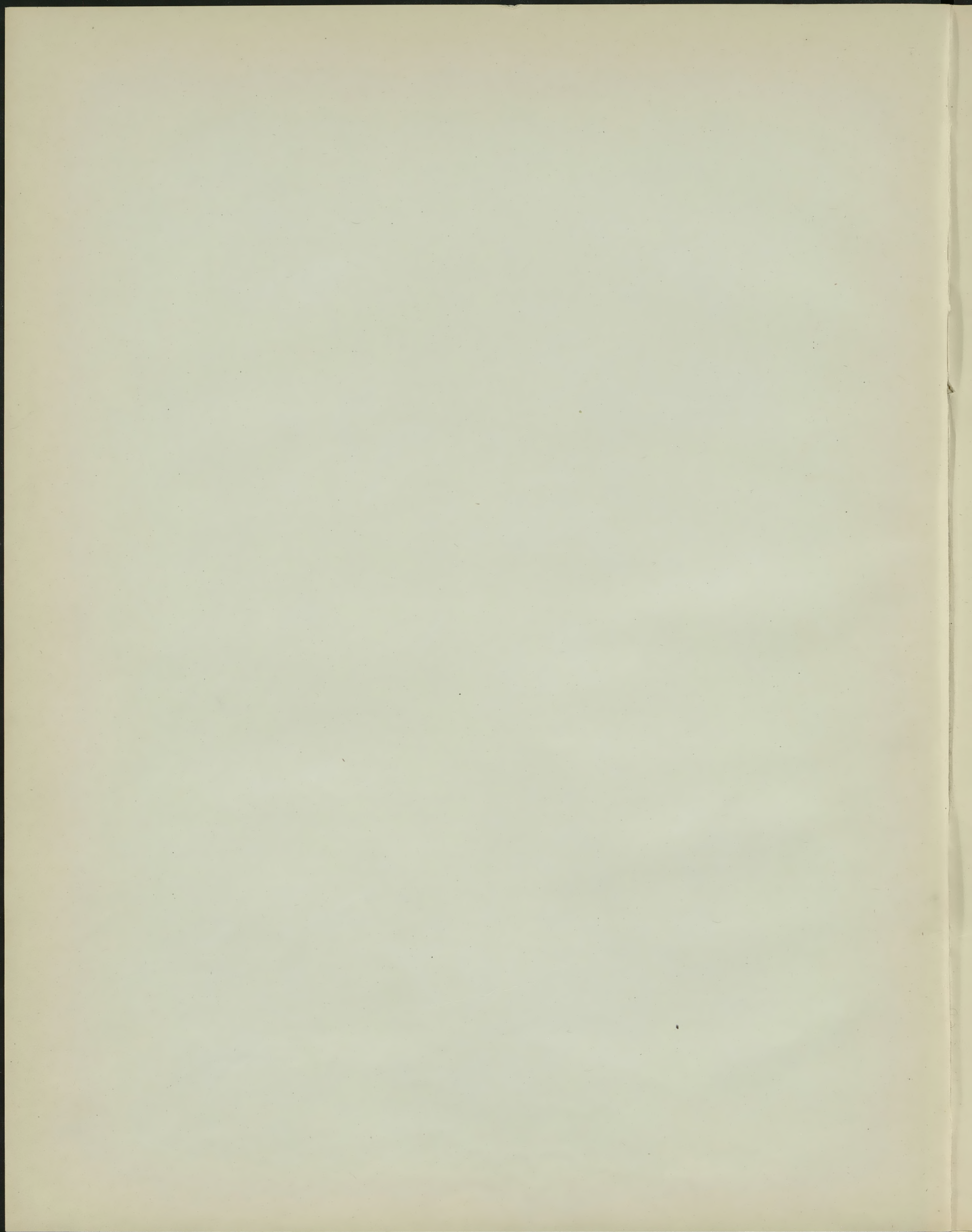


- Vénérerie 352.  
 Verdière, généalogie 175.  
 Verghelle, généalogie 174.  
 Verly (F.), 584.  
 Vernier 506 ; Collection numismatique 729.  
 Verrières : Saint-Etienne 505 ; Saint-Maurice 547.  
 Vicq (de), généalogie 175.  
 Vilain de Gand, évêque de Tournai 740.  
 Villeroi (de), 389.  
 Vincart (Jean), 133.  
 Vincré (Hélène), 506.  
 Vins 355.  
 Virnot, généalogie 175.  
 Visites pastorales 514, 673.  
 Vitraux 191, 347, voir Verrières.  
 Vœu du Faisan 58, 218, 509.  
 Voirie 87, 673, voir Rues.  
 Voitures publiques 622.  
 Volant, généalogie 174.  
 Vollant (Jean) des Werquains, 133. — Pascal 133. — Simon 579.  
 Voyages 120, 240, 301, 383, 578, 582, 588, 609, 673.  
 Vrancx, généalogie 174.  
 Vuez (Arnould de), 4, 240, 594, 597.  
 Vwoerden (Michel-Ange, baron de), 133, 331, 409, 545, 741, 742.  
 Wabrave, généalogie 174.  
 Wacrenier, généalogie 174.  
 Waignon (de), généalogie 174.  
 Wallaert, généalogie 20.  
 WANNEHAIN 338, 450.  
 Wantié 133, 506.  
 Warenguien (de), 238, 506.  
 Waresquel 133.  
 Waresquiel, généalogie 174.  
 Warlop, généalogie 174.  
 Warneton (Jean de), 507.  
 WASQUEHAL 338, 450.  
 Wastelain 133, 673.  
 Wattepatte, généalogie 174.  
 WATTIGNIES 338, 450.  
 WATTRELOS 450.  
 WAVRIN 338.  
 Wavrin 357 ; généalogie 46.  
 WAZEMMES 133, 632, 652, 653, 687 ; Confrérie N.-D. de Bohain 133.  
 WEPPE 450.  
 Wicart 133.  
 Wignacourt 406.  
 Willan (Marie), 463.  
 WILLEMS 338.  
 Willot (Ant.), 133.  
 Wouters 717.  
 Yolens 348.  
 Zegher 506.  
 Zouche, généalogie 174.











Département du Nord  
VILLE DE LILLE  
INVENTAIRE SOMMAIRE  
DES  
ARCHIVES COMMUNALES ANTÉRIEURES A 1790

SÉRIE AA

Cartons et Registres aux Titres

AA 1 (Cahier). — 13 feuillets papier.

1643, 30 septembre. — ARCHIVES. — Inventaire des archives de la Trésorerie de la ville de Lille, par Alard Cuvillon, écuyer, procureur de la ville (Original, pièce 1).

AA 2 (Carton). — 24 pièces parchemin, 1 pièce papier, 12 sceaux.

1235-1670. — PRIVILÈGES GÉNÉRAUX. — 1235, mai : Charte donnée à l'échevinage de Lille par Jeanne, comtesse de Flandre (Orig. avec sceaux de la comtesse de Flandre et de l'échevinage, pièce 2. Publiée dans Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 236). — 1304, 12 avril : Règlement par Philippe, fils du comte de Flandre, des conflits entre les échevinages de Lille, Gand, Douai, Bruges et Ypres (Or. scellé, pièce 3 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 345). — 1340, 28 décembre : Commission royale délivrée à Guillaume de Villiers, Pierre de la Palu, s<sup>r</sup> de Varembon, Firmin de Coquerel et Jean de Traveray pour enquête sur les privilèges de Lille (Vidimus du 9 fév. 1341, n. st., pièce 5), et sentence des dits commissaires du 4 mars 1341, n. st. (Orig., pièce 6). — 1341, avril, n. st. : Privilèges des dix-sept articles accordés à la ville par Philippe VI, roi de France (2 orig., pièces 4 et 4 A) avec confirmation par Charles VI, datée de janvier 1393, n. st. (Or. avec sceau de majesté du roi, pièce 18). — 1344, 28 nov. : Lettres patentes de Philippe VI portant obligation pour les membres élus de l'échevinage d'être natifs de Lille

(Vid. du 14 déc. 1344, pièce 7 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 371), avec ratification par le duc de Bourgogne du 29 juin 1385 (Or. avec sceau de Philippe le Hardi, pièce 17). — 1346, mars : Privilège accordé par Philippe VI aux bourgeois de Lille pour l'acquisition des immeubles tenus à cens du souverain (Or., pièce 8 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 372). — 1347, 4 février, n. st. : Privilège de Philippe VI concernant l'intervention du procureur de la ville dans le renouvellement de la loi (Or., pièce 9), avec confirmation par Jean le Bon en mai 1355 (Or. scellé, pièce 12 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 404), et par Charles V, en juillet 1364 (Or. et vid., pièces 13 et 13 A, Brun-Lavainne, p. 414). — 1347, février, n. st. : Lettres patentes de Philippe VI portant obligation pour les élus de l'échevinage d'être justiciables du bailli, du prévôt ou des échevins (Or. avec lettrine, sceau de majesté un peu fruste, pièce 10 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 376). — 1347, 24 avril : Lettres patentes portant interdiction des fonctions échevinales aux célibataires (Or., sceau de Philippe VI, pièce 11 ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 378). — 1365, mai : Confirmation par Charles V des articles 9 et 17 des privilèges accordés en avril 1341, n. st. (Or., pièce 14). — 1369, 4 mars, n. st. : Confirmation des privilèges de Lille par Charles V (Orig. avec belles initiales et copie du XIV<sup>e</sup> siècle, pièces 15 et 15 A). — 1377, 8 sept. : Privilèges accordés à la ville par Louis de Male, comte de Flandre (Or. avec sceau du comte, et vidimus du 28 sept 1459 ; pièces 16 et 16 A ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 429). —



1479, 28 janvier, n. st. : Confirmation par Maximilien et Marie de Bourgogne des privilèges de Lille concernant le renouvellement de la loi (Cop. XVI<sup>e</sup> s. ; pièce 19). — 1518, 18 sept. : Extraits du Livre Roisin et des Registres aux Mémoires concernant les privilèges d'avril 1341, n. st. et formulaire des serments prêtés par le souverain (vid., pièce 20). — 1670, 23 avril : Ratification par le Conseil d'Etat des privilèges accordés à la ville de Lille, lors de la capitulation (Or., pièces 21 et 22).

AA 3 (Cahiers). — 34 feuillets parchemin et 30 feuillets papier.

**1533**, 1<sup>er</sup> décembre. — COUTUMES. — Homologation des Coutumes de Lille par Charles-Quint (Or., avec sceau de l'empereur, pièce 23). — Copie de ce document avec observations de la Gouvernance du 17 janvier 1595 (pièce 24).

AA 4 (Carton). — 22 pièces parchemin, 2 sceaux.

**1249-1352**. — PRIVILÈGE D'ARSIN. — 1249, 20 janvier, n. st. : Attestation du chapitre Saint-Pierre de Lille sur le droit d'arsin (Or., pièce 25 ; Hautcœur, *Cartulaire St-Pierre I*, p. 318 ; Flammermont, *Album paléographique*, p. 61). — 1313, 11 juin : Sentence de Pierre de Galard, capitaine du roi de France en Flandre, sur le conflit entre l'échevinage de Lille et Robert dit de Wavrin au sujet du droit d'arsin (Or., pièce 26). — 1344, 21 mai : Arrêt du Parlement de Paris déboutant les nobles de la châtellenie de Lille s'opposant au droit d'arsin (Or., pièce 27 ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 367 ; vid. du 27 juin 1350, pièce 28 ; mandement exécutoire du 10 juillet 1344, pièce 29). — 1348, sept. : Accord entre l'échevinage de Lille et Jean de Luxembourg, châtelain, sur les privilèges d'arsin, de tonlieu et de fouée (Or., pièces 30 et 30 A). — 1348, 16 déc. : Arrêt du Parlement de Paris au sujet de l'accord entre Guilbert, s<sup>r</sup> de Roubaix, chevalier, et la ville de Lille, concernant le privilège d'arsin (Or. et vid., pièces 31, 31 A). — 1348, 16 déc. : Homologation par le Parlement de l'accord passé entre Jean de Luxembourg et l'échevinage de Lille (Or. et vid., pièces 32, 32 A ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 379). — 1349,

15 janvier, n. st. : Accord entre Jean de Luxembourg, châtelain de Lille, et l'échevinage (Or. sc., pièce 33 ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 381) avec homologation par le Parlement (Vid., pièce 34). — 1349, 9 déc. : Homologation par le Parlement de Paris de la renonciation faite par les héritiers de Mahieu de St-Venant, chevalier, au privilège d'arsin (Or. et vid., pièces 35, 35 A ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 384). — 1350, 29 mai : Arrêt du Parlement de Paris sur le procès de l'échevinage de Lille au sujet du droit d'arsin avec les nobles de la châtellenie Enlard de Pouques, Godifer de Bauffremez, Jean de Mesnil, Bernard d'Englos, Strame de Bauffremez, Helin de Waziers, Robert d'Englos, Guill. du Hem, Hugues de Lannoy, Tourbet de Douvrin, Jacques de La Pontenerie, Robert de Le Warewane, Jean Delehaie, Jean et Ardouin de Croix, Pierre de Bondues (Or. et vid., pièces 36, 36 A). — 1352, 6 avril : s. st., Arrêt du Parlement concernant l'accord entre Robert de Wavrin et l'échevinage de Lille (Or. et vid., pièces 37, 37 A). — 1352, 25 mai : Arrêt du Parlement en matière d'arsin prononcé contre Jean de Luxembourg, châtelain de Lille, Robert de Wavrin, Guilbert, s<sup>r</sup> de Roubaix, Jeanne de La Haye, veuve de Mathieu de St-Venant et son fils (Or., pièce 38). — 1352, juin : Déclaration de Robert de Wavrin, s<sup>r</sup> de Lillers et de Malannoy au sujet de ce procès (Or. et vid., pièces 39, 39 A).

AA 5 (Carton). — 13 pièces parch., 9 pap., 4 sceaux.

**1430-1614**. — PRIVILÈGE DE NON-CONFISCATION. — 1430, 24 mars, n. st. : Lettres-patentes du duc de Bourgogne annulant l'appel formé en cour de Rome par l'échevinage de Lille à l'occasion de la saisie des biens de Gautier Le Manny dit le Voleur, Jean de Menin, Jean des Goutières, Bertrand Le Marcant et autres hérétiques condamnés au bûcher par l'évêque de Tournai et Lambert de Campo, vicaire de l'inquisiteur de la foi (Or., pièce 40). — 1433, 19 sept. : Refus par l'échevinage de laisser confisquer les biens de Gosset de Guignies, poursuivi pour sédition contre le roi de France (Or., pièce 41). — 1435, 2 mars, n. st. :



Annulation par Jean de Bourgogne, comte d'Etampes, gouverneur des « Pays de par deça », de la procédure instruite contre Lotard Fremault, mayeur de Lille, et les échevins, incarcérés et victimes d'une perquisition contraire au privilège de non-confiscation à l'occasion du subside de 1000 saluts exigé des habitants pour leur participation à l'indemnité de 50.000 saluts destinée à la libération de Ham (Or. avec sceau dudit Jean, pièce 42). — 1452, 1<sup>er</sup> déc. : Refus de l'échevinage de procéder à l'exécution d'un commandement intéressant des biens à Houplin, bénéficiant du privilège de non-confiscation (Or., pièce 43). — 1453, 20 nov. : Mention de la sentence prononcée par le Bailliage de Lille contre Louis Assignies, lombard piémontais, condamné au bûcher pour sodomie, avec confiscation de biens sauf sur le territoire de la châtellenie de Lille (Copie, pièce 44). — 1477, février, n. st. : Enquête de la Gouvernance sur le privilège de non-confiscation dans la châtellenie de Lille à l'occasion de la requête présentée par le comte de Brienne pour les biens du comte de Saint-Pol, exécuté à Paris pour crime de lèse-majesté (Minute, pièce 45). — 1477, 27 mars : Main-levée de la saisie de la châtellenie de Lille, de la seigneurie de La Boutilierie et de celle d'Haubourdin au profit de Pierre de Luxembourg, comte de Brienne, fils du défunt comte de Saint-Pol, en exécution du privilège de non-confiscation, et de la seigneurie de « Borgueval » en Brabant, revenant audit Pierre du chef de sa mère Jeanne de Bar, première femme du défunt (Vid., pièce 46). — 1545, 30 déc. : Enquête testimoniale devant la Gouvernance sur le privilège de non-confiscation dans la ville et la châtellenie de Lille même en cas d'hérésie, de lèse-majesté, de sodomie, de « désespoir », de fausse-monnaie et de rapt, même si les coupables ont été suppliciés (Or., pièce 47). — 1563, 19 juillet : Mandement de la régente des Pays-Bas à Denis Delecambe dit Gantois, lieutenant de la Gouvernance, sur le placard monétaire se terminant par une clause sur la non-confiscation (Cop., pièces 48 et 49). — 1580, 4 février : Mandement royal portant confiscation des biens sur les rebelles, sauf dans la châtellenie de Lille (Copie, pièce 50). — 1590, 8 et 10 mai : Attestations portant que les biens de Jean Drumez, bourgeois

de Lille, d'Adrien Leplat, drapier, et de Michel Lefèvre, teinturier, exécutés pour crime de trahison, ont bénéficié du privilège de non-confiscation (Or., pièce 51). — 1601, 20 janvier : Sentence du Grand-Conseil de Malines sur le procès de Chrétienne de Ferrare, veuve de Nicolas de Landas, s<sup>r</sup> de Heule, contre Schets de Grobbendoncq, s<sup>r</sup> de Heyst, en non-confiscation (Or., pièce 52). — 1606, 16 nov. : Apostille du Conseil privé sur la non-confiscation en matière de pénalité prévue par l'édit sur les monnaies (Or., pièce 53). — 1607, 28 juin : Main-levée par Joachim Deucenhear, s<sup>r</sup> de Marquette, surintendant des biens « annotés » et confisqués dans les Pays-Bas et par Jean Vanderstegen, maître de la Chambre des comptes de Brabant, au profit des hoirs Nicaise Cocquet, bourgeois de Lille, des biens confisqués de ce dernier qui avait pris du service auprès de la douairière de Buren et du prince d'Orange et était mort en mars 1606, en Hollande (Vid., pièce 54). — 1607, 18 déc. : Ordonnance du Conseil privé portant que la confiscation ne peut être faite à Fretin dans la châtellenie de Lille sur les biens ayant appartenu à Philippe de Robles, gouverneur de Béthune, ajourné pour homicide sur la personne de Philippe Monet, commissaire des montres à Bruxelles (Or. sceau du Conseil privé, pièce 55). — 1607, 20 déc. : Dispositif d'une sentence du Conseil privé en matière de non-confiscation (Or., pièce 56). — 1608, 12 janvier : Déclaration du Magistrat en matière de non-confiscation au sujet d'un procès concernant la bourgeterie et la sayetterie au plat-pays de Lille (Or., pièce 57). — 1608, 29 janvier : Ordonnance du Conseil privé relative au précédent procès (Or., pièce 58). — 1613, 23 janvier : Confirmation par Albert et Isabelle du privilège de non-confiscation sur requête des Etats de la châtellenie de Lille, Douai et Orchies (Or., avec grand sceau, pièce 59). — 1614, 7 oct. : Lettres-patentes des archiducs réformant la décision qui avait induement attribué à Jean Hovine, procureur fiscal de Valenciennes, des biens sis à Lannoy, Lompret et Berchem bénéficiant de la non-confiscation (Or., pièce 60). — 1614, 16 oct. : Récépissé par les échevins d'Orchies de la copie du privilège de non-confiscation du 23 janvier 1613 (Or., pièce 61).



AA 6 (Carton). — 8 pièces parch., 6 sceaux.

**1203-1297.** — RELATIONS AVEC LES COMTES DE FLANDRE. — 1203, mars, n. st. : Renonciation par Baudouin IX, comte de Flandre, avant son départ pour Jérusalem, de son droit de réquisition sur le vin (Or., pièce 62 ; Brun-Lav. *Roisin*, p. 229 ; Flammermont, *Album* p. 37). — 1225, 25 sept. : Mandement de Jeanne, comtesse de Flandre, aux bailli et échevins de Lille, portant absolution au profit de Bertrand de Rais, qui s'était fait passer pour Baudouin, père de ladite comtesse (Or., pièce 63). — 1238, janvier, n. st. : Mandement de Thomas, comte de Flandre, et de Jeanne, comtesse de Flandre, notifiant à l'échevinage de Lille qu'en cas de rupture du traité passé avec le roi de France la ville serait dispensée de lui donner assistance (Or., pièce 64 ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 246). — 1246, janvier, n. st. : Déclaration de Jean et Baudouin d'Avesnes, de Guillaume, Gui et Jean de Dampierre concernant le partage de la succession de la comtesse de Flandre et l'arbitrage du roi de France, suivie d'une déclaration du mois de mars suivant, faite par les échevins de Lille sur la reconnaissance comme seigneur du personnage qui serait désigné (Or., scellé, pièce 65 ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 261). — 1246, mars, n. st. : Promesse faite à la ville de Lille par Marguerite, comtesse de Flandre, de reconnaître pour seigneur celui de ses enfants qui serait désigné par elle ou le roi de France avec le consentement de l'évêque de Tournai (Or., pièce 66 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 265). — 1257, mars, n. st. : Promesse faite par le Magistrat de Lille d'entretenir la paix entre la comtesse de Flandre et Florent, tuteur de Hollande (Vid., pièce 67 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 272). — 1276, 10 février, n. st. : Autorisation donnée par Marguerite, comtesse de Flandre, aux échevins de Lille afin de prêter entre les mains des délégués du roi de France le serment de maintenir le traité passé entre ce souverain et le fils de la comtesse (Or., pièce 68 ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 289). — 1297, août : Déclaration de Gui, comte de Flandre, concernant le serment y inséré que tout nouveau comte doit faire à son avènement (Or., sceau de Gui, pièce 69 ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 340).

AA 7 (Carton). — 40 pièces parch. 1 pièce papier, 19 sceaux.

**1284-1368.** — RELATIONS AVEC LES ROIS DE FRANCE. — 1284, 6 sept. : Cession par Philippe III à la ville de Lille de droits de propriété sur les fortifications (Or., avec sceau du roi et vid. de 1289, pièces 70, 70 A ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 305). — 1289, avril : Réception par Philippe le Bel du serment de la ville de Lille de septembre 1286, y inséré, portant maintien du traité fait entre ce souverain et le comte de Flandre (Or. et copie, pièces 71, 71 A ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 323). — 1297, 29 août : Capitulation accordée par Philippe le Bel à la ville de Lille (Or. avec sceau de majesté, pièce 72 ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 341). — 1297, 17 sept. : Lettres de non-préjudice accordées à l'échevinage de Lille pour les « courtoises subventions » accordées au souverain et confirmation des privilèges (Or. avec sc. de majesté et vid. de 1301, pièces 73, 73 A ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 343). — 1302, 4 août : Sauf-conduit accordé par Jean, comte de Namur, (sceau) et Gui de Flandre, son frère (sceau) au comte de Sancerre et à la ville de Lille pour se rendre à la porte des Reingaux en parlementaires (Or. sc., pièce 74). — 1302, 6 août : Conventions entre les gens du roi à Lille, l'échevinage et Jean, (comte de Namur), fils du comte de Flandre au sujet de la reddition éventuelle de cette place (Or., sceau du C<sup>te</sup> de Namur, pièce 75). — 1304, 14 sept. : Conventions concernant la reddition de Lille passées au nom de Philippe le Bel par Charles, comte de Valois (sceau), Louis, comte d'Evreux (sc.), Jean, duc de Bretagne (sc.), Robert, duc de Bourgogne (sc.), Amé, comte de Savoie (sc.), Jean, comte de Dreux (sc.), Gautier de Châtillon, comte de Porcien, Jean de Chalon, s<sup>r</sup> d'Arlay (sc. incomplet), Ytier de Nancheul, prieur de St-Jean de Jérusalem et Jacques, s<sup>r</sup> de Brion (sc. inc.) (Or., scellé et vid. de 1316 sous le sceau de Gautier de Châtillon, pièces 76, 76 A). — 1304, 14 sept. : Promesse de ratification de ces conventions par le roi de France (Or., sceau de Ph. le Bel, pièce 77). — 1309, avril : Déclaration du comte de Flandre et des procureurs des villes au sujet du traité d'Athis de juin 1305, y inséré, suivie de la notification faite par Clément V (Vid., du 3 mai 1338 avec



sceau de la Prévôté de Paris, 3 mai 1338, pièce 78). — 1313, 31 juillet : Ratification de la paix entre le roi de France et le comte de Flandre (copie auth. du XIV<sup>e</sup> s., pièce 79). — 1314, 16 avril : Commission donnée par Philippe le Bel à Pierre de Galard, maître des arbalétriers pour recevoir le serment de la Châtellenie de Lille, Douai et Orchies (Or., pièce 80). — 1316, 9 oct. : Réception par Gautier de Châtillon, comte de Porcien, connétable de France, du serment des habitants de Lille (Or., pièce 81). — 1318, 3 juillet : Serment prêté au nom du roi par Louis, comte d'Evreux, son lieutenant en Flandre, pour le respect des privilèges de Lille (Or. sc., pièce 82 ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 347). — 1322, 28 janvier, n. st. : Serment prêté au nom du roi par P. de Galard, capitaine en Flandre (Or., pièce 83 ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 350). — 1324, 8 mai : Serment au nom du roi par G. de Châtillon (Vid., du 24 juillet 1337 par Ferri de Dynisi, gouverneur de Tournai, souverain bailli de Lille, pièce 84). — 1329, 27 mai : Mandement adressé à la Gouvernance de Lille par Jean de Vienne, élu d'Avranches, Guillaume de Chitry, prieur de St-Jean de Jérusalem, Thomas de Marfontaine et Milon de Maisy, chevaliers, députés du roi en Flandre, leur enjoignant de ne pas contraindre Guillaume Du Leen, demeurant à Lille, à participer à la contribution de 200.000 l. exigée de la Flandre s'il est prouvé que ce personnage tenait le parti français lors du traité passé par Philippe le Bon avec les rebelles (Or., pièce 85). — 1336, 2 mars, n. st. : Arrêt du Parlement de Paris obligeant les habitants de la châtellenie de Lille à participer au paiement de la contribution exigée en Flandre (Or., pièce 86). — 1336, 2 mars, n. st. : Citation des habitants de la châtellenie de Lille à la requête de Bruges, Gand et Ypres au sujet des sommes exigées par le traité passé avec le roi de France (Vid. de 1336, pièce 87). — 1336, 20 août : Mandement de Philippe VI à Robert Mulet et Robert de Villeneuve, conseillers du roi, concernant le procès criminel d'Henri Le Rike et les sinformations contre les rebelles (Vid. du 2 sept. 1336, pièce 88). — 1336, 20 déc. et 1337, 3 fév. n. st. : Mandements royaux portant interdiction aux nobles de prendre part à des tournois (Vid. du XIV<sup>e</sup> s., pièces 89 et 90). — 1337,

11 mai : Mandement à Jean du Change, receveur d'Amiens, concernant le ravitaillement de la flotte et de l'armée (Vid. 15 mai 1337, pièce 91). — 1338, 13 déc. : Dispense des amendes encourues par la Châtellenie de Lille, en procès devant le Parlement avec les villes de Gand, Ypres et Bruges (Or., pièce 92). — 1339, (après 18 avril) : Confirmation par le roi de la sentence sur le procès entre Lille, Gand, Bruges et Ypres au sujet de leur participation à la contribution exigée en Flandre. (Copie XIV<sup>e</sup>, pièce 93). — 1339, mai : Homologation par Philippe VI de l'accord entre les villes de Flandre et la Châtellenie de Lille pour le paiement de l'amende imposée aux rebelles (Or. avec sceau de majesté, pièce 94). — 1344, 30 janvier : Dispense accordée par le roi aux habitants de Lille qui auraient transgressé les ordonnances sur l'usure (2 orig. et 1 vid. de 1341, pièces 95, 95 A et B). — 1342, 6 mars : Commission royale au gouverneur du bailliage d'Amiens pour juger le différend entre Lille, Gand, Bruges et Ypres au sujet de la contribution des rebelles (Or., pièce 96). — 1343, 26 avril : Mandement royal suspendant l'enquête sur les délits commis dans le bailliage de Lille pour contrats usuraires et commerce avec l'ennemi (Or., pièce 97). — 1343, 4 oct. : Mandement royal concernant la destruction des bâtiments de l'Abbatte et des Jacobins de Lille pour empêcher les ennemis de s'y loger lors du siège de cette ville au moment où l'armée royale était à Buironfosse et celle des comtes de Salisbury et de Suffolk à Quesnoy-sur-Deûle après avoir brûlé Armentières (Or., pièce 98), et mandement d'Antoine du Molinel, lieutenant de la Gouvernance y relatif (Or., pièce 99). — 1343, 13 nov. : Mandement royal au bailli de Tournai lui enjoignant de saisir le temporel de l'évêque de Cambrai dans le cas où l'interdit aurait été prononcé dans des paroisses situées le long de l'Escaut, près Tournai, au préjudice de la juridiction du roi (Vid. de 1344, pièce 100). — 1347, 10 oct. : Mandement royal invitant la ville de Lille à envoyer des députés à Paris au sujet de la trêve projetée entre la France et l'Angleterre (Or., pièce 101). — 1357, janvier, n. st. : Lettres-patentes du Dauphin concernant les articles accordés aux Etats généraux réunis à l'occasion du paiement de la rançon du roi (Vid. du



31 janvier 1357, n. st., pièce 102). — 1360, 12 août : Homologation par le roi de France du paiement fait par la ville de Lille à Aleaume, abbé de Saint-Bertin, et Jacques Leriche, official de Thérouanne, de 2.000 écus, part de la ville de Lille, à l'exclusion du clergé et de la noblesse, à la rançon de 600.000 deniers d'or fixée pour la délivrance du roi, prisonnier des Anglais à Calais (Or., pièce 103 ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 407). — 1364, 6 août : Mandement royal aux généraux des aides leur enjoignant de faire délivrer à l'abbé de St-Bertin le produit des aides des diocèses d'Amiens, Laon, Noyon, Soissons et Meaux et celui de la composition du pays d'Artois et des villes de Tournai, Lille et Douai (Vid. de 1364, pièce 104). — 1368, 11 déc. : Exemption d'impôt pour un an accordée aux habitants de Lille pour l'importation des marchandises françaises en compensation de leur participation, moyennant 3.000 royaux, au paiement de la rançon du roi (Or., sceau de majesté, pièce 105).

AA 8 (Carton). — 16 pièces parch., 1 pap., 2 sceaux.

**1369-1430.** — RAPPORTS AVEC LES COMTES DE FLANDRE ET DUCS DE BOURGOGNE. — 1369, 25 avril : Cession par Charles V au comte de Flandre de la châtellenie de Lille, Douai et Orchies en faveur du mariage de Philippe, duc de Bourgogne, avec Marguerite de Flandre (Or., sceau de majesté, pièce 106 ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 422). — 1369, 13 mai : Mandement royal à l'échevinage de Lille lui enjoignant de prêter hommage au comte de Flandre (Or., pièce 107). — 1381, 7 mai : Lettres-patentes du comte de Flandre portant obligation pour les bourgeois forains de contribuer à la subvention imposée à la ville de Lille lors de la révolte de Flandre (Or., pièce 108). — 1382, 3 juin : Approbation par le comte de Flandre des mesures exceptionnelles de justice criminelle prises par le capitaine et l'échevinage de Lille, y insérées; avec promesse de les faire rapporter dès que les bannières de la ville auront été réintégrées (Or., pièce 109). — 1386, 24 août : Mandement ducal enjoignant à la ville de ne laisser entrer qu'un nombre restreint de gens de guerre notablement inférieur au chiffre des habitants, à l'occasion des rassemblements de troupes destinées à la des-

cente en Angleterre (Or., pièce 110). — 1387, 13 février, n. st. : Mandement ducal enjoignant aux bailli et prévôt de Lille de restituer à l'échevinage les clefs de cette ville qui leur avaient été délivrées lors de l'entrée du roi, du duc de Berry et du duc de Bourgogne au retour de L'Ecluse (Or., sceau de Philippe le Hardi, pièce 111). — 1413, 13 juin : Lettres de Louis de France, dauphin de Viennois, aux échevins de Lille, démentant les bruits courus à son sujet lors de l'incident du vendredi après Quasimodo avec le prévôt des marchands et les habitants de Paris (Or., signé, pièce 112). — 1416, 9 déc. : Mandement ducal adressé aux commissaires réformateurs envoyés en Artois et dans la châtellenie de Lille exemptant les habitants de cette ville de l'enquête confiée à ces personnages, sauf en ce qui concerne les officiers, les usuriers et le droit de nouvel-acquêt, en considération de l'aide de 600 écus accordée par la ville qui a d'ailleurs été dépeuplée, mal ravitaillée et serait exposée aux querelles que soulèverait l'enquête (Or., pièce 113). — 1417, 25 avril : Lettres-patentes ducales sur le gouvernement de la France (Or., signé par Jean sans Peur avec sceau secret fruste, pièce 114). — 1419, 26 février, n. st. : Mandement royal adressé au Dauphin le sommant de venir le secourir dans la guerre contre les Anglais (Vid. du 10 avril 1419 n. st., sous le sceau aux causes de la ville, pièce 115). — 1419, 11 juillet : Alliance entre Charles, dauphin de Viennois, et Jean, duc de Bourgogne (2 vid. du 20 juillet 1419, pièces 116, 116 A). — [1419], 25 sept. : Extrait concernant l'usage de la ville lors de la joyeuse entrée et du trépas du duc de Bourgogne (Copie XVI<sup>e</sup> s., pièce 117). — 1419, 25 sept. : Serment de Philippe le Bon lors de son entrée à Lille (Or., pièce 118). — [1420 ?], 13 mars : Lettres closes de Charles VI au prévôt et à l'échevinage de Lille leur enjoignant de refuser l'obéissance au Dauphin à l'occasion du projet d'invasion anglaise (Or. signé, pièce 119). — 1420, 28 oct. : Procès-verbal dressé par la Gouvernance de la publication à Lille des lettres-patentes y insérées de Charles VI du 23 juillet 1420 et de Philippe le Bon du 29 juillet 1420 relatives à la guerre anglaise (Or., pièce 120). — 1430, 29 mai : Quittance par Boquet Delatre, écuyer de cuisine d'Isabelle de Portugal,



duchesse de Bourgogne, de 12 tasses offertes lors de sa joyeuse entrée à Lille (Or., pièce 121).

AA 9 (Carton). — 11 pièces parch., 35 pap., 12 sceaux.

**1477-1658.** — RAPPORTS AVEC LES ARCHIDUCS, LES ROIS D'ESPAGNE ET LES ETATS-GÉNÉRAUX. — [1477, août] : Lettres closes de Frédéric III, empereur, à l'échevinage de Lille lui annonçant la mort de Charles le Téméraire et l'avènement de Marie, duchesse de Bourgogne et de Maximilien, son mari (Or., sceau inc., pièce 122). — 1483, 24 mars, n. st. : Mandement de Maximilien, duc re Bourgogne, adressé à divers personnages et à des échevins dont celui de Lille, pour la ratification du traité de Senlis et pour les conférences devant se tenir à Lille, le 15 avril (Vid. du 18 avril 1483, pièce 123). — 1483, 13 juillet : Commission donnée par Philippe le Beau à Philippe de Bourgogne, s<sup>r</sup> de Beveren, Jacques de Goy, s<sup>r</sup> d'Auby, haut-bailli de Gand, Jean d'Auffay, maître des requêtes et Léon de Spynghelle, échevin de Bruges, pour recevoir le serment des villes de Lille, Douai et Orchies à la mort de Marie de Bourgogne (Or., sceau du Conseil de Flandre, pièce 124). — 1483, 4 août : Réception du serment des Etats de Lille par Adolphe de Clèves, s<sup>r</sup> de Ravestein et Philippe de Bourgogne, s<sup>r</sup> de Beveren, et prestation de serment par ces personnages au nom de Philippe le Beau (Or., sceau de Philippe, s<sup>r</sup> de Beveren, pièce 125). — 1484, 31 janv., n. st. : Protestation notariée faite par Jacques de Smetere, procureur général de Flandre, contre l'échevinage de Douai sur la réception du roi des Romains comme mainbourg de Philippe le Beau (Copie contemp., pièce 126). — 1516, 26 mai : Serment prêté par Charles, roi de Castille, lors de son arrivée à Lille (Or., pièce 127). — [1528, 25] juin : Trêve entre Charles-Quin, Henri VIII et François I<sup>er</sup> (Copie cont., pièce 128). — 1529, 8 août : Mandement de Marguerite d'Autriche, régente, sur la publication de la paix de Cambrai (Cop. cont., pièce 129). — 1529, 25 sept. : Lettres closes de la même pour processions dans les villes de la châtellenie de Lille à l'occasion de la paix et des épidémies, notamment celle de la « Suerye » (Cop. cont., pièce 130). — 1530, 17 janvier, n. st. : Lettres de la même à l'échevinage par la ratifica-

tion des traités de Madrid et de Cambrai (Or., pièce 131). — 1557, 25 juillet, Bruxelles : Serment par les députés de la châtellenie de Lille et des villes du ressort à Philippe II avec insertion du serment prêté par ce souverain le 26 oct. 1555 devant les représentants de cette circonscription (Or., pièce 132). — 1558, 24 juillet, 6 août et 1559, 31 mai : Lettres de convocation des Etats de la châtellenie de Lille aux séances des Etats généraux devant se tenir à Mons le 15 août 1558, et à Bruxelles le 15 juin 1559 (Or. signé de Philippe II, pièces 133 à 135). — 1573, 19 oct. : Notification par le roi d'Espagne de la nomination de Louis de Requesens, gouverneur des Pays-Bas, en remplacement du duc d'Albe (Or. signé, cachet, pièce 136). — 1576, 24 mars : Délégation donnée par Philippe II au Conseil d'Etat pour le gouvernement des Pays-Bas en attendant le remplacement de feu L. de Requesens (Or. signé, cachet, pièce 137). — 1576, 10 avril : Notification du décès de [Louis de Requesens], grand commandeur de Castille, lieutenant-général des Pays-Bas (Or., pièce 138). — 1577, 17 sept. : Passeport délivré par Rodolphe II à noble Gautier de Gractière, s<sup>r</sup> de Malstède « mense nostrae incisor » (Or. avec sceau de l'empereur, pièce 139). — 1581, 3 juin : Lettres closes d'Alexandre, prince de Parme, remerciant l'échevinage de son concours lors de la récente tentative de trahison et lui annonçant que quatre délégués de la ville seront adjoints aux commissaires royaux pour assurer les mesures de sécurité (Or. signé, pièce 140). — 1581, 7 juin : Sentence criminelle prononcée contre Jean Drumez, marchand de Lille, pour crime de haute trahison, le condamnant à être conduit sur une claie par le marché jusqu'à la maison échevinale devant laquelle était dressé l'échafaud sur lequel il devait être décapité puis pendu au gibet par les pieds, sa tête devant être fichée à la Porte des Malades sur un fût de lance et ses biens confisqués sauf ceux qui étaient situés dans la châtellenie de Lille, bénéficiant du droit de non-confiscation (Or., pièce 141). — 1581, 9 juin et 13 juin : Sentences criminelles pour trahison contre Adrien Le Plat, né à Bondues, domicilié à Lille, faubourg de Courtrai, et contre Michel Lefebvre, teinturier, porte-enseigne d'une compagnie bourgeoise (Or., pièces 142, 143). — 1582, 16 janvier : Remercie-



ments de Philippe II à l'échevinage pour ses bons offices lors de la prise de Tournai (Or. signé, pièce 144). — 1582, 19 mai : Remerciements de Philippe II à l'échevinage pour leur concours dans la défense du pays (Or. signé, pièce 145). — 1586, avril : Lettres à cachet d'Alexandre [Farnèse], duc de Parme, gouverneur des Pays-Bas, convoquant l'échevinage à la conférence devant se tenir à Lille avec la participation du s<sup>r</sup> de Licques, gouverneur de Lille (Or. signé, pièce 146). — 1590, 5 août et 1591, 14 nov. : Lettres à cachet du prince de Parme accréditant le comte de Mansfeld comme gouverneur intérimaire des Pays-Bas pendant le séjour du prince aux armées (Or., pièces 147, 148). — 1592, 12 décembre : Lettres du comte de Fuentès et du comte de Mansfeld sur l'intérim du gouvernement des Pays-Bas confié à ce dernier à la mort du prince de Parme (Or., pièces 149, 150). — 1595, 21 février : Notification au Magistrat de la mort de l'archiduc Ernest et de l'intérim confié au comte de Fuentès pour le gouvernement des Pays-Bas (Or., pièces 151, 152). — 1597, 10 sept. : Lettres de créance pour l'archiduc Albert, nommé gouverneur des Pays-Bas (Or., pièces 153 à 155). — 1597, 5 déc. : Lettres de créance du cardinal Albert, gouverneur des Pays-Bas, pour le baron de Billy, gouverneur de Lille (Or., pièce 156). — 1597, 5 décembre et 31 mai 1598 : Notification au Gouverneur et aux Etats de Lille du mariage de l'archiduc Albert avec l'infante Isabelle (1 cop. et 2 or., pièces 157 à 159). — 1598, 31 mai : Lettres à cachet de l'archiduc cardinal Albert pour la publication du traité de paix avec la France, avec affixe contenant le placard proclamé à la bretèche de Lille (Or., pièce 160). — 1598, 25 août : Serment prêté devant les Etats des Pays-Bas par Albert, archiduc d'Autriche, au nom d'Isabelle-Clara-Eugénie, infante d'Espagne, à laquelle le roi, le 6 mai précédent, avait transporté les domaines des Pays-Bas à l'occasion de son mariage, suivi du serment des députés y énumérés des Etats de Lille (Or. sc., pièce 161). — 1600, 5 février : Relation de l'entrée à Lille des archiducs Albert et Isabelle (Cop. cont. non auth., pièce 162 ; cf. Houdoy, *Joyeuse entrée d'Albert et Isabelle*, dans *Bull. Com. hist. Nord*, t. XII (1873), p. 399). — 1600, 6 février : Serment prêté au Magistrat par les

archiducs (Or. signé par Albert et Isabelle, pièce 163). — 1631, 12 fév. : Lettre du Conseil privé au Magistrat lui enjoignant de ne plus se refuser à célébrer une fête de joie pour la conclusion du traité de paix avec l'Angleterre, sauf au Conseil des finances à examiner si les frais de ces réjouissances incombent à la ville ou au souverain (Or., pièce 164). — 1634, 2 octobre : Protestation du Magistrat contre l'intervention de la Gouvernance dans une injonction qui lui avait été faite pour participer aux actions de grâce prescrites lors de la victoire de Nordlingen, avec apostille favorable du Conseil privé reconnaissant que le Magistrat ne dépend pas de la Gouvernance, et avec copie d'une lettre de François de Moncada, marquis d'Aytona, gouverneur des Pays-Bas au s<sup>r</sup> de Fermont, lieutenant de la Gouvernance de Lille (Or., pièce 165). — 1646, 25 nov. : Lettre du marquis de Castel-Rodrigo au Magistrat le remerciant du concours donné au marquis de Caracena lors de la reprise du château de Lannoy (Or. signé, pièce 166). — 1647, 2 mai, camp d'Armentières : Lettres de créance de Léopold-Guillaume d'Autriche pour le comte d'Isenbourg et le comte du Rœulx (Or. signé, pièce 167). — 1658, 6 nov. : Notification par Philippe IV aux Etats de Lille de la nomination du marquis de Caracena, gouverneur intérimaire des Pays-Bas en l'absence de don Juan d'Autriche rappelé pour l'expédition de Portugal (Or. signé, pièce 168).

AA 10 (Carton). — 20 pièces parch., 7 sceaux.

**1276-1506.** — SERVICE D'OST. — 1276, 8 avril : Déclaration de Jean, châtelain de Lille, concernant le service d'ost qu'il a accompli dans l'armée du comte de Flandre lors de l'expédition dirigée contre l'évêque de Liège (Or., pièce 169 ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 291). — 1292, 2 oct. : Lettres de non-préjudice délivrées par Jean Delehaie, chevalier, lieutenant du châtelain de Lille, au sujet de l'intervention de Thomas de Lille, qui, bien que n'étant pas chevalier, avait été chargé de conduire l'ost de la commune de Lille dans la campagne de Hainaut (Or., sceau de J. Delehaie, pièce 170 ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 327). — 1297, 2 mai : Mandement de Gui, comte de Flandre, à l'échevinage, fixant au lundi de Pentecôte à Lille



la convocation des gens astreints au service d'ost (Or., sceau de Gui, pièce 171). — 1328, 6 août : Mandement royal dispensant les habitants de Lille du service d'ost pendant la guerre de Flandre (Vid., pièce 172). — 1342, 20 août et 1383, 5 août : Dispense du service d'ost pour les habitants de Lille à condition de défendre cette ville (Or., pièces 173 et 174). — 1410, 4 oct. : Mandement royal au bailli d'Amiens exemptant pour une année les habitants de Lille du service de guerre sous condition pour les gens d'église et les non-nobles possédant fiefs de payer une contribution pour payer leurs remplaçants (Or., pièce 175). — 1411, 4 oct., Arras : Mandement de Jean, duc de Bourgogne, « commis en cette présente armée par mons. le roy », adressé au bailli de Lille, portant convocation des chevaliers, des écuyers, des gens d'armes et de trait pour chasser l'ennemi arrivé près de Senlis en marche sur Paris (Or. sc., pièce 176). — 1417, 29 avril, 1418, 16 nov. et 1419, 23 nov. : Mandements exemptant les habitants de Lille, éprouvés par la mortalité et les guerres, du service d'ost (Or., pièces 177 à 179). — 1419, 25 déc. : Conventions passées devant la Gouvernance par la ville de Lille avec Luc Leborgne, chef d'un groupe d'arbalétriers s'engageant à se rendre avec ses hommes au siège de Roye en la compagnie de Jean de Luxembourg moyennant une solde de 13 francs de France de 24 blancs doubles par arbalétrier et de 9 fr. par « poinseur » et valet de tente (Or., pièce 180). — 1421, 14 juin et 7 juin 1422 : Mandements ducaux exemptant les échevins de Lille du service d'ost (Or., pièces 181 et 182). — 1473, 27 mars, n. st. : Exemption du service d'ost pour les vassaux de la châtellenie de Lille pendant la durée de l'aide de 500.000 écus (Or., pièces 183, 184). — 1481, 18 fév. : Mandement de Maximilien réquisitionnant les hommes valides de Lille de 18 à 70 ans « et seront tenus d'eux habillier des couleurs blancq et sanguin a tout une grande croix de S. Andrieu bleue et d'estre embastonné assavoir ceulx qui sont archiers d'un arc et d'une trousse de XII flesches ou plus, et les autres d'une picque de XVIII piez de long, mesure de nostre ville de Gand » (Or. en forme de placard, sceau incomplet intéressant, pièce 185). — 1486, 10 août et 1506, 29 août : Mandements exemptant

du service d'ost les membres de l'échevinage de Lille (Or., pièces 186, 187).

AA 11 (Carton). — 8 pièces parch., 19 pap., 9 sceaux.

**1416-1594.** — SERVICE DES ARMÉES. — 1416, 23 fév., n. st. : Mandements ducaux concernant le départ des gens de guerre séjournant dans la châtellenie (Or., sc. secret, pièces 188 et 189). — 1416, 28 fév., n. st. : Mandement ducal enjoignant à Guillaume de Champdivers, chambellan, de faire sortir de la châtellenie de Lille sans nouveaux dommages les gens d'armes de sa compagnie (Or., sceau secret, pièce 190). — 1418, 16 avril : Décharge d'Hue de Lannoy, s<sup>r</sup> de Beaumont, gouverneur de Lille, de l'artillerie prêtée par cette ville, soit un « veuglare a trois cambres pesans neuf vins douze livres », 25 « pierres de canon », 1 millier de traits d'arbalète et 69 livres de poudre à canon (Or., pièce 191, avec sceau d'Hue de Lannoy, décrit dans Demay, *Inv. sc. de Flandre*, n° 5065). — 1434, 21 sept. : Mandement de Jean de Bourgogne, comte d'Etampes, s<sup>r</sup> de Dourdans, gouverneur des « Pays de par deça », pour l'arrestation des gens de guerre de Wallerand de Morneil, Gui de Roye et Jacotin de Bequetun coupables du délit de pillage commis à Pont-à-Marcq (Or., sceau de Jean, pièce 192). — 1449, 29 mars, n. st. : Mandement ducal concernant la réquisition faite par Jean de Quelene, prévôt de Lille, de gens envoyés à Anvers pour la construction de « galées » (Or., pièce 193). — 1473, 27 mars, n. st. : Lettres patentes concernant la taxe des réquisitions de charroi dans la châtellenie (Or., pièce 194). — 1485, 26 juin : Ratification par l'archiduc des conventions passées entre Jean de Gruthuse, s<sup>r</sup> d'Espierres, capitaine de Lille et le Magistrat sur la reddition du château de Lille qu'il laissera aux mains de Wallerand d'Anstaing, son lieutenant (Or., pièce 195). — 1489, 25 juin : Placard de l'archiduc portant interdiction aux gens de guerre de piller et rançonner sur le territoire de la châtellenie (Or., pièce 196). — 1516, 2 avril : Lettres closes de Charles-Quint demandant à l'échevinage le prêt de pièces d'artillerie pour le voyage d'Espagne (Or. signé, pièce 197). — 1528, 29 avril : Mandement de l'empereur pour la punition des délits commis par les gens



de guerre (Cop. cont., pièce 198). — 1550, 20 nov. : Requête de l'échevinage pour interdire la délivrance de lettres de sauvegarde aux cheveu-légers de la compagnie du s<sup>r</sup> de Gongnies, logés dans les maisons canoniales de St-Pierre à raison de cinq patars par jour et par tête (Or., pièce 199). — 1558, 28 février, 7 mars et 5 mai : Lettres adressées à l'échevinage par Emmanuel-Philibert, duc de Savoie, capitaine général des « Pays de par deçà » concernant le rôle des prisonniers français, le licenciement des troupes allemandes et la réclamation de Martin de Chamaries, soldat de la compagnie de Jérôme de Saluces (Or. signés, pièces 200 à 202). — 1558, 3 juillet : Lettre de Ponthus de Lalaing, s<sup>r</sup> de Bugnicourt, à l'échevinage le priant de fournir armes et munitions à la ville de Saint-Omer menacée d'investissement (Or., cachet de Ponthus, pièce 203). — 1558, 8 juillet : Lettre de la ville de Saint-Omer sur le même sujet (Or., pièce 204). — 1558, 10 oct., Camp d'Auxy-le-Château : Lettre d'Emmanuel-Philibert, duc de Savoie, concernant le ravitaillement du camp d'Auxy (Or. signé, pièce 205). — 1558, 7 nov., Arras : Lettre du même annonçant son départ d'Arras et son arrivée à Lille pour le 8 novembre au soir (Or. signé, pièce 206). — 1587, 15 juil. : Lettre à cachet du duc de Parme à l'échevinage lui annonçant l'arrivée du s<sup>r</sup> de Halder, chargé de recruter des « faiseurs de barques » pour des travaux urgents exécutés à Anvers (Or. signé, pièce 207). — 1588, 26 juin : Lettre du même au Magistrat pour la publication de l'ordre donné aux soldats wallons en congé irrégulier de rejoindre leurs enseignes (Or. signé, pièce 208). — 1589, 18 nov. : Lettre du Conseil privé à l'échevinage sur l'incarcération d'un prisonnier de guerre d'Utrecht (Or., pièce 209). — 1590, 21 juillet : Lettre de Lamoral de Noircarme au Magistrat sur le recrutement de son régiment (Or., cachet, pièce 210). — 1592, 30 sept. : Réquisition par le duc de Parme de deux chariots pour le prochain voyage de France (Or. signé, pièce 211). — 1594, 17 déc. : Lettre de l'archiduc Ernest concernant la réquisition de ces deux chariots (Or. signé, pièce 212). — 1594, 17 juillet : Lettre du même pour ravitailler en fourrage la compagnie du s<sup>r</sup> de St-Hilaire (Or. signé, pièce 213).

AA 12 (Carton). — 69 pièces pap., 1 parch., 43 cachets, 1 sceau.

**1646-1650.** — SERVICE DES ARMÉES. — 1646, 10 mai-1647, 8 avril : Correspondance adressée au Magistrat par le marquis de Castel-Rodrigo sur le logement des troupes et des prisonniers intéressant le maître de camp Gaspard Bonifaz, le capitaine Tartarine, les capitaines de Waty et de Gavelans, le comte du Rœulx, le marquis de Caracena, maître de camp général et concernant la démolition des ouvrages édifiés dans le faubourg St-Pierre pour empêcher les soldats de ravager le plat pays, la punition des soldats exigeant des droits à Berclau sur les marchandises passant sur la Deûle (Or. et copies, cachet du Conseil privé, pièces 214 à 231). — 1647, 20 avril-12 sept. 1648 : Correspondance de l'archiduc Léopold-Guillaume avec le Magistrat concernant le service de l'armée, intéressant les capitaines réformés Gaspard de Ruymayor-Villegas et Nicolas dei Sassi, Gaspard Bonifas, maître de camp, Joseph de Aguirre, capitaine, Ferdinand Solis, maître de camp, le comte de Bucquoy, capitaine général de la cavalerie légère, Balthazar Mercader, maître de camp, le prince de Ligne, Carlo Campi, maître de camp, le s<sup>r</sup> de Wanghen, le capitaine Erasme de Lazaro, le baron de Beck, le marquis de Bentivoglio, Joseph Guasco, le marquis de Lede, capitaine général de la mer, le capitaine Morant, et relatives au logement des troupes, au ravitaillement en farine, à la défense d'Armentières, à l'évacuation de La Bassée, à la prise du fort de Nieuwendamme par les troupes assiégeant Nieuport, au service sanitaire de l'armée, au logement des femmes et des bagages, au service de garde des portes de Lille, au ravitaillement d'Armentières, au couchage des troupes à Menin, à la défense éventuelle de Lille, aux prisonniers français (Or., pièces 232 à 282). — 1650, 20 janvier : Autorisation par Philippe IV donnée au Magistrat de Lille pour se procurer, par constitution de rente, 24.000 florins destinés au paiement de 3.000 rasières de blé fournies à l'armée de l'archiduc (Or. sc., pièce 283).



AA 13 (Carton). — 50 pièces papier, 47 cachets.

**1650-1663.** — SERVICE DES ARMÉES. — 1650, 9 janvier-17 nov. 1654 : Lettres à cachets de l'archiduc Leopold-Guillaume adressées aux Etats de Lille sur la solde de l'armée, les charrois, le logement des troupes du comte d'Annappes, du prince de Condé et du duc de Lorraine (Or., pièces 284 à 288). — 1657, 31 déc. — 13 janvier 1659 : Correspondance adressée par don Juan d'Autriche, gouverneur des Pays-Bas aux Etats de Lille concernant le service des troupes à Lille, Armentières, Marchiennes, Orchies commandées par le s<sup>r</sup> de Risbourg, le s<sup>r</sup> de Raches, le comte de « Gamarage », le prince de Condé, le prince de Ligne, capitaine général de la cavalerie légère, le comte de Bruay, gouverneur de Lille, don Francisco Pardo et le s<sup>r</sup> de « Valteneu » et intéressant les demandes d'aides, les réquisitions de bateaux sur la Lys, la réparation du château de Comines (Or., pièces 289 à 311). — 1659, 6 mars-18 oct. 1663 : Correspondance adressée aux Etats de Lille par le marquis de Caracena, gouverneur des Pays-Bas, Louis de Bourbon, prince de Condé et Philippe IV pour le service des troupes commandées par le prince de Condé, le comte d'Annappes, le s<sup>r</sup> de « Gavelanes », don Rodrigo Godines, don Jean de Toledo, Clement, Braquy, du Maigny, Beauvais, Charles Le Mettre, Christophal Reims, Bassecourt, Sanchez et Mordach concernant la prise de possession du gouvernement des Pays-Bas par le marquis de Caracena (1659, 6 mars), les subsides réclamés aux Etats, le maintien d'un corps d'armée pour la sécurité de la région de Lille, les dommages de guerre causés dans la châtellenie de Lille par les troupes du duc de Lorraine (Or., signature et cachet du prince de Condé et cachet du Conseil privé, pièces 312 à 333).

AA 14 (Carton). — 1 parch., 13 pièces papier, 3 cachets.

**1667-1670.** — SERVICE DES ARMÉES. — 1667, 28 sept. : Lettres de créance de Louis XIV pour Charnel, conseiller d'Etat, chargé de la levée des subsistances militaires à Lille (Or., pièces 334, 335). — 1667, 5 oct. : Lettre à cachet de Louis XIV pour le logement à Lille d'une garnison d'hiver

composée de vingt compagnies de gardes françaises, dix compagnies du régiment des gardes suisses, du régiment du maître de camp général de la cavalerie légère, du régiment des Croates, et des régiments de cavalerie de Fourilles et de Vaudemont (Or., pièce 336). — 1667, 9 oct. : Affectation par Louis XIV des refuges des abbayes pour le logement des troupes en garnison à Lille (Or., pièce 337). — 1667, 21 octobre-21 déc. : Lettres à cachet de Louis XIV concernant le logement des troupes à Lille (Or., pièces 338 à 342). — 1668, 3 juin : Lettres en placard de Louis XIV autorisant le Magistrat à se procurer les sommes nécessaires au casernement des troupes (Or., pièce 343). — 1668, 30 oct.-1670, 30 juillet : Lettres à cachet concernant le logement de la compagnie de Vauban du régiment de Picardie, des compagnies de cheveau-légers de Gournay et de Verdclin (Or., pièces 344 à 346). — 1670, 8 nov. : Sentence du Conseil souverain de Tournai concernant le procès de la ville de Lille sur le chauffage de la garnison (Or., pièce 347).

AA 15 (Carton). — 6 pièces papier, 1 cachet.

**1528-1612.** — CONFISCATION PAR DROIT DE GUERRE. 1528, 9 août-22 août : Quittances par Antoine, s<sup>r</sup> de Varennes et Jacques de Luxembourg, s<sup>r</sup> de Fiennes, capitaine général de Flandre de trois pains de cire confisqués sur les Français à Lille (Or. et copies, pièces 348 à 352, cachet de J. de Luxembourg). — 1612, 17 janvier : Lettre à cachet sur la procédure en matière de revendication par les sujets des Provinces unies des biens confisqués (cop. cont. pièce 353).

AA 16 (Carton). — 6 pièces parch., 1 papier, 1 sceau.

**1250-1621.** — RELATIONS AVEC LES VILLES. — [Vers 1250] : Lettre de l'échevinage [de la ville de Saint-Amand] concernant une transaction entre l'abbé, les religieux et le prévôt laïque de Saint-Amand d'une part et les sujets de la terre de Saint-Amand et les bourgeois de cette ville d'autre part, au sujet du renouvellement de l'échevinage [de la seigneurie de l'abbaye] (Cop. française du milieu du XIII<sup>e</sup> s., authentiquée par le grand sceau de l'échevinage de Lille, pièce 354). — 1415, 27 sept. :



Déclaration de l'échevinage de Cambrai exposant les griefs du chapitre St-Géry contre les bourgeois et les violences exercées à l'instigation des chanoines par Hector de Saveuse et Jacquemont de Florenche, écuyers, qui ont « courru devant ceste cité.... thué noz subgets, pillié et robé églises » et annonçant que cette ville a reçu des lettres de défi le 14 septembre et priant que l'on ne prête pas assistance aux adversaires des bourgeois (Or., pièce 355). — 1431, 26 oct. : Lettres closes de l'échevinage de Gand à celui de Lille en réponse à son message concernant l'ambassade du Pays d'Artois désireux de solliciter trêve de guerre auprès du duc. La ville de Gand invite celle de Lille à s'abstenir, en raison de la neutralité observée par les quatre principales villes de Flandre, celle de Lille étant solidaire (Or., pièce 356). — 1458, juillet-14 fév. 1462, n. st. : Privilèges accordés à la ville de Lannoy par Philippe le Bon (Vid. du 18 mai 1521, pièce 357). — 1542, 28 fév. : Sentence provisionnelle du Conseil privé sur le procès entre les villes de Lille et Courtrai au sujet d'un projet de pont-levis sur la Lys (Or., pièce 358). — 1545, 12 août : Autre sentence sur le même sujet (Or., pièce 359). — 1621, 1<sup>er</sup> sept. : Résolution du magistrat de Tournai réglant la fabrication des chevrons pour éviter un conflit avec les haut-lisseurs (Or., pièce 360).

AA 17 (Carton). — 30 pièces parch., 4 pap., 14 sceaux.

**1361-1599. — RENOUVELLEMENT DE LA LOI.** — 1361, 13 oct. : Mandement royal au souverain bailli de Lille pour le renouvellement de la loi (Or., pièce 361). — 1365, 9 nov. : Mandement royal adressé à Aleaume Voisin, receveur de Lille, concernant le renouvellement, à la requête du procureur (copie du 14 nov. 1365 sous le sceau de Voisin, pièce 362). — 1366, 1<sup>er</sup> nov. : Renouvellement de la loi par Sohiers de Gand, châtelain de Lille, commissaire du roi de France (Or., pièce 363). — 1367, 29 octobre : Mandement royal au Gouverneur de Lille annulant l'appel interjeté par le procureur au sujet de l'intervention du lieutenant de la Gouvernance dans le renouvellement de la Loi, alors que, sur la demande du procureur, Gohier de Gand, châtelain de Lille avait été désigné pour cette mission (Or., pièce 364 et 365). — 1367,

10 nov. : Renouvellement de la loi (Vidimus, pièce 366). — 1479, 26 oct. : Commission délivrée par Marie de Bourgogne et Maximilien au s<sup>r</sup> de Fromelles, gouverneur de Lille, au s<sup>r</sup> « des Pierres », capitaine du château, à Thomas Malet, s<sup>r</sup> de « Bellettes », premier maître de la Chambre des Comptes et à Antoine de Werquigneul, s<sup>r</sup> de Bauffremez pour le renouvellement de la loi (Or., pièce 367). — 1489, 22 déc. : Lettres de non-préjudice pour une irrégularité dans le renouvellement de la loi (Or., pièce 368). — 1516, 27 oct. : Cédule du Conseil privé prorogeant du 1<sup>er</sup> au 30 nov., les pouvoirs de l'échevinage dont la Loi n'a pas été renouvelée à la Toussaint à cause d'une épidémie ayant empêché le voyage des commissaires (Or., pièce 369). — 1522, 25 février, n. st. : Lettres de non-préjudice pour la désignation de Jacques de Luxembourg, s<sup>r</sup> de La Boutillerie, bâtard de St-Pol, à la charge de rewart, bien qu'il ne fut ni bourgeois ni natif de Lille (Or., pièce 370). — 1525, 13 oct. : Commission pour le renouvellement de la loi donnée au s<sup>r</sup> de Fiennes, gouverneur de Lille, suppléé par Jean, s<sup>r</sup> d'Hocron, à François, s<sup>r</sup> de Hennin, lieutenant du château de Lille, Jean Ruffault, s<sup>r</sup> de Neuville-en-Ferrain, trésorier général des finances, suppléé par Guillaume Le Blanc, maître de la Chambre des comptes et à Nicolas de Béthencourt, écuyer (Or., pièce 371). — 1529, 8 mai : Lettres de non-préjudice pour la nomination de Jacques de Luxembourg à la charge de rewart (Or., grand sceau de Charles-Quint, pièce 372). — 1531, 15 fév., n. st. : Lettres de non-préjudice pour la désignation d'Antoine Leroy et de Jean de Drumez comme échevins bien que, par leur parenté, ils auraient pu ne pas être validés aux termes de la charte accordée en 1235 par la comtesse de Flandre (Or., pièce 373). — 1535, 29 nov. : Non-préjudice pour la désignation comme échevin de Jean Artus, bien que domicilié à Lille depuis moins d'un an (Or., pièce 374). — 1536, 10 juillet : Serment des membres de la Loi (Or., pièce 375). — 1563, 9 mars, n. st. : Non-préjudice pour la désignation de Philippe de Pontewart, écuyer, s<sup>r</sup> des Anneaulx, comme rewart, et de Jean de Vlieghe, s<sup>r</sup> de La Gruerie, comme mayer, bien que ni bourgeois ni natifs de Lille (Or., signé par Marguerite de Parme, régente des Pays-Bas, pièce 376). — 1567, 9 juin : Non-préju-



dice pour la nomination de François de Bauffremez, écuyer, comme rewart, bien que non bourgeois de Lille (Or., pièce 377). — 1571, 5 mars, n. st. : Non-préjudice pour l'admission au Conclave échevinal avant prestation de serment de Jean Viron, écuyer, docteur en droit, lieutenant de la Gouvernance (Or., pièce 378). — 1584, 22 octobre : Lettre d'Alexandre [Farnèse], gouverneur des Pays-Bas, au Magistrat refusant de modifier la commission de renouvellement de la Loi que la Ville avait renvoyée parce que le Gouverneur du Bailliage et son lieutenant n'avaient pas été désignés nommément et engageant l'échevinage à ne pas soulever ces questions de forme « sans prendre esgard à toutes ces difficultéz et subtilitéz qui ne servent à propos puisque vous avez aultrement en quoi vous emploier sans nous travailler de choses si peu importantes » (Or. signé, pièce 379). — 1588, 11 oct. : Commission pour le renouvellement de la Loi au Gouverneur de Lille, à François d'Oignies, s<sup>r</sup> de Beaurepaire, à Philippe Du Chastel, s<sup>r</sup> de Blangerval, et à Paul de La Grangé, président de la Chambre des Comptes de Lille (Or., pièce 380). — 1589, 23 sept.-12 oct. 1592 : Commissions pour le renouvellement de la Loi (Or., pièces 381 à 385). — 1592, 24 oct. et 30 oct. : Non-préjudice pour une irrégularité dans la désignation de Floris Vander Haer, chanoine de St-Pierre, comme commissaire au renouvellement de la loi (Or., pièce 386 et 387). — 1593, 28 sept.-13 août 1599 : Commissions pour le renouvellement de la Loi délivrées à Jean de Robles, baron de Billy, gouverneur de Lille, Philippe Du Chastel, Paul de La Grange, Floris Vander Haer, Jean des Trompes, s<sup>r</sup> de Westhove, président de la Chambre des Comptes (Or., pièces 388 à 394).

AA 18 (Carton). — 45 pièces parch., 42 sceaux,  
3 cachets.

**1600**, 21 sept.-31 oct. **1639**. — RENOUELEMENT DE LA LOI. — Commissions pour le renouvellement de la Loi délivrées à Jean de Robles, comte d'Annappes, gouverneur de Lille, Philippe Du Chastel, s<sup>r</sup> de Blangerval, châtelain d'Audenarde, Floris Van der Haer, trésorier du chapitre Saint-

Pierre, Jean des Trompes, s<sup>r</sup> de Westhove, président de la Chambre des Comptes, Gilles Bidault, maître de la Chambre des Comptes, Philippe Maes, président de la Chambre des comptes, Claude d'Oignies, s<sup>r</sup> de Coupigny, chef des finances, Philippe-Lamoral de Gand, comte d'Iseghem, gouverneur de Lille, Regnier de Vos, maître de la Chambre des comptes, Jacques Bruneau et Jacques d'Ennetières, s<sup>r</sup> de Harlebois, président de la Chambre des comptes, Philippe de Baudequin, s<sup>r</sup> de La Haye, Philippe de Rubempré, comte de Vertain, gouverneur de Lille, Hugues de Noyelles, comte de Noyelles (Or., pièces 395 à 409, 411 à 428, 430 à 439). — 1613, 15 nov. : Décision du Conseil privé sur le concours qu'un auditeur de la Chambre des comptes doit prêter aux commissaires chargés du renouvellement de la Loi, en exécution de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> déc. 1556 (Or., pièce 410). — 1630, 16 janvier : Lettres du Conseil privé de non-préjudice aux privilèges de 1235, 1346, 1355 et 1478 pour retard dans le renouvellement de la loi fixé par les statuts à la Toussaint (Or., pièce 429).

AA 19 (Carton). — 33 pièces parch., 30 sceaux,  
1 cachet.

**1640**, 17 sept.-6 sept. **1666**. — RENOUELEMENT DE LA LOI. — Commissions pour le renouvellement de la Loi délivrées par les rois d'Espagne à Eustache de Croy, comte du Rœulx, gouverneur de Lille, Philippe Du Chastel, J. d'Ennetières, Ph. de Baudequin, s<sup>r</sup> de La Haye, René de Vos de Steenwick, président de la Chambre des comptes, baron de Mercy, prévôt de St-Pierre, Philippe-François d'Ennetières, s<sup>r</sup> de Motte, maître de la Chambre des comptes, Charles Hovyne, s<sup>r</sup> de « Gouvernies », maître des requêtes du Conseil privé, Carlo Campi, commis au gouvernement de Lille, comte de Bruay, gouverneur de Lille (Or., pièces 440 à 444, 446 à 448, 450 à 472). — 1645, 3 juillet : Commission pour le remplacement de l'échevinage de Lille, destitué pour n'avoir pas assuré l'exécution de l'édit sur les monnaies (Or., pièce 445). — 1647, 19 nov. : Maintien en fonctions pour une année des Huit hommes et du Magistrat de Lille (Or., pièce 449).



AA 20 (Carton). — 32 pièces parch., sceaux frustes.

**1667.** 10 oct.-16 oct. **1706.** — **RENOUVELLEMENT DE LA LOI.** — **Commissions délivrées** par Louis XIV pour le renouvellement de la Loi au marquis d'Humières, gouverneur de Lille, à Philippe de Baudequin, s<sup>r</sup> d'Alincourt, à Cyprien de Warick, s<sup>r</sup> de Carnin, bailli de Lille, à Michel Delannoy, s<sup>r</sup> du Carnoy, à Le Peletier de Souzy, intendant, à d'Artagnan, capitaine-lieutenant de la première compagnie des mousquetaires de la garde, commandant la citadelle de Lille, à Michel-Ange, baron de Woerden, à Dugué de Bagnols, intendant de Flandre, à Guislain-Robert du Grospré, s<sup>r</sup> de Gorquehel, au marquis de Boufflers, gouverneur de Lille, à l'abbé de Champigny, prévôt de St-Pierre, au s<sup>r</sup> de La Haye du Biez, grand bailli de La Motte-au-Bois (Or., pièces 473 à 488, 490 à 504). — 1683, 11 août : Révocation du s<sup>r</sup> de Beaupré, rewart, et de Warcoing, mayeur, pour insulte faite en l'échevinage au subdélégué de l'Intendant de Flandre (Or., pièce 489).

AA 21 (Carton). — 5 pièces parch., 1 pièce papier, 8 cachets.

**1708-1712.** — **RENOUVELLEMENT DE LA LOI.** — 1708, 12 nov. : Commissions par les Etats-Généraux des Provinces-Unies pour le renouvellement de la Loi de Lille à Ferdinand Van Collen, échevin d'Amsterdam, député à l'armée, à Pierre Godart Van Rossem de Hardenbrok, député à l'armée, au s<sup>r</sup> de La Haye du Biez, grand bailli de La Motte-au-Bois, et à Charles-Philippe Hangouwart, comte d'Avelin, avec cachets de Gockinga, du comte de Rechteren, de Velvede et de Jean Dussèle, députés des Etats-Généraux (Or., pièce 505). — 1709, 5 oct. : Commission pour le renouvellement de la Loi délivrée à Jean Steenlack, bourgmestre et sénateur de Rotterdam, Pierre Kemp, s<sup>r</sup> de Moermond, ancien bourgmestre de Zieriksée, Scato Ludolf de Gockinga, député au Conseil des députés de la province de Groningue et Jacques Hop, trésorier-général des Provinces-Unies, tous les quatre députés des Etats-Généraux à Lille, d'une part, et à Antoine Gunther, prince de Holstein-Beeck, gouverneur de Lille, au s<sup>r</sup> de La Haye

du Biez, grand-bailli de La Motte-au-Bois, et à Charles-Philippe Hangouwart, comte d'Avelin, avec cachet des Etats-Généraux (Or., pièce 506 et affine pièce 507). — 1710, 24 oct. : Commission pour le renouvellement de la Loi délivrée à Wicher Wichers, député à l'armée, Antoine Gunther, prince de Holstein-Beeck, gouverneur de Lille, à de La Haye du Biez et au comte d'Avelin (Or., pièce 508, cachet des Etats-Généraux). — 1711, 8 oct. : Commission délivrée à Alexandre Vander Capellen, député à l'armée, à A. Gunther, à La Haye du Biez et au comte d'Avelin (Or. avec cachet, pièce 509). — 1712, 19 sept. : Commission délivrée à ces trois derniers personnages ainsi qu'à Guillaume Hooft, député à l'armée (Or., avec cachet, pièce 510).

AA 22 (Carton). — 18 pièces parch., 1 pièce papier.

**1713-1772.** — **RENOUVELLEMENT DE LA LOI.** — Commissions délivrées par Louis XIV et par Louis XV pour le renouvellement de la Loi de Lille au s<sup>r</sup> de Bernières, intendant de Flandre, à l'abbé de Champigny, prévôt de Saint-Pierre, et au s<sup>r</sup> de La Plaigne, conseiller d'honneur au Parlement de Flandre, à Meliand, intendant de Flandre, au duc de Boufflers, gouverneur de Lille, au s<sup>r</sup> de La Grandville, intendant de Flandre, au marquis d'Heuchin, au baron de Morghem, au prince de Soubise, gouverneur de Lille, au s<sup>r</sup> de Caumartin, intendant de Flandre, au marquis de Croix, au s<sup>r</sup> de Creny (Or., pièces 511 à 529).

AA 23 (Carton). — 26 pièces parch., 2 pap., 26 sceaux.

**1527, 8 avril-28 nov. 1663.** — **Echevinage. Frais de robe et de festins.** — Lettres patentes autorisant le Magistrat à payer les frais de robe de l'échevinage, le banquet annuel du renouvellement de la Loi, réunissant parfois 80 personnes et les dîners mensuels du premier vendredi groupant 40 personnes (Or., pièces 530 à 557 avec signets des maîtres de la Chambre des comptes, pièce du 10 mars 1556 ; grand sceau du même, pièce 534 ; grand sceau d'Albert et Isabelle, pièce 540 ; cachet de l'archiduchesse Isabelle, pièce 552). — 1623, 13 nov. : Apostille du Conseil Privé sur requête de l'échevinage enjoignant à la Chambre



des comptes de rétablir en dépense sur les comptes de la ville 6.312 livres pour les robes de deuil de l'échevinage portées pendant trois mois lors des funérailles de l'archiduc (Or., pièce 549).

AA 24 (Carton). — 5 pièces parch., 9 pap., 3 sceaux.

**1365-1604.** — ADMINISTRATION GÉNÉRALE. — 1365 : Ordonnance pour la réforme de l'administration de la ville (Or., pièce 558). — 1410, 12 sept. : Instructions données par Henri de Mortagne dit d'Espierre, chevalier, gouverneur de Lille, Jean de Pacy, Jacques de La Tanerie et Evrard Le Chievre, bailli et prévôt de Lille aux mayeur, échevins, Conseil, commis aux comptes de cette ville pour la rédaction des comptes de l'échevinage (Cop. cont., pièces 559 à 559 B). — [1451, 5 mars, n. st.] : Mémoires sur les réformes nécessaires dans l'administration financière de la ville. *Incipit* « Pour obvier reformacion.... » (Or., pièce 560). — 1451, nov. : Instructions données à l'échevinage de Lille en matière de comptabilité (cop. pièce 561). — [Vers 1451] : Mémoire financier du Magistrat sur diverses charges induement imposées à la ville intéressant notamment les fêtes de l'ÉpINETTE et les processions. *Incipit* : « Déclaration de pluseurs négligences... » (cop., pièce 562). — 1460, 4 juillet : Révocation des quatre commissaires aux comptes de la Hanse de la ville de Lille pour prévarication et mauvaise gestion financière et leur substituant un seul comptable [Barthélemy Hangouart] (Or., sceau secret de Philippe le Bon, pièce 563). — 1460, 4 juillet : Commission ducale délivrée à Barthélemy Hangouart pour administrer seul l'office de la Hanse (Or., sceau secret, pièce 564). — 1460, 19 décembre : Cédula du Grand Conseil du duc de Bourgogne annulant, sur la requête de l'échevinage invoquant les privilèges de la ville, la révocation des quatre commis de la Hanse et la nomination de B. Hangouart, administrateur des deniers de la ville (Or., pièce 565). — [1467, 8 janvier, n. st.] : Mémoire adressé par le Magistrat au duc de Bourgogne concernant l'administration financière de la ville. *Incipit* : « Advertissement... Pour informer.... » (Copie, pièce 566). — 1556, 1<sup>er</sup> déc. : Lettres-patentes de Philippe II portant que les comptes de la ville se rendront devant les commissaires au renouvelle-

ment de la Loi assistés d'un auditeur de la Chambre des comptes de Lille (Or., grand sceau royal, pièce 567). — 1604, 6 avril : Injonction du Conseil des finances à la Chambre des comptes pour ne pas allouer de nouvelles dépenses sur les comptes du plat pays malgré la requête de l'échevinage de Lille sollicitant le paiement des jurisconsultes qui se sont occupés des affaires de la Châtellenie (copie, pièce 568).

AA 25 (Carton). — 35 pièces parch., 4 pap., 10 sceaux.

**1328-1693.** — ADMINISTRATION GÉNÉRALE. OFFICES. 1328, 4 oct. : Mandement royal au gouverneur de Lille suspendant l'obligation faite aux « eschevin, juret, vear-juret, paiseur, huit-homme et compteur de la Hanse de Lille », d'avoir un cheval pendant l'exercice de leur charge (Or., pièce 569). — 1338, 7 sept. : Ordonnance de Godemars de Fay, s<sup>r</sup> de Bouthion, gouverneur de Tournai et souverain bailli de Lille, concernant l'office des appeiseurs de Lille (Or., sceau de la Gouvernance, pièce 570). — 1341, 15 sept. : Ordonnance du souverain bailli de Lille sur l'exclusion des avocats du Conseil de ville, s'ils exercent leur office moyennant rétribution (Or., pièce 572, Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 364). — 1343, 15 déc. : Ordonnance d'Eustache de Ribémont, s<sup>r</sup> de Parpes, gouverneur du Bailliage de Lille, concernant les appeiseurs, avec transcription d'un mandement royal du 6 février 1237, n. st. (Or., pièce 571). — 1347, 23 mars, n. st. : Enquête faite par Pierre Bauchans, bailli de Lille, sur l'exclusion des célibataires pour remplir des fonctions échevinales, avec dépositions des curés et de divers personnages prouvant que seuls les bourgeois mariés ou veufs pouvaient être membres de la Loi (Or., pièce 573). — 1347, 30 avril : Sentence de l'échevinage contre Jean de Gand, pour propos injurieux tenus contre les membres de la Loi, condamné à aller en pèlerinage au Grand St-Bernard (S. Bernard des Mons de Mongieu), trois mois après être allé à St-Louis de Marseille où il devait se rendre aussi en pèlerinage en suite d'une condamnation portée par les appeiseurs (Or., pièce 574). — 1362, 7 février, n. st. : Mandement royal adressé au souverain bailli de Lille et au bailli de la Salle de Lille autorisant les serviteurs des bourgeois de



cette ville à porter épées et bâtons dans l'étendue de la châtellenie (Or., pièce 575). — 1362, 3 mai — 1367, 22 août : Déclarations et actes de procédures concernant le port de bâtons par les serviteurs des bourgeois de Lille (4 orig. et 1 vidimus, pièces 576 à 580). — 1417, juin : Lettres de non-préjudice pour la nomination par le duc de Bourgogne d'Ameux de Cohem, archer ducal, et de Jean d'Escaubecque échanson ducal à des offres dont la nomination appartient à la ville, notamment ceux du « querquage et déquerquage des vins et de l'eswart des pourceaux appelé le baston du pourcel » (Or. avec sceau secret du duc et vidimus, pièces 581, 581 A). — 1429, 29 juillet : Procès-verbal notarié du refus opposé par l'échevinage à recevoir à bourgeoisie Henri Gommer, fils de Baudouin, bien que fils de bourgeois (Or., pièce 582). — 1458, 24 octobre : Renonciation par Vincent Ruffault, bourgeois de Lille appelé depuis 22 ans aux fonctions échevinales, à son office de lieutenant du bailli de Lille, pour éviter l'opposition qui lui était faite pour renirer dans l'échevinage (Or., avec le seing du notaire Martin Spinewin, pièce 583). — 1458, 1<sup>er</sup> nov. : Renonciation devant la Gouvernance par Hue Marliere, désigné comme échevin de Lille par les commissaires au renouvellement de la Loi, à ses fonctions de prévôt d'Esquermes, pour incompatibilité de cumul (Or., pièce 584). — 1470, 25 oct. : Lettres-patentes ducales portant que la commission de chirurgien de la ville de Lille délivrée à Adam Delaval est autorisée, malgré les suppressions des charges de chirurgien faites en exécution des ordres du feu duc du 27 janvier 1467 n. st., n'ayant laissé subsister que celle de Jean de Fontaines (Or., sceau secret, pièce 585). — 1514, 4 février, n. st. : Commission délivrée par l'archiduc à Pierre Lucas valet de chambre de Marguerite d'Autriche pour l'office du minck de Lille, sans préjudice du procès en instance devant le Grand Conseil de Malines, intenté par le Magistrat, contestant au souverain le droit de disposer de cette place (Or., sceau de majesté de Maximilien et Charles, Demay, n° 34 ; pièce 586). — 1515, 26 février, n. st. : Autorisation donnée par le souverain à la ville de Lille d'affermir le minck au profit de P. Lucas (Or., sceau de Charles, prince d'Espagne, Demay, n° 87, pièce 587). — 1516, 16 sept : Mandement

royal à la Chambre des comptes lui enjoignant d'approuver les augmentations demandées par la ville de Lille, à savoir 30 sous au lieu de 24 sous par journée de déplacement pour toute personne envoyée en mission avec un cheval, 72 s. au lieu de 60 s. pour la vacation du rewart et autre membre du Conseil se déplaçant avec 3 chevaux, 160 l. p. au lieu de 100 l. p. pour le traitement de Jean Artus, procureur de la ville (Or., pièce 588). — 1529, 1<sup>er</sup> nov. : Procès-verbal notarié de la renonciation faite par Ruffin de La Ruelle à la charge d'échevin d'Esquermes et par Paul Ledrut à celle de conseiller de la Gouvernance, incompatibles avec celles de l'échevinage de Lille (Or., pièce 589). — 1530, 8 juillet : Injonction faite par Marguerite d'Autriche à l'échevinage de recevoir comme rewart Wallerand de Smerpont, voir-juré, suivant l'usage voulant que cet office soit rempli par le premier voir-juré en attendant le renouvellement de la Loi (Or., pièce 590). — 1539, 28 août : Déclaration de Guillaume Hangouart, s<sup>r</sup> de Pietre et de Pummereau, président du Conseil d'Artois, bourgeois de Lille portant qu'il ne se prévaudra pas, contre les privilèges de cette ville, de sa qualité de bourgeois d'Arras (Or., pièce 591 ; sceau de G. Hangouart, Demay n° 5362). — 1556, 17 mars, n. st. : Ordonnance du Conseil privé augmentant les gages des procureurs et greffiers civils et criminels de l'Echevinage (Or., pièce 592). — 1556, 28 sept. — Mandement royal approuvant l'augmentation des gages de Jean de Le Fortrie, procureur de la ville de Lille, Charles aux Cauches, greffier civil, et Jean Waignon, greffier criminel, et leur laissant, moyennant une redevance de 50 fl. la ferme du droit de sceau à condition de se faire seconder par des clercs plus capables (Or., pièce 593). — 1562, 7 juillet : Conventions entre Pompilius Numan, huissier d'armes du Conseil privé et Maximilien de Hennin, premier conseiller pensionnaire de la ville de Lille, par lesquelles ledit Numan s'engage, moyennant une somme annuelle de 12 livres, à tenir au courant l'échevinage des affaires en instance devant le Conseil Privé, le Conseil des finances et le Conseil d'Etat (Or., pièce 594). — 1565, 16 nov. : Elévation des vacations des officiers de l'échevinage portées à 40 patars par jour (Or., pièce 595). — 1566, 29 janvier, n. st. : Création par le roi d'une troi-



sième charge de conseiller pensionnaire de la ville et élévation des émoluments des deux autres charges (Or., pièce 596). — 1578, 30 août : Lettres en placard de l'archiduc Mathias fixant à trois et à quatre florins les frais de déplacement des officiers de la ville (Or., sc., pièce 597). — 1587, 2 mars : Autorisation donnée par le Conseil privé, sur requête de Jean Desfontaines, procureur, et de Jacques de Boullongne, greffier civil de l'échevinage pour augmentation de leurs tarifs pour expédition de pièces (Or., pièce 598). — 1588, 30 sept. : Mandement royal adressé aux commissaires ordinaires pour l'audition des comptes de la ville, autorisant le Magistrat à relever de 7 à 20 livres les gages du rewart, et de 7 à 12 l. ceux du mayer et des échevins pour leur permettre d'acheter des robes pour assister aux assemblées du Magistrat, en raison de la cherté des étoffes de soie et des fourrures dont le prix a quadruplé, et fixant l'heure d'ouverture de la halle échevinale à 8 h., 8 h. 1/2 et 9 h. suivant la saison (Or., pièce 599). — 1596, 6 juin : Cédula du Conseil privé, sur requête de Jean Miroul, procureur, et de Piat Mouton, greffier civil, augmentant le tarif des expéditions des lettres d'achat et des titres de rente (Or., pièce 600). — 1633, 8 oct. : Approbation par le Conseil privé de la résolution du Magistrat continuant à Piat Mouton, premier conseiller pensionnaire de la ville depuis 44 ans, ancien député près les Etats de Lille, sa charge de premier pensionnaire avec droit à pension, à sa robe, et aux immunités de cette charge, ainsi qu'à la moitié des gages de député des Etats (Or., pièce 601). — 1643, 6 oct. : Sentence du Conseil privé portant qu'en exécution des privilèges de 1235, les cousins germains ne peuvent siéger simultanément à l'échevinage (Or., pièce 602). — 1643, 8 oct. : Sentence du Conseil privé rejetant la requête des curés des quatre anciennes paroisses de Lille voulant remplacer Laurent Bridouille, décédé dans son office de huit-homme avant sa prestation de serment (Or., pièce 603). — 1647, 23 février : Recommandation pour un office de porteur de bière faite pour Pierre Haesbrouck, d'Armentières, dont la maison avait été détruite par les Français à cause de son intervention lors de la surprise de cette ville (Or., pièce 604). — 1647, 8 mai : Recommandation pour le même per-

sonnage pour un office de brouteur (Or., pièces 605 et 606). — 1693, 12 mai : Arrêt du Conseil du roi unissant au corps de la ville de Lille les offices de maire, assesseurs et commissaires aux revues, créés par édit d'août 1692 (Or. pièce 607).

AA 26 (Carton). — 5 pièces parch.

**1414-1471.** — ECHEVINAGE. SERVICE DU GUET. — 1414, 15 mars, n. st. : Mandement ducal portant injonction de faire assurer à Lille le service de la garde même par les gens d'église, conseillers, officiers et sergents, à l'exception toutefois du gouverneur, du bailli et des gens de compte (Or., pièce 608). — 1414, 22 août : Mandement ducal au s<sup>r</sup> d'Halluin, capitaine de Lille, portant exemption des services de guet, de garde et de contribution en faveur d'une réfugiée Jeanne du Bos, en raison de sa noble extraction et des services de guerre rendus par ses parents (Or., pièce 609). — 1414, 30 sept. : Mandement concernant le paiement des gages du s<sup>r</sup> d'Halluin, capitaine de Lille (Or. sc., pièce 610). — 1457, 15 au 17 juillet : Dispositif de la sentence interlocutoire rendue par le Grand Conseil ducal sur le litige entre les Etats de Lille et Jean, s<sup>r</sup> de Lannoy, au sujet du service de guet dans le château de Lannoy (Or., pièce 611). — 1471, 2 sept. : Ajournement devant le Grand Conseil, de Jean Wastepate, clerc de la prévôté, pour refus du service de guet (Or., pièce 612).

AA 27 (Carton). — 2 pièces parch., 2 pap.

**1339-1617.** — ORDONNANCES GÉNÉRALES. — 1339, 4 juillet : Ordonnance du roi de France sur les blasphémateurs (cop. collat., pièce 613). — 1531, 7 oct. : Ordonnance de Charles-Quint concernant les luthériens, les monnaies, les coutumes, les abus notariaux, les accaparements, les banqueroutiers, les vagabonds, les ivrognes, les loix somptuaires et s'appliquant aux Pays-Bas (Cop. auth., pièce 614). — 1531, 7 oct. : Mandement sur l'application de la précédente ordonnance (Cop. auth., pièce 615). — 1617, 26 janvier : Ordonnance des archiducs réglant le service des messageries des lettres entre Lille (Maison du Beauregard), Bruxelles et Maastricht. Le départ de Lille devait se faire tantôt le lundi, tantôt le jeudi. Le messenger



partant le lundi après-midi de Lille arrivait à Bruxelles le mercredi vers midi, passait à Malines le jeudi, retournait à Bruxelles le vendredi et revenait à Lille le lundi. L'affranchissement des lettres était fixé à 2 patars et demi pour Lille à Bruxelles, 3 patars et demi pour Lille à Malines et 1 patar pour Bruxelles à Malines (Or., pièce 616).

AA 28 (Carton). — 8 pièces parch., 5 pap.,  
1 rouleau parch.

**1330-1772.** — ORDONNANCES. MONNAIES. — 1330, 19 sept. : Mandement royal adressé à la Gouvernance de Lille portant réglementation des monnaies (Cop. contemp., pièce 617). — 1339, 3 juillet. Mandement royal sur la publication de l'ordonnance monétaire (Copie contemp., pièce 618). — 1421, 23 déc. : Lettres-patentes ducales annulant la commission donnée à Jacques de La Viesville, écuyer à Thierry Le Roy et à Guillaume de Rabecque, conseillers du duc, pour « reformer ceulx qui s'estoient mesléz sur le fait du billon audit lieu de Lille, marchiez frauduleux, deceptis et usuraires », sous condition de verser une somme de 1.600 livres à la recette générale des finances pour participer à l'aide levée à l'occasion du déplacement des gens d'armes de Bourgogne (Or., pièce 619). — 1466, 3 juin : Mandement ducal sur le cours des monnaies (Or., pièce 620). — 1490, 22 janvier, n. st. : Mandement des archiducs concernant le paiement des loyers des maisons situées à Lille et l'application de l'ordonnance monétaire du 24 décembre 1488 (Or., pièce 621). — 1517, 14 juin : Ordonnance du roi de Castille sur le négoce des orfèvres, la fabrication et le commerce des objets d'or et d'argent dans les Pays-Bas (Copie flamande du 19 nov. 1518, pièce 622, avec traduction française contemporaine, pièce 623). — 1551, 14 avril : Note de François Nerault, essayeur des monnaies à Bruges, sur un essai d'or destiné à la ville de Lille (Cop. cont., sans authenticité). — 1617, 2 mars : Dispositif de la sentence du Conseil privé au profit du Magistrat contre la Gouvernance en matière de contraventions monétaires (Or., cachet, pièce 625). — 1631, 2 août : Lettres du Magistrat concernant la mission du conseiller de Semerpont sur l'exécution d'un édit monétaire (Cop. cont., pièce 626). —

1631, 5 août : Lettre de l'archiduchesse Isabelle sur cette mission et la vérification de la comptabilité de la veuve d'Antoine Calberner (Or., cachet, pièce 627). — 1648, 29 janvier : Lettre de l'archiduc Léopold-Guillaume au Magistrat sur l'exécution de l'édit monétaire (Or., signé, cachet du Conseil privé, pièce 628). — 1648, 23 fév. : Lettre du même sur l'exécution du placard monétaire du 18 mars 1633 (Or. signé, cachet, pièce 629). — 1772, 27 sept. : Plan général de l'Hôtel des Monnaies de Lille (Or., pièce 630).

AA 29 (Carton). — 4 pièces parch., 4 pap., 4 sceaux.

**1473-1615.** — JURIDICTION. GÉNÉRALITÉS. — 1473, 27 mars, n. st. : Lettres patentes ducales, sur requête des Etats de la châtellenie de Lille, maintenant aux échevinages la connaissance des affaires de leur compétence en première instance, sans les soustraire à cette juridiction par une évocation au Grand Conseil (Or., grand sceau de Charles le Téméraire, pièce 631). — 1507, 30 déc. : Interdiction d'attirer en première instance, pour action personnelle, ailleurs que devant les échevinages de la résidence des parties en cause dans la châtellenie de Lille, à peine de 60 l. d'amende (Cop. auth. cont., pièce 632). — 1522, 15 avril, n. st. : Lettres-patentes de Charles-Quint sur les attributions judiciaires de la Gouvernance et du Magistrat de Lille, avec détails des cas relevant de ces cours (Or., pièce 633). — 1522, 2 déc. : Ordonnance de Charles-Quint sur les empiètements de la juridiction ecclésiastique (Cop. flamande avec traduction française : deux vidimus du 24 déc. 1522 avec sceau de la ville de Gand, pièces 634 et 634 A). — 1522, 10 déc. : Lettres-patentes de Charles-Quint portant interdiction de déférer des laïques de la châtellenie de Lille ailleurs que devant des cours séculières (Or., pièce 635). — 1614, 27 août : Lettre à cachet des archiducs adressée au Magistrat pour le renvoi devant la juridiction compétente, échevinage, bailliage ou Gouvernance, des requêtes en remise ou en grâce (Or., cachet, pièces 636 et 637). — 1615, 5 mai : Sentence du Conseil privé sur le litige entre les Etats de Lille et le chapitre Saint-Pierre, d'une part, et l'échevinage de Lille d'autre part, sur l'exécution des exploits d'huissiers faits



à la requête des égards de la bourgeterie, en exécution du règlement du 13 mars 1609 (Or., cachet, pièce 638, avec exploit, pièce 639).

AA 30 (Carton). — 35 pièces parch., 3 pap., 8 sceaux.

**1334-1683.** — JURIDICTION DE L'ECHEVINAGE. PRIVILÈGES ET GÉNÉRALITÉS. — 1334, 7 sept. : Accord entre Robert, s<sup>r</sup> de Wavrin, chevalier, représenté par son bailli Robert de Lenkemeure, d'une part, et le Magistrat de Lille, d'autre part, en matière de juridiction, par acte passé devant la Salle de Lille (Or., pièce 640). — 1339, 4 mai : Mandement royal adressé au Souverain bailli de Lille concernant l'observation par les officiers royaux des usages de la ville en matière de juridiction (Or., pièce 641). — 1343, 12 déc. : Mandement royal portant que les bourgeois de Lille peuvent exiger le remboursement de leurs créances nonobstant lettres de répit pour faits de guerre (Or., pièce 642). — 1346, mars, n. st. : Lettres-patentes royales portant que les bourgeois de Lille ne sont justiciables que de la juridiction échevinale (Vid. du 25 juin 1346, pièce 643). — 1346, mars, n. st. : Lettres-patentes royales réservant à l'échevinage de Lille la connaissance en matière de conventions matrimoniales, dons d'aumône et « assenements » (Or., pièce 644 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 373). — 1350, 30 juin : Mandement royal pour le paiement des créances dues aux bourgeois de Lille malgré les lettres de répit (Vid. du 24 fév. 1355, n. st., pièce 645). — 1351, mars, n. st. : Lettres-patentes royales annulant l'ancien usage du serment judiciaire, à la requête des habitants de Lille (Or., sceau de majesté, pièce 646 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 388). — 1354, 22 oct. : Mandement royal sur l'observation des privilèges de juridiction de la ville (Vid. avec sceau de la Prévôté de Paris du 3 nov. 1354, pièce 647). — 1364, 18 déc. : Mandement royal au Souverain Bailli de Lille lui enjoignant de punir ceux qui tentaient sous forme d'appel de se soustraire à la juridiction échevinale (Or., pièce 648). — 1368, 22 sept. : Lettres-patentes royales autorisant l'usage des plaidoiries et mémoires écrits dans les instances devant l'échevinage bien que « ou temps passé, l'en ait usé et acoustumé en ladicte ville a plaidier de bouche » (Or., pièce 649). —

1368, 25 oct. : Autorisation des plaidoiries écrites devant l'échevinage aux dépens de la partie condamnée (Or., pièce 650). — 1396, 28 oct. : Lettres-patentes ducales fixant le tarif des amendes pour « faux clains » devant l'échevinage de Lille (Vidimus du 4 nov. 1396, pièce 651). — 1415, 1<sup>er</sup> sept. : Mandement ducal à la Gouvernance et à la Chambre des comptes prescrivant une enquête sur l'usage suivi à Lille pour la succession des bâtards (Vid. du 18 août 1416 délivré par la Gouvernance, pièce 652). — 1421, 22 d<sup>r</sup> : Lettres-patentes ducales portant injonction de passer les adhérents et les contrats de rente devant l'échevinage (Or., pièce 653). — 1423, 20 août : Lettres-patentes ducales concernant la procédure échevinale (Or., petit sceau ducal, pièce 654 avec homologation par le Conseil de Flandre le 7 juillet 1424, pièces 655 et 656). — 1443, 3 sept. : Commandement au Prévôt de Lille de laisser l'échevinage punir les sergents de la ville suivant l'ancien usage consistant à faire comparaître les coupables et à remettre la verge, insigne de leurs fonctions, entre les mains des échevins et à subir la punition infligée jusqu'au moment de leur réinstallation par le Magistrat (Or., pièce 657, avec exploit de Pierre Leoc, sergent du Bailliage d'Amiens avec son sceau pièce 658). — 1455, 22 avril : Lettres-patentes ducales réglementant le service des plaids de l'échevinage tenus le lundi et consistant d'une part en « plais à l'ordinaire qui meuvent et procèdent de claims et arrests faits par nostre dit prevost... sur corps de personnes » et d'autre part en « plais au hestel et procèdent par adjournement faiz a requeste de partie » (Or. pièce 659). — 1456, 31 juillet : Procès-verbal notarié rappelant qu'aux termes d'une sentence prononcée par Gérard de Pleine et Jean Lorfevre, commissaires ducaux chargés d'appointer un procès entre la Gouvernance et l'échevinage, les sergents de la Gouvernance étaient tenus de solliciter des échevins l'autorisation d'instrumenter et portant protestation contre les rémissions accordées par la Prévôté, représentant le souverain, sur des délits criminels pénalisés par les statuts de l'échevinage (Or., pièce 660). — 1458, 21 juillet : Mandement concernant la reprise des instances judiciaires devant la Halle échevinale, interrompues par la



mort de Jean de Queleucq, prévôt de Lille (Or., pièce 661). — 1459, 20 oct. : Mandement ducal adressé aux commissaires enquêteurs sur les abus commis par les officiers de justice leur enjoignant de ne pas informer sur le territoire de Lille, sur requête de l'échevinage invoquant ses privilèges de juridiction sur les membres de la Loi, les bourgeois, hôtes, manants et habitants de cette ville (Or., pièce 662). — 1459, 17 déc. : Lettres-patentes ducales réglementant le style de la procédure des enquêtes devant la juridiction échevinale (Or., pièce 663). — 1484, 10 avril, n. st. ; Lettres-patentes concernant l'appel des sentences rendues par l'échevinage (Or., pièce 664). — 1518, 14 oct. : Cédula du Conseil privé restreignant le droit d'arrestation du prévôt des maréchaux aux hommes dépendant de son service (Or., pièce 665). — 1522, 15 déc. : Pouvoirs donnés par Charles-Quint à l'échevinage de punir les délits commis par les gens de guerre sans obligation de renvoyer l'affaire aux capitaines des soldats délinquants (Or., pièce 666). — 1522, 15 déc. : Mandement de Charles-Quint sur l'exécution des sentences échevinales (Or., pièce 667). — 1589, 5 oct. : Attestations notariées sur le droit de l'échevinage de faire des actes de juridiction dans les prisons et dans le bureau du poids de la ville (Or., pièce 668). — 1591, 14 janvier : Ordonnance du Conseil privé sur requête de l'échevinage portant obligation pour le bailli d'assister aux plaids de l'échevinage sans être spécialement convoqué, le Magistrat n'ayant pu, au scandale du peuple, assurer le service de la justice (Or., pièce 669). — 1612, 22 nov. : Sentence du Conseil privé dans l'instance de l'échevinage contre Nicolas Lambrecht portant que le Magistrat n'était tenu d'assurer l'exécution des jugements rendus contre ses bourgeois que s'ils émanaient du Conseil de Flandre ou de la Gouvernance (Or., pièce 670). — 1629, 9 août : Lettre à cachet portant que le Magistrat peut exiger caution de ceux qui bénéficient d'une pension alimentaire, à l'occasion de l'instance Robert du Bosquel contre Jean Clevis (Or., pièces 671 et 672). — 1634, 27 janvier : Apostille du Conseil privé sur la juridiction du Magistrat (Or., pièce 673). — 1651, 24 juillet : Lettres-patentes de Philippe IV autorisant le paiement des gages de six sergents cri-

minels supplémentaires, malgré la suppression proposée par les commissaires au renouvellement de la Loi (Or., sceau du roi, pièce 674). — 1668, 1<sup>er</sup> juin : Arrêt du Conseil d'Etat sur la compétence du Magistrat en matière de lettres de repit (Or., sceau de Louis XIV, pièces 675, 676). — 1676, 16 avril : Renvoi par le Conseil d'Etat devant le Magistrat de l'instance de Baillet, secrétaire du roi contre Louis de Vaux, habitants de Lille, malgré la sentence des requêtes de l'hôtel (Or., pièces 677, 678). — 1678, 31 août : Arrêt du Conseil souverain de Tournai renvoyant devant l'échevinage de Lille l'instance Jean du Beron, bourgeois de Lille, portée devant la juridiction consulaire (Or., pièce 679). — 1683, 28 juillet : Autorisation du Conseil du roi autorisant le Magistrat à juger en dernier ressort les délits criminels commis dans l'enceinte nouvelle de Lille (Or., pièces 680, 681).

AA 31 (Carton). — 11 pièces parch.

**1344-1392.** — JURIDICTION DE L'Echevinage. — 1344, 26 oct. : Procès-verbal dressé par le notaire Jacques Dupire (de Piro) de l'exécution d'un arrêt du Parlement concernant le procès de Lotard de La Bassée, bourgeois de Lille contre Jean Le Cordier, la ville de Lille étant représentée par Pierre Bauchant, bailli de Lille, et Jacques Le Clerc, procureur de l'échevinage, et celle de La Bassée par le receveur Jean Du Hot (Or., pièce 682). — 1345, 25 nov. : Rappel par l'échevinage de La Bassée du ban prononcé dans l'instance précédente (Or., notarié, pièce 683). — 1353, 1<sup>er</sup> février, n. st. : Sentence de la Gouvernance concernant l'arrestation de Jacquemart Le Rique, bourgeois de Lille, coupable de voie de fait sur la personne de Jean de Termonde, bailli de Lille (Or., pièce 684). — 1357, 24 mars, n. st. : Arrêt du Parlement concernant les accusations portées contre l'échevinage à l'occasion de l'arrestation d'Evrard Fort et de Catherine Canarde, sa femme (Or., pièce 685). — 1358, 12 oct. : Sentence de l'échevinage donnant à la ville et aux gardes-orphènes la priorité sur les biens de Jean Le Neveu, changeur (Or., pièce 686). — 1359, 18 fév. et 24 février, n. st. : Procès-verbal dressé par le notaire Jacques de « Vinea » du défaut prononcé



contre Jean Dupont dans l'instance Agnès Le Baye, soumise à l'arbitrage de Robert, s<sup>r</sup> de Beau-fremez, et d'Henri de « Vacaria » (Or., pièces 687 et 688). — 1362, 2 avril, n. st., et 13 sept. 1368 : Arrêts du Parlement sur le procès concernant la succession de Jean Le Neveu, changeur (Or., pièces 689, 690). — 1392, 29 nov. : Rejet par le bailli d'Amiens d'un mandement de surséance (Or., pièce 691). — 1392, 29 nov. : Rejet par le Parlement de l'appel interjeté par Jean Viane, en procès avec le Magistrat pour la perception d'un droit d'étal à la foire (Or., pièce 692).

AA 32 (Carton). — 15 pièces parch., 2 sceaux.

**1403-1487. — JURIDICTION CIVILE DE L'Echevinage.**

— 1403, 1<sup>er</sup> août : Renvoi devant l'échevinage de l'instance Jacquot Le Prevost, bourgeois de Lille, précédemment pendante devant le Conseil ducal (Or., sceau de Philippe le Hardi, pièce 693). — 1404, 17 avril-25 août 1479 : Procès-verbal de réparations judiciaires au profit de la ville (Vid. du 18 sept 1518, pièce 694). — 1405, 23 août : Renvoi par la Gouvernance devant le Magistrat de l'instance Jacques Degand (Or., sceau de Gerard Du Bos, lieutenant du souverain bailli, pièce 695). — 1413, 6 avril, n. st. : Renvoi par la Gouvernance devant le Magistrat de l'instance Eve de Heligartsverghe (Or., pièce 696). — 1414, 27 nov. : Procès-verbal dressé par Pierre Roussel, prêtre, notaire, de réparation judiciaire par Pierre Lécivain (Lescripvent), clerc criminel du duc de Bourgogne, ayant induement appréhendé Jacquemart de Froimont, dit Motelette, pleige de Jean de Bapffremez dit Camus bâtard (Or., pièce 697). — 1414, 3 déc. : Désistement de l'Echevinage dans l'appel au Conseil de Flandre dans l'instance Lotart Mulier (Or., pièce 698). — 1415, 18 janvier, n. st. : Renvoi devant le Magistrat du procès induement instruit par la Gouvernance sur les propos injurieux tenus au « jeu de goubes » par Jean du Ploich contre Philippe Vrete, échevin (Or., pièce 699). — 1438, 22 janvier, n. st. : Exécution judiciaire dans l'affaire de Jean de Le Walle, saisi sur requête de Modaert Dael, receveur des exploits du Conseil de Flandre (Or., pièces 700 à 703). — 1448, 14 sept. : Obligation passée devant la Gouvernance par Daniel Thieu-

laine, bourgeois de Lille, pour le paiement de la procédure intentée par l'échevinage contre Nicolas de Moriamé, créancier dudit Daniel (Or., pièce 704). — 1456, 18 mai : Réparation judiciaire pour exploit en la maison de Pierre Boutry, détailleur de drap rue des Malades, à la jonction de la rue du Sec-Arembault (Seggharrabaut) (Or., pièce 705). — 1457, 9 déc. : Renvoi devant l'échevinage de la cause Georget Varewel, bourgeois de Lille, poursuivi pour propos injurieux contre les sergents de la Gouvernance (Or., pièces 706, 707). — 1458, 22 déc. : Arrêt du Parlement cassant la sentence de la Gouvernance dans l'instance de Girard Thieulaine contre Guill. Gommer et consorts, poursuivis pour propos injurieux et renvoyant les parties devant l'échevinage (Or., pièces 708 et 709). — 1466, 31 mars, n. st. : Sentence de l'échevinage au profit de Jeanne Malatiré, veuve de Thierry Morel, contre les frères du défunt, au sujet de la succession contestée à la veuve parce que son mari, ayant fait acte de cléricature à Tournai, aurait pu perdre sa qualité de bourgeois de Lille (Or., pièce 710). — 1468, 13 déc. : Renvoi devant l'échevinage de l'instance Jean Marchande contre Philippe Marchant, par sentence du Conseil ducal rendue en présence de Mons. de Goux et de Wedergrate, chancelier (Or., pièce 711). — 1487, 12 sept. : Réparation judiciaire par Jean de Mulein, ayant arrêté, sans avoir requis obéissance au Magistrat, à Lille, un certain Josse Billet (Or., seing du notaire Jean Delattre, pièce 712).

AA 33 (Carton). — 8 pièces parch., 6 pap., 7 sceaux.

**1516-1592. — JURIDICTION CIVILE DE L'Echevinage.**

— 1516, 18 janvier, n. st. : Monitoire de l'Officialité de Tournai renvoyant devant la juridiction échevinale Oste Le Courouble, clerc, teinturier en garance à Lille (Or., sceau de la cour de Tournai, pièce 713). — 1517, 18 sept. : Annulation par la Gouvernance d'un partage fait par Jeanne Mallebrancque, veuve de Jacques de Morenghes (Or., sceaux de Pierre Miroul et de Guillaume Vingre, auditeurs de la Gouvernance, pièces 714 et 715). — 1518, 6 sept. : Lettres de la Gouvernance concernant l'arrestation de Jean Dutertre, bourgeois de Lille (Or. scellé, pièce 716). — 1518,



14 décembre : Annulation par la Gouvernance d'un acte de succession concernant Jeannette Ghillet dit Piccart (Or., sceau de Jean Gommer, s<sup>r</sup> de « Le Victhen » et du Biez, lieutenant de la Gouvernance, pièce 717). — 1520, 16 mars, n. st. et 23 oct. : Réparations judiciaires par Louis Dupont, huissier du roi de Castille (1 copie, 1 orig., pièces 718, 719). — 1529, 21 juin : Commission exécutoire du Grand Conseil de Malines ordonnant la remise à l'échevinage de Lille d'un certain Guilbert de Leauwe, bourgeois de cette ville, arrêté indûment par l'échevinage de La Bassée, sur complainte de Pierre Le Gillon (Or., avec affixe, pièces 720 et 721). — 1529, 30 juillet : Main levée d'une saisie de wedde, amené par eau sur la place du Wault, appartenant à Merlin Despatures, bourgeois de Lille (Or. notarié, pièce 722). — 1531, 4 fév., n. st. : Réparation judiciaire par Jean Delemotte, procureur à Lille, au sujet de l'arrestation de Chrétien Blancquart, bourgeois forain (Or. notarié, pièce 723). — 1531, 9 nov. : Main-levée de la saisie des biens d'Antoine Ryde, bourgeois de Lille, induement opérée par l'échevinage d'Armentières (Or., pièce 724). — 1533, 19 mars, n. st. : Lettres closes de l'échevinage d'Armentières à celui de Lille portant libération de Jean Laignel, bourgeois de cette dernière ville (Or., pièce 725). — 1591, 2 sept. : Attestation portant que le cabaret à l'enseigne de Roullers, faubourg de la Porte de Courtrai, est situé sur la juridiction échevinale (Or., pièce 726). — 1592, 9 mars : Attestations reçues par la Gouvernance portant que la briqueterie Bonnehem, au faubourg du Molineel, relève de la juridiction échevinale (Or., pièce 727). — 1592, 15 oct. : Enquête sur le mobilier constituant le droit de veuve dont créée est faite à la Fontaine-au-change, avec liste de ce mobilier, authentiquée par le procureur de la ville (Or. formant cahier, pièce 728).

AA 34 (Carton). — 40 pièces parch., 2 pap.

**1614-1700.** — JURIDICTION CIVILE DE L'Echevinage.  
— 1614, 12 déc. : Sentence renvoyant devant l'échevinage les créanciers de Guillaume Fruict et de Jacques Douchet, résidant à Lille, cités à la requête de Diego Bardo Lopez (Or., pièce 729).  
— 1631, 25 août : Main-levée d'un fidéi-commis

appartenant à François Vaas, bourgeois de Lille (Or., pièce 730). — 1642, 27 mars : Sentence du Conseil Privé, sur requête du Magistrat, portant que les créanciers d'Albert-André de Sainte-Aldegonde, baron de Mingoval, résidant à Lille, ne pourront être cités que devant l'Echevinage, à l'exclusion de la Gouvernance (Or., pièce 731). — 1643, 3 mars : Ordonnance du Conseil Privé, sur requête du Magistrat, portant que les créanciers du vicomte de Lierre, gouverneur de Saint-Omer, notamment le vicomte du Brœuck, madame de Sneve et Toussaint Desbarbieux, résidant à Lille, ne pourront être ajournés que devant l'Echevinage de Lille, à l'exclusion du Conseil d'Artois (Or., *signé* de Robiano, pièce 732). — 1658, 23 août : Renvoi devant le Magistrat du procès de François Anchement, au sujet de la succession de sa femme (Or., pièce 733). — 1661, 12 sept. : Renvoi devant le Magistrat et autres juridictions intéressées de la cause des créanciers de l'abbaye d'Anchin (Or., avec exploit, pièces 734 et 735). — 1662, 17 oct. : Renvoi devant le Magistrat de la cause de Laurent Empin, bourgeois de Lille (Or., avec exploit, pièces 736 et 737). — 1662, 9 nov. : Renvoi devant le Magistrat de la cause d'Albert Pallio, demeurant à Douai, ayant, à l'époque où les Français le firent prisonnier à Béthune vers 1655, négocié avec Antoine Deslion, avocat fiscal au Conseil d'Artois, au sujet de l'hoirie de Marguerite de Thin (Or., avec affixes, pièces 738 à 741). — 1662, 20 déc. : Renvoi devant le Magistrat du procès de Jean-François Lefebvre (Or. avec affixe, pièces 742, 743). — 1663, 5 février : Renvoi devant le Magistrat de la cause de Nicolas Barbier, en liquidation de tutelle (Or., pièce 744). — 1663, 24 mars : Renvoi devant le Magistrat de la requête présentée par Adrien du Bosquel, écuyer, s<sup>r</sup> du « Coustere », maréchal héréditaire du Boulonnais (Or., pièce 745). — 1663, 24 mars : Renvoi devant le Magistrat du procès de Laurent Empin, orfèvre à Lille, contre J.-B. Lebarbier (Or., avec affixe, pièces 746, 747). — 1663, 7 avril : Renvoi devant le Magistrat de la cause de Nicolas-Alexandre Le Martin, écuyer, s<sup>r</sup> de Wasnes, au sujet de la tutelle du fils de Marie-Rose Desenfants, fille de Simon, s<sup>r</sup> de Lannoy, écuyer (Or., pièce 748). — 1663, 20 avril : Renvoi devant le Magistrat de la cause de Claire Roussel (Or., avec



affiche, pièces 749, 750). — 1663, 26 avril : Renvoi devant le Magistrat de la cause de François Delezenne, bourgeois de Lille, associé à Amsterdam avec Pierre de Landas, poursuivi par ses créanciers (Or. avec affiche, pièces 751 et 752). — 1663, 4 juin : Renvoi devant le Magistrat de la cause de Wallerand-Philippe d'Hangouart, s<sup>r</sup> d'Hancourt, domicilié à Lille (Or., pièce 753). — 1663, 1<sup>er</sup> sept. : Renvoi devant le Magistrat de la cause de Georges de Grenu au sujet de la succession de François de Grenu, son père et de Jacqueline Van Meersch, sa mère (Or., pièce 754). — 1663, 28 sept. : Renvoi devant le Magistrat de la cause d'Olivier Bondues, laboureur à Prêmesques, ressortissant de la châtellenie de Lille, arrêté sur requête de Bon de Fourmestraus, s<sup>r</sup> du Chastel d'Emmerin (Or., avec affiche, pièces 755, 756). — 1663, 5 oct. : Renvoi devant le Magistrat du procès de Jacques Le Riez, bâtelier à Lille, contre Gérard Baudin, fils de Jeanne Ducrocq, femme dudit Jacques (Or., avec affiche, pièces 757, 758). — 1663, 8 oct. : Renvoi devant le Magistrat de la cause de Nicolas-Louis Bauduin, bailli et receveur d'Anstaing (Or. avec affiche, pièces 759 et 760). — 1663, 17 oct. : Renvoi devant le Magistrat de la cause de Bon Lemesre concernant la succession de Catherine Lemesre, épouse de Maximilien Mouton (Or. avec affiche, pièces 761, 762). — 1670, 20 mars : Renvoi par le Conseil souverain de Tournai devant le Magistrat de l'instance de Martin Imbert contre François Ledoux (Or., pièce 763). — 1670, 18 avril : Renvoi par le Conseil d'Etat devant le Magistrat des lettres de répit obtenues par Oudart-Joseph de La Buissière, s<sup>r</sup> de Luzy (Or. avec affiche, pièces 764, 765). — 1671, 23 janvier : Renvoi devant le Magistrat de l'instance de Jean Delafosse concernant son mariage avec Catherine Malpain (Or., pièce 766). — 1679, 7 avril : Renvoi devant le Magistrat de la cause de la Table des pauvres de Marcq-en-Barœul, créancière de Jean de Croix, chevalier, s<sup>r</sup> de « Bensnes » (Or., avec affiche, pièces 767, 768). — 1680, 1<sup>er</sup> avril : Lettres royaux délivrées sur requête de Thomas Dessaux contre Jean Courouble, pour arrêt de corps (Or., pièce 769). — 1700, 15 juin : Commission exécutoire contre le Magistrat pour paiement d'une somme de 688 l. 18 s. à laquelle il avait été condamné par arrêt

du 30 sept. 1698 dans l'affaire Ocron (Or., pièce 770).

AA 35 (Carton). — 25 pièces parch., 3 pap., 8 sceaux.

**1334-1599.** — JURIDICTION GRACIEUSE DE L'ECHEVINAGE. — 1334, 9 fév., n. st. : Sentence arbitrale concernant la succession de la veuve de Jean Le Bouch, bourgeois de Lille, revendiquée par Jean Hainars (Or., pièce 771). — 1348, 27 mars, n. st. : Prorogation de l'échéance d'un contrat passé par le Magistrat avec Jean de Gand (Or. avec seing de Jacques du Pire, notaire à Lille, pièce 772). — 1409, 2 mars, n. st. : Appointment devant l'Echevinage entre Jean Malakin, de Vendegies-sur-Ecaillon, époux de Jeanne Delebarre, et les hoirs de ean de Bourghelles (Cidimus du 7 mars 1409, n. st. sous le sceau aux causes de l'aville, décrit dans Demay, *Inv. sc. Fl.* n° 4002, pièce 773). — 1416, 17 oct. : Vente à la ille par Marguerite Barbet, veuve de Louis Lescuier, pour le prix de 50 l. faible monnaie de Flandre, d'une maison située près de la rivière jouxte la halle échevinale (Or., sc., pièce 774). — 1459, 12 juill. : Vente devant les échevins du fief de Le Vigne à Erquinghem, par Pierre de Ras et autres héritiers de Gilles Colleman au profit de Jean Tibault de divers immeubles (Or., pièce 775). — 1483, 13 oct. : Lettres de purge de l'acquisition faite par Jean de Termonde d'immeubles sis rue de la « Cordewarnerie » à Lille, provenant de la succession de Denise de Buillon, aliénés par Jean Chevalier (Or. sc., pièce 776). — 1504, 24 mai : Obligation passée par Michel Desbuissons, « grossier » à Lille, au sujet d'une maison mitoyenne avec la Halle des détailliers (Or., sceau aux connaissances de la ville, pièce 777). — 1529, 29 fév., n. st. : Adhéritement par l'échevinage au profit d'Antoine Cuvillon, greffier de la Gouvernance, par Marie Delecambe dit Gantois, veuve de Charles de Boulogne, d'une maison et de son mobilier située sur le marché et contiguë à l'hôtel du Bos, habité par Jean Fremault, à la maison de l'Epinette, appartenant à Josse Delebranche et à la rivière (Or., pièce 778). — 1537, 4 janvier, n. st. : Rente constituée par Jean Desponcheaulx, au profit d'Antoine Lemoisne sur une maison rue Esquermoise (Or. avec affixes, pièces 779 à 782). — 1553,



30 déc. : Vente par Agnès Lucquart, veuve de Jean Caulier, au profit d'Agnès Le Blancq, veuve de Jean Manier, d'une rente héritière (Or., pièce 783). — 1565, 6 févr., n. st. : Vente d'une maison rue « Segarambault », par Mathias de Le Flye, écuyer, s<sup>r</sup> de Sapigny, au profit de Roger Delebecque, boucher (Or., pièce 784). — 1574, 8 fév., n. st. : Obligation au profit de Francette Leclercq par Marc Cuc, mari de Clémence de Le Carnoye, veuve de Laurent Deffontaines, au sujet d'une rente héritière (Or. avec affixes, pièces 785 à 787). — 1578, 7 avril : Vente d'une rente héritière par Liévin Vassal, époux de S. Bernard, au profit de Marc Pollet (Or., pièce 788). — [1580] : Vente par Liévin Vassal et Saintine Bernard, sa femme, demeurant au faubourg de la Porte des Malades, d'une rente héritière au profit de Bruno Dubois (Or., pièce 789). — 1594, 8 août : Purge d'une maison située rue « Segarembault » au coin de la « rue des Tournées », par Jean Selomme au profit de Cornil de Heulst, tondeur « de grande fourche » (Or., pièce 790). — 1596, 18 avril : Vente de rente héritière par Liévin Vassal à Isabeau Delattre, veuve de Nicolas Grau (Or., pièce 791). — 1596, 22 juin : Marché par Guillaume Desbuissons, pour la vidange des latrines de sa maison (Or., pièce 792). — 1597, 11 janvier : Vente de rente héritière par Jacques Wacrenier et Marie Broutin au profit de Grégoire Dubuisson, bourgeois de Lille (Or., avec affixes, pièces 793 à 796). — 1599, 1<sup>er</sup> déc. : Lettre de Charles, duc de Croy, priant le Magistrat de lui remettre son testament dont il avait fait le dépôt (Or. signé et scellé, pièces 797, 798).

AA 36 (Carton). — 59 pièces parch. 1 pap., 28 sceaux.

**1600-1765.** — JURIDICTION GRACIEUSE DE L'Echevinage. — 1600, 10 février : Vente par Jacques Wacrenier et Marie Broutin, d'une rente héritière au profit de Catherine du Quesnoy, veuve de Robert Desmulliers, bourgeois de Lille (Or., avec affixes, pièces 799 à 803). — 1600, 17 nov. : Vente devant la Gouvernance en présence de Noël Waignon et Robert Cornille, auditeurs, par Jacques Wacrenier d'une rente héritière au profit de Jean Ladent (Or. sc. avec affixes, pièces 804 à 806). — 1605, 22 nov. :

Vente de rente par Barthélémy Libert, brasseur à Lille, veuf de Martine Lebouck, fille de feu Claudine Leroy, au profit de Jean Lebatteur, hôtelier de la Tête d'Or en cette ville (Or. avec affixe, pièces 807 et 808). — 1607, 19 janv. : Vente par Jeanne Lotigier, veuve de Jacques Clicquet, menuisier, de la maison de la Table ronde, rue Nouvelle de l'Epinette (Or. sc., pièce 809). — 1614, 17 mars : Vente de rente par Dominique Dillies, sayetteur et Anne Carlier, sa femme, au profit de Gilles de La Cessoie (Or., pièce 810). — 1615, 1<sup>er</sup> juin : Vente de rente par Jossine Martin veuve de Jean Reubin et en premières noces d'Hubert Maillé, au profit de Marie Quepe (Or. sc., pièces 811 et 812). — 1618, 21 sept. : Vente de rente par Nicolas Rabecque, sergent de la prévôté, et Marie Six, sa femme, au profit de Denis Duthoit (Or. sc., pièce 813). — 1626, 10 janvier : Vente de rente par Charles Labbé, boucher à Lille, au profit de la Charité des pauvres de Saint-Sauveur (Or. sc. avec affixe, pièces 814 et 815). — 1628, 9 mars : Obligation passée par Charles Labbé, acquéreur de deux maisons rue des Tanneurs (Or. sc., pièce 816). — 1628, 15 juin : Vente par Marie Cappon, mari de Catherine Descamps, et par Marguerite Le Gentil, veuve de Louis Descamps, au profit de Marie Cappon, veuve de Nicolas Le Gentil, command de Jean Colliar, greffier des Etats de Lille, de la maison à l'enseigne du Cardinal située au Marché au blé, au coin du cimetière St-Etienne (Or. sc., pièce 817). — 1630, 2 mars : Vente de rente par Michelle Cardon, veuve de Pierre Baillet au profit de Marie Billet (Or. avec affixe, pièces 818, 819). — 1644, 30 janv. : Vente d'une rente constituée sur une maison rue de La Barre par Augustin Pollet, marchand à Lille, et Adrienne Billau, sa femme, au profit de Catherine Duthoit (Or. sc. avec affixe, pièces 820, 821). — 1645, 6 avril : Vente de rente par Bon Caulier, religieux et Anne Agache au profit de Martin Prevost, bourgeois à Lille (Or. sc., pièces 822 et 823). — 1649, 11 déc. : Vente de rente par Pierre Pronnier, maçon à Lille, au profit de Simon Vollant, maçon dans cette ville (Or. avec affixe, pièces 824, 825). — 1651, 28 juillet : Vente de rente par Marguerite Le Martin, veuve de Jean-Baptiste de Villers-aux-Tertre, s<sup>r</sup> de Cambrin, au nom de ses enfants, représentée par Nicolas Dujardin, chantre et cha-



noine de St-Pierre, au profit d'Agnès Pauwels, demeurant à Gand (Or. fr., pièce 826). — 1653, 8 fév. : Vente de rente par Adrien de La Grange, messenger, et Jeanne Van Cottém, sa femme, au profit de Paul Wattepatte, marchand à Lille (Or., avec affixes, pièces 827 à 829). — 1655, 2 mars : Vente de la moitié d'une maison près du Marché faite par Jacques de La Chappelle au profit de Jacqueline Lescornet (Or. avec le sceau aux connaissances, pièce 830). — 1656, 22 fév. : Purge d'une maison provenant du château vendue à Pierre Bucquet, bourgeois de Lille, par Martin Borenges, ci-devant sergent de la prévôté (Or. sc. pièce 831). — 1656, 23 mars : Quittance délivrée par Jacques de La Chapelle, alferez en la compagnie d'André Puteanus de Pamebrode, de la garnison de Cambrai, d'une somme de 3000 florins, prix d'une maison à l'enseigne de l'Oison, près du Marché de Lille, acquise par Catherine Ramery, veuve de Jean Baiart (Or., pièce 832). — 1656, 23 mai : Main-levée du fidéicommissé placé par Martin Hudsebaut et Madeleine Willot sur une maison à Lille que Bernard Hudsebaut, leur fils, devait aliéner (Or., pièce 833). — 1658, 12 juin : Purge d'une maison rue des Récollets, tenue de la pairie du Breucq, acquise de Jean Pouille par Louis Marchand, orfèvre (Or., pièce 834). — 1659, 10 oct. : Vente par Jean Mariage au profit de sa sœur Jeanne d'une rente héritière constituée par Robert Warlop suivant lettres de la Gouvernance du 27 sept. 1622 (Or. notarié, pièce 835). — 1662, 14 août : Vente d'une maison place St-Martin près celle à l'enseigne de l'Eléphant, fait par Alexandre Turpin et Renée Mongard, sa femme et autres parents au profit de Jacques Becque, tonnelier, et d'Agnès Wiseux (Or., pièce 836). — 1663, 9 mars : Vente de rente par Antoine Manche, marchand de lin à Lille, et Adrienne Le Borre, sa femme, au profit de Jeanne Garin (Or. sc., pièce 837). — 1664, 3 juillet : Vente de rente par Thomas Six, bourgeteur à Lille et Catherine Lallée, sa femme, au profit de Sébastien Caron (Or., sc., pièce 838). — 1665, 4 mai : Vente par décret de deux maisons à usage de foulon sur le « rivage » du faubourg St-Pierre près l'ancienne chapelle du Béguinage au profit de Marie Pouille, veuve d'Antoine Grandel et Louis Le Jean, orfèvre, son gendre (Or. sc., pièce 839). — 1666, 12 avril :

Annulation d'un partage fait par feu Pierre Philippe et renvoi de la requête de sa veuve Marguerite Petit devant le Magistrat (Or., pièce 840). — 1674, 12 nov. : Vente de rente par Antoine Gobert et Marguerite Delagrange, sa femme, au profit de Luc Moucque, procureur et receveur de l'échevinage (Or. sc., pièce 841). — 1675, 26 fév. : Purge d'une maison vendue à Pierre Malou par Hector Desgardins située rue St-Pierre, dans la nouvelle enceinte, près la rue Princesse (Or. sc., pièce 842). — 1677, 27 janv. : Vente de rente par Jeanne Pennequin, veuve de J.-B. Legentil, au profit d'Henri de Broide, ch<sup>r</sup> s<sup>r</sup> de Beaufremez, premier conseiller pensionnaire de la ville (Or. sc., pièce 843). — 1677, 2 oct. : Donation faite devant l'Echevinage par Georges Vanzanten, marchand sellier à Lille, au profit de son fils Simon, étudiant au Séminaire, d'une maison rue St-Etienne, tenue de la prévôté d'Esquermes, et de deux titres de rente (Or. sc., pièce 844). — 1677, 7 oct. : Vente de rente par Antoine Gobert, passementier à Lille et Marguerite Delagrange, au profit de Moïse Fosse (Or. sc., pièce 845). — 1678, 26 août : Vente de rente par Nicolas de Raches, libraire à Lille, au profit d'Henri Robert, s<sup>r</sup> de Vertain (Or., pièce 846). — 1680, 5 oct. : Vente de rente par Charles Flameng, serrurier à Lille, et Antoinette Du Chastel, sa femme, au profit de J.-B. Wacrenier, s<sup>r</sup> de « Urtembus » (Or., pièce 847). — 1682, 17 sept. : Vente de rente par Augustin Petit, maître tailleur d'images, demeurant à Lille, au profit de Pierre Walle, marchand en cette ville (Or. sc., pièce 848). — 1687, 8 oct. : Constitution de rente par Simon Crespín, prêtre maître de chant de la ville de Cassel, au profit de Pierre-Clément Hespel, écuyer (Or. sc., pièce 849). — 1695, 7 mai : Donation au dernier survivant passée entre Jean Billau, bourgeois de Lille et Marie Barbe, sa femme (Or. sc., pièce 850). — 1696, 30 juin : Déguerpissement d'une maison rue d'Angleterre par Louis Briquet, huissier héréditaire au Parlement de Tournai, au profit de Noël Legrand, procureur et receveur à Lille (Or. sc., pièce 851). — 1696, 27 août : Purge de la maison rue d'Angleterre acquise de Louis Briquet par Georges Legrand (Or. sc., pièce 852). — 1699, 22 mai : Constitution de rente par Leopold-Guillaume Lansel, bourgeteur à Lille et Marie-Monique Lefebvre, sa femme, au profit de



J.B. et Marie-Marguerite Hennion (Or., pièce 853). — 1705, 30 mars : Purge de la maison faisant le coin de la Cour des Coquelets tenue de la Prévôté d'Esquermes, achetée de Marie-Christine Delescluse par Marie de Fourmestraux (Or. sc., pièce 854). — 1707, 27 oct. : Constitution de rente par Antoine Mis, fils de feu Philippe, égard d'huile à Lille, et Petronille Lefebvre, sa femme, au profit de Thérèse Théry, fille de feu Charles et de Catherine Seloivre (Or. avec affixe, pièces 855 et 856). — 1736, 23 janv. : Purge de six maisons situées Cour Maçon à Lille tenues de la Pairie des Etaques à Lille, aliénées par les enfants de C.F. Millescamp, au profit de Marie-Françoise-Ursule Menard, épouse de Louis Delezenne (Or., sur formule imprimée, sceau aux causes, pièce 857). — 1755, 30 juin : Purge de treize maisons situées Cour à Clous avec entrée en la rue St-Denis dite des Etaques acquises par J.-B.-J. Mouchin des hoirs Ménart (Or. sc., pièce 858).

AA 37 (Carton). — 6 pièces parch., 1 pap., 3 sceaux.

**1388-1474.** — GARDES-ORPHÈNES. GÉNÉRALITÉS. — 1388, 17 oct. : Lettres-patentes ducales réglant l'office des « gardes-orphènes » (Or. et vidimus du 4 déc. 1405, pièces 859 et 859 A). — 1406, 21 oct. : Lettres-patentes ducales fixant la majorité des garçons à 18 ans et celle des filles à 15 ans, sur requête de l'Echevinage, et annulant celles du 16 oct. 1398 qui avait fixé cette majorité à 15 ans pour les premiers et à 12 ans pour les autres (Or., petit sceau ducal et copie du XVI<sup>e</sup>, pièces 860 et 860 A). — 1428, 1<sup>er</sup> juin : Lettres-patentes ducales autorisant l'Echevinage à surveiller l'administration des biens des orphènes, même s'ils ont atteint l'âge de majorité, tant qu'ils n'auront pas une expérience suffisante (Or. sc., pièce 861). — 1459, 29 oct. : Ordonnance sur la procédure que doivent suivre les gardes-orphènes en matière de saisie sur requête d'exécuteur testamentaire (copie auth. XVI<sup>e</sup> s., pièce 862). — 1474, 22 août : Lettres-patentes ducales réglant l'office des gardes-orphènes et fixant le remploi des deniers des orphelins (Or., grand sceau ducal, pièce 863).

AA 38 (Carton). — 14 pièces parch., 2 sceaux.

**1418-1737.** — GARDES-ORPHÈNES. GESTION. — 1418, 31 décembre : Vente faite à la ville par les tuteurs d'Hennequin Hurpel, de deux maisons situées rue de Courtrai près les frères mineurs, par devant le lieutenant de la Gouvernance Pierre Le Nepveu (Or., sceau de la Gouvernance, pièce 864). — 1424, 23 juin : Lettres de la Gouvernance touchant le procès entre les exécuteurs testamentaires de Watier Le Blanc, chanoine de St-Pierre, et les gardes-orphènes (Or. avec affixes, pièces 865 à 867). — 1518, 14 déc. : Désignation des tuteurs de Jeannette Ghillet dit Picquart (Or. sceau de Jean Gommer, pièce 868). — 1529, 5 fév. : Décharge délivrée par Jacques de Landas, notaire, de la tutelle exercée par Jacques Delesauch et Guillaume Le Micquiel sur Jennet de Mélenlois (Or., pièce 869). — 1599, 8 janvier : Lettres de purge des biens des enfants mineurs de Robert Muette, délivrées par Jean Van den Heede, écuyer, s<sup>r</sup> de Le Dicque, lieutenant de la Gouvernance et par le chapitre de St-Pierre, commissaires des biens de l'Ordre de St-Jean de Jérusalem (Or., pièce 870). — 1599, 23 décembre : Sentence du Conseil Privé renvoyant devant l'Echevinage le procès pour faux intenté à Wallerand Crochart, notaire, au sujet de la curatelle de Baudouin Leroulx (Or., pièce 871). — 1625, 28 août : Autorisation donnée à Jacques de Zeustre et Adrien Verdière, curateurs de la succession d'Antoine Florent, pour aliéner les biens des héritiers mineurs (Or., pièce 872). — 1634, 14 juin : Curatelle des biens de François Vaas, héritier de Philippotte Griffon, veuve de Jacques Vaas (Or., pièce 873). — 1644, 4 avril : Autorisation d'aliéner donnée à Jacques Wannin et Pierre Bouvier, curateurs de la succession d'Alard Duthoit (Or., pièce 874). — 1646, 15 oct. : Conventions passées devant Jean de Ghestem, notaire à Lille, entre les héritiers de Jérôme Tieferties (Or., pièce 875). — 1710, 12 fév. : Mandement adressé à l'Echevinage par « les gens tenans le conseil de la Chancellerie établie à Lille par Leurs Hautes Puissances les Etats généraux des Provinces-Unies » concernant l'administration des enfants mineurs de Martin-Albert Descamps et d'Elisabeth Mas (Or., pièce 876). — 1737, 16 nov. : Curatelle des biens de feu Marie-Jeanne



Toussaint Terminé, veuve Duvocelle, par Laurent Cointrel (Or., pièce 877).

AA 39 (Carton). — 3 pièces parchemin.

**1575-1598.** — MAISONS MORTUAIRES. — 1575, 12 fév., n. st. : Dictum du Grand Conseil de Malines, en appel du Conseil de Flandre sur le procès de Claude Desponcheaulx et consorts contre Jacques Douchet (Or., pièce 878). — 1581, 1<sup>er</sup> juin : Partage des terres échues à Michel Baillet, docteur en médecine, provenant de la succession de sa mère Jacqueline de Le Vallée, veuve de Jean Baillet (Or., pièce 879). — 1598, 14 juillet : Lettres de bénéfices d'inventaire délivrées par le roi d'Espagne à François et Guillaume Muette, Guillaume David et Jacques Le Febvre, tuteurs des enfants de Robert Muette (Or., pièce 880).

AA 40 (Carton). — 19 pièces parch., 4 pap., 11 sceaux.

**1311-1720.** — JURIDICTION CRIMINELLE DE L'Echevinage. — 1311, 30 déc. : Renonciation d'appel contre la sentence de bannissement prononcée contre Jeannin Damerin, Ansel de Haillies, Guillaume de Le Chevalerie et Jean de Seclin, écuyers (Or., pièce 881). — 1342, 4 oct. : Transaction entre le Magistrat et Guérard de Warenguien, bourgeois de Lille, au sujet de la succession de Pierre Le Borgne, banni pour homicide (Or., pièce 882). — 1355, 25 juin : Procès-verbal dressé par Jean de Courtrai, lieutenant de la Gouvernance, de la réintégration dans les prisons de l'Echevinage de deux prisonniers soustraits à la juridiction du Magistrat et représentés par « deux hommes par figure ademplis d'estrain » (Or., pièce 883, publiée dans *Roisin*, p. 405). — 1356, 6 mai : Procès-verbal du renvoi devant l'Echevinage du procès de Jean Crombet, poursuivi devant la Gouvernance pour avoir coupé le pied de Willemet Halet (Or., pièce 884). — 1362, 3 août : Remise au Magistrat de Jean Le Engherrand, bourgeois de Lille, incarcéré pour crime (Or. sc., pièce 885). — 1365, 26 juil. : Arrêt du Parlement de Paris concernant le congé d'ajournement des personnes citées dans l'affaire du meurtre de Marie de Coisne à Lille (Or., pièce 886). — 1392, 26 janvier, n. st. : Récepissé par le bailliage d'Amiens d'un mandement

royal concernant l'appel fait dans le procès de Guillaume Warenguien et Jacques Delecambe dit Gantois à l'occasion d'un homicide (Or., pièce 887). — 1393, 31 janvier, n. st. : Mandement royal enjoignant au bailli d'Amiens et au prévôt de Beauquesne de ne pas recevoir l'appel du jugement porté par le Magistrat de Lille contre Guillaume Warenguien et Jacques Delecambe dit Gantois, poursuivis à l'occasion de la mort de Willot Boudet (Or., pièce 888 avec lettres exécutoires de Thiébaut, s<sup>r</sup> de La Boissière, bailli d'Amiens, daté du 31 mars 1393, n. st., pièce 889, avec sceau du baillage). — 1400, 5 avril, n. st. : Exécution par le bailli d'Amiens d'un mandement royal portant surséance de l'appel interjeté par Jacquemet de Fives et autres justiciables de l'Echevinage de Lille poursuivis pour le meurtre de Danelet Le Febvre (Or., pièce 890). — 1405, 6 juillet : Procès-verbal de la procédure criminelle instruite dans la Halle échevinale de Lille contre Arnould de Wissent dit La Rose et Hennekin de Hellin, inculpés d'avoir tué rue des Fillettes, près l'église St-Maurice, Jacquemart Caupois (Or. notarié, pièce 891). — 1431, 31 août : Mandement ducal autorisant le Magistrat à faire arrêter les étrangers dangereux pour la sécurité des habitants avec affixe concernant la publication de cet acte à la breteche de Lille, à Wavrin et à l'Hôtel du Cygne en la ville de La Bassée (Or., avec sceaux de Baudouin de Lannoy, gouverneur de Lille et de Gautier de Croix, lieutenant de la Gouvernance, pièces 892, 893). — 1431, 31 août : Mandement ducal sur l'arrestation de gens forains à Lille (Or., pièce 894). — 1456, 11 juil. : Renvoi devant l'Echevinage de Jacot Le Baudain dit Warnier, coupable d'homicide (Or., sceau de la Gouvernance, pièce 895). — 1557, 20 déc. : Transmission à l'Echevinage de la requête de Martin Delemotte et de Jeannette de Neully, sa femme, pour rappel de ban (Or., pièce 896). — 1559, 4 avril, n. st. : Transmission au Magistrat d'une requête de Jacques Deleplancque (Or., pièce 897). — 1559, 10 avril, n. st. : Transmission d'une requête de Baudouin Beudart pour rappel de ban (Or., pièce 898). — 1566, 16 fév., n. st. : Dictum du Conseil privé restituant au Magistrat la connaissance du procès instruit par la Gouvernance contre Jean Delevallée et Jean Carpentier, pour-



suivis pour rupture de ban (Or., pièce 899). — 1614, 2 sept. : Avis demandé au Magistrat sur l'enquête dirigée contre Guillaume Fruict, bourgeois de Lille, poursuivi pour homicide sur Philippe Deleporte (Or., pièce 900). — 1634, 28 sept. : Dictum du Conseil privé renvoyant devant le Magistrat le procès criminel d'Antoine Favelle et dessaisissant la Gouvernance (Or., pièce 901). — 1720, août : Lettres de grâce délivrées à François-Joseph Hespel, officier au régiment de Meuse, coupable d'homicide sur François Delage (Or., avec affixe, pièces 902, 903).

AA 41 (Carton). — 5 pièces parchemin.

**1672-1678.** — JURIDICTION CONSULAIRE. — 1672, 18 nov. : Arrêt du Conseil d'Etat renvoyant devant le Magistrat l'instance de Charles et Gilles Chelot, marchands de Paris, contre Théodore Delaruelle, marchand de Lille, lequel avait été ajourné à la suite de lettres de pareatis devant la juridiction consulaire de Paris (Or., avec affixe, pièces 904 et 905). — 1677, 15 oct. : Arrêt du Conseil d'Etat cassant le jugement de la juridiction consulaire d'Amiens dans l'instance Ambroise Vanderlaen, bourgeois de Lille et renvoyant les parties devant l'Echevinage de Lille (Or. avec affixe, pièces 906, 907). — 1678, 4 août : Renvoi devant l'Echevinage de l'instance Chelot contre Delaruelle, dont le jugement rendu par la juridiction consulaire de Paris est cassé par le Conseil d'Etat (Or. avec affixe, pièces 908, 909).

AA 42 (Carton). — 24 pièces parch. 6 pap., 17 sceaux.

**1245-1633.** — JURIDICTION DE SAINT-PIERRE. GÉNÉRALITÉS. — 1245, août : Accord entre la comtesse de Flandre et le chapitre St-Pierre de Lille au sujet de la juridiction (Copie XVI<sup>e</sup> s., pièce 910 ; Hautcœur, *Cartulaire de St-Pierre*, t. I, p. 295). — 1267, 1<sup>er</sup> oct. : Accord avec le chapitre St-Pierre en matière de juridiction comprenant les lieux suivants : « porte des Rues, L'Espinete, Biaurepaire, molin dou Busket, molin de Le Sauc., le Vert Pire, Crois delà les Malades, porte St-Sauveur, Crois dehors Fivie, porte de Diergnau, Crois des Pissonniers, ries de le Magdelaine » (Or. avec sceaux complets du chapitre et de l'Echevinage,

pièce 911 ; Hautcœur, *Cart. I*, p. 414). — 1267, 6 oct. : Confirmation de l'accord précédent par Marguerite, comtesse de Flandre et son fils (Or. sc., pièce 912 ; Hautcœur, *Cart. I*, p. 414). — 1267, oct. : Lettres-patentes de la comtesse de Flandre et de son fils Gui concernant la juridiction échevinale contestée par le chapitre (Or. parch., avec sceau complet de Marguerite ; copie moderne, pièces 913 et 913 A ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 277). — 1282, oct. : Accord entre le Magistrat et le chapitre en matière de juridiction (Or. sc., avec affixe de déc. 1282 contenant l'approbation de cet accord par le prévôt de St-Pierre ; pièces 914 et 915 ; Hautcœur, *Cart. I*, p. 494). — 1284, 14 fév., n. st. : Accord entre l'Echevinage et le Chapitre sur la défense faite par le Magistrat aux habitants de se rendre dans la collégiale et au pont du château (Or., pièce 916 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 299 ; Hautcœur, *Cart. I*, p. 504). — 1288, 21 juil. : Don à la ville par le comte de Flandre, de droits de juridiction sur la paroisse de Saint-Maurice et de divers droits concernant des terres situées hors la porte de Weppes et la rue du « Pestrin », en la paroisse St-Pierre (Or., pièce 917). — 1295, 27 mars, n. st. : Commission donnée à Jean Delehaye, chevalier, et à Pierre Le Jumiel, bailli de Lille, pour borner un fief du comte de Flandre voisin du Chapitre (Or., pièce 918 ; Hautcœur, *Cart. I*, p. 549). — 1295, 16 avril : Commission donnée par le Chapitre pour la délimitation d'un fief situé hors de la porte des Reigneaux (Or., pièce 919 ; Hautcœur, *Cart. I*, p. 549). — [Vers 1300 ?] : Plaidoyer devant le Parlement de Paris pour le Magistrat contre le Chapitre au sujet des privilèges de l'Echevinage (rouleau orig., pièce 920). — 1302, 4 janv., n. st. : Accord entre le Chapitre et le Magistrat (Or., avec sceau échevinal bien conservé, pièce 921 ; Hautcœur, *Cart. II*, p. I). — 1331, 22 juin : Accord entre l'Echevinage et le Chapitre en matière de juridiction (Or., pièce 922 ; Hautcœur, *Cart. II*, p. 659). — 1347, janvier, n. st. : Accord entre le Chapitre St-Pierre, le bailliage de Lille et l'Echevinage annulant diverses procédures au sujet de l'exercice de la juridiction tant devant le bailli d'Amiens que devant le Parlement (Or., avec sceaux du chapitre et de la ville, pièce 923 ; Hautcœur, *Cart. II*, p. 716). — 1356, 2 oct. : Mandement du dauphin de France



enjoignant à la Gouvernance de Lille de contraindre le Chapitre à se désister d'une instance introduite devant l'officialité d'Amiens bien que relevant de la juridiction échevinale (Or., pièce 924). — 1365, 28 déc. : Accord entre le Chapitre et l'Echevinage sur divers litiges de juridiction (Or., pièce 925 ; Hautcœur, *Cart.* II, p. 759). — 1365, 28 déc. : Déclaration du chapitre sur les instances engagées contre l'Echevinage en cour de Parlement (Or. sc., pièce 926). — 1373, 9 sept. : Sentence du Conseil du Comte de Flandre réglant le litige entre le Chapitre et l'Echevinage (Or., pièce 927 ; Hautcœur, *Cart.* II, p. 779). — 1387, 17 avril : Accord entre le Chapitre et le Magistrat (Or., pièce 928 ; Hautcœur, *Cart.* II, p. 821). — 1412, 31 juil. : Homologation par la Gouvernance d'un accord passé le 10 mai précédent entre le Chapitre et le Magistrat (Or. sc., pièce 929 ; Hautcœur, *Cart.* II, p. 895). — 1459, 28 sept. : Attestation d'une obligation faite aux manants de St-Pierre de suivre les usages de l'Echevinage, d'après une charte du 1<sup>er</sup> mai 1267 (Or., pièce 930). — 1465, 27 juil. : Appointment fait en la Chambre des comptes de Lille sur le litige entre le Magistrat et le Chapitre au sujet de la propriété des arbustes des fortifications (Or., pièce 931). — 1467, 7 janv., n. st. : Sentence du Grand Conseil sur le litige entre le Chapitre et l'Echevinage au sujet de la réparation des remparts depuis la Tour Buissart jusqu'au pilier de l'arche placée sur la Deûle près la Tour des clercs (Or., pièce 932). — 1470, 22 déc. : Rôle des « apaisements » sur les divers procès de juridiction entre le Magistrat et le Chapitre, sur intervention de Jean de Le Eecoute, trésorier de St-Pierre, Jacques Tourneminne, écolâtre, Jean Damiens, Nicole Palencq, Nicole Floret, Jean Scallequin et Henri de La Kethulle, chanoines, Pierre Le Muet et Robert de Le Fortrye, avocats du Chapitre, d'une part, Philippe Fremault, mayeur, Pierre de Le Noe, Pierre Gommer et Gilles Picavet, échevins, Georges Verdière, conseillers, Jean de Termonde, Jean Le Franchois et Jean Ruffault, procureur de la Ville, d'autre part (Or., signé Ruffault et 2 copies, pièces 933, 933 A et B). — 1480, 26 juin : Accord entre le Magistrat et le Chapitre concernant l'obligation pour les bouchers d'acheter le bétail aux lieux et heures fixés par le règlement, l'apposition du sceau capi-

tulaire sur les biens des chanoines et chapelains décédés, la déclaration des brasseurs livrant de la bière à d'autres qu'aux suppôts du Chapitre (Minute et copie, pièces 934, 934 A). — [Vers 1493] : Mémoire sur l'appointment de divers procès avec l'Echevinage notamment au sujet de l'arrestation de Jérôme Dureau et des amendes encourues par les hôtes de la Collégiale (Cop. XVI<sup>e</sup>, pièce 935). — 1523, 31 mars, n. st. : Conventions entre le Magistrat et le Chapitre au sujet du séquestre des meubles délaissés par des sujets du chapitre (Or., pièce 936). — 1530, 28 avril : Appointment entre le Magistrat et le Chapitre au sujet des conflits de juridiction soulevés par les cas privilégiés et l'exemption du droit d'assis (Or. sc., pièce 937). — 1633, 26 avril : Conventions entre le Magistrat et le Chapitre au sujet des assemblées qu'ils auraient à tenir pour leurs affaires (Or. sc., pièce 938).

AA 43 (Carton). — 23 pièces parch., 4 pap., 8 sceaux.

**1268-1674.** — JURIDICTION DU CHAPITRE. EXERCICE. — 1268, sept. : Arbitrage concernant la taille de la maison de Richard Pilate, prononcé par Jean de Le Houssoie, doyen de Saint-Pierre et Jean Le Nies, bourgeois de Lille (Or. pièce 939 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 278). — 1360, 16 mai : Assignation devant le Bailliage d'Amiens du Magistrat au sujet de l'arrestation de deux serviteurs de Grand d'Encre, chanoine de Saint-Pierre (Or. sous le seing de Jacques de Vineau, notaire, pièce 940 ; Hautcœur, *Cart.* II, p. 740). — 1376, 18 mars, n. st. : Réparation judiciaire au profit du Magistrat contre le Chapitre au sujet de la succession de Jean d'Arras, au mas de Gadrimetz, hors la porte des Reigneaux (Or., seing de Jean de Mileville, notaire, pièce 941 ; Hautcœur, *Cart.* II, p. 784). — 1389, 21 mai : Accord devant la Gouvernance entre le Chapitre et le Magistrat au sujet de l'arrestation de feu Mahieu Broiefort, appréhendé au moment où il avait un pied dans une maison près la Porte des Malades, tenue de la juridiction de Saint-Pierre (Or., sceau de la Gouvernance, pièce 942 ; Hautcœur, *Cart.* II, p. 828). — 1392, 28 février, n. st. : Sentence du Conseil ducal sur le procès entre le Magistrat et le Chapitre au sujet de la saisie des biens d'Etienne



Gaudet (copie non auth., XVI<sup>e</sup> s., pièce 943). — 1406, 2 février, n. st. : Procès-verbal de sursis pour la réparation judiciaire d'un acte de procédure (Or., pièce 944). — 1415, 2 mai : Réparation judiciaire consistant dans le rétablissement d'un fossé hors la porte des Reigneaux fait par les administrateurs des biens d'Hannequin Caulier (Or., seing de Jean Bosquillon, chapelain de Saint-Pierre et notaire, pièce 945). — 1418, 18 sept. : Réparation judiciaire par la Gouvernance pour arrestation indue à Erquinghem de Pierre Bonmare, bourgeois de Lille (Or., notarié, pièce 946). — 1426, 30 sept. : Procès-verbal de la remise faite au Chapitre par le Magistrat de deux clercs Gillet Lermite et Hector de Mailly, précédemment incarcérés dans les prisons échevinales (Or., seing de Jean Herencq, notaire, pièce 947). — 1432, 1<sup>er</sup> juil. : Annulation par le Conseil de Flandre de la procédure du Chapitre contre Jean Vilette, justiciable de l'Echevinage (Or., pièce 948). — 1446, 16 fév., n. st. : Lettres de Baudouin d'Oignies, gouverneur de Lille, sur la connaissance d'un délit commis sur la juridiction du Chapitre par Hubert de Rocque et consorts, inculpés d'avoir dressé une embuscade contre Mahieu Lausset et Grigolet Destailleurs en dehors de la porte des Reigneaux (Or., pièce 949). — 1446, 24 oct. : Accord entre le Magistrat et Eustache Caillieu, prévôt de Saint-Pierre, sur les conflits de juridiction soulevés notamment par la mort d'Annette Lenepveu, noyée dans le fossé du pont de la Porte des Reus ou Pont de la Porte Saint-Pierre (Or., sc. pièce 950). — 1450, 27 août : Réparation judiciaire au sujet de la levée du corps d'Etienne Bonduel, noyé dans les fossés de la Porte Saint-Pierre, induement opérée par les sergents du chapitre (Or., seing du notaire Jean Flaming, pièce 951). — 1456, 24 juillet : Réparation judiciaire d'un exploit dans la maison de feu Jean Didier, chapelain de Saint-Pierre, rue du « Pestrin », opéré par Guillaume Lemugier, sergent du Chapitre (Or., pièce 952). — 1466, 1<sup>er</sup> déc. : Appointement homologué par le Conseil de Flandre entre le Chapitre et le Magistrat, au sujet de la condamnation d'H. Renier, hôte justiciable de Saint-Pierre, induement prononcée par les « apaiseurs » de l'échevinage (Or., pièce 953). — 1469, 25 juin : Protestation faite par Jean Ruffault,

comme procureur de la Ville, au sujet des exécutions faites induement contre divers bourgeois sur requête du Chapitre Saint-Pierre, par Jean Petitpas, sergent de la Gouvernance, agissant au nom de la Prévôté de Beauquesne (Or. notarié, pièce 954). — 1470, 28 déc. : Homologation par le Conseil ducal de l'appointement entre le Magistrat et le Chapitre au sujet d'un conflit de juridiction sur la Grande-Rue, près la Porte de la Barre (Or., pièce 955). — 1484, 6 fév., n. st. : Déguerpissement devant Jean Pétillon, bailli du prévôt de Saint-Pierre, des biens situés hors la Porte Saint-Pierre, vendus par Guillaume Bernart, boucher, à Agnès de Warcain, veuve de Jean Prevost (Or., sceau de J. Petillon, pièce 956). — 1518, 24 juillet : Arbitrage entre le Magistrat et le Chapitre au sujet de l'incarcération de Massin Delepoulle (Or., signé par les arbitres, pièce 957). — 1518, 12 oct. : Procès-verbal du transport du cadavre de Willot Dufour, en la maison de Jean Magistri, chanoine de Saint-Pierre, rue d'Angleterre, près du Refuge de l'Abbaye de Marquette, induement amené, après assassinat, dans la maison du père du défunt (Copie non auth., pièce 958). — 1530, 10 fév., n. st. : Sentence de la Gouvernance sur le congé de cour obtenu par l'Echevinage contre la prévôté Saint-Pierre au sujet de l'occupation de l'hôtel de Rosimbos, paroisse Saint-Pierre (Or., sceau de Jean Gommer, lieutenant de la Gouvernance, pièce 959). — 1576, 19 mars : Relief d'appel délivré par le Conseil de Flandre au Magistrat au sujet de l'instance Florent Leriche, représentant le chapitre Saint-Pierre (Or., pièce 960). — 1579, 5 sept. : Lettres de non préjudice délivrées par l'Echevinage sur un conflit de juridiction avec le Chapitre au sujet de l'arrestation par le prévôt des maréchaux de Nicolas de Courouble et de Thomas Barbery (Or., sc. pièce 961). — 1580, 19 juil. : Lettres de non préjudice délivrées par le Chapitre pour l'inventaire de la maison mortuaire de Nicolas Delelys, chanoine, demeurant sur la juridiction échevinale (Or., pièce 962). — 1600, 6 mars : Sentence de l'Echevinage contre le Chapitre sur la mouvance de l'hôtel de Cercus, rue de Fives, revendiquée par la Collégiale en raison de la donation du fief d'Espaing qui lui a été faite par le chanoine Jean de Gand, pour la fondation de la



chapelle du Mortier dite d'Espaing, ledit hôtel ayant été aliéné en 1592, par Marguerite de Beau-fremez, veuve de Claude de La Hamaide, s<sup>r</sup> de La Vichte, au profit de Charles d'Ennetières, s<sup>r</sup> du Doneq, écuyer (Or. sc. pièce 963). — 1611, 5 août : Sommation adressée par le Magistrat, représenté par Piat Mouton, licencié en droit, procureur de la Ville, au chapitre Saint-Pierre, représenté par Louis Abrassart, licencié en droit, bailli général de la Collégiale, pour réparation judiciaire à l'occasion de la levée du corps de Jean de Hailly, blessé dans le cabaret du Chevalier rouge, et transporté sur la chaussée (Or., pièce 964). — 1674, 14 déc. : Déguerpissement par l'échevinage du Chapitre de la maison située dans la nouvelle enceinte, rue Princesse, vendue par Hector Desgardins et Marie Vandalle, sa femme, à Pierre de Malouée, orfèvre à Lille (Or., pièce 965).

AA 44 (Carton). — 3 pièces parch., 1 sceau.

**1616-1617.** — JURIDICTION TEMPORELLE DE L'EVÊCHÉ DE TOURNAI. — 1616, 24 oct. : Lettres de Maximilien Vilain de Gand, évêque de Tournai, fixant, après entente avec l'Echevinage, l'indemnité qui lui est due pour droits de juridiction sur des terrains qui ont été enclavés dans le territoire de la ville (Or., signé, pièce 966). — 1616, 12 nov. : Lettres-patentes autorisant le Magistrat à acquérir de l'évêque de Tournai des droits de juridiction sur des terrains à Wazemmes, rattachés à l'Echevinage et prononçant l'écclissement de ces biens précédemment tenus du Bailliage de Tournai (Or., sceau des archiducs, pièce 967). — 1617, 9 sept. : Déclaration des Etats du Tournésis autorisant l'écclissement de deux bonniers de terre dépendant du temporel de l'évêque de Tournai, achetés par la Ville de Lille pour l'établissement de la nouvelle Porte Notre-Dame (Or., pièce 968). — 1617, 21 nov. : Ordonnance du procureur de la Ville pour le paiement aux Etats du Tournésis, représentés par Jean Du Chambge, receveur, d'une somme de 1.442 l. p., pour le rachat d'une rente constituée sur deux bonniers de terre, écclisés du domaine des Etats (Or., pièce 969).

AA 45 (Carton). — 17 pièces parch., 8 sceaux.

**1419-1677.** — JURIDICTION DE LA PRÉVÔTÉ D'ES-

QUERMES. — 1419, 14 nov. Réparation judiciaire par Hellin Mariage, prévôt d'Esquermes, et Jean Hérecque, son messier, à l'occasion de l'arrestation de Druet Cain, faite au préjudice de la juridiction de la Ville (Or. notarié, seing de Nicaise Grandin, prêtre, pièce 970). — 1420, 28 juin : Réparation d'un acte de juridiction exercé par Hennequin de Courcelles, sergent de la Prévôté d'Esquermes au préjudice de la Ville, en dehors de la Porte des Malades (Or. notarié dressé par Pierre Roussel, prêtre, pièce 971). — 1420, 11 juil. : Sentence interlocutoire de la Gouvernance sur le conflit de juridiction entre la Prévôté d'Esquermes et l'Echevinage de Lille (Or. avec affixes, pièces 972 à 974). — 1420, 18 août : Sentence par défaut prononcée par la Gouvernance contre la Prévôté d'Esquermes pour refus de réparation judiciaire à l'occasion de l'arrestation de Druet Cain (Or., avec affixes, sceau de Pierre Lenepveu, lieutenant de la Gouvernance, pièces 975 à 977). — 1421, 3 avril, n. st. : Sentence de la Gouvernance au profit de l'Echevinage de Lille contre la Prévôté d'Esquermes (Or., pièce 978). — 1421, 21 avril : Homologation par le duc de Bourgogne de l'accord entre l'évêque de Tournai et les échevins de Lille au sujet d'un conflit de juridiction dans l'affaire d'Hellin et de Joseph du Rivage (Or., pièce 979). — 1473, 20 mars, n. st. : Sommation faite par Louis Paternostre, procureur de la Ville, à Jean Ruffault le jeune, prévôt d'Esquermes, de donner l'adhérence de maisons situées hors de la porte des Malades au profit de Jean de Malines, devenu propriétaire par décret de justice de l'échevinage (Or., pièce 980, seing du notaire Christophe Dingle). — 1473, 2 déc. : Sentence de la Gouvernance maintenant le Magistrat en possession des droits de juridiction contestés par la Prévôté d'Esquermes (Or., sceau de Jean de Rosimbos, gouverneur, pièce 981). — 1529, 14 et 15 juillet : Réparation judiciaire par Georges Rameri et Guillaume Dumortier, sergents du Bailliage, pour exploits signifiés en la Prévôté d'Esquermes, au préjudice du Magistrat de Lille (Or., pièces 982 et 983). — 1629, 11 [janvier] : Vente devant Pierre de Warengien, Antoine Bourel et autres hommes de fief d'Esquermes, par François Vandewalle, bourgeois de Lille, au profit de J.-B. de Fourmetaux, d'un jardin situé faubourg de la Porte



Notre-Dame (Or., sc., pièces 984 et 985). — 1677, 16 sept. : Vente devant l'échevinage de la Prévôté d'Esquermes par François-Charles Douchet, au profit de Luc Roussel et Ant. Couppé, prêtres, demeurant à Lille, d'une maison rue Saint-Etienne, occupée par Martin Haze, prêtre cantuaire de Saint-Etienne (Or., pièce 986 ; sceau de François Denis, commis du prévôt, et sceaux des échevins Jacques Norman, Gilles Vendeville, Jean Parent et Augustin Fremault).

AA 46 (Carton). — 28 pièces parch., 6 pap., 18 sceaux.

**1264-1618.** — ECHEVINAGES DIVERS — 1264 : Déclaration de l'abbesse de Flines concernant le domaine du couvent à Lille (Or., pièce 987 ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 275). — 1432, 24 déc. : Protestation par Jean, s<sup>r</sup> de Roubaix et d'Herselles, chambellan du duc de Bourgogne, représenté par Olivier de Harnes, contre la saisie par l'Echevinage de Lille, de la maison de Jacquemart Fauquet, revendiquée par le dit seigneur comme située sur le territoire de sa pairie du Breucq (Or., seing du notaire Jean Herencq, pièce 988). — 1447, 15 mars, n. st. : Déclaration des maisons de Lille ressortissant de la pairie du Vertbois en la paroisse Saint-Pierre (Cop. non auth., pièce 989). — 1456, 26 avril : Projet de vente d'une rente constituée sur la « Maison du Seel » à Lille, ayant appartenu à Jeanne de Nedonchel (Or., pièce 990). — 1459, 5 janvier, n. st. : Réparation judiciaire par Jean Dutoit, lieutenant de Guillaume de Bailleur, bailli de l'Ordre Saint-Jean de Jérusalem, pour avoir induement opéré le retrait d'une maison située en la paroisse Sainte-Catherine, mouvant de la pairie d'Antoine de Raisse et relevant de la juridiction échevinale (Or. notarié, pièces 991 et 992). — 1459, 12 avril : Sentence de la Gouvernance au profit du Magistrat sur le conflit de juridiction soulevé par l'arrestation de Jacquemart Maillequiel, serviteur de l'Abbiette (Or., sc., pièce 993). — 1464, 15 sept. : Annulation d'un exploit fait sur la terre de l'abbaye de Flines signifié sous le congé du Magistrat (Or., pièce 994). — 1469, 22 déc. : Sentence de la Gouvernance au profit du Magistrat contre le chapitre Saint-Donat de Bruges au sujet de la juridiction de cette Collégiale dans la paroisse de Saint-André

(Vidimus du 12 déc. 1528, pièce 995). — 1483, 26 mai : Vente devant Jean Dugardin, lieutenant de Mathieu Rambault, bailli de la princesse de « Megghue », dame d'Humbercourt, pour sa seigneurie de Levincourt, par Jean Turbelin et consorts au profit d'Eustache Dellencourt, chanoine de Saint-Pierre, de terrains situés près du chemin de Bersée (Or., pièce 996, avec sceaux de Jean Dugardin et des hommes de fief Gilles Du Bosquiel, Mahieu et Jacot Le Carlier). — 1522, 28 mai : Vente et déguerpissement devant Jean de Le Cambre, lieutenant du bailli de Sainghin-en-Weppes pour le comte d'Espinoy, connétable de Flandre, baron de Sainghin, de terrains, audit lieu par Mahieu Audent, prêtre à Roubaix, au profit de Hue Aux Truyes, demeurant à Lille (Or., pièce 997). — 1523, 26 juil. : Vente de terrains à Fives par Hue Moriel, demeurant à Lille, au profit de Hue Aux Truyes, passée devant Louis Lorain, lieutenant de François, s<sup>r</sup> de Hennin, bailli de dom Jean Trottier, prieur de Fives, et devant Michel Cattoire, lieutenant de Jean de Quartes, écuyer, bailli de Yolande de Luxembourg, sénéchale de Hainaut, dame de Roubaix (Or., pièce 998, avec sceaux de Louis Picavet, Jean Desmilliers, hommes de fief du prieuré, Michel Cattoire, lieutenant du Bailli de la seigneurie de Roubaix, Jean Roussel, Jean Waucquier et Etienne Dupont, hommes de fief de cette seigneurie). — 1524, 12 février, n. st. : Vente devant Jean Behart, bailli de Sainghin-en-Weppes, par Jacquart Le Clerc, demeurant à Marquillies, au profit de Hue Aux Truyes de terrains au lieu dit Au Poupplier (Or., pièce 999). — 1534, 4 août : Vente devant l'échevinage de la seigneurie de Roubaix, par Etienne Le Roy, religieux de Saint-Nicaise de Reims, d'une maison à Lille, près la porte des Reigneaux, aliénée au profit d'Antoine Leupene et provenant du prieuré de Fives (Or., pièce 1.000). — 1539, 14 mai : Sentence du Conseil de Flandre sur le procès entre le Magistrat de Lille et le s<sup>r</sup> de Roubaix au sujet de l'adhérence de biens mouvant de la pairie du Breucq (Or., pièce 1001). — 1539, 14 mai : Sentence de la Gouvernance accordant au Magistrat de Lille congé de cour dans l'instance avec le s<sup>r</sup> de Roubaix en matière de juridiction pour la pairie du Breucq (Cop. auth. de 1539, pièce 1002). — 1540, 22 mars, n. st. : Lettres de



Pierre, seigneur de Werchin, sénéchal de Hainaut, baron de Cysoing, « premier ber de Flandre », s<sup>r</sup> de Roubaix, concernant l'annulation de la procédure faite par l'échevinage sur le territoire de la seigneurie du Breucq, hors la porte des Reigneaux, ressortissant de la seigneurie de Roubaix, à l'occasion de la levée d'un corps (Or., pièce 1003). — 1551, 29 oct. : Vente devant les hommes de fief de Santes, par Jacques Le Mesre, au profit de Jacqueline de La Vallée, veuve de Jean Baillet à Carnin, de biens situés à Santes (Or., sceaux de Philippe Waullart, J. de Lortioir, Pierre Gossart, Olivier Daudrumez, hommes de fief (pièce 1004). — 1563, 27 janvier, n. st. : Vente devant Pierre Duthoit, lieutenant d'Antoine Dubois bailli de l'abbaye de Flines à Lille, de maisons situées hors la porte de Fives, faite par Jean Bus au profit de Pierre Baullin (Or., avec affixes et sceaux de Jean Viron, écuyer, lieutenant de la Gouvernance et de Jean Lecherf, homme de fief, pièces 1005 à 1013). — 1593, 23 août : Sommation adressée à Pierre Desmulliers, lieutenant de la pairie du Breucq, par l'Echevinage, suivie de réparation judiciaire à l'occasion d'une saisie faite à la requête d'Anne de Renty, veuve de François d'Ongnies, s<sup>r</sup> de Beaurepaire (Or., pièce 1014). — 1599, 1<sup>er</sup> mars : Sentence de l'Echevinage de Lille mettant Marguerite Tiedré, veuve d'Adrien Meurdesoif dans l'obligation de se faire adhériter par le Magistrat de la maison rue des Malades, à l'entrée de la rue des Etaques, paroisse de Saint-Sauveur, acquise de Jacques Dubuz, malgré l'intervention du prévôt de la pairie de Berclau, prétendant juridiction sur cet immeuble (Or., sc., pièce 1015). — 1605, 15 sept. : Sommation faite par le Magistrat de Lille à Louis de Landas, écuyer, s<sup>r</sup> de Wannehain, bailli de Templemars, de remettre à l'Echevinage, Jacques de Beauvarlet, inculpé d'homicide (Or., pièce 1016). — 1609, 23 mai : Sentence de l'échevinage de La Madeleine accordant congé de cour à Antoine de Saily, bourgeois de Lille, dont les biens avaient été saisis sur requête de Guillaume Herreng (Minute, pièce 1017). — 1618, 20 avril : Vente de rente passée devant Jean Dupont, bailli du Chapitre Saint-Donat de Bruges pour sa seigneurie de Saint-Donat au faubourg Saint-Pierre de Lille, par Jean

Dumollin au profit de Jean Leroy et de Marguerite Dupont (Or., avec affixes, pièces 1018 à 1020).

AA 47 (Carton). — 5 pièces parch., 3 sceaux.

**1569-1651.** — ECHEVINAGES DIVERS. — 1569, 9 sept. : Vente, devant l'échevinage du chapitre Saint-Piat, de terres à Seclin par Jaspar de Harnes au profit de Jean Blancquart (chirographe original, pièce 1021). — 1616, 3 mai : Vente devant François Cordonnier, bailli de la seigneurie de Bondues au nom d'Alexandre, duc de Bournoville, faite par Marguerite Trachet (Or., pièce 1022). — 1636, 28 oct. : Déclaration et relief du fief de Grandmez, à Thun, devant Georges Scap, lieutenant du bailli de la baronnie de Mortagne, par Philippe Sallembien, bourgeois de Lille, mari de Marguerite de Male (Or., pièce 1023, avec sceaux du bailli de Mortagne et de Jean Lecomte et Gilles Dupont, hommes de fief). — 1644, 31 août : Vente devant Pierre Vander Beken, bailli de la seigneurie du Vielbiez, faite par Jacques Ollivier de ses biens à Armentières et autres lieux, au profit de Michel Hazebroucque, demeurant à Quesnoy-sur-Deûle (Or., pièce 1024). — 1651, 11 mai : Vente de terrains situés à Seclin faite devant Jean du Riez, lieutenant de Jean Baudouin de Poucques, seigneur du Puich, bailli d'Anne-Frédéricq, douairière de Jean Rose, bourgmestre d'Anvers, dame de Seclin, par Toussaint Pouille, demeurant à Martinsart au profit d'Etienne Dumollin, brasseur à Seclin (Or., pièce 1025).

AA 48 (Carton). — 15 pièces parchemin.

**1677-1705.** — TABELLIONNAGE. — 1677, 3 janv. : Donation réciproque faite entre Anselme Annebicque, bourgeois de Lille, et Catherine-Françoise Miot, sa femme (Or., pièce 1026). — 1683, 10 sept. : Testament d'Agnès Willot dit Depernes, demeurant à Lille (Or. avec affixes relatives à la succession Willot, pièces 1027 à 1038). — 1687, 9 juil. : Partage de biens situés à Quesnoy-sur-Deûle, La Madeleine et Bondues entre les héritiers d'Antoinette de Fourmestaux, par acte reçu par Adrien Desmadril, notaire à Wambrechies (Or., pièce 1039). — 1705, 18 février-26 mars : Vente au profit de Bonaventure Herreng de rentes constituées au



profit d'Elisabeth et Marie de Cocquel, de J.-P. Courouwane et de Marguerite Castellain, veuve Delezenne (Or., pièce 1040).

AA 49 (Carton). — 1 pièce parch., 2 pap., 1 sceau.

**1533-1583.** — PRÉVÔTÉ DE LILLE. PERSONNEL. — 1533, 20 sept. : Mandement adressé par Charles-Quint au Magistrat portant non préjudice pour l'autorisation donnée à Jean Colbin d'exercer l'office de lieutenant du prévôt de Lille, bien que cette fonction ne puisse être exercée que par un sergent, exception sollicitée par Baudrain Massiet, prévôt (Or., grand sceau de l'empereur, pièce 1041). — 1557, 24 décembre, Bruxelles : Recommandation adressée au Magistrat par Emmanuel-Philibert, duc de Savoie, capitaine général des Pays-Bas, pour Jean Martin, demandant l'office de sergent de la prévôté (Or. signé par le duc et contresigné par Van der Aa, pièce 1042). — 1583, 10 déc. : Procès-verbal de la réception de Jean Greuset, commissaire des vivres à l'office de prévôt de Lille, contenant les réserves faites par l'échevinage à cette nomination non conforme à la tradition (Or., pièce 1043).

AA 50 (Carton). — 7 pièces parch., 2 pap.

**1360-1586.** — PRÉVÔTÉ DE LILLE. GÉNÉRALITÉS. — 1360, 6 août, Saint-Omer : Mandement adressé par le dauphin à la Gouvernance portant défense de faire information secrète contre le prévôt et ses sergents quand ils s'offriront à comparaître devant leurs juges ordinaires (Or., pièce 1044). — 1415, 1<sup>er</sup> sept. : Mandement ducal adressé au prévôt et aux échevins de Lille portant défense d'incarcérer des bourgeois ou de composer avec eux à l'insu de la juridiction échevinale (Or., pièce 1045). — 1473, 9 sept. : Sentence de la Gouvernance sur le procès entre Jean Barbet, ancien prévôt de Lille, et Renaud Baudouin de Bourghelles, son successeur, sur les amendes prononcées par l'Echevinage (Or., pièce 1046). — 1520, 30 août : Mandement adressé par l'Empereur à l'Echevinage sur requête de Jean de Hocron, prévôt de Lille, pour mettre les douze sergents de la prévôté dans l'obligation de remplir leur serment en assurant la répression des délits criminels (Or., pièce 1047).

— 1523, 29 déc. : Appointement en la Chambre des Comptes de Lille sur le litige entre l'Echevinage et le Prévôt au sujet des amendes pour infraction de bans (Or., pièce 1048). — 1562, 16 déc. : Ordonnance de Marguerite de Parme, régente des Pays-Bas, sur requête de Maximilien de Candelé, chevalier, prévôt de Lille, au sujet de l'accès du Conclave, mettant les échevins dans l'obligation de ne plus faire attendre à la porte de la Chambre du Conseil le prévôt « principal officier de Sa Majesté », compétent pour toutes matières intéressant la police et la tranquillité publique, sauf à cet officier à laisser les échevins délibérer en secret au criminel (Copie auth., pièce 1049). — 1573, 3 sept. : Ordonnance du Conseil Privé sur requête de l'Echevinage pour l'admission des cautions par le Prévôt, en exécution du 12<sup>e</sup> article du chapitre des Purges inséré dans les coutumes de Lille, confirmées le 21 janvier 1534, n. st. (Or., pièce 1050). — 1585, 30 déc. : Homologation par Philippe II des conventions entre Jean Gruesset, s<sup>r</sup> de Beaucamps, prévôt de Lille, et les échevins sur leurs attributions respectives (Or., pièce 1051). — 1586, 5 fév. : Déclaration de non préjudice délivrée par la Gouvernance au Magistrat pour le délit commis par Piat Bernard sur la personne du prévôt (Or., pièce 1052).

AA 51 (Carton). — 8 pièces parchemin.

**1338-1456.** — PRÉVÔTÉ DE LILLE. CONFLITS DE JURIDICTION. — 1338, 8 juil. : Sentence de la Gouvernance sur le conflit entre la Prévôté et l'Echevinage au sujet de l'arrestation de Jacques Fourlignier, bourgeois de Lille (Or., pièce 1053). — 1344, 15 sept. : Mandement royal sur le conflit entre la Prévôté et l'Echevinage au sujet des délits criminels commis par Guillaume Le Mech et Lorin Balary, justiciables des échevins (Or., pièce 1054). — 1385, 13 déc., Tournai : Mandement ducal adressé au Prévôt et aux échevins de Lille leur enjoignant de lever une contravention à la police des canaux encourue par Antoine Le Neveu, bourgeois de cette ville (Or., pièce 1055). — 1388, 19 déc. : Procès-verbal de la sommation faite par le Magistrat à Evrard Le Chièvre, prévôt de Lille, de donner son assentiment à un ban échevinal (Or., pièce 1056, seings des notaires Jean Baudes-



cot, doyen de chrétienté de Lille et de Jean de Beca). — 1393, 22 mars, n. st. : Mandement ducal enjoignant au prévôt de Lille de remettre à l'Echevinage Thomas Dubosquiel, bourgeois de cette ville, incarcéré (Or., pièce 1057). — 1434, 22 sept. : Procès-verbal du refus opposé par le prévôt de Lille d'ajourner en Cour de Parlement à l'instance de Jean Chapuis, secrétaire ducal, victime d'un larcin, le prévenu Riflard d'Ypres, le délit étant de la compétence du Magistrat (Or., seing notarié, pièce 1058). — 1449, 5 sept. : Protestation notariée de la prévôté de Lille contre l'intervention de sergents lors de la découverte d'un noyé à l'insu de la juridiction échevinale (Or., seing de Pierre Le Rogiaut, pièce 1059). — 1456, 14 juin : Procès-verbal de la protestation faite par le Magistrat au sujet de Pierreçon Warboel, sur requête des mayeurs de la Haute-Perche de Lille, incarcéré pour contravention en matière de draperie, par la Prévôté, au mépris de la juridiction échevinale (Or., seing notarié de Jean Herencq, pièce 1060).

AA 52 (Carton). — 6 pièces parchemin.

**1320-1547.** — CHATELAINS. SERMENTS. — 1320, 17 fév., n. st. : Pardon accordé à la ville de Lille par Wallerand de Luxembourg, s<sup>r</sup> de Ligny, et Guyote, dame de Ligny, châtelaine de Lille, sa femme, pour les violences commises à Haubourdin (Or., sceau de Guyote, pièce 1061). — 1431, 22 mai : Serment de Pierre de Luxembourg, comte de Ligny, à son entrée à Lille (Or., pièce 1062). — 1434, 26 janv., n. st. : Serment de Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol, châtelain de Lille (Or., pièce 1063). — 1481, 26 juillet : Serment de Pierre de Luxembourg, comte de Saint-Pol, châtelain de Lille (Or., sc. incomplet, pièce 1064). — 1484, 14 janv., n. st. : Serment de Jacques de Savoie, comte de Romont, en qualité de châtelain de Lille du chef de sa femme Marie de Luxembourg, comtesse de Saint-Pol (Or., pièce 1065). — 1547, 5 mai : Refus des échevins de recevoir par procureurs le serment du châtelain de Lille, bien que le 3 mai, Antoine, duc de Vendôme, châtelain de Lille, se soit fait représenter pour cette cérémonie par Pierre de Cepoy, son chambellan, et par Pierre

de Flaigny, son maître des requêtes (Or., pièce 1066).

AA 53 (Carton). — 20 pièces parch., 2 pap., 11 sceaux.

**1359-1668.** — CHATELAIN DE LILLE. JURIDICTION.

— 1359, 20 mai : Réparation judiciaire par Hugues Le Oursier, gardien de la prison du châtelain de Lille, portant que Pétronille Lefebvre, incarcérée en violation de la juridiction échevinale, a été ramenée dans le jardin d'Alix de « Atrio », rue de « Kokiél », paroisse St-Pierre (Or., seing du notaire Jacques Petit, pièce 1067). — [1380] : Memorial des arrestations faites depuis le 18 septembre 1373 par les officiers de la châtellenie au préjudice de l'Echevinage (Or., pièce 1068). —

1385, 9 sept. : Lettres-patentes de Philippe le Hardi sur le conflit de juridiction entre l'Echevinage et le Châtelain à l'occasion d'une contravention commise par un batelier qui s'était réfugié sur un bateau près du château (Or., pièce 1069). — 1392, 27 mai : Arrêt du Parlement de Paris entérinant l'accord entre le duc de Bourgogne et le châtelain de Lille sur la perception des amendes, ce dernier ayant droit au tiers des amendes des procès jugés par l'Echevinage, sauf en matière de navigation (Vidimus du 24 sept. 1392, pièce 1070).

— 1398, 22 août : Lettres-patentes de Philippe le Hardi réglant le conflit entre les échevins et le châtelain de Lille au sujet des procès concernant le droit d'eau et les moulins, dont la connaissance est exclusivement réservée à la ville (Vidimus du 19 nov. 1398, sous le sceau de la Gouvernance, pièce 1071). — 1399, 20 janvier, n. st. : Sentence du Conseil ducal maintenant, contre les prétentions du châtelain, les droits de juridiction de la Ville sur le « rivage » (Or. et vidimus du 14 avril 1401, pièces 1072, 1072 A). — 1399, 22 fév., n. st. : Procès-verbal de l'exécution de la précédente sentence (Or., avec seing du notaire Jean Bosquillons, et avec mandement affixé de Pierre de Le Zippe, s<sup>r</sup> de Denterghem, gouverneur du souverain bailiage de Lille ; le protocole notarié porte la mention suivante relative au style de Pâques : « Anno ab incarnatione millesimo tricentesimo nonagesimo octavo secundum usum scribendi in ecclesia gallicana, indictione septima, mense february die vicesima secunda », pièces 1073 et 1074). — 1435,



18 mai : Lettres exécutoires pour l'annulation d'un exploit fait, au préjudice de la juridiction échevinale, sur le rivage du château de Lille sur l'ordre du lieutenant de la châtellenie qui avait fait saisir, sur plainte de Robert Markant, bourgeois de cette ville, le bateau de Jacquemart Le Droghe (Or., avec sceau secret de Philippe le Bon et affixe avec le sceau de Jean Desteres, sergent de la Gouvernance, pièces 1075, 1076). — 1435, 23 août : Homologation par le Conseil de Flandre de l'arrangement entre l'Echevinage et le châtelain au sujet du conflit précédent (Or., sceau de Daniel Alard, conseiller ducal, Demay, n° 4870 ; pièce 1077). — 1455, 2 oct. : Sentence de la Gouvernance au profit des « apaiseurs » et de l'Echevinage contre le châtelain concernant la juridiction sur une maison placée contre l'Hôtel de la Motte, entouré d'eau et tenu en fief de la Salle de Lille, et situé près de la rue conduisant de la place Saint-Martin à l'église Saint-Pierre (Vid. du 19 avril 1529, délivré par la Gouvernance, pièce 1078). — 1470, 31 mars, n. st. : Mandement ducal adressé à la Gouvernance renvoyant à l'Echevinage la connaissance de l'exécution d'un débiteur dont un bateau, sur la fontaine Saint-Martin, n'avait pu être saisi par suite de l'intervention indue du lieutenant du châtelain représenté par Jean Agache, sergent de la prévôté (Or. avec deux affixes, pièces 1079 à 1081). — 1490, 3 fév., n. st. : Déguerpissement de biens situés hors de la Porte Saint-Pierre, dans la direction de Saint-André, près de la Vieille Abbiette, vendus par Martin Mulier à Jean Lequien, mouvant du fief de Madinguehem, tenus du châtelain de Lille à cause de la Halle de Phalempin, passé devant Chrétien de Cluny, écuyer, lieutenant de Sause de Vendegies, écuyer, bailli du châtelain (Or., sceaux de Chrétien de Cluny, Demay, n° 5101, et des hommes de fief Jacques Du Mares, Gérard Thielaine, Demay, 2829, et Jacques Du Bos, Demay, 2785 ; pièce 1082). — 1532, 25 mai : Remontrance adressée à la Gouvernance par Roger Hangouart, conseiller pensionnaire de la ville, au sujet des bans prononcés par l'échevinage contre l'exécuteur de la justice criminelle dans la châtellenie, appelé « le pendeur » (Or. notarié, pièce 1083). — 1571, 8 août : Vente devant Jacques d'Oisy, lieutenant de Guislain de Hennin, s<sup>r</sup> du Breucq, bailli

général de la châtellenie de Lille et de la Halle de Phalempin, par Françoise de Termonde, veuve de Nicolas de Bonmarchié, s<sup>r</sup> de La Brayelle, demeurant à Douai, au profit de Joye Piedeauwe, veuve d'Adrien Clemens, maître de la Chambre des comptes de Lille, du fief de Wazemmes, tenu de ladite Halle (Or., pièce 1084). — 1668, 1<sup>er</sup> juin : Arrêt du Conseil d'Etat, sur requête du Magistrat, soumettant à la juridiction échevinale les habitants de La Motte-Madame, ancien hôtel de Luxembourg, avec obligation de payer les impôts (Or. avec affixes et sceau de majesté, pièces 1085 à 1087).

AA 54 (Carton). — 19 pièces parch., 2 pap., 3 sceaux.

**1335-1614.** — BAILLI DE LA SALLE. JURIDICTION. — 1335, 23 déc. : Arrêt du Parlement de Paris sur le conflit de juridiction entre les échevins et le bailli de Lille, à l'occasion d'un don fait par Jean Le Viart (Or., pièce 1088). — 1354, 17 fév., n. st. : Arrêt du Parlement enjoignant au bailli de Lille de réincarcérer Pierre de Hem et Jean de Bourgogne, élargis par la maréchaussée royale sans le congé de l'Echevinage (Or., pièce 1089 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 394). — 1365, 21 mai : Arrêt du Parlement de Paris cassant la sentence des hommes de fief de la Salle de Lille qui avaient acquitté les meurtriers de Marie de Comines et portant condamnation contre Jean Joye devant assurer la fondation d'une chapelle et subir la peine du gibet à Paris (Or., pièce 1090). — 1403, 4 janvier, n. st. : Réparation judiciaire de l'exploit fait par Georges Mortrael, sergent du Bailli de Lille, au préjudice de la juridiction échevinale, sur la personne de Jean Tangret, hôte et fermier d'une maison appartenant aux hoirs d'Henri d'Antoing, chevalier, sur la paroisse de Wazemmes, hors de la porte du moulin de la ville, près des fortifications et près de la maison des hoirs de Beaufremes et d'Henri de « Vacaria » (Or., seing du notaire Jean Bosquillon, pièce 1091). — 1415, 7 mars, n. st. : Lettres-patentes de Philippe, comte de Charolais, reconnaissant la compétence de la Halle de Lille dans les procès intentés par des créanciers (Or., pièce 1092). — 1419, 13 déc. : Exploit fait dans la maison des frères prêcheurs par un huissier du bailliage au préjudice de



l'Echevinage (Or., sceau de P. Le Nepveu, lieutenant de la Gouvernance, pièce 1093). — 1429, 28 juil. : Sommaton adressée au Bailli de Lille pour restituer à la juridiction échevinale Marie Van Ackere, arrêtée au presbytère de La Madeleine pour larcin (Or. notarié, pièce 1094, et procès-verbal de remise, du 5 sept. suivant, pièce 1095). — 1431, 27 mars, n. st. : Annulation par Hubert Gommer, écuyer, bailli de Lille, pour le duc de Bourgogne, de la procédure faite par Thomas Malasiet, lieutenant du bailli en la pairie du « Roet », contre Jean Platelet et Druet Lemaisre, incarcérés pour port d'armure, hors la porte Saint-Pierre, près l'église Saint-André, ladite pairie ressortissant de l'Echevinage (Or., pièce 1096). — 1431, 23 déc. : Annulation par le Bailli de Lille de la procédure instruite au préjudice de l'Echevinage contre Aubechon de Lannoit, incarcéré au lieudit « Prisons Pigon » (Or., sceau du Bailliage, pièce 1097). — 1436, 27 mars, n. st. : Annulation par le Bailli de Lille d'une saisie faite par l'un de ses officiers sur la circonscription de la pairie du « Roet », au préjudice de l'Echevinage (Or., pièce 1098). — 1443, 21 juillet : Réparation judiciaire par Gérard Anselme, sergent du Bailliage, pour une arrestation faite induement sur le territoire de Fives (Or., seing notarié de Jean Bosquillon, pièce 1099). — 1459, 8 mars, n. st. : Réparation judiciaire par Gardin de Granmont, ci-devant sergent du Bailliage, pour arrestations faites induement sur le « rivage » de Lille et près du cimetière Saint-Pierre (Or., seing notarié de Jean Herencq, pièce 1100). — 1466, 21 oct. : Réparation judiciaire faite en la Halle échevinale par Jean d'Attiches, lieutenant de Gérard d'Hocron, écuyer, bailli de Lille, au sujet de l'arrestation de Jean Richard, pour délit de pêche dans la rivière du Wault, en dehors de la porte de la Barre, affaire relevant de la juridiction échevinale et non de la Salle de Lille (Or., seing notarié, pièce 1101). — 1485, 20 avril : Réparation judiciaire par Guillaume Dugardin et Amand Delefosse, sergents du Bailliage, pour saisie induement opérée sur le territoire de l'Echevinage, à la requête de l'official de Tournai, sur Olivier Rousée, dit Bourgois, dans une maison du hameau de Berckem, paroisse de La Madeleine (Or., seing notarié, pièce 1102). — 1519, 26 janv., n. st. : Réparation judiciaire par

Jean Ramery et autres sergents à masse du Bailliage pour avoir mis au carcan un prisonnier sans congé des échevins (Or., pièce 1103). — 1529, 14 juil. : Réparation par Antoine Dumortier, sergent du Bailliage, d'un exploit fait induement sur la paroisse d'Esquermes (Or., pièce 1104). — 1530, 3 janv., n. st. : Réparation judiciaire par Denis Formantel, sergent du Bailliage, pour arrestation de Jean Segard dans le local de l'auditoire du Bailliage (Or., pièce 1105). — 1550, 13 juin : Réparation judiciaire par Jean Desmaretz, sergent du Bailliage, pour exécution d'un exploit à Armenières, dans la maison de Gard Pringhel, ressortissant de la juridiction échevinale (Or., pièce 1106). — 1592, 3 mars-6 mai : Réparations judiciaires de divers exploits faits sur le territoire de l'Echevinage, notamment dans le faubourg du Molinel, par des sergents du Bailliage (Or., pièce 1107). — 1614, 18 sept. : Attestation de la remise faite par les notaires Mallapierre et Hennebel, de lettres à cachet destinées au Bailli de la Salle de Lille et à la Gouvernance (Or. avec affixe, pièces 1108, 1109). — JURIDICTION GRACIEUSE DU BAILLIAGE. 1388, 17 nov. : Vente devant Gautier Picquette, écuyer, bailli de Lille et devant les hommes de fief de la Salle de Lille, par Gautier de Meullen, chevalier, au profit de Guilbert de Lannoy, chevalier, du fief de Dierfaut, situé à Bondues, paroisse qui jouit du privilège de non confiscation (Vidimus du 9 mai 1567, pièce 1110). — 1391, 9 avril : Aîthéritement devant les hommes de fief de la Salle de Lille du fief de l'Ark, situé sur les paroisses de Quesnoy-sur-Deûle et de Deûlémont, vendu par Jean Joye, dit de Waziers, à Guillaume de Termonde (Or., sceaux de Jacques de Le Blaquerie et de Baudouin Orghet, hommes de fief, pièce 1111).

AA 55 (Carton). — 13 pièces parch., 1 pap., 3 sceaux.

**1338-1676.** — GOUVERNANCE. GÉNÉRALITÉS ET SERMENT. — 1338, 8 juil. : Sentence du Souverain bailli de Lille mettant les sergents de la Gouvernance dans l'obligation d'obéir aux « paiseurs » (Or., pièce 1112). — 1341, 15 oct. : Serment de respecter les franchises de Lille, prêté par Pierre de La Palu, s<sup>r</sup> de Varembois, gouverneur des Bailliaiges de Lille, Douai et Amiens (Or., pièce 1113). —



1344, 26 mai : Ordre donné par le roi au Gouverneur de Lille d'appréhender les bannis (Or., pièce 1114 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 371). — 1351, 19 juin : Confirmation des lettres précédentes sur l'expulsion des bannis de la châtellenie (Or., pièce 1115). — 1364, 9 août : Serment prêté par Oudars de Renty, s<sup>r</sup> d'Embri et de Querlu, gouverneur de Lille, par commission royale du 5 juillet précédent (Or., sceau d'O. de Renty, Demay, 5060 ; pièce 1116). — 1367, 31 janv., n. st. : Mandement royal au Souverain bailli lui enjoignant de respecter les privilèges de juridiction de l'Echevinage à l'occasion d'une contravention à la police du roulage (Or., pièce 1117). — 1387, 17 avril : Accord entre Gérard de Rassenghien, s<sup>r</sup> de Basserode, gouverneur de Lille et le châtelain au sujet de leur juridiction (Or., pièce 1118). — 1440, 6 juillet : Injonction faite à la Gouvernance de laisser au Magistrat la connaissance des délits commis par les sergents de la ville, à l'occasion de l'affaire Hue de Carnin, écuyer, contre Jean Desmestres, sergent, rappelant divers articles de la Coutume de Lille en matière de juridiction échevinale (Or. avec 2 affixes, pièces 1119 à 1121). — 1452, 29 mars, n. st. : Sentence provisionnelle par Gérard de Pleine et Jean Lorfevre, maîtres des requêtes de l'hôtel du duc de Bourgogne, sur les conflits de juridiction entre la Gouvernance et le Magistrat (Or., signé et scellé par G. de Pleine, Demay, n° 4878, et Jean Lefèvre, Demay, n° 4877 ; pièce 1122). — 1518, 29 sept. : Attestation par Pierre Tournemine, sergent de la Prévôté, et d'autres sergents portant que les huissiers de la Gouvernance ne peuvent procéder à une arrestation sans congé du Magistrat (Or. notarié, pièce 1123). — 1566, 16 fév., n. st. : Dictum du Conseil Privé attribuant à la Gouvernance la connaissance des fautes de service commises par les sergents du Bailliage et de la Gouvernance, même s'ils sont bourgeois de Lille (Or., pièce 1124). — 1676, 4 juil. : Patentes de gouverneur et lieutenant général de Flandre en faveur du marquis d'Humières, maréchal de France (copie imprimée contemporaine, pièce 1125).

AA 56 (Carton). — 38 pièces parch., 21 pap., 6 sceaux.

**1337-1634.** — GOUVERNANCE. JURIDICTION. — 1337,

15 fév., n. st., et 14 mai : Autorisation donnée par la Gouvernance aux habitants de Lille de sortir avec des armures pour se défendre contre Jean Waflars, de Croix, et s'emparer de ce meurtrier (Or., sc., pièces 1126 et 1127). — 1337, 26 fév., n. st. : Mandement royal adressé au Bailli de Lille sur le bannissement de Jean Waflars (Or., pièce 1128). — 1337, 3 nov. « in foro ville Insulensis, ante domum Prepositi Insulensis » : Elargissement par Louis Wautruche, bailli de Lille, de Pierre Villain, de Wasquehal, habitant Lille, arrêté pour homicide (Or., seing du notaire Jacques de Pire). — 1355, mai : Confirmation par le roi de France des lettres-patentes du 19 juin 1351 sur le bannissement des malfaiteurs dans la châtellenie de Lille (Or., sceau de majesté, pièce 1130). — 1368, 26 août : Mandement de la Gouvernance pour le rétablissement dans les formes juridiques de la prise d'un criminel dont l'arrestation avait été faite au préjudice de la juridiction échevinale (Or., avec affixes, pièces 1131 à 1133). — 1374, 14 juil. : Sentence prononcée par Colart de Clite, chevalier, gouverneur de Lille, condamnant le Magistrat à 5.000 francs d'amende pour abus de pouvoir, lorsqu'il avait prononcé le bannissement de Jean des Quesnes, sergent de la Gouvernance, à l'occasion de l'arrestation par lui faite de la femme de Simon Isaac, prétendu bourgeois de Lille. (Copie du 29 mai 1469, pièce 1134). — [1374, 28 nov.] : Quittance délivrée au nom du comte de Flandre par Moïse de Baudelo, maître des travaux de la maison de Woudelghem, de l'amende de 5.000 fr. fixée par la précédente sentence (Or., pièce 1135). — 1388, 19 nov. : Sentence de la Gouvernance au profit du Magistrat contre Jean de Le Zippe, au sujet du paiement d'une obligation contractée par Thomas de Puvinage (Or., pièce 1136). — 1405, 17 avril, n. st. : Réparation judiciaire par Mathieu Dufresne, sergent de la Gouvernance, pour arrestation sans le congé du Magistrat, sur le Marché, près de la Fontaine-au-Change (Or., seing notarié, pièce 1137). — 1411, 5 déc. : Réparation judiciaire faite par un sergent de la Gouvernance à l'occasion de la vente faite, au préjudice de la juridiction échevinale, des meubles d'Amand Villand, bourgeois de Lille, sur requête de l'official de Tournai (Or., seing de Pierre Roussel, prêtre et notaire ; pièce 1138). —



1420, 5 mars, n. st. : Protestation du Magistrat contre le refus opposé par la Gouvernance de restituer Jean Le Hasteur, hôte du « Rouge Chevalier » (Or., seing notarié, pièce 1139). — 1428, 24 juin : Sommation adressée par le Magistrat à la Gouvernance, pour se dessaisir de l'appel de la cause Noël Vrediere, poursuivi pour avoir blessé Jean de La Deriere, dit le Vassal (Or., pièce 1140). — 1431, 13 mars, n. st. : Commission exécutoire défendant de recevoir à cession devant la Gouvernance les créanciers de Jacqueline Le Vinchant (Or., avec affixe muni du sceau de Pierre Joris, lieutenant de la Gouvernance, du 22 mars 1432, n. st., pièces 1142, 1143). — 1431, 29 mai : Réparation judiciaire par Jean de Cohem, sergent de la Gouvernance, opérant la remise en l'hôtel de la Brouette, rue des Patiniers, lieu du délit, d'un certain Jean Vanden Brouque, dit Glase-naere, brodeur, incarcéré auparavant aux « Prisons Pigon » pour avoir blessé Huchon Delattre (Or., seing notarié, pièce 1144). — 1451, 9 mars, n. st. : Déclaration de Jean Desprez, sergent de la Gouvernance, portant qu'il avait arrêté, sur requête de la veuve Baudouin Gommer, un certain Raoul, dans la maison de Germain Picavet, parce que cet immeuble servait à l'Auditoire de la Gouvernance, arrestation qu'il n'aurait pu faire sans congé de l'échevinage, sur la voie publique (Or., seing notarié, pièce 1145). — 1451, 14 mars, n. st. : Sentence d'incompétence prise par la Gouvernance au sujet de l'entérinement des lettres de rémission de Jean de Quienville (Or., sc., pièce 1146). — 1451, 22 avril : Renonciation devant la Gouvernance, par Jean de Quienville, dit Lolieux, à l'appel de la sentence de cette juridiction rendue au profit du Magistrat et relative à l'arrestation de Pasquier Leboucq, inculpé de la mort de Jean du Buisson (Or., sceau d'Henri de Termonde, pièce 1147). — 1456, 5 mai : Commission exécutoire du Conseil de Flandre au profit du Magistrat contre la Gouvernance, pour exécution faite, sans congé, dans les maisons de Pierre Boutry, bourgeois de Lille, et de Simon Bonnel (Or., pièce 1148). — 1456, 15 sept. : Ajournement devant le Parlement de Paris, de la Gouvernance, sur requête du Magistrat, par la délimitation de l'échevinage du côté de la porte de la Barre (Or., sc., pièce 1149, avec affixe pièce 1150). — 1456, 16 sept. :

Protestation du Magistrat contre l'arrestation de Pierre d'Assonville, manant de Lille, opérée par Mathieu Baert, prévôt de Mardyck et Henri de Tenremonde, lieutenant de la Gouvernance (Or., seing de Guill. Le Gillon, notaire, pièce 1151). — 1479, 16 août : Réparation judiciaire par Daniel Hanocque, sergent de la Gouvernance, pour saisie de perdrix dans la maison de Jaquemart Hoche-pied, à Lille, sur requête de Sidracq de Lannoy, écuyer, maître « perdriciste » de la châtellenie (Or., seing de Pierre Bousemars, notaire, pièce 1152). — 1495, 30 juillet : Réparation judiciaire par la Gouvernance pour arrestation de Pierre Aupatin dans une partie non judiciaire de l'immeuble affecté à la Gouvernance (Or., pièce 1153). — 1519, 12 mars, n. st. : Procès-verbal notarié de réparation judiciaire par André Le Micquiel et autres sergents de la Gouvernance, pour exécutions faites sans le congé de l'Echevinage (Or., pièce 1154). — 1527, 19 sept. : Réparation judiciaire par Philippe Coyart, sergent de la Gouvernance, pour exploit sans congé sur la maison à l'enseigne de Notre-Dame, hors la porte des Reigneaux, appartenant à Guill. Chyvoré, tenue de la pairie de Rozier dont Gérard Thieulaine est seigneur (Or., pièce 1155). — 1529, 25 juin : Réparation judiciaire par Gui Cuvillon, substitut à la Gouvernance, et Ostrisse Cuvillon, sergent, pour arrestation de Laurent Flamencq, au hameau de Watringhehem, sur la paroisse de La Madeleine (Or., pièce 1156). — 1532, 19 oct. : Réparation judiciaire au sujet de la remise d'un banni, sur requête signifiée à Jean Gommer, lieutenant de la Gouvernance, par le procureur de la ville, flanqué d'un notaire, lesquels s'étaient transportés à la Gouvernance où ledit lieutenant se trouvait assis « en sa chaire judiciaire » (Or., pièce 1157). — 1559, 24 juil. : Lettres à cachet de Philippe II, mandant au Magistrat de faire élargir Michel du Rez et Guill. Du Hamel, sergents de la Gouvernance (Or., pièce 1158). — 1571, 11 janvier, n. st. : Requête du Magistrat au roi au sujet de l'incarcération de Jean Le Gillon, bourgeois de Lille (Or. et affixes, pièces 1159 à 1161). — 1592, 17 août : Requête du Magistrat réclamant contre la Gouvernance la connaissance du délit commis par Wallerand Crochart, notaire, ayant passé contrat au profit de François Boyaval, s<sup>r</sup> de Montsorret, pour des biens sis en la châtél-



lenie de Lille, confisqués sur le prince de Béarn (Or. et affixes, pièces 1162 à 1164). — 1594, 28 janv. : Requête du Magistrat au roi protestant contre l'ingérence de la Gouvernance dans la curatelle de Baudouin Leroux, bourgeois de Lille (Or. avec mémoires justificatifs, pièces 1165 à 1167). — 1597, 18 déc. : Requête du Magistrat contre la Gouvernance pour conflit de juridiction à l'occasion d'une rixe à la porte du cabaret Saint-Laurent, entre Antoine Billet, sergent de la Prévôté, et Jean de Has (Or. et affixes, pièces 1168 à 1170). — 1597, 18 déc. : Requête du Magistrat contre la Gouvernance, pour conflits de juridiction avec mémoire en 76 articles défendant l'Echevinage (Or., pièces 1171 à 1173). — 1597, 18 déc. : Requête du Magistrat pour obliger les sergents de la Gouvernance à requérir congé de l'Echevinage avant d'instrumenter, avec mémoires détaillés dont l'un apostillé par le Conseil Privé (Or., pièces 1174 à 1176). — 1600, 16 sept. : Sentence du Conseil Privé, contre la Gouvernance, prescrivant l'application des patentes du 15 avril 1522, n. st., au sujet de la signification des exploits (Or., pièce 1177). — 1610, 15 fév. : Sentence du Conseil Privé par le Magistrat contre la Gouvernance à l'occasion de la signification d'exploits à des cabaretiers (Or., pièce 1178). — 1617, 3 mars : Sentence du Conseil Privé au sujet d'un exploit signifié en l'auberge du Petit Menin [rue du] faubourg de Courtrai (Or., pièce 1179). — 1618, 12 juil. : Sentence du Conseil Privé renvoyant au Magistrat les contraventions monétaires (Or., pièce 1180). — 1618, 2 août : Annulation de la saisie de numéraire dans la valise d'Etienne Borgeois, messenger ordinaire du service de Lille à Anvers, faite sur ordre de Gosse Du Chastel, écuyer, lieutenant du prévôt de Lille (Minute, pièce 1181). — 1618, 10 oct. : Signification à la Gouvernance du désistement du Magistrat dans la poursuite intentée contre Noël Wacrenier, pour contravention monétaire (Or., pièce 1182). — 1634, 18 mai : Sentence du Conseil Privé annulant la procédure de la Gouvernance lors de la saisie faite en 1631 dans les boutiques de Lille, de divers almanachs imprimés par Jérôme Verdusson, saisie faite au préjudice des droits de juridiction du Magistrat fixés par le « Concordat » du 15 avril 1521 (Or., sc., pièces 1183 et 1184).

AA 57 (Carton). — 80 pièces parch., 10 sceaux.

**1340-1707.** — GOUVERNANCE. JURIDICTION GRACIEUSE. — 1340, 30 mars, n. st. : Vente devant la Gouvernance par Jean de Gallard, s<sup>r</sup> de « Limuel », fils de feu Pierre de Gallard, en son vivant maître des arbalétriers du roi de France, représenté par Robert Dorin, de son droit sur le péage de Pont-à-Tressin, aliéné au profit de Pierre de Saint-Pol, chanoine de N.-D. à Tournai (Or., pièce 1185). — 1524, 13 avril : Donation de biens à Fives faite devant la Gouvernance, par Hue du Gard, dit Truys, et Denise-Marie Grandiel, sa femme, au profit de Guillaume Dompré (Or., sceau de Gérard Thieulaine, lieutenant de la Gouvernance. Demay, 5080; pièce 1186). — 1537, 6 avril : Vente devant Charles de Fatrissart et de Louis Dupont, auditeurs de la Gouvernance, par Jacques Le Vassal, demeurant hors la Porte des Malades, à Lille, d'une rente héritière au profit de Nicaise Marissal, boucher (Or. et affixes, pièces 1187 à 1192). — 1554, 1<sup>er</sup> mars, n. st. : Partage de la succession d'Antoine Dupont, intéressant des biens situés à Berckem, à « Watinghehem » et à La Madeleine (Or., pièce 1193). — 1595, 25 fév. : Vente devant Marc Delerue et Jacques Poissonnier, auditeurs de la Gouvernance, par Liévin Vassal et Catherine Dupuich, sa femme, d'une rente héritière au profit d'Isabeau Delattre, veuve de Nicolas Grau (Or. et affixe, pièces 1194, 1195). — 1609, 16 mars : Vente devant la Gouvernance d'une rente héritière par Grard Gambier, au profit de Cornil Desobris, hôte à Lille (Or. et affixes, pièces 1196 à 1198). — 1612, 4 août : Vente de rente devant Jacques de Beaumaretz et Pierre Le Barbier, auditeurs, par Jean Dubois et Marguerite Heldewiers, au profit de Jeannine de Rebreviettes, fille de Jean, s<sup>r</sup> du Bois, en son vivant maître de la Chambre des comptes de Lille (Or., pièce 1199). — 1613, 10 déc. : Vente devant Baudouin Desprets et Jean Lespillet, auditeurs, par Gilles Bave et Madeleine Doby, sa femme, d'une rente au profit de Catherine Hellebault, veuve de Pierre Mouton (Or., pièces 1200 et 1201). — 1617, 3 juil. : Vente devant Nicolas et Jean de Tenre, auditeurs, par les mêmes, d'une rente au profit de Michel Cardon (Or. et affixe, pièces 1202, 1203). — 1617, 3 juil. : Autre vente par les mêmes, d'une rente au profit de Jeanne de



Bavière, veuve de Pierre Lecherf, demeurant à Lille (Or., et affixes, pièces 1204 à 1207). — 1619, 21 oct. : Vente de rente par Gérard Cambier au profit de Laurence Wanin, veuve de Lambert Daully (Or. et affixe, pièces 1208, 1209). — 1621, 29 déc. : Autre vente par le même au profit de la même (Or. et affixe, pièces 1210, 1211). — 1622, 21 mars : Vente de biens devant Arnould de Thieu-laine, chevalier, s<sup>r</sup> du Fermont, lieutenant de la Gouvernance, par Gilles Lefebvre, sergent de la prévôté, et Barbe Froidure, sa femme, au profit de Michel Cardon, bourgeois de Lille (Or. et affixes, pièces 1212 à 1216). — 1622, 27 sept. : Vente de rente par Robert Warlop au profit de Jean Mariage, bourgeois de Lille (Or. et affixes, pièces 1217 à 1219). — 1624, 19 déc. : Vente de rente devant Jean de Tenre et Jean de Ghestem, auditeurs de la Gouvernance, par Robert Warlop, marchand tanneur, au profit de Michel Cardon, bourgeois de Lille (Or., pièce 1220). — 1630, 23 oct. : Vente de biens faite devant Philippe Lamoral de Gand, dit Vilain, gouverneur de Lille, par Jacques Delos et Jeanne Mariage, sa femme, demeurant à Fives, au profit de Catherine de Lorthioir, veuve de Paul Mortier, demeurant à Lille (Or. et affixes, pièces 1221 à 1225). — 1632, 19 juil. : Vente de rente devant Alexandre, duc de Bournonville, gouverneur de Lille, par Adrien Delagrangé et Jeanne Cotté, sa femme, au profit d'Agnès Plouvier, veuve d'Antoine Warnier (Or. et affixes, pièces 1226 à 1230). — 1634, 9 mars : Vente de rente devant Georges de Surmon et Gérard Fournier, auditeurs, par Michel Notte, sayetteur et Marguerite Dupont, sa femme, au profit de François Petit, teinturier à Lille (Or. et affixes, pièces 1231 à 1235). — 1634, 4 avril : Obligation par Wallerand Dubois, brasseur à Douvrin, et par Nicolas et Jean Dubois, brasseurs à La Bassée et à Marquillies, au profit de Josse de Flandre, avocat (Or., pièce 1236). — 1634, 12 déc. : Vente de rente par Robert Warlop et Marguerite de Sains, sa femme, au profit de Jean Houdin, tanneur à Lille (Or. et affixes, pièces 1237 à 1240). — 1637, 7 juil. : Vente de rente devant Philippe de Rubempré, comte de Vertain, gouverneur de Lille, en présence des auditeurs Martin de Blye et Nicolas Noiret par Jacques Notte et Françoise

Peuleman, sa femme, au profit de François Diserlin, bourgeois de Lille (Or. et affixes, pièces 1241 à 1243). — 1637, 8 oct. : Vente par les mêmes à Jacques Dubois, bourgeois de Lille (Or. et affixes, pièces 1244 à 1246). — 1639, 31 mai : Vente de rente par Marc et Jacqueline Chuffart au profit d'Arnould Carlier (Or., pièce 1247). — 1641, 26 janv. : Obligation par Claude Le Censsier, ancien bourgeois de Lens, et Anne Mauduit, sa femme, au profit de Jean Tahon et de Marguerite de Beauchamp (Or., pièce 1248). — 1645, 12 juin : Vente devant Eustache de Croy, comte du Rœulx, gouverneur de Lille, en présence des auditeurs Pierre Le Barbier et François Moutier, par Wallerand d'Hangouart, chevalier, s<sup>r</sup> de Laury et de Belarbre, et Jeanne de Hapiot, sa femme, et par Catherine du Chastel, veuve de Wallerand d'Hangouart, écuyer, s<sup>r</sup> de Belarbre, d'une rente au profit de Nicolas Imbert (Or., sc., pièces 1249 et 1250). — 1657, 7 juin : Obligation par Guillaume Fouquier et Marie Le Thiery, sa femme, au profit de Nicolas et Jacques Jacops, Henri, Robert et Pierre Janssens, marchands à Lille, pour un prêt de 17.000 florins (Or., pièces 1251, 1252). — 1666, 9 avril : Vente devant Spinola, comte de Bruay, gouverneur de Lille, en présence des auditeurs François Lefrancq et Simon Huré, au profit de Pierre Brunel, bourgeois de Lille, d'une rente héritière (Or. et affixes, pièces 1253 à 1255). — 1670, 23 sept. : Vente de rente devant Louis de Crevant d'Humières, maréchal de France, gouverneur de Lille, en présence de Nicolas Sampart et Louis Delemar, auditeurs, par Robert Delebarre et Marie Caudrelier, sa femme, au profit de Jeanne Desrimalles, veuve de Jean de Rycke (Or. et affixes, pièces 1256 à 1259). — 1672, 5 nov. : Vente de rente devant Nicolas Sampart et Isaac Saladin, auditeurs, par Noël Delacroix et Guionne Ladubez, sa femme, d'une rente au profit de Marie Billel (Or., sc., pièces 1260, 1261). — 1688, 3 déc. : Constitution de rente par Jeanne Prévost, veuve d'Alard Delebecque, boucher à Lille, au profit de Jacques Ingillard, chanoine de Saint-Pierre (Or., sc., pièces 1262, 1263). — 1694, 29 mars : Constitution de rente par J. B. Crombet, demeurant à Templeuve, au profit d'Anne Beudar, veuve Fichelle, audit lieu (Or., pièce 1264). — 1707,



29 juil. : Reconnaissance devant J.-B. Taviel, s<sup>r</sup> des Grimaretz, lieutenant de la Gouvernance, de la validité d'une rente constituée par la famille Farvacque au profit de Jacqueline Gilles, veuve de Jean Delefortrie (Or., pièce 1265).

AA 58 (Carton). — 15 pièces parch., 1 pap.

**1288-1618.** — JURIDICTION CRIMINELLE DU COMTE DE FLANDRE. — 1288, mars, n. st. : Lettres de non préjudice délivrées par le comte de Flandre à l'Echevinage à l'occasion de l'exécution de deux bourgeois de Lille (Or., pièce 1266 ; Brun-Lavaine, *Roisin*, p. 320). — 1397, 1<sup>er</sup> juin : Rappel de ban accordé par le duc de Bourgogne à Huart des Guesquieres, dit Baraton, banni pour 2 ans et 2 jours par l'Echevinage pour voies de fait commises sur plusieurs personnes en la maison de Lotart Fremaut (Or., pièce 1267). — 1397, 4 juil. : Rappel de ban accordé par le duc à Jean Brisse, de Lille (Or., pièce 1268). — 1398, 4 mai : Mandement ducal portant rémission pour Michel Males, tisserand de draps, le dispensant de payer l'amende encourue pour avoir frappé de sa dague Martin Cuvelette à l'hôtel de la Coupe (Or., sc., pièce 1269). — 1418, 18 oct. : Rémission accordée par le duc à Guillaume de Warenguien, dit Pasquedalle, bourgeois de Lille, condamné par l'Echevinage au bannissement pour avoir tué d'un coup de hachette Pierre de La Bare, maréchal, qui l'avait injurié (Or., sc., pièce 1270). — 1424, 19 déc. : Déclaration de Guillaume Cachine portant recherche infructueuse pour découvrir la procédure concernant Jean Belle Alleure, suivant acte passé dans la maison de Jean, évêque de Tournai, rue des Malades (Or., pièce 1271). — 1428, 6 sept. : Rappel de ban pour Caisin Le Bacre, né à Gand, condamné au bannissement par la Loi de Lille, pour mauvaise vie et abus du jeu de dé, et suspicion d'être « hourier » (Or., pièce 1272). — 1466, 14 mai : Lettres ducales de non préjudice pour le rappel de ban accordé à Mariette Deleporte, condamnée pour mauvaises mœurs, et confirmant le privilège accordé à la Ville par patentes du 28 février et 8 juillet 1430, de convertir en amendes la peine du bannissement, dont le quart au profit du Souverain et les 3/4 au profit du Magistrat pour lui permettre de récupérer les

dépenses de la fête de l'Epinette (Or., pièce 1273). — 1506, 18 août : Déclaration de Jean Dommesent, s<sup>r</sup> de Bois-Grenier, lieutenant de la Gouvernance, portant qu'il n'était pas qualifié pour délivrer des sauf-conduits aux bannis condamnés par l'Echevinage, comme il l'avait fait pour Antoine Lefevre, dit Cartelette, ce droit n'appartenant qu'au souverain (Or., sceau de J. Dommesent, pièce 1274). — 1519, oct. : Lettres de rémission accordées par Charles-Quint à Jean Bigode, coupable d'homicide à Avelin, sur la personne de Jean Desmons, à l'occasion de la vente d'une ceinture d'orfèvrerie léguée à la Confrérie de ce lieu (Or. et affixes, pièces 1275 à 1280). — 1618, 18 juin : Lettres de remission à Jacques Gaignart, bourgeois de Lille, pour rixe et blessure, dans son altercation avec Robert Delattre (Copie auth., pièce 1281).

AA 59 (Carton). — 13 pièces parch., 1 pap., 3 sceaux.

**1407-1613.** — CONSEIL DE FLANDRE. AFFAIRES CIVILES. — 1407, 18 oct. : Mandement ducal au Conseil de Flandre lui enjoignant de faire cesser les poursuites dirigées contre Thomas Vrete, bourgeois de Lille (Or., sc., pièce 1282). — 1432, 22 oct., Paris : Lettres royaux au nom d'Henri VI, roi de France et d'Angleterre, enjoignant au Conseil de Flandre, de vider le procès entre le duc de Bourgogne et l'Echevinage de Courtrai au sujet de la mort de Sohier du Ham, tué à Lille, avec exploit affixé signifié au Conseil par Pasquier Lecoc, sergent de la prévôté de Beauquesne (Or., pièce 1283). — 1459, 9 oct. : Mandement ducal au Conseil de Flandre, résidant à Ypres, renvoyant devant cette juridiction le procès entre le châtelain de Lille et l'Echevinage au sujet de l'incarcération de Jean Hannotiel, soudoyer du château (Copie contemp. auth., pièce 1284). — 1509, 19 janv., n. st. : Sentence du Conseil de Flandre cassant le jugement rendu par l'Echevinage dans le procès entre Jean et Martin de Lannoy, Antoine de Lannoy, s<sup>r</sup> de La Moterie et et les curateurs d'Isabelle de Lannoy, fille d'Antoine, s<sup>r</sup> d'Harduplanque, d'une part, et Nicolas du Pret, écuyer, d'autre part (Or., sc., pièce 1285). — 1530, 5 sept. : Obligation du Magistrat envers Gérard Ride et Michel Cambier pour les frais



d'une procédure devant le Conseil de Flandre au sujet de l'instance Agnès Herman, veuve Le Mesre, dans laquelle la Ville était intéressée (Or., pièce 1286). — 1533, 27 juin : Dictum du Conseil de Flandre confirmant la sentence de l'Echevinage dans l'affaire de Jean Dupont, mari de Gillette de Lannoy, fille naturelle de feu Sidracq (Or., pièce 1287). — 1533, 28 oct. : Dictum du Conseil de Flandre renvoyant devant l'Echevinage l'affaire des hoirs Jean de Lespierre (Or., pièce 1288). — 1550, 24 avril : Relief d'appel devant le Conseil de Flandre d'une sentence de la Gouvernance à l'occasion de la citation en justice d'un manant de Lille sans le congé du Magistrat (Or., affixes, pièces 1289 à 1291). — 1550, 19 juin : Commission du Conseil de Flandre pour relief d'appel de l'instance du Magistrat contre Jérôme de Courouble, sergent de la Gouvernance, poursuivi pour avoir instrumenté sans le congé du Magistrat (Or., pièce 1292). — 1604, 16 déc. : Sentence du Conseil de Flandre en appel de l'Echevinage dans l'instance de Jean de Berthoudt, dit d'Hollande, Jacques Fasse et Allard de Lannoy, d'une part, Hans Pieters, Lucas de Langhe et Antonio Gallo de Salamanca, de l'autre, sur ordonnance de deniers, portant révocation des clauses d'inhibition insérées dans la commission de relief d'appel (Or., pièces 1293, 1294). — 1613, 28 nov. : Sentence du Conseil Privé portant que la comparution en première instance des bourgeois de Lille devant le Conseil de Flandre n'a qu'un caractère exceptionnel, motivé par la cause de Nicolas de Gherbode, écuyer, gentilhomme au service des Etats des Provinces-Unies, et la clause du traité de trêve avec ce pays, conclu en avril 1609 (Or., sc., pièce 1295).

AA 60 (Carton). — 6 pièces parch. 2 sceaux incomplets.

**1405-1417.** — CONSEIL DE FLANDRE. CRIMINEL. — 1405, 17 déc. : Lettres ducales de non préjudice à la juridiction échevinale au sujet d'une intervention au criminel du Souverain bailli de Flandre (Or., sc., pièce 1296). — 1407, 7 juil. : Sentence du Conseil de Flandre annulant une condamnation au bannissement prononcée par la Gouvernance au préjudice de la juridiction échevinale au sujet du procès instruit contre Nicaise Rose et consorts

pour meurtre d'Hellin Dubois sur le territoire de la prévôté d'Esquermes (Or., sc., pièce 1297). — 1411, 13 nov. : Sentence du Conseil de Flandre au sujet de l'appel interjeté contre la ville de Lille par Gilles d'Auffay, banni pour altercation avec Jacquemart Le Neveu et autres « tondeurs de grant forche » (Or., pièce 1298). — 1411, 30 déc. : Mandement royal au bailli de Tournai lui enjoignant de faire exécuter la précédente sentence nonobstant appel interjeté devant le Parlement de Paris (Or., pièce 1299). — 1415, 25 juin : Ajournement du Bailli de Lille devant le Conseil de Flandre en cas de refus de procéder à l'exécution d'une sentence échevinale condamnant au pilori Pierrot Lepage (Or., pièce 1300). — 1417, 7 oct. : Sentence du Conseil de Flandre réformant en appel celle de la Gouvernance dans l'instance des hoirs de Catherine Maes, veuve de Barthélemy de Fives (Or., pièce 1301).

AA 61 (Carton). — 16 pièces parch., 6 pap., 5 sceaux.

**1460-1659.** — CONSEIL PRIVÉ ET GRAND CONSEIL. — [Vers 1460 ?], 10 avril : Lettres closes de Philippe le Bon à l'Echevinage l'informant de la commission donnée à l'évêque de Tournai pour examiner avec le gouverneur d'Arras le procès criminel pendant devant feu Philippe de Morvilliers, conseiller ducal, sur les délits commis par Baudechon Boutry et autres soudoyers du château sur la personne de Jacotin Daverout et sur les propos injurieux tenus publiquement à Lille contre l'échevinage (Or. signé, avec signet ducal, pièce 1302). — 1464, 7 mai : Cédula du Conseil Privé sur la quotité des amendes intéressant les instances en appel devant cette juridiction à l'occasion du procès de l'Echevinage contre Bertherin Regnier, bourgeois de Lille (Or. signé Dommessent, pièce 1303). — 1472, 17 fév., n. st. : Ajournement devant le Conseil Privé des officiers de la Gouvernance ayant libéré un prisonnier relevant de la juridiction échevinale (Or., pièce 1304). — 1499, 5 fév., n. st. : Ajournement devant le Conseil Privé de Guilbert Le Wauquier condamné au bannissement par l'Echevinage et alléguant le bénéfice d'un sauf-conduit délivré par la Gouvernance (Or., sc., pièce 1305). — 1520, 31 mars, n. st. : Elargissement conditionnel de Gérard



Dufay, détenu dans la prison de la Poterne, et de Jacques Ruyet, prisonnier dans celle du châtelain de Lille, en attendant la solution du procès de juridiction entre la Gouvernance et le Magistrat (Or., sceaux de la Gouvernance et des auditeurs Jean de Mozin et Baudouin Gommer, pièce 1306). — 1523, 6 juin : Cédula du Conseil Privé portant que les lettres d'abolition de la sentence prononcée par l'Echevinage contre Baudouin Vrete, écuyer, seront délivrées au nom de l'Empereur par Marguerite, régente des Pays-Bas et montrées à Jacques Oysel et aux parents de l'intéressé (Or. avec récépissé de B. Vrete, pièces 1307, 1308). — 1576, 14 avril « selon l'édit » : Dictum du Conseil Privé au profit du Magistrat au sujet de l'arrestation de Jacques Prevost, soudoyer du château, inculpé d'injures envers l'Echevinage (Or., pièce 1309). — 1593, 10 juil. : Autorisation donnée par le Conseil Privé à Antoine de Nouvelle, écuyer, pour céder son droit à Chrétien Lescouffle dans l'instance en cours contre l'Echevinage (Or., pièce 1310). — 1601, 15 sept. : Dictum du Conseil Privé rejetant l'appel des officiers de la Gouvernance contre une sentence de l'Echevinage (Or., pièce 1311). — 1612, 28 mai : Requête du Magistrat revendiquant la connaissance de la cause Jean Van Neste contre François Gheluy, bourgeois de Lille (Or. et affixes, pièces 1312 à 1317). — 1614, 21 oct. : Sentence du Conseil Privé dessaisissant le Conseil de Flandre et renvoyant la cause précédente au Magistrat (Or., sc., pièce 1318). — 1618, 21 déc. : Dictum du Conseil Privé rejetant la requête de Thomas Alberly, marchand anglais, réclamant le paiement de diverses obligations sur les Etats de Flandre provenant de la succession Pierre Siniart (Or., pièce 1319). — 1619, 11 mars : Dictum du Conseil Privé renvoyant devant l'Echevinage l'instance Gaspard Dujardin, s'il s'agit de rescission de contrat, et devant la juridiction où l'hypothèque a été prise s'il s'agit d'une procédure en hypothèque (Or., pièce 1320). — 1622, 30 mai : Dictum du Conseil Privé rejetant l'appel des hoirs Desplanque (Or., pièce 1321). — 1659, 31 juil. : Sentence du Conseil Privé sur le procès entre la Gouvernance, le chapitre Saint-Pierre, les brasseurs et les hôtes demeurant sur la seigneurie capitulaire, demandeurs, et le Magistrat, défen-

deur, au sujet de la détention d'un sergent ayant instrumenté au profit des demandeurs (Or. et affixe, pièces 1322, 1323).

AA 62 (Carton). — 1 cahier papier.

**1568.** — GRAND CONSEIL DE MALINES. — 1568, 27 nov. : Confirmation par le Grand Conseil de Malines de la sentence du Conseil de Flandre attribuant au Magistrat, à l'encontre de la Gouvernance, la connaissance du procès des hoirs Jacques Descours, au sujet de la mise en possession de biens situés à La Madeleine (Vidimus du 23 sept. 1618, pièce 1324).

AA 63 (Carton). — 1 pièce parchemin, 1 pièce papier.

**1453-1531.** — CHAMBRE DES COMPTES DE LILLE. — 1453, 18 janv., n. st. : Procès-verbal notarié du refus de réparation judiciaire opposé par la Chambre des comptes au sujet de l'exploit fait par Remi Leroy, huissier de cette chambre, qui n'avait pu obtenir le congé du Magistrat, sous prétexte que les échevins n'étaient point en nombre suffisant quand il s'était présenté pour le solliciter (Or., pièce 1325). — 1531, 23 août : Apostille du Conseil des Finances sur la requête du Magistrat en relief d'appel contre la Chambre des comptes qui avait expédié une commission exécutoire contre les débiteurs d'amendes prononcées par le Prévôt (Or., pièce 1326).

AA 64 (Carton). — 3 pièces parchemin.

**1406-1412.** — JURIDICTION DES EXEMPTS. — 1406, 24 sept. : Entérinement par Henri de Mortagne dit d'Espierre, s<sup>r</sup> de Linselles et de Blaton, gouverneur de Lille, de la commission délivrée le 7 août précédent par le bailli de Tournai à Tristan Joye pour exercer l'office de juge des exempts (Or., pièce 1327). — 1407, 19 janvier, n. st. : Réparation judiciaire d'un acte de juridiction fait au préjudice du Magistrat par le juge des exempts dans l'affaire Michel Deleschène (Or., seing notarié, pièce 1328). — 1412, 11 sept. : Sentence arbitrale prononcée par Robert, s<sup>r</sup> de Wavrin, chevalier, condamnant Tristan Joye, juge des exempts du duc de Bourgogne, à restituer quatre personnes



incarcérées au préjudice de la juridiction échevinale (Or., pièce 1329).

AA 65 (Carton). — 8 pièces parchemin.

**1349-1522.** — JURIDICTION DU ROI DE FRANCE. GÉNÉRALITÉS. — 1349, 20 août : Commission royale donnée à Godart de Lourroy, clerc, et à Guillaume d'Embreuille, chevalier, pour enquérir sur les extorsions commises par les officiers des bailliages de Lille et de Tournai et ceux du comté d'Artois (Vidimus sous le sceau de Saint-Pierre, pièces 1330, 1330 A). — 1350, 15 mars, n. st. : Mandement royal à la Gouvernance pour suspendre les exemptions de juridiction des monnayeurs, revendiquées par des bourgeois de Lille n'exerçant pas cet office (Or., pièce 1331). — 1357, 30 juin : Mandement du dauphin aux généraux réformateurs députés dans les bailliages d'Amiens et de Lille leur enjoignant de laisser aux échevins la connaissance des causes intéressant leurs ressortissants (Vidimus du 21 juil. 1357, pièce 1332). — 1447, 16 janv., n. st. : Mandement royal, signifié à la bretonche de Lille le 1<sup>er</sup> février, concernant les droits des créanciers et les nantissements des débiteurs (Copie auth., pièce 1333). — 1449, 28 janv., n. st. : Mandement royal suspendant en Parlement l'effet des plaintes en cas de novelté et des lettres de debitis et chargeant une délégation constituée par deux représentants du roi et deux représentants du duc d'étudier en Flandre la jurisprudence en cette matière (Cop. auth., pièce 1334). — 1450, 22 avril : Lettres exécutoires contre la Gouvernance pour exploit exécuté sans congé du Magistrat (Or., pièce 1335). — 1522, 20 fév., n. st. : Déposition devant l'échevinage de Tournai à la requête du Magistrat de Lille par trois conseillers et procureurs en cour laïque sur les cas réservés à la juridiction des anciens officiers royaux du bailliage de Tournai au civil (Or., pièce 1336).

AA 66 (Carton). — 10 pièces parch., 1 papier.

**1327-1518.** — JURIDICTION DU ROI DE FRANCE. AFFAIRES CIVILES. — 1327, 26 mars, n. st. : Sentence du bailli d'Amiens sur le procès entre l'échevinage de Lille et le seigneur du Vertbois (Vidi-

mus de 1329, pièce 1337). — 1357, 3 février, n. st. : Procès-verbal dressé par Gilles, s<sup>r</sup> de Chin, gouverneur du souverain bailliage de Lille, de l'ajournement de divers officiers royaux d'Artois et de Picardie ayant méconnu la juridiction du Magistrat (Or., pièce 1338). — 1412, 1<sup>er</sup> juil. : Sentence de Ferry de Hangest, bailli d'Amiens, sur l'opposition du prévôt de Lille pour l'exécution d'une commission d'« asseurement royal », délivrée par ce bailli à Gilles Mulier, dit Lottart, menacé par André Leriche (Or., pièce 1339). — 1422, 28 août : Protestation du Magistrat contre l'empiètement de juridiction fait par le prévôt de Beauquesne dans l'affaire de Michelle de Lethuille, femme Bosquet (Or., seing notarié de Pierre Morel, pièce 1340). — 1422, 25 sept. : Refus opposé par le prévôt de Lille à Enguerrand Gomer, officier royal au siège de Beauquesne, d'ajourner à la bretonche, à son de trompe, Jean de Rosimbos, écuyer (Or., seing notarié de J. Bosquillon, pièce 1341). — 1451, 10 sept. : Réparation judiciaire par Mahieu Desplanque, sergent royal, ayant instrumenté sans congé dans la maison de la veuve Lekien, à Lille (Or., pièce 1342). — 1452, 7 août : Réparation judiciaire par Maillotin Dubacq, prévôt de Beauvaisis, ayant incarcéré Willot Boutry sans congé (Or., seing notarié, pièce 1343). — 1461, 22 sept. : Sentence prononcée par Philippe de Morvillier, lieutenant du bailliage d'Amiens, contre le chapitre Saint-Pierre, maintenant le Magistrat en possession des biens de Jean Clément (Or., pièce 1344). — 1517, 31 août : Conventions devant la prévôté de Beauquesne entre Robert de Beaucarne dit Loir, mari de Jeanne Volant, demeurant à Lille, et Victor Van Scotte et Marie Wuls, sa femme, demeurant à Merville, au sujet de la succession de Toussaint Le Pippre (Or. et affixe, pièces 1345, 1346). — 1518, 8 oct. : Refus de congé opposé par le Magistrat à un sergent de la prévôté de Beauquesne, chargé de l'exécution de lettres de répit sur Henri Grandel et autres demeurant à Lille (Or., pièce 1347).

AA 67 (Carton). — 4 pièces parchemin.

**1301-1366.** — JURIDICTION DU ROI DE FRANCE. CRIMINEL. — 1301, 5 fév., n. st. : Mandement au bailli de Vermandois portant interdiction au comte de



Hainaut d'empiéter sur la juridiction royale (Vidimus délivré en 1301 par Guill. de Hangest, bailli de Vermandois, pièce 1348). — 1355, 21 avril : Rappel de ban accordé par le roi à divers bannis de Lille, à l'occasion de sa joyeuse entrée en cette ville (Or., pièce 1349). — 1362, sept. : Lettres de rémission accordées à Jean, Jacques et Philippe Vrete, Jacques Denis, Gilles et Pierre Le Preudhomme, Hubert Escarlade, Wauquier Cleuket, Jacques de Le Blakeme, Jean Daubenton, Thomas et Jean Artus, Thomas de Langlée, Jean Le Pois, Jean Renier, Nicole Le Toillier, Jean Ducastel, Jean Hangouart, Pierre Boudes, Philippe Maillars, Robert Canard, tous bourgeois de Lille, poursuivis pour avoir obligé le châtelain de Lille à enlever le pont du château par crainte d'une escalade de l'ennemi (Or., initiale ornée, pièce 1350). — 1366, 21 janv., n. st. : Promesse de 500 francs à qui livrera mort ou vif Grart Le Mor, chevalier, rançonnant les habitants de la région de Lille (Or., pièce 1351).

AA 68 (Carton). — 12 pièces parch., 1 pièce papier.

**1355-1509.** — PARLEMENT DE PARIS. — 1355, 19 déc. : Mandement royal au Parlement de Paris annulant à la requête du Magistrat l'appel fait contre les officiers de la Maréchaussée (Or., pièce 1352). — 1365, 28 avril : Mandement portant suspension des causes du Magistrat en instance devant le Parlement (Vidimus du 12 mai 1365, pièce 1353). — 1366, 1<sup>er</sup> avril, n. st. : Arrêt du Parlement condamnant à 200 livres d'amende Henri Joire et Jacques Le Neveu pour évasion des prisons de Lille (Or., pièce 1354). — 1367, 13 janv., n. st. : Homologation par le Parlement de l'accord entre Jacques et Jean Joye et les ayans cause de Marie Decoisne, leur victime (Or., pièce 1355). — 1438, 24 mars, n. st. : Homologation par le Parlement de l'appointement entre le Magistrat et Guillaume Prévost, ancien conseiller de Lille (Or., pièce 1356). — 1448, 30 déc. : Lettres de compulsoire pour la communication par le Magistrat au Parlement du procès d'Etienne de Champmargi et de Jean Perron, écuyers, contre Jean Abonnel, dit Legros, maître de la Chambre des Comptes de Lille (Copie et affixe, pièces 1357, 1358). — 1449, juil. : Exploit de Denis Delebarre, sergent du bail-

liage d'Amiens, relatif à cette précédente lettre (Or., pièces 1359, 1360). — 1450, 29 mai : Lettres de congé pour l'instance en Parlement entre le Magistrat et Pierre Lemaisre, bourgeois de Lille (Or., pièce 1361). — 1467, 14 août : Arrêt du Parlement confirmant la sentence de l'Echevinage en matière de ravestissement, entre bourgeois de Lille, au sujet de la succession de Thierry Moriel (Or. avec sceau de majesté, pièce 1362 ; vidimus du 18 janvier 1468, n. st., sous le sceau aux causes de Lille, remarquablement conservé, pièce 1362 A). — 1509, 14 déc. : Rejet par le Parlement de l'appel formé par Jean Catoul contre une sentence de l'échevinage d'Arras (copie auth., pièce 1363).

AA 69 (Carton). — 4 pièces parchemin.

**1676-1726.** — CONSEIL SOUVERAIN DE TOURNAI ET PARLEMENT DE FLANDRE. — 1676, 17 fév. : Commission exécutoire au profit de J.-B. de Haynin, chevalier, s<sup>r</sup> de Calbreucq, demeurant à Lille, créancier de la succession du seigneur de Noyelles, comme détenteur d'une rente constituée le 27 juin 1624 au profit de Guillaume Bastan, écuyer, s<sup>r</sup> de Rozières, par le comte de Warfuzé, et le s<sup>r</sup> de Noyelles (Or., pièces 1364, 1365). — 1707, 23 juil. : Autorisation donnée au receveur de la fondation Gilbert Ronse, s<sup>r</sup> de Berckem, de vendre pour 2.500 fl. une maison rue de Fives, à J.-F. Dubois, bailli et receveur d'Annappes (Or., pièce 1366). — 1726, 23 fév. : Commission exécutoire sur requête de Prévost, veuve Noiret, Jacques de Hennin et Jacques Braem, contre Nicolas-François Faulconnier, s<sup>r</sup> de Wambrechies (Or., pièce 1367).

AA 70 (Carton). — 3 pièces parch., 5 papier.

**1231-1648.** — JURIDICTION SPIRITUELLE. GÉNÉRALITÉS. — 1231, 15 mai : Bulle de Grégoire IX donnant délégation à H., dit Nosse, et Nicolas de Mocello, chanoines d'Anvers, pour faire une enquête sur le conflit entre l'évêque de Tournai et l'échevinage de Lille (Or., bulle, pièce 1368). — 1342, 16 avril : Extrait des constitutions synodales du diocèse de Tournai énumérant les motifs d'excommunication que les curés doivent publier chaque quinzaine, dans leurs paroisses, en langue « romanche et commune », avec les additions



faites en 1341 (copie XIV<sup>e</sup> s., non auth., pièce 1369). — 1368, 20 oct. : Mandement de l'official de Tournai au doyen de chrétienté de Gand pour l'incarcération des bannis réfugiés dans les églises (Vidimus avec sceau de la ville de Gand, 4 juin 1522 ; pièce 1370). — 1590, 16 août : Lettre de Jean de Vendeville, évêque de Tournai, au Magistrat de Lille, lui mandant de faire faire une procession pour le succès de la guerre contre le roi hérétique de France, ligué avec la reine d'Angleterre et les Zélandais, lui envoyant le texte des litanies à faire réciter dans l'école dominicale et dans celle du Vendredi et mentionnant le manuscrit qu'il a rédigé sur le conseil de vertueux personnages (Or., signé, pièce 1371). — 1630, 22 août : Protestation de l'évêque de Tournai contre la prétention du Magistrat de Lille voulant obliger l'appariteur de la Cour spirituelle à requérir congé de l'Echevinage avant d'instrumenter (Or., cachet de Maximilien Vilain, évêque, pièce 1372). — 1630, 19 sept. : Protestation du même contre l'Echevinage qui exige le *pareatis* des appariteurs chargés de l'exécution des citations du promoteur de l'Officialité (Or., pièce 1373). — 1630, 14 oct. : Autre protestation du même (Or., pièce 1374, avec cachet de Maximilien Vilain). — 1648, 20 mars : Lettre de François Villain, évêque de Tournai, annonçant au Magistrat son entrée à Lille, le 25 mars, en carrosse, entre 9 et 10 heures, pour se rendre à Saint-Etienne, où sera célébrée la messe pontificale (Or., signé, pièce 1375).

AA 71 (Carton). — 24 pièces parch., 3 pap., 3 sceaux.

**1361-1639. — JURIDICTION SPIRITUELLE. EXERCICE.** — 1361, 6 février, n. st. : Arrêt du Parlement de Paris concernant le procès entre l'Echevinage de Lille et l'évêque de Tournai au sujet de l'exécution de J. Bosquet, revendiqué par le prélat comme clerc (Or., pièce 1376). — 1361, 1<sup>er</sup> avril, n. st. : Homologation par le Parlement de l'accord entre l'Echevinage de Lille et l'Officialité de Tournai au sujet du procès de Jeanne Vienne et de J. Bosquet, clercs, le Magistrat ayant été condamné à une amende de 4.000 royaux d'or et une réparation judiciaire en l'église Saint-Maurice (Or., pièce 1377). — 1361, 21 juin : Quittance pour le paiement de cette amende (Or., pièce 1378). — 1412, 7 oct. :

Autorisation donnée par l'Officialité pour la vente des biens de Robert Delehay, dit Laloux, sur requête de Pierre Jezet (Or., pièce 1379). — 1431, 23 juil. : Annulation par l'évêque de Tournai de la procédure intentée devant l'Officialité sur requête de Jean du Vinage contre Jacquemart Bonrart, bourgeois forain de Lille, demeurant à Prêmesques (Or., pièce 1380). — 1440, 18 janv., n. st. : Lettres royaux portant interdiction à l'Officialité de Tournai d'empiéter sur la juridiction échevinale de Lille et citant les cas litigieux de Willot Richamé, condamné à un pèlerinage à Hal ; de Florent Dubois, condamné pour adultère à donner 2 philippus au scelleur et 14 s. au promoteur ; Michel Duquesne, condamné à un pèlerinage à Boulogne pour adultère, et autres exemples, avec déclaration de l'évêque en réponse à cette plainte (Or., pièces 1381 et 1382). — 1452, 3 fév., n. st. : Annulation par l'Officialité de Tournai des lettres de monition obtenues par Martin d'Orchies, se prétendant clerc (Or., pièce 1383). — 1458, 16 juin : Déclaration d'incompétence faite par l'Official dans l'instance de Jean de Buillon, tondeur de drap, paroissien de Saint-Maurice de Lille, intéressant les attributions de police du Magistrat (Or., pièce 1384). — 1465, 6 fév., n. st. : autre déclaration d'incompétence de l'Officialité dans le procès de Mathieu de Ghevain, clerc, contre le Magistrat et le style des « placqueurs » (Or., pièce 1385). — 1466, 31 janv., n. st. : Autre déclaration d'incompétence dans l'affaire Siret, ressortissant des « Apaiseurs » de l'Echevinage de Lille (Or., pièce 1386). — 1474, 4 fév., n. st. : Annulation par l'Officialité des monitoires lancées contre le Magistrat de Lille à la requête d'Oste Delatre, clerc (Or., pièce 1387). — 1478, 27 mai : Evocation au Grand Conseil du conflit de juridiction entre le Magistrat de Lille et l'Officialité de Tournai au sujet des délits d'adultère, dont l'échevinage revendiquait la connaissance en vertu du « droit de Senne » appliqué à l'occasion d'un cas de concubinage puni de 3 ans de bannissement (Or. et affixes, pièces 1388 à 1390). — 1506, 21 fév., n. st. : Annulation par l'Officialité du monitoire obtenu par Jean Scot, tenancier d'une maison mal famée à Lille (Or., pièce 1391). — 1513, 31 août : Commission exécutoire du Parlement de Paris pour enquérir sur les moni-



toires lancés par l'Officialité à l'occasion du procès du Magistrat contre Eustache de Termonde, doyen de Saint-Pierre de Lille (Or., sceau de juridiction, pièce 1392). — 1513, 8 nov. : Elargissement de Jean Mardi, dit Tournant, clerc marié, greffier de la ville de Lille, dont la cause n'est point de la compétence de l'Officialité (Or., pièce 1393). — 1514, 16 nov. : Lettres de l'Officialité levant l'excommunication portée contre l'Echevinage, représenté par Antoine Scotte, agenouillé, pénalité qui avait été prononcée pour refus de livrer à la Cour spirituelle Philippe Coyart, clerc, incarcéré (Or., pièce 1394). — 1526, 24 déc. : Dictum du Grand Conseil de Malines annulant les monitoires de l'évêque de Tournai lancés contre Philippe de Griboval, bailli de Wervicq, au sujet de la remise d'un prisonnier Jean Revel, revendiqué comme clerc (Cop. auth., pièce 1395). — 1539, 11 oct. : Sentence du Grand Conseil de Malines restituant à la juridiction échevinale Antoine de Montigny, originaire d'Amiens, bourgeois de Lille, poursuivi pour sodomie, bien que revendiqué par l'Officialité, avec détails sur diverses exécutions faites à Lille pour d'autres délinquants (Or., affixes, pièces 1396 à 1399). — 1555, 23 fév., n. st. : Cédula du Conseil Privé attribuant au Magistrat la connaissance du délit commis par Baudouin Bondart, clerc tonsuré (Or., pièce 1400). — 1639, 17 janv. : Lettre de Maximilien Vilain, évêque de Tournai, invitant le Magistrat à relâcher Pierre Cambier, demeurant à Lille, poursuivi pour dettes, mais réfugié dans le cloître des Dominicains et invoquant le privilège d'immunité des églises (Or. signé, cachet, pièce 1401). — 1639, 5 fév. : Lettre du même invitant le Magistrat à relâcher François Defresne, poursuivi pour homicide, réfugié dans le couvent des Récollets (Or. signé, cachet, pièce 1402).

AA 72 (Carton). — 3 pièces parchemin.

**1429-1459.** — JURIDICTION SPIRITUELLE. HÉRÉSIE. — 1429, 8 nov. : Procès-verbal notarié constatant la remise par le Bailli de Lille au Magistrat, de Jean Desgoutieres, incarcéré aux « Prisons Pigeon », devant la place Saint-Pierre, puis remis, pour suspicion d'hérésie, d'après la déclaration de Jean Le Bateur, doyen de chrétienté de Lille, à

ce dernier pour être jugé en cour ecclésiastique (Or., seing notarié, pièce 1403). — 1459, 8 mars, n. st. : Procès-verbal notarié de la requête adressée par l'Echevinage à l'évêque de Tournai, en présence de Jacques Au Patin, doyen de chrétienté de Lille, pour obtenir l'exécution dans cette ville par le Magistrat, d'un hérétique appelé Barbe Grisvestu, dont le procès a été instruit par l'inquisiteur de la Foi (deux originaux avec seing notariés, pièces 1404 et 1404 A).

AA 73 (Carton). — 6 pièces parch., 4 pap., 4 sceaux.

**1527-1566.** — JURIDICTION SPIRITUELLE. PROTESTANTISME. — 1527, 5 juil. : Mandement de Charles-Quint à la Gouvernance contre les Luthériens et la diffusion des livres de Luther dans la Châtellenie (Vidimus du 15 juillet 1527, sceau aux causes de Lille, bien conservé, pièce 1405). — 1527, 4 sept. : Ordonnance du Conseil Privé interprétant en détail le placard contre les Luthériens, à l'occasion d'instructions données à Pierre Hochart, procureur de la ville de Lille (Or. signé, pièce 1406). — 1529, 14 oct. : Mandement de Charles-Quint à la Gouvernance, publié à la bretèche de Lille le 25 octobre suivant, contenant 15 articles relatifs à l'extirpation des hérésies (Copie contemp. authentique, pièce 1407). — 1529, 3 nov. : Cédula du Conseil Privé attribuant à l'Echevinage la connaissance des faits d'hérésie dont pourraient se rendre coupables les habitants et bourgeois de Lille (Or. *signé* Marguerite et *contresigné* Du Blioul, pièce 1408). — 1529, 6 déc. : Lettres closes de Marguerite d'Autriche mandant au Magistrat de lui envoyer sous bonne escorte le prisonnier Antoine de Gerbaix, sr de Meurchin, soumis en appel à la juridiction de l'Officialité de Tournai, et chargeant l'Echevinage d'assurer la destruction des livres suspects par le feu, en exécution des ordonnances sur les Luthériens dont il était déjà chargé de faire l'application (Or. *signé* Marguerite, *contresigné* de Zoete, cachet, pièce 1409). — 1530, 14 janvier, n. st., Bruxelles : Lettres closes de Marguerite d'Autriche à l'Echevinage au sujet de la compétence de la Gouvernance et du Magistrat pour l'examen des livres des « Sectes abusives » (Or. signé, cachet, pièce 1410). — 1533, 2 mai : Lettres closes de Marie de Hongrie au



Magistrat pour hâter l'instruction du procès des Luthériens (Or., cachet, pièce 1411). — 1566, 16 fév., n. st. : Sentence du Conseil Privé attribuant à la Gouvernance la compétence en matière de crime d'hérésie, réclamée par l'Echevinage à l'occasion de la procédure instruite contre Jean Froidure, bourgeois de Lille et maître Laurent Le Gay (Or. et copie auth., pièces 1412, 1412 A). — 1566, 16 fév., n. st. : Dictum du Conseil Privé autorisant la Gouvernance à se dessaisir au profit de l'Echevinage de la procédure pour crime d'hérésie instruite à Lille contre Paul Chevalier, calviniste, religieux apostat, Jean et Pierre Talle, calvinistes, coupables de scandale lors de la procession (Or., pièce 1413).

AA 74 (Carton). — 9 pièces parch., 1 pap., 1 sceau.

**1448-1678.** — POLICE. — 1448, 22 janvier, n. st., Bruxelles : Confirmation par le duc du ban échevinial édicté le 30 mai 1400 et renouvelé le 5 juillet 1445 portant interdiction des toitures en chaume et obligation de l'usage de la tuile pour éviter le danger de l'incendie qui a sévi à diverses reprises à Lille, notamment du côté de la porte des Malades et dans les villes de Courtrai, Wervicq et Ath (Or., avec mandement affixé du 12 fév. 1448, n. st., mettant Jean Clément dans l'obligation de remplacer par de la tuile la toiture de chaume de sa maison en construction, la ville s'offrant à payer le quart de la dépense supplémentaire (pièces 1414 à 1416). — 1448, 5 mai, Lille : Mandement ducal à la Gouvernance et aux officiers de la Châtellenie, restreignant l'attribution de la livrée aux seuls serviteurs et familiers et prohibant le port des haches d'armes, langues de bœuf, « planchons cretelez », longues dagues, arcs et bâtons de guerre, suivi du texte de l'ordonnance publiée à la Bretèche de Lille, à son de trompe, le jour du marché, 12 juin 1448 (Copie auth. sous forme de rouleau, pièce 1417). — 1453, 13 août, Lille : Mandement ducal à la Gouvernance annonçant la fin de la guerre de Flandre et portant défense aux chevaliers, écuyers, bourgeois et marchands d'avoir une suite à leur livrée comprenant d'autres personnes que les familiers de leur hôtel, leurs baillis, receveurs et sergents et leurs

censiers, à condition que ces derniers représentent des terres d'un revenu de 60 livres (Or., pièce 1418). — 1458, 22 sept. : Mandement ducal à la Gouvernance sur requête de Scomont, dit Lemire, archer de corps du duc, fermier des jeux dans l'échevinage de Lille, portant réglementation des jeux de brehan, tables, boules et quilles (Copie avec le sceau de Jacquemart Dassonneville, sergent de la Gouvernance, pièce 1419). — 1501, 31 oct. : Placard de Philippe le Beau adressé à la Gouvernance concernant l'arrestation des brigands et l'expulsion des ribauds et coquins vivant de « beliterye et truandise » (Vidimus du 14 déc. 1501, pièce 1420). — 1509, 9 août : Placard de Maximilien et de l'archiduc adressé au Prévôt de Lille portant interdiction de jouer aux dès et aux cartes, ainsi qu'au nouveau jeu de « becques », en raison des rixes et des pertes s'élevant parfois en une seule fois à 40 florins (Or. signé Marguerite, pièce 1421). — 1515, 22 déc. : Lettres en placard de Charles, prince d'Espagne, sur l'expulsion des « belistres », coquins, paillards et autres vagabonds (Copie contemp. non authentique, pièce 1422). — 1678, 20 avril : Sentence du Conseil souverain de Tournai portant obligation de subir la visite des cheminées, à l'occasion de l'instance de la dame du Carnoy, propriétaire à Lille (Or., pièce 1423).

AA 75 (Carton). — 2 pièces parchemin.

**1571.** — MARÉCHAUSSEE. — 18 janvier, n. st. : Autorisation donnée par le duc d'Albe, gouverneur des Pays-Bas, sur requête des Etats de la Châtellenie de Lille, d'augmenter la compagnie du prévôt des maréchaux de Lille de deux hommes à cheval et de quatre hommes à pied pour poursuivre les voleurs et les vagabonds (Or., signé par le duc, pièce 1424). — 19 juillet : Autorisation donnée par le duc d'Albe aux Etats de la Châtellenie de Lille de porter à 50 soldats le nombre des gens de la maréchaussée à leur charge pour assurer la répression du vol et du vagabondage et empêcher les « brusleries des églises et maisons aux champs » (Or., signé par le duc, pièce 1425).



AA 76 (Carton). — 6 pièces parch., 1 papier.

**1597-1631.** — EPIDÉMIES. — 1597, 12 août : Lettres de non préjudice délivrées par Jean Bave, curé de Sainte-Catherine, Jean Regnart, curé de Saint-Etienne, et par un prêtre de Saint-Pierre, sur les conventions passées avec messire Jean Pinchon pour administrer les sacrements aux victimes de la contagion sévissant au Riez de Canteleu, le père capucin chargé de ce service étant empêché de l'accomplir par la fermeture des portes de la ville (Or. signé, pièce 1426). — 1604, 31 juil. : Ordonnance du Conseil Privé enjoignant à l'Hôpital Comtesse de recevoir les malades atteints de la contagion sévissant à Lille depuis deux ans, le Magistrat ayant exposé qu'il y avait encombrement dans les « hobettes » construites au Riez de Canteleu où les malades couchent quatre par lit (Or., cachet, pièce 1427). — 1604, 3 août : Ordonnance du Conseil Privé sur requête du Magistrat l'autorisant à prendre à sa charge les frais du chapelain des pestiférés, du médecin, de la sage-femme et des gens affectés au service de l'épidémie dont les dépenses ne peuvent plus être supportées par la Bourse générale (Or., avec requête du Magistrat, pièces 1428, 1429). — 1617, 2 juin : Lettres-patentes autorisant le Magistrat à affecter à la Bourse des pauvres pour les dépenses de l'épidémie les impôts appliqués précédemment au rachat des rentes constituées pour le bâtiment des Jésuites (Or., sc., pièce 1430). — 1630, 30 sept. : Lettres-patentes de Philippe IV autorisant le Magistrat à aliéner sous forme d'arrentements pour une période de 90 ans huit bonniers de terre à Canteleu, sous charge d'en affecter le produit à la construction, dans le Riez de Canteleu, d'« hobettes » en maçonnerie destinées à remplacer celles de bois, si inconfortables par la chaleur, le froid et la pluie, et dont la réfection s'imposait au renouvellement des épidémies (Or., sc., pièce 1431). — 1631, 18 août : Transaction entre l'Hôpital Comtesse et le Magistrat portant cession par ce dernier d'un terrain contigu au jardin de cet établissement pour l'indemniser d'avoir hospitalisé les pauvres pestiférés lors de l'épidémie de 1617 et 1618 (Or., signé, avec sceaux de l'Hôpital et le grand sceau de l'Echevinage, pièce 1432).

AA 77 (Carton). — 3 pièces papier.

**1705-1741.** — ALIÉNÉS. — 1705, 26 nov. : Lettre à cachet de Louis XIV au Magistrat pour l'internement de Paul de La Fontaine, aliéné, en la prison de La Tour des Creux (Or. signé et affixe, pièces 1433, 1434). — 1741, 26 fév. : Lettre à cachet de Louis XV au Magistrat pour l'internement de Touzé en la maison forte du Moulin des Cagnards (Or. signé, pièce 1435).

AA 78 (Carton). — 7 pièces parch., 2 papier.

**1250-1426.** — HANSE. — [1250] : Ordonnance concernant les hanses de Londres, Bruges et de Flandre et l'intervention de la ville d'Ypres (Copie contemp. sous forme de rouleau, pièce 1436 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 151). — 1262, 7 juin : Déclaration de Marguerite, comtesse de Flandre, au sujet de la réparation des dommages causés par des habitants de Lille à ceux de Damme et de Monikereede à l'occasion des bateaux perdus en Zélande (Or., pièce 1437 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 274). — 1292, 23 déc. : Mandement royal pour assurer le respect des franchises des marchands des 17 villes de la Hanse dont les biens avaient été saisis à Arras (Or. et copie du XVI<sup>e</sup> d'après un vidimus délivré en 1293, n. st., par la prévôté de Paris, pièces 1438 et 1438 A ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 327). — 1296, 17 oct., Paris : Mandement de Philippe le Bel au Magistrat défendant l'importation des laines et cuirs d'Angleterre (Or., pièce 1439). — 1344, mars, n. st. : Renouvellement par les villes d'Ypres et de Lille des privilèges de la Hanse concernant les 17 villes de Flandre, Brabant, Champagne et autres fréquentant les foires de France (Or., sceau de la ville d'Ypres, pièce 1440). — [1344 ?], 3 juillet : Lettre des échevins d'Ypres concernant l'observation des privilèges de la Hanse, avec mention au verso de la délivrance d'un membre de la Hanse le 4 juillet 1351 (Or., pièce 1441). — [1344], 26 juillet : Lettre des échevins d'Ypres concernant la comparution en justice d'un bourgeois de Warneton invoquant les privilèges de la Hanse (Or., pièce 1442). — 1426, 26 juin : Lettres closes de l'Echevinage de Bruges à celui de Lille portant qu'il n'est pas à la souvenance des anciens que l'on ait entretenu « l'amis-



tié de la Hanze » et que, malgré la requête de Lille, il ne croit pas devoir prendre cet engagement (Or., pièce 1443).

AA 79 (Carton). — 15 pièces parchemin, 3 sceaux.

**1403-1674.** — COMMERCE. GÉNÉRALITÉS. — 1403, 25 avril, Lille : Ordonnance de Philippe le Hardi sur la réglementation des poids et mesures à Lille (Vidimus du 23 fév. 1404, n. st. sous le sceau de la Gouvernance, pièce 1444). — 1462, juillet : Lettres-patentes duciales autorisant le Magistrat à établir à Lille une étaple de linge ouvré dont les statuts seraient élaborés avec le concours de la Chambre des Comptes (Or., pièce 1445). — 1513, 7 juin : Mandement de l'archiduc autorisant les habitants de Lille à se servir à domicile de « tranneaux » et de balances pour les céréales et denrées ne dépassant pas 45 livres (Or., sc. contresigné par Marguerite d'Autriche et le secrétaire Verderue, pièce 1446). — 1546, 22 sept. : Attestation portant que l'étaple de vins établie sur le grand marché de Lille, devant la taverne de le Barge, est d'origine ancienne, suivant déclaration faite devant Adrien de Croy, comte du Rœulx, gouverneur en Flandre, en Artois et dans la châtellenie de Lille (Or., sc., pièce 1447). — 1599, 2 déc. : Autorisation donnée par le Conseil Privé aux marchands de vin de Lille d'acheter du vin après les heures déclarées dans le placard réglementaire (Or., pièce 1448). — 1608, 2 mai : Ordonnance du Magistrat prescrivant l'apposition d'un étalon du pied qui serait placé dans la salle des plaids de l'Echevinage, dont le type avait été établi après comparaison avec une ancienne mesure provenant de l'atelier de la ville établi en 1516 dans l'ancienne Salle de Lille, située entre le chapitre Saint-Pierre et l'Hôpital Comtesse (Or. sous forme de cahier de 8 feuillets, pièce 1449). — 1627, 8 oct. : Dictum du Conseil Privé au profit du Magistrat contre la Gouvernance en matière de contravention à l'édit du 29 juillet 1625 prohibant le commerce avec les provinces rebelles (Or., pièce 1450). — 1670, 17 fév. : Arrêt du Conseil d'Etat autorisant les marchands et manufacturiers de Lille à se servir de voituriers à leur choix pour le transport de leurs marchandises (Or., avec affixe ; pièces 1451-1452). — 1671, 3 juin : Arrêt du Conseil d'Etat

portant que les marchands des pays cédés visés par le traité d'Aix-la-Chapelle continueront à bénéficier du privilège de l'étaple générale (Or., affixe, pièces 1453, 1454). — 1671, 11 juin : Arrêt du Conseil d'Etat abaissant de 50 s. à 25 s. le droit sur les ligatures de fil et de laine servant à l'empaquetage des étoffes communes (Or., affixe, sceau, pièces 1455, 1456). — 1674, 24 fév. : Arrêt du Conseil d'Etat portant que les Etats de Lille et de Tournesis et autres pays conquis en Flandre et cédés par le traité d'Aix-la-Chapelle jouiront de la liberté de transit accordée par l'édit de sept. 1664 et par les arrêts du Conseil des 26 juillet et 5 août 1669 (Or., affixe, pièces 1457, 1458).

AA 80 (Carton). — 16 pièces parch., 2 pap., 10 sceaux.

**1271-1688.** — FOIRES. PRIVILÈGES. — 1271, 5 mai : Lettres-patentes de Marguerite, comtesse de Flandre, créant à Lille une « franche feste » de chevaux qui se tiendra le lendemain de la procession, c'est-à-dire le lundi après la quinzaine de la Pentecôte (Or., sceau de Marguerite, pièce 1459 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 284 ; Flammermont, *Album*, p. 73). — [1350] : Tarif des droits de place perçus sur les « loges » et les « estaux » pendant la foire de Lille (Copie XIV<sup>e</sup> s., pièce 1460). — 1372, 9 mars, n. st. : Confirmation par Louis, comte de Flandre, de la création de la foire accordée le 5 mai 1271 (Or., sceau du comte, pièce 1461). — 1419, 3 oct. : Lettres-patentes duciales révoquant l'aliénation faite précédemment au profit de quelques particuliers du Riez de la Madeleine, emplacement affecté, au moment où la ville était plus peuplée, au rendez-vous des marchands, et utilisé chaque année pour la foire, servant aussi à « faire les champs des champions par gaigne de bataille et les exécutions capitales et autres criminelles » et à rassembler les gens de guerre (Or., sc., pièce 1462). — 1428, 7 sept., Lille : Lettres-patentes prolongeant de deux jours la foire de Lille, qui se tenait les 27, 28 et 29 août, afin de permettre aux marchands venant de la foire de Courtrai, qui se tenait du 26 au 28 août, de pouvoir y participer (Or., grand sceau de Philippe le Bon, pièce 1463). — 1432, 5 fév., n. st. : Homologation par le Parlement de Paris d'un accord entre l'Echevinage et le Bailliage concernant la location d'emplacements



et d'échopes occupés lors de la foire de Lille, situés près de la maison de Pierre d'Ypres dit Rifflart, à proximité des fossés de la Motte du Châtelain (Or., sceau d'Henri VI, roi de France et d'Angleterre, pièce 1464). — 1460, 27 sept. : Lettres-patentes transportant au lendemain de la Décolation de Saint-Jean-Baptiste, c'est-à-dire au 30 août, la foire à chevaux d'une durée de cinq jours fixée précédemment au lendemain de la procession de Lille (Or., sc. secret, pièce 1465). — 1483, 25 oct. : Lettres-patentes de Philippe le Beau autorisant la prolongation de la foire commençant le 27 août (Or., beau sceau de l'archiduc, Demay n° 83, pièce 1466). — 1505, 30 oct. : Lettres de non-préjudice pour l'installation à titre précaire de « plusieurs belles loges d'asselles » à l'usage des orfèvres pendant la foire, installation faite par Jacques Le Blond et Jean Bonenfant et précédemment par Jean Ployart, leur beau-père (Or., pièce 1467). — 1515, 5 août : Lettres-patentes supprimant cette année, à cause de la contagion, la foire de la fin d'août et exemptant le Magistrat de payer les droits de place et celui de « le Hana Madame » pendant cette suppression, les autres droits pour les deux foires de Notre-Dame restant exigibles (Or., pièce 1468). — 1523, 22 avril : Lettres-patentes sur la date et la prolongation de la foire (Or., pièce 1469). — 1529, 1<sup>er</sup> août, Lettres-patentes abolissant le droit dit des « Espinciaux Madame » perçu sur les étrangers fréquentant les foires de Lille depuis la veille de la fête N.-D. en août jusqu'à la Sainte-Croix en septembre (Or., grand sceau de Charles-Quint, pièce 1470). — 1529, 2 août : Lettres closes du Conseil des Finances à la Chambre des comptes pour la suppression des « Espinceaux Madame » (Copie contemp. non auth., pièce 1471). — 1530, 18 juin : Quittance par Guillaume Le Blanc, maître de la Chambre des comptes, d'une somme de 800 livres versée par les Hauts-Justiciers et le Magistrat pour le rachat du droit des « Espingles Madame » (Or., pièce 1472). — 1612, 4 déc. : Ordonnance du Conseil Privé pour contraindre les acquéreurs de bétail sur le marché de Lille à payer sans frauder les droits dus au Magistrat (Or., sc., pièce 1473). — 1670, avril : Lettres-patentes de Louis XIV accordant au Magistrat le droit d'établir, dans la zone du nouvel agrandissement, deux foires à chevaux, l'une au

2<sup>e</sup> lundi de carême, l'autre au 14 décembre (Or., pièce 1474). — 1688, sept. : Concession d'une troisième foire de chevaux devant se tenir le deuxième dimanche de Pentecôte (Or., sc. et affixe, pièces 1475, 1476).

AA 81 (Carton). — 9 pièces parch., 1 pap., 5 sceaux.

**1296-1460. — FOIRES. SAUF-CONDUITS.** — 1296, juin : Sauf-conduit délivré par Philippe le Bel aux marchands se rendant à la foire de Lille (2 or. avec sceau de majesté et copie moderne, pièces 1477, 1477 A et 1478, Brun-Lavaine, *Roisin*, p. 338). — 1340, 28 déc. : Sauf-conduit accordé par Philippe VI aux bourgeois et habitants de Lille pour l'achat de vins et de vivres en France (2 vidimus du 9 janvier 1341, n. st., pièces 1479, 1479 A). — 1355, mai, Douai : Sauf-conduit accordé par le roi de France aux marchands de Flandre et de Brabant se rendant à la foire de Lille (Or., sceau de majesté, pièce 1480). — 1384, 4 mai, Lille : Sauf-conduit accordé par Philippe le Hardi aux marchands se rendant à la foire des chevaux se tenant à Lille le lundi après la quinzaine de la Pentecôte (Or., sc., pièce 1481). — 1415, 9 juillet, Lille : Sauf-conduit pour les marchands se rendant à la foire de Lille, à l'exception des individus bannis et des marchands se rendant aux foires de Champagne (Or., pièce 1482). — 1439, 22 juin et 1460, 18 juillet : Sauf-conduits accordés par Philippe le Bon pour la foire de Lille (Or., sc., pièces 1483, 1484).

AA 82 (Carton). — 49 pièces parchemin,  
48 sceaux couverts de papier.

**1588-1643. — FOIRES. SAUF-CONDUITS.** — 1588, 3 août-1598 3 août : Sauf-conduits délivrés par Philippe II pour la foire de Lille (Or., sc., pièces 1485 à 1491). — 1599, 3 août-1620, 17 août : Sauf-conduits délivrés par les archiducs Albert et Isabelle (Or., sc., pièces 1492 à 1512 ; les sceaux d'Isabelle (pièce 1492) et d'Albert et Isabelle (pièce 1493) sont particulièrement bien conservés. — 1621, 11 août-1643, 11 juil. : Sauf-conduits pour la foire de Lille délivrés par Philippe IV (Or., sc., pièces 1513 à 1533).



AA 83 (Carton). — 12 pièces parchemin.

**1330-1450.** — FOIRES. PROCÈS. — 1330, 13 sept. : Main levée par Renard de Choiseul, chevalier, gouverneur de Lille, de la saisie des vins appartenant à François Le Cuvelier, de Bailleul, et élargissement de ce dernier ayant invoqué le bénéfice du sauf-conduit du 22 juin 1330 accordé aux marchands de Flandre (Or., pièce 1534). — 1398, 17 sept. : Quittance de 45 l.p. reçues par Jean d'Esteules, receveur de Lille, pour les droits de place dus au duc de Bourgogne par la ville pendant la durée de la foire de septembre (Or., sc. et signé, pièce 1535). — 1446, 8 oct. : Lettres royaux concernant le procès des cabaretiers Gobin Maillet et Pierre Tramart, autorisés pendant la Braderie à faire braderie et à tenir rôtisserie devant leur maison, rue Grande-Chaussée (Or. avec affixe munie du sceau de Nicaise Pillevaine, sergent du bailliage de Tournai, pièces 1536 et 1537). — 1446, 17 oct.-1450, 3 janv., n. st. : Pièces de procédures relatives à cette affaire (Or., pièces 1538 à 1543, dont deux affixes scellées du sceau de Pasquier Lecoq, sergent du bailliage d'Amiens).

AA 84 (Carton). — 1 pièce parchemin, 5 pièces papier.

**1330-1647.** — MERCURIALES. — 1330, 7 avril, n. st. : Fixation des prix des denrées et salaires par Renard de Choiseul, gouverneur de Lille, et Jean de Hauwe, lieutenant de la Gouvernance (Copie du 14 avril 1330 avec le sceau de J. de Hauwe, pièce 1546). — 1451, 5 janv., n. st. : Calcul du prix et du poids du pain suivant les trois qualités prévues par l'ordonnance : pain blanc, pain de tourte et pain inférieur. Fixation à 3 et à 4 rasières la quantité de blé nécessaire à chaque habitant pour l'année (Copie contemp. non authentique, pièce 1547). — 1574, 29 janv., n. st. : Attestation de Maximilien Vilain, baron de Rassenghien, gouverneur de Lille, d'après les dépositions recueillies par Philippe Fremault et Philippe Hochart, auditeurs de la Gouvernance, portant fixation à 34 s. 6 den. du prix de la rasière de blé, à raison de 12 rasières par muids (Vidimus du 29 janvier 1574, n. st., pièce 1548). — 1586, 29 oct. : Apostille du Conseil des Finances sur requête présentée par

le Magistrat pour la fixation du prix des céréales de l'espier (Or., pièce 1549). — 1647, 3 déc. : Lettres de l'archiduc Léopold-Guillaume concernant l'exécution du placard sur les monnaies et transmettant au Magistrat une ordonnance de l'échevinage de Mons sur le maximum du cuir, des souliers, des étoffes et des denrées alimentaires (Or., sc., pièces 1550 et 1551).

AA 85 (Carton). — 28 pièces parch., 15 pap.

**1344-1668.** — COMMERCE. IMPORTATION et EXPORTATION. — 1344, 1<sup>er</sup> mai : Mandement royal aux députés commis à La Rochelle et à Saint-Jean d'Angely pour lever l'imposition de 10 sous par tonneau de vin chargé en mer, portant dispense de ce droit en faveur des marchands de Lille, Tournai et Douai (Vidimus du 7 mai 1344, pièce 1552). — 1364, 26 sept. : Exemption par Charles V des droits d'importation sur les marchandises venant de France pendant 6 ans accordée aux habitants de Lille avec la confirmation des privilèges royaux accordés à cette ville le 16 juin 1361 (Or., pièce 1553). — 1365, 19 août : Mandement des trésoriers généraux sur le fait des aides du royaume pour la délivrance du roi exonérant pour 6 ans des droits d'importation les marchands de Lille en considération du subside annuel de 6.000 écus alloué par cette ville pendant cette période (Or., pièce 1554). — 1425, 21 oct. : Mandement ducal défendant l'exportation des denrées alimentaires hors de la châtellenie de Lille (Or., pièce 1555). — 1429, 5 nov. : Lettre des Quatre-Membres de Flandre portant que les habitants de la châtellenie de Lille n'étaient point visés par l'interdiction d'exporter les denrées alimentaires par la Lys (Or. flamand, sceau incomplet de la ville de Gand, pièce 1556). — 1430, 15 déc. : Lettres closes de l'échevinage de Gand à celui de Lille annonçant l'autorisation donnée aux bateliers de ravitailler cette ville (Or., pièce 1557). — 1433, 18 janv., n. st. : Mandement ducal à la Gouvernance autorisant l'introduction des céréales dans Lille, malgré l'interdiction faite précédemment de transporter ces denrées ailleurs que dans les étapes d'Artois et de Douai, en considération de la difficulté du charroi entre Douai et Lille et l'absence d'un service de bateaux entre ces villes (Or., sceau secret du



duc, pièce 1558). — 1433, 22 oct. : Autorisation donnée par les Quatre-Membres de Flandre aux habitants de la châtellenie de Lille de se ravitailler par la Lys (Or. flamand, pièce 1559). — 1433, 5 déc. : Avis donné par l'échevinage d'Ypres à ceux de Lille et de Warneton de l'autorisation d'exporter les grands fromages flamands appelés « Dawie », l'interdiction restant maintenue pour les fromages au lait de vache appelés « Nleumolquin » et pour ceux au lait de brebis (Or., pièce 1560). — 1438, 9 sept. : Mandement ducal à la Gouvernance portant interdiction d'exporter le blé jusqu'à la prochaine récolte sauf sur le marché de Lille (Or. avec affixe et sceau d'Olivier Pinchart, sergent, pièces 1561 à 1563). — [Vers 1440], 11 juil. : Mandement au s<sup>r</sup> de Halluin, capitaine de Lille et au Magistrat autorisant le transport de quatre muids de blé appartenant à Thierry Bonatre, demeurant à Damme, frère de Dreve Sucquet, trésorier ducal (Or., sc., pièce 1564). — 1482, 1<sup>er</sup> janvier, n. st. : Sauf-conduit accordé par l'archiduc à Mersseant Cornille dit Le Beggue, demeurant à Lille, pour se rendre à Arras et Béthune, occupées par les Français, et y transporter du hareng « caqué », du saumon, du hareng saur, des figues et raisins secs, du sel, du houblon, du drap, de la toile de Hollande, du charbon, du cuir, du fromage et de la morue, à condition de rapporter de ces deux villes des produits utiles aux Pays de par deça dont les officiers du roi de France garantiraient la circulation (Copie contemp. non auth., pièce 1565). — 1482, 5 janv., n. st. : Sauf-conduit délivré par l'archiduc à Mersseant Cornille et à 8 personnes de sa suite pour se rendre à Arras et Béthune (Or., sc., pièce 1566). — 1520, 26 nov. : Mandement de Charles-Quint défendant l'exportation des céréales hors de la châtellenie de Lille, par crainte de disette (Or., pièce 1567). — 1520, 26 nov. : Mandement de Charles-Quint à la Gouvernance défendant la vente du blé ailleurs que sur les francs marchés (Copie contemp. auth., pièce 1568). — 1522, 2 avril, n. st. : Mandement en placard de Charles-Quint autorisant, pour ravitailler Lille, épuisée par les gens de guerre ayant saccagé les environs pendant le siège de Tournai, l'entrée de 400 muids de blé, « par faulte que l'on n'y sceit trouver grains pour argent... au grant desconfort et desolacion du

povre peuple » (Or., sc., pièce 1569). — 1531, 24 août : Mandement impérial défendant l'exportation des blés (Cop. cont. auth., pièce 1570). — 1532, 16 août : Lettres closes de Marie de Hongrie au Magistrat pour assurer l'exécution des statuts sur les blés, afin d'éviter la spéculation des accapareurs (Or., sc., signé, pièce 1571). — 1532, 22 août : Commission exécutoire ajournant devant le Grand Conseil de Malines les Quatre-Membres de Flandre sur requête du Magistrat de Lille, au sujet de l'exécution du placard sur les blés (Or., sc., pièce 1572). — 1566, 29 mars, n. st. : Autorisation donnée par Marguerite de Parme, gouvernante des Pays-Bas, aux habitants de la châtellenie de Lille, d'importer le blé provenant de leurs propriétés d'Artois, malgré les défenses (Or., pièce 1573). — 1586, 30 mai : Autorisation donnée au Magistrat par le Conseil d'Etat pour ravitailler Lille, menacée de famine, par des achats sur les marchés de Bapaume, Avesnes-le-Comte et Saint-Pol (Or. signé S. de Grimaldi, pièce 1574). — 1588, 11 janvier : Lettre à cachet d'Alexandre Farnèse, due de Parme, au Magistrat concernant la sortie de 80 sacs de pois acquis par Jean de Castro, munitionnaire, pour l'approvisionnement du château de Gand (Or. signé, avec cachet, pièce 1575). — 1610, 2 oct. : Autorisation donnée par le Conseil Privé au Magistrat pour achat de vins en France (Or., sc., pièce 1576). — 1630, 28 juin : Lettre de l'archiduchesse Isabelle concernant l'exportation des produits manufacturés destinés à l'Espagne soumise à la vérification d'Hurtuno de Vricar, « veedor » du commerce, résidant à Dunkerque (Or. signé, cachet du Conseil Privé, pièce 1577). — 1630, 27 août : Lettre du Conseil Privé sur les certificats des manufactures pour les produits exportés en Espagne par le port de Dunkerque (Or., sc., pièce 1578). — 1630, 26 nov. : Lettre du Conseil Privé sur l'apposition du cachet de la ville sur les marchandises à destination de l'Espagne (Or., sc., pièce 1579). — 1631, 26 juin : Lettre de l'archiduchesse Isabelle transmettant au Magistrat les lettres espagnoles avec traduction, concernant le commerce avec l'Espagne (Or., sc., pièces 1580 à 1583). — 1632, 23 déc. : Apostille du Conseil Privé sur requête du Magistrat pour importation à Lille de vins de France (Or., pièces 1584, 1585). — 1647, 27 juil. : Lettre de Léopold-Guillaume,



archiduc, au Magistrat sur la reprise des relations commerciales avec la France (Or., sc., pièce 1586). — 1648, 27 janv. : Mandement de Philippe IV prescrivant la libre circulation des grains sur le marché de Lille (Or., sc., pièce 1587). — 1648, 3 fév. : Injonction faite par l'archiduc Léopold-Guillaume pour la sortie des approvisionnements nécessaires pour le ravitaillement de Menin (Or., sc., pièce 1588). — 1668, 30 avril : Arrêt du Conseil d'Etat autorisant l'importation des produits d'Allemagne et d'Italie, nécessaires pour la teinture et l'industrie de Lille, en complément des dispositions de l'arrêt du 3 oct. 1667 (Or. et affixes, pièces 1589 à 1594).

AA 86 (Carton). — 20 pièces parchemin, 6 sceaux.

**1285-1552.** — BOUCHERIE. — 1285, 29 oct. : Don par le comte de Flandre à la Ville d'un emplacement affecté à la Boucherie et au droit de mesurage (Or. sc., pièce 1595 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 317). — 1285, nov. : Confirmation de cette donation par Robert, comte de Nevers (Or., pièce 1596). — 1444, 19 sept. : Lettres de la Gouvernance concernant l'obligation prise par les bouchers de Lille au sujet de la création d'une nouvelle Boucherie, avec vidimus des lettres-patentes duciales du 18 août 1441 portant interdiction d'acheter de la viande hors des portes (Or., sc. d'Henri de Termonde, lieutenant de la Gouvernance, pièces 1597, 1598). — 1448, 24 avril : Obligation des bouchers de Lille concernant l'interdiction faite aux habitants d'acheter de la viande hors des portes (Or. avec affixe, sceau d'Henri de Termonde, pièces 1599, 1600). — 1449, 14 mars, n. st. : Mainmise par le souverain sur les maisons de la rue « Sequarenbault » appartenant aux bouchers, en garantie du ban sur l'interdiction de vendre de la viande hors des portes (Or. avec affixes, sceaux d'Henri de Termonde, lieutenant de la Gouvernance, et Baudouin d'Oignies, gouverneur de Lille et de Jean Petitpas, sergent de la Gouvernance, pièces 1601 à 1603). — 1449, 23 juin : Lettres royaux concernant l'interdiction de vendre de la viande hors des portes (Copie du 26 juillet 1449 avec sceau de Martin de Trunpichen, commis de la prévôté de Beauquesne, pièce 1604). — 1449, 12 oct. : Privilèges accordés par le Magistrat aux Grandes et Petites Boucheries (Or., pièce 1605). —

1450, 7 avril, n. st. : Sentence du Conseil de Flandre siégeant à Termonde sur le litige entre l'Ancienne et la Nouvelle Boucherie (Or., sceau du Conseil de Flandre, pièce 1606). — 1450, 27 nov. : Mandement ducal au Conseil de Flandre concernant l'appointement du procès entre le Magistrat et les bouchers au sujet de l'érection de la Nouvelle Boucherie (Or., pièce 1607). — 1451, 13 août : Homologation par le Parlement de Paris de l'accord entre les bouchers de l'Ancienne Boucherie et ceux de la Nouvelle Boucherie (Or., pièce 1608). — 1457, 29 mars, n. st. : Lettres du Magistrat concernant l'arpentage du terrain de Jeanne Courtois veuve de Jean Brisebarre, contigu à la Nouvelle Boucherie (Or., pièce 1609). — 1470, 22 oct. : Lettres du Magistrat prorogeant de 50 ans l'arrentement passé au profit de Jean du Vinage de deux échoppes placées derrière la Grande Boucherie (Or., pièces 1610 à 1612). — 1548, 19 déc. : Lettres-patentes concernant la démolition des anciennes halles et boucheries et la construction de la Nouvelle Boucherie sur l'emplacement de la maison des hoirs de Baudouin de Croix (Or., pièce 1613). — 1552, 8 avril, n. st. : Cédule du Conseil Privé au profit du Magistrat enjoignant aux bouchers d'évacuer leur ancien local et de se rendre à la Nouvelle Boucherie, rue des Malades et rue de l'Epinette, sauf à l'échevinage à ménager des accès et à établir une salle pour les plaids et pour les festins de la corporation (Or., pièce 1614).

AA 87 (Carton). — 14 pièces parch., 3 pap., 8 sceaux.

**1415-1605.** — BRASSEURS. — 1415, 1<sup>er</sup> sept. : Mandement au Conseil de Flandre concernant le procès du Magistrat de Lille contre les brasseurs, les teinturiers et les étuveurs condamnés pour usage du feu de tourbe (Or. sc., pièce 1615). — 1420, 30 mai : Appel fait par devant l'Echevinage par Jean Palenc, demeurant à Lille, paroisse de St-Etienne, de l'interdiction à lui faite de brasser de la forte cervoise à raison de 6 deniers le lot, tant que le blé vaudrait 20 gros la rasière (Or., seing de Pierre Roussel, prêtre et notaire, pièce 1616). — 1420, 4 déc. : Homologation par le Conseil de Flandre des conventions passées entre le Magistrat de Lille et les brasseurs au sujet du prix du brassage de la forte cervoise appelée



« guinnelle », à l'occasion de l'instance de Jean Palencq, avec texte des lettres-patentes y relatives du 10 nov. 1420 (Or., pièce 1617). — 1428, 3 août : Lettres de Michel de Monchy, prieur de Ste-Croix de Tournai, juge délégué, prescrivant la publication des conventions y insérées entre le prévôt de St-Pierre, le curé de St-Etienne et les brasseurs sur le paiement du droit de « chenielle » (Or., sceau de Michel de Monchy, Demay n° 7512 ; pièce 1618). — 1443, 8 avril, n. st. : Appointment entre l'Hôpital Comtesse et les brasseurs au sujet du droit de mouture (Or. sc., pièce 1619). — 1444, 24 fév., n. st. : Appointment par la Chambre des comptes du procès entre le Magistrat et les brasseurs de Lille au sujet des taxes (Or., sceaux de Gui Guilbaut, B. Alatruié, J. Abonnel et T. de Stier, maîtres des comptes, pièce 1620 ; Dubois, *Le régime de la brasserie à Lille*, Lille 1912, p. 53). — 1446, 14 janv., n. st. : Sentence du Conseil de Flandre sur le procès des brasseurs de Lille contre les fermiers de l'assis du brouquin (Or. sc., pièce 1621 ; Dubois, *O. C.*, p. 76). — 1453, 24 avril : Evocation devant le Grand Conseil du procès entre la Prévôté et Chrétienne Clarisse, veuve Jorart Saillart, pour fabrication de keute (Or., pièce 1622 ; Dubois, *O. C.*, p. 81). — 1474, 15 oct. : Sentence de la Gouvernance sur la réglementation de la brasserie (Or. sc., pièce 1623 ; Dubois, *O. C.*, p. 92). — 1506, 16 mars, n. st. : Commission déferant à la Chambre des comptes le procès entre Mathieu Chastellain, fermier du tonlieu du blé et Jean Lefèvre, brasseur de Le Noe à Lille au sujet de paiement des droits sur la consommation du blé (Copie de 1506, pièce 1624). — 1512, 1<sup>er</sup> avril, n. st. : Sentence de la Gouvernance sur le procès entre les brasseurs et les fermiers du droit d'afforage, d'une part, et le Magistrat de l'autre au sujet de la perception des droits, avec détails sur la fabrication de la bière (Or., pièce 1625 ; Dubois, *O. C.*, p. 116). — 1513, 18 août : Sentence de la Gouvernance autorisant le Magistrat à modifier le tarif des bières suivant la variation du prix des grains sur le marché de Lille (Or., pièce 1626 ; Dubois, *O. C.*, p. 119). — 1534, 19 oct. : Cédule du Conseil Privé annulant les patentes délivrées à l'Echevinage de Lille, pour empêcher les brasseurs de Menin de vendre leur bière un prix plus élevé que celui de la ville de

Lille, en attendant l'issue du procès pendant (Or., pièce 1627). — 1543, 26 oct. : Sentence du Conseil de Flandre confirmant celle de l'Echevinage sur l'instance de Charles de Vendeville, brasseur, au sujet d'un achat d'avoine pour la brasserie de Fretin (Or., pièce 1628). — 1603, 22 sept. : Apostille du Magistrat sur requête de Jean Guidé, brasseur, demeurant au faubourg de La Barre, pour exécution exercée à la demande des commis des brasseurs (Or., pièce 1629). — 1605, 5 juil. : Sentence du Conseil Privé rejetant l'appel de la corporation des brasseurs de Menin, débitant leurs « boires » et « brassées » à Lille à un tarif supérieur à celui du Magistrat de cette ville (Or. sc., pièce 1630). — 1605, 16 nov. : Sentence du Conseil Privé autorisant les brasseurs de Menin à vendre à Lille les bières suivant la réduction de prix ordonnée (Cop. cont. non auth., pièce 1631).

AA 88 (Carton). — 9 pièces parch., 1 pap., 1 sceau.

**1449-1592.** — DRAPERIE. — 1449, 15 mai : Commission exécutoire adressée par le roi au bailli d'Amiens, concernant les contraventions des « tondeurs aux grandes forces » à la police de la draperie et l'établissement en cette ville des mayeurs de haute perche, de basse perche et des esgardeurs (Or., affixe avec sceau de Jean des Molins, lieutenant de la prévôté de Beauquesne, pièces 1632, 1633). — 1449, 19 août : Homologation par le Conseil de Flandre de l'accord entre le Magistrat et Etienne Deleconte, « tondeur de grandes forces » à Lille, pour contraventions (Or., pièce 1634). — 1516, 15 sept. : Lettres-patentes autorisant le Magistrat à ériger trois nouvelles draperies de laines anglaises et espagnoles pour remédier à la crise commerciale produite par la qualité trop élevée des produits qui étaient détenus seulement par 5 ou 6 riches marchands (Or. sc., pièce 1635). — 1519, 27 mai : Lettres-patentes autorisant le Magistrat à percevoir des droits sur le commerce de la draperie suivant tarif y indiqué, pour les dépenses de la construction d'une Halle aux draps (Or., sceau de Charles, roi de Castille, pièce 1636). — 1519, 27 mai : Privilèges accordés par le roi de Castille à la Halle de la draperie de Lille (Vidimus du



27 août 1521, délivré par l'Echevinage de Lille, pièce 1637). — 1533, 31 juil. : Rejet par le Grand Conseil de Malines du congé de cour sollicité par l'Echevinage d'Haubourdin contre celui de Lille au sujet du procès de la draperie (Or., pièce 1638). — 1561, 14 juin : Obligation de l'Echevinage d'Armentières de contribuer aux frais du procès de la ville de Lille contre Jacques de Lanfranchi, marchand italien à Anvers, qui avait scellé des draperies à Neuve-Eglise d'un sceau contrefait sur celui de Lille affecté aux « draps outreffins » (Or., pièce 1639). — 1592, 23 juil. : Apostille du Conseil Privé sur requête des Magistrats d'Armentières, Bailleul, Haubourdin, Poperinghe, Neuve-Eglise, sollicitant, pour défendre l'industrie drapière, l'interdiction de l'importation anglaise ; avec mémoire affixé relatif à la draperie dans les Pays-Bas et dépositions reçues le 11 juillet 1592 par le Magistrat de Lille, prouvant que l'importation des laines d'Espagne est suffisante (Or., pièces 1640 à 1642).

AA 89 (Carton). — 17 pièces parch., 3 pièces papier.

**1480-1674. — SAYETTERIE.** — 1480, 21 déc. : Lettres-patentes de Maximilien et de Marie de Bourgogne autorisant l'érection d'une sayetterie à Lille pendant la période de l'occupation française d'Arras (Or., pièce 1643 ; Vanhaeck, *Hist. de la sayetterie à Lille*, t. II, Lille, 1910, page 1). — 1482, 25 mars, n. st. : Nouveaux privilèges accordés par ces souverains à la sayetterie de Lille (Or., grand sceau presque complet, pièce 1644 ; Vanhaeck, II, page 3). — 1554, 10 mars, n. st. : Jugement de la Prévôté de Lille dans le procès entre le corps de la sayetterie de cette ville et celui des teinturiers de wedde (Or., pièce 1645). — 1576, 16 janvier : Dictum du Conseil Privé au profit du Magistrat contre les maîtres sayetteurs de Lille au sujet du nombre des « hostilles de changean » (Or., pièce 1646). — 1604, 19 fév. : Dictum du Conseil Privé condamnant le Magistrat et les sayetteurs de Douai au profit de ceux de Lille au sujet du commerce de la sayetterie (Or., cachet, pièce 1647). — 1606, 14 oct. : Ordonnance du Conseil Privé, sur requête des Magistrats de Lille et de Tournai, portant suppression des « hostilz » des styles de sayetterie, bourgeterie, hautelisse et triperie

établis dans des lieux échappant à la surveillance des égards, contrairement aux patentes du 13 déc. 1563, afin de maintenir la réputation de cette industrie, non seulement en Europe, mais dans d'autres parties du monde (Or. sc., pièce 1648). — 1609, 13 mars : Statuts de la bourgeterie dans les villages du plat pays de la châtellenie de Lille à Roubaix, Tourcoing, Wattrelos (Or. formant cahier, pièce 1649 ; Leuridan, *Hist. de Roubaix*, t. V, Roubaix, 1863, p. 38). — 1609, 13 mars : Cédula du Conseil Privé limitant la fabrication de la sayetterie pour les ouvrages dénommés « tripes grosses », aux localités de Roubaix, Tourcoing, Wattrelos, Mouvaux, Roncq, Neuville-en-Ferrain, Linselles, Marcq-en-Barœul, Croix et Wasquehal (Or. sc., pièce 1650). — 1614, 24 avril : Sentence du Conseil Privé rejetant la requête présentée par le prince de Ligne et le marquis de Roubaix pour l'établissement en cette ville de métiers à faire « trippes » et prescrivant le respect de l'ordonnance du 13 mars 1609 sur l'industrie de la sayetterie dans le Plat Pays (Or. sc., pièce 1651). — 1614, 24 avril : Rejet par le Conseil Privé de la requête du Magistrat de Menin pour l'établissement d'une bourgeterie en cette ville (Or. sc., pièce 1652). — 1617, 22 juin : Dictum d'une sentence interlocutoire du Conseil Privé sur l'instance du Magistrat de Lille contre celui d'Armentières au sujet de la bourgeterie (Or., pièce 1653). — 1625, 22 fév. : Ordonnance du Conseil Privé, sur requête du Magistrat, concernant les fermes des droits concernant la sayetterie et la bourgeterie (Or., pièce 1654). — 1644, 4 juin : Ordonnance du Conseil des Finances réformant celle du 26 août 1621 sur l'exportation de la sayetterie en Hollande et maintenant le placard de prohibition édicté en 1610 sur requête des Magistrats de Lille et de Tournai et des Quatre-Membres de Flandre pour empêcher la concurrence des protestants de Hollande et de Zélande (Or., affixe, pièces 1655, 1656). — 1666, 11 déc. : Sentence interlocutoire du Conseil de Flandre concernant le litige des maîtres sayetteurs de Lille au sujet de l'exercice du droit de visite dans leur industrie (Or. sc., pièce 1657). — 1670, 3 fév. : Arrêt du Conseil d'Etat, sur requête du Magistrat, autorisant les marchands de Lille à expédier laines et sayettes en Artois pour les réexpédier à Lille après filature



(Or. et affixes, pièces 1658 à 1660 ; Vanhaeck, *Hist. de la sayetterie*, t. II, page 155). — 1674, 27 sept. : Relief d'appel renvoyant devant le Magistrat le procès intenté à Guillaume Loin, maître sayetteur, par les commis à la vingtaine du corps des sayetteurs (Or. et affixe, pièces 1661 et 1662).

AA 90 (Carton). — 5 pièces parch., 1 pap., 1 sceau.

**1383-1486.** — TANNEURS. — 1383, 14 mai : Déclaration du Magistrat d'Arras sur la vente en cette ville des cuirs tannés marqués de la fleur de lys de Lille (Or., pièce 1663). — 1430, 16 janv., n. st. : Mandement ducal autorisant la vente à Arras, sans être « eswardés » des cuirs de Lille (Or., pièce 1664). — 1447, 8 août : Commission exécutoire adressée au prévôt de Beauquesne pour punir les marchands vendant hors des portes de Lille des cuirs et des marchandises non « égardées » (Or., avec affixe, pièces 1665, 1666). — 1447, 17 août : Lettres royaux sur l'appel du Magistrat et des tanneurs de Lille contre ceux de Gand prétendant soustraire leurs cuirs aux égardeurs (Or., avec sceau de Mahieu de Bourghelles, sergent de la prévôté de Beauquesne, pièce 1667). — 1486, 3 février, n. st. : Lettres-patentes portant interdiction à tout tanneur de s'établir hors de la ville de Lille et obligation de soumettre les produits à la surveillance des égards pour maintenir la bonne réputation de cette industrie (Copie XVI<sup>e</sup> s., auth., pièce 1668).

AA 91 (Carton). — 1 pièce parch., 1 pièce papier.

**1461-1464.** — TEINTURIERS. — 1461, 14 sept. : Mandement ducal énumérant les fausses teintures dont il prescrit l'interdiction (Copie du 29 janv. 1462, n. st. : pièce 1669). — 1464, 9 janv., n. st. : Mandement prescrivant d'ouvrir les « anserelles » du pont du Château pour faire écouler les eaux polluées des teintureries passant par le canal situé près de l'Hôtel Rihour (Or., sceau secret de Philippe le Bon, pièce 1670).

AA 92 (Carton). — 3 pièces parch., 2 pièces papier.

**1454-1714.** — COMMERCE. — 1454, 20 fév., n. st. : Commission délivrée par le Magistrat de Lille à

Pierre Van Dacke pour exercer à Bruges l'office de « pinerschepe, qui est à dire le labourage de tous les biens, denrées et marchandises que noz bourgeois... achètent et reçoivent au poix en ladite ville de Bruges » (Or., pièce 1671). — 1519, 23 déc. : Arrêt du Parlement condamnant Pierre Lecoq, sur requête du Magistrat de Lille, en appel du Bailliage de Rouen, pour contrefaçon de sceau placé sur des pièces de garance (Copie contemp. authentique, pièce 1672). — 1572, 22 nov. : Sentence du Conseil de Flandre condamnant la corporation des merciers au profit du Magistrat et de la corporation des chapeliers pour vente de chapeaux (Or. sc., pièce 1673). — 1714, 7 mai : Résolution du Magistrat, sur requête de Josse-Lamoral Hugé, pour l'établissement d'une forge pour clouterie dans une maison de la rue des Etaques, paroisse de Saint-Sauveur (Or., pièce 1674). — 1714, 25 juin : Lettre de purge pour l'acquisition de la maison située au-dessus de la porte de la Cour du Masson, rue des Etaques, faite par J.-L. Huzé et aliénée par François Dubar, sergent à masse du Bailliage (Or. sc., pièce 1675).

AA 93 (Carton). — 22 pièces parch., 9 pap., 10 sceaux.

**1491-1670.** — AGRANDISSEMENT DE LA VILLE. PLAN ET VOIRIE. — 1491, 2 déc. : Lettres-patentes de Maximilien et de Philippe le Beau concernant les acquisitions de terrains tenus de la prévôté de Saint-Pierre occupés par Michel Meurisse et les hoirs Prevost, affectés à la construction d'un « bollewerq de pierre » établi hors la porte Saint-Pierre (Or. sc., pièce 1676). — [Vers 1491] : Mémoire de J. de Lannoy, abbé de Saint-Bertin, sur le litige entre la prévôté Saint-Pierre et le Magistrat, au sujet de la construction de ce boulevard et le préjudice causé au moulin du Chapitre (Or., pièce 1677). — 1492, 12 janv., n. st. : Lettres d'Adrien de Poitiers, prévôt de N.-D. de Cambrai, de Saint-Pierre de Lille et de Sainte-Walbruge de Furnes, concernant l'appointement passé entre le Magistrat et le Chapitre Saint-Pierre, au sujet des terrains affectés au nouveau boulevard, depuis la tour placée près de l'église Sainte-Catherine jusqu'à la Porte Saint-Pierre (Or., pièce 1678). — 1503, 7 avril, n. st. : Sentence du Conseil de Flandre au profit du chapitre



Saint-Pierre contre la Gouvernance et le Magistrat au sujet de l'établissement de « postils » derrière les maisons claustrales dans les murs de fortifications (Or., pièce 1679). — 1515, 22 mars, n. st. : Quittance passée devant le seigneur d'Escobecque par Pierre Lucas, valet de chambre de Marguerite d'Autriche, d'une somme de 1.250 livres versée par le Magistrat de Lille, concernant l'envoi de poisson de mer à la ville (Or., pièce 1680). — 1506, 22 août : Sentence du Conseil de Flandre sur le litige entre le Magistrat et le Chapitre Saint-Pierre, au sujet de deux « postils » établis sur les fortifications entre la porte Saint-Pierre et la rivière venant du « rivage » de la ville (Or. sc., pièce 1681). — 1535, 25 juillet : Lettres-patentes de Charles-Quint autorisant le Magistrat à construire une rue [aujourd'hui rue Neuve], allant du Marché à la rue du Molinel par la rue des Tanneurs, afin de désencombrer la rue des Malades, seule artère importante mettant en communication les portes de Fives, de Saint-Sauveur, du Molinel et des Malades avec le Marché (Or., sceau de majesté, pièce 1682). — 1536, 29 juin : Lettres-patentes de Charles-Quint autorisant les conventions passées entre l'Abbiette et le Magistrat pour acquérir l'emplacement de l'ancienne Abbiette hors la Porte Saint-Pierre, destiné à la construction d'un nouveau « rivage » pour assurer le transport par eau des pierres de Lezennes (Or., sceau de majesté, pièce 1683 ; affixes contenant notamment l'approbation de l'aliénation par l'abbé de Loos et Michel Cambry, official de Tournai, avec un sceau, du 23 nov. 1536, pièces 1684 à 1687). — 1537, 21 juin : Décret de la Gouvernance portant mise de fait au profit du Magistrat au sujet de l'achat de la Vieille Abbiette (Or., avec affixe, pièces 1688, 1689). — 1540, 16 déc. : Lettres-patentes de Charles-Quint concernant l'agrandissement de Lille, après enquête confiée à Adrien de Croy, comte du Rœulx, gouverneur de Lille, Ponthus de Lallaing, s<sup>r</sup> de Bugnicourt, gouverneur d'Arras, Louis d'Yves, capitaine d'Aire, Jean, s<sup>r</sup> de Mercenaire, d'après un plan signé par l'audien-cier Pierre Verreycken, intéressant la Porte des Malades, la vieille tourelle de Brelaffe, le Bonnasque, la Porte du Molinel, qui serait remplacée ainsi que celle de la Barre, le couvent des Frères

Prêcheurs et la maison de Rosimbos. Plusieurs « batteries » de 3 à 400 pieds de large seraient établies, ainsi qu'une herse de fer sur la Deûle pour remplacer l'arc des Baigneries (Or., grand sceau incomplet, pièce 1690). — 1545, 14 août : Lettres-patentes approuvant les conventions entre le Magistrat et le Chapitre Saint-Pierre concernant la maison de Rosimbos, celle de Jacques de Fourmestreau, la démolition d'un moulin et autres terrains destinés à la voirie (Or., pièce 1691). — 1545, 9 nov. : Lettres-patentes approuvant les conventions entre l'Echevinage et le Chapitre Saint-Pierre, pour l'achat de la maison de Jacques de Fourmestreau, chanoine, et autres terrains nécessaires à la construction de la rue conduisant de la rue d'Angleterre à celle des Sœurs Grises, aujourd'hui rue des Trois-Molettes (Vidimus du 22 déc. 1545, pièce 1692). — 1559, 16 janvier, n. st. : Lettres de Philippe II autorisant l'agrandissement de Lille et l'adduction d'eau de la Deûle en amont d'Haubourdin pour alimenter les douves, après avis des « architectes » et ingénieurs, notamment celui de feu Sébastien Van Noey (Or., grand sceau du roi, pièce 1693). — 1578, 27 mai : Lettres-patentes de Philippe II autorisant les habitants pauvres, dont les maisons ont été démolies lors de la construction des nouveaux boulevards fortifiés, à se retirer au Riez de la Madeleine, sur des terrains de la Couronne, avec possibilité de couvrir leurs maisons en chaume pour que la toiture soit plus facilement enlevée en cas de blocus (Or., pièce 1694). — 1592, 21 mars : Apostille du Magistrat, sur requête présentée par Claude et Louis Carlier, Louis Abrassart et Marie Delerue, concernant les terrains de l'Hôtel de Beaurepaire devant le grand portail de l'église Saint-Etienne, s'étendant jusqu'aux remparts et devant être affectés à de nouvelles rues (Or., pièce 1695). — 1603, 4 juin : Lettres-patentes autorisant la ville à acquérir les terrains nécessaires à l'agrandissement projeté depuis l'arc des Baigneries jusqu'à la Porte du Molinel, à dire d'expert, afin de reconstruire les remparts sur un endroit moins marécageux, sous réserve des biens féodaux pesant sur les terrains dont la vente aura un caractère obligatoire (Or., grand sceau des archiducs, avec cédula du Conseil Privé, pièces 1696 et



1697). — 1604, 26 mars : Déclaration du Conseil Privé, sur requête du Magistrat à l'encontre de l'Hôpital Comtesse, concernant l'acquisition des terrains nécessaires à la construction des nouveaux remparts, suivant le plan établi par le baron de Billy, gouverneur de Lille, mettant les propriétaires, même constitués en corps ou en communautés, dans l'obligation d'aliéner (Or. sc., pièce 1698). — 1605, 29 oct. : Appointement entre le Magistrat et le Chapitre Saint-Pierre concernant les dîmes des terrains employés aux fortifications du côté de la Porte du Molinel (Or., pièce 1699). — 1607, 25 oct.-2 déc. 1613 : Estimation de divers immeubles situés à la Porte de la Barre, au Rihour, rue des Jésuites, rue des Poissonceaux, rue de Termonde, rue de la Nef au coin de la Grande-Place et nouvelle rue de Termonde (Or., pièce 1700). — 1615 : Plan de Lille avec ses fortifications contenant la représentation sommaire des Portes de Courtrai, des Reigneaux, de Fives, des Malades, du Molinel, de La Barre et de Saint-Pierre. A l'intérieur de cette enceinte se trouvent la chapelle vers le château, l'église Saint-Pierre, la Motte-Madame, la Chambre des Comptes, l'église Sainte-Catherine, la Maison du Roi (Palais-Rihour), l'église Saint-Etienne, la chapelle de N.-D. du Joyau, l'Hôtel-de-Ville, la Fontaine, le pilori, l'église Saint-Maurice, le Gouvernement, l'église Saint-Sauveur, le refuge de Phalempin, les divers bras de la Deûle. Parmi les édifices simplement repérés se trouvent la chapelle de la Trinité, le Refuge de Loos, les Sœurs grises, les Bonnes filles, les Sœurs repenties, l'Abbiette, les Recollettes, les Sœurs noires, l'Hôpital Gantois, l'Hôpital Comtesse, le Refuge de Marchiennes, les Capucins, les Hibernois, les Brigittines, les Pauvres Clarisses et la Croix de l'Abbiette (Original, pièce 1701 ; de Saint-Léger, dans *Congrès de l'Avancement des Sciences*, Lille, 1909). — 1618, 17 oct. : Lettres-patentes modifiant le plan d'agrandissement du 9 mai 1617, qui avait déjà été exécuté depuis la Deûle jusqu'au troisième boulevard contigu à la Maison des Orphelins, le nouveau plan devant rejoindre la porte de Fives et englober les sources et canalisations alimentant la ville (Or. sc., pièce 1702). — 1619, 29 avril : Autorisation donnée par l'Archiduc au Magistrat de modifier les nouvelles forti-

fications (Or., pièce 1703). — 1670, 23 avril : Mémoire du Magistrat sur l'agrandissement de Lille, avec les observations marginales et l'approbation du roi de France (Or., avec affixes, pièces 1704 à 1706).

AA 94 (Carton). — 3 pièces parch., 14 pap., 1 sceau.

**1436-1675.** — VOIRIE. AUTORISATIONS. — 1436, 27 oct. : Autorisation donnée à Baudouin Meurin, procureur de l'Echevinage, de construire dans l'Hôtel du Heaume, situé près des Frères mineurs, à proximité de la place des Patiniers et des murs de la ville et près de la maison de Robert Marcant, époux de Jeanne Le Franchomme (Or., pièce 1707). — 1574, 25 juin : Lettre de la Chambre des Comptes demandant au Magistrat sa participation pour la construction d'un pont sur le chemin de Lille à Menin, au lieu dit Le Becq (Or., pièce 1708). — 1597, 18 sept. : Attestation de Jacques Petit, arpenteur juré, concernant le mur de la maison de Jean de Warenguien, près des Bonnes Filles (Or. et affixes, pièces 1709 à 1711). — 1601, 8 juin : Requête d'Antoine Beccart et consorts, héritiers de la Maison et Cour de la Nef, pour avoir pont et chaussée sur le « flegard » (Copie auth., pièce 1712). — 1603, 12 juin : Conventions entre le Magistrat et Jean de Warenguien, bourgeois de Lille, au sujet de la maçonnerie en briques d'Armentières et de la toiture de sa maison rue du Peuplier, près de la chapelle des Bonnes Filles dites de la Conception (Or. sc., pièce 1713). — 1605, 14 oct. : Autorisation donnée par le Magistrat à Jean de Preudhomme, s<sup>r</sup> de Neufville, pour l'établissement d'une porte près des remparts de l'ancien château (Or., pièce 1714). — 1608, 27 nov. : Résolution du Magistrat, sur requête de Pasquier Haccart, au sujet du chemin de Le Bouvacque, au faubourg de N. D. (Or., pièce 1715). — 1609, 3 juin : Autorisation du Magistrat, sur requête de Jean Dassonneville, pour édifier un mur sur la maison voisine de celle à l'enseigne de la Pleine Lune (Or., pièce 1716). — 1609, 28 août : Autorisation de voirie rue du Vieux Boulevard, sur requête de François Cochet (Or., pièce 1717). — 1610, 8 juillet : Autorisation de voirie, sur requête d'Arnould Caulier, bourgeois de Lille, intéressant une maison rue Notre-Dame, au



coin de l'hôtellerie d'Amiens (Or., pièce 1718). — 1632, 30 juillet : Conventions entre le Magistrat et Charles Desbuissons, bourgeois de Lille, pour l'entretien de la chaussée du faubourg Saint-Sauveur jusqu'à la borne délimitant l'échevinage vers Ronchin (Or., pièce 1719). — 1633, 15 mars : Autorisation donnée à Arnould de Thieulaine, s<sup>r</sup> de Thieulaine et de Fermont, chevalier, pour plantation sur un terrain situé près la Porte des Malades, à l'angle du chemin de Le Bouvacque (pièce 1720). — 1675, 17 déc. : Arrêt du Conseil d'Etat sur la construction des burguets, flégards et puisoirs à Lille (Or. avec mémoire et commission exécutoire, pièces 1721 à 1723).

AA 95 (Carton). — 3 pièces parchemin.

**1294-1601.** — TITRES DE PROPRIÉTÉ. LETTRES D'AMORTISSEMENT. — 1294, 29 avril : Confirmation par le comte de Flandre des acquisitions faites par des habitants de Lille malgré les défenses (Or., pièce 1724 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 331). — 1601, nov. : Lettres-patentes des archiducs amortissant divers achats d'immeubles faits par la ville (Or. et affixe, pièces 1725, 1726).

AA 96 (Carton). — 15 pièces parch., 14 sceaux.

**1419-1499.** — TITRES DE PROPRIÉTÉ. ACHATS. — 1419, 4 oct. : Vente devant la Gouvernance par Guillaume de Le Munte, au profit de la ville, d'une maison rue de Courtrai (Or. sc., pièce 1727). — 1445, 10 sept. : Vente devant la Gouvernance par Jeanne Boulet et sa famille, à la ville, d'un terrain qui avait été utilisé, sous le règne de Jean sans Peur, pour « bollewerquié » la porte Saint-Sauveur (Or. sc., pièce 1728). — 1479, 19 oct. : Accord entre Jore Picavet et le Magistrat au sujet d'un jardin rue de Courtrai dépendant de la Maison de Ghistelles (Or., pièces 1729 et 1729 A). — 1479, 19 nov. : Vente devant Pierre Martinache, prévôt de la duchesse de Bourgogne à Esquermes, par Jean Deffontaines, de terrains destinés aux fortifications de Lille entre le boulevard de la Porte des Malades et la Porte Saint-Sauveur (Or., sceaux d'Hue Marliere, Demay 2474, et de Jean Dumortier, Demay 2477, hommes de fief de la prévôté d'Esquermes, pièce 1730). — 1491, 23 juin : Vente à la Ville par Agnès de Warcain, veuve de

Jean Prévost, d'un terrain hors la Porte Saint-Pierre, près de la maison de Michel Meurisse et de l'« héritage » du s<sup>r</sup> de Berlettes, tenu de la prévôté de Saint-Pierre et de la pairie de Levincourt (Or., sceau d'Hubert Gommer, lieutenant de la Gouvernance, pièce 1731). — 1491, 8 juil. : Vente à la Ville par Jean Lequien d'un terrain situé rue du faubourg de la Porte Saint-Pierre, près du mur de la Vieille Abbiette, acquis de Martin Mullier (Or., sceau de Jean Dommessent, s<sup>r</sup> de Bois-Grenier, lieutenant de la Gouvernance, pièce 1732). — 1491, 14 juil. : Vente devant Baudouin de Lannoy, s<sup>r</sup> de Molembaix, de Solre et de Tourcoing, gouverneur de Lille, à la Ville, par Michel Meurisse, d'un terrain hors la Porte Saint-Pierre tenu de la prévôté Saint-Pierre et de la pairie de Rabodenghes (Or. sc., pièce 1733). — 1491, 14 juillet : Vente par le même d'un jardin situé hors de la Porte Saint-Pierre (Or., pièce 1734). — 1491, 9 sept. : Vente devant la Gouvernance par Philippe Fremault, veuve de Jean de Dausset, au profit de la Ville, du fief de la pairie de Levincourt, tenu de la Salle de Lille, comprenant des rentes foncières, notamment sur la maison de la rue d'Angleterre ayant appartenu à Jean de Carnin, doyen de Saint-Pierre, et occupée par le chanoine Jean Le Bateur, située près de la rivière, et sur la maison de Thomas Cordonnier, près du terrain des Frères Prêcheurs (Or., sceau de Jean Dommessent, lieutenant de la Gouvernance, et affixe contenant la consistance du fief, pièces 1735 et 1736). — 1499, 28 août : Déclaration de command passée devant Pierre Vollant, bailli de Bertrand Regnier, pour le fief de Vertbois s'étendant dans la ville de Lille et sur les paroisses de La Madeleine et de Ronchin, au profit du Magistrat, par Jeanne Tournemine, veuve de Guilbert Chindieu, revendiquant par retrait lignager une briqueterie sur la paroisse de La Madeleine, hors de la Porte de Courtrai (Or., sceaux de P. Vollant, Demay 5245, et des hommes de fief J. Dommessent, Demay 2952 et J. Carette, avec affixe du 18 juin 1499 munie des sceaux de G. Picavet, Demay 2955, J. Carette, Demay 2951, et Pierre Dupont ; pièces 1737 et 1738). — 1499, 28 août : Adhèrement par devant l'échevinage du fief du Vertbois au profit de la Ville, par Jeanne Tournemine, veuve Chindieu, d'une briqueterie



*Remon Delasalle*

sur la paroisse de La Madeleine (Or., sceau de R. Delasalle, Demay 2925, avec acte de vente du 18 juin 1499, avec sceaux de Mahieu Hochart, bailli du Vertbois, Demay 5233, de H. Denis et de Pierre Dupont, Demay 2924 ; pièces 1739 et 1740).

AA 97 (Carton). — 12 pièces parchemin, 16 sceaux.

**1517-1569.** — TITRES DE PROPRIÉTÉ. ACHATS. — 1517, 18 août : Achat par la Ville d'une maison rue « Pestrin » vendue par Antoine et Jacques Deschamps, maîtres émoiseurs de « grans forchés » (Or. avec sceaux de Josse Bresoul et Martin Chretien, auditeurs de la Gouvernance, pièce 1741 ; affixe avec sceaux d'Hugues Delobel ou de l'Aubel, Demay 5407, et de Jean de Morenghe, Demay 5418, auditeurs de la Gouvernance, pièce 1742). — 1523, 25 sept. : Vente devant les baillis des prévôtés de Saint-Pierre et de Raineval par Jacques Le Mieuvre, au profit de la Ville, d'une maison rue d'Angleterre, démolie pour les travaux de fortification, immeuble confisqué provenant d'Antoine d'Ailly, s<sup>r</sup> de Lambersart, Raineval et Mouvaux (Or. avec sceaux de Guillaume Hangouart, bailli de la seigneurie de Raineval, Pierre Gotran, dit Bourgeois, bailli de la Prévôté de Saint-Pierre, Roger de Vendeville, curé de Saint-Pierre, Demay 6559, Guillaume Hangouart le père, Antoine de Tieffries et Grard de Noyelles, Demay 3017 ; pièce 1743). — 1524, 14 janv., n. st. : Déclaration par Jacques Le Mieuvre et Jean Six concernant la rente au profit des hoirs Antoine de Rosimbos, constituée sur un immeuble de la rue d'Angleterre vendu à la Ville (Or., sceaux de Josse Brisoul et Pierre Deleflye, auditeurs de la Gouvernance, pièce 1744). — 1524, 7 fév., n. st. : Lettres de purge pour la vente de cette maison, ayant appartenu à Philippe, baron de Montigny (Or., pièce 1745). — 1541, 22 mars, n. st. : Lettres de purge de la maison de Guillaume Béghin, rue de la Conception, affectée à l'élargissement des « teraux » (Or., pièce 1746). — 1544, 17 janv., n. st. : Déguerpissement devant Grard Damart, bailli de la pairie de la rue de Saint-Denis, dite rue des Etaques, et de la rue Saint-Sauveur, au nom de Georges, s<sup>r</sup> de Bousbecque, d'une maison rue des Etaques aliénée par Jean Carée et Marie Duterte,

sa femme, au profit de Pierre Jacquart et de Simon Lietart (Or., pièce 1747). — 1550, 24 août : Ratification par Jacques de Gavre, dit d'Escornais, chevalier, s<sup>r</sup> de « Bevres » et de « Nokre », époux de Jacqueline de Morslede, et par Jean de Morslede, s<sup>r</sup> dudit lieu et d'Hallennes, héritiers de Thomas de Cuinghien, dit d'Hallennes, d'un appointment avec le Magistrat concernant une maison rue du Molinel (Or., avec sceaux de Jacques de Gavre et de Jean de Morslede, pièce 1748). — 1556, 24 mars, n. st. : Aliénation passée devant Louis Poutrain, prêtre, notaire apostolique exerçant au siège de la Gouvernance, d'une « chocque » de maisons appelée « Pommes pourris », située devant le Marché aux entes, près la rue des Bons-Enfants, faite par Gilles Wullens, chapelain de la chapelle des « Pommes pourris » à N.-D. de la Treille en l'église Saint-Pierre (Or., pièce 1749). — 1556, 2 sept. : Autorisation du roi pour cette aliénation (Or. sc., pièce 1750). — 1562, 20 juil. : Purge d'une maison rue des Etaques ou Saint-Denis, vendue à la Ville par Henri Lefebvre (Or. sc., pièce 1751). — 1569, 19 déc. : Purge de terrains vendus à la Ville par Jean de Sains, dit Varlot, situés au faubourg des Malades (Or. sc., pièce 1752).

AA 98 (Carton). — 114 pièces parch., 136 sceaux.

**1603-1610.** — TITRES DE PROPRIÉTÉ. AGRANDISSEMENT FAUBOURG DU MOLINEL. — 1603, 23 mai : Vente par Isabeau Bausel, veuve de Jean Labbe, au profit de Nicolas Aletruie, dit Delevigne, bourgeois de Lille, d'une maison située au bout de la Cour Saint-Nicaise près du terrain des Capucins, suivie de déclaration de command et de déguerpissement au profit de la Ville (Or. sc., pièce 1753). — 1603, 26 juillet : Vente à la Ville par Nicolas Imbert, échevin, d'un terrain situé entre les portes de La Barre et du Molinel, sur la paroisse de Wazemmes, par acte passé devant Jean Miroul, procureur de la Ville, bailli général des seigneuries de l'hôpital Saint-Nicolas et devant des hommes de fief de la Salle de Lille, empruntés en raison de l'absence des juges-rentiers de l'hôpital (Or., pièce 1754). — 1604, 21 mai : Vente par Pierre Delezenne et Jeanne Hennocq, sa femme (Or., sceau de Martin Desreumaux,



homme de fief de la Salle, pièce 1755). — 1604, 31 mai : Vente par Noël Housset (Or. sc., pièce 1756). — 1604, 12 juin : Vente par Antoine de Fourmestraux, bourgeois de Lille (Or. sc., pièce 1757) ; et par Jean Leveau, aussi bourgeois (Or. sc., pièce 1758). — 1604, 19 juil. : Purge de la maison acquise par la Ville de Pierre Delezenne (Or. sc., pièce 1759). — 1604, 23 juil. : Vente par Pierre Payelle et Michelle Malatiré, sa femme (Or., sceaux de Jean Bourel, Jean Denis, licencié ès lois, Claude Tesson, aussi licencié, échevins de la prévôté d'Esquermes et Antoine Bourel, homme de fief de la Salle de Lille, pièce 1760). — 1604, 23 juil. : Vente par Martin Hudsebot (Or. sc., pièce 1761). — 1604, 26 juil. : Purge de la maison acquise de Noël Houzet (Or. sc., pièce 1762). — 1604, 16 sept. : Vente par Jean Dancoisne, dit Lecocq, à la Ville d'un terrain pour le chemin de la fortification allant de la Porte Notre-Dame à celle de la Barre (Or., sc. de Pierre de Montceaux, lieutenant du chapitre Saint-Pierre, pièce 1763) ; par Nicolas Imbert (Or. sc., pièce 1764). — 1604, 20 sept. : Purge des maisons situées au faubourg du Molinel acquises de Martin Hudsebot (Or. sc., pièce 1765). — 1604, 27 sept. : Purge de la maison acquise de Pierre Payelle (Or., pièce 1766). — 1604, 4 nov. : Vente par la curatelle de Catherine Legillon, héritière d'Etienne, Pierre et Jean Verbeil (Or. sc., pièce 1767) et lettres de purge (Or. sc., pièce 1768). — 1605, 29 mars : Vente par Catherine Loyse (Or. sc., pièce 1769). — 1605, 31 mars : Vente par Catherine Heddebault, veuve de Pierre Mouton (Or. sc., pièce 1770) et lettres de purge (pièce 1774). — 1605, 6 avril : Vente par Martine Lefebvre, veuve de Jean Briet (Or. sc., pièce 1771) et lettres de purge (pièce 1777). — 1605, 13 mai : Autorisation donnée par Michel d'Esne, évêque de Tournai, à Pasquier Legrand, curé de Wazemmes, de vendre le presbytère de cette paroisse, exproprié par l'agrandissement (Or. sceau de Michel d'Esne, pièce 1772), et acte de vente (Or. sc., pièce 1773). — 1605, 23 mai : Vente par Gilles Deswatines (Or. sc., pièces 1775 et 1779). — 1605, 23 mai : Vente par Philippe Delevallée (Or. sc., pièces 1776 et 1778). — 1605, 23 juil. : Vente par Paul Leriche (Or., sceaux de Wallebrand Miroul, lieutenant de la prévôté d'Esquer-

mes, Piat Mouton, Jean Denys, Claude Teisson, échevins de cette prévôté, et Jean Desrumaulx, homme de fief de la Salle de Lille (Or., pièces 1780 et 1784). — 1605, 28 juil. : Vente par Jean Carré (Or., pièces 1781 et 1787). — 1605, 31 juil. : Vente par Ant. Pennel, maçon, d'une maison au faubourg du Molinel, ayant pour enseigne Dourlens (Or. sc., pièces 1782 et 1785). — 1605, 20 août : Vente par Jean Duthilleul, hôte (Or. sc., pièce 1783). — 1605, 12 sept. : Vente par Jean Deloffre (Or. sc., pièce 1786). — 1605, 19 oct. : Vente par Michel Lefebvre (Or. sc., pièces 1788 et 1796). — 1605, 20 oct. : Vente par Pierre Parisis (Or. sc., pièces 1789 et 1795). — 1605, 21 oct. : Vente par Gratien Grégoire et Marie-Gillette de Bossu, sa femme (Or. sc., pièces 1790, 1801, 1802). — 1605, 21 oct. : Vente par Antoine Daussey d'une maison à l'enseigne de Béthune au faubourg du Molinel (Or. sc., pièces 1791 et 1797). — 1605, 24 oct. : Purge de la maison de Jean Duthilleul (Or., pièce 1792). — 1605, 30 oct. : Vente par Jean Deloffre (Or. sc., pièce 1793). — 1605, 21 nov. : Vente par Jean Minche et Jeanne Jore, sa femme, veuve de Jean Lemesre (Or. sc., pièces 1794, 1803). — 1605, 15 déc. : Vente par l'hôpital Saint-Nicaise (Or. sc., pièce 1798). — 1605, 19 déc. : Vente par Gilles Le Boucq et Philippote Le Vassal, sa femme (Or., pièces 1799 et 1805). — 1606, 14 janv. : Vente par Baudouin Le Boucq et Marie Le Groul, sa femme (Or. sc., pièces 1800 et 1804). — 1606, 21 mars : Vente par Pasquier Haccart (Or. sc., pièces 1806 et 1812). — 1606, 31 mars : Vente par Péronne Hacoul, veuve de Simon de Neufville, de deux maisons situées aux Foulle-ries, hors la Porte du Molinel (Or. sc., pièces 1807 et 1814). — 1606, 6 avril : Vente par Paul Leriche (Or. sc., pièces 1808 et 1813). — 1606, 7 avril : Vente par Jean Herre, bourgeois de Lille et par Elisée Herre, son neveu, de deux maisons près la porte Notre-Dame (Or. sc., pièce 1809). — 1606, 24 avril : Vente par la Charité des pauvres, représentée par Guillaume Leveau, Jean Lecerf, Georges de La Deule, Arnould Bave, Jean Leboucq, Guill. Decroix, Jacques Dupont et Jean de Courouble (Or. sc., pièce 1810). — 1606, 24 avril : Vente par la Table des pauvres de Saint-Elie (Or. sc., pièce 1811). — 1606, 19 juin : Accord entre la Ville et Pierre Desreveaux et



Pierre Hugues pour location de prés hors de la Porte du Molinel (Or. sc., pièce 1815). — 1606, 20 juin : Vente par Mahieu Houzet (Or. sc., pièces 1816 et 1820). — 1606, 20 juin : Vente par Jeanne Locque, veuve de Bruno Dubois (Or. sc., pièces 1817 et 1819). — 1606, 26 juil. : Vente par Léger Billau et Marie Delefosse, de maisons situées au faubourg du Molinel, dont l'une appelée Hautes-loges (Or. sc., pièce 1818). — 1606, 11 août : Vente par Jeanne Hacoul (Or. sc., pièce 1821). — 1606, 30 août : Vente par Adrien de Harnes Or. sc., pièces 1822 et 1828). — 1606, 30 août : Vente par Pierre Parisis d'une maison « ou y at hobette a cheminée, couche, cellier, pont, porte, portelette et basse chambre », contiguë au chemin allant de la Porte du Molinel à la Porte Notre-Dame (Or. sc., pièce 1823). — 1606, 30 août : Vente devant Guillaume de Warengnien, prévôt d'Esquermes, par Christophe Houzé (Or., sceaux de G. de Warengnien et des hommes de fief Wallerand Miroul, Jean Bornel, Jean Denis et Claude Tesson, pièces 1824 et 1829). — 1606, 1<sup>er</sup> oct. : Purge de la maison acquise de Léger Billau et de Jeanne Delefosse, épouse de Jean de Thieffries (Or. sc., pièce 1825). — 1606, 13 oct. : Vente de la maison à l'enseigne des Coquelets, près la Porte Notre-Dame, par Jean Duthilleul et Péronne Broutin, sa femme, veuve de Thomas de Hellin (Or. sc., pièces 1826 et 1831). — 1606, 20 oct. : Vente par Denis Bauvin, époux de Marie Pollet et par Antoine Pollet, chapelain de Saint-Donat de Bruges (Or. sc., pièces 1827 et 1830). — 1607, 24 janv. : Vente par Nicolas Imbert, bourgeois de Lille (Or. sc., pièces 1832 et 1833). — 1607, 10 avril : Vente par Jacques de Beaussart (Or., sc., pièce 1834). — 1607, 10 avril : Vente par Marie Denis, veuve Melchior Duvent (Or. sc., pièce 1835). — 1607, 10 avril : Vente par Christophine Hughelot (Or. sc., pièce 1836). — 1607, 10 avril : Vente par Thomas Morel (Or. sc., pièce 1837). — 1607, 10 avril : Vente par Charles Noël d'une maison couverte de tuiles et de trois maisons couvertes en chaume situées aux Fouleries, en deça de la Porte Notre-Dame (Or. sc., pièce 1838). — 1607, 10 avril : Vente devant l'échevinage du fief des Cocquelets par Guillaume Petitpas, s<sup>r</sup> de Lishaye (Or., sceaux d'Alard Cuvillon, bailli d'Alard de Lannoy, s<sup>r</sup> des Cocquelets

et des hommes de fief de la Salle de Lille, Jean et Simon Cuvillon, pièce 1839). — 1607, 10 avril : Vente par Robine Prestre, veuve de Jean de Rache, drapier (Or. sc., pièces 1840 et 1851). — 1607, 10 avril : Vente par Nicolas Wimeau, sayetteur, d'une « hobette » de maçonnerie couverte de tuiles (Or. sc., pièce 1841). — 1607, 23 avril : Vente par Jacques Desbuissons, tuteur des enfants de Gilles Desbuissons, de deux maisons à usage de « foullerie » (Or. sc., pièces 1842 et 1855). — 1607, 24 avril : Vente par Péronne Parque, veuve de Josse Castellain (Or. sc., pièces 1843 et 1858). — 1607, 26 avril : Vente par Amé Noullet « viesvarier » (Or. sc., pièces 1844 et 1854). — 1607, 30 avril : Vente par Antoinette Bave, veuve d'Alain Fremault (Or. sc., pièces 1845 et 1847). — 1607, 30 avril : Vente par Jérôme et Wallerand Masclier et Antoine Dancoisne, dit Lecocq (Or. sc., pièce 1846). — 1607, 7 mai : Vente par Claude Carlier (Or. sc., pièce 1848). — 1607, 18 mai : Vente par Pasquier Hacquart (Or. sc., pièces 1849, 1850, 1853 et 1856). — 1607, 12 juin : Purge de la maison vendue par Marie Denis, veuve Melchior Duvent (Or. sc., pièce 1852). — 1607, 9 juil. : Purge de la maison acquise de Thomas Morel, tisserand de drap (Or. sc., pièce 1857). — 1608, 5 janv. : Vente par Jean Watepaste, sayetteur (Or. sc., pièce 1859). — 1608, 14 janv. : Purge de la maison acquise de Charles Noël (Or. sc., pièce 1860). — 1609, 24 mars : Vente par Jean Mauwe (Or. sc., pièces 1861, 1862). — 1609, 4 août : Ordonnance du Conseil Privé enjoignant à Allard de Lannoy, marchand résidant à Cologne, de vendre son fief des Cocquelets pour l'agrandissement de Lille (Or. sc., pièce 1863). — 1609, 29 sept. : Acquisition du fief des Cocquelets (Or., pièce 1864), et 1609, 7 nov. (Or., sceaux du Bailliage de la Salle de Lille, de Jean Denis, second lieutenant et de Chrétien Sarazin, s<sup>r</sup> de Lambersart, bailli de Lille et des hommes de fief de la Salle, Jean et Alard Cuvillon, Herman Prevost, Nicolas Waignon, André Leblancq, Antoine Denis, pièce 1865). — 1610, 2 janv. : Convention entre le Magistrat et François Cochet au sujet de terrains près de la rue des Jésuites, nécessaires à l'agrandissement (Or. sc., pièce 1866).



AA 99 (Carton). — 49 pièces parch., 6 pap., 46 sceaux.

**1603-1665.** — TITRES DE PROPRIÉTÉ. ACQUISITIONS.  
1603, 13 juin : Vente à la Ville par Paul Petit et Jean Delemoure d'un terrain rue de la Nef pour élargir la rue conduisant à la Cour de Tenremonde (Or. sc., pièce 1867). — 1609, 14 avril : Vente par Arnould Carlier de terrains rue Notre-Dame (Or. sc., pièces 1868 et 1871). — 1609, 25 avril : Vente par Guillaume Delattre d'un terrain rue Notre-Dame à l'endroit de la « rue d'Amiens entrans vers la rivière » (Or. sc., pièce 1869). — 1609, 3 juill. : Vente par Jean Dubois dit Pottin, mari de Marguerite Bernard, de terrains destinés à l'ouverture de la rue placée devant celles de la Nef et de Tenremonde, se dirigeant sur la rue des Jésuites (Or. sc., pièce 1870). — 1609, 24 nov. : Cautionnement d'Arnould Carlier pour la vente à la Ville du fief et de la pairie de Madringhem, s'étendant sur les faubourgs, aliéné par Eustache d'Ongnies, s<sup>r</sup> de Gruson, gouverneur d'Ostende (Or. sc., pièce 1872). — 1609, 14 déc. : Vente devant la Halle de Phalempin du fief de Madringhem par Eustache d'Ongnies (Or. et aff. sc., pièces 1873 et 1874). — 1610, 11 août : Vente devant la Halle de Phalempin par Jean Desprets, fils de feu Jacques, bourgeois de Lille, du fief et de la pairie de Mallepart, à Lille (Or., sceaux de la châtellenie de Lille et des hommes de fief Nicolas Waignon et Robert Desfontaines, pièce 1875). — 1610, 28 août : Purge de la maison acquise par la Ville d'Isabeau Manesiet, veuve de Gilles de La Barghe, rue de la Nef (Or. sc., pièces 1876 et 1877). 1610, 28 sept. : Vente devant l'échevinage de l'abbaye de Flines à Marcq-en-Barœul, Wasquehal, La Madeleine, Fives et Wattignies par Allard Braem, bourgeois de Lille, au profit de la Ville, de terrains situés près du Becquerel entre les portes de Fives et des Reigneaux (Or., sceaux de Nicolas Parent, bailli de Flines et de Guillaume d'Audenarde et Etienne du Retz, juges-rentiers (Or., pièce 1878). — 1611, 23 avril : Reprise par la Ville, pour l'érection d'un séminaire, de terrains rue des Jésuites concédés en 1607 à Jeanne Dufour, béguine (Or. sc., pièce 1879). — 1611, 9 août : Purge de l'achat de deux maisons rue des Poissonceaux près de la Porte St-Georges et de la ruelle du Jardin des Arquebusiers aliénées par Jean Bauwet pour

l'élargissement d'une rue (Or. sc., pièce 1880). — 1611, 12 août : Vente par Nicolas et Pierre de Rocques et Jean Le Candele, époux de Peronne de Rocques, de terrains près de la cense du Becquerel et de la Chaude rivière (Cop., pièce 1881). — 1611, 13 sept.-9 oct. : Procès-verbal d'arpentage des terrains sur le nouveau chemin du Becquerel de la Porte des Reigneaux à celle de Fives (Or., pièce 1882). — 1611, 28 nov. : Vente devant Jacques Doisy, bailli de Charles Le Carlier, écuyer, s<sup>r</sup> de La Madeleine, par Gerard Le Mieuvre, marchand de draps de soie et Marguerite de Smerpont, de terrains près du Becquerel au profit de la Ville (Or., sc. de Pierre Leblancq, pièce 1883). — 1612, 10 juin : Purge de l'achat de deux maisons vendues à la ville par Pierre Pottier, dans l'ancienne rue du Bois, près de la perche de bourgeterie (Or. sc., pièce 1884). — 1612, 10 juil. : Purge de l'achat d'une maison, même rue, aliénée par Anne Hereng, femme d'Adrien Petit, veuve en premières nocces de Philippe Capon (Or. sc., pièce 1885). — 1612, 13 nov.-20 août 1613 : Estimation de maisons ruelle de Ste-Claire, du côté de la rue des Malades (Or., pièce 1886). — 1613, 11 fév. : Purge de l'achat d'une allée au bout de la maison Charles Durot, ruelle de Ste-Claire, acquise de Gérard Favier et de Noël Lemesre (Or. sc., pièce 1887). — 1613, 15 fév. : Résolution du Magistrat pour l'achat d'une maison ruelle Ste-Claire du côté de la rue des Malades, appartenant à Jean Gannot et Nicolas Delecourt pour éviter aux religieuses l'inconvénient du bruit causé par de « menues gens » (Or., pièces 1888 et 1889). — 1613, 8 sept. : Purge de l'achat de la Cour de Termonde, près de la maison du Rouge lion, aliénée au profit de la Ville pour l'élargissement d'une rue par Isabeau Desrousseaux, veuve de Baudouin Vincque (Or. sc., pièce 1890 et 1891). — 1614, 27 janv. : Purge de l'achat de la maison de Gilles Petit, destinée à l'élargissement de la rue de Termonde (Or., pièces 1892, 1893). — 1614, 10 mars : Purge de l'achat de la maison de Jean Leffon, située cour de Termonde (Or. sc., pièce 1894). — 1614, 24 mars : Purge de l'achat de la maison des hoirs de Jean Poultrain, près de la rue de Termonde (Or. sc., pièce 1895). — 1614, 4 août : Quittance par Robert Hovine et Pasquier de Lannoy, bourgeois de Lille, du prix de vente à la Ville



du domaine de Hurtebise à La Madeleine (Or., avec affixes renfermant les titres de propriété remontant au 18 mai 1431, intéressant Catherine, abbesse de l'Abbiette, Martin Lestievenon, Jeanne de Morengthes et Jean Hovine, conseiller de Charles-Quint, pièces 1896 à 1904). — 1614, 6 sept. : Lettres-patentes autorisant l'achat des terrains de Jean Hovine, de Noël Cathiel et de Jacqueline Desrousseaux pour réfection des remparts du côté de la Porte de Courtrai (Or. sc., pièce 1905). — 1614, 20 sept. : Transaction entre la Ville et l'Hôpital Comtesse pour les terrains intéressant l'agrandissement entre les Portes du Molinel et des Malades (Or. sc., pièce 1906). — 1615, 26 janv. : Purge de l'achat du domaine de Hurtevent à La Madeleine acquis par la Ville de Jean Hovine, maître de la Chambre des comptes (Or. sc., pièce 1907). — 1615, 10 mars : Vente devant Robert du Bus, bailli général de l'Abbiette, par Robert Hovine, marchand détailleur de drap, par Paul Delabarre, tondeur de « grande fourche » et Philippotte Hovine, sa femme, au profit de la Ville, de biens sis à Hurtevent (Or., sceaux de Robert du Bus et de Noël du Crocquet, pièce 1908). — 1617, 9 mai : Autorisation donnée par les Archiducs à la Ville d'acheter les terrains nécessaires à l'agrandissement depuis le Gard jusqu'à un point intermédiaire situé entre les Portes de Courtrai et des Reigneaux (Or. sc., pièce 1909). — 1621, 3 juil. : Sentence du Conseil Privé fixant l'indemnité due à la princesse de Ligne pour ses terrains tenus du marquisat de Roubaix englobés dans l'agrandissement de Lille du côté de la Porte de Courtrai (Or. sc., pièce 1910). — 1622, 3 déc. : Dictum du Conseil Privé sur le prix des terrains du Chapitre St-Pierre englobés dans l'agrandissement du côté de la Porte de Courtrai (Or., pièce 1911 et transaction du 23 juil. 1630, pièce 1919). — 1630, 4 mars : Purge de l'achat de la maison occupée par Robert et Françoise du Verlier, faubourg de Courtrai (Or. sc., pièces 1912 à 1915). — 1630, 4 mars : Purge de l'achat de la maison de Jean et Jacques Cappon, faubourg de Courtrai (Or. sc., avec sentence du Magistrat du 29 avril suivant, pièces 1916 et 1917). — 1630, 22 juin : Vente devant Jean du Retz, lieutenant de Michel Anseau, écuyer, s<sup>r</sup> de Sarloncamp, bailli de Marie de Meleun, princesse de Ligne, marquise de Rou-

baix et dame du Breucq, au profit de la Ville, d'une maison rue de l'Abbiette près de la Cour de la Madeleine dite Denfer, tenue de la pairie du Breucq (Or., sc. de Jean du Retz, pièce 1918). — 1631, 7 déc. : Déclaration de la princesse de Ligne sur l'indemnité d'un terrain relevant non de sa seigneurie de Roubaix, mais du Chapitre Saint-Pierre (Or., pièce 1920). — 1665, 14 août : Purge de l'achat d'un terrain, rue du Palais, acquis par la Ville de Mathieu Mougier et de Jean Bodin (Or. sc., pièce 1921).

AA 100 (Carton). — 10 pièces parch., 3 pap., 10 sceaux.

**1673-1687.** — TITRES DE PROPRIÉTÉ. ACHATS. — 1673, 1<sup>er</sup> déc. : Vente et déguerpissement devant Josse Parmentier, bailli de la seigneurie de Vendeville au nom de François Hespel, écuyer, s<sup>r</sup> d'Hocron, de La Haye et de Vendeville, par les hoirs d'Antoine-Dominique de Thieulaine, s<sup>r</sup> de Vendeville, représentés par Philippe-Ignace de Gruson, s<sup>r</sup> de Lassus et Adrien Bacqueville, au profit de la Ville, du fief de Billau, hors la Porte des Malades, tenu de la seigneurie de Vendeville (Or., sc. d'Ant. Le Roy et de Jacquier Legrand, hommes de fief, pièce 1922 ; cf. autre vente du 12 fév. — 16 nov. 1676, pièces 1927 à 1929). — 1673, 15 déc.-9 janv. 1674 : Purge de l'achat de terrains à Esquermes et à Wazemmes, aliénés au profit de la Ville, et contrat de vente par Robert-François du Chastel de La Hovardrie, s<sup>r</sup> d'Inglighem, demeurant en son château de Boussoit (Or., pièces 1923 à 1925 ; sceaux de Gilles Blondel, lieutenant de la Gouvernance, et de Nicolas Guidin, bailli du Chapitre Saint-Pierre, et de Sébastien Dubois, juge-rentier). — 1675, 11 janv. : Purge de l'achat de terrains près la chapelle d'Esquermes (Or., pièce 1926, sceau de Gilles Blondel, s<sup>r</sup> du Pré, lieutenant de la Gouvernance). — 1677, 6 fév. : Accord entre le Chapitre Saint-Pierre et le Magistrat au sujet de la maison de feu Arnould de Thieulaine, s<sup>r</sup> du Fermont, rue des Malades et d'un autre immeuble rue de la Trinité (Or., pièce 1930). — 1684, 8 août : Achat par la Ville de terrains près de la nouvelle enceinte, rue du Bastion, vis-à-vis du séminaire de l'évêque de Tournai, provenant de Nicolas-Alexandre Le Martin, écuyer, s<sup>r</sup> de Wasnes,



avec lettres de purge du 25 oct. suivant (Or., pièces 1931 et 1932). — 1687, 30 mai : Adhèrement par les hommes de fief de Saint-Pierre en faveur du Magistrat, de terrains vendus par Honoré Libert (Or. sc., pièces 1933, 1934).

AA 101 (Carton). — 1 pièce parchemin, 1 sceau.

**1653**, 20 novembre. — TITRES DE PROPRIÉTÉ. BOURSE. — Autorisation donnée au Magistrat par le Conseil Privé de placer sur les portes de la Bourse, dont l'érection a été autorisée par patentes du 7 juin 1651, les armoiries de l'archiduc Léopold, celles du feu comte du Rœulx, gouverneur de Lille et celles de la Ville, conformément au devis établi par la Chambre des comptes (Or. sc., pièce 1935).

AA 102 (Carton). — 10 pièces parch., 4 pièces papier.

**1300-1588**. — TITRES DE PROPRIÉTÉ. CHATEAU. — 1300, 11 juin : Mandement de Philippe le Bel à Jacques de Saint-Pol, s<sup>r</sup> de « Leuze » et de « Condeto », lui enjoignant de faire payer ce qui est dû pour l'acquisition des maisons prises par le roi pour la construction du château de Lille (Vidimus de 1300, pièce 1936). — 1355, mai : Lettres-patentes de Jean, roi de France, sur requête du Magistrat, annexant au domaine royal, à l'exclusion du comte de Flandre, le château, la ville et la châtellenie de Lille (Or., sceau de majesté, pièce 1937). — 1563, 11 sept. : Apostille du Conseil des Finances, sur requête du Magistrat, autorisant la Ville à vendre des terrains du domaine royal, près du château, pour subvenir aux frais des rentes constituées à l'occasion des subventions demandées par le souverain (Or., pièce 1938). — 1577, 25 sept. : Autorisation par les Etats Généraux des Pays-Bas, après avis du Conseil de guerre, donnée au Magistrat pour démanteler le château de Lille, sous obligation de maintenir la foi catholique et de construire de nouvelles fortifications, démantèlement déjà fait pour les châteaux d'Anvers, Gand, Utrecht, Valenciennes et Béthune, pour éviter que cet immeuble ne serve de résidence à des soldats pillards espagnols et italiens (Or., pièce 1939). — 1578, 16 janv. : Lettres-patentes de Philippe II contraignant les habitants et le Chapitre Saint-

Pierre, les membres de la Chambre des Comptes et les officiers de la Gouvernance à participer au démantèlement du château (Or., sc. de majesté, pièce 1940). — 1578, 17 mai : Lettres-patentes de Philippe II cédant au Magistrat les terrains du château, démantelé depuis la construction d'un nouveau boulevard et d'une nouvelle fortification, moyennant 16.500 livres à valoir sur les capitaux dus à la Ville par le souverain (Or., pièce 1941). — 1579, 1<sup>er</sup> juil. : Cédule du Conseil Privé ratifiant la cession faite par l'archiduc Mathias à la Ville de Lille, du château, à condition d'indemniser la garnison, ratification délivrée à la suite du traité de réconciliation d'Arras (Or., signé par Alexandre, prince de Parme, pièces 1942 à 1944). — 1585, 10 mai : Résolution du Magistrat sur la maison du s<sup>r</sup> de « Blanzelval » au château (Or., pièce 1945). — 1587, 27 juin-27 sept. : Lettres-patentes concernant la cession du château au Magistrat (Or., pièces 1946 et 1947). — 1588, 22 mai : Lettre de Floris Vander Haer au Magistrat concernant l'opposition faite par le Conseil des Finances et la Chambre des Comptes à l'entérinement de la cession du château, cet acte ayant le caractère d'une vente et non celui d'une « mercede » (Or. sc., pièce 1948).

AA 103 (Carton). — 2 pièces parch., 1 pap., 1 sceau.

**1586-1619**. — TITRES DE PROPRIÉTÉ. HALLE ÉCHEVINALE. — 1586, 20 oct. : Inventaire de l'argenterie de la maison échevinale de Lille (Or., pièce 1949). — 1614, 2 août : Autorisation donnée au Magistrat par Jean Dubois, dit Pottin, et autres, de se servir de l'eau de la maison ayant pour enseigne Le Morienne (Or., pièce 1950). — 1619, 5 juil. : Lettres de Maximilien Vilain de Gand, évêque de Tournai, consacrant l'autel de la Vierge en la Halle échevinale de Lille et accordant des indulgences pour les reliques des martyrs de la Légion thébaine et des Onze Mille Vierges (Or. sceau de Max. Vilain, pièce 1951).

AA 104 (Carton). — 2 pièces parchemin,  
2 sceaux incomplets.

**1280**. — TITRES DE PROPRIÉTÉ. HALLES. — 1280, janv., n. st. : Don par Gui, comte de Flandre, à



la Ville des Halles, moyennant un cens annuel de 12 deniers (Or. sc., pièce 1952 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 293 ; Flammermont, *Album*, p. 89). — 1280, fév., n. st. : Confirmation de cette donation par Robert, comte de Nevers (Or., pièce 1953 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 294).

AA 105 (Carton). — 5 pièces parch., 3 pap.

**1460-1608.** — TITRES DE PROPRIÉTÉ. PALAIS-RIHOUR. — 1460, 12 juil. : Lettres de la Gouvernance concernant l'estimation de la maison de la veuve de maître Georges d'Ostende, située à Lille, au coin du Marché, dont l'emplacement est nécessaire pour agrandir la rue donnant accès à l'hôtel que le duc fait construire à Rihour (Or. et affixes, pièces 1954 à 1956). — 1464, 13 juin : Déclaration de Michel de Chaugy, chevalier, chambellan et maître d'hôtel du duc de Bourgogne, sur la concession viagère qui lui a été faite par le Magistrat de la tour de Rihour et de son mobilier (Or. signé, pièce 1957). — 1469, 16 fév., n. st. : Déclaration de Jean Gros le jeune, audien-cier et premier secrétaire du duc de Bourgogne, portant que, pendant l'absence de Michel de Chaugy, il aura la jouissance de la tour du Rihour (Or., pièce 1958). — 1607, 4 déc. : Ordre donné par les Archiducs à la Chambre des Comptes pour la démolition des constructions faites sur les terrains contiguës au Palais Rihour, dont les arrentements avaient été faits mal à propos au profit de Louis de Werchin et autres (Cop. auth., pièce 1959). — 1608, 10 juin : Résolution du Magistrat sur la requête de Jacques Petit, maître des œuvres de Lille, sollicitant un terrain sur la Place du Prince, près la rue des Jésuites, et s'engageant à reconstruire la porte du Rihour en pierre blanche avec ceinture de grès (Or., pièce 1960). — 1608, 30 déc. : Autre résolution concernant la reprise par le même d'un terrain sur la Place du Prince, aujourd'hui Place Rihour (Cop., pièce 1961).

AA 106 (Carton). — 9 pièces parch., 1 sceau.

**1515-1537.** — TITRES DE PROPRIÉTÉ. SALLE DE LILLE. — 1515, 5 nov. : Lettres-patentes de Charles, prince d'Espagne, donnant en arrentement à

la Ville l'hôtel de la Salle, résidence désaffectée des comtes de Flandre depuis la construction de l'Hôtel Rihour, et un emplacement contigu, notamment celui du Gars nécessaire pour l'installation d'un « rivage », afin d'assurer le transport par eau des marchandises acheminées vers Anvers et Bergues, ainsi que celui de la marne blanche destinée à la fumure des terres expédiée par Menin et La Gorgue, emplacement qui servira aussi à la construction d'un pont et d'une tour au Gars pour défendre un point faible de la fortification de la Ville (Or., pièce 1962). — 1516, 14 fév., n. st. : Déguerpissement par le Bailliage de la Salle de Lille au profit du Magistrat d'une maison située sur la place de la Salle, près de la chapelle Saint-Michel, acquise de Mariette et Agnès Des Louches (Or., pièce 1963 ; sceaux du Bailliage de Lille, de Ruffin de La Ruyelle, lieutenant du Bailliage, et des hommes de fief Jean Denis, Demay 2696, Guillaume Hangouart, Demay 2709, et Jennin de Morenghes). — 1516, 18 avril : Autorisation donnée par le roi de Castille au Magistrat de démolir la chapelle Notre-Dame, dite chapelle Saint-Michel, située en l'Hôtel de la Salle, à condition de céder au Chapitre Saint-Pierre un emplacement provenant de l'ancienne Salle pour la construction d'une nouvelle chapelle en pierre blanche et d'une « trésorie », et de céder aussi les « lambrouetz, plates et banchs » provenant de l'ancienne chapelle (Or., pièce 1964). — 1516, 5 juil. : Accord entre l'Hôpital Comtesse et la Ville au sujet de l'achat de l'Hôtel de la Salle et de la Chapelle Saint-Michel et des constructions éventuelles affectées soit à l'Hôpital, soit au « Rivage » et au nouveau pont (Or. sc., pièce 1965). — 1516, 27 août : Autorisation donnée par le roi de Castille au Magistrat pour la construction d'une muraille depuis le Gars jusqu'au château, percée en son milieu d'une arche garnie d'une fermeture de fer, complétant le système des fortifications (Or., pièce 1966). — 1516, 4 sept. : Vente devant l'échevinage de Bruxelles au profit du Magistrat de Lille par Marie Des Louches, d'une maison à Lille, place de la Salle, devant le portail de la Chapelle Saint-Michel, appelée précédemment Notre-Dame (Or., pièce 1967). — 1517, mai : Arrentement perpétuel par le roi de Castille au profit du Magis-



trat, de l'emplacement réservé dans l'Hôtel de la Salle, pour les plaids de la Gouvernance, service transféré dans un autre local, consenti à charge pour la Ville d'assurer le paiement des rentes et fondations pesant sur l'Hôtel Rihour (Or. sc., pièce 1968). — 1518, 24 juil. : Obligation du Magistrat vis-à-vis du Chapitre Saint-Pierre pour l'entretien du mur de la chapelle édifée sur l'emplacement de l'ancienne chapelle de la Salle de Lille (Or., pièce 1969). — 1525, janvier, n. st. : Arrentement par Charles-Quint au profit de la Ville de l'ancien Hôtel de la Salle dont la dénomination sera transférée à la résidence du souverain édifée au Rihour, suivi d'une attestation du 1<sup>er</sup> juin 1537 sur les droits d'exemption dont jouissent les officiers de ce service (Cop. XVII<sup>e</sup> s., pièce 1970).

AA 107 (Carton). — 7 pièces parch., 1 pap., 10 sceaux.

**1436-1629.** — TITRES DE PROPRIÉTÉ. FIEF DE DAMIETTE. — 1436, 23 août : Sentence, dont appel au Parlement, prononcée par Baudouin d'Oignies, s<sup>r</sup> de Gruson, gouverneur de Lille, sur le fief de Damiette, près du Pont de la Barre jusqu'au moulin du Peuplier, appartenant à Jean Vrete, bourgeois de Lille et ressortissant du châtelain de Lille (Or. sc., pièce 1971). — 1438, 10 mai : Arrêt du Parlement de Paris confirmant la précédente sentence (Or., pièce 1972). — 1507, 6 octobre : Vente passée devant Guillaume Hangouart, lieutenant de Charles Carondelet, s<sup>r</sup> de Potelles, bailli de la châtellenie de Lille, par Jacques Thieulaine au profit de Jean Delattre, greffier de la Ville, du fief de Damiette consistant en droits de pêche sur le fossé allant du pont de la Porte de la Barre vers le moulin du Peuplier et la « treille de fer du costé des Martres » (Or., pièce 1973 ; sceaux de la Châtellenie de Lille, de Jean Gommer, Demay 2801, de Pierre de Termonde, Demay 2827, et de Jean Petillon, Demay 2820, hommes de fief de la Halle de Phalempin). — 1507, 4 déc. : Récépissé par Guillaume Hangouart, lieutenant du bailli de Marie de Luxembourg, châtelaine de Lille, du dénombrement du fief de Damiette fourni par Jean Delattre (Or., pièce 1974). — 1514, 21 avril : Lettres de Marie de Luxembourg, châtelaine de Lille, concernant

l'adhérentement du fief de Damiette (Or., pièce 1975). — 1514, 10 mai : Adhérentement par le Bailli de la Châtellenie et les hommes de fief de la Salle de Lille du fief de Damiette au profit du Magistrat (Or., pièce 1976 ; sceaux de la Châtellenie et de Guillaume Leclercq, Guillaume Hangouart, Demay 2805, et de Jean Duquesne, Demay 2823, hommes de fief). — 1515, 23 juil. : Récépissé par Gérard Thieulaine, lieutenant général de Charles de Carondelet, bailli de la Châtellenie de Lille, du dénombrement du fief de Damiette fourni au nom de la Ville par Jean Artus, procureur de l'Echevinage (Or. sc., pièce 1977). — 1629, 3 avril : Hommage prêté au nom de la Ville par Allard Cuvillon, procureur de l'Echevinage, pour les fiefs de Damiette, Rabodenghe, Madringhem et Mallespart, tenus de la Halle de Phalempin (Or., pièce 1978).

AA 108 (Carton). — 9 pièces parch., 1 pap., 7 sceaux.

**1465-1609.** — TITRES DE PROPRIÉTÉ. FIEF DE RABODENGHES. — 1465, 29 oct. : Appointement devant la Gouvernance entre Jean Thieulaine, s<sup>r</sup> du fief de Cocquelet, et Marie Canart, veuve de Guillaume, s<sup>r</sup> de Rabodenghes, héritière du fief de ce nom, au sujet de la juridiction de ces fiefs à l'occasion de l'adhérentement d'une maison située au Trou Ponnet, paroisse de Sainte-Catherine (Or. sc., pièce 1979). — 1470, 19 sept. : Vente d'un fief situé sur la paroisse de Sainte-Catherine, rue des Tappiers, par Marie Canart, veuve du s<sup>r</sup> de Rabodenghes, au profit de Jean Thieulaine, passée devant les hommes de fief de la Halle de Phalempin (Or., pièce 1980 ; sceau de Mathieu du Mez, écuyer, lieutenant de Jacques de Saveuse, dit Morles, écuyer, bailli du comte de Saint-Pol, châtelain de Lille). — 1548, 20 juil. : Déguerpissement devant les hommes de fief de la Halle de Phalempin du fief de Rabodenghes, paroisse de Sainte-Catherine, acquis de l'Abbiëtte par Antoine d'Assignies, chevalier, s<sup>r</sup> de « Wanes », et sa femme, Jeanne Le Chevalier (Or. sc., pièce 1981). — 1559, 17 juil. : Lettres de purge concernant une maison située au Trou Ponnet, relevant du fief de Rabodenghes et acquise par Barnabé de Troos, tripier, de C. Blocquel (Or., pièce 1982). — 1561, 13 oct. et 7 juin 1563 : Sentences



de l'Echevinage au profit de Marguerite Desfos-  
sés contre C. Blocquel, au sujet d'une maison  
sise rue du Trou Ponnet (Or., pièces 1983 et 1984).  
— 1565, 13 fév., n. st. : Vente devant Denis Froi-  
dure, bailli de la Pairie de Rabodenghes, s'éten-  
dant sur la paroisse de Sainte-Catherine, par  
Chrétien Blocquiel, teinturier de « trippes » de  
velours à Lille, au profit d'Enguerrand Alauwe,  
d'une maison occupée par Jean Nanante (Or.,  
pièce 1985 ; sceaux de Gui Willant et d'Antoine  
de La Rivière). — 1585, 4 déc. : Quittance déli-  
vrée par Jean de Warengien pour le droit de  
nouvel acquêt dû au souverain par Jean Baillet,  
bourgeois de Lille, devenu propriétaire du fief  
de Rabodenghes par la mort d'Aleume de Tra-  
vers (Or., pièce 1986). — 1609, 13 mars-14 oct. :  
Estimation par Jacques Petit, maître des œuvres  
de la Ville, de diverses maisons situées rue du  
Trou Ponnet (Or., pièce 1987). — 1609, 7 nov. :  
Vente de la Pairie de Rabodenghes au profit de  
la Ville par Adrienne Vanden Planque, veuve de  
Jean Baillet, capitaine d'une compagnie bour-  
geoise (Or. sc., pièce 1988).

AA 109 (Carton). — 2 pièces parch., 2 pap., 4 sceaux.

**1583-1603.** — TITRES DE PROPRIÉTÉ. FIEF DE  
BEAUFREMEZ. — 1583, 5 janv. : Vente devant  
Pierre Marlière, prévôt royal en la Prévôté d'Es-  
quermes, et Jacques d'Oisy, lieutenant du bailli  
de la Châtellenie de Lille et Halle de Phalempin,  
du fief de Beaufremez faite par Joye Piedauwe,  
veuve en premières noces d'Innocent aux Cau-  
ches, argentier de la Ville, et en secondes noces  
d'Adrien Clément, maître de la Chambre des  
Comptes de Lille, au profit de François Muette  
(Cop., pièce 1989). — 1598, 24 avril : Rôle des  
briefs des rentes de la seigneurie de Beaufremez,  
sur la paroisse d'Ennetières, tenue en justice  
vicomtière de la Halle de Phalempin, appartenant  
à Paul Cousne, du chef d'Isabeau Muette, sa  
femme (Or., formant cahier, pièce 1990). — 1603,  
24 avril : Déguerpissement devant Hippolyte  
Petitpas, s<sup>r</sup> de Le Walle, lieutenant de Maximilien  
de Haynin, s<sup>r</sup> du Breucq, bailli de la Châtellenie  
de Lille et de la Halle de Phalempin, par  
Isabeau Muette, veuve de Paul « Coene » au  
profit de Nicolas Imbert, bourgeois de Lille, du

fief de Beaufremez, sur la paroisse de Wazem-  
mes (Or. sc., pièce 1991). — 1603, 12 août : Vente  
à la Ville par Nicolas Imbert, du fief de Beau-  
fremez (Or., pièce 1992 ; sceaux de la Châtellenie  
de Lille, des hommes de fief Wallerand Han-  
gouart, s<sup>r</sup> de Laury, Jacques d'Oisy et Jean Cuvil-  
lon, greffier criminel de Lille).

AA 110 (Carton). — 4 pièces parch., 2 pap., 7 sceaux.

**1516-1523.** — TITRES DE PROPRIÉTÉ. FIEF DE  
RAINEVAL. — 1516, 27 août : Vente devant Arnould  
de Quicke, bailli du prévôt de Saint-Pierre et  
devant Guillaume Hangouart, bailli d'Antoine  
d'Ailly, s<sup>r</sup> de Varenne, de Mouvaux et de Lam-  
bersart, par Philippe de Montmorency, s<sup>r</sup> de  
Nevele, représenté par Alexandre de Raches,  
écuyer, au profit d'Antoine Carpentier, d'une  
maison rue d'Angleterre, tenue de la prévôté  
Saint-Pierre et du fief de Raineval, ressortissant  
de la seigneurie de Lambersart et grevée d'une  
rente constituée au profit des héritiers d'Antoine  
de Rosimbos par Jean de Montmorency (Or.,  
pièce 1993, sceaux d'A. de Quicke, G. Hangouart,  
Pierre Hochart, juge, et Jean Duquesne, Jean de  
Morenghes, hommes de fief de Saint-Pierre ;  
affixes relatives aux rentes grevant l'immeuble,  
pièces 1994, 1995). — 1516, 5 déc. : Sentence de  
la Gouvernance concernant la purge de la maison  
de la rue d'Angleterre contiguë à celle de Pierre  
de Rosimbos, tenue en partie de la pairie de Rai-  
neval et acquise par Jacques Le Mieuve de Phi-  
lippe de Montmorency, s<sup>r</sup> de Nevele (Or., pièce  
1996 ; sceau d'Alard de La Porte, s<sup>r</sup> de Le Quiese  
et de Le Hallerie, lieutenant de la Gouvernance,  
Demay 5075). — 1523, 17 août : Procuration de  
Cornille de Berghes, s<sup>r</sup> de Zevenbergen, prévôt  
de Saint-Pierre, donné à Nicolas de Bétencourt et  
maître Pierre Bourgois, pour approuver la vente  
faite par Jacques Mieuve à la Ville d'une maison  
rue d'Angleterre, dont l'emplacement doit servir  
pour la fortification (Or., pièces 1997, 1998).

AA 111 (Carton). — 6 pièces parch., 1 pap., 5 sceaux.

**1604-1609.** — TITRES DE PROPRIÉTÉ. FIEF AS CLO-  
QUETTES. — 1604, 20 mars : Obligation du Magis-  
trat garantissant les demoiselles de Wannehain



en cas de revendication sur une maison de la rue des Malades, avec issue sur la rue Saint-Genois, par elle vendue à François Muette, que le fisc exercerait sur ce domaine prétendu royal comme relevant du fief as Cloquettes (Or. sc., pièce 1999). — 1604, 20 mars : Obligation du Magistrat garantissant les enfants de Philippe Aupatin en cas de revendication par la Chambre des Comptes de la mouvance d'une maison rue Saint-Sauveur, tenue précédemment du fief as Cloquettes (Or. sc., pièce 2000). — 1605, 7 janv. : Obligation du Magistrat concernant la mouvance de la Brasserie du Bourdon, près la Croix Sainte-Catherine, vendue par Jérôme Caulier à Jean Le Mesre, précédemment tenue du fief as Cloquettes (Or. sc., pièce 2001). — 1605, 19 avril : Autre obligation sur la mouvance d'une maison rue de la Barre, vendue par les hoirs Meurisse à François Fauvart (Or. sc., pièce 2002). — 1605, 7 juil. : Autre obligation sur la mouvance de la maison du Cerf couchant, vendue par Pierre de Chalon au profit de Romain Fruict (Or. sc., pièce 2003). — 1609, 18 déc. : Arrentement perpétuel par les Archiducs des « rentes as Clocquettes » (Or., grand sceau des archiducs, pièce 2004). — 1609, 30 déc. : Obligation du Magistrat pour le paiement d'une rente de 100 livres en exécution du précédent arrentement (Or., pièce 2005).

AA 112 (Carton). — 8 pièces parchemin, 8 sceaux.

**1563-1629.** — TITRES DE PROPRIÉTÉ. SEIGNEURIE DE PONT-A-VENDIN. — 1563, 9 sept. : Ratification par Philippe II de l'acquisition faite par la ville de Lille de la seigneurie de Pont-à-Vendin, aliénée par Louis d'Ailly, vidame d'Amiens, seigneur de Pont-à-Vendin, acquisition nécessitée pour l'alimentation du canal de La Bassée et de la Deûle (Or. sc., pièce 2006). — 1563, 28 sept. : Reconnaissance passée devant Raoul Gorin, greffier du sceau royal du bailliage d'Amiens par Louis d'Ailly, vidame d'Amiens, s<sup>r</sup> de Pecquigny, de la vente de la seigneurie de Pont-à-Vendin au profit de Gérard Damard ou de son command (Or., pièce 2007 ; vente du 5 oct., pièce 2008, avec sceaux des hommes de fief de la Salle de Lille). — 1564, 27 janv., n. st. : Lettres-patentes de Philippe II autorisant le Magistrat à racheter, moyennant

un capital de 850 livres, une rente de 34 livres due à la couronne pour l'amortissement de l'achat de la seigneurie de Pont-à-Vendin, la Ville restant astreinte au paiement d'une rente perpétuelle non rachetable de 6 l. (Or., pièce 2009). — 1590, 14 nov. : Accord passé sous le sceau du tabellionage d'Arras entre Emmanuel d'Ailly, vidame d'Amiens, baron de Pecquigny, représenté par François Le Dez, s<sup>r</sup> de Morfuge, son maître d'hôtel, et la Ville de Lille, au sujet d'une redevance d'anguilles due par la seigneurie de Pont-à-Vendin à l'abbaye d'Annay (Or., pièce 2010). — 1596, 6 mai : Lettres de Jean, abbé de Saint-Vaast, élu archevêque de Cambrai, concernant une redevance sur Annœullin due par l'abbaye de Saint-Vaast au Magistrat à cause de la seigneurie de Pont-à-Vendin (Or., signé, avec affixe, pièces 2011, 2012). — 1629, 27 août : Conventions entre le Chapitre Saint-Pierre et le Magistrat au sujet d'une rente due au chapitre pour sa seigneurie de l'Esparre, sur des terrains près du pont à Raisne au faubourg de Courtrai, utilisés par l'agrandissement (Or. sc., pièce 2013).

AA 113 (Carton). — 19 pièces parchemin, 4 sceaux.

**1370-1696.** — RETRAITS PAR FRAREUSETÉ ET ESCLECHE. — 1370, 6 juin — 1403, 26 janvier : Titres de propriété et retraits par frareuseté d'immeubles rue du Tonnelet, à Lille, intéressant les familles d'Antoine Sandre, Jean de Lannoit, Tassart Destroen, Isabelle de Lansson, Gilles Morel, Jeanne Lesteyenon, femme de Jean Laban, Gilles Le Toillier, dit Deffontaine, Jean Ravary (Or. sc., pièces 2014 à 2020). — 1409, 14 sept. : Procès-verbal du retrait par frareuseté de la rente grevant un immeuble de Jean Viart, appartenant précédemment à la Ville, aliénée par Hubert Gommer et Jeanne de Tenremonde (Or., pièce 2021). — 1499, 17 déc. : Vente par Jeanne Caron, veuve Boursier, dit David, au profit de Philippe de Noyelles, d'une échoppe contre la Chapelle sur le Marché et revendication par droit de frareuseté et escleche (Or., pièces 2022, 2023 ; lettres de purge, pièce 2024, avec beau type de sceau aux causes de Lille). — 1519, 21 janvier et 5 février, n. st. : Retrait par frareuseté au profit de la Ville, des immeu-



bles situés sur le marché de la Sayette acquis par Michel Blocquiel (Or., pièces 2025, 2026). — 1519, 5 fév. et 28 mars, n. st. : Retrait par le Magistrat d'une maison de la rue de la « Cordouanerie » près du marché de la Sayette, vendue par Jaspar Calineq à Sohier Caudron (Or. et affixes, pièces 2027 à 2029). — 1590, 8 mars : Retrait par le Magistrat en vertu du droit de frareuseté d'une maison rue du Bois, derrière les prisons, près de l'Egard de la teinture, vendue par Henri Leroy, bourgeois de Lille, au profit de Marguerite de Gand, veuve de Pierre de Noyelles (Or. sc., pièces 2030 et 2031). — 1696, 28 juillet : Retrait au profit de Marie-Madeleine de Brene, demeurant à Lille, d'une maison rue d'Angleterre, vendue par Louis Bricquet à Georges Legrand (Or. sc., pièce 2032).

AA 114 (Carton). — 5 pièces parch., 1 pièce papier.

**1396-1719.** — ALIÉNATIONS. — 1396, 17 juin : Autorisation donnée par le duc de Bourgogne au Magistrat d'aliéner la maison du « Seel » et d'affecter le produit de cette vente à l'achat de la maison de Mahaut de Roubaix, veuve de Jean Le Viart, contiguë à la Halle de Lille, « la ou la loy d'icelle a acoustumé de tenir son siège et auditoire » (Or., pièce 2033). — 1614, 8 juillet : Vente devant l'Echevinage par la Ville au profit de Jacques Delattre, d'un terrain rue de Termonde, retrait ensuite par Venant Duhot par droit de frareuseté (Or. sc., pièce 2034). — 1615, 19 mars : Vente par la Ville à Dominique Bouckaert d'un terrain près du pont de la rue de Termonde (Or. sc., pièce 2035). — 1647, 20 août : Lettres-patentes de Philippe IV autorisant le Magistrat à aliéner une maison rue d'Angleterre à l'enseigne de Saint-Paul, deux maisons rue des Malades à l'enseigne du Chaudron et à l'enseigne de la « Torse d'or », les hobettes situées aux environs de la chapelle N.-D. des Ardents, la maison et chambre du Beauregard, la maison et atelier de la Ville, la maison occupée par Jean Parent, près de l'ancien château, aliénations dont le produit servira à terminer la Gendarmerie placée près du cloître de l'Abbiette (Or. sc. et affixe, pièces 2036, 2037). — 1719, 31 mars : Adhèrement par le Magistrat d'une maison de

la rue de la Madeleine vendue à Philippe Belviet (Or., pièce 2038).

AA 115 (Carton). — 50 pièces parch., 29 sceaux.

**1380-1644.** — ARRETEMENTS. — 1380, 28 juin : Arrentement par le Magistrat en faveur de Pierre de Raisse, d'une maison appartenant à la Ville, rue de la « Cordouanerie » (Or., pièce 2039). — 1398, 17 oct. : Arrentement par le Magistrat, pour 60 ans, en faveur de Jean Ladryen, dit Le Carlier, et Marguerite Deleporte, dite de Beaufremez, sa femme, d'un terrain en la halle de la « Viesvare » de Lille, près de la boucherie (Or. sc., pièce 2040). — 1424, 4 avril, n. st. : Arrentement viager de trois maisons, rue de la Barre, par la Ville, à Jean Aubert, auditeur de la Chambre des Comptes, et à Jeanne, dite Quaresmele, sa femme (Or. sc., pièces 2041, 2042 et 2044). — 1430, 23 juin : Homologation par la Gouvernance de l'arrentement fait au profit de Jean Pochon, pour cent ans, d'une « creste » contiguë à l'immeuble de Marguerite Dannin, veuve de Pierre de Rosimbos (Or., pièce 2043). — 1433, 1<sup>er</sup> fév., n. st. : Entérinement par la Gouvernance de l'arrentement par la Ville, au profit de Jean, s<sup>r</sup> de Roubaix, de la maison dite de Roubaix, contiguë à la rue Basse, à la rivière et à la ruelle de Saily, à proximité de la rue du « Pestrin », de la Porte de Weppes, et comprenant la Tour Ysembart (Or. sc., pièce 2045). — 1433, 2 nov. : Arrentement homologué par la Gouvernance, pour 100 ans, par la Ville au profit de Roland Scaillebert, d'un terrain près de la Porte de Weppes (Or., pièce 2046). — 1468, 28 mai : Lettres du Magistrat sur le procès intenté devant le Conseil de Flandre concernant l'arrentement par la Ville au profit de Jean de Le Bouvrie, bourgeois de Lille, pour une période de 100 ans, de deux échoppes éclissées de la Haile aux draps, près l'angle du Marché aux Poulets (Or. avec sentence du Conseil de Flandre, pièces 2047 et 2048). — 1491, 24 nov. : Arrentement pour 60 ans par la Ville au profit de Jean Povillon, fromager, d'un terrain à la Grande Boucherie, près de l'église Saint-Etienne, destiné à la construction d'une maison de 250 livres contrôlée par les commis de l'Echevinage et destinée à devenir propriété communale à l'expiration du contrat



par acte, dressé dans l'échoppe du notaire Jean de Mary, située sur le marché de Lille (Or. seing notarié, pièce 2049). — 1516, 6 mai : Arrentement par la Ville au profit de Mathieu Carpentier, savetier, d'un emplacement entre le Wez des chevaux et le « puisot » de Saint-Pierre, près de la rivière, pour l'établissement d'une échoppe moyennant une redevance annuelle payable moitié au roi, moitié au Magistrat (Or., pièce 2050). — 1519, 21 janv., n. st. : Arrentement passé par la Ville devant la Prévôté de Lille au profit de Jean Poulle, d'un terrain sur la paroisse Saint-Pierre, à charge d'y construire une maison suivant les clauses y spécifiées (Or. sc., pièce 2051). — 1519, 25 fév., n. st. : Arrentement par la Ville, représentée par son procureur Pierre Hochart, au profit de Jean Fascon, d'un terrain sur la paroisse Saint-Pierre, situé dans la rue allant de l'Hôpital Comtesse à l'église Saint-Pierre (Or., pièce 2052). — 1519, 5 mars, n. st. : Arrentement d'un terrain situé au même endroit, au profit de Pierre Poulle (Or., pièce 2053). — 1520, 3 fév., n. st. : Arrentement pour une période de 60 ans, par la Ville au profit de Jean Boyne, tisserand de drap, d'une maison située sur le Marché au « Compénage », moyennant une rente annuelle de 20 l. et obligation pour l'occupant de reconstruire une maison de la valeur de celle de Simon Blacvoet, construction qui deviendra propriété communale à l'expiration du contrat (Or., pièce 2054). — 1520, 9 mai : Lettres-patentes de Charles, élu roi des Romains, autorisant la Ville à arrenter divers emplacements vacants sur le Marché aux poissons et une chambre rue des Chaussetiers, devant la Fontaine au change (Or. sc., pièce 2055). — 1521, 5 juin : Arrentement perpétuel par la Ville au profit de Guillaume Hangouart, argentier municipal, d'un emplacement rue Neuve, du nouveau Marché aux poissons, à condition d'y construire une maison (Or., pièce 2056). — 1527, 9 mai : Arrentement par la Ville, au profit d'Henri Hohepied, poissonnier de mer, d'un terrain provenant de la maison du Luppert, sur le Marché aux poissons, à charge de construire une maison suivant les clauses y stipulées (Or. sc., pièce 2057). — 1530, 19 août : Arrentement perpétuel par la Ville au profit de Guillaume Le Blanc, maître de la Chambre des Comptes de

Lille, d'une partie de grange appartenant à l'Hôpital Saint-Nicolas contiguë à la maison dudit Guillaume sur le Marché, près de celle de Guillaume Le Candele, conseiller pensionnaire de la Ville (Or., pièce 2058). — 1602, 10 janv.-24 sept. : Arrentements de terrains situés rue des Marthes, passés par la Ville, au profit de Louis Blancquart, charpentier (pièce 2059), Arnould Carlier (pièces 2060 et 2061), François Constant, charpentier (pièce 2062), Pierre Cousin, charpentier (pièces 2063 et 2064), Jean de Hennin, charpentier (pièce 2065), Vincent Delemotte, charpentier (pièce 2066), Jean Denneulin (pièces 2067, 2068), Guillaume Desbuissons (pièce 2069), Pasquier Fiévez (pièce 2070), Denis Guillebert, conseiller pensionnaire de la Ville (pièce 2071), Phérien d'Izembecque (pièces 2072 et 2073), Jean Lagache, maçon (pièce 2074), Antoine Mengier, charpentier (pièces 2075 et 2076), Louis Mengier, charpentier (pièce 2077), Antoine Michel, charpentier (pièces 2078 à 2080), André Poule, bourgeteur (pièce 2081), Jean Martin, boulanger (pièce 2082). — 1606, 7 avril-6 mai 1610 : Arrentements par la Ville de terrains hors de la Porte Saint-Pierre au profit de Barthélémy Gheribalde, marchand « jullier » (pièce 2083), de Jean Delecambre (pièce 2084), d'Allard Fache (pièce 2085), de Jacques Delecambre (pièces 2087 et 2088). — 1606, 6 nov. : Sentence de l'échevinage au profit de Pierre Duquesne contre Jacques Masurel, concernant l'arrentement pour cent ans, passé le 2 mars 1531 au profit de Jean Roseau, de deux maisons rue de l'Abbaye de Loos, à usage de brasserie (Or. sc., pièce 2086). — 1644, 10 mars : Arrentement d'un terrain rue d'Angleterre (pièce 2089).

AA 116 (Carton). — 36 pièces parch., 5 pap., 28 sceaux.

**1583-1613.** — ARRENTEMENTS. TERRAINS DU CHATEAU. — Arrentements passés par la Ville au profit de Jean Bridoul (pièce 2090), Baudouin Galliot (2091), Allard, Jean et Grard Galliot (2092), Denis Blancquart, brasseur (2093), Guill. Desbuissons (2094 et 2095), Noël du Bacquerot (2096 et 2097), Claude Carlier (2098), Antoine Michel, charpentier (2099), Guillaume Desbuissons (2100), Péronne Duquesne, veuve Blondin (2101), Martin de Ricquebourg (2102), Daniel Bardoul, procu-



reur postulant (2103), Jean Agache, maçon (2104), Jacques Bernard le jeune (2105), Louis Blancquart (2106), Mahieu Brunemesure (2107 et 2108), Jean Denneullin (2109 à 2111), Guillaume Desbuissons (2112), Gabriel Descamps (2113), Sébastien Le Prévost, écuyer, s<sup>r</sup> des Marissons (2114), Mahieu Meurisse (2115 et 2116), Josse Pottier, hôte (2117), Jean Fayet, maître des œuvres de la Ville (2118 et 2129), Claude Carlier (2119), Roger Leboucq (2120), Jean Le Preudhomme, s<sup>r</sup> d'« Hailly » (2121), Claude Leboucq (2122), Françoise Gos, veuve Denis (2123), Jacques Behagle (2124 et 2125), Daniel Tayart (2126), Claude Le Bouck, avec rétrocession à Mathias Le Théry (2127, 2128, 2130).

AA 117 (Carton). — 21 pièces parch., 3 pap., 10 sceaux.

**1311-1593.** — DOMAINE COMMUNAL. CONTENTIEUX.

— 1311, 4 mai : Remise par le Chapitre Saint-Pierre à la Ville d'une rente de 20 sous établie sur une « chaingle » située précédemment derrière le moulin de la Prévôté, en dehors de la Porte Saint-Pierre (Or., sceau du chapitre, pièce 2131 ; Hautcœur, *Cartulaire* II, p. 599). — 1406, 14 oct. : Appointement devant le Magistrat au sujet d'une rente constituée sur la Maison du Croissant en la grande rue de Fins (Or., sceau aux connaissances bien conservé, pièce 2132). — 1421, 26 nov. : Vente par Bertrand Haquebart et Alix de Marque, sa femme, bourgeois de Lille, à Jean de Thoisy, évêque de Tournai, chancelier ducal, pour 60 écus de la Tour Haquebart, provenant de Guillaume et Henri de Termonde, suivie de la vente faite le 5 sept. 1452 de maisons situées grande rue des Malades, près du jardin de la Trinité, au profit de Gilles Leveau, maître de la Chambre des comptes de Lille (Copie non auth., pièce 2133). — 1423, 29 juil. : Sentence du Magistrat au sujet d'une maison située sous la Porte Saint-Nicolas, contestée entre Bosquet Delatre et Jean Heraing (Or., sc., pièce 2134). — 1425, 17 avril : Autorisation donnée par le duc au Magistrat et à Joye Artu, veuve de Dreve Suquet, maître de la Chambre des comptes, d'appointer leur procès au sujet de la maison de la rue des Sueurs (Or., sceau secret ducal, pièce 2135). — 1425, 24 juil. : Sentence du

Conseil de Flandre confirmant l'appointement du procès Artu (Or., pièce 2136) ; sceaux de Jean de Camphin, Demay 4871, de Jean de N., Demay 4876, et de Josse de Steelars, Demay 4879). — 1426, 3 janv., n. st. : Sentence de la Gouvernance sur le procès entre le Magistrat et Alix de Marque, veuve de Bertrand Haquebart, concernant des terrains situés dans les fortifications entre les Portes des Malades et de Saint-Sauveur, comportant droit de pêche, tenus de l'échevinage ducal à Esquermes (Or., pièces 2137 à 2139). — 1426, 4 janv., n. st. : Condamnation par la Gouvernance de Jeanne de Thumesnil, veuve de Guillaume de Warengien, en procès avec le Magistrat au sujet de la jouissance d'un fossé sur les fortifications près des portes des Malades et de Saint-Sauveur (Or., sc., pièce 2140). — 1428, 2 déc. : Sentence de la Gouvernance concernant le procès de Jeanne de Thumesnil, de Joire Vredière et du Magistrat au sujet d'un terrain fortifié hors de la Porte Saint-Sauveur (Or., sc. de Pierre Lenepveu, lieutenant du Bailliage, pièce 2141). — 1430 22 avril : Procès-verbal établissant les droits de la ville sur un terrain situé hors de la Porte des Reigneaux, arrenté par le Chapitre Saint-Pierre (Or., seing notarié, pièce 2142). — 1448, 2 juillet : Accord entre Mahieu Lostegier, « tondeur à grande force », Jean Clerbault, « vieswarier », et Jean Delatre, détailleur de drap, au sujet de la cense des Liches près la Porte des Reigneaux (Or. sc., pièce 2143). — 1491, 17 juillet : Conventions devant la Gouvernance entre Jean Dommessent, licencié ès lois, et l'Echevinage, au sujet de la démolition de la Tour Haquebart, précédemment occupée par Jean de Thoisy et Bertrand Haquebart, placée derrière la propriété dudit Dommessent, près de la rue des Malades (Or., sceau de Baudouin de Lannoy, gouverneur de Lille, pièce 2144 ; Demay 5073). — 1511, 3 avril, n. st. : Commission exécutoire pour la purge de la maison de la Fleur de Lys, rue des Malades, vendue par le duc de Clèves et Adolphe de Bourgogne, s<sup>r</sup> de Beveren, à Charles Guillebert de Lannoy, s<sup>r</sup> de Willerval (Or., pièces 2145 à 2150). — 1536, 7 nov. : Transaction entre le Magistrat et Jean de Morenghe au sujet d'une « bassière », hors de la Porte de Courtrai (Or., pièce 2151). — 1592, 18 juil. : Décia-



ration du Magistrat portant que les bourgeois demeurant sur la juridiction de Saint-Pierre ne peuvent envoyer leur bétail paître au Riez de Canteleu ; avec affixe du 3 janvier 1592 portant autre déclaration faite par Nicolas du Bosquiel, s<sup>r</sup> de Le Berghe, Philippe de La Rivière, s<sup>r</sup> de Warnes, Jean Le Fel, s<sup>r</sup> des Oursins, et Jean Picavet, s<sup>r</sup> du Grand-Bus (Or., pièces 2152, 2153). — 1593, 11 mai : Déclaration de Renaud Hervin, tanneur, et autres habitants du faubourg de la Barre sur le caractère précaire du droit de pâture au Riez de Canteleu (Or., pièce 2154).

AA 118 (Carton). — 6 pièces parch., 1 pièce papier.

**1267-1603.** — DOMAINE DU SOUVERAIN. — 1267, juillet : Lettres de Robert de Wavrin, sénéchal de Flandre, portant que la tour de la rue d'Angleterre vers la Deûle lui a été concédée à titre temporaire (Or. et copie, pièces 2155, 2155A). — 1270, mai : Autorisation donnée par Marguerite, comtesse de Flandre, à Jean Le Neveu, bourgeois de Lille, pour la construction d'une « masière » sur l'eau derrière la maison de la rue Esquermoise, appartenant précédemment à feu Gillion de La Barre (Or., pièce 2156). — 1271, 15 fév., n. st. : Bail à cens par la comtesse de Flandre à Jakemon de Le Barre, bourgeois de Lille, d'un terrain contigu au Marché de Lille (Or., pièce 2157). — 1274, mars, n. st. : Bail à cens par la comtesse de Flandre à Jakemon Le Neveu, bourgeois de Lille, d'un terrain près du Marché aux Chevaux et de la Deûle (Or., sceau de Marguerite, pièce 2158). — 1274, 28 mai : Confirmation par la comtesse de l'engagement de la terre de Menin, tenue de Béatrice, dame de Courtrai, fait par Jean, s<sup>r</sup> de Menin, au profit de Jean Le Neveu, en garantie d'un prêt (Or. sc., pièce 2159). — 1421, 26 nov. : Mandement ducal adressé au prévôt de Lille pour contraindre Guillaume Dubois, Jacquemart Le Sauvage et autres officiers du comte de Saint-Fol à la restitution de biens saisis à Lille au profit du duc, en vertu de son droit d'épave (Or. pièce 2160). — 1603, 7 fév. : Ordonnance des archiducs limitant les conditions de la levée du droit de nouvel acquêt dans la châtellenie de Lille, exemptant notamment les fiefs parvenus par succession aux roturiers ou possédés par des femmes d'ori-

gine noble alliées à des roturiers ou possédés depuis plus de 40 ans, et déclarant que le droit de nouvel acquêt ne sera pas assimilé à celui de franc-fief, sur requête des Etats de la Châtellenie à l'occasion de leur consentement à la levée de l'aide mensuelle de 20.000 florins (Or. et cop., pièces 2161, 2161A).

AA 119 (Carton). — 24 pièces parch., 1 pap., 2 sceaux.

**1610-1729.** — DOMAINE ÉTRANGER. — 1610, 16 fév. : Récépissés des dénombrements de fief baillés par Jean Schapelinck, greffier du Bailliage de Lille, pour ses fiefs tenus de Sotteghem (Or. sc., pièce 2162). — 1612, oct. : Quittance par Abraham de Roisin, grand bailli de Gavre, à Jean Schapelinck, greffier du Bailliage de Lille, pour droit de relief sur le fief de Meclan relevant de Sotteghem (Or., pièce 2163). — 1613, 25 sept. : Quittance par le bailli de « Leeuwerghem » d'une somme due par Joos Schapelinck pour achat de terres vendues par Pasquier Le Prevost (Or., pièce 2164). — 1624, 14 oct. : Lettre d'Antoine Rousseau à Jacques Dure, « marchand de draps de soie à la Grenade », à Lille, concernant l'échange de deux fiefs situés à Hoghelede (Or., pièce 2165). — 1627, 20 mars : Récépissé par le grand bailli de Sotteghem au nom du comte d'Egmont, des dénombrements de fiefs tenus de Sotteghem, baillés par Jean Schapelinck (Cop., pièce 2166). — 1629, 28 juillet : Récépissé du dénombrement fourni par Jean Schapelinck (Or., sceau de P. G. Du Bacquelerot, Demay 5131 ; pièce 2167). — 1651, 12 août : Récépissé des fiefs tenus de la cour de Sotteghem par J. J. Schapelinck (Or., pièce 2168). — 1665, 3 avril : Récépissé par Pierre de Dours, bailli de Jacques Demassier, s<sup>r</sup> d'Osthove et de Warnabe, d'un dénombrement féodal fourni par Catherine de Courouble (Or. et affixes, sceau de Pierre de Dours, pièces 2169 à 2173). — 1673, 19 août : Récépissé du dénombrement de fiefs situés à Strypen, tenus de Sotteghem, baillés par Joseph van Beken, s<sup>r</sup> de Courbes (Or. sc., pièce 2174). — 1679, 2 nov. : Dénombrements de fiefs à Strypen (Or., pièce 2175). — 1697-1719 : Lettres de noblesse accordées à Denis Lecat et à Gilles Lecat, s<sup>r</sup> de Beaufremez (Or. avec pièces justif., pièces 2176 à 2186, sceau). — 1702, 12 janv. : Récépissé de



l'hommage de la seigneurie de Zeghers-Cappel, tenue de Cassel, par Alexandre de La Tour (Or., pièce 2187). — 1707, 22 juil. : Récépissé du dénombrement de la seigneurie de La Tour à Peene, tenue de Cassel, par le même (Or., pièce 2188). — 1729, 28 juillet : Dénombrement du fief de Westmont tenu de la seigneurie du Plouis en Nordausque par Louis Sejacq Darluy (Or., pièce 2189).

AA 120 (Carton). — 18 pièces parchemin.

**1242-1292.** — RIVIÈRES ET CANAUX. DEÛLE. — 1242, mai : Autorisation donnée par Thomas, comte de Flandre, et Jeanne, sa femme, au Magistrat pour la construction de trois « rabas » sur la Deûle, en aval de Deûlemont, et fixant un tarif de tonlieu (Or., pièce 2190 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 252, et Flammermont, *Album*, p. 57). — 1244, oct. : Conventions entre Agnès, abbesse de Messines et la Ville de Lille, au sujet de la pêche dans la Deûle (Or. sc., pièce 2191 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 254). — 1266, 21 avril : Réglementation de la navigation entre la Ville et Jean de Quesnoy, en aval de la Porte de Quesnoy-sur-Deûle (Or. avec beau sceau de Marguerite, comtesse de Flandre, et vidimus du XIV<sup>e</sup> s., pièces 2192, 2192 A ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 275). — 1271, 26 oct. : Lettres-patentes de Gui, comte de Flandre, concernant l'établissement du canal entre Lille et La Bassée, depuis le Pont de Fins jusqu'à Rihour (Or., pièce 2193 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 286 ; Flammermont, p. 77). — 1271, 31 oct. : Conventions entre le châtelain et le Magistrat de Lille au sujet d'un canal de La Bassée à Haubourdin (Or. et vidimus de 1342, sceau du Chapitre Saint-Pierre, pièces 2194 et 2194 A ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 285 ; Flammermont, *Album*, p. 81). — 1272, 10 mai : Commission pour Baudouin, s<sup>r</sup> de Comines, Paul, prévôt de Lille, et Michel, bailli de Lille, pour l'estimation des terrains du canal de La Bassée (Or., pièce 2195 ; Brun-Lavainne, p. 286). — 1272, sept. : Interdiction par la comtesse de Flandre de tout droit de tonlieu sur le canal de La Bassée à Lille (Or. sc., pièce 2196 ; Brun-Lavainne, p. 287). — 1272, sept. : Exemption de droit de vinage sur ce canal par Robert de Wavrin, séné-

chal de Flandre (Or., sceau de Robert, pièce 2197 ; Brun-Lavainne, p. 287). — 1272, oct. : Confirmation de cet acte par Marguerite, comtesse de Flandre (Or. sc., pièce 2198). — 1273, juin : Déclaration de Jean, châtelain de Lille, portant exemption de droits de tonlieu sur le canal de La Bassée à Lille (Or., pièce 2199 ; Brun-Lavainne, p. 288 ; Flammermont, p. 85). — 1273, juin : Déclaration de Watiér de Vilers, commandeur du Temple en Flandre, portant exemption de droits de tonlieu sur le canal de La Bassée (Or. sc., pièce 2200 ; Brun-Lavainne, p. 288). — 1274, janv., n. st. : Confirmation par la comtesse de Flandre de la déclaration du châtelain de Lille, dudit mois, sur le cours du canal de La Bassée, avec détails sur sa topographie et son trajet près de l'abbaye de Loos (Cop. XVI<sup>e</sup> s., pièce 2201). — 1275, avril : Approbation par la comtesse de Flandre de l'estimation des terrains traversés à Loos par le canal de La Bassée faite par Baudouin, s<sup>r</sup> de Comines, Michel de la Deûle, bailli de Lille, et Paul de Baufremez (Cop. XVI<sup>e</sup> s., pièce 2202). — 1276, 30 juillet : Autorisation donnée par la comtesse de Flandre à Jakemon Le Neveu, pour travaux à sa maison contre le lit de la Deûle (Or. sc., pièce 2203). — 1279, 2 avril, n. st. : Défense faite par le comte au Magistrat d'exécuter des travaux d'amélioration sur la Deûle dans les terrains appartenant au Chapitre (Or., pièce 2204 ; Hautcœur, *Cartulaire*, I, p. 488 ; Brun-Lavainne, p. 279). — 1281, oct. : Accord entre Philippe de Bourbourg, s<sup>r</sup> de Verlinghem, et Jean de Courtrai, bourgeois de Lille, d'une part, et le Magistrat, de l'autre, au sujet des terres du Gars et du chemin allant du rivage du Wault au moulin de Canteleu, longeant le canal de La Bassée (Or., sceaux de la Ville, de P. de Bourbourg et de Jean de Courtrai, Demay 4639 ; pièce 2205, Brun-Lavainne, p. 295). — 1285, 1<sup>er</sup> mai : Sentence du comte de Flandre concernant l'usage d'un chemin près du canal de La Bassée, entre les terres du Gars et le chemin devant La Folie, contesté entre Baudouin de Bondues et Gillion Rainfroît (Or., pièce 2206 ; Brun-Lavainne, p. 312). — 1292, 1<sup>er</sup> avril : Don par le Comte de Flandre au Magistrat des eaux traversant la Ville depuis le moulin del Sauch jusqu'au château,



ainsi que des emplacements où se tiennent la foire et les marchés (Or., pièce 2207 ; Brun-Lavainne, p. 324).

AA 121 (Carton). — 12 pièces parch., 3 sceaux.

**1330-1396.** — DEULE. — 1330, 29 avril : Sentence par Galeran de Vaus, bailli d'Amiens, sur le procès entre le Bailli de Lille et l'abbaye de Saint-Vaast, au sujet de l'usage de l'eau du canal de La Bassée, entre la planche de Hantay et le moulin de Don, dont appel au Parlement (Or., pièce 2208). — 1334, 19 janv., n. st. : Arrêt du Parlement relatif à ce litige (Or., pièce 2209 et exploits de signification, pièces 2210, 2211). — 1332, 4 juin : Mandement royal à la Gouvernance pour enquérir sur le préjudice causé par l'abbaye de Saint-Vaast à des bourgeois de Lille, pour usage abusif de l'eau du canal de La Bassée (Or. sc., pièce 2212 et vidimus). — 1344, 19 nov. : Record de loi délivré par le bailli du châtelain de Lille à Haubourdin, à la requête des bateliers du canal de La Bassée (Or., pièce 2213). — 1350, 22 mai : Commission de la Gouvernance assignant le seigneur de Quesnoy pour contravention au règlement de la navigation en n'ouvrant pas la « porte » de Quesnoy aux jours fériés (Or. avec exploit et sceau de Quare Danich, sergent, pièces 2214, 2215). — 1351, 21 avril : Evocation devant Jean de Luxembourg, châtelain de Lille, du litige entre la Ville de Lille et l'abbaye de Loos, au sujet du cours du canal de La Bassée à Lille au lieu dit La Gauquerie (Or., pièce 2216). — 1351, 22 avril : Conventions au sujet de ce litige (Or., pièce 2217). — 1351, 2 sept. : Accord entre l'abbaye de Loos et la Ville de Lille, au sujet de la planche de La Gauquerie sur le canal de La Bassée (Or., pièce 2218 ; sceaux de Jean de Luxembourg, Demay 5556, de l'abbé de Loos, Demay 7090, et de l'abbaye, Demay 6766 ; Brun-Lavainne, p. 392). — 1396, 26 nov. : Octroi par le duc de Bourgogne au Magistrat du tiers des amendes perçues sur le canal de La Bassée (Or. sc., pièce 2219).

AA 122 (Carton). — 23 pièces parch., 1 pap., 8 sceaux.

**1414-1499.** — DEULE. — 1414, 18 juillet : Mandement ducal pour l'incarcération des auteurs du détournement du cours de la Basse-Deûle (Or., pièce 2220). — 1427, 20 mars, n. st. : Instrument notarié concernant les sommations faites aux riverains du Wal de Quesnoy-sur-Deûle par le Magistrat de Lille, intéressant la Ville pour une rive et le Chapitre Saint-Pierre pour l'autre (Or., seing notarié, pièce 2221). — 1428, 13 avril : Lettres exécutoires du Parlement de Paris pour astreindre les arbitres du procès entre le duc de Bourgogne et le Magistrat à faire connaître leur décision sur le procès concernant la réfection de la porte d'Amont du Wal de Quesnoy-sur-Deûle (Or., sceau d'Henri VI, roi d'Angleterre, avec exploit de Pasquier Lecocq, sergent de la prévôté de Beauquesne, pièces 2222, 2223). — 1428, 11 mai : Autres lettres exécutoires sur la même affaire (Or., pièces 2224, 2225). — 1428, 18 nov. : Autres lettres exécutoires sur la même affaire (Or., avec exploit et sceau de Gilles Lemaire, sergent royal, Demay 5441 ; pièces 2226, 2227). — 1428, 8 déc. : Procès-verbal notarié de l'appel formé par Guill. Cattine au nom du duc de Bourgogne contre les lettres royales de commandement relatives au litige de la réfection des « demies portes ou dodennes de Wal de Quesnoy » (Or., seing notarié, pièce 2228). — 1429, 9 août : Procès-verbal notarié de l'incident entre le procureur de la Ville, Thomas Malet, Jean Guilbaut et Cornil Laurensse au sujet de la juridiction sur la Deûle à proximité de Deûlémont (Or., seing notarié, pièce 2229). — 1429, 26 août : Lettres ducales concernant la réfection du Wal de Quesnoy-sur-Deûle (Or. et affixe, pièces 2230 et 2231). — 1429, 26 août : Mandement ducal à la Chambre des Comptes et autres officiers concernant la constitution de rente viagère faite par l'Echevinage pour subvenir aux réparations du Wal de Quesnoy (Or. sc., pièce 2232). — 1434, 23 juin : Lettres de la Gouvernance homologuant la transaction entre le Magistrat et Jacques de Béaucarne, dit Le Hoir, demeurant à Marquette, au sujet de la prise d'eau faite dans la Deûle, près du « rabat » de Marquette, pour l'alimentation d'un vivier (Or. sc., pièce 2233). — 1455,



13 nov. : Appointement devant la Gouvernance entre le Magistrat de Lille et les seigneurs de Wavrin, d'Herrin et de Santes, au sujet de contraventions sur le canal de La Bassée, du côté des moulins de Don à Haubourdin (Or. sc., pièce 2234). — 1458, 30 déc. : Déclaration devant le Magistrat par Pierart de Le Boe pour contravention sur le canal de La Bassée (Cop., pièce 2235). — 1460, 15 oct. : Sentence de la Gouvernance pour le Magistrat contre l'abbaye de Loos sur la juridiction de la Deûle, depuis le pont d'Haubourdin jusqu'au fourchon d'Esquermes (Or., pièces 2236, 2237). — 1473, 23 fév., n. st. : Mandement concernant les empiètements de l'abbaye de Loos sur le canal de La Bassée (Or., avec affixe et sceau de Jean Hovine, lieutenant de la Gouvernance, Demay 5069 ; pièces 2238 à 2241 ; Paeile, Mémoire sur les rivières et canaux de Lille, Lille 1868, p. 24). — 1473, 22 nov. : Homologation par la Gouvernance de l'appointement entre le Magistrat de Lille et l'abbaye de Loos au sujet du canal de La Bassée dont la largeur doit être maintenue à 40 pieds (Or., sceau de Jean de Rosimbos, Gouverneur de Lille, Demay 5070 ; pièce 2242). — 1499, 31 mai : Sentence de la Gouvernance maintenant l'immunité de tonlieu au profit des habitants de Lille sur le canal de La Bassée (Or., sceau de J. Dommessent, pièce 2243).

AA 123 (Carton). — 27 pièces parch., 8 pap., 7 sceaux.

**1509-1691.** — DEÛLE. — 1509, 14 sept. : Procuration du Magistrat pour l'installation d'un « soellet » sur la Deûle, dans le domaine du s<sup>r</sup> de Santes (Or., pièce 2244). — 1509, 19 sept. : Appointement devant la Gouvernance entre le Magistrat et le s<sup>r</sup> de Santes concernant la réglementation de la Deûle ou « Tortue » en aval de La Bassée (Or., pièce 2245, sceau d'Alard de La Porte, lieutenant de la Gouvernance). — 1531, 17 juin : Appointement entre l'abbaye de Saint-Vaast et le Magistrat de Lille au sujet du curage de la Deûle dans la traversée de la prévôté de Berclau en amont de La Bassée, à proximité du moulin de Don (Or., pièce 2246). — 1566, 29 janv., n. st. : Avis des officiers du Bailliage de Tournai sur la cession au Magistrat de divers terrains

destinés à la canalisation des fortifications de Lille (Or., sceau du Bailliage de Tournai, pièce 2247). — 1563, 4 fév., n. st. : Cession par Guilbert d'Ongnies, évêque de Tournai, à la Ville, de ses droits de juridiction sur les terrains de Wazemmes parcourus par la canalisation que le Magistrat fait établir du Plat du Molinel au pont d'Esquermes pour le service de la navigation du canal de La Bassée (Or., sc. de G. d'Ongnies, Demay 5960 ; pièce 2248). — 1566, 26 mars, n. st. : Quittance par Guilbert d'Ongnies d'une somme de 200 fl. délivrée par l'Argentier de Lille pour cession de droits de juridiction sur les terrains de Wazemmes (Or., pièce 2249). — 1583, 14 août : Acquisition par la Ville de terrains près du « rabat » de Wambrechies (Or., pièce 2250). — 1584, 20 avril : Lettres de purge de la maison contiguë au « rabat » de Wambrechies achetée par la Ville (Or., sceau de Jean Viron, lieutenant de la Gouvernance, pièce 2251). — 1584, 28 août : Lettres-patentes autorisant le Magistrat à faire curer le canal de La Bassée aux frais des riverains, suivant répartition arrêtée par la Chambre des Comptes (Or., pièce 2252). — 1598, 15 oct. : Consentement donné par Jean de Cambry, tuteur d'Adrienne de Cambry, pour l'établissement d'un « soellet » sur le canal de La Bassée, devant la cense de Lassus (Or., pièce 2253). — 1599, 17 mars : Accord entre Charles d'Havré, s<sup>r</sup> de Mallemaison, veuf de Philippine de Grutère, fille de feu Adrienne de Haudion, et le Magistrat, pour la construction d'une « morteau » au Wal de Deûlémont (Or., pièce 2254). — 1599, 15 déc. : Obligation au sujet de cet accord passée par Charles d'Havré avec le consentement de ses parents, Georges de Savari, écuyer, s<sup>r</sup> de Warcoing, et de François de Gherbode, écuyer (Or., pièce 2255 ; sceau de Jean Vanden Heere, écuyer, s<sup>r</sup> de Le Dicque). — 1603, 1<sup>er</sup> fév. : Autorisation donnée par le Conseil Privé au Magistrat de faire curer le canal de La Bassée aux frais des riverains d'Emmerin, Marquillies, Wavrin, Houplin, Santes, Emmerin, Loos et Esquermes (Or. sc. et affixe, pièces 2256, 2257). — 1606, 26 avril : Lettres en placard des Archiducs, sur requête du Magistrat de Lille, enjoignant au Conseil d'Artois de défendre l'extraction de la tourbe à trente pieds du cours de la Deûle, de



Courrières à La Bassée (Or. sc., avec affixes et sceau de la ville d'Arras, pièces 2258 à 2261). — 1610, 16 mars : Autorisation, sur requête d'Arnould Carlier, bourgeois de Lille, pour emprise sur la rivière venant des Jésuites, intéressant une maison rue Notre-Dame, devant l'hôtellerie d'Amiens (Or., pièce 2262). — 1614, 24 avril : Obligation de Jacques Legrou, fermier des moulins de Comines, pour l'ouverture des vannes amenant les eaux de la Deûle dans la Lys, au Wal de Deûlémont (Or., pièce 2263). — 1614, 25 août : Sentence provisionnelle du Conseil Privé au sujet du « rabat » du Wal de Deûlémont, contesté entre le Magistrat de Lille et l'abbaye de Messines (Or., pièces 2264 à 2266). — 1614, 1<sup>er</sup> sept. : Relation d'Arnould Carlier, huissier d'armes du Conseil Privé, au sujet du litige précédent (Or., pièce 2267). — 1615, 23 mai : Sentence du Grand Conseil de Malines condamnant Nicolas Du Chastel, vicomte d'Haubourdin, et Antoine Du Chastel, s<sup>r</sup> de Cavrinnès, pour avoir établi, au préjudice de la Ville, une prise d'eau sur le canal de La Bassée, à proximité d'Haubourdin (Or., pièce 2268). — 1616, 10 nov. : Evocation de cette affaire devant le Grand Conseil de Malines (Or., pièce 2269). — 1619, 28 sept. : Homologation par les Archiducs des conventions du 2 septembre 1619 y insérées, passées entre les villes de Lens et de Lille, pour l'établissement de 8 écluses entre ces deux localités et la construction de « Walles » en bonne maçonnerie, de façon à éviter le débordement des marchandises amenées par voie d'eau (Or., pièce 2270). — 1633, 28 avril : Déclaration du Magistrat renonçant aux contraventions à la police de la navigation dressées contre l'abbaye de Loos, après production des titres du couvent (Minute, pièce 2271). — 1674, 31 oct. : Arrêt du Conseil d'Etat concernant la juridiction du canal de La Bassée et l'acquisition des moulins de Billy-Berclau et de Pont-à-Don (Or., pièces 2272, 2273). — 1691, août : Autorisation donnée par Louis XIV pour la construction d'un pont-levis sur la Deûle, près l'abbaye de Marquette et la levée d'un péage sur les bateaux (Or., pièce 2274).

AA 124 (Carton). — 17 pièces parch., 8 pap., 3 sceaux.

**1285-1630. — RIVIÈRES. MOULINS ET FONTAINES.**

— 1285, mai : Vente au Magistrat par Henri, s<sup>r</sup> de Marbais et du Breuc, du cours d'eau de La Fallecque à Fives (Or., pièce 2275 ; sceau du s<sup>r</sup> de Marbais, Demay 1277 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 312). — 1286, 29 juillet : Règlement par le bailli de Lille du régime des eaux des moulins d'Esquermes et de Canteleu (Vid. de 1393, pièce 2276 ; Hautcœur, *Cartulaire I*, page 510). — 1462, 26 sept. : Mandement ducal adressé à la Gouvernance concernant le curage du Becquerel canalisé depuis le « Plasq de Fives » (Or., sceau secret, pièce 2277). — 1466, 19 juillet : Mandement ducal prescrivant aux riverains le curage du Becquerel (Or., pièces 2278 à 2280). — [Vers 1483] : Mémoire sur les travaux de canalisation du Becquerel et des fontaines de la Fontaine au Change, des Poissonniers, des Morts, de la rue des Sueurs, du couvent des Frères mineurs, de la Brasserie des Frères mineurs, de la Sotte-tresque, de la rue de l'Abbiette et du puits du cimetière de Saint-Maurice (Or., pièce 2281). — 1511, 13 juin : Lettres de défaut sur requête du Magistrat concernant l'entretien du Becquerel (Or. et affixe, pièces 2282, 2283). — 1515, 14 mars, n. st. : Commission exécutoire du Conseil de Flandre pour le curage du Becquerel (Or., pièces 2284, 2285). — 1515, 2 août : Autorisation donnée par le prince de Castille au Magistrat pour la construction d'une digue sur le « placq de Fives », pour empêcher la contamination de l'eau alimentant les fontaines de Lille (Or., pièce 2286). — 1519, 21 mai : Autorisation donnée par le Magistrat à Jean Trotier, prieur de Fives, pour plantations le long du nouveau fossé de la canalisation du Becquerel (Or., pièce 2287). — 1534, 1<sup>er</sup> mai : Autorisation donnée par les frères prêcheurs au Magistrat pendant une nouvelle période de cent ans, pour le passage d'une canalisation, entretenue par la Ville, à travers la maison de « Verlengehem », occupée par Guillaume Hangouart (Or. sc., pièce 2288). — 1539, 28 fév., n. st. : Conventions entre le Magistrat et Baudouin Vredière, écuyer, s<sup>r</sup> de Le Warwane, au sujet d'une canalisation rue des Malades, conduisant les eaux de la rivierette du « Plac » du Molinel dans



celles qui viennent du Becquerel (Or., sceau de Baudouin, Demay 1684 ; pièce 2289). — [Vers 1550] : Requête adressée par Marie du Mez, veuve de Grard de Hocron, pour une dérivation de l'eau du Wault (Or., pièce 2290). — 1601, 25 juin : Donation à la Ville par Marguerite de Gomiecourt, dame de « Ploich », du tréfonds d'un pont pratiqué dans la cense de Quikempois, à Flers, pour l'écoulement de l'eau des fortifications de Lille (Or. et copie, pièces 2291, 2291 A). — 1601, 2 oct. : Obligation du Magistrat pour l'entretien de ce pont (Or., pièce 2292). — 1604, 3 avril : Sommation faite par le Magistrat à Pierre de Termonde, s<sup>r</sup> de Bachy, et à Jean de Cassel, de s'abstenir de pêcher dans les fossés de la rivière du Wault (Or., pièce 2293). — 1608, 5 janvier : Cédula du Conseil Privé autorisant le maintien du canal du Rihour passant devant la construction des Jésuites, sur son ancien emplacement en raison des frais que soulèverait le nouveau tracé dans un sous-sol formé de « sablon bouillant » (Or. signé, pièce 2294). — 1609, 14 avril : Résolution du Magistrat, sur requête de Robert Gilles, au sujet de la fontaine de la rue Notre-Dame (Or., pièce 2295). — 1609, 16 juin : Résolution du Magistrat, sur requête d'Alard Rouloff, bourgeois de Lille, sollicitant une diminution pour droit de prise d'eau sur la rivière des Jésuites (Or., pièce 2296). — 1617, 23 fév. : Mémoire et résolution sur les réparations de la canalisation du Becquerel (Or., pièces 2297 et 2298). — 1630, 13 juil. : Conventions entre les échevins du comté d'Annappes, ceux de la seigneurie de Flers et le Magistrat pour l'établissement d'une canalisation en fonte déversant dans la Marque les eaux venant de Ronchin (Or., pièce 2299).

AA 125 (Carton). — 17 pièces parch., 4 pap., 11 sceaux.

**1347-1635.** — COURS D'EAU. ENTRETIEN. — 1347, janvier, n. st. : Accord entre le Magistrat et le Chapitre sur l'entretien des fortifications (Or., pièce 2300 ; Hautcœur, *Cartul.* II, 715). — 1411, 27 juil. : Mandement ducal à la Gouvernance portant obligation au clergé de contribuer à la réparation des fossés (Or., pièce 2301). — 1414, 23 juin : Mandement ducal au s<sup>r</sup> d'Hallewin, capitaine de

Lille, lui enjoignant d'obliger le clergé et les habitants à travailler aux fortifications, et à abattre les constructions même religieuses en dehors de la ville et autorisant l'approvisionnement par voie de réquisition, sauf indemnité (Or., sceau secret, pièce 2302). — 1415, 15 juillet : Déclaration du Magistrat et de Robert, s<sup>r</sup> de Wavrin, rapportant l'ordre donné aux habitants de Fromelles et de Wicres de contribuer aux réparations des fortifications de Lille (Or., sceau aux causes de la Ville et de Robert, s<sup>r</sup> de Wavrin, pièce 2303). — 1416, 21 août : Rôle nominatif des habitants de Lille devant des prestations arriérées pour les travaux de fortification (Or., pièce 2304). — 1421, 14 mai : Mandement ducal sur le curage des fossés des fortifications (Or., pièce 2305). — 1436, 25 mai : Mandement ducal sur le même sujet (Or. sc., pièce 2306). — 1436, 12 juin : Procès-verbal de la restitution par le Magistrat à l'Abbaye de Loos d'un pot d'étain saisi dans le Refuge de l'Abbaye, sur la Grande Chaussée, pour refus de contribution au curage des fossés, les religieux ayant prouvé leur droit d'exemption de cette charge (Or., seing notarié, pièce 2307). — 1443, 21 août : Obligation passée devant la Gouvernance par Jean Vredière, demeurant à Fretin, d'assurer le curage du fossé de la tour de Rihour se dirigeant vers la tour de l'Ange (Or., sceaux de Baudouin Meurin et Jean de Ligny, dit Galois, auditeurs de la Gouvernance, pièce 2308). — [1450], 16 avril : Injonction du duc au prévôt de Lille et aux échevins pour l'établissement d'un gué sur le fossé entourant la Motte du Châtelain, près de la Maison de Pierre d'Ypres dit Riffars (Or. sc., pièce 2309). — 1452, 25 mai : Mandement ducal à la Gouvernance pour faire assurer le service du guet dans les fortifications et travaux extraordinaires entrepris pour assurer la sécurité de la ville pendant la révolte de Gand par tous les habitants, même appartenant à la noblesse et au clergé, à l'exception des gens de l'hôtel ducal, la ville ayant été répartie en centaines, cinquantes, dizaines et quarteniers pour assurer sa défense (Or. sc., pièce 2310). — 1453, 10 mai : Lettres-patentes ducales portant que les commis chargés de la surveillance des travaux de la ville, notamment à l'occasion des fortifications, ne seraient plus pris parmi les échevins, trop absor-



bés par le service judiciaire (Or. sc., pièce 2311). — 1518, 27 avril : Déclaration notariée sur le préjudice causé à la ville par Jacquemine Le Vignier, veuve de Jean François, par un empiétement sur le fossé de la ville, paroisse de St-Etienne (Or., pièce 2312). — 1525, 9 juin : Lettres du Chapitre sur son appointment avec le Magistrat au sujet de la nouvelle muraille placée derrière les maisons canoniales (Or., pièce 2313). — 1541, 30 avril : Mandement de Charles-Quint à la Gouvernance portant interdiction de bâtir à moins de 1.400 pieds des nouvelles portes et fortifications de Lille (Or. sc., pièce 2314). — 1556, 17 fév., n. st. : Avis donné par Charles de Hauteclouque, maître des ouvrages fortifiés d'Artois et par Jean du Pont, maître des ouvrages de Béthune, sur les travaux à faire aux fortifications de Lille, notamment au château, à la porte de Courtrai, à la porte de Fives, à la digue du Becquerel, au pont du Château, aux boulevards de la Noble Tour et de la Porte des Malades, à la porte St-Sauveur, à la Tour aux « Fouans », à la porte de La Barre, à la plateforme près du moulin de Le Sauch, à l'arc au bout du Gars et à la porte St-Pierre (Or., cahier de 10 feuillets, pièce 2315). — 1578, 16 janv. : Lettres-patentes de Philippe II enjoignant aux clergé, nobles, officiers et magistrats de contribuer avec les autres habitants aux charges des fortifications suivant la répartition fixée par les échevins (Or., pièce 2316). — 1578, 26 mars : Autorisation donnée au Magistrat par l'archiduc Mathias, gouverneur des Pays-Bas, de couper 200.000 fascines dans la forêt de Nieppe pour la fortification (Or. sc., pièce 2317). — [Vers 1599] : Sentence du Conseil de Flandre sur le procès entre le Chapitre Saint-Pierre et le Magistrat au sujet des « postils » placés par le chapitre sur les fortifications derrière les maisons claustrales (Cop., pièce 2318). — 1635, 6 juillet : Lettre à cachet de l'Infante d'Espagne enjoignant aux privilégiés de contribuer aux charges des fortifications (Or. sc., pièces 2319 et 2320).

AA 126 (Carton). — 3 pièces parch., 1 pap., 2 sceaux.

**1469-1609.** — NAVIGATION. POLICE. — 1469, 20 juil. : Obligation de la ville de Douai pour les frais demandés au Magistrat de Lille au sujet du procès

contre les bateliers de Gand (Or., pièce 2321). — 1527, 7 nov. : Obligation des échevinages de Lille et Béthune pour les frais de la procédure contre la ville d'Armentières prétendant établir une canalisation par le pays de l'Alieu pour assurer le transport fluvial sans passer par Béthune et Lille (Or. sc., pièce 2322 et cédula du 24 fév. 1528, n. st., pièce 2323). — 1609, 9 oct. : Cédula du Conseil Privé portant que l'interdiction du travail les jours fériés, édictée par le placard du 20 sept. 1607, est restreinte en ce qui concerne le charroi et la navigation, à la durée de la grand'messe, du sermon et des vêpres (Or., pièce 2324).

AA 127 (Carton). — 3 pièces parchemin.

**1473.** — ETATS DE LA CHATELLENIE. OFFICES. — 1473, 27 mars, n. st. : Lettres-patentes, sur requête des Etats, portant que les offices de baillis, prévôts et autres charges des villes et du plat pays de Lille ne pourront être affermés qu'après avis de la Chambre des comptes ou de la Gouvernance (Or. sc., pièce 2325). — 1473, 27 mars, n. st. : Lettres-patentes, sur requête des Etats, portant que le duc s'abstiendra de disposer des offices locaux pour ses serviteurs (Or., pièce 2326). — 1473, 27 mars, n. st. : Engagement pris par le duc de Bourgogne de ne disposer d'aucun office à la nomination des échevinages, sur remontrance faite par les Etats de la châtellenie de Lille à l'occasion de l'aide annuelle de 500.000 écus accordée pour 6 ans (Vidimus de 1513, pièce 2327).

AA 128 (Carton). — 23 pièces papier, 22 cachets.

**1629-1650.** — ETATS DE LA CHATELLENIE. CONVOCATIONS. — 1629, 13 nov.-1631, 8 oct. : Convocations adressées par l'archiduchesse Isabelle au Magistrat pour les sessions des Etats de la châtellenie de Lille, Douai et Orchies devant se tenir à Lille le 30 nov. 1629, les 25 janvier, 15 mai et 3 nov. 1630, les 26 février, 2 juillet et 22 octobre 1631 (Or. sc., et signés, pièces 2328 à 2334). — 1636, 18 fév.-22 janvier 1639 : Convocations adressées au Magistrat par Ferdinand, infant d'Espagne, pour les sessions devant se tenir à Lille les 28 fév. et 29 oct. 1636, les 6 janvier et 5 avril 1637, et le 8 fév. 1639



(Or. sc., et signés, pièces 2335 à 2339). — 1646, 20 oct. : Convocation adressée par le marquis de Castel Rodrigo pour la session se tenant le 7 nov. à Lille (Or. signé, pièce 2340). — 1647, 15 avril-30 juillet 1648 : Convocations du Magistrat par Leopold-Guillaume, archiduc d'Autriche, pour les sessions devant se tenir à Lille les 2 mai, 29 sept., 15 nov. et 17 nov. 1647, les 20 avril, 12 mai et 24 août 1648 (Or. sc., pièces 2341 à 2347). — 1650, 1<sup>er</sup> mars-7 sept. : Lettres de créance délivrées par Léopold-Guillaume, Gouverneur des Pays-Bas, pour le comte du Rœulx, gouverneur de Lille, et en son absence pour René de Vos de Steenwyck, président de la Chambre des Comptes, à l'occasion des sessions des Etats devant se tenir à Lille (Or., cachets du Conseil Privé, pièces 2348 à 2350).

AA 129 (Carton). — 36 pièces parch., 14 pap., 4 sceaux.

**1415-1675.** — ETATS DE LA CHATELLENIE. AIDES. — 1415, 30 avril : Mandement de Philippe, comte de Charolais, gouverneur de Flandre et d'Artois, adressé au Gouverneur de Lille, portant obligation pour les gens d'église de contribuer à l'aide imposée à la ville (Or., pièce 2351). — 1415, 11 mai : Mandement du comte de Charolais enjoignant au Gouverneur de Lille de répartir sur le clerge de la châtellenie une aide de 250 écus, avec le concours de Dreve Sucquet, maître des comptes et Emond de Bourgogne, conseiller (Or., pièce 2352). — 1437, 20 mars, n. st. : Commission donnée par le duc à Daniel Thieulaine et Simon de St-Genois pour la levée de l'aide de 15.000 philippus d'or accordée par la châtellenie de Lille pour la solde trimestrielle de 500 hommes d'armes levés pour défendre la frontière contre les Anglais (Vidimus du 8 avril délivré par Henri de Termonde, lieutenant de la Gouvernance, avec sceau de cette juridiction, pièce 2353). — 1468, 8 avril, n. st. : Autorisation donnée par le duc de Bourgogne au Magistrat pour se procurer, par l'augmentation du droit d'assis, les ressources nécessaires à l'aide de 18.000 livres accordée au souverain pour les dépenses faites lors de la rébellion du Pays de Liège et celles de son prochain mariage (Or., pièces 2354 à 2356). — 1472, 23 mai : Autorisation donnée par le duc au Magistrat de lever, par un droit d'assis, le capital d'une rente

de 1.200 livres aliénée par le Magistrat pour les besoins du prince (Or. sc., avec lettres d'attache de la Ch. des comptes, pièces 2357, 2358). — 1475, 29 juil. : Appointement entre le Chapitre et l'Echevinage portant contribution volontaire de la collégiale de 900 livres pour aider au paiement des sommes réclamées par le souverain (Or., seing du notaire Jacques de Becque, pièce 2359). — 1505, 24 avril : Assignation par le souverain au profit de la Ville d'un revenu de 1.000 florins sur les revenus de la couronne en compensation de l'aide de 16.000 l. accordée pour la guerre de Gueldre (Or. avec quittance scellée, pièces 2360 et 2361). — 1521, 26 juillet : Attestation par Jacques de Themisicke, receveur des aides de Lille et Guillaume Hangouart, argentier de la Ville, d'un dépôt à la Chambre des comptes d'une quittance de 12.000 livres à valoir sur les sommes dues par la châtellenie (Or., pièce 2362). — 1522, 1<sup>er</sup> mai : Quittance par Jean Micault, receveur général des finances de l'Empereur, de 16.000 livres délivrées par Guill. Hangouart, argentier de Lille, pour la contribution de la ville à l'aide accordée à Charles-Quint pour ses voyages d'Angleterre et d'Espagne (Or., signet des Finances, pièce 2363). — 1529, 22 mai : Délibération du Magistrat de Lille et des députés de la Châtellenie sur l'aide de 24.000 livres sollicitée pour le voyage d'Italie et les dépenses du couronnement impérial, portant qu'en ce qui concerne le subsidie demandé pour le mariage de Charles-Quint et la naissance de son fils, ils sont exempts de cette charge (Or., pièce 2364). — 1529, 26 mai : Acceptation par les députés des Etats de Lille de l'aide de 24.000 l. destinée au voyage et au couronnement de l'Empereur (Or. et affixes, pièces 2365 à 2368 ; signature de Marguerite d'Autriche). — 1529, 3 juillet : Consentement donné par le Magistrat, sollicité par Marguerite d'Autriche, pour prêter le sceau échevinal en le déposant entre les mains de Guillaume de Landas, président de la Chambre des comptes, et de Jacques Février, maître des comptes, afin de permettre la levée par anticipation d'une aide de 24.000 l. sous forme d'aliénation de rentes, destinée au voyage impérial en Italie (Cop., pièce 2369). — 1537, 25 avril : Cédula du Conseil Privé sur la part contributive de la châtellenie de Lille fixée à 40.000 livres dans l'aide de 200.000 carolus par mois pendant une



période de six mois, donnée par les Etats des Pays-Bas pour repousser les troupes du roi de France menaçant l'Artois (Or., pièce 2370). — 1538, 13 janv., n. st. : Autorisation donnée par Charles-Quint à la Ville de Lille de prélever, sur le produit de l'aide, une somme de 4.000 l. avancée par le Magistrat pour garantir, auprès des marchands d'Anvers, le paiement de semblable somme due pour la solde des troupes en Artois (Or., pièce 2371). — 1557, 5 avril, n. st. : Quittance délivrée par Jean Wouters, receveur général de l'empereur, au receveur général des aides de Flandre d'une somme de 50.000 livres à valoir sur la somme de 100.000 livres promise par les Etats de Flandre pour garantie d'un prêt consenti par les marchands d'Anvers pour dépenses de guerre (Or. sc., pièce 2372). — 1557, 5 avril, n. st. : Autre quittance délivrée par le même officier pour une somme de 30.000 l. (Or. sc., pièce 2373). — 1557, 5 avril, n. st. : Autre quittance du même pour 20.000 l. (Or. sc., pièce 2374). — 1558, 27 nov., Bruxelles : Lettre d'Emmanuel-Philibert, duc de Savoie, aux Etats de la châtellenie de Lille, déclarant injustifiée l'opposition du clergé et de la noblesse au paiement de l'aide de 100.000 livres accordée en 1556 par les Etats (Or. signé, pièce 2375). — 1559, 16 avril : Lettre à cachet de Philippe II au Magistrat pour le paiement de l'aide (Or. signé, pièce 2376). — 1559, 25 avril : Lettre à cachet de Philippe II priant les Etats de la châtellenie de maintenir Philippe Hangouart en possession de son office de receveur des aides pendant les neuf années formant l'exercice de ce subsidie (Or. signé, pièce 2377). — 1559, 27 avril, Bruxelles : Lettre d'Emmanuel-Philibert aux mêmes fins (Or. signé, pièce 2378). — 1559, 30 mai, Bruxelles : Lettre du même, priant les Etats de Lille de remettre à Jean de Pundere 15.000 florins à valoir sur l'aide de 30.000 fl. accordée pour le licenciement des troupes, le reliquat devant être payable à la Toussaint sous forme d'obligation au profit de Gaspard Schetz, s<sup>r</sup> de Grobbendonck. Les Etats devront, en outre, payer 5.000 l. sur une autre aide de 70.000 l. (Or. signé, pièce 2379). — 1559, 3 juillet : Lettre de Philippe II sur le paiement des 30.000 l. dues par les Etats de Lille pour le licenciement des troupes (Or. signé, pièce 2380). —

1559, 22 juil. : Lettre du Magistrat de Douai à celui de Lille sur le paiement de cette aide (Or., pièce 2381). — 1559, 12 août : Lettre de Marguerite de Parme régente des Pays-Bas, priant le Magistrat de remettre au s<sup>r</sup> de Bollenville, président des comptes, 4.000 écus à valoir sur le produit de l'aide pour assurer le licenciement des régiments du comte de Meghen et du feu s<sup>r</sup> de Carondelet, foulant journellement les gens du plat pays (Or. signé, pièce 2382). — 1562, 26 août : Assignation par le Conseil des Finances de 6.400 l. en faveur du Magistrat à valoir sur les sommes avancées par la ville de Lille, dont détail est spécifié (Or., pièce 2383). — 1567, 19 déc. : Autorisation donnée par Philippe II aux Etats de la châtellenie pour la levée d'un capital de 29.100 l. par voie de constitution de rente, somme représentant leur participation à l'aide de trois ans (Or., pièce 2384). — 1568, 21 juin : Autorisation donnée par le roi aux Etats de Lille pour se faire rembourser sur le produit de la prochaine aide, la somme de 60.000 l. avancée au souverain (Or., pièce 2385). — 1570, 19 juil. : Autorisation donnée aux Etats de Lille d'établir un impôt pour l'entretien de la maréchaussée (Or., pièce 2386). — 1578, 28 juin : Autorisation donnée par le roi aux baillis des quatre Hauts Justiciers de lever une somme de 10.000 livres destinée à l'achèvement des fortifications de Lille (Or., pièce 2387). — 1613, 23 janv. : Lettres-patentes des Archiducs autorisant les Etats de Lille à recouvrer le montant de l'aide de 250.000 florins accordée au souverain même sur les terres exemptes enclavées dans le territoire de la châtellenie telles que Blaton, Linselles et Verderue, Estevelles-Empire, Fretin, Chérenge, Tressin, Leers, Willems, Blandain, Ennechin sous le vieux château de Courtrai, Marcq-en-Barœul, Herlies, Aubers, Lewarde, Waziers et Raimbeaucourt (Or. sc., pièce 2388). — 1631, 1<sup>er</sup> avril : Lettre de l'archiduchesse Isabelle sur le paiement de l'aide demandée aux Etats (Or. avec affixe, pièces 2389, 2390). — 1647, 8 juil, camp de Landrecies : Lettre de l'archiduc Léopold-Guillaume garantissant au Magistrat l'exemption du logement des troupes moyennant un don gratuit de 50.000 florins en supplément des 50.000 fl. déjà accordés (Or. signé, pièce 2391). — 1650, 20 janv. : Autorisation donnée par Philippe IV aux Etats pour sub-



venir aux dépenses du pont de pierre sur la Deûle, à Canteleu, destiné à remplacer le pont de bois, avec permission de lever, pendant six ans, un droit de 5 sous par bateau pour les intérêts et le remboursement du capital (Or. sc., pièce 2392). — 1670, 12 juillet : Supplique adressée par le Magistrat au marquis de Louvois pour faire cesser l'opposition des baillis des Quatre Hauts Justiciers de la Châtellenie et celle du Chapitre Saint-Pierre, à l'exécution des conventions passées avec le roi de France sur la subvention de 200.000 livres avancée en partie par la Ville (Or., avec lettre originale de Louvois, pièces 2393, 2394). — 1673, 31 août : Quittance de 57.484 l. délivrée à la Ville par le garde du Trésor royal, pour sa participation à l'aide votée par les Etats (Or., pièces 2395 et 2396). — 1674, 29 sept. : Autre quittance de 57.483 l. 19 s., pour la même cause (Or., pièces 2397 et 2398). — 1675, 9 sept. : Autre quittance de 54.795 l. (Or., pièce 2399). — 1675, 17 sept. : Arrêt étendu du Conseil souverain de Tournai sur l'instance entre Baudouin Tayenne, receveur des aides, contre Vincent du Retz (Or., pièce 2400).

AA 130 (Carton). — 2 pièces parch., 3 pap., 2 sceaux.

**1629-1635.** — ETATS DE LA CHATELLENIE. PROCÈS-VERBAUX ET ASSIETTE DE L'AIDE. — 1629, 13 déc. : Répartition par paroisse d'une somme de 28.498 l. levée sur la châtellenie, en exécution des lettres-patentes du 6 juin 1589 (Or., signet de la Chambre des Comptes de Lille, pièce 2401). — 1630, 11 et 12 juin : Procès-verbaux des Etats de la Châtellenie de Lille (Or., pièce 2402). — 1630, 25 sept. : Lettre de l'archiduchesse Isabelle au Magistrat sur sa participation à l'aide de 60.000 fl. votée par les Etats (Or. signé, sc., pièce 2403). — 1631, 9 avril : Lettre de l'archiduchesse renouvelant ses instances pour le recouvrement de l'aide (Or. signé, sc., pièce 2404). — 1635, 19 sept. : Ordonnance du Conseil Privé portant surséance du procès entre les Etats et le clergé de la Châtellenie au sujet d'impôts (Or., pièce 2405).

AA 131 (Carton). — 3 pièces parchemin, 2 sceaux.

**1597-1678.** — ETATS DE LA CHATELLENIE. CONSTITUTION DE RENTES. — 1597, 8 fév. : Rente constituée au profit de Louis de Landas, écuyer, s<sup>r</sup> de Merlin (Or., sceau des Quatre Hauts Justiciers et de l'Echevinage, pièces 2406, 2407). — 1648, 3 nov. : Quittance de 700 fl., prix d'achat d'une rente de 43 fl. 15 patars sur les Etats de la châtellenie, passée le 30 juin 1597 au profit de Jean Collart et rachetée par la veuve Desruielle (Or., pièce 2408). — 1678, 16 juil. : Rente de 100 fl. au profit de Pierre Cambier, premier conseiller pensionnaire de la Châtellenie, moyennant versement d'un capital de 2.000 fl. (Or., sceau des Quatre Hauts Justiciers, pièce 2409).

AA 132 (Carton). — 15 pièces parch., 6 pap., 10 sceaux.

**1405-1645.** — PRÊTS AU SOUVERAIN. — 1405, 23 mai, Ypres : Mandement ducal enjoignant à Jean de Belery, commis de la recette générale des finances, de rembourser 1.000 fr., somme avancée par la Ville au souverain (Vidimus du 25 sept. 1406 avec sceau de la Gouvernance, pièce 2410). — 1421, 23 juil. : Déclaration faite au nom de la Ville par Pierre Cauvet, au sujet de la garantie donnée à Philippe de Bourghelles, Jacques Lalours, Jacques Alaerd et Guillaume Delemotte, bénéficiaires de rentes viagères sur la maison de Lotard Frumault, changeur à Lille (Or., seing du notaire Jean de Coleghem, pièce 2411). — 1421, 3 oct. : Prêt de mille écus consenti par Jean de Pressy, conseiller ducal, en faveur du souverain et garanti par une rente viagère au denier dix de cent écus, réversible sur sa fille Mariette de Pressy, gagée par le Magistrat, suivant contrat concernant un prêt de 10.000 écus consenti au prince par divers personnages, tels que Jean de Thoisy, évêque de Tournai, chancelier ducal, Jean, s<sup>r</sup> de Roubaix et de Herzelle, avec droit viager pour ses deux batards Alardin et Hélène de Roubaix, Gui Guilbaut, receveur général, avec réversibilité sur sa fille Péronne, Becquet de Lattre, avec réversibilité sur Michelle Bataille, sa femme, Mahyenet Regnauld, maître de la Chambre aux deniers, réversible sur Philippot Fremault, Dreve Sucquet, maître de la



Chambre des Comptes, réversible sur sa fille Catherine, et Joye Artu, sa femme, Guérin Sucquet, maître de la Chambre des Comptes, Roland Dubois, maître de la Chambre des Comptes, réversible sur Isabelle Vrete, sa femme, et Guiot Dubois, son bâtard, Jacques de La Tanerie, conseiller ducal, réversible sur Catherine de La Tanerie, sa fille, femme du s<sup>r</sup> de Croix, bailli de Lille, et sur Jeanne de Cuinghien, femme dudit Jacques, ainsi que sur Jeanne de La Tanerie, femme de Robert Le Courtisien, écuyer, Lotard Fremault, changeur, Jean de La Halle, fils de Jean Tavernier (Or. sc. inc., pièce 2412). — 1425, 28 nov. : Garantie donnée devant la Gouvernance par Gui Guilbaut, Garin Sucquet, Roland Du Bos et Wauquier Delattre, demeurant à Lille, pour la constitution de 400 l. de rente viagère en faveur de diverses personnes (Or., sceau de Guillaume Du Bos, auditeur de la Gouvernance, pièce 2413). — 1426, 16 mars, n. st. : Obligation par Joye Artu, veuve de Dreve Sucquet, envers le Magistrat, pour dépens de l'appel en Conseil de Flandre pour la cause de Jean Utenhove (Or., pièce 2414). — 1429, 9 mars, n. st. : Obligation de Lotard Fremault, maître de la Chambre des Comptes, pour une rente viagère constituée au profit de Jacques Le Prévot (Vidimus du 21 juillet 1441, pièce 2415). — 1429, 10 mars, n. st. : Lettres de garantie devant la Gouvernance données par Jean de Thoisy, évêque de Tournai, Gui Guilbaut, receveur des finances du duc, et Lotard Fremault, pour la constitution sur le domaine communal d'une rente de 300 écus représentant un capital de 3.000 écus (Or. sc., pièce 2416). — 1490, 6 nov. : Cédula d'Engelbert, comte de Nassau, lieutenant général en Flandre, garantissant en cas de guerre avec la France les obligations contractées par le Magistrat envers les habitants de Tournai pour un prêt de 6.000 l. consenti au souverain (Or., pièce 2417). — 1491, 19 mars, n. st. : Autorisation du Magistrat sur la levée par anticipation de l'aide de 2.000 l. accordée au souverain (Or., pièce 2418). — 1557 : Memorandum par Gaspard Schetz des sommes et intérêts des obligations souscrites par la ville au profit du roi s'élevant à 117.926 l. 7 s. 6 d., somme comprenant celle de 100.000 l. que la ville s'était engagée à payer aux marchands

d'Anvers pour le 15 fév. 1557, n. st. (Or., pièce 2419). — 1612, 28 août : Engagement par le souverain au profit du Magistrat de revenus domaniaux à Lille, sur la Vieille Halle et le Beauregard, en garantie d'un prêt de 75.000 l. accordé pour le rachat partiel de la saunerie de Salins, en exécution du Partage de Chalon consenti en faveur de l'Archiduc par le prince d'Orange, recevant en compensation la seigneurie de Tournhout (Or., pièces 2420 et 2421). — 1625, 30 août, Dunkerque : Lettres de Philippe IV garantissant le prêt fait par la Ville pour les besoins de la guerre, d'une somme de 150.000 florins (Or. sc., pièce 2422). — 1630, 22 nov. : Lettre du Conseil des Finances sollicitant du Magistrat un prêt de 20.000 fl. (Or. sc., pièce 2423). — 1631, 27 fév. : Autre sollicitation pour un prêt de 38.000 fl. gagé sur la seigneurie de Peteghem-lez-Audenarde (Or., pièces 2424, 2425). — 1632, 10 avril : Garantie domaniale donnée par le roi pour un prêt de 30.000 l. consenti par le Magistrat Or. sc., pièce 2426). — 1632, 14 août : Autre garantie pour un prêt de 35.000 l. (Or. sc., pièce 2427). — 1643, 30 avril et 3 juillet : Garantie sur la recette de Cassel d'un prêt de 60.000 flor. (Or. sc., pièces 2428 et 2429). — 1645, 26 janv. : Garantie donnée par le souverain sur les revenus de la forêt de Mormal, d'un prêt de 64.000 fl. consenti par le Magistrat (Or. sc., pièce 2430).

AA 133 (Carton). — 14 pièces parchemin, 2 sceaux.

**1314-1361.** — IMPÔTS. DROITS D'ASSIS. — 1314, 26 oct., Lagny : Prorogation par le roi de France, pour trois ans, de la maltote et de l'assis accordés au Magistrat de Lille (Or., pièce 2431). — 1325, 2 déc., Elbeuf : Prorogation d'impôt accordée par Charles IV pour un an (Or., pièce 2432). — 1326, 4 juin, Saint-Christophe en Hallate : Prorogation d'assis pour 3 ans sous condition de remboursement par le Magistrat de 1.200 l. t. prêtées au souverain par Milon de Noeriis (Or., pièce 2433). — 1330, 5 sept., Paris : Prorogation d'assis accordée pour 5 ans par Philippe VI (Or., pièce 2434). — 1335, 8 juil., Paris : Prorogation de 6 ans accordée par Philippe VI au Magistrat du droit d'assis sur les denrées et marchandises,



en considération des pertes subies par la Ville de Lille pendant la guerre de Flandre (Or., pièce 2435). — 1339, 26 nov., Bois de Vincennes : Mandement royal autorisant un droit d'assis pour les fortifications de Lille (Or., pièce 2436). — 1344, 28 sept., Saint-Germain-en-Laye : Prorogation de 4 ans accordée par le roi pour l'assis destiné aux frais des fortifications (Or., pièce 2437). — 1345, 1<sup>er</sup> déc. : Prorogation du droit d'assis (Or., pièce 2438). — 1355, 18 avril, Lille : Octroi pour 5 ans par le roi de France au Magistrat d'un droit d'assis sur les vins et denrées (Vidimus délivré par le Chapitre Saint-Pierre, 25 avril 1357, pièce 2439). — 1356, 2 oct., Paris : Concession d'un assis sur les vins par le Dauphin (Or. sc., pièce 2440). — 1357, avril, n. st. : Autorisation donnée par la Gouvernance au Magistrat pour la levée d'un assis sur le bétail et diverses denrées accordé par les lettres-patentes précédentes (Or., pièce 2441). — 1357, 10 mai, Paris : Prorogation de l'assis (Or. sc., pièces 2442, 2443). — 1361, 16 juin : Octroi par le roi d'un assis pendant huit ans en compensation de leur participation à la rançon du souverain (Or., pièce 2444).

AA 134 (Carton). — 36 pièces parchemin, 7 sceaux.

**1369-1477.** — IMPÔTS ET DROITS D'ASSIS. — 1369, 15 août : Lettres-patentes de Louis, comte de Flandre, prorogeant du 14 juin au 8 sept. la levée de l'assis accordé à la Ville, le nouveau souverain se réservant la sixième partie du produit (Or. sc., pièce 2445). — 1369, 29 août : Autorisation donnée par le même au Magistrat de lever divers assis sur le vin, la bière et diverses denrées, sous réserve du sixième au profit du souverain (Or., pièce 2446). — 1370, 3 sept.-8 oct. 1383 : Autres autorisations des droits d'assis accordées par Louis, comte de Flandre (Or., pièces 2447 à 2460, cette dernière munie du sceau secret). — 1388, 2 fév., n. st., Paris : Autorisation d'un droit d'assis accordée pour un an par Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, au profit du Magistrat, sous réserve du quart pour le souverain (Or., pièce 2461). — 1389, 4 août-1403, 7 oct. : Renouvellement des droits d'assis accordés au Magistrat (Or., pièces 2462 à 2466). — 1406, 18 oct.-4 oct. 1418 : Renouvellement des

droits d'assis par les ducs de Bourgogne (Or., pièces 2467 à 2472). — 1425, 30 juil. : Prolongation pour 3 ans de l'assis sur les boissons et interdiction de vente sur les paroisses de Wazemmes, Fives, La Madeleine, St-André, St-Sauveur et Ste-Catherine (Or., pièce 2473). — 1431, 12 août : Autre prolongation portant interdiction de vendre les boissons dans un rayon inférieur à 3 cents en dehors de la circonscription urbaine (Or., sc. secret ducal, pièce 2474). — 1431, 25 sept. : Commission de la Gouvernance pour la publication du mandement précédent (Or., pièces 2475, 2476, sceaux de B. de Lannoy, gouverneur de Lille et de Jean d'Estaires, sergent de la Gouvernance). — 1436, 26 mai : Crue d'assis accordée par le duc au Magistrat en compensation du subside donné par la Ville pour le siège de Calais (Or. sc., pièce 2477). — 1473, 27 mars, n. st. : Crue d'assis en compensation de la participation de la ville (5.800 l.) à la taxe de la Châtellenie (14.800 l.) dans l'aide de 500.000 écus accordée pour 6 ans au Souverain (Or., pièce 2478). — 1474, 12 oct. : Crue d'assis sur les cervoises brassées hors de la ville (Or., pièce 2479). — 1477, 3 mars, n. st., Gand : Lettres-patentes de Marie, duchesse de Bourgogne, autorisant une crue d'assis sur les vins et cervoises à Lille et l'aliénation de 200 l. de rentes viagères (Or., sceau de Marie, pièce 2480).

AA 135 (Carton). — 33 pièces parchemin, 19 sceaux.

**1485-1599.** — IMPÔTS. DROITS D'ASSIS ET DROITS DIVERS. — 1485, 17 oct. : Lettres-patentes de Maximilien et de Philippe le Beau prolongeant de trois ans le droit d'assis (Or. avec sceau des archiducs, pièce 2481). — 1564, 21 juil. : Lettres-patentes de Philippe II accordant divers octrois à la Ville de Lille pour subvenir au service de 15.025 l. 8 s. 10 d. de rentes aliénées au profit du souverain représentant un capital de 109.155 l. 10 s. (Copie du 29 juillet suivant, pièce 2482). — 1566, 26 oct. : Autorisation donnée par Philippe II au Magistrat pour la levée d'un droit d'un patar par lot de vin pour subvenir à la solde des gens de guerre affectés à la garde de la ville (Or., pièce 2483). — 1566, 16 déc. : Nouvelle autorisation pour la perception de ce droit (Or., pièce 2484). — 1567, 8 janvier, n. st. : Autorisation donnée par Philippe II au Magistrat pour la levée de divers droits



sur les boissons, les étoffes et diverses denrées suivant un tarif détaillé après entente avec le Chapitre St-Pierre (Or., pièce 2485). — 1568, 17 juil. : Autorisation par le roi pour la perception d'un droit sur le poisson de mer (Or., sceau de Philippe II, pièce 2486). — 1568, 20 sept. : Autorisation donnée par le roi pour porter à 1 gros le droit précédent d'un patar sur chaque lot de vin pour permettre à la ville de constituer pour 6.131 l. 8 s. de rentes héritières (Or., pièces 2487). — 1570, 4 fév., n. st. : Autorisation d'impôts pour les frais de la garnison espagnole (Or., pièce 2488). — 1571, 7 avril, n. st. : Prorogation par le roi pour 3 ans des impôts accordés par l'autorisation précédente pour indemniser les habitants des frais de logement du 4 oct. 1569 au 2 juillet 1570 de dix enseignes de soldats espagnols (Or., pièce 2489). — 1574, 8 mai : Autorisation donnée à la Ville par le roi pour continuer la levée du droit d'un patar par lot de vin et en affecter le produit au paiement des arrérages de rentes (Or., pièce 2490). — 1574, 4 oct. : Avis de la Chambre des comptes favorable à la perception par la Ville d'un droit de trois mailles sur le cuir (Or. sc., pièce 2491). — 1576, 11 fév. : Apostille du Conseil Privé autorisant le Magistrat à continuer la perception de certains droits sur la bière pour subvenir aux frais d'assistance nécessités par la peste (Or. signé Luis de Requesens, pièce 2492). — 1581, 23 oct. : Prorogation de 3 ans concernant les impôts accordés à la Ville (Or., pièce 2493). — 1582, 6 mars : Autorisation de lever le droit d'un patar sur chaque tonneau de bière (Or. sc., pièce 2494). — 1583, 1<sup>er</sup> août : Autorisation de lever pendant six mois un droit de un gros par tonneau de bière et de deux gros par tonneau contenant une autre boisson (Or., pièce 2495). — 1584, 12 mai : Autorisation de percevoir des droits sur la bière (Or., pièce 2496). — 1585, 17 oct. : Autorisation de percevoir un patar par tonneau de bière au profit de la Bourse commune des pauvres (Or. sc., pièce 2497). — 1587, 18 mars : Autorisation de lever pendant trois ans un droit d'escat dont le produit servirait aux frais des banquets du renouvellement de la Loi avec détails sur cette coutume (Or., pièce 2498). — 1587, 2 sept. : Autorisation de percevoir un droit d'un patar « sur tous draps d'or, d'argent, velours, saltins, damas et autres drapz de soye » dont le produit sera

affecté au service des rentes (Or., pièce 2499). — 1588, 23 oct. : Renouvellement pour deux ans du droit d'un patar par tonneau de bière et de 2 patars par rondelle de double bière pour suppléer à l'insuffisance des ressources de la Bourse des pauvres et à l'indigence des habitants éprouvés par la crise de la sayetterie et de la draperie (Or., sceau de Philippe II, pièce 2.500). — 1589, 5 juin : Lettres-patentes de Philippe II accordant à la Ville un droit de 2 patars par livre sur la vente des maisons ainsi que d'autres droits pour subvenir aux dépenses d'assistance devenues très lourdes depuis l'afflux des gens chassés de Tournai, Ypres et Menin, villes qui ne s'étaient pas réconciliées avec les provinces wallonnes (Or. sc., pièce 2.501). — 1589, 4 août : Continuation pour 3 ans du droit sur les boissons avec affectation aux dépenses d'assistance (Or. sc., pièce 2502). — 1591, 1<sup>er</sup> mars : Autorisation de lever des droits sur les « chambgeant », le satin, l'« ostade » et la « trippe de velour » (Or. sc., pièce 2503). — 1592, 11 mars : Continuation pendant 3 ans du droit sur les bières (Or. sc., pièce 2504). — 1592, 18 juin : Continuation pendant trois ans des droits sur les boissons, sur les ventes de maison, avec affectation du produit aux travaux et au service des rentes (Or. sc., pièce 2505). — 1594, 4 mars : Autorisation de lever pendant trois ans certains impôts sur les boissons et diverses denrées, avec affectation aux travaux de fortifications (Or. sc., pièce 2506). — 1595, 17 juil. : Continuation pendant trois ans des droits sur les bières, avec affectation à l'assistance des victimes de la vie chère et de la crise commerciale (Or. sc., pièce 2507). — 1597, 28 juil. : Création de droits sur la bière et l'indigo, avec affectation du produit à l'assistance des enfants pauvres et aux dépenses nécessitées par l'épidémie ayant contaminé 72 maisons et 50 huttes (Or., pièce 2508). — 1597, 21 août : Cédula du Conseil Privé interprétant l'octroi à la Ville d'un impôt sur l'indigo (Or., pièce 2509). — 1597, 6 sept. : Continuation des droits dont le produit est affecté à la défense de la ville menacée par les Français (Or., sc., pièce 2510). — 1598, 10 juil. : Droits sur la bière et le keute dont le produit est affecté à l'assistance des pauvres (Or. sc., pièce 2511). — 1598, 18 août : Création d'un nouveau droit de 18 s. t. sur la forte bière, pendant trois ans, affectation du produit aux dépenses de



l'incorporation du grand boulevard de l'ancien château dans le système des fortifications et à celles de l'écoulement de la Deûle contaminée par les eaux industrielles provenant des teintureries, des tanneries et autres établissements (Or. sc., pièce 2512). — 1599, 5 mars : Lettres-patentes d'Isabelle prorogeant, après avis de don Jean de Robles, baron de Billy, gouverneur de Lille, l'octroi accordé le 20 nov. 1595 et le 2 déc. 1596 pour permettre au Magistrat de racheter les 20.000 livres de rentes aliénées pour la réédification de la maison échevinale (12 juin 1592), pour l'achat du terrain du couvent des capucins (8 mars 1593), pour le ravitaillement en blé (1<sup>er</sup> déc. 1594), pour la subvention des Jésuites (27 janv. 1595) et pour les fortifications (20 nov. 1595) (Or. sc., pièce 2513).

AA 136 (Carton). — 55 pièces parchemin, 1 pièce papier, 52 sceaux.

**1600-1629.** — IMPÔTS. DROITS D'ASSIS ET DROITS DIVERS. — 1600, 14 janv. : Autorisation de droits sur les bières et sur diverses denrées pendant trois ans avec affectation aux fortifications et au rachat des rentes (Or. sc., pièce 2514). — 1600, 30 oct. : Autorisation de la perception de droits, avec affectation au service des finances (Or. sc., pièce 2515). — 1601, 9 mars : Continuation pendant trois ans des droits sur la bière, avec affectation à l'assistance des pauvres, les gens de la Chambre des comptes et le Chapitre Saint-Pierre étant exempts de cette charge (Or., pièce 2516). — 1601, 28 mai : Continuation pendant trois ans des droits dont le produit est affecté aux fortifications (Or. sc., pièce 2517). — 1603, 13 fév. : Prorogation pendant 3 ans de ces droits (Or. sc., pièce 2518). — 1603, 17 nov. : Prorogation pendant 3 ans de droits dont le produit doit rembourser les rentes aliénées à cause des dépenses de l'épidémie (Or. sc., pièce 2519). — 1604, 19 janv. : Prorogation pendant deux ans des droits sur la petite bière et sur l'indigo (Or. sc., pièce 2520). — 1604, 24 janv. : Prorogation pendant trois ans du droit de 2 patars par tonneau de petite bière et de 4 patars par rondelle de forte bière ou keute, au profit des pauvres (Or. sc., pièce 2521). — 1605, 13 août : Lettres-patentes des archiducs autorisant le

Magistrat à se procurer les sommes nécessaires pour la construction de la nouvelle église et du collège des Jésuites sur l'emplacement du fief de Beaufremez « depuis l'eauwe entrant en la ville par le nouvel arcq qui se va rendre derrière la rue du Croissant jusques a une rue qui se fera a l'endroit de la rue St-Etienne qui passe en longueur 600 pieds, et en largeur depuis le nouveau rempart jusques dedens les vieux Fossez 250 pieds », en réservant un emplacement dont les terrains seront partie affectés à des constructions privées et partie à la construction d'une rue de 30 pieds de largeur partant du bout du jardin des Jésuites et aboutissant à la rue St-Etienne. L'église projetée ne devra avoir qu'un petit clocher « pour y accommoder deux petites cloches comme est fait sur le thoit des églises des pères Jacobins et Cordeliers ». (Or. sc., contresigné : S. de Grimaldi, pièce 2522). — 1606, 14 fév. : Continuation des droits affectés au rachat des rentes (Or. sc. et requête du Magistrat, pièces 2523, 2524). — 1608, 12 déc. : Autorisation donnée au Magistrat pour prélever sur les impôts l'indemnité journalière de 3 patars accordée pour la nourriture de chaque soldat, rappelant les conventions passées en 1553 et 1607 (Or. sc., pièce 2525). — 1609, 25 fév. : Prorogation des droits sur la bière pendant trois ans, avec affectation du produit aux pauvres éprouvés par la cherté du blé (Or. sc., pièce 2526). — 1609, 24 mars : Prorogation pendant 4 ans des droits affectés aux dépenses de la fortification et de l'agrandissement de la ville (Or. sc., pièce 2527). — 1609, 8 avril : Lettres-patentes des archiducs régularisant un emprunt fait par le Magistrat d'une somme de 56.000 florins pour combler le déficit de ses finances s'élevant en 1607 à 12.068 fl. 18 patars (à raison de 20 patars par florin), à 32.298 fl. 10 patars en 1608 et à 11.498 fl. 10 patars en 1609 (Or. sc., pièce 2528). — 1610, 11 janv. : Prorogation pendant 3 ans des droits affectés au paiement des rentes à la charge de la Ville (Or. sc., pièce 2529). — 1610, 13 juil. : Prorogation pour trois ans de divers droits (Or. sc., pièce 2530). — 1610, 22 sept. : Prorogation pendant 3 ans d'un nouveau droit de 18 patars par rondelle de bière forte pour le service des rentes aliénées pour la fortification et l'agrandissement (Or. sc., pièce 2531). — 1612, 23 janv. : Proroga-



tion pour quatre ans des droits sur la bière, l'indigo et le vin dont le produit est affecté au rachat des rentes aliénées pour la construction du bâtiment des Jésuites (Or. sc., pièce 2532). — 1612, 4 oct. : Prorogation pendant six ans de droits dont le produit est affecté au service des rentes aliénées pour les constructions des Jésuites (Or. sc., pièce 2533). — 1613, 26 mars : Autorisation de prélever sur le produit des impôts une somme de 50.000 fl. pour assurer l'équilibre du budget (Or. sc., pièce 2534). — 1613, 20 avril-1614, 26 fév. : Prorogation de divers droits sur les boissons, avec affectation au service des rentes et aux dépenses faites pour la fortification et l'agrandissement de la ville, ainsi que pour les frais d'assistance (Or. sc., pièces 2535 à 2538). — 1615, 5 juin : Autorisation de prélever 50.000 fl. sur le produit des droits établis pour la construction des Jésuites afin d'équilibrer le budget (Or., pièce 2539). — 1615, 14 juil. : Autorisation de prélever pendant cinq ans une somme de 18.000 fl. sur les droits dont le produit est affecté au service des rentes aliénées pour le bâtiment des Jésuites (Or. sc., pièce 2540). — 1615, 18 juil. : Autorisation d'affecter 15.000 fl. à l'agrandissement de l'église et du couvent des Capucins, avec détails sur ces constructions, et 1.000 fl. pour acheter les maisons nécessaires à l'agrandissement du cloître des Clarisses (Or. sc., pièce 2541). — 1616, 4 fév. : Prorogation pendant six ans des droits sur les boissons et sur l'indigo, avec affectation aux bâtiments de l'église et du collège des Jésuites (Or. sc., pièce 2542). — 1616, 14 juil. : Autorisation de se procurer 30.000 fl. pour l'érection du collège des Jésuites, pour les travaux du rivage, ceux des fortifications et de l'agrandissement (Or. sc., pièce 2543). — 1618, 7 mai : Autorisation de faire un virement de 40.000 fl. sur les deniers affectés aux fortifications pour suppléer à l'insuffisance des revenus domaniaux, la Ville ayant dû dépenser environ 100.000 fl. pour l'épidémie survenue au début de l'année 1617 (Or. sc., pièce 2544). — 1618, 3 nov. : Prorogation pendant quatre ans des droits créés pour les frais de l'aménagement du collège des Jésuites (Or. sc., pièce 2545). — 1619, 8 juil. : Autorisation de prélever 32.000 fl. sur les impôts levés pour la fortification et d'en affecter le produit aux frais extraordinaires causés par le

service des épidémies, l'assistance aux pauvres et malades réfugiés dans les couvents et les gages des nouveaux officiers de police rendus nécessaires soit pour l'agrandissement de la ville, l'augmentation de la population et la surveillance des contagieux (Or. sc., pièce 2546). — 1619, 29 oct.-1621, 12 mars : Prorogation de divers droits, avec affectation de leur produit à la fortification et à l'agrandissement de la ville et aux dépenses d'assistance et d'hygiène (Or. sc., pièces 2547 à 2551). — 1621, 26 août : Lettres-patentes de Philippe IV autorisant le Magistrat à prélever 36.000 fl. sur les impôts destinés aux fortifications, la ville ne pouvant avec ses ressources ordinaires faire face aux dépenses d'assistance en raison de la paralysie du commerce de la sayetterie et de la bourgeterie, entravé par le contrecoup des guerres d'Italie et d'Allemagne et le passage des gens de guerre, autorisation basée sur des prélèvements précédemment accordés s'élevant à 50.000 fl. en 1613, 40.000 fl. en 1618, 32.000 fl. en 1619 et 32.000 fl. en 1620 (Or. sc. du sceau des archiducs, celui du roi n'étant pas encore exécuté pièce 2552). — 1622, 16 fév. : Autorisation de lever les droits y détaillés sur le transport des marchandises par la Deûle de Lens à Lille pour le rachat des rentes aliénées afin de subvenir aux frais de construction des « walles » ou retenues d'eau (Or. sc., pièce 2553). — 1622, 23 fév.-1623, 26 avril : Autorisation de proroger la levée de divers droits dont le produit est destiné aux dépenses des nouvelles fortifications du côté de la porte de Courtrai, à celles des bâtiments des Jésuites et aux dépenses d'assistance (Or. sc., pièces 2554, 2555, 2557 à 2559). — 1622, 19 avril : Autorisation de prélever sur le produit de la vente des terrains incorporés dans le nouvel agrandissement de Lille la somme de 36.000 l. pour parer à l'insuffisance des revenus municipaux (Or. sc., pièce 2556). — 1625, 29 avril : Autorisation de lever sur les cabaretiers un droit de 7 l. 10 s. par rondelle de bière rousse, blanche ou orangée (Or. sc., pièce 2560). — 1625, 2 juin : Autorisation pour six ans de prélever sur le budget les dépenses du banquet annuel de la Loi et celles des dîners mensuels du premier vendredi (Or. sc., pièce 2561). — 1625, 22 déc. : Prorogation pour cinq ans du droit de 5 patars sur chaque



rondelle de forte bière (Or., pièce 2562). — 1626, 10 janv. : Autorisation de lever une somme de 18.000 fl. sur le produit des impôts pour équilibrer le budget (Or., pièce 2563). — 1626, 28 fév. : Autorisation de prélever 9.000 fl. sur le produit des impôts destinés à la construction des Jésuites et aux fortifications (Or. sc., pièce 2564). — 1626, 15 déc. : Création pour six ans de nouveaux droits sur la vente des marchandises au poids, celle des bêtes au pied fourchu, le vinaigre, la cochenille, la houille et le charbon de bois, pour assurer l'équilibre du budget (Or. sc., pièce 2565). — 1629, 18 juin : Prorogation de droits, pendant six ans, sur le vin, la bière et l'indigo (Or. sc., pièce 2566). 1629, 25 juin : Restauration du droit de 18 patars sur chaque rondelle de bière débitée par les cabaretiers, dont la perception avait pris fin le 18 août 1625 (Or., pièce 2567). — 1629, 26 juin : Prorogation pour six ans de divers droits de consommation dont le produit doit être affecté aux fortifications et à l'agrandissement de la ville (Or., pièce 2568). — 1629, 3 août : Prorogation pour cinq ans de droits sur la vente du vin au détail, sur sa sortie, sur la bière, le blé, le méteil, le seigle, les pois, les fèves, les vesces, l'indigo, le cuir, les peaux, le poisson salé, tel que hareng, sole, saumon et morue, le bétail, le sel, le fromage de Hollande et d'Angleterre, les jambons de Mayence, le beurre de Frise, l'épicerie, les métaux, les étoffes et autres produits (Or. sc., pièce 2569).

AA 137 (Carton). — 31 pièces parchemin, 27 sceaux.

**1630-1667.** — IMPÔTS. DROITS D'ASSIS ET DROITS DIVERS. — 1630, 27 mai : Lettres-patentes de Philippe IV autorisant le Magistrat à lever divers impôts sur les boissons pour parer à l'insuffisance des ressources de la Bourse des pauvres (Or. sc., pièce 2570). — 1631, 15 janv. : Autorisation donnée par le roi d'Espagne pour la prorogation des droits levés sur le transport par eau de Lens à Lille par La Bassée de certaines marchandises telles que blé, seigle, « soucrion », pois, orge, « pannelle », fèves, « plattes », « favelottes », vesces ou « wartrieres », avoine, plantes oléagineuses, wedde en tourteau ou en poudre, tourbe, bois, briques, tuiles, vin, bière, poisson salé, sel, huile, savon, houblon, charbon, miel, beurre, plomb,

lin en gerbes, foin et autres denrées afin d'affecter le produit de ces droits aux frais nécessités par la rectification du canal de La Bassée conformément aux patentes du 28 sept. 1619 (Or. sc., pièce 2571). — 1631, 27 nov. : Autorisation d'un virement de 18.000 fl. (Or. sc., pièce 2572). — 1633, 23 mai : Lettres-patentes de Philippe IV remplaçant par un octroi unique, à courir du 1<sup>er</sup> nov. 1633, les divers droits indirects précédemment établis pour l'assainissement des canaux qui dégageaient « exhalations grossières et puanteurs », pour la reconstruction de la Halle échevinale, pour l'assistance aux pauvres, pour le collège des Jésuites et pour les travaux d'agrandissement et donnant le détail des divers impôts à lever (Or. sc., pièce 2573). — 1635, 30 oct. : Création d'un droit supplémentaire de 5 patars par rondelle de forte bière pendant deux ans pour les dépenses de l'épidémie (Or. sc., pièce 2574). — 1637, 23 mars : Ordonnance du Conseil Privé portant réglementation en 17 articles de la perception du droit d'un patar à la livre de gros sur la vente de la mercerie et autres articles vendus en gros (Or. sc., pièce 2575). — 1637, 15 juin et 1640, 28 nov. : Autorisations données par le souverain au Magistrat pendant trois ans pour la perception de droits sur le transport par bateau de Lens à Lille avec tarif de ces droits et sous condition de les affermer (Or. sc., pièces 2576 et 2578). — 1638, 23 fév. et 1641, 5 juillet : Prorogations du droit de 5 patars par rondelle de forte bière, avec affectation aux dépenses de l'épidémie (Or. sc., pièces 2577 et 2579). — 1643, 28 fév. : Autorisation de lever par aliénations de rente un capital de 60.000 fl. pour réparer les fortifications allant de la porte de Fives à celle de St-Maurice suivant avis de Jean Diricx, ingénieur à Douai, et autorisation de lever un droit de 3 fl. par pièce de vin jusqu'au remboursement de ce capital (Or. sc., pièce 2580). — 1643, 18 août : Autorisation pour neuf ans par le souverain de la réunion de divers octrois à échéance variable sur les boissons et marchandises y dénommées, avec affectation du produit à l'entretien des fortifications, à la construction de la Halle échevinale, au service des rentes et à l'Assistance (Or. sc., pièce 2581). — 1647, 19 fév. : Autorisation donnée au Magistrat de lever pendant trois ans un impôt de



40 patars par pièce de vin et de 10 patars par rondelle de forte bière consommées chez les débitants, avec affectation du produit aux fortifications et à la garnison (Or. sc., pièce 2582). — 1648, 16 sept. : Autorisation de lever un demi-vingtième du revenu des biens situés sur le territoire échevinal sans exception et d'en affecter le produit aux fortifications et aux munitions (Or. sc., pièce 2583). — 1649, 29 avril : Autorisation d'un droit sur le grain destiné à la fabrication de la bière (Or. sc., pièce 2584). — 1649, 2 août : Autorisation du même droit avec affectation à la réfection du boulevard de la porte de Courtrai (Or. sc., pièces 2585 à 2587). — 1650, 12 déc. : Ordonnance du Conseil Privé sur l'obligation de payer pour le plomb le droit fixé par les patentes du 18 août 1643 (Or. sc., pièce 2588, sur une feuille de parchemin timbrée à quatre sous. — 1652, 18 nov. : Prorogation pour neuf ans de divers droits (Or. sc., pièce 2589). — 1653, 17 juin : Prorogation pendant six ans d'un droit de 5 patars par rondelle de forte bière, avec affectation du produit aux frais de l'épidémie et à l'entretien des maisons hospitalisant les pestiférés (Or. sc., pièce 2590). — 1653, 3 sept. : Autorisation d'un droit de deux patars par rasière de brai et par rondelle de forte bière pour la réparation des boulevards de la Porte de Courtrai (Or., pièce 2591). 1654, 21 juil. : Autorisation d'un droit d'un patar par lot de vin exigible du vendeur et de deux vingtièmes du revenu de tous les détenteurs de biens sis dans la ville pour subvenir aux subsides fournis au souverain et s'élevant à 30.000 fl. pour l'achat de grains destinés à l'armée et à 60.000 fl. pour les dépenses du siège d'Arras (Or., pièce 2592). — 1658, 3 oct. : Prorogation du droit d'un patar par lot de vin (Or. sc., pièce 2593). — 1659, 26 mars : Autorisation de lever sur le produit du droit de 2 patars, accordé le 30 oct. 1648 sur chaque livre de tabac alors perçu au profit des Dominicains, les sommes nécessaires à l'achèvement d'un bastion (Or. sc., pièce 2594). — 1660, 27 avril : Renouvellement pour six ans de l'octroi général de divers droits (Or. sc., pièce 2595). — 1660, 25 mai : Lettres-patentes de Philippe IV autorisant le Magistrat à imposer toutes les maisons de la ville en proportion de leur revenu, avec affectation du produit au curage des canaux, sauf

à frapper d'une double contribution les maisons riveraines (Or., pièces 2596, 2597). — 1662, 23 nov. et 1663, 13 mars : Renouvellement pour des périodes de six et neuf ans de divers droits (Or. sc., pièces 2598, 2599). — 1667, 6 juil. : Autorisation de lever par aliénation de rentes un capital de 100.000 fl. pour dépenses de guerre (Or. pièce 2600).

AA 138 (Carton). — 2 pièces parchemin, 2 pièces papier, 1 cachet.

**1668-1754.** — IMPÔTS. DROITS D'ASSIS ET DIVERS. — 1668, 20 avril : Lettres en placard de Louis XIV autorisant le Magistrat à lever sur les habitants, même sur les exempts, un droit de 6 florins par pièce de vin, 5 patars par rondelle de forte bière, 2 patars par tonneau de petite bière et, en cas d'insuffisance, à percevoir le nombre de vingtièmes nécessaires pour subvenir aux dépenses ordinaires et extraordinaires du budget et enfin à aliéner des rentes gagées sur ces ressources (Or. sc., pièce 2601). — 1671, 13 juin : Prorogation donnée par le souverain pour 15 ans du droit de 2 patars sur la livre de tabac, avec affectation du produit aux lits militaires et au service des rentes (Or. sc., pièce 2602). — 1672, 30 août : Autorisation donnée par Louis XIV de proroger divers droits dont le produit sera affecté à la construction de casernes (Or. sc., pièce 2603). — 1754, 21 déc. : Autorisation de continuer pendant 20 ans la perception des droits sur les boissons (Cop., pièce 2604).

AA 139 (Carton). — 3 pièces parchemin, 1 pièce papier, 1 sceau.

**1347-1596.** — IMPÔTS INDIRECTS. EXEMPTIONS. GÉNÉRALITÉS. — 1347, 17 oct. : Mandement royal au receveur de Lille exemptant les cabaretiers de payer le droit du hanap s'élevant à 20 s., pour la vente majorée du vin pendant la période de la foire qui n'a pas eu lieu cette année à cause de la guerre (Or., pièce 2605). — 1413, 22 août : Lettres ducales portant obligation pour tout habitant de Lille de payer le droit d'assis sur la boisson, à moins qu'il ne soit franc ou qu'il ne consomme du vin de son cellier (Or., pièce 2606). — 1455, 3 mai :



Mandement ducal interdisant aux exempts du droit d'assis d'emporter pour leurs repas plus d'un lot de vin venant de leur cellier (Or., pièce 2607). — 1596, 22 mai : Lettre à cachet du Conseil Privé sur l'exemption de la maltôte des boissons réclamée par les tenanciers des tables de prêt (Or. sc., pièce 2608).

AA 140 (Carton). — 5 pièces parchemin, 4 pièces papier, 1 sceau.

**1413-1599.** — IMPÔTS INDIRECTS. EXEMPTIONS. CHAPITRE ST-PIERRE. — 1413, 16 nov. : Sentence de la Gouvernance portant interdiction aux religieux de St-Pierre de vendre des boissons sans payer les droits (Or. sc. et copie, pièces 2609 et 2610). 1415, 23 déc. : Arrêt du Parlement de Paris renouvelant cette interdiction (Vidimus du 21 oct. 1458, pièce 2611). — 1415, 23 déc. : Arrêt du Parlement portant exemption de droits sur les boissons au profit du chapitre St-Pierre (Or. et vidimus, pièces 2612 et 2612 A ; Hautcœur, *Cartul. II*, page 899). — 1416, 18 déc. : Exploit signifiant au Chapitre St-Pierre l'arrêt du Parlement du 23 déc. 1413 (Or., sceau de Guillaume de Neuville, sergent du bailliage d'Amiens, pièce 2613). — 1455, 5 sept. : Sentence du Conseil ducal sur le procès entre le Chapitre et le Magistrat en matière d'exemption du droit d'assis (Cop., pièce 2614). — 1520, 28 nov. : Ratification par le Chapitre des conventions passées avec le Magistrat au sujet des bières destinées à la consommation des religieux (Or., sceau du Chapitre, pièce 2615). — 1570, 4 déc. : Déclaration du Magistrat portant que les supplôts et les biens du Chapitre ne sont pas visés par les bans publiés sur les « brouteurs des boires de grains » (Or. sc., pièce 2616). — 1599, 3 déc. : Consentement donné par le Chapitre à la levée d'un droit sur la bière consommée par ses sujets dans la banlieue de Lille (Or., pièce 2617).

AA 141 (Carton). — 10 pièces parchemin, 3 pièces papier, 1 sceau.

**1357-1669.** — IMPÔTS INDIRECTS. EXEMPTIONS. CLERCÉ. — 1357, 10 juin : Mandement de Charles, dauphin de France, lieutenant royal, adressé au bailli de la Salle de Lille portant obligation pour les gens d'église de payer le droit d'assis sur les

boissons destiné aux dépenses des fortifications (Or., pièce 2618). — 1379, 5 déc. : Accord passé devant Henri de Bevre, s<sup>r</sup> de Dixmude, gouverneur de Lille, entre le Magistrat et l'Abbiëtte concernant la restriction à 80 muids pour deux ans la provision de vin exempte de droits destinée à ce couvent (Or., pièce 2619). — 1397, 13 juil. : Exemption de droit d'assis accordée par le duc de Bourgogne à l'Hôpital Comtesse pour quinze queues de vin par an, à condition de n'en pas faire commerce (Or. sc., pièce 2620). — 1397, 13 juil. : Exemption de droits pour une quantité annuelle de trois queues de vin au profit de l'Hôpital St-Sauveur (Or., pièce 2621). — 1397, 13 juil. : Exemption de droits pour vingt queues au profit de l'Abbiëtte (Vidimus du 3 janvier 1407, n. st., pièce 2622). — 1397, 13 juil. : Exemption pour six queues de vin au profit des Frères mineurs, avec défense de vendre et de frauder les droits comme précédemment (Or., pièce 2623). — 1407, 5 mars, n. st. : Déclaration de Pierre Donniet, prieur des Frères prêcheurs de Lille, s'engageant à ne pas dépasser la quantité de 28 muids de vin par an destinée à la provision du couvent et exempte de droits (Or., pièce 2624). — 1489, 24 janv., n. st. : Sentence de la Gouvernance au profit des gens d'église exemptés du droit d'assis sur les boissons (Cop., pièce 2625). — 1520, 1<sup>er</sup> déc. : Refus d'exemption sollicitée par Guillaume Roussel, Symphorien Delyot, Jean Meurille et Daniel Ghesquiere, prêtres (Or. seing de Guill. Lestiene, notaire, pièce 2626). — 1573, 27 août : Dictum du Conseil Privé rejetant la requête des Frères prêcheurs de Lille voulant se soustraire au droit du patar par lot de vin établi pour le paiement des gens de guerre (Or., pièce 2627). — 1584, 24 mars : Sentence provisionnelle du Conseil de Flandre portant que le Chapitre St-Pierre et les abbayes de Loos, Cysoing et Phalempin ne sont pas fondées à solliciter l'exemption des droits établis par patentes du 5 juillet 1576 et années suivantes (Or., pièce 2628). — 1638, 12 janv. : Ordonnance du Conseil Privé, sur requête du Magistrat, donnant commission au comte de Verlaing, gouverneur de Lille et à Laurin, président du Conseil d'Artois, pour obliger le clergé et autres privilégiés à contribuer au paiement de l'impôt du 1/5 des revenus de leurs



biens, établie pour les soustraire à l'obligation de loger les gens de guerre, contribution inférieure à celle qui frappe les autres habitants de la châtellenie (Or. sc., pièce 2629). — 1669, 17 juin : Arrêt du Conseil d'Etat, sur requête du Magistrat après avis de Le Pelletier de Souzy, intendant de justice, police et finances des pays nouvellement conquis et cédés, portant que le clergé et la noblesse de Lille paieront les impôts provisionnellement en attendant la solution du procès pendant devant le Conseil souverain de Tournai (Or., pièces 2630, 2631).

AA 142 (Carton). — 30 pièces parchemin, 9 pièces papier, 10 sceaux.

**1334-1694.** — IMPÔTS. EXEMPTIONS. OFFICIERS. — 1334, 10 janv., n. st. : Mandement royal adressé au bailli et au châtelain de Lille concernant l'abus des exemptions du droit d'assis accordées aux officiers du roi (Or., pièce 2632). — 1350, 18 mai : Autorisation donnée par le roi aux villes de Tournai, Arras, Douai et Lille d'assujettir à l'impôt les monnayeurs, à moins de travail effectif à la Monnaie, pour remédier aux demandes d'exemption faites par de riches bourgeois entrés dans ce service pour échapper à l'impôt (Or., pièce 2633). — 1363, 19 mai : Arrêt du Parlement de Paris recevant l'instance introduite par la Ville de Lille contre Jean Ruffin, monnayeur, qui voulait se soustraire au droit d'assis imposé pour la rançon du roi (Or., pièce 2634). — 1364, 7 déc. : Arrêt du Parlement, sur requête de la Ville contre Pierre de Landas, monnayeur, revendiquant l'exemption du droit d'assis (Or., pièce 2635). — 1414, 4 juil. : Mandement ducal adressé au Magistrat portant exemption de droit pendant deux ans sur une provision de trois queues de vin au profit d'Isabelle de Campinguehem, dame de Mez et de Croix, dont les terres sont ravagées par les gens de guerre et dont les parents ont servi dans l'armée ducal (Or. sc., pièce 2636). — 1414, 23 nov. : Mandement ducal restreignant l'exemption du droit d'assis accordée aux officiers ducaux à ceux qui font résidence continue (Or. sc., pièce 2637). — 1416, 17 juin : Exemption du droit d'assis sur les vins pendant trois ans au profit de Catherine de Molembaix, dame de Beaumont,

veuve de Guilbert de Lannoy, chambellan, en considération des services rendus par ce personnage (Or. sc., pièce 2638). — 1419, 17 déc. : Mandement confirmant les patentes du 23 nov. 1414 qui révoquait diverses exemptions de l'assis sur les vins accordées à des habitants de Lille, ce privilège étant réservé à quelques officiers (Or. sc., pièce 2639). — 1428, 16 avril : Mandement exemptant des droits les soldats de la garnison du château de Lille (Cop., pièce 2640). — 1455, 6 mai : Mandement ducal portant défense aux concierges de l'hôtel du duc de Bourgogne à Rihour et à celui de l'hôtel du comte de Charolais de vendre du vin, le privilège d'exemption étant restreint à la consommation de leur famille (Or., avec affixes, pièces 2641 à 2643). — 1470, 27 oct. : Procuration de Jean Petitpas, Jean Desprez et Jacques Desmestres, sergents de la Gouvernance, se désistant de leur procès contre le Magistrat pour exemption du droit d'assis (Or., pièce 2644). 1486, 20 juil. : Ajournement devant le s<sup>r</sup> de Champvans, chancelier, et les gens du Grand Conseil, sur requête du Magistrat, de Jacques Le Prevost, conseiller de la Gouvernance, prétendant exemption du droit d'assis (Or. avec affixes, sceau de Maximilien et Philippe le Beau, et de Jacques Le Prevost, pièces 2645 à 2647). — 1497, 6 juin : Déclaration de Louis de Bacq, conseiller de la Gouvernance, exempté du droit d'assis pour la provision de son hôtel (Or. et affixe, sceaux de Louis de Bacq et de Philippe le Beau, pièces 2648, 2649). — 1499, 28 juin : Déclaration de Jean Gommer, conseiller de la Gouvernance, portant qu'il a été exempté du droit d'assis pour la provision annuelle de sa maison s'élevant à trois muids de vin et 24 tonneaux de bière (Or., sceau de J. Gommer, pièce 2650). — 1500, 2 sept. : Déclaration de Bruno Dumortier, conseiller de la Gouvernance, exempté du droit d'assis (Or., sceau de B. Dumortier, pièce 2651). — 1509, 23 oct. : Résolution de la Chambre des comptes concernant l'exemption du droit d'assis accordée par le Magistrat à Jacqueline de Rubempré, veuve de Charles d'Oignies, s<sup>r</sup> d'Estrées (Or., pièce 2652). — 1525, 15 juil. : Exemption de droit d'assis pour Gautier de La Broye, conseiller à la Gouvernance (Or., sceau de ce personnage, pièce 2653). — 1525, 16 sept. : Déclaration de Jossine Collin, veuve de



Jean Verdière, s<sup>r</sup> de Péronne, exemptée du droit d'assis (Or., sceau de Guillaume Verdière, s<sup>r</sup> de Péronne, Demay 1685 ; pièce 2654). — 1533, 26 mai : Déclaration d'Anne de Thovare, veuve de Jean Preudhomme, s<sup>r</sup> d'Ailly, exemptée du droit d'assis (Or. signé par le notaire Fr. Roggheman, pièce 2655). — 1534, 12 juin : Déclaration d'Agnès Gommer, veuve de Gilles Guiselin, s<sup>r</sup> de Bousbecque, exemptée du droit d'assis (Or., sceau d'A. Gommer, Demay 963, pièce 2656). — 1565, 14 juil. : Sentence provisionnelle du Conseil de Flandre sur le procès en exemption de crue d'assis entre le Magistrat de Lille et Philippe d'Haillies, s<sup>r</sup> de Bachighem, Philippe de La Cauchie, s<sup>r</sup> de Rokes, François de Haudion dit de Ghibrechies, François de Croix, s<sup>r</sup> de Le Vigne, Jean Preudhomme, s<sup>r</sup> d'Oultre, Maximilien Le Prevost, licencié ès-lois, Alexandre Le Blanc, s<sup>r</sup> de Meurchin, Jean Dommessent, s<sup>r</sup> de Bois-Grenier, François de Beaufremez, s<sup>r</sup> dudit lieu, appartenant à la noblesse de la ville (Or. sc., pièce 2657). — 1566, 7 mars : Déclaration du Magistrat autorisant les suppôts de la Chambre des comptes à aller chercher le vin des membres de cette cour dans divers celliers sans payer le droit d'assis (Or., pièce 2658). — 1589, 9 sept. : Appointement sur le paiement des recrues d'assis réclamées par le Magistrat aux officiers de la Gouvernance Viron, Zegre du Boys dit de Hoves, Robert du Bus, Hippolyte Petitpas et Robert Warlop (Or., pièces 2659, 2660). — 1602, 27 avril : Déclaration de Jeanne de Blondel, veuve de Jean de La Grange, écuyer, s<sup>r</sup> de Nédonchel, conseiller assesseur de la Gouvernance, bénéficiant de l'exemption des droits d'assis sur les boissons, mais restant assujettie à ceux qui sont levés au profit des pauvres, exemption motivée par les services rendus par son mari, ainsi que par Paul de La Grange, s<sup>r</sup> de Nédonchel, président de la Chambre des comptes, et par Michel Gommer, s<sup>r</sup> de Schonnebeke, ses parents (Or., pièce 2661). 1604, 31 janv. : Déclaration de Jean Dupont, procureur fiscal de la Gouvernance, exempté de la crue d'assis (Or., pièce 2662). — 1604, 23 avril : Déclaration d'Arnould de Thioulaine, s<sup>r</sup> de Fermon, second lieutenant de la Gouvernance, exempté de la crue d'assis (Or., pièce 2663). — 1608, 20 oct. : Déclaration de Frédéric d'Asseliers,

s<sup>r</sup> de Scherpestein, second lieutenant de la Gouvernance, exempté (Or., pièce 2664). — 1611, 29 janv. : Déclaration de Jean de Bertault dit de Hollande, conseiller assesseur de la Gouvernance, exempté (Or., pièce 2665). — 1616, 5 oct. : Déclaration de Josse de Parmentier, greffier de la Gouvernance, exempté (Or., pièce 2666). — 1630, 7 sept. : Déclaration de Charles Van Torre, conseiller de la Gouvernance, exempté (Or., pièce 2667). — 1694, 5 avril : Arrêt du Parlement de Tournai condamnant François-Daniel Lecomte, écuyer, conseiller du roi, au paiement du droit établi pour les pauvres (Or. et affixes, pièces 2668 à 2670).

AA 143 (Carton). — 37 pièces parchemin. 1 pièce papier, 13 sceaux.

**1341-1609. — IMPÔTS. DROITS D'ASSIS. INFRAC-TIONS.** — 1341, 13 janv., n. st. : Mandement royal défendant à Manuel le Jennevois et autres préposés à la garde du château de Lille de vendre du vin et des vivres au préjudice des droits de la ville (Or., pièce 2671). — 1416, 13 mars, n. st. : Mandement portant interdiction de vendre des boissons sur les paroisses de Fives, de La Madeleine, de Wazemmes, de St-André, de St-Sauveur et de Ste-Catherine, conformément aux défenses édictées le 20 juillet 1405, y insérées (Or., sceau secret ducal, pièce 2672). — 1419, 6 mars, n. st. — 1523, 24 fév., n. st. : Mandements et lettres-patentes portant interdiction de boire du vin dans les faubourgs et dans les paroisses situées « hors de la taille » et non soumises au droit d'assis (Or., pièces 2673 à 2675, 2678 à 2681, 2686 à 2694, 2696, 2698, 2703). — 1419, 1<sup>er</sup> juin : Sentence de la Gouvernance au profit du Magistrat contre la collégiale de St-Pierre au sujet de la fraude du droit d'assis commis par les hôtes du Chapitre vendant de la cervoise (Or. avec affixe, sceau de Pierre Le Nepveu, lieutenant de la Gouvernance, pièces 2676, 2677). — 1430, 18 mai, « en nostre host au Pent à Choisi » : Mandement ducal enjoignant, pour éviter la fraude du droit d'assis, dont le quart revient au duc et les 3/4 au Magistrat, de décharger les cervoises et autres boissons sur le rivage du château (Or. sc., pièces 2682 à 2684). — 1435, 12 avril, n. st. : Appointement entre Olivier,



abbé de Loos, et le Magistrat au sujet de l'arrestation de Pirot de Le Mousserie, serviteur du couvent, pour contraventions au droit d'assis (Or., pièce 2685, sceau d'Olivier, abbé de Loos, Demay 7092, de l'Abbaye de Loos, et de l'échevinage de Lille). — 1453, 15 nov. : Assignation devant le Grand Conseil adressée aux religieuses de l'Abbiette vendant des boissons dans leur clos au préjudice du droit d'assis (Or., pièce 2695). — 1473, 27 mars, n. st. : Lettres-patentes ducales interdisant aux habitants de Lille de boire dans les lieux exemptés du droit d'assis ou situés à une demi-lieue de distance et autorisant le Magistrat à faire assister les sergents par six personnes supplémentaires pour dresser contraventions (Or., pièce 2697). — 1502, 1<sup>er</sup> sept. : Renvoi devant la Gouvernance, sur requête du Magistrat, d'André de Montigny, prêtre, se livrant au commerce du vin sans payer les droits d'assis, ayant acheté depuis le 9 fév. 1501, n. st, 73 muids représentant une perte de 100 écus au préjudice de la recette municipale (Or., pièces 2699, 2700). — 1502, 1<sup>er</sup> sept. : Sentence par défaut contre ce personnage (Or., sceau de J. Dommessent, lieutenant de la Gouvernance, pièce 2701). — 1506, 3 oct. : Déclaration du Chapitre St-Pierre et du Magistrat concernant l'arrestation d'un serviteur de Jacques Ralle, Chapelain et habitué de la collégiale, appréhendé pour port de vin provenant du cellier capitulaire (Or., sceaux aux causes du Chapitre et de l'Echevinage, pièce 2702). — 1529, 10 déc. : Sommation faite par le Magistrat à Clément Molin, demeurant en l'hôtel du Prévôt, de s'abstenir de vendre du vin sans payer le droit d'assis, le délinquant ayant déclaré en avoir non pas vendu mais donné à des particuliers (Or., pièce 2704). — 1530, 23 fév., n. st. : Déclaration de Baudouin Markant, demeurant au faubourg de la Porte St-Pierre, portant qu'il ne vend pas du vin au détail mais qu'il en donne ou se livre à des échanges (Or., pièce 2705). — 1530, 12 août : Lettres closes de Jacques de Luxembourg, capitaine de Lille, portant qu'il a défendu aux soudoyers du château de faire asseoir les bourgeois de la ville et de leur donner du vin (Or., pièce 2706). — 1607, 29 mars. Ordonnance du Conseil Privé, sur requête du Magistrat, soumettant au droit d'assis les établissements situés en banlieue tenus par

Jacques de Lannoy, hôte du cabaret de l'Etoile verte, vulgairement appelé le Cabaret des femmes, Jacques Desmarescauls, hôte du cabaret du Neuf Hesdin, Simon Grard, hôte du cabaret des Verdes feuilles, Jean Pesqueur, hôte du cabaret de Roullers, Philippe Bucaille, hôte du Petit-Menin, Pierre Lepers, hôte du cabaret de Saint-Nicolas, Denis Raoul, hôte du cabaret d'Ostende, Chrétien Cambrelan, hôte du Noir Mouton, François de Roubaix, hôte des Quatre-cœurs, Nicolas Joly, hôte du cabaret tenu de St-Donat, Rolland Gaillart, hôte d'un cabaret tenu du domaine et Nicolas Lherminet, hôte de St-Bertin (Or. sc., pièce 2707). — 1609, 5 déc. : Ordonnance du Conseil Privé astreignant à la contrainte par corps les hôteliers et fraudeurs du droit d'assis (Or. sc., pièce 2708).

AA 144 (Carton). — 26 pièces parchemin, 4 pièces papier, 2 sceaux.

**1430-1588.** — IMPÔTS. AFFECTATION A LA FÊTE DE L'EPINETTE. — 1430, 28 fév., n. st. : Lettres-patentes ducales autorisant un droit sur le sel et une amende sur les gens tenant des hôtels mal famés et astreints précédemment au bannissement, avec affectation du produit aux frais de la fête de l'Epinette (Or., sceau secret, affixe, pièces 2709, 2710). — 1430, 16 juil. : Procès-verbal notarié de la publication à la bretèche des lettres-patentes ducales concernant les droits affectés à la fête de l'Epinette notamment le produit des amendes prononcées contre les gens « tenans mauvais hostel pour estre rihoteux, meslieux, noiseux, de mauvaise et fole vie et conversation deshonneste » (Or., pièce 2711). — 1430, 22 juillet, « en nostre ost devant Compiengne » : Lettres-patentes ducales donnant la préséance, auprès du mayer, à ceux des échevins de Lille qui auraient été rois de l'Epinette ou auraient fait joûter à leurs dépens (Or., pièce 2712). — 1465, 1<sup>er</sup> fév., n. st. : Lettres closes ducales adressées au prévôt et à l'échevinage de Lille concernant l'élection du roi et des jouteurs de l'Epinette, avec obligation pour les élus d'accepter leur élection bien que plusieurs des éligibles, pour éviter les frais de cet honneur, se soient absentés, avec une lettre autographe signée de Wavrin sur la participation de Jean



d'Ostende à la joûte, si sa mère consent à payer les frais de la prison où ce dernier est détenu (Or., pièces 2713, 2714). — 1471, 7 fév., n. st. : Lettres closes de Charles le Téméraire au Magistrat lui annonçant avoir écrit à celui de Bruges au sujet de la fête de l'Epinette qui doit se tenir à Lille le premier dimanche avant le carême (Or., pièce 2715). — [1471, 7 fév., n. st.] : Lettres closes du duc de Bourgogne au Magistrat de Bruges sur la participation du forestier et autres personnages de cette ville à la fête de l'Epinette qui doit se célébrer à Lille le premier dimanche de carême (Copie contemp., pièce 2716). — 1476, 14 fév., n. st. : Lettres closes du duc de Bourgogne au Magistrat de Lille lui annonçant qu'il a demandé à celui de Bruges d'envoyer des représentants à Lille le dimanche gras pour la fête de l'Epinette et autres lettres du duc au Magistrat de Bruges à ce sujet (Or. et copie, pièces 2717, 2718). — 1486, 17 janvier, n. st. : Mandement adressé à la Chambre des Comptes, sur requête du Magistrat, concernant les dépenses de la fête de l'Epinette « pour laquelle feste faire et maintenir l'on a acoustumé eslire chascun an l'un des bourgeois ou manans de ladite ville qui est nommé roy de la dicte Espinette, et sy on eslit l'on quatre autres pour jouter avecq lui et le roy de l'année précédente qui font ensemble six personnes » dont les frais s'élèvent à 860 livres pour le roi, tenu de faire deux voyages à Bruges et d'offrir un banquet et à 240 livres pour les quatre jouteurs, frais dont l'élévation avait provoqué trois ans auparavant le refus de Baudouin de Croix de Drumez, élu roi, de Jean de Termonde et d'Hubert Gommer, élus joûteurs (Or., pièce 2719). — 1500, 10 janvier, n. st. : Lettres-patentes de Philippe le Beau portant suspension de la fête de l'Epinette (Or., pièce 2720). — 1516, 19 juillet : Lettres-patentes du roi de Castille portant suppression pour une période de douze ans de la fête de l'Epinette, après avis de « docteurs en sainte theologie tant des couvents de nostre ville [de Lille] comme estrangiers.... considerans ensemble les manières qui se tenoient et les mauvaises conséquences que avoit icelle feste, tant en ce que grandes haynes se engendroient et nourrissoient entre les bourgeois et linaiges d'icelle ville pour l'eleccion desdits roix comme pour les danses, luxures, jeux de déz et

autres vices publiques et secretz qui, durant et à l'occasion d'icelle, avoient et se commettoient, [que lesdits docteurs] blasmoient journellement en leurs predications » (Or., pièce 2721). — 1528, 18 fév., n. st. : Lettres-patentes de Charles-Quint suspendant la fête de l'Epinette pour une période de douze ans en laissant jouir la ville des revenus affectés à cette réjouissance par patentes de 1459, à condition que cession sera faite au souverain de la partie antérieure de la maison dite Le Bois, contiguë à l'hôtellerie du Singe, faisant le coin de la rue des Sueurs pour y établir des prisons en remplacement de celles installées à la Chambre des Comptes qui seront affectées à un autre service pour éviter l'« irréparable » dommage que ce voisinage aurait pu causer par l'incendie des « chartes et enseignemens y reposant », et pour faire le nouveau poids (Or., pièce 2722). — 1536, 23 juil. : Lettres-patentes de Charles-Quint suspendant pendant dix ans la fête de l'Epinette, sauf à affecter les sommes destinées à ces réjouissances à réparer la chaussée allant de la Porte des Malades à la « Justice » (Or., pièce 2723). — 1556, 23 juil. : Lettres-patentes abolissant la fête de l'Epinette et affectant les sommes destinées à ces réjouissances à la fortification de la ville (Or. sc., pièce 2724). — 1576, 8 août : Prorogation pendant trois ans des droits affectés précédemment à la fête de l'Epinette et destinés au remboursement des rentes aliénées (Or., pièce 2725). — 1580, 22 sept. : Nouvelle prorogation de ces droits et de leur nouvelle affectation (Or., pièce 2726). — 1588, 30 avril : Prorogation pendant trois ans de l'impôt des pieds fourchus établi précédemment pour les frais de la fête de l'Epinette et affecté actuellement aux dépenses d'assistance à cause du « très grand nombre de petitz enfans estrangiers abandonnez par leurs parens en ces dernières guerres qui s'entretiennent à la charge d'icelle ville » (Or. sc., pièce 2727). — 1588, 3 mai, Bruges : Lettre adressée au Magistrat de Lille par Jean de Frelin, Arnould Miroul et J. de Mons lui rendant compte de leur mission auprès du Conseil Privé et du chanoine Vander Haer sur le renouvellement pendant six ans des droits affectés autrefois à la subvention de la fête de l'Epinette et annonçant l'arrivée prochaine à Lille du capitaine La Biche (Or. sc., pièce 2728).



AA 145 (Carton). — 11 pièces parchemin, 2 sceaux.

**1339-1474.** — FINANCES. ALIÉNATIONS DE RENTES. — 1339, 27 janv., n. st. : Autorisation donnée au Magistrat par le Souverain bailli de Lille, en exécution d'un mandement royal du 12 déc. 1338, d'aliéner 500 livres de rente pour les dépenses de guerre et la construction des nouvelles fortifications (Or., pièce 2729). — 1418, 8 juin, Dijon : Mandement ducal à la Chambre des comptes de Lille concernant le paiement des arrérages dus à Jean Leroux, de Béthune, et à Hellin de Ponrewart, disparus à la bataille d'Azincourt, ensuite d'aliénation de 250 nobles de rente accordée par la Ville pour la rançon du duc, alors comte de Charolais, et garantie sur divers droits municipaux (Or., pièce 2730). — 1426, 21 juin : Mandement ducal concernant la constitution de 2.000 livres de rente viagère sur le domaine de la ville (Or. sc., pièce 2731). — 1439, 19 mars, n. st. : Lettres du Conseil de Flandre portant commandement au Magistrat d'indemniser, à raison de 24 gros par jour de prison, Michel Desmasières, Colart Moriet, Roger Crayenest, Thomas Hazart et Michel Vredeur, marchands de Lille venus au marché d'Ypres et incarcérés pendant 18 jours sur la plainte de Guillaume Gherbode en garantie du paiement d'une rente viagère de 1.100 livres sur la ville de Lille (Copie du 30 avril 1439 sous le sceau fruste de Pasquier Lecocq, bailli des XIII villes, pièce 2732). — 1439, 25 juin : Lettres royaux portant commandement de saisir les biens de Gui Guilbaut et de Lotard Fremault, cautions vis-à-vis du souverain de la rente constituée par la Ville au profit des enfants de feu Thierry Gherbode (Or. et affixe, pièces 2733, 2734). — 1450, 5 sept. : Autorisation donnée au Magistrat de se procurer, par l'aliénation de 200 livres de rentes viagères le capital de 2.000 francs pour l'aide accordée au souverain (Or. sc., pièce 2735). — 1459, 3 mars, n. st. : Homologation par le Parlement de Paris de l'accord entre le Magistrat et Jean Voulequin au sujet de la rente réclamée par ce dernier (Or., pièce 2736). — 1471, 1<sup>er</sup> avril, n. st. : Autorisation d'aliéner 300 livres de rente dont le capital servira à améliorer les fortifications et à faire disparaître deux « crestes que on dit dodasnes » entre les portes des Malades, de

St-Sauveur et de Fives, pour éviter que l'ennemi ne puisse s'en servir pour s'abriter (Or., pièce 2737). — 1472, 26 mai : Autorisation donnée au Magistrat pour aliéner 200 l. de rente viagère dont le capital sera employé aux travaux de fortification (Or., pièce 2738). — 1474, 11 déc., « en nostre siège devant la ville de Nüysse » : Autorisation donnée à la Ville de se procurer par aliénation de rentes 1.600 livres destinées à l'équipement et à la solde de 57 archers, 10 picquiers et 12 pionniers levés dans la châtellenie de Lille pour se rendre à l'armée ducal (Or., contresigné Barradot, pièce 2739).

AA 146 (Carton). — 30 pièces parchemin.

**1485-1559.** — FINANCES. ALIÉNATIONS DE RENTES. — 1485, 17 oct. : Mandement sur le paiement des arrérages de rentes (Or. sc., pièce 2740). — 1488, 5 sept. : Autorisation d'aliéner 97 livres 10 sous de rente héritière au denier 16 et 538 livres de rente au denier 10 pour recouvrer les avances faites par la Ville au mois de décembre 1487, quand, sur les conseils du s<sup>r</sup> de Molembais, gouverneur de Lille, il fallut avancer 1400 livres pour faire déloger la garnison du château de Wavrin et faciliter l'accès de cette place au s<sup>r</sup> de La Boutilierie, donner 1.500 l. à Philippe de Cleves et 2.800 l. pour ravitailler les habitants et faire un prêt aux gens d'armes allemands du capitaine Jacques Sprinchaghe, logés au château de Lille (Or., pièce 2741). — 1493, 12 avril, n. st. : Autorisation donnée par les archiducs de se procurer par l'aliénation de rentes viagères la somme de 4.000 l. montant de l'aide accordée au souverain, avec quittance d'un acompte de 2.000 livres (Or. sc., pièces 2742, 2743). — 1496, 10 mars, n. st. : Autorisation de se procurer un capital de 3.000 l. gagé sur les droits d'assis et destiné au souverain (Or. avec affixes, pièces 2744 à 2746). — 1498, 6 sept. : Autorisation de constituer 400 l. de rente pour se procurer un capital de 5.440 l. prêté au souverain pour son appointment avec Albert, duc de Saxe (Or. et quittance de 2.720 l. sous le signet de Thibaud Barradot, maître de l'hôtel de Philippe le Beau et premier trésorier, pièces 2747, 2748). — 1505, 24 avril : Autorisation d'aliéner en rentes un capital de 16.000 l. promis pour les



frais de la guerre de Gueldre (Or., pièce 2749). — 1505, 1<sup>er</sup> août : Autorisation de gager les 400 l. de rentes aliénées pour subvenir à l'aide de 6.400 l. accordée par la Ville pour le voyage d'Espagne en les garantissant sur les droits d'assis concernant le « broucquin », le vin, le brai, le grain, l'« avoir de poids », le cuir, la vente du drap au détail, le « wedde », la « vieswaere », les sayes, le droit de place à la foire et celui d'afforage (Or. avec quittance de 6.400 l. et cédula de la Chambre des comptes avec quatre signets, pièce 2750 à 2752). — 1520, 25 août : Autorisation d'aliéner 750 l. de rente au denier 16 pour se procurer les sommes nécessaires à la fortification de la ville (Or., pièce 2753). — 1529, 8 juil. : Autorisation donnée par Charles-Quint au Magistrat de lever, par rentes héritières au denier 16 un capital de 17.600 l. à valoir sur l'aide de 24.000 l. accordée par les Etats de la châtellenie pour le voyage d'Italie (Or., pièce 2754). — 1533, 11 juin : Autorisation de se procurer 4.000 l. par rentes héritières rachetables au denier 16 et par rentes viagères rachetables au denier 10 pour subvenir aux frais de la réfection des murailles de la Ville près du cloître de St-Pierre (Or., pièce 2755). — 1533, 14 juil. : Autorisation d'aliéner des rentes pour un capital de 16.000 l. au denier 16 somme destinée au souverain pour la guerre contre les Turcs et la réparation des terres inondées dans les Pays-Bas (Or. sc., pièce 2756 ; cf 2759). — 1533, 14 juil. : Autorisation de garantir les rentes annoncées par l'acte précédent sur le domaine du souverain (Or., pièce 2757). — 1535, 22 mai : Assignment sur le domaine du souverain du prêt d'un capital représentant 300 livres de rente, garanti par le sceau échevinal que le Magistrat avait prêté pour éviter l'intervention des banquiers d'Anvers (Or., pièce 2758). — 1536, 16 juil. : Autorisation d'aliéner 1.500 l. de rente héritière au denier 16 dont le capital est destiné aux dépenses militaires de l'empereur (Or., pièce 2760). — 1536, 27 juil. : Autorisation d'aliéner 16.000 l. pour constitution d'une rente de 1.000 l. à valoir sur le prêt de 48.000 l. consenti à l'empereur pour la guerre contre la France (Or., pièce 2761). — 1542, 13 août : Autorisation d'aliéner en rentes pour fournir la somme représentant la participation de la Ville à l'aide de guerre s'élevant à 20.000 l.

accordée par les Etats de la Châtellenie (Or., pièce 2762). — 1543, 10 oct. : Autorisation donnée à la Ville, pour participer à l'aide de 24.000 fl. accordée par les Etats de la Châtellenie pour la guerre de France, de rétablir les aliénations de rentes viagères au denier 8 pour une vie et au denier 10 pour plusieurs vies, et de prendre d'autres mesures fiscales (Or., pièce 2763). — 1546, 2 oct. : Remboursement par la Ville d'une rente sur requête de Baudouin Foullon (Or., pièce 2764). — 1553, 8 janv., n. st. : Lettres de Charles-Quint portant constitution de rentes pour un capital de 31.720 l. de 40 gros avancé par les personnes énumérées dans l'acte appartenant à la Châtellenie de Lille et désireuses de subvenir à la pénurie de l'aide demandée pour la guerre de France (Or. et affixes, pièces 2765 à 2767). — 1558, 26 mai : Lettres-patentes de Philippe II autorisant la Ville à aliéner une partie du domaine de la couronne notamment les maisons du Beauregard sur le Marché, le pré acquis des hoirs Jean Gommer près l'Hôtel Rihour, les terrains du château et le riez de La Madeleine, afin de pouvoir racheter les 8.000 livres de rentes constituées par le Magistrats aux deniers 12, 14 et 16 pour trouver le capital de 100.000 livres, montant de l'aide accordée au souverain en 1556 Or. sc., pièce 2768). — 1559, 2 juin : Lettre du Conseil des Finances demandant au Magistrat le chiffre des aliénations de rentes faites pour fournir au souverain les capitaux nécessaires pour la guerre commencée en 1551 (Or., pièce 2769).

AA 147 (Carton). — 33 pièces parchemin, 23 sceaux.

**1563-1691.** — FINANCES. ALIÉNATIONS DE RENTES. — 1563, 21 juin : Cédula de Marguerite de Parme, régente des Pays-Bas, autorisant le Magistrat à aliéner divers revenus pour se procurer un capital de 8.000 l. destiné au paiement des rentes dont le montant n'a pas encore été remboursé par l'état (Or. signé, pièce 2770). — 1564, 12 fév., n. st. : Ordonnance du Conseil des Finances assignant à la Ville sur la terre de Coesne 500 livres montant d'un droit seigneurial dû au fisc, somme à valoir sur ce qui est dû par le souverain, sur requête de l'Echevinage, faisant valoir son impuissance à payer les 32.489 l. 10 s. 4 d. de rentes au



grand mécontentement des rentiers qui menacent d'un scandale pouvant porter atteinte au crédit de la Ville en faisant arrêter ses bourgeois (Or., pièce 2771). — 1568, 21 mars, n. st. : Autorisation donnée au Magistrat de se procurer sous forme de rente un capital de 13.872 l. 18 s. 11 d. pour payer les intérêts des rentes précédemment constituées (Or., pièce 2772). — 1568, 31 mars, n. st. : Autorisation donnée aux Etats de la Châtellenie de lever par aliénation de rentes un capital de 20.000 l. destiné au ravitaillement des 1.200 chevaux de la cavalerie espagnole en garnison à Tournai (Or., pièce 2773). — 1576, 5 juil. et 1578, 16 avril : Autorisations données par le roi au Magistrat de lever des emprunts gagés sur le produit des impôts y spécifiés (Or. s. c., pièce 2774 et 2775). — 1595, 20 nov. : Autorisation d'emprunter 100.000 fl. par aliénation de rentes pour subvenir au service de ces rentes et aux travaux de fortification (Or. sc., pièce 2776). — 1596, 2 déc. : Autorisation de lever 30.000 l. gagées sur les revenus de la Ville, pour assurer le ravitaillement en blé (Or. sc., pièce 2777). — 1597, 23 août : Autorisation de se procurer par aliénation de rente un capital de 120.000 fl. pour les frais de l'épidémie et le paiement du personnel sanitaire (Or. sc., pièce 2778). — 1597, 22 sept. : Autorisation pour un capital de 40.000 l. destiné aux fortifications (Or. sc., pièce 2779). — 1598, 26 sept. : Autre autorisation pour un capital de 30.000 l. pour le service des portes et remparts à défendre contre les pétards et l'escalade des Français (Or., sceau d'Isabelle d'Autriche, pièce 2780). — 1600, 20 janv. : Autorisation d'aliéner des rentes pour les dépenses nécessitées par la joyeuse entrée d'Albert et Isabelle (Or. sc., pièce 2781). — 1602, 4 mars : Autorisation d'aliéner des rentes pour la participation de la Ville à l'aide de 40.000 fl. accordée par les Etats de la Châtellenie pour la prise d'Ostende (Or. sc., pièce 2782). — 1608, 2 juin : Autorisation de se procurer par aliénation de rentes un capital de 50.000 l. pour ravitailler la Ville en raison de l'indigence des habitants victimes de la crise monétaire et du chômage de la draperie et de la sayetterie (Or. sc., pièce 2783). — 1611, 10 nov. : Autorisation de se procurer les capitaux de 55.276 fl. 10 s. pour les fortifications et de 30.000 l. pour le paiement des rentes (Or. sc., pièce 2784).

1616, 30 sept. : Autorisation d'emprunter par aliénation de rentes un capital de 50.000 fl. pour se ravitailler en blé en Hollande (Or. sc., pièce 2785). — 1617, 3 juin et 22 sept. : Autorisations de se procurer un capital de 50.000 fl. pour les dépenses de l'épidémie (Or. sc., pièces 2786 et 2787). — 1625, 25 fév. : Autorisation de se procurer un capital de 40.000 fl. pour les approvisionnements de guerre et pour la défense de la ville (Or. sc., pièce 2788). — 1626, 8 mai : Autorisation d'emprunt pour ravitailler la Ville de 3.000 à 4.000 rasières de blé (Or. sc., pièce 2789). — 1628, 8 déc. : Autorisation de lever par aliénation de rente un capital de 30.000 l. (Or., pièce 2790). — 1631, 6 mars : Lettre du Conseil des Finances au Magistrat sur le remploi de 83.000 fl. que le comte de Coupigny désire affecter au rachat des rentes (Or. sc., pièce 2791). — 1633, 7 janv. : Autorisation de se procurer un capital de 30.000 fl. pour la construction d'hobettes en maçonnerie pour l'isolement des contagieux, et celui de 8.000 fl. pour des munitions de guerre (Or., pièce 2792). — 1644, 23 mars : Autorisation d'aliéner des rentes pour subvenir aux frais de la réparation des remparts (Or. sc., pièce 2793). — 1651, 13 mai : Autorisation de se procurer un capital de 20.000 fl. pour la réparation des remparts (Or., pièce 2794). — 1658, 12 fév. : Autorisation de lever un capital de 40.000 fl. par aliénations de rentes pour l'achat de munitions et ordonnance du Conseil Privé prise à ce sujet (Or., pièces 2795, 2796). — 1660, 2 août : Arrêt du Grand Conseil des Pays-Bas garantissant le Magistrat contre toute poursuite de la part des crédientiers en raison de la situation de la Ville obérée par les aides et les calamités de la guerre (Or. sc., pièce 2797). — 1663, 17 oct. : Autre arrêt du Grand Conseil donnant la même garantie pendant cinq ans (Or. sc., pièce 2798). — 1664, 23 janv. : Autorisation de lever un capital de 80.600 fl. par aliénations de rentes gagées sur le produit de divers droits, somme nécessaire pour les aides et subsides fournis au souverain (Or. sc., pièce 2799). — 1672, 30 août : Autorisation de lever un capital de 60.000 l. par constitution de rentes héritières ou viagères, gagées sur le produit des droits de boissons, somme affectée à la construction d'une nouvelle Maison de santé pour les contagieux, l'ancienne, voisine de la citadelle,



ayant été démolie pour des raisons militaires (Or., pièce 2800). — 1687, 16 janv. : Autorisation de lever un capital de 50.000 fl. pour la construction d'un nouveau canal de la Scarpe à la Deûle (Or. sc., pièce 2801). — 1691, 27 août : Autre autorisation pour lever 40.000 fl. affectés au même objet (Or., pièce 2802).

AA 148 (Carton). — 24 pièces parchemin, 7 sceaux.

**1619-1787.** — FINANCES. ALIÉNATIONS DE RENTES. CONTRATS PARTICULIERS. — 1619, 4 sept. : Constitution d'une rente de 60 fl. par le Magistrat au profit d'Antoine Morel, teinturier (Or. et affixes, sc., pièces 2803 à 2806). — 1619, 3 déc. : Rente de 50 fl. au profit de Wallerand Hangouart, s<sup>r</sup> de le Laurye (Or. sc. et affixes, pièces 2807 à 2809). — 1620, 28 fév. : Rente de 60 fl. au profit de Wallerand Caron, receveur de l'école dominicale de Lille (Or. sc. pièce 2810). — 1620, 1<sup>er</sup> oct. : Rente de 50 fl. au profit de Charles Miroul, docteur en médecine, représentant un capital de 1.000 florins (Or. sc., pièces 2811, 2812). — 1621, 21 janvier : Constitution de 100 fl. moyennant un capital de 2.000 fl. par le Magistrat au profit de Jean Imbert, s<sup>r</sup> de Fromelles, en exécution des patentes autorisant le 9 mai 1617 une aliénation de rente pour les besoins des fortifications. Affixe du 7 sept. 1674 portant transfert de cette rente au profit de la Bourse commune, par Albert Imbert, s<sup>r</sup> de Fromelles (Or. avec sceau échevinal bien conservé, pièces 2813, 2814). — 1623, 19 août : Rente de 30 fl. au profit de Jean Caulier, bourgeois de Lille et clerc des portes (Or. sc., pièces 2815 à 2817). — 1624, 19 mars : Rente sur l'échevinage de Lille au profit de Gérard Van Veldez, avec affixes intéressant Alard Van Hove, chirurgien à Lille, en 1639, avec sceau de Philippe de Rubempré (Or. et vidimus, pièces 2818 à 2823). — 1669, 5 mars : Rente de 62 fl. 10 patars au profit de Gilles, s<sup>r</sup> de Mollinghien (Or. sc., pièce 2824). — 1670, 27 sept : Rente viagère de 50 fl. sur la tête de Marie-Antoinette Le Barbier, moyennant un capital de 400 fl. versé par Pierre Le Barbier, clerc du greffe criminel constituée par le Magistrat autorisé par patentes du 23 avril 1670 à se procurer 200.000 florins pour l'agrandis-

sement de la Ville du côté de l'église Saint-André (Or., lacéré, pièce 2825). — 1787, 25 janv. : Titre de rente 4 % délivré par le Magistrat au profit de Dehau, receveur de la fondation d'Evrard Dumont, portant rente de 16 fl. moyennant un capital de 400 fl. (Or. sur formule imprimée avec sceau échevinal du type déjà en usage en 1235, pièce 2826).

AA 149 (Carton). — 1 pièce parchemin.

**1446.** — FINANCES. LOTERIE. — 1446, 21 janv., n. st. : Mandement ducal autorisant le Magistrat de Lille à établir une loterie dont les lots pourraient valoir chacun un écu ou moins et représenter 1.000 écus de prix (Or., pièce 2827).

AA 150 (Carton). — 1 pièce parchemin, 4 pièces papier.

**1606-1615.** — FINANCES. DROITS SUR LES GRAINS. — 1606, 24 juil. : Sentence de l'Echevinage au profit des collecteurs du droit d'assis sur les grains contre le prince de Ligne au sujet de la vente des grains (Or., pièce 2828). — 1611, 22 nov. : Enquête sur le paiement de ce droit à l'occasion du procès précédent (Minute, pièce 2829). — 1612, 1<sup>er</sup> déc. : Mandement de Marie de Melun enjoignant à Pierre Vaas, receveur de la pairie du Breucq, de payer un droit réclamé au receveur du prince de Ligne par les collecteurs du droit d'assis sur les grains (Cop., pièce 2830). — 1614, 22 déc. : Sentence de l'Echevinage au sujet du paiement de ce droit dû par le prince de Ligne (Or. sc., pièce 2831). — 1615, 16 mars : Sentence de l'Echevinage contre les fermiers de l'Hôpital Comtesse au sujet du droit d'assis sur les grains (Or. sc., pièce 2832).

AA 151 (Carton). — 2 pièces papier, 1 sceau.

**1609-1612.** — FINANCES. ASSIS DE L'AVOIR DE POIDS. — 1609, 17 janv.-9 avril 1610 : Enquête sur le procès devant l'Echevinage concernant les collecteurs de l'assis de l'Avoir de poids (Or., pièce 2833). — 1612, 4 déc. : Sentence de l'Echevinage pour les receveurs de l'assis de l'avoir de poids contre David de Brecht et la corporation des merciers et grossiers (Or. sc., pièce 2834).



AA 152 (Carton). — 3 pièces parchemin, 3 sceaux.

**1504-1533.** — FINANCES. ASSIS SUR LE WEDDE. — 1504, 26 avril : Appointement devant le Grand Conseil de Malines entre les fermiers de l'assis du wedde à Lille et divers marchands y dénommés, avec commission exécutoire (Or., pièces 2835, 2836). — 1533, 26 fév., n. st. : Appointement entre Denis de Bauvin, abbé de Loos et le Magistrat, au sujet du droit d'assis sur le wedde dû par F. Wattrelos, concierge du Refuge de l'abbaye, rue Grande-Chaussée, se livrant à l'industrie du wedde (Or., sceaux de l'abbé et de l'abbaye, pièce 2837).

AA 153 (Carton). — 10 pièces parchemin, 4 sceaux.

**1338-1526.** — FINANCES. DROIT DE CHAUSSÉE. — 1338, 15 mai : Lettres du chapitre Saint-Pierre et de l'Echevinage portant obligation de se soumettre à l'arbitrage qui sera prononcé le 1<sup>er</sup> octobre, par Alexandre, doyen de Saint-Pierre ; Godard de Lonroy, chanoine de Saint-Pierre et prévôt de Furnes, représentant la collégiale ; Jacques de Warengnien et Jean Le Viart, bourgeois de Lille, représentant le Magistrat, au sujet d'un litige pour droit de chaussée (Or. sc., avec affixe du 1<sup>er</sup> oct. 1338 portant prorogation de cet engagement, l'arbitrage n'ayant pu être prononcé à cause des guerres ; pièces 2838 à 2841 ; Hautcœur, *Cartul.* II, page 684). — 1339, 20 juin : Engagement pris par le Chapitre Saint-Pierre et par le Magistrat d'observer la sentence du 12 janvier 1339, n. st., y insérée, concernant le droit de chaussée (Or., pièce 2842 ; Hautcœur, *Cartul.* II, p. 687 et 689). — 1339, 20 juin : Déclaration du Chapitre au sujet de l'accord avec le Magistrat sur le droit de chaussée (Or. sc., pièce 2843). — 1344, 25 fév., n. st. : Mandement d'Antoine du Molinel, lieutenant de la Gouvernance de Lille, concernant la plainte du Magistrat contre le prieur d'Englos, étudiant à Paris, ayant fait évoquer en cette ville son procès sur le droit de chaussée relevant de l'Echevinage (Or., pièces 2844 et 2845). — 1524, 14 avril : Lettres-patentes de Charles-Quint autorisant le Magistrat à lever

un droit spécial sur le charroi des « croons et caileaux » de pierre blanche transbordés sur le rivage de Lille (Or., pièce 2846). — 1526, 21 juin : Renonciation notariée faite par Georges Willecquel, fermier de la chaussée de la baronnie de Cysoing, à la perception d'un droit sur les bourgeois de Lille (Or., pièce 2847).

AA 154 (Carton). — 8 pièces parchemin.

**1448-1616.** — FINANCES. DROIT D'ESCAT. — 1448, 30 oct. : Lettres du Magistrat agréant, moyennant un versement de 200 fr., Henri Gommer, fils de feu Baudouin, en son vivant bourgeois de Lille, et de Marie de Langlée, à bénéficier pour ses biens du droit d'issue et d'escat, bien que le bénéficiaire, rayé de la liste des bourgeois pour délit, n'ait pas été réintégré malgré les instances faites par le duc de Bourgogne, l'Echevinage ayant contesté la légitimité de l'intervention du souverain et porté le litige devant le Conseil de Flandre (Or. sc., pièce 2848). — 1519, 22 avril, n. st. : Notification par Hugues de Dompierre, prévôt de Beauquesne, de la déclaration notariée faite par Gilles Picavet et plusieurs autres bourgeois de Lille portant qu'à Lille le droit d'escat se prend sur les meubles transmis par succession ou donation de bourgeois à des non bourgeois, même si les bénéficiaires sont prêtres, droit s'élevant au dixième de la valeur des biens intéressés (Or., pièce 2849). — 1522, 15 sept. : Sentence de l'Echevinage sur le droit d'escat au sujet de l'hôtellerie de l'Ecu de France, rue Esquermoise, provenant de la succession d'Isabeau du Quesnoy, bourgeoise de Lille, échue à Alard du Quesnoy, prêtre, non bourgeois (Or. sc., pièce 2850). — 1563, 16 janv., n. st. : Sentence du Conseil de Flandre déboutant Nicolas Robert de sa requête en main levée d'une rente saisie par droit d'escat provenant du chef de sa femme, Marguerite de Heniaert, de la succession de Jean Cuvillon (Or. sc., pièce 2851). — 1563, 27 fév., n. st. : Renonciation à l'appel interjeté par Nicolas Robert au sujet de ce procès (Or., pièces 2852 et 2853). — 1590, 28 mars : Copie authentique de divers extraits de comptes remontant à 1392 sur la perception du droit d'escat (Or., pièce 2854). — 1616, 10 mars :



Sentence du Conseil Privé au profit du Magistrat contre les héritiers d'Alexandre Hanraet, maître de la Chambre des Comptes de Lille, en matière de droit d'escat (Or. sc., pièce 2855).

AA 155 (Carton). — 8 pièces parchemin, 2 pièces papier, 2 sceaux.

**1241-1759.** — FINANCES. DROIT DE TONLIEU DANS LA VILLE. — 1241, 6 oct. : Lettres-patentes de Thomas, comte de Flandre, et de Jeanne, comtesse de Flandre, portant franchise des droits de tonlieu à Lille, en faveur des habitants d'Ypres, sauf certaines restrictions (Cop. authent., pièce 2856). — 1247, 2 déc. : Lettres-patentes de Marguerite, comtesse de Flandre, et de Guillaume, son fils, portant suppression des droits de tonlieu et d'étalage dans l'étendue de l'échevinage de Lille (Or., sceau de Marguerite bien conservé, pièce 2857 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 269). — [vers 1250] : Tarif du tonlieu de Lille (Rouleau, pièce 2858). — 1455, 24 juil. : Lettres-patentes ducales autorisant le Magistrat à lever un droit de passage pendant un an sur les marchandises traversant Lille pour assurer l'entretien de routes fréquentées par les marchands se rendant en France et en Normandie, avec tarif des droits (Or. sc., pièce 2859). — 1581, 13 mars : Arrêt du Conseil de Flandre attribuant à la Chambre des Comptes la connaissance des contraventions en matière de tonlieu à la suite du transport de l'étable des laines d'Espagne transférée de Bruges à Saint-Omer (Cop. auth., pièce 2860). — [1604] : Tarif du tonlieu de Lille tiré du registre des tonlieux conservé à la Chambre des Comptes (Cop. auth., pièce 2861). — 1758, 4 fév. : Commission exécutoire du Bureau des finances sur requête d'Augustin Gouttière, receveur du tonlieu de la « Vieuwarre » de Lille, contre Bino, « viwarier » (Or. et affixes, pièces 2862 à 2864). — 1759, 4 mai : Autre commission délivrée contre Sébastien Caufourin, « viesvarier » (Or., pièce 2865).

AA 156 (Carton). — 16 pièces parchemin, 2 pièces papier, 7 sceaux.

**1287-1561.** — FINANCES. DROIT DE TONLIEU DANS LA CHATELLENIE ET A L'ÉTRANGER. — 1287, avril : Let-

tres de Jean, s<sup>r</sup> de Harnes, et de Marie, dame de Mortagne, sa femme, portant exemption de péage à Pont-à-Vendin (Or., pièce 2866 ; sceaux de Jean, s<sup>r</sup> de Harnes et de Marie de Mortagne, Demay 1022 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 321). — 1337, 4 janv., n. st. : Arrêt du Parlement de Paris concernant le procès entre la ville de Lille et la comtesse d'Artois au sujet des marchandises venues de Lille soumises au péage de Bapaume (Vidimus de 1337, pièce 2867). — [1337] : Mémoire sur ce procès (Copie contemp., pièce 2868). — 1421, 6 fév., n. st. : Sentence de la Gouvernance portant exemption du droit de vinage à Pont-à-Vendin (Or. sc., pièces 2869 et 2870). — 1425, 22 nov. : Sentence de la Gouvernance sur le procès entre le Magistrat et Hue d'Halluin, écuyer, mari de Marie de Bressi, au sujet d'un droit de passage à Pont-à-Tressin induement exigé d'un bourgeois de Lille Jean Wilant (Or. et affixe, pièces 2871 et 2871 A). — 1426, 13 nov. : Sentence du Conseil de Flandre au profit de l'échevinage de Nieuport contre les receveurs du tonlieu et de l'assis de Dixmude au sujet de l'exemption des droits sur la vente du poisson (Copie flamande auth. du XVI<sup>e</sup> s. avec copie des arrêts du Parlement de Paris y relatifs, pièce 2872). — 1432, 8 fév., n. st. : Conventions entre Mahieu, abbé de St-Amand, et l'échevinage de Lille concernant le péage du pont de Bouvines (Or. sc., pièce 2873). — 1451, 28 août : Arrêt du Parlement de Paris concernant le droit de tonlieu perçu à Ypres sur les marchandises appartenant aux marchands lillois, avec conventions arbitrales sur la perception des droits (Vidimus, sceau de la ville d'Ypres, pièce 2874). — 1457, 27 mai : Réparation judiciaire par Jean Leroy, dit Boussart, prévôt et fermier de La Bassée, pour avoir induement exigé le tonlieu dans cette ville de Jacquemard Benaule, bourgeois de Lille (Or., pièce 2875). — 1465, 12 juin : Sentence du Conseil de Flandre sur le procès entre les villes de Lille et de Nieuport au sujet du minck du poisson (Or. pièce 2876). — 1523, 28 sept. : Cédule du Conseil Privé portant extension aux sujets de Flandre de l'exemption de tonlieu accordée aux habitants de Tournai (Or. et affixes, pièces 2877 à 2880). — 1529, 18 août : Restitution du droit induement perçu à Halluin sur un bourgeois de Lille par le



fermier du tonlieu (Or. et copie, pièces 2881, 2881 A). — 1561, 28 fév., n. st. : Tarif très détaillé des droits de tonlieu perçus à Deûlémont au profit de l'abbaye de Messines (Copies auth. : pièces 2882 et 2883).

AA 157 (Carton). — 8 pièces parchemin.

**1460-1520.** — FINANCES. — FERME DU BROUQUIN. — 1460, 5 sept. : Sentence du Grand Conseil rejetant la complainte en cas de novellété formée par Victor Wastel, sergent de la Gouvernance, et Jacot Hochepied, brasseur de cervoise, contre les fermiers du droit d'assis et renvoyant les parties pour enquête devant deux commissaires Jean Dubois, maître des requêtes de l'hôtel et Guill. Dommessent, secrétaire ducal (Or., pièce 2884). — 1460, 14 nov. : Ajournement par ces deux commissaires lancé contre Noël du Vreliet et autres sergents de la Gouvernance (Or., sceau de J. du Bois, maître des requêtes, pièce 2885). — 1463, 15 nov. : Cautionnement donné par Jean de Bourghelles, adjudicataire de la ferme du Brouquin, avec affixe du 15 déc. 1464 contenant le cautionnement de Jean de La Haye, adjudicataire du droit, dont le produit doit être affecté à la construction du Rihour (Or., sceau aux connaissances de l'Echevinage, pièces 2886, 2887). — 1464, 4 sept : Sentence de la Gouvernance sur le procès des fermiers de l'assis du brouquin contre Charles Malines, brasseur, incarcéré à la prévôté (Or., pièce 2888). — 1503, 12 mai : Sentence du Grand Conseil au profit des fermiers de l'assis du brouquin contre les brasseurs réclamant le droit de pouvoir fabriquer trois fois par semaine 29 tonneaux  $3/4$  de cervoise, se plaignant d'être entravés dans leur fabrication par la haine de leurs adversaires au préjudice du peuple contraint de boire de la cervoise chaude préjudiciable à la santé (Or., pièce 2889). — 1510, 9 sept. : Sentence de la Gouvernance sur le procès entre Bertin de Thovare, marchand piémontais tenant table de prêt à Lille, et les fermiers du brouquin en matière d'exemption (Or. sc., pièce 2890). — 1511, 14 août : Cédula notariée de l'appointement du procès entre les fermiers du brouquin, l'Echevinage et Bertin de Thovare (Or., pièce 2891). — 1520, 27 août : Lettres-patentes de Charles-Quint

réglementant le droit d'assis du brouquin et du braie (Or., pièce 2892).

AA 158 (Carton). — 6 pièces parchemin, 1 pièce papier.

**1517-1628.** — FINANCES. FERME DU PIED FOURCHU. — 1517, 22 mai : Sentence de la Gouvernance condamnant Gilles de Halluin, noble tombé dans la pauvreté, inculpé d'avoir voulu, pour désintéresser ses créanciers qui l'avaient fait incarcérer, vendre du bétail à l'insu des fermiers du pied fourchu (Or. sc., pièce 2893). — 1522, 18 avril : Sentence de la Gouvernance déboutant David Desfontaines, boucher, en procès avec les fermiers du pied fourchu, pour vente de bétail (Or., pièce 2894). — 1522, 18 avril : Sentence de la Gouvernance sur le procès entre Henri Baillet et les fermiers (Or. sc., pièce 2895). — 1522, 20 déc. : Commissions exécutoires de ces deux sentences (Or., pièce 2896), et renonciation d'appel datée du 11 février suivant (Or., pièce 2897). — 1628, 8 déc. : Résolution du Magistrat accordant à la corporation des bouchers la ferme du pied fourchu sous condition de renoncer à leur appel devant le Grand Conseil de Malines au sujet de leur procès avec le Magistrat (Or. et affixe, pièces 2898, 2899).

AA 159 (Carton). — 6 pièces parchemin, 4 pièces papier, 3 sceaux.

**1522-1664.** — FINANCES. DROITS INDIRECTS DIVERS. — 1522, 13 fév., n. st. : Sentence sur le procès entre les fermiers de la « Goubellerie » de Lille et les hoirs de Jean de Quiévy, au sujet d'un droit sur la maison mortuaire (Minute, pièce 2900). — 1524, 24 oct. : Cédula de la Chambre des Comptes sur le bail à ferme de l'office des ferreurs de sayes à Lille (Or., pièce 2901). — 1590, 7 avril : Attestation reçue par Simon Siret et Jean Lefranc, notaires, sur le tarif des divers impôts sur les marchandises à Lille, notamment sur les droits de la ferme des « chambgean, sayes et satin ». (Or., pièce 2902). — 1608, 19 août : Protestation du Magistrat contre une décision des Etats de la Châtellenie attribuant aux fermiers des droits sur la bière, l'affaire au forfait de la taverne des Trois Oiselets, près du moulin de La Madeleine



(Or., pièce 2903). — 1628, 7 avril : Dictum du Conseil Privé interprétant la perception du droit d'un gros à la livre sur les marchandises vendues au poids de la ville (Or. sc., pièce 2904). — 1647, 7 mars : Transmission par le Conseil Privé d'une lettre à la Gouvernance sur la ferme du sel accordée à Nicolas Blondel (Or. et affixe, pièces 2905, 2906). — 1647, 17 juil. : Sentence du Conseil de Flandre rejetant le pourvoi de Walle-rand Caulier, fermier de l'impôt sur la bière, en demande d'indemnité pour non jouissance (Or. avec sceau du Conseil au lion de Flandre, avec contre-sceau au briquet de Bourgogne, pièce 2907). — 1664, 20 mars : Dictum du Conseil de Flandre sur le procès entre le Magistrat et les épiciers, fevres et plombiers, en matière de droits (Or., pièce 2908). — 1664, 21 mars : Dictum du Conseil de Flandre sur le procès entre les cordonniers de Lille et Ambroise Vandesteën, fermier de l'assis du cuir (Or., pièce 2909).

AA 160 (Carton). — 53 pièces parchemin.

**1696**, 9 juin-30 juin. — FINANCES. ALIÉNATIONS D'OFFICES. — 1696, 9 juin : Aliénation par le Magistrat des offices de « hautbanq » de la sayetterie, dit vingtaine, moyennant 800 l. au profit de Bonaventure Caby (Or. sur formule imprimée, pièces 2910 à 2913), et d'Artus François (pièces 2914 à 2920). — 1696, 9 juin : Aliénation de l'office d'auneur ou ferreur de la sayetterie, moyennant 1.200 l. au profit de Pierre Wavrin, rue de la Barre, en exécution de l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 mai 1696, interprétant l'édit de nov. 1695 sur les offices héréditaires de police dont les villes avaient antérieurement la nomination, avec pièces annexes intéressant notamment la transmission de cet office à Michel Dupont, en déc. 1710, et les conventions passées par ce dernier le 4 juillet 1730 avec des membres de sa famille (Or., pièces 2921 à 2927). — Offices d'hautbanq de la bourgeterie aliénés au profit de J.-B. Delaporte (2928 à 2936) et de Philippe Lencher (2937 à 2940). Requête au Magistrat pour la création d'un cinquième office de commis aux poinçons (2941). Offices d'auneur de toiles aliénés à Jean Chuffart (2942 à 2948) et Liévin de Laurier (2949 à 2953). Offices d'auneur ou ferreur de la

bourgeterie aliénés au profit de J.-B. Lecomte (2954 à 2956) ; Charles Desuert, rue du Cimetière-Sainte-Catherine (2962 à 2966) ; J.-B. du Chatelet, demeurant dans le cloître Saint-Pierre (2967 à 2970) ; Antoine Norman, rue de la Grande-Chaussée (2971 à 2973). Offices d'auneur ou ferreur de la sayetterie aliénés à Mathias Spillart (2957 à 2961) ; Robert Leroy, rue Française, paroisse de Sainte-Catherine (2974 à 2977) ; Ignace Raoult, rue Française, paroisse Saint-Pierre (2978 à 2984). Office de valet au scel de la sayetterie pour Rémi Destrez (2989 à 2991). Office de rouleur de bière pour Toussaint Ansel, rue de l'Esplanade, paroisse de Sainte-Catherine (2992). Offices de brouteur et aide au poids pour Nicolas Le Brun (2985 à 2988) ; Georges Belval (2993 à 2998) ; Guislain Bonaventure (2999 et 3000) ; Philippe Carrette (3001 à 3005) ; Antoine de Roubaix (3006 à 3008), Jacques Desbonnet (3009 à 3015), Pierre de Wamme (3016, 3017) ; J.-B. Dubois (3018 à 3021) ; Bertrand du Joncquoy (3022 à 3025) ; Jacques du Molin (3026 à 3029) ; Jacques du Priez (3030 à 3038) ; Simon Fienville (3039 à 3042) ; Jean Garlette (3043, 3044) ; Pierre Godin (3045, 3046) ; J.-B. Landieu (3047 à 3052) ; P. F. Preudhomme (3053 à 3057) ; Fr. Wattrelos (3058 à 3062).

AA 161 (Carton). — 57 pièces parchemin.

**1696**, 1<sup>er</sup>-8 juillet. — FINANCES. ALIÉNATIONS D'OFFICES. — 1696, 1<sup>er</sup> juil. : Aliénation par le Magistrat de l'office de cavier de l'hôtel de ville au profit de Catherine Leroy, veuve d'E. F. Dumortier, pour 3.000 l. (Or., pièces 3063, 3064). Offices d'égard juré du houblon aliénés à Antoine Barrat (3065 à 3069) et à Jean Delepierre (3070 à 3072). Offices de brouteur et aide au poids aliénés à Antoine Bague (3073 à 3078), Antoine Barrat, rue des Morts (3079 à 3081), Louis Campion (3082 à 3087), Nicolas Casquin (3088 à 3092), J.-B. Corsin (3093 à 3095), Martin Delecroix (3096 à 3100), Benoît Delepierre (3101 et 3102), Jean Delepierre (3103, 3104), Jacques-Mathieu Franchomme (3105 à 3108), Jean Hardelin (3109 à 3113), Marc-Antoine Lecomte (3114 à 3116), J. F. Preudhomme (3117 à 3123), Nicolas Six (3124 à 3127), Antoine Tonnel (3128 à 3131), Henri Welcomme (3132 à 3134).



Office de rouleur et ayaleur d'huile aliéné à Jean Deleporte (3135 à 3137). Office de rouleur de vin aliéné à Denis Daudenarde pour 1.500 l. (3138 à 3140). Offices d'égard juré de pain aliénés pour 281 l. 5 s. à Albert Dillies (3141), et Ambroise Gossart (3142 à 3145). Offices de priseur juré des grains aliénés pour 187 l. 10 s. à Charles Buisine (3146 à 3148), Joseph Saïngez (3149 à 3152) et Balthazar Traché (3153 et 3154). Office de consigne de la porte Notre-Dame aliéné à Pierre Henneuse (3155 et 3156). Offices de brouteur et aide au poids aliénés à G. G. Bonvin (3157 à 3160), Michel Carlier (3161 à 3171), Olivier Carrioux (3172 à 3176), Jean Casquin (3177 à 3181), Jacques du Crocqué (3182 à 3184), Dominique du Fay (3185, 3186), Adrien Dujardin (3187 à 3196), Jean Gilotiaux (3197 à 3200), Nicolas Hallet (3201 à 3209), Guislain Noiret (3210 à 3212), Nicolas Ruelle (3213 à 3215), Barthélemy Waymel (3216 à 3219).

AA 162 (Carton). — 259 pièces parchemin.

**1696**, 4 juillet. — FINANCES. ALIÉNATIONS D'OFFICES. — 1696, 4 juillet : Aliénation par le Magistrat de l'office de consigne de la porte de Fives moyennant 600 l. au profit de Jean Laffitte (Or. sur formule imprimée, pièce 3220 et 3221). Offices de consigne de la Porte des Malades pour Antoine Bende, moyennant 750 l. (3222 à 3226), de consigne de la Porte Saint-Maurice, moyennant 225 l. pour Jacques Contant (3227 à 3230). Office de maître d'hôtel et héraut d'armes de la ville moyennant 468 l. 15 s. aliéné à Georges Blancquart (pièces 3231 à 3234). Office d'huissier des apaiseurs pour Pierre Berrenger (pièces 3235 à 3237). Office de contrôleur du minck moyennant 450 l. aliéné à Joseph Cuvelier (pièces 3238 à 3250). Offices de sergent des pauvres aliénés à J.-B. Dubois, André Membreu, Michel Migno, Chariton Rose, Ignace Thibault (pièces 3251 à 3272). Offices de rouleur de vins à Artus Pennel (3273 et 3274), et Hugues Wacqué (3275 à 3281). Offices de mesureur de grains à Michel Coyart (3282, 3283), Georges Cretal (3284 à 3286), Paul Dassonville (3287 à 3289), Alexis de Râsbourg (3290 et 3291), Alexis Desneulin (3292 à 3297), Hubert Despret (3298 à 3302), J. C. du Bincourt (3303 à 3306), Adrien Ducornet (3307 à 3311),

Arnould Gillon (3312 à 3315), Dominique Grignon (3316 à 3321), Ignace Leblan (3322 à 3329), Jean Leblanc (3330 à 3334), Philippe Lefebvre (3335 à 3337), Louis Leroy (3338 à 3345), Jacques Lescuyer (3346 à 3352), Mathieu Marlier (3353 et 3354), Jean Martin (3355), Alard Mas (3356 à 3361), P. J. Meurice (3362 à 3368), Bonaventure Poutrain (3369 à 3375), Charles Prouvost (3376 à 3380), Jean Waresquiel (3381 à 3385). Offices d'égard d'huiles aliénés à Jean-Ignace Corleau (3386 à 3388), Michel Lobidé (3389 à 3395), Toussaint Mio (3396). Offices de rouleur d'huiles aliénés à Jean Descatoire (3397 à 3401), Pierre-Hubert Franqué (3402 à 3411), Jérôme Hotin (3412 à 3416). Offices d'égard des savons aliénés à Alexis Cordonnier (3417 à 3419), Léon de Heulle (3420), Jacques Douches (3421 à 3424), Denis Leclercq, rue des Tours, paroisse de La Madeleine (3425 à 3429), Jacques Lescurie (3430 à 3433), Claude Raison (3434 à 3438), Elisabeth-Claire Watrelo, veuve de Jean Hauteœur, rue du Piété au Château (3439 à 3443). Offices de brouteur et aide au poids aliénés à Arnould Barat (3444 à 3447), Simon Birlouez (3448 à 3452), Gilles Hachin (3453 à 3457), Ghislain Lemesre (3458 à 3460), J. F. Louis (3461 à 3464). Offices de jaugeur à l'eau aliénés à Jean de Becker, rue Saint-Pierre, paroisse Saint-Pierre (3465 à 3467), Etienne Gérard (3468 à 3471), Jean Leleu, rue des Récollets, paroisse Saint-Etienne (3472 à 3476), Maximilien Malatiré, rue des Pénitentes, paroisse de La Madeleine (3477 à 3479).

AA 163 (Carton). — 231 pièces parchemin.

**1696**, 5 juillet-13 mai **1697**. — FINANCES. ALIÉNATIONS D'OFFICES. — 1696, 5 juil.-20 juil. : Offices de brouteur et aide au poids aliénés à Richard-François Heudebert (pièces 3480, 3481), Pierre Wauquez (3482 à 3486), Bon Lemaistre (3502 à 3506), Théodore de Lau (3507 à 3517), Philippe Fruit (3518 à 3522), Pierre-Georges Warquin (3523 à 3525), Bruno Blondel (3533 à 3538), Simon Bonduel (3542 à 3548), Vincent Desbonnet (3549, 3550), Jacques Patou, dit Maugré (3551 à 3556). Office de mesureur de grain aliéné à Philippe Raison (3491 à 3493). Offices de rouleur de vin aliénés à Jean Desrousseau (3494 à 3499), Pierre Le Grou (3500 et 3501), Nicolas Clément (3564 à 3567),



Jean Lefebvre (3696 à 3699), Toussaint Dottignies (3707 à 3710). Offices de sergent des pauvres aliénés à Baudouin-Ignace Delevigne (3487 à 3490), Chariton Rose (3575 et 3576. Office d'égard du pain aliéné à Albert Dillies (3526 à 3532). Offices de consigne de la Porte Saint-André aliéné à Jean-Gengulphe Rotru (3539 à 3541), de la porte de La Madeleine à Charles Maton (3568 à 3571), de la porte de la Barre à André Legrand (3584 à 3594). Office de greffier des pauvres aliéné moyennant 1.500 l. à Georges Legrand (3557 à 3563). Offices de porteur au sac aliénés à Maximilien Tiers (3572 à 3574), Joseph-Etienne Desmathieu (3577 à 3580), Antoine Thieffries, dit Bonenfant (3581 à 3583), Jean Bonvin 3595 à 3599), Michel Calon (3600, 3601), Philippe Caziers (3602 à 3607), Pierre Descamps (3608 à 3610), Nicolas Du Bincourt (3611 à 3615), Laurent du Riet (3616 à 3618), Maximilien Legrou, dit Lamarche (3619 à 3621), Nicolas Lenglard (3622 à 3627), Antoine Leroy, dit Voldiry (3628 à 3630), Jacques Leroy, dit Paris (3631 à 3634), Nicolas Lescutié, dit Divertisan (3635 à 3641), Hubert Raison, dit Jolyfleur (3642 à 3645), Jacques Raison (3646 à 3649), Pierre Roussel (3650 à 3652), J. F. Sauvé, dit Major (3653 à 3657), Pierre Taffin (3658 à 3661), Catherine Sampart (3700, 3701), Jean de Lescluse (3703 à 3706). Offices de commis au poinçon et marqueur de poids aliénés à Jacques Cornette, marchand orfèvre (3662 à 3684), Ignace d'Has (3685 à 3687), Isaac d'Hennin, marchand orfèvre (3688), Nicolas Garlette, marchand orfèvre (3689), François-Dominique Petit (3690, 3691), Nicolas Quarlette (3692). Office de rouleur d'huile aliéné à François Carbonnel (3693 à 3695). Office de contrôleur du broquin aliéné moyennant 4.500 fl. à Guillaume-François Dhenin (3702).

AA 164 (Carton). — 2 pièces parchemin, 13 pièces papier.

**1701-1730.** — FINANCES. ALIÉNATIONS D'OFFICES. 1701, 17 mai : Vente devant J. J. Lallou, notaire à Lille, par François-Dominique Petit, marchand orfèvre en cette ville, au profit de Joseph Godin, orfèvre, d'un office de commis du poinçon et marqueur au poids (Or., pièces 3711 à 3713). —

1704, 25 oct. : Vente par Marie-Marguerite Desru-maux, veuve de J. F. Bauduin, de l'office de mesureur de grain, aliéné par le Magistrat le 4 juillet 1696 au profit de Mathieu Marlier, faite en faveur de Charles Leroy, demeurant à Mouvaux (Or., pièces 3714 à 3716). — 1727, 21 août : Vente par Pierre-Alexandre Dehas et M. A. F. Dupris, sa femme, au profit de Louis Lefin, maître flécheur à Lille, de l'office d'avaleur ou rouleur d'huile aliéné par le Magistrat le 30 juin 1696, au profit de Gérard de Riquebourg (3717 à 3721). — 1730, 26 août : Vente devant Thomas Lesage, notaire à Lille, par Ignace Pollart, au profit de Nicolas-Joseph Mille, de l'un des 24 offices de mesureur de grains acquis de Marin Paintin (Or., pièces 3722 à 3725).

AA 165 (Carton). — 1 pièce parchemin, 1 pièce papier.

**1686-1700.** — FINANCES. OFFICES ROYAUX. — 1686, 8 mai : Quittance de 15 l. reçues par la chancellerie royale pour le droit de marc d'or dû par Marc Renard, à cause de sa nomination à l'office d'archer du prévôt général des maréchaux de France en Flandre (Cop., pièce 3726). — 1700, 13 fév. : Quittance de 15 l. pour semblable droit dû par Jacques-François Michel, archer de la prévôté (Cop., pièce 3727).

AA 166 (Carton). — 2 pièces parchemin, 1 pièce papier, 3 sceaux.

**1279-1734.** — FINANCES. PIÈCES COMPTABLES. — 1279, avril : Assignation par la comtesse de Flandre de 100 livres de rente en faveur de la ville de Lille sur les revenus des halles de cette ville (Or. sc., pièce 3728). — 1630, 20 sept. : Lettre de Maximilien Vilain de Gand, évêque de Tournai, priant le Magistrat de payer à Martin Damelange la pension quotidienne de 5 sous qui lui a été assignée (Or., pièce 3729). — 1734, 9 avrii : Ordonnance du Bureau des finances de Lille pour le paiement à l'Hôpital des Invalides de cette ville de la pension due à Alexandre Monmonier (Or., pièce 3730).



AA 167 (Carton). — 6 pièces parchemin, 2 sceaux.

**1449-1554.** — CLERGÉ. CHAPITRE SAINT-PIERRE. PERSONNEL. — 1449, 5 août-24 août : Lettres exécutoires de Charles VII ajournant devant la prévôté de Paris, gardienne des privilèges de l'Université de cette ville, Nicole Finet, sur complainte formée par Pierre de Vaucel, régent de ladite Université, qui avait obtenu, en exécution de la Pragmatique sanction, la prébende occupée par Anselme de Raismes dans le Chapitre Saint-Pierre, et mentionnant que les Magistrats de Bruges et de Lille avaient refusé de laisser signifier l'exploit en suite de l'interdiction faite par le duc de Bourgogne, lors de la dernière conférence de Paris, aux Quatre Pays de Flandre, de connaître les lettres de répit et complaints émanant des juridictions étrangères (Cop. du 25 août 1449, pièce 3731). — 1542, 7 oct. : Mandement de Charles-Quint transmettant à la Gouvernance la requête y affixée du Chapitre Saint-Pierre contre Georges Ymeloot au sujet de la collation de l'écolâtrerie de Saint-Pierre (Or., pièces 3732, 3733). — 1547, 3 fév., n. st. : Sentence de la Gouvernance condamnant le Chapitre Saint-Pierre pour son opposition à l'installation de G. Ymeloot dans l'écolâtrerie de la collégiale, bénéfice résigné en sa faveur par son oncle Georges Taispil, précédemment investi par le prévôt du Chapitre (Or., sceau d'Antoine de Beaulaincourt, lieutenant de la Gouvernance, pièce 3734). — 1551, 13 août : Sentence provisionnelle de la Gouvernance au sujet de la prise de possession de l'écolâtrerie de Saint-Pierre par G. Ymeloot (Or., sceau fruste de Baudouin Hespel, s<sup>r</sup> du Bus, lieutenant de la Gouvernance (Or., pièce 3735). — 1554, 17 mai : Sentence définitive de la Gouvernance au sujet de la collation de l'écolâtrerie de Saint-Pierre, déclarant obreptices les provisions produites par G. Ymeloot (Or., cahier de 13 pages grand in-folio, pièce 3736).

AA 168 (Carton). — 10 pièces parchemin, 1 pièce papier, 4 sceaux.

**1066-1683.** — CLERGÉ. CHAPITRE SAINT-PIERRE. TITRES. PRIVILÈGES. — 1066-1202 : Rouleau de parchemin, écrit au XIII<sup>e</sup> siècle, contenant les

privilèges du Chapitre notamment le diplôme daté de 1066, de Baudouin de Lille, comte de Flandre, assignant une dotation à l'église et au Chapitre Saint-Pierre (publié dans Miraeus, *Opera Diplomatica*, I, 65 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 217 ; Hautcœur, *Cartul.* I, page 2), la confirmation le 8 avril 1067, par Alexandre II, des possessions du Chapitre (publié dans Buzelin, p. 310 ; Migne, t. CXLVI, col. 1325 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 222 à la date du 8 avril 1066 ; Jaffé-Ewald, n° 4629 ; Hautcœur, *Cartul.*, I, p. 8. L'authenticité de cette bulle, contestée par Pflugk-Harttung, t. I, p. 41, ne paraît pas douteuse) ; confirmation le 7 mars 1075 des possessions de Saint-Pierre par Grégoire VII (publiée dans Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 251 ; Pflugk-Harttung, I, p. 46 ; Hautcœur, *Cartul.* I, p. 9) ; confirmation le 3 mars 1144 des possessions de Saint-Pierre par Célestin II (publiée dans Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 223 à la date du 7 janvier 1144 ; Miraeus, *Opera dipl.* IV, p. 15 ; Migne, t. CLXXIX, col. 813 ; Hautcœur, *Cartul.* I, p. 33) ; confirmation en 1202 par Philippe-Auguste, des donations faites au Chapitre (publiée dans Miraeus, *Op. dipl.* III, p. 674 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 229 ; Hautcœur, *Cartul.* I, p. 69. Léopold Delisle, dans son *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*, p. 170, considère cet acte comme douteux. Rouleau de parchemin, pièce 3737). — 1211, juillet : Fondation par le Chapitre Saint-Pierre de la chapellenie de la première messe (Or., sceau de Robert de Magduno, prévôt du Chapitre H, Demay 6280 et sceau du Chapitre bien conservé, pièce 3738 ; Hautcœur, *Cartul.* I, p. 97). — 1384, 8 juin : Lettres de non préjudice délivrées par le Chapitre Saint-Pierre déclarant que la procession qui se fait le dimanche après la Trinité a eu lieu, cette année, à l'intérieur de Lille, à cause des dangers de guerre, pour sauvegarder la châsse et les reliques (Or., pièce 3739 ; Hautcœur, *Cartul.* II, p. 813). — 1386, 16 juin : Lettres de non préjudice délivrées par le Chapitre à l'occasion de la procession du dimanche suivant la Trinité, qui s'est faite à l'intérieur de la Ville, à cause des inondations (Or., pièce 3740). — 1411, 3 oct. : Confirmation par l'abbesse de Marquette de la décision prise par le Chapitre Saint-Pierre au sujet d'une maison rue Saint-Pierre



relevant du Chapitre à cause de la Chapellenie Saint-Georges dont Nicaise Grandin est chapelain, avec affixe contenant l'autorisation délivrée aux religieuses par Mathieu, abbé de Clairvaux (Or., pièces 3741, 3742). — 1425, déc., Dordrecht : Lettres-patentes ducales portant fondation d'une maîtrise d'enfants de chœur à Saint-Pierre de Lille pour apprendre l'art de musique, « lant de chant, contrepoint comme deschant » (Or., pièce 3743 ; Hautcœur, *Cartul.* II, p. 928). — 1426, 10 déc., Bruges : Lettres d'amortissement d'une rente affectée à la maîtrise du Chapitre Saint-Pierre (Or. avec grand sceau de Philippe le Bon bien conservé, pièce 3744). — 1512, 26 mars, n. st. : Mandement de Maximilien, empereur, portant sauvegarde pour le Chapitre (Cop. non auth., pièce 3745). — 1681, 7 juil. : Adhérance devant Bruno Bayart, s<sup>r</sup> de Pont-à-Vendin, bailli de la pairie de Levincourt, au profit de Pierre Blaton, chapelain, secrétaire du Chapitre Saint-Pierre, du terrain situé dans la nouvelle enceinte acquis de Jacques de Camps (Or. sc., pièce 3746). — 1683, 19 mai : Testament de Jacques Tournemine, chapelain de Saint-Pierre, et fondation de prébendes en ce Chapitre (Or., pièces 3747, 3748).

AA 169 (Carton). — 27 pièces parchemin, 26 sceaux.

**1088-1464.** — CLERGÉ. CHAPITRE SAINT-PIERRE. TITRES DE PROPRIÉTÉS EN FLANDRE. — 1088, 16 mars, n. st. : Donation de l'autel de Gits (Belgique, Flandre Occidentale), au Chapitre Saint-Pierre, faite par Ratbod, évêque de Noyon et de Tournai (Or., pièce 3749 ; Hautcœur, *Cartul.* I, p. 12). — 1208, 1<sup>er</sup> déc. : Lettres de Jeanne, comtesse de Flandre, attestant que Woubert de Holvede, chevalier, a renoncé à tout droit en faveur du Chapitre Saint-Pierre sur la dime de Gits (Or. sc., pièce 3750). — 1248, 30 janvier, n. st. : Confirmation par Gautier, évêque de Tournai, de la donation de l'autel de Gits faite le 16 mars 1088 par l'évêque de Noyon et Tournai (Or. sc., pièce 3751). — 1249, déc. : Lettres-patentes de Marguerite, comtesse de Flandre, attestant que Alix, veuve de Richard de Srates, chevalier, a engagé avec le consentement de ses fils Jean et Philippe, moyennant une somme de 70 l. de Flandre, la quatrième

partie de la dime de Gits, tenue en fief du comté de Flandre et stipulant rachat facultatif après neuf ans (Or., pièce 3752 ; Hautcœur, *Cartul.* I, p. 332). — 1251, 2 avril, n. st. : Lettres de Marguerite, comtesse de Flandre, autorisant la vente au profit du Chapitre Saint-Pierre, par Jean de Hodiardelande, d'une portion de dime située à Gits et portant commission pour Baudouin de Bailleul chargé de faire l'adhérance (Or. sc., pièce 3753 ; Hautcœur, I, page 346). — 1251, 2 avril, n. st. : Vente de cette dime passée devant Baudouin de Bailleul, bailli de Flandre (Or., sceau incomplet de Baudouin de Bailleul, pièce 3754 ; Hautcœur, *Cartul.* I, p. 346). — 1260, 3 nov. : Déclaration faite devant l'officialité de Tournai par Gautier de Haulede, chevalier, portant qu'il n'a aucun droit sur la dime de Gits dont le patronage appartient au Chapitre Saint-Pierre (Or. sc., pièce 3755 ; Hautcœur, *Cartul.* I, page 389). — 1266, 15 avril : Attestation de Lambert d'Ougerlande portant que la dime tenue de lui à Gits par Jean de Nieukerke, chevalier, et aliénée par ce dernier au profit du Chapitre Saint-Pierre, a été remise entre ses mains et que la collégiale a été adhéritée. (Or. sceau de Lambert, pièce 3756 ; Hautcœur, *Cartul.* I, p. 406). — 1266, avril, n. st. : Approbation par Marguerite, comtesse de Flandre, de la vente faite au Chapitre Saint-Pierre par Gautier de Haulede, chevalier, d'une dime à Gits (Or. sc., pièce 3757 ; Hautcœur, *Cartul.* I, p. 407). — 1266, avril, n. st. : Approbation par Gui, comte de Flandre, de la vente d'une dime à Gits faite au profit du Chapitre Saint-Pierre par Jean de Nieukerke, tenue en fief de Lambert d'Ougerlande (Or. sc., pièce 3758 ; Hautcœur, *Cartul.* I, p. 406). — 1266, mai : Attestation de l'official de Tournai portant consentement par Adèle, femme de Gautier de Haulede, à la vente faite par son mari d'une dime à Gits, lieudit Dediepbroeck (Or. sc., pièce 3759 ; Hautcœur, *Cartul.* I, p. 407). — 1266, mai : Attestation par l'official de Tournai, de la vente faite au Chapitre Saint-Pierre par Jean de Nieukerke d'une dime à Gits (Or. sc., pièce 3760, Hautcœur, *Cartul.* I, p. 407). — 1273, 22 sept. : Commission donnée par le comte de Flandre au bailli de Thourout, pour recevoir les actes relatifs à la vente d'une dime à Gits au Chapitre Saint-Pierre



par Lambert d'Ougerlande (Or. sc., pièce 3761 ; Hautcœur, *Cartul.*, I, p. 450). — 1274, 15 avril, n. st. : Renonciation par Marguerite, femme de Lambert d'Ougerlande, habitant à Thourout, à tous droits sur la dime de Gits, aliénée par son mari (Or., pièce 3762 ; Hautcœur, *Cartul.*, I, p. 454). — 1274, avril, n. st. : Lettes-patentes de Gui, comte de Flandre, affranchissant de tout service de fief la dime vendue par Lambert de Ougerlande (Or. sc., pièce 3763 ; Hautcœur, *Cartul.*, I, p. 454). — 1274, mai : Lettres de Lambert d'Ougerlande et de Marguerite, sa femme, attestant la vente de leur dime de Gits au profit du Chapitre Saint-Pierre (Or., sceaux de Lambert d'« Hougaerdenlande », Demay 1113, et de Gautier de Gand, son beau-père, Demay 917, pièce 3764 ; Hautcœur, *Cartul.*, I, p. 455). — 1274, mai : Adhèriment de la dime de Gits aliénée au profit du Chapitre Saint-Pierre par Lambert de Ougerlande, moyennant 224 l., prononcé par Jean de Le Houte, bailli de Thourout (Or., pièce 3765 ; Hautcœur, *Cartul.*, I, p. 454). — 1455, 9 oct. et 1461, 26 sept. : Titres de propriété de la dime de Jacques de Le Munte à Gits, acquise par le Chapitre (Or. sc., pièces 3766 et 3767). — 1463, juin : Amortissement d'un fief à Gits, mouvant de Jacques de Munte, à cause de sa seigneurie de Cringhe, acquis par le Chapitre Saint-Pierre avec la somme de 120 écus de 40 gros donnée par le duc pour faire nettoyer quatre fois par an les personnages en laiton ornant la tombe récemment édiflée dans la chapelle N.-D., en cette collégiale, à la mémoire de Louis, comte de Flandre, de Marguerite de Brabant et de leur fille Marguerite (Or. et affixe, pièces 3768, 3769 ; Hautcœur, *Cartul.*, II, p. 1037). — 1464, 8 fév., n. st. : Quittance délivrée par Jean de Saint-Omer, s<sup>r</sup> de Morbecque et d'Awelghem, pour une somme de 36 l. à lui donnée par le Chapitre Saint-Pierre pour avoir consenti à l'amortissement d'une dime à Gits tenue de Jacques de Le Munte à cause de la seigneurie de Cringhe (Or. sc., pièce 3770). — 1464, 8 mars, n. st. : Don par Chrétienne Poulaine, veuve de Jean Leprestre et héritière de Gui Poulain, chanoine de Saint-Pierre de Lille, de dîmes situées à Gits en faveur du Chapitre, par acte passé devant Jacques Macaire, bailli de l'avouerie de

Thérouanne (Or., sceau du bailliage de l'avouerie de Thérouanne, pièce 3771). — 1464, 16 mars, n. st. : Quittance de Jacques de Munte, pour une somme de 54 l. p. que lui a payée le Chapitre Saint-Pierre pour son consentement au transfert de la dime de Gits tenue en fief de la seigneurie de Cringhe (Or., sceau de Jacques ; pièces 3772 et 3773, Hautcœur, *Cartul.*, II, p. 1038). — 1464, 18 mars, n. st. : Cession d'une dime à Gits par Chrétienne Poulaine (Or., pièce 3774).

AA 170 (Carton). — 6 pièces parchemin, 2 sceaux.

**1470-1614.** — CLERGÉ. PAROISSES DE LILLE. GÉNÉRALITÉS. — 1470, 18 juin : Homologation par le Grand Conseil de l'accord entre le Magistrat, le Chapitre Saint-Pierre qui a la collation des paroisses Saint-Maurice et Saint-Sauveur, le prévôt de Saint-Pierre qui a celle des paroisses Saint-Pierre, Saint-Etienne, Sainte-Catherine, Saint-André et La Madeleine, et l'évêque de Tournai, ayant droit de juridiction sur toutes les paroisses, au sujet du droit de luminaire, du drap des morts et du poêle lors des funérailles des clercs morts sur le territoire de l'Echevinage, réserve faite au profit des prêtres et clercs desservant les six paroisses et dont l'inhumation pourra être faite dans leurs églises respectives (Or. sc., pièce 3775 ; Hautcœur, *Cartul.*, II, page 1049). — 1505, 28 fév., n. st. : Protestation notariée faite par le Magistrat contre le nouveau tarif des funérailles et des sonneries de cloche dans les paroisses de la ville de Lille, promulgué par l'official de Tournai sans entente préalable avec l'échevinage (Or., pièce 3776). — 1522, 31 juillet : Homologation par l'official de Tournai du nouveau tarif des funérailles fixé en février 1505, n. st. (Or. sc., pièce 3777). — 1614, 20 janvier : Lettres de placet pour l'exécution des bulles rattachant aux quatre anciennes paroisses de Lille les parties de l'ancienne paroisse de Wazemmes incorporées dans l'agrandissement de Lille (Or. sc., pièce 3778). — 1614, 27 fév. : Lettres de Gui, archevêque de Rhodes, nonce en Belgique, prononçant le rattachement aux paroisses de Sainte-Catherine et Saint-Sauveur des terrains compris dans le nouvel agrandissement de



Lille, avec délimitation de ces paroisses, avec affixe contenant la bulle de Paul V, du 17 octobre 1613, relative à ce rattachement (Or., sceau de Gui, pièces 3779 et 3780).

AA 171 (Carton). — 3 pièces parchemin, 1 pièce papier.

**1452-1537.** — CLERGÉ. PAROISSE DE LA MADELEINE. — 1452, 4 oct. : Confirmation par l'évêque de Tournai de la donation faite par Antoine Le Preudhomme et Jacques Lescrivent au profit de la Table des pauvres de l'église de La Madeleine hors la Porte de Courtrai, représentée par Gillart Busquet et Guillaume Gillemann de 27 cents de terre situés à Marquette, entre Beauvoir et le Becque, tenus en franc alleu de la Salle de Lille, à charge d'un service religieux dans la chapelle des ladres forains située près du pont de Marcq, sur le grand chemin de Bruges (Or., pièces 3781 à 3783). — 1537, 3 juil. : Ordonnance de l'officialité de Tournai fixant le tarif des funérailles dans la paroisse de La Madeleine (Cop., pièce 3784).

AA 172 (Carton). — 2 pièces parchemin, 1 sceau.

**1403.** — CLERGÉ. PAROISSE SAINTE-CATHERINE. — 1403, 16 janv., n. st. : Déclaration de non préjudice faite par devant la Gouvernance par Mahieu Maquerel, curé de Sainte-Catherine, au sujet d'un cellier (Or., pièce 3785) et homologation par la Gouvernance de l'accord relatif à ce cellier (Or. sc., pièce 3786).

AA 173 (Carton). — 9 pièces parchemin, 1 pièce papier, 3 sceaux.

**1372-1529.** — CLERGÉ. PAROISSE SAINT-ETIENNE. — 1372, 26 juin et 17 nov. : Testament et codicille de Marie Hangouart, veuve de Jean Vrete, portant entre autres dispositions une fondation à Saint-Etienne de Lille à la collation des échevins (Or., sceaux de Denise Vertel et de Barthélémy

Hangouart, pièces 3787, 3788). — 1402, oct. : Achat par les administrateurs de la chapelle Saint-Jacques en l'église Saint-Etienne de biens provenant de la succession d'Oudart Lecoc, chanoine de Saint-Pierre, curé de Saint-Etienne (Vidimus du 24 janvier 1562, n. st., pièce 3789). — 1461, 18 nov. : Vente au profit de la Charité Saint-Jacques fondée en l'église Saint-Etienne de Lille par Jacquemart Darin, d'un marc de rente héritable sur une maison de la rue Delaube, moyennant une somme de 40 l. 16 s. p., avec affixe du 5 juil. 1470 portant transfert de cette rente au profit de Guillaume Descretons (Or. sc., pièces 3790, 3791). — 1468, 21 juil. : Sentence de la Gouvernance sur le procès entre les procureurs de la Charité Saint-Jacques en l'église Saint-Etienne, d'une part, et Gérard Thioulaine et sa femme Marguerite de Bouvines, au sujet d'un pré situé hors de la porte de Courtrai (Or., pièce 3792). — 1469, 22 mai : Déclaration de Jean Lemachon, dit Darras, et Jean Pauvillon, prêtres chapelains habitués aux heures canoniales de la paroisse Saint-Etienne de Lille, sur l'attribution viagère de ces heures (Or., pièce 3793). — 1519, 25 sept. : Bref de Léon X adressé à l'Echevinage de Lille accordant des indulgences pour la fête de la Sainte-Barbe célébrée en l'église Saint-Etienne de Lille, en la chapelle Saint-Jean, par la Conférie de Sainte-Catherine et Sainte-Barbe (Or., pièce 3794). — 1521, 17 janv., n. st. : Homologation par le Magistrat de l'accord entre l'église Saint-Etienne, représentée par Wallerand de Bauffremez, écuyer, Jean Delatre, Pierre Delellie, Noël Segon, Jean Aupatin, Vincent de Frelin et Jean Ligrant, marguilliers, d'une part, et la Confrérie de Sainte-Barbe, représentée par Victor Clicquet et Guillaume Becquart, de l'autre, sur le produit de la quête des indulgences dans la chapelle de Saint-Jean-Baptiste (Or., pièce 3795). — 1522, 15 avril, n. st. : Acceptation passée devant l'Echevinage par les marguilliers de Saint-Etienne de la fondation d'un cierge ardent devant le Saint-Sacrement en cette église, moyennant un legs de 6.000 l. par Paul Castellain (Or. sc., pièce 3796). — 1529, 24 déc. : Sentence du Grand Conseil de Malines confirmant celle du Conseil de Flandre au profit d'Antoine Bernisse, prêtre, destitué du bénéfice des heures canoniales à lui



conféré depuis vingt ans par le Magistrat en l'église Saint-Etienne, contre Gilles aux Cauches, désigné pour le remplacer (Or., pièce 3797).

AA 174 (Carton). — 1 pièce papier

**1667.** — CLERGÉ. CHAPELLE DE N.-D. DE CONSO-LATION. — 1667, 1<sup>er</sup> mars : Don à la chapelle N.-D. de Consolation, au faubourg de La Barre, d'une rente constituée par la ville de Lille au profit de Jeanne Douwe (Cop., pièce 3798).

AA 175 (Carton). — 1 pièce parchemin, 1 sceau

**1530.** — CLERGÉ RÉGULIER. ANTONINS. — 1530, 28 déc. : Appointement entre la Commanderie de Saint-Antoine de Bailleul et la Ville de Lille au sujet du droit de pâture des pourceaux des religieux (Or. sc., pièce 3799).

AA 176 (Carton). — 8 pièces parchemin, 2 pièces papier, 7 sceaux.

**1593-1618.** — CLERGÉ RÉGULIER. CAPUCINS. — 1593, janv. : Autorisation donnée par le souverain de prélever sur le produit des impôts les sommes nécessaires pour l'installation d'un couvent de Capucins (Or. sc., pièce 3800). — 1593, 19 mars : Vente par Jean Labbé au Magistrat d'un terrain destiné à la construction du couvent des Capucins (Or. sc., pièce 3801 et lettre de purge, pièce 3805). — 1593, 19 mars : Achat par le Magistrat du terrain de Mathieu et Jean Meurice, notamment du Jardin de Nœufville pour le même usage (Or., sc., pièce 3802). — 1593, 19 mars : Achat par le Magistrat de terrains appartenant à l'Hôpital de la Trinité, pour le même usage (Or. sc., pièce 3803). — 1593, 20 mars : Echange de terrains entre le Magistrat et Jean Dennin, pour la même affectation (Or. sc., pièce 3804). — 1594, 7 janv. : Autorisation donnée par le roi au Magistrat d'affecter 8.000 l. pour achever l'église et le couvent des Capucins (Or. sc., pièce 3806). — 1614, 2 août : Autorisation donnée par le souverain au Magistrat d'acquérir un terrain destiné aux Capucins pour établir une draperie où seraient fabriquées les étoffes nécessaires pour l'habillement des

pères de la province (Or. sc., pièce 3807). — 1618, 24 sept. : Lettres de purge délivrées à Jean Levasseur, s<sup>r</sup> de La Boutillerie, pour l'aliénation d'une maison rue des Capucins destinée à l'agrandissement de ce couvent (Or. sc., pièces 3808 et 3809).

AA 177 (Carton). — 13 pièces parchemin, 1 pièce papier, 8 sceaux.

**1424-1610.** — CLERGÉ RÉGULIER. DOMINICAINS. — 1424, 8 juin : Vente faite par les Dominicains du couvent situé en dehors de la Porte Saint-Pierre au Magistrat moyennant 150 l. d'un terrain de 300 pieds de longueur sur 8 et demi de largeur, rue Basse, près de l'habitation de Florent Dubois, près l'hôtel du s<sup>r</sup> de Roubaix, pour faire une ruelle, sous condition pour la Ville d'édifier un mur de brique qui restera la propriété du couvent (Or., sceaux du couvent, Demay 7469, et de Jean Grignart, prieur, pièce 3810). — 1482, 20 mars, n. st. : Commission exécutoire de la Gouvernance, à la requête du Magistrat, contre les Dominicains, au sujet de la construction de la brasserie du couvent, avec affixe munie du sceau de Noël du Vreliet, sergent de la Gouvernance (Or., pièces 3811, 3812). — 1483, 7 janv., n. st. : Homologation par la Gouvernance de l'accord entre le Magistrat et les Dominicains au sujet de la brasserie du couvent (Or., pièces 3813 à 3816, avec sceau de Jean Dommessent, lieutenant de la Gouvernance). — 1503, 28 août : Donation par Guillaume Hangouart, lieutenant du bailli de Lille aux Frères Prêcheurs établis hors la Porte Saint-Pierre, des droits d'eau et de pêche depuis le moulin du Bucquet jusqu'au fossé du moulin du Peuplier, appelé Fosse Mesplau, dépendant de son fief du Peuplier, et des eaux allant depuis cette fosse jusqu'au boulevard de la Porte Saint-Pierre (Vidimus du 12 nov. 1602, pièce 3817). — 1578, 12 nov. : Obligation passée devant Maximilien Vilain, baron de Rassenghien, gouverneur de Lille, par les Frères Prêcheurs, en présence du provincial Paul Cove, de respecter les clauses des lettres-patentes du 24 juillet 1578, y insérées, portant cession au profit des religieux de l'Hôpital des Grimaretz, en remplacement de leur ancien couvent de la Porte Saint-Pierre englobé



dans les travaux de fortification. Les religieux auraient la direction de cet établissement hospitalier sous le contrôle de la ville et rappelleraient, par une inscription sur cuivre, la cause de leur exode. Une maladrerie hors ville serait mise à leur disposition en cas d'épidémie. Description de la consistance des biens de l'hôpital situés rue Basse, près la Porte de Courtrai, la ruelle de Roubaix, la cour Gillegon et la maison de François Preudhomme (Or. sc., pièce 3818). — 1580, 20 mai : Convention entre le Magistrat et les Dominicains concernant les travaux entrepris pour la construction du couvent et des canalisations nécessaires (Or. sc., pièce 3819). — 1589, 25 janv. : Renonciation par les religieux, moyennant 4.000 fl., à tout droit sur leur couvent de la Porte Saint-Pierre en démolition (Or. sc., pièce 3820). — 1602, 24 nov. : Approbation par André Heynsius, provincial des Dominicains, d'une aliénation consentie au profit de la ville (Or. sc., pièce 3821). — 1602, 29 nov. : Déclaration des Dominicains de Lille concernant l'indemnité de 1.300 fl. que la Ville leur a donnée en compensation d'un terrain englobé 22 ans auparavant dans la contrescarpe de la Porte Saint-Pierre dans la direction du chemin de la Porte de la Barre (Or., pièce 3822). — 1610, 7 juin : Arrentement pour cent ans par les Dominicains, au profit de la Ville, d'un terrain hors de la porte Saint-Pierre, pour l'installation des foulons établis précédemment hors de la porte du Molinel (Or., sceau de Nicolas de Reulx, provincial et prieur de Lille, pièce 3823).

AA 178 (Carton). — 8 pièces parchemin, 1 pièce papier, 5 sceaux.

**1253-1622.** — CLERGÉ RÉGULIER. FRANCISCAINS. — 1253, sept. : Déclaration du gardien des Frères mineurs de Lille concernant la donation faite par la Ville d'un terrain situé entre deux ruelles dites viculus Jacobi Claudii et viculus Dieudenet (Or., sceau du couvent, pièce 3824 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 270). — 1253, sept. : Confirmation de cette donation par la comtesse de Flandre (Or. et vidimus, pièces 3825 et 3825 A ; Brun-Lavainne,

*Roisin*, p. 271). — 1293, 8 avril, n. st. : Déclaration de Jean de Cambrai, gardien des Frères mineurs de la custodie d'Artois, et de Jacques de Enviler, gardien des Frères mineurs de Lille, concernant l'usage de l'eau dans le couvent de cette ville (Or. sc., pièce 3826). — 1448, 11 sept. : Sentence de la Gouvernance donnant la priorité au droit du souverain sur les biens de Nicolas de Morianne, changeur à Lille, qui a quitté son logis pour mettre son corps sur la franchise de l'église des Frères mineurs de Lille (Or., pièce 3827). — 1521, 21 fév., n. st., : Lettres de Guillaume du Molin, gardien des Frères mineurs de Lille, sur la délimitation des terrains usurpés sur les fortifications par les religieux et depuis arrentés à leur profit, indiqués par une borne au seuil de la maison de feu Charles de Poucques, près l'hôpital Saint-Jacques et la porte de Courtrai et par une autre borne placée dans la rue des « Ensacquées ou noires sœurs », avec mention de la fondation du couvent en septembre 1253 (Or. sc., pièce 3828). — 1534, 27 août : Lettre du gardien des Frères mineurs concernant la donation de la maison du Heaume, rue des Frères mineurs, faite par Nicolas Burel, évêque de Sarepte, au profit de ce couvent (Or., pièce 3829). — 1609, 6 fév. : Donation à la ville d'une rente constituée le 27 janvier 1562 par Pierre Baullin au profit des Franciscains avant la défense faite par Clément VIII de posséder en propre, avec signature de François Castelain, provincial des Frères mineurs de l'Observance, des Clarisses pauvres et riches et des Sœurs grises, dites tertiaires de la province de Saint-André, et celles de Jean Jehu, gardien des Frères mineurs de Lille, François Huart, définitiveur de la province, Jean Lesaffre, liseur, Pierre de Wavresin, Philippe Vas et Jean Dufour, religieux (Or., sceau du provincial de Saint-André, pièce 3830). — 1622, 29 août : Autorisation donnée au Magistrat par les Frères mineurs de prendre pour l'élargissement d'une rue un terrain situé près de la chapelle Saint-François et du cimetière des exécutés par justice, avec ratification signée par les religieux le 26 sept. (Or. sc., pièces 3831, 3832).



AA 179 (Carton). — 27 pièces parchemin, 5 pièces papier, 16 sceaux.

**1592-1629.** — CLERGÉ RÉGULIER. JÉSUITES. — 1592, 17 avril : Conventions entre Olivier Manare, provincial des Jésuites des Pays-Bas, Guillaume Hangouart, supérieur des Jésuites de Lille et le Magistrat, pour l'établissement d'un collège dans cette ville, qui serait installé dans le local de l'école latine occupée par Jacques Empis et bénéficierait d'une subvention annuelle de 1.000 fl. (Or., pièce 3833, sceaux du provincial des Jésuites de Lille et de l'Echevinage). — 1592, 7 août : Résolution du Magistrat concernant un prêt de 10.000 fl. consenti par la Ville pour l'achat de maisons destinées au collège des Jésuites (Cop., pièce 3834). — 1592, 7 sept. : Lettres-patentes de Philippe II ratifiant les conventions passées entre les Jésuites et le Magistrat intéressant la cession de l'école latine occupée par Jacques Empis, après accord avec Guillaume Hangouart, directeur de la maison des Jésuites de Lille et Jean Oranus, son collaborateur (Or. sc., pièce 3835). — 1592, 25 sept. : Lettres du Magistrat portant prêt de 10.000 carolus au profit des Jésuites pour l'achat de maisons dont l'emplacement servira à la construction d'un collège, prêt dont la Ville sera remboursée en prélevant chaque année 600 fl. sur la subvention de 1.000 fl. accordée par délibération du 17 avril 1592 (Or. sc., pièce 3836). — 1594, 18 mars, Rome : Acceptation par Claude Aquaviva, prévôt général des Jésuites, de la subvention de 1.000 fl. accordée le 17 avril 1592 par le Magistrat, pour le fonctionnement du collège destiné à l'instruction de la jeunesse (Or., signé Claudius Aquaviva et contresigné Jacobus Ximenez, pièce 3837). — 1595, 27 janv. : Cédula du Conseil Privé, sur requête du Magistrat, autorisant, par le Magistrat aux Jésuites pour subvenir aux dépenses des trente personnes attachées au collège et à la construction de ce bâtiment (Or. signé, pièce 3838). — 1596, 29 janv. : Apostille du Conseil Privé sur requête du Magistrat autorisant la subvention de 1.000 fl. accordée aux Jésuites (Or., signé, pièce 3839). — 1601, 12 janvier, au camp devant Ostende : Cédula du Conseil Privé autorisant le Magistrat à passer quittance d'un prêt de 10.000 fl. consenti aux Jésuites (Or. signé,

pièce 3840). — 1605, 6 août, Rome : Consentement donné par Claudius Aquaviva, prévôt général des Jésuites, à la translation du collège des Jésuites de Lille dans un autre immeuble (Or. signé, cachet du général des Jésuites, pièce 3841). — 1605, 29 nov. : Convention entre le Magistrat et Jean Denis, marchand de briques à Armentières, pour la fourniture des briques nécessaires à la construction des Jésuites (Or., sceau de la Gouvernance, pièce 3842). — 1605, 1<sup>er</sup> déc. : Convention entre le Magistrat et François Cochet, chauxfournier, pour la fourniture de la chaux nécessaire aux constructions des Jésuites (Or. sc., pièce 3843). — 1605, 7 déc. : Conventions entre le Magistrat et Pierre Desretz, marchand de grès à Béthune, pour la fourniture du grès nécessaire pour la construction du collège et de l'église des Jésuites (Or. sc., pièce 3844). — 1605, 10 déc. : Conventions entre le Magistrat et cinq carriers de Lezennes pour la fourniture de 50.000 « parpoints » nécessaires pour les constructions des Jésuites (Or. sc., pièce 3845). — 1605, 13 déc. : Conventions entre le Magistrat et Jean Boutry, demeurant hors la Porte de La Madeleine, pour la fourniture du sable destiné aux constructions des Jésuites (Or. sc., pièce 3846). — 1605, 16 déc. : Conventions entre le Magistrat et Nicolas de Becourt, marchand de grès à Béthune, pour la fourniture de 4.000 pieds de grès taillé pour les soubassements des constructions des Jésuites (Or. sc., pièce 3847). — 1606, 6 fév. : Convention entre le Magistrat et Gabriel Descamps et Jean Castel, charpentiers, pour les travaux de la construction des Jésuites (Or. sc., pièce 3848). — 1606, 1<sup>er</sup> mai : Commission donnée par les archiducs au comte d'Annappes, gouverneur de Lille, pour la pose de la première pierre de la construction du collège (Cop. auth., pièce 3849). — 1612, 3 fév. : Lettre du Magistrat à Claudius Aquaviva, prévôt général des Jésuites, au sujet des remerciements adressés à la Ville par l'ordre (Minute, pièce 3850). — 1613, 6 sept. : Lettres de garantie délivrées devant l'échevinage de Lille par Adrien de Bacquehem, écuyer, s<sup>r</sup> de Barastre, et sa femme Philippine, Jacques de Poivre, s<sup>r</sup> de Bruscloche, en son nom et en celui de Jeanne Le Louchier, veuve de Jean de Poivre, pour la restitution à eux faite comme héritiers d'Antoine de Lannoy,



s<sup>r</sup> de Bailleul, des seigneuries d'Escamain, Cave-rain et Breuzes, remises précédemment au noviciat des Jésuites de Tournai dont Gilles Chisaire était recteur, le père Jean Herreng étant provincial de l'Ordre (Or. sc., pièce 3851). — 1613, 6 sept. : Déclaration de Jean Herreng, provincial des Jésuites, et de Gilles Chisaire, recteur du noviciat de Tournai, portant que remise a été faite ce jour, sur les ordres de l'archiduc, aux Etats de la châ-tellenie de Lille pour être restituée aux héritiers, de la cense de Hardiplancque, en cette châ-tellenie, consistant en terres situées à Escamain et Breuze (Or. sc. et signé, pièce 3852). — 1614, 7 mai : Lettres de garantie délivrées par Jean de La Motte, écuyer, s<sup>r</sup> du Mez, et Jeanne Delecambe, dit Gantois, sa femme, au sujet de la cense d'Har-diplancque (Or. sc., pièce 3853). — 1618, 6 avril : Diplôme de fondateur délivré par Mutius Vitel-lescus, prévôt général des Jésuites, à l'échevi-nage de Lille, bienfaiteur de la maison de Lille (Original calligraphié avec marges enluminées de rinceaux et sceau du général des Jésuites dans une custode de cuivre ; affixes, deux lettres originales du même personnage, pièces 3854 à 3856). — 1621, 23 avril : Autorisation donnée par l'archiduc à l'érection d'un séminaire à Lille sur le terrain acquis de Jeanne Dufour, béguine (Or., pièce 3857, avec affixe contenant la requête du Magistrat, pièce 3858). — 1629, 13 fév. : Récépissé par Philippe de Sallomme, bailli de Martin de Vicq, écuyer, s<sup>r</sup> d'Oosthove, du dénombrement fourni par Walerand de Courouble, d'un fief à « Niepkerke », tenu de la seigneurie d'Oos-thove, échu audit Walerand par l'entrée en reli-gion de son frère François de Courouble dans l'ordre des Jésuites (Or. flamand avec quatre récépissés de dénombrements de fiefs tenus des seigneuries d'Oosthove et de Warvaine, pièces 3859 à 3863). — XVII<sup>e</sup> s. : Lettre du général des Jésuites, datée de Rome, remerciant le Magistrat de sa munificence lors de la construction du collège et de l'église des Jésuites et lui annon-çant l'envoi du corps de Saint-Victor récemment exhumé dans le cimetière Priscilla, rue Salaria (Or., pièce 3864).

AA 180 (Carton). — 1 pièce parchemin, 1 sceau.

**1650.** — CLERGÉ RÉGULIER. MINIMES. — 1650, 28 mai : Attestation de la Cour de Rome concer-nant les reliques de Saint-Maur et autres martyrs provenant de Ciriè, confiées à Balthazar de Avila, général des Frères mineurs de Saint-François de Paule et certifiées par le cardinal Ginetti, avec mention au verso concernant l'attribution de ces reliques aux Frères mineurs de Saint-François de Paule de Lille, ville natale dudit Balthazar, à l'abbaye de Vicoigne, aux Frères mineurs de Bruxelles et à Madeleine d'Egmont, princesse de Chimay (Or., sceau du cardinal Ginetti, et curieux seing notarié, pièce 3865).

AA 181 (Carton). — 4 pièces parchemin, 1 pièce papier, 2 sceaux.

**1502-1641.** — CLERGÉ RÉGULIER. REFUGES D'AB-BAYE. — 1502, 4 oct. : Lettres de l'abbaye d'An-chin portant que les immeubles acquis par les religieux rue Basse, provenant de Charles de Croy, prince de Chimay, et d'Isabeau de Croy, douairière de Wavrin, resteront soumis à la loi échevinale (Or. sc., pièce 3866). — 1522, 12 oct. : Lettres de l'abbaye de Loos portant accord avec le Magistrat au sujet d'arrentements des biens du refuge de l'abbaye, rue de l'Ecluse, paroisse de Sainte-Catherine, à charge d'élever un mur contre la propriété des Sœurs grises (Or., sceau de l'abbaye, pièce 3867). — 1535, 7 août : Appoin-tement entre le Magistrat et l'abbaye de Loos au sujet de la franchise du refuge de l'abbaye rue de la Grande-Chaussée (Or., pièce 3868). — 1535, 7 août : Accord entre les précédents au sujet des maisons possédées par l'abbaye dans la ruelle du Trou Madame, paroisse Sainte-Catherine (Cop., pièce 3869). — 1641, 20 avril : Sentence du Conseil de Flandre rejetant le congé de cour formé par l'abbaye de Cysoing en appel du Magistrat au sujet du refuge des religieux (Or., pièce 3870).



AA 182 (Carton). — 1 pièce parchemin, 1 pièce papier, 1 sceau.

**1636.** — CLERGÉ RÉGULIER. COLLÈGE DES HIBERNOIS. — 1636, 19 fév. : Lettre de Maximilien Vilain de Gand, évêque de Tournai, adressée au Magistrat de Lille concernant la réorganisation du collège des Hibernois après la mort de Martin Lalor, ancien président (Or. sc., pièce 3871). — 1636, 17 déc. : Don par Jean du Brabant d'une rente d'une rasière de blé à Radinghem, au profit des Hibernois, par acte passé devant le bailli du Petit Capinghem (Or., pièce 3872).

AA 183 (Carton). — 1 pièce parchemin.

**1565.** — CLERGÉ RÉGULIER. BÉGUINAGES. — 18 mai : Lettres de non préjudice délivrées par la Chambre des Comptes chargée d'administrer l'Hôpital du Béguinage du Faubourg de la Porte Saint-Pierre, par l'établissement d'états placés contre un mur du couvent sur terrain municipal (Or., pièce 3873).

AA 184 (Carton). — 2 pièces papier, 1 sceau.

**1626.** — CLERGÉ RÉGULIER. CARMÉLITES DÉCHAUSSEES. — 1626, 10 sept. : Lettre à cachet de l'archiduchesse Isabelle invitant le Magistrat à recueillir les Carmélites déchaussées venant d'un couvent de France (Or. signé et scellé, pièce 3874). — 1626, 2 oct. : Lettre de l'archiduchesse en réponse aux objections budgétaires contre l'établissement des Carmélites déchaussées à Lille, informant le Magistrat que les dépenses incomberont aux religieuses (Or., pièce 3875).

AA 185 (Carton). — 3 pièces parchemin, 3 pièces papier, 2 sceaux.

**1591-1663.** — CLERGÉ RÉGULIER. CLARISSES. — 1591, 2 mai : Allocation de 60 livres donnée par le Magistrat aux Clarisses sollicitant une aumône pour cherté de vie (Cop., pièce 3876). — 1606, 27 janv. : Autorisation donnée par les archiducs au Magistrat pour l'acquisition, moyennant 1.500 fl., d'une maison contiguë au couvent des

Clarisses devant leur servir à isoler les religieuses en cas d'épidémie, en raison du décès de neuf religieuses survenu lors de la dernière contagion (Or. sc., pièce 3877). — 1606, 16 mars : Vente devant l'Echevinage faite au Magistrat par Pierre Payelle, bourgeois de Lille, et Michelle Malatiré, sa femme, de terrains derrière les Clarisses, destinés au pavillon d'isolement de ces religieuses en cas d'épidémie (Or. sc., pièce 3878). — 1608, 9 déc. : Transaction entre le Magistrat et les Clarisses, d'une part, et Mathias Buisine, de l'autre, au sujet d'un mur mitoyen du couvent (Or., pièce 3879). — 1620, 23 sept. : Dictum du Conseil Privé au profit des Clarisses, condamnant Pasquier Duthoit à démolir la payelle par lui édifée pour raffiner du sel gris (Or., pièce 3880). — 1663, 8 oct. : Réglementation par le Grand Conseil des Pays-Bas intéressant les Récollettines attachées au couvent des Clarisses de Lille (Or., pièce 3881).

AA 186 (Carton). — 2 pièces parchemin, 2 pièces papier, 2 sceaux.

**1267-1531.** — CLERGÉ RÉGULIER. DOMINICAINES. — 1267, mai : Notification par la comtesse de Flandre des conventions passées entre le Magistrat et l'Abbatte concernant la vieille rivière longeant ce couvent (Or. sc. et copie moderne, pièces 3882 et 3882 A ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 276). — [1475, 10 avril] : Requête de l'Abbatte au Magistrat pour l'ouverture de deux portes sur le chantier du nouveau dortoir édifé sur un terrain contigu aux fortifications entre les Portes des Reigneaux et de Fives (Or., pièces 3883 et 3884). — 1531, 20 avril : Sentence de la Gouvernance au profit du Magistrat contre l'Abbatte au sujet de la juridiction sur la Deûle (Or., sceau de Jean Gommer, lieutenant de la Gouvernance, pièce 3885).

AA 187 (Carton). — 2 pièces papier, 1 sceau.

**1591-1669.** — CLERGÉ RÉGULIER. SŒURS GRISES. — 1591, 2 mai : Requête adressée au Magistrat par les Sœurs grises, de l'ordre de Saint-François, au nombre de cinquante en résidence à Lille, suivie d'une ordonnance portant allocation de 60 livres



(Copie auth., pièce 3886). — 1669, 1<sup>er</sup> avril : Procès-verbal de la séance capitulaire tenue par les Sœurs grises de Lille, au sujet de l'autorisation donnée par le Magistrat, sur l'intervention de la maréchale d'Humières, à ces religieuses de porter le voile noir au lieu du voile blanc, pour éviter la confusion avec le costume des Sœurs de La Madeleine (Or., avec signatures des sœurs, cachet du couvent, pièce 3887).

AA 188 (Carton). — 2 pièces papier.

**1622.** — CLERGÉ RÉGULIER. SŒURS NOIRES. — 1622, 20 octobre : Autorisation donnée par l'Archiduc aux Sœurs noires de l'ordre de Saint-Augustin d'accepter le don de 1.500 fl. fait par le Magistrat pour la construction d'un mur en remplacement de celui qui avait été démoli lors de la construction des nouveaux remparts (Or., pièces 3888 et 3889).

AA 189 (Carton). — 3 pièces parch., 4 pap., 3 sceaux.

**1405-1685.** — CONFRÉRIES. — 1405, 20 juin, Lens : Lettres-patentes ducaltes délivrées à l'occasion du joyeux avènement de Jean sans Peur autorisant les connétables et confrères de l'arc à main de la ville de Lille, en raison de leurs bons services de guerre, à porter des armures malgré les édits, sous condition de se tenir à la disposition du duc chacun avec deux arcs et quatre douzaines de flèches (Or., pièce 3890). — 1443, 17 sept. : Statuts donnés par le Magistrat à la Confrérie des arbalétriers après la fusion de l'ancien et du nouveau serment et la réunion de leurs jardins dont l'un, appartenant au nouveau serment, était formé par la « dodesne » s'étendant entre deux fossés, depuis la porte de Courtrai jusqu'à la porte des Reigneaux (Cop., pièce 3891). — 1516, 8 juil. : Privilèges accordés par le roi de Castille à la confrérie des archers de l'arc à main, dite confrérie de Saint-Sébastien (Cop., pièce 3892). — 1611, 14 mai : Cession devant l'Echevinage moyennant indemnité, pour les besoins de la voirie, de terrains acquis de Joye Piedeauwe, veuve Adrien Clément, par la confrérie des arba-

létriers de Saint-Georges, représentée par Roger Prévost, roi, André Laignel et Philippe Vandame, petits connétables, Mathias Le Théry, capitaine d'enseigne, Guillaume Cuvillon, greffier, et Antoine Padien, confrère, représentant Hippolyte Petitpas, sr de Gamans, grand connétable de la confrérie (Or. sc. et affixes, pièces 3893 à 3895). — 1685, 29 janv. : Lettres de purge au profit de la confrérie de Sainte-Barbe, dite des Canonniers, d'une maison tenue de la seigneurie de Malpart, acquise de Sébastien Lagard et de Marie Mariage, veuve de Jean Castel (Or. sc., pièce 3896).

AA 190 (Carton). — 9 pièces parchemin, 1 pièce papier, 16 sceaux.

**1238-1520.** — HÔPITAUX. GÉNÉRALITÉS. — 1238, 24 déc. : Approbation par Hugues, châtelain de Gand, d'une donation de six bonniers de terres situées à Lesquin, faite par Gérard d'Ingrin (Or., sceau d'Hugues, pièce 3897). — 1330, 10 mai : Mandement royal au bailli de Lille portant injonction pour Jacques Rolland, ancien receveur de la Ville, de payer aux établissements charitables de Lille les dons assignés par le souverain (Or. et vidimus, pièces 3898, 3898 A). — 1340, 28 déc. : Mandement royal enjoignant au receveur de Lille de payer les rentes dues aux établissements charitables et aux paroisses de la Ville (Or., pièce 3899). — 1354, 6 août : Mandement sur le paiement d'une rente de 25 l. assise sur les tonlieux de Lille et le revenu du bac de Frelinghien (Or., pièce 3900). — 1410, 3 fév., n. st. : Mandement ducal adressé à Henri Despiere, gouverneur de Lille, Jean de Pacy et Jacques de La Tanerie, conseillers du duc, et à Evrard Le Chievre, bailli et prévôt de Lille, concernant la vérification des comptes des établissements charitables (Cop., pièce 3901). — 1445, 18 déc. : Lettres de l'échevinage de Lille réduisant le nombre des prébendiers des hôpitaux de Saint-Nicolas (50), Saint-Nicaise (32) et La Trinité (16), conformément au chiffre de la fondation, pour éviter la ruine de ces établissements, en présence de Philippe Fremault, Grand de Villers (Demay 4428), Jean de le Bouvrie (Dem. 4416), Jean de Langlée, Gilles Dubus (Dem. 4417), Gérard Les-



cutier (Dem. 4421), Jean Delattre, Pierre Durot (Dem. 4427), Enguerrand de Wichte, dit de Raisse, Jean du Chastel (Dem. 4418), Barthélemy Regnier (Dem. 4426), Jean Artu, Jacques Lescrivent (Dem. 4420), Arnould Delevalle (Demay 4429), Barthélemy Hangouart, Hubert Coppin, Jean de Landas, Jean Desprez, Jacques Le Pré-vost, Jean Warin (Demay 4430), Jacques Thieulaine, Grard Lemestre, Jacques d'Ypres, Robert Markant (Dem. 4424), Jacques de Courcelles (Dem. 4419), Jean Markant, Baudouin Gommer le jeune, Jean Ricquier, Jean le Lambert, Grard Thieulaine, Guillaume de Roke, Vincent Dommessent, Jean le Viart, Jean Descobecque, Jean Destailleurs, Jean Vrete, Pierre Vrete, Grard de Hunecq, Jacques Hanotiel, Jean de Courouble, Baude Orghet, Baudouin Meurin, Jean Henneron (Demay 4422) et Jean Ruffault (Or. sc., pièce 3902). — 1446, 20 mars, n. st. : Homologation par le duc de Bourgogne du règlement des hôpitaux de Saint-Nicolas, Saint-Nicaise et de la Trinité de Lille, édicté par le Magistrat par lettres du 18 déc. 1445, y insérées (Or., pièce 3903). — 1472, 15 juil. : Lettres-patentes ducales enjoignant aux personnes riches hospitalisées de quitter les hôpitaux de Saint-Nicolas, Saint-Nicaise et La Trinité pour laisser place à des bourgeois déchus de moyens (Or. sc., pièce 3904). — 1520, 21 janv., n. st. : Défense faite par le Magistrat aux hôpitaux de Saint-Julien et des Grimaretz de loger des vagabonds (Or. sc., pièce 3905).

AA 191 (Carton). — 2 pièces parchemin, 4 pièces papier.

**1593-1623.** — HÔPITAUX. TABLE DES PAUVRES. — 1593, 20 fév. : Cédula du Conseil Privé enjoignant de verser à la caisse du receveur des pauvres de Lille le surcroît de l'intérêt des prêts sur gages, sauf restitution aux intéressés en cas de réclamation (Or. signé, pièce 3906). — 1599, 7 août-1623, 10 janvier : Cédula du Conseil Privé renouvelant cette injonction (Or. signés, pièces 3907 à 3911).

AA 192 (Carton). — 2 pièces parchemin, 1 sceau.

**1551.** — HÔPITAUX. LA CHARITÉ. — 27 fév., n. st. : Ordonnance du vicaire général de l'évêché de Tournai, rendue sur requête de l'échevinage de Lille, prononçant le transfert en l'hôpital de la Charité des trois chapelles de Saint-Nicolas, Saint-Eloi et Sainte-Marguerite, de l'hôpital de Saint-Nicolas et celui de la chapelle Saint-Nicaise de l'hôpital de ce nom (Or., avec affixe formée par une lettre du Magistrat à Ranusse, cardinal de Saint-Ange, pénitencier, scellé, pièces 3912, 3913).

AA 193 (Carton). — 31 pièces parchemin, 4 pièces papier, 15 sceaux.

**1277-1654.** — HÔPITAUX. HÔPITAL COMTESSE. — 1277, sept. : Lettres de non préjudice délivrées par l'Hôpital Notre-Dame à Lille, au sujet d'une « hemedé » ou retenue d'eau sous le pont de l'hôpital (Or., pièce 3914 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 292). — 1293, avril, n. st. : Don fait au Magistrat par l'Hôpital Comtesse, en compensation de l'exemption du droit de chaussée et de hamedé. (Or., sceau de l'hôpital, pièce 3915 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 330). — 1360, 31 oct. : Accord entre l'Hôpital Comtesse et le Magistrat au sujet de l'appel interjeté contre l'Hôpital par le Bailliage de la Salle de Lille concernant les frais de curage des fossés des fortifications, conformément aux patentes du 13 oct. 1360, y insérées (Or., pièce 3916). — 1414, 12 fév., n. st. : Obligation de l'Hôpital Comtesse pour le paiement d'une rente d'un demi ferton au Magistrat l'ayant autorisé à construire une charpente sur l'emplacement devant les moulins de l'Hôpital, près la Motte du Châtelain (Or., pièce 3917). — 1421, 26 nov. : Procès-verbal de la réparation judiciaire faite par le lieutenant du bailli de Lille, à l'occasion d'un exploit illégalement fait par lui sur une maison appartenant à l'Hôpital Comtesse, habitée par Michel Frumault, relevant de la pairie du comte de Saint-Pol, située près de la rue conduisant du pont du château à l'église Saint-Pierre, près de la grande porte de l'hôtel de la Motte du Châtelain et des prisons du Bailliage appelées « Prisons Pighon » (Or., seing de Pierre Roussel, prêtre et



notaire apostolique, pièce 3918). — 1422, 3 oct. : Homologation par le duc de Bourgogne de l'accord entre l'Hôpital Comtesse et le Magistrat de Lille sur le droit de pêche entre la Porte des Malades et celle du Molinel et dans les fossés de la porte des Reigneaux jusqu'au Becquerel (Or. et affixe, pièces 3919, 3920). — 1438, 20 mai : Appointement entre le Magistrat et l'Hôpital Comtesse au sujet de la destruction des anciennes mesures trouvées au moulin du pont du Château, le Magistrat ayant décidé, en raison de la cherté de la vie, que le droit de mouture serait porté du 1/16 au 1/20 (Or. sc., pièce 3921). — 1454, 6 juil. : Accord entre le Magistrat et l'Hôpital Comtesse sur la liberté de parcours sur la Deûle par la voie du trelle, depuis le pré de la Cour du Mez appartenant à cet hôpital jusqu'au pré de la Vacquerie, dans la direction de La Madeleine, le long d'une écluse marquée par des bornes de pierre (Or. sc., pièce 3922). — 1517, 20 août : Emphytéose de 101 ans passée par l'Hôpital Comtesse au profit du Magistrat, moyennant une redevance annuelle de 32 l. d'un terrain hors de la porte des Reigneaux, près des fortifications, pour la construction de maisons de foulons (Or. sc., pièce 3923). — 1518, 9 nov. : Arrentement par le Magistrat au profit de l'Hôpital Comtesse, représenté par Jean Toulens, maître de l'Hôpital, pour une période de 101 ans, d'une terre hors la porte Saint-Sauveur, pour la construction d'un moulin (Or., pièce 3924). — 1533, 5 avril, n. st. : Conventions sentre l'Hôpital Comtesse et le Magistrat pour le paiement de rentes dues à l'Hôpital pour les terrains cédés pour l'amélioration des fossés de la Porte du Molinel (Or., sceau de l'Hôpital et sceau de l'Echevinage, pièce 3925). — 1533, 20 juin : Déclaration du Magistrat portant que la prévôté Saint-Pierre ne pourra plus construire de nouveau moulin sur le territoire de Lille au préjudice des droits de l'Hôpital Comtesse (Cop., pièce 3926). — 1533, 21 juin : Obligation de l'Hôpital Comtesse pour le paiement d'une redevance de dix muids de blé accordée par le Magistrat au prévôt de Saint-Pierre, en indemnité de la démolition du moulin du prévôt (Or., sceau de l'Hôpital, pièce 3927). — 1533, 12 août : Consentement donné par le Magistrat à Gautier Lobbe pour substituer l'Hôpital Comtesse dans la jouissance de l'arren-

tement de terres situées Porte des Malades (Or. sc., pièce 3928). — 1533, 5 sept. : Obligation de l'Hôpital Comtesse pour le paiement à la Bonne Maison des ladres, de la rente sur des terres aliénées par Gautier Lobbe, près la Porte des Malades et pour l'entretien de deux moulins, l'un à brai, l'autre à blé (Or., pièce 3929). — 1558, 17 mars, n. st. : Mandement de Philippe II enjoignant au gouverneur de Lille de contraindre l'Hôpital Comtesse à entretenir 24 chevaux pour le service des moulins à cheval de la ville de Lille, en cas de fonctionnement rendu nécessaire par la pénurie de l'eau (Or. sc., pièces 3930 à 3934). — 1568, 24 mai : Mandement concernant la même obligation (Or. sc., pièce 3935). — 1568, 24 mai : Dictum du Conseil Privé concernant la même obligation (Or., pièce 3936). — 1573, 13 mars, n. st. : Bulle de Grégoire XIII portant délégation à l'archidiacre et à l'official de Tournai pour informer sur la cession du moulin de la prévôté de Saint-Pierre à l'Echevinage et approuver cette aliénation (Or., avec bulle, pièce 3937). — 1573, 20 juil. : Approbation par Philippe II de la transaction entre le Magistrat, le chapitre Saint-Pierre et l'Hôpital Comtesse au sujet des indemnités réclamées par le prévôt de la collégiale pour la suppression du moulin de la Porte Saint-Pierre (Or., pièce 3938). — 1579, 24 janv. : Homologation par Jean Cotreau, grand archidiacre de Tournai (sceau) et par Charles de La Deuze, official (sceau, Demay 6004), juges apostoliques délégués, des conventions entre le Magistrat, l'Hôpital Comtesse et la prévôté Saint-Pierre, au sujet de la démolition du moulin de la Porte Saint-Pierre, en exécution des bulles de Grégoire XIII et Paul IV, y insérées (Or. sc., pièce 3939). — 1579, 19 fév. : Obligation devant Jean Viron, lieutenant de la Gouvernance, par l'Echevinage concernant le paiement de la rente assignée à la prévôté Saint-Pierre, en compensation de la démolition du moulin à eau de la prévôté hors de la porte Saint-Pierre faite en 1531, lors des travaux de fortification (Or., pièce 3940). — 1580, 21 avril : Déclaration de l'Hôpital Comtesse au sujet de cette redevance (Or. et affixes, pièces 3941 à 3944). — 1600, 24 janv. : Accord entre l'Hôpital Comtesse et le Magistrat au sujet d'une prise d'eau sur la rivière du Plat du Molinel (Or.,



pièce 3945). — 1616, 21 nov. : Sommation notariée faite au nom de la Ville à l'Hôpital Comtesse pour la mise en état des moulins à blé situés sur les remparts, près la porte de Fives (Or., pièce 3946). — 1633, 20 juin : Convention entre l'Hôpital Comtesse et l'Echevinage de Lille sur la mouture du blé (Or., sceaux de l'Hôpital et de l'Echevinage, pièce 3947). — 1654, 27 août : Conventions passées devant Louis Obert, s<sup>r</sup> de Gaudiempret, lieutenant de la Gouvernance, en présence de François Lefrancq et Jean Meulle, auditeurs de la Gouvernance, entre l'Hôpital Comtesse et le Magistrat, au sujet des terrains situés hors de la Porte des Malades (Or. sc., pièce 3948).

AA 194 (Carton). — 2 pièces parchemin, 1 pièce papier, 1 sceau.

**1462-1481.** — HÔPITAUX. HÔPITAL GANTOIS ET FILLES REPENTIES. — 1462, 3 juil. : Fondation par Jean de Le Cambe, dit Gantois, sur le territoire de la paroisse Saint-Sauveur, dans la rue des Malades, de l'Hôpital Saint-Jean-Baptiste, destiné à treize vieillards, avec clauses intéressant les droits du curé de Saint-Sauveur et ceux du Chapitre Saint-Pierre (Or., sceau du chapitre, seing notarié, pièce 3949). — 1466, 22 nov. : Fondation de l'Hôpital Saint-Jean-Baptiste, dit des Chartiers, par Jean de Le Cambe, dit Gantois, avec confirmation par l'évêque de Tournai du 24 novembre suivant (Cop. auth., pièce 3950). — 1481, 8 sept. : Acceptation par le Magistrat de la direction de la Maison des Repenties, œuvre fondée par Jean de Le Cambe, dit Gantois, pour la retraite des filles de vie légère installée dans une maison de la rue de la Barre, acquise d'Arnould de Marque, clerc d'office du duc et située à proximité des ruelles de la Baignerie et de la Hallo-terie (Or., pièce 3951).

AA 195 (Carton). — 4 pièces parchemin, 1 pièce papier, 2 sceaux.

**1345-1601.** — HÔPITAUX. LES GRIMARETZ. — 1345, 15 janv., n. st. : Lettres de Jean, évêque de Tournai, suivies de celles du Magistrat du 14 mars suivant, concernant la fondation de l'Hôpital des

Grimaretz par Marie de Pontrohart, femme de Lotard Canart, bourgeois de Lille (Vidimus scellé du 10 mai 1525, pièce 3952). — 1423-1455 : Extraits relatifs à la nomination par le Magistrat de plusieurs administrateurs de l'Hôpital des Grimaretz (Cop., pièce 3953). — 1525, 11 juil. : Commission d'ajournement contre Catherine Monnier, veuve de Jean Agache, s'opposant à l'installation de Bonaventure Duhamel à l'office de concierge des Grimaretz (Or., pièces 3954, 3955). — 1572, 15 nov. : Sentence du Conseil de Flandre déboutant Philippe de Termonde, chevalier, s<sup>r</sup> de Bachy, plaidant contre le Magistrat pour la charge de gouverneur de l'Hôpital des Grimaretz dont Maximilien de Hennin avait été pourvu, charge devant se donner à des parents de Gilles Canard, s<sup>r</sup> des Grimaretz et de Marie de Pontrohart, sa femme, fondateurs de l'établissement, et maintenant en fonctions le personnage nommé qui appartient au lignage du fondateur (Or. sc., pièce 3956). — 1601, 7 juin : Sentence du Conseil Privé sur la revendication exercée par Jean Bette, s<sup>r</sup> d'Angreau et de Péronne, à titre de parent de Lotard Canard et de Jeanne de Pontrohart, concernant le droit de collation de la chapellenie de l'Hôpital des Grimaretz, ayant appartenu à sa famille jusqu'en 1578, date de l'installation des Dominicains par le Magistrat (Or., pièce 3957).

AA 196 (Carton). — 1 pièce parchemin, 1 sceau

**1432.** — HÔPITAUX. SAINT-JACQUES. — 24 oct. : Obligation devant la Gouvernance par Henri Malfinson, Guill. Scoron, Jean Malet et Jacquemart du Savelon, dit Coppert, gouverneurs de l'Hôpital Saint-Jacques en construction à Lille, de réserver un terrain rue de Courtrai pour hospitaliser les pèlerins allant ou revenant de Saint-Jacques de Compostelle (Or. sc., pièce 3958).

AA 197 (Carton). — 1 pièce parchemin, 3 pièces papier.

**1321-1468.** — HÔPITAUX. SAINT-JULIEN. — 1321, 31 oct. : Fondation de l'Hôpital Saint-Julien, rue Basse, par Phane Denis, veuve de Jean Le Toillet (Or. sc., et copie du XV<sup>e</sup> s., pièces 3959, 3959 A).



— 1468, 8 fév., n. st. : Procès-verbal de la visite de l'Hôpital Saint-Julien par Jacques Gommer et Baudouin Gantois, échevins (Or., pièce 3960). — 1468, 14 fév., n. st. : Lettres closes de Charles, duc de Bourgogne, enjoignant aux administrateurs de l'Hôpital Saint-Julien de délivrer une prébende à Martin Huus, valet de pied de la douairière de Bourgogne, en vertu du droit réservé au duc à son avènement (Or. signé, pièce 3961).

AA 198 (Carton). — 8 pièces parchemin, 1 sceau.

**1362-1462.** — HÔPITAUX. SAINTE-MARTHE. — 1362, 4 fév., n. st. : Obligation de Jean de Tourcoing, bourgeois de Lille et de Marie du Bos, sa femme, au sujet de la fondation de l'Hôpital Sainte-Marthe qu'ils ont faite à Lille, pour huit pauvres femmes quinquagénaires (Or., pièce 3962). — 1362, 4 fév. et 18 mars, n. st. : Fondation de l'Hôpital Sainte-Marthe par Jean de Tourcoing et Marie du Bos (Or. et vid., pièces 3963, 3963 A, 3964). — 1453, 4 août : Homologation par la Gouvernance de la déclaration de Grard de Villers, administrateur de l'Hôpital Sainte-Marthe, portant que la nomination aux prébendes appartient au Magistrat au sujet de l'attribution faite indue-ment au profit de Marguerite Bourgois (Or. et affixe, pièces 3965, 3966). — 1462, 1<sup>er</sup> avril, n. st. : Règlement de l'Hôpital Sainte-Marthe édicté par le Magistrat (Or. sc., pièces 3967, 3968).

AA 199 (Carton). — 2 pièces parchemin, 2 pièces papier, 1 sceau.

**1365-1503.** — HÔPITAUX. SAINT-NICOLAS. — [1365], 1<sup>er</sup> mars : Lettre close de Charles V, roi de France, au Magistrat, pour l'admission à l'Hôpital Saint-Nicolas de Marie Tonnele, veuve Jean Escrohart, tante de Jacques Charles, valet de chambre du souverain (Or., pièce 3969). — 1456, 12 nov. : Mandement ducal enjoignant pour la troisième fois au Magistrat de délivrer une prébende de l'Hôpital Saint-Nicolas à Mathieurette Godin, fille de Pierard Godin, hôte de l'écurie du souverain, la Ville ayant basé son refus sur le fait que l'intéressée n'était pas bourgeoise de Lille et

que l'on ne pouvait dépasser le chiffre fixé pour les prébendes (Or., pièce 3970). — 1456, 30 nov. : Lettres closes ducal autorisant le Magistrat à disposer du droit de prébende réservé à l'Echevinage sans tenir compte de la recommandation intéressant Marguerite Godin (Or., signet ducal, pièce 3971). — 1503, 23 janv., n. st. : Autorisation donnée par l'archiduc à l'Hôpital Saint-Nicolas de s'annexer les revenus des huit premières prébendes disponibles pour suppléer à l'insuffisance des revenus (Or., pièce 3972).

AA 200 (Carton). — 2 pièces parchemin, 2 sceaux.

**1291-1529.** — HÔPITAUX. SAINT-NICAISE. — 1291, oct. : Déclaration du Magistrat concernant l'admission à l'Hôpital (Or. sc., pièce 3973). — 1529, 20 sept. : Arrentement au profit de Philippe Six, d'une partie du jardin de l'Hôpital Saint-Nicaise situé sur la nouvelle rue allant de l'Hôpital à la rue du Molinel (Or. sc., pièce 3974).

AA 201 (Carton). — 1 pièce papier, 1 sceau.

**1596.** — HÔPITAUX. LA TRINITÉ. — 1596, 22 juin : Fondation faite par Jean Lachier et Marguerite Mahieu au profit de l'Hôpital de la Trinité (Or. sc., pièce 3975).

AA 202 (Carton). — 1 pièce papier.

**1274.** — HÔPITAUX. HÔPITAL DE WAZEMMES. — 1274 : Confirmation par la comtesse de Flandre et son fils Gui du don du mas de Frontines fait en 1239 à l'Hôpital de Wazemmes avec les droits d'eau depuis le moulin de Wazemmes jusqu'aux ponts de Weppes et de Fins (extrait fait au XVI<sup>e</sup> s., auth., pièce 3976).

AA 203 (Carton). — 2 pièces parchemin, 2 pièces papier, 2 sceaux.

**1433-1574.** — MALADRERIES. — 1433, 9 mars, n. st. : Lettres de non préjudice délivrées par le Chapitre Saint-Pierre au Magistrat pour l'hospitalisation en la maladrerie du Pont de Marcq, de



Jacques de Senelenghes, prêtre, chapelain de Saint-Pierre, bien que non né à Lille, personnage devenu « ladre et totalement entechié et percus de la maladie de lèpre » (Or. sc., pièce 3977). — 1455, 7 nov. : Lettres closes de Philippe le Bon au Magistrat pour hospitaliser Jean de Maubeuge, secrétaire ducal, en la Maladrerie hors la Porte des Malades, « ou l'on met demourer les bourgeois de Lille quand ilz sont entachiez de la dicte ma'adie de lepre », sauf au souverain à délivrer des lettres de non préjudice, l'intéressé n'étant pas bourgeois de la Ville (Or. signé et scellé, pièce 3978). — [1455], 22 nov., La Haye : Lettre de Jean Chevrot, évêque de Tournai, demandant au Magistrat de recevoir maître Jean de Maubeuge, secrétaire ducal, lépreux, dans la Maladrerie située hors la porte de la ville, sur la route de Courtrai, lui réservant une chambrette avec un lit et du mobilier pour lui permettre de terminer ses jours (Or. sc., pièce 3979). — 1574, 11 mars, n. st. : Remise au Magistrat de Jean Bus, receveur de l'Hôpital des Ladres, poursuivi à cause de sa gestion financière (Cop., pièce 3980).

AA 204 (Carton). — 5 pièces parchemin, 1 pièce papier, 4 sceaux.

**1489-1753.** — FONDATIONS. ORPHELINAT DE LA GRANGE. — 1489, 25 nov. : Vente passée devant Jean de Mozin, écuyer, lieutenant de Jean de Poucques, bailli général de l'abbaye de Flines, par Alard de Lannoy et Péronne Collin, sa femme, Baudouin Collin, son beau-frère, au profit de l'Orphelinat établi hors de la Porte de Courtrai et représenté par Jacques de Landas et Grard Thieulaine, administrateurs, d'un manoir appelé l'Abbaye de Pau de Sens, près d'une ruelle conduisant à l'église de La Madeleine (Or. avec affixes, sceaux de Jean de Mozin, Thomas Caurre, Guill. de Florbaix et Micquelet Herman, pièces 3981 à 3984). — 1650, 6 avril : Fondation par Jacques Imbert, bourgeois de Lille, pour assurer l'entretien de deux orphelins de la fondation de La Grange, pendant deux ans d'humanités et six ans d'Université (Cop. auth., pièce 3985). — 1753, 31 oct. : Rejet de la requête des

ayants droit du fondateur au sujet de cette libéralité (Or., pièce 3986).

AA 205 (Carton). — 2 pièces parchemin, 1 sceau.

**1761.** — FONDATIONS. NOBLE FAMILLE. — 11 juillet : Titres de 280 livres et de 320 l. de rente sur les Etats d'Artois moyennant un versement de 7.000 livres pour le premier titre et de 8.000 l. pour le second, au profit de la Noble Famille de Lille (Or., sur formule imprimée, pièces 3987, 3988).

AA 206 (Carton). — 1 pièce parchemin, 4 pièces papier, 1 cachet.

**1609-1633.** — MONT DE PIÉTÉ. — 1609, 16 nov. : Autorisation donnée par les Archiducs pour la fondation d'un Mont de Piété par Barthélemy Masurel, bourgeois de Lille (Or. sc., pièce 3989). — 1609, 1<sup>er</sup> déc. : Remise de la moitié du droit de mutation dû pour la donation de la cense des Prêts à Flers, tenue de la Salle de Lille, affectée par Barthélemy Masurel le 27 sept. 1607, à l'établissement d'un Mont de Piété (Copie et vid. auth., pièces 3990 et 3990 A). — 1610, 6 fév. : Obligation du Magistrat pour la rente viagère à servir à Barthélemy Masurel, fondateur du Mont de Piété (Or., pièce 3991). — 1633, 1<sup>er</sup> août : Appointment entre le Magistrat et Charles Cobergher, surintendant général des Monts de Piété de Par deça, représenté par Nicolas Le Francq, surintendant du Mont de Piété de la rue Saint-Maurice, au sujet des droits de vente (Or., cachet de Cobergher, pièce 3992).

AA 207 (Carton). — 1 pièce parchemin, 2 pièces papier.

**1607-1609.** — BOURSE DES PAUVRES. — 1607, 12 juil : Résolution du Magistrat, sur requête de la Bourse commune des pauvres, pour un terrain rue Saint-Etienne, nécessaire à l'agrandissement de l'école fondée par Guillaume de Boileux, dit de Bapaume (Or., pièce 3993). — 1607, 11 oct. : Requête au Magistrat au sujet de ce terrain (Cop. auth., pièce 3994). — 1609, 20 fév. : Décision du



Conseil Privé autorisant la modification des statuts de la fondation scolaire faite par Guillaume de Boileux, dit de Bapaume, fils de feu Josse, bourgeois et tailleur de drap à Lille, ayant donné 39.000 fl. par acte reçu le 13 sept. 1605, par Pierre du Forest et Pierre Pollet, notaires, ladite école faite au début à l'imitation de celle qu'avaient fondée à Lille Pierre et Hubert Deliot et affectée depuis aux enfants pauvres auxquels on apprendrait à lire, à écrire, à chiffrer, à « jacter et par apres estre aprins de quelque art, stil ou mestier » (Or. sc., pièce 3995).

AA 208 (Carton). — 12 pièces parchemin, 2 pièces papier, 1 sceau.

**1548-1631.** — FONDATIONS DIVERSES. — 1548, 12 juin : Cession viagère par Charles de Lattre, écuyer, s<sup>r</sup> des Tombes, au profit de Pierre de Pau, de l'une des deux maisons de la rue de Comines, paroisse de Saint-Maurice, affectées par Charles de Lattre et Marie de Croix au logement des anciens serviteurs de la famille et à leur défaut à celui des pauvres (Or., sceau, pièce 3996). — 1565, 8 août : Fondation par Wallerand Hangouart, chanoine de Saint-Pierre, ancien aumônier de Charles-Quint, d'une distribution hebdomadaire à 18 pauvres, à charge d'assister à certains offices de la Collégiale (Vid. de 1568, pièce 3997). — 1591, 23 mai : Ordonnance du Conseil des Finances accordant au Magistrat, sur sa requête, 75 ans pour payer les 75 annuités de rentes dues au domaine par diverses fondations pieuses (Or., pièce 3998). — 1629, 27 janv. : Résolution du Magistrat acceptant la fondation Pierre Delehove, époux de Marguerite de Lescore, mort le 30 déc. 1627, pour bourses en faveur des personnes âgées nécessiteuses (Or., pièce 3999). — 1631, 13 mars : Fondation d'une aumône hebdomadaire à 13 pauvres par feu Madeleine Cormontagne, dit Turpin, veuve de Mathias Le Théry, avec affixes contenant des titres de rente sur la ville au profit de la défunte, de 1612 à 1624 (Or., pièces 4.000 à 4.009).

## LIVRE ROISIN

AA 209 (Registre). — 297 feuillets parch. 230 × 320. Reliure en veau sur ais de bois avec trace de bossettes. Dos refait. Copie xiv<sup>e</sup> siècle, avec additions des xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles.

**1066-1519.** — LIVRE ROISIN AAA. — Ce manuscrit a été considéré longtemps comme l'original du Livre Roisin, sans doute parce qu'il a servi au Magistrat pour la transcription de titres postérieurs à la rédaction. En réalité c'est une copie exécutée vers 1350, d'un original, inconnu à ce jour, sur lequel Jean Roisin, clerc de la ville à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, fixa la jurisprudence de l'Echevinage. Ce recueil infiniment précieux est accompagné de la copie de nombreux titres formant un Cartulaire de la Ville, transcrit avant 1350, mais complété par de nombreuses additions insérées de 1350 à 1519. Les feuillets de ce registre sont chiffrés I à III<sup>e</sup>LXXIII, mais cette numérotation est défectueuse. A partir du fol. XVIII jusqu'au fol. XXXIII, il y a en plus de cette foliotation une pagination de I à XXXIII, intéressant les 34 premières pages du Roisin. A partir de XXXV, la pagination est substituée à la foliotation jusqu'à la page CCCCI. Depuis la page chiffrée CCCCH jusqu'à celle marquée III<sup>e</sup>LXXIII, on s'est servi tantôt de la pagination, tantôt de la foliotation. Le chiffre CCCXXVIII n'a pas été employé et le folio III<sup>e</sup>XIII fait double emploi. En 1848, ce manuscrit figurait dans le Catalogue des Manuscrits de la Bibliothèque de Lille rédigé par Le Glay, sous le numéro 266. Sur le dos se trouve la cote AAA. Table des rubriques, faite au XIV<sup>e</sup> siècle, avec quelques additions des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles (Fol. 2 à 8, 9 verso à 17). — Texte du Roisin. Préambules sur la juridiction échevinale. *Incipit* : « Trois chozes sunt de droit des queles tout boin jugeur et droiturier doivent user... » (Fol. 18 ; Initiales T et L enluminées de bleu et de vermillon et très finement décorées de rinceaux qui se prolongent sur trois marges, style du XIV<sup>e</sup> siècle archaïque. Publié dans Brun-Lavainne, *Roisin*, Lille, 1842, in-4<sup>e</sup>, pages 1 à 4). — « Comment on doit user de l'arsin et des cierconstance qui s'em puent ensiuwir » (Fol. 20 ; Brun-L., p. 4 à 10). — « Li capitles des escasse-



mens... » (Fol. 22 v. ; Brun, p. 11 à 14). — « Comment on doit recevoir les bourgeois nouveaux » (Fol. 24 v. ; Brun, p. 14 à 16). — « Quels franchises bourgeois et enfant de bourgeois ont » (Fol. 25 v., le dernier paragraphe mentionnant un jugement du 15 mars 1390, n. st., d'une main postérieure. Brun, p. 17). — « Comment on doit un bourgeois adjourner as droits le compte » (Fol. 26 v., Brun, p. 19). — « Ch'est li maniere comment on doit parler as clains faire quant les parties sont amenées devant eschevins... » (Fol. 26 v. ; Brun, p. 22 à 26). — « Comment on doit ouvrir d'essones » (Fol. 29 ; Brun, p. 26 à 28). — « Comment on se doit presenter et aler avant a plet » (Fol. 29 v. ; Brun, p. 28 à 31). — « Comment on doit alers as sains », ce paragraphe et les trois suivants sont annulés et suivis d'une note écrite au XIV<sup>e</sup> s., donnant en suite d'une sentence échevinale de septembre 1351 le texte de la rubrique nouvelle « Comment on doit jurer » (Fol. 30 v. ; Brun, p. 31 à 37). — « Comment on doit un bourgeois aidier s'il est adjournes en le court d'aucun seigneur en le castelerie » (Fol. 32 ; Brun, p. 37 et 38). — « Li capitles des lois et des franchises. Et prumiers, de tous fourfes de loy » (Fol. 32 ; quelques interpolations d'une main du XV<sup>e</sup> siècle concernant des décisions judiciaires rendues du 9 avril 1400, n. st., au 17 août 1464 ; Brun, p. 38 à 42). — « Des franchises et libertés des bourgeois » (Fol. 33 ; Brun, p. 42 à 45). — « De toutes conaissances de debtes » (Fol. 34 ; Brun, p. 45 à 50). — « Uns nouveaux estaulissemens fais sour chiaus qui font claims comme porteur de lettres (Fol. 36, addition de la fin du XIV<sup>e</sup> s. ; Brun, p. 50 et 51). — « Une ordenanche faite sur che que eschevin ne rechoient nul intendit... » (Fol. 36 ; Brun, p. 51). — « Appointement touchant les clers » (Fol. 35 v., addition de la fin du XV<sup>e</sup> s. ; Brun, p. 52 à 55). — « Comment on doit bourgeois tenir em prison » (Fol. 37 ; Brun, p. 55 à 59). — « Li capitles des yretages » (Fol. 41 ; Brun, p. 59 à 70). — « De louwages de maisons » (Fol. 49 ; Brun, p. 70 à 72). — « De rentes paier » (Fol. 49 ; Brun, p. 72). — « Ch'est chou que on tient a le loy de ceste ville a yretage et qui demorer doit avec le treffons comme yretages et quels choses sont meuble catel... » (Fol. 52 ; Brun, p. 72 à 74). —

« Li capiteles des fuitius » (Fol. 54 ; Brun, p. 74 à 77). — « Comment on doit demener autrui catel par loy » (Fol. 57 ; Brun, p. 77 à 79). — « De non empeschie les rumes et les tieraus de le ville » (Fol. 58 ; Brun, p. 79 et 80). — « Che sunt lois et franchises sour plusieurs estas » (Fol. 59 ; Brun, p. 80 à 84). — « Des raviestissemens » (Fol. 61 ; Brun, p. 85 à 88). — « Comment on doit mener wages par loy » (Fol. 64 ; Brun, p. 89 et 90). — « Quele li franchise dou reward est » (Fol. 67 ; Brun, p. 91 et 92) avec addition du XV<sup>e</sup> s. de l'analyse d'un acte du 20 avril 1458 concernant l'office du rewart (Fol. 66 ; Brun, p. 92). — « Quel paine on enkiet de desdire eschevins » (Fol. 68 ; Brun, p. 93 et 94). — « En quel estat le loy doit demourer se eschevin ne estoient fait et renouvelé au jour de Toussains... » (Fol. 69 ; Brun, p. 95). — « Li capiteles des truiwes » (Fol. 70 ; Brun, p. 96 à 101). — « Comment on puet renonchier a triuwes » (Fol. 74 ; Brun, p. 102 à 105). — « De paiseurs » (Fol. 78 ; Brun, p. 106 à 112). — « Ch'est li ordenanche dou brevet de le pais » (Fol. 82 ; Manque dans Brun). — « Que on ne puet prendre venganche de nul fait fors a chiaus qui ont esté a le meslée faire » (Fol. 84 ; Brun, p. 112). — « Que cascuns bourgeois est tenus d'aidier autre bourgeois ou que chou soit s'il ot crier bourgesie » (Fol. 84 ; Brun, p. 113). — « De tous homechides » (Fol. 85 ; Brun, p. 114 à 122). — « Que nus qui soit dou conseil ne puist y estre ou liu dou bailliu » (Fol. 91 ; Brun, p. 122). — « De cas crimineus » (Fol. 93 ; Brun, p. 123 à 126). — « Che sunt li sierment » (Fol. 96 ; Brun, p. 126 à 141, avec quelques additions du XV<sup>e</sup> s., publiées *ibidem*). — « Ch'est chou que li castelains de Lille doit faire a le ville... » (Fol. 105 ; Brun, p. 142 à 144). — « Une franchise que li castelains a de ravoier ses hommes pour clains de meubles cateus » (Fol. 107 ; Brun, p. 145 à 147). — « Ch'est chou que li ville doit faire au castelain... » (Fol. 109 ; Brun, p. 147 à 149). — « C'est li sermens de le bourgeoisie... » (Fol. 110, addition de la fin du XIV<sup>e</sup> s. publiée dans Brun, p. 149). — « Che sunt les villes de le castellerie qui doivent venir en ost avec le ville que li castelains doit amener » (Fol. 111 et fol. 118 ; Brun, p. 149). — « Che sunt les XVII villes de le Hansse », avec addition du 17 juin 1426 (Fol. 112 ; Brun, p. 151 à



154). — « Ch'est li vefves que li hom doit avoir... a l'entente d'eschevins... » (Fol. 113 ; Brun, p. 154 à 157). — « Ch'est li ordenanche me dame le contesse... d'endroit les fiestes de Flandres... » (Fol. 116 ; Brun, p. 158). — « Li bans que on fait pour le pourcession Nostre Dame » (Fol. 118 ; Brun, p. 162). — « Ch'est li pourchainte de le ville... l'an MCCLXVII... » (Fol. 119 ; Brun, p. 162). — Textes incorporés dans le Livre Roisin, les uns au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, les autres au XV<sup>e</sup> et au début du XVI<sup>e</sup> siècle relatifs principalement à la juridiction échevinale, transcrits généralement *in-extenso*, plus rarement sous forme de « mémoire » ou résumé. Voici l'énumération de ceux qui ne sont pas représentés par des originaux ou des vidimus dans les cartons aux titres : 1160, Exemption du droit de vinage accordée par Louis VII, roi de France, à l'abbaye de Longpont (Fol. 296 ; Brun-Lavainne, *Roisin*, p. 224). — 1164, 4 déc. : Exemption de tonlieu accordée par Philippe, comte de Flandre, aux abbayes de Clairvaux, de Clairmarais et des Dunes (Fol. 297 ; Brun, p. 225). — 1166 : Exemption de tonlieu accordée par le même à l'abbaye de Longpont (Fol. 296, Brun, p. 226). — [1166] : Exemption de tonlieu par le même à l'abbaye de Clairmarais (Fol. 297 ; Brun, p. 226). — [1177], 15 mai : Confirmation par Alexandre III de cette exemption (Fol. 298 ; Brun, p. 227). — 1195 : Don par Philippe-Auguste à Baudouin, comte de Flandre, du fief de Mortagne (Fol. 308 ; Brun, p. 227). — 1200, janv., n. st. : Traité de Péronne entre Philippe-Auguste et le comte de Flandre concernant la cession de Saint-Omer et d'Aire (Fol. 308 ; Brun, p. 228 ; Warnkoenig, *Hist. Flandre*, I, p. 341). — 1218, 12 oct. : Privilège de l'échevinage de Seclin (Fol. 140 ; Brun, p. 231). — 1226, 15 déc. : Caution de la ville de Lille pour la libération de Ferrand, comte de Flandre (Fol. 257 ; Brun, p. 232). — 1233, nov. : Exemption de tonlieu accordée par Jeanne, comtesse de Flandre, à l'abbaye de Vaucelles (Fol. 298 ; Brun, p. 234). — 1233, juin : Lettre du Magistrat sur les conditions d'entrée dans la léproserie de Lille (Fol. 255 ; Brun, p. 234). — 1234, janvier, n. st. : Confirmation par Godefroi, évêque de Cambrai, des lettres de sauvegarde accordées à l'abbaye de Vaucelles en novembre 1233, par Jeanne, com-

tesse de Flandre, y insérées (Fol. 299 ; Brun, p. 235). — 1235, mai : Traduction en « roumans » des Statuts accordés à l'échevinage de Lille, par Jeanne, comtesse de Flandre (Fol. 196 ; Brun, p. 239). — 1236, avril : Privilège accordé au Magistrat par Jeanne, comtesse de Flandre, pour le trafic par la Lys (Fol. 258 ; Brun, p. 246). — 1237, fév., n. st. : Fondation de l'Hôpital Notre-Dame, dit Hôpital Comtesse, par Jeanne, comtesse de Flandre (Fol. 344 ; Brun, p. 242, 244). — 1239, juin : Règlement par Gautier, évêque de Tournai, de la léproserie du faubourg des Malades (Fol. 255 ; Brun, p. 247, 249). — 1243, mai : Don par la comtesse de Flandre, confirmé en février 1274, n. st., fait à la Ville d'un fossé contigu au Refuge de Loos (Fol. 267 ; Brun, p. 253 et 283). — 1244, oct. : Lettre du Magistrat reconnaissant à l'abbaye de Messines le droit de pêche dans la Deûle, en amont de la Lys (Fol. 259 ; Brun, p. 254). — 1245, fév., n. st. : Injonction faite par la comtesse Marguerite au Magistrat de garantir les engagements pris vis-à-vis du roi de France (Fol. 309 ; Brun, p. 255, 256). — 1245, mars, n. st. : Confirmation par Marguerite, comtesse de Flandre, du traité de décembre 1237, y inséré, au sujet de l'hommage dû au roi de France par les comtes de Flandre (Fol. 309 ; Brun, p. 257, 259). — 1246, mars, n. st. : Déclaration faite par Jean et Baudouin d'Avesnes, Guillaume, Gui et Jean de Dompierre, au sujet de la succession de Flandre (Fol. 317 ; Brun, p. 266). — 1246, juillet : Confirmation par la comtesse Marguerite, d'une sauvegarde accordée à l'abbaye de Vaucelles, par son père Baudouin, comte de Flandre (Fol. 300 ; Brun, p. 267). — 1260, sept. : Exemption de tonlieu accordée à l'abbaye du Mont Saint-Eloi par la comtesse Marguerite (Fol. 298 ; Brun, p. 273). — 1269, 2 avril : Injonction faite par le comte de Flandre au Magistrat de ne rien entreprendre sur la juridiction du Chapitre (Fol. 395 ; Brun, p. 279). — 1269, avril : Autorisation donnée par la comtesse Marguerite au Magistrat pour lever certains droits sur le transport par la Deûle afin d'entretenir les rabas de Quesnoy (Fol. 263 ; Brun, p. 279). — 1270, fév., n. st. : Fondation de la procession de Lille (Fol. 394 ; Brun, p. 281 ; Hautcœur, *Cartulaire*, II, 434 ; Miraeus, *Op. dipl.* III, 686 ; Turbelin,



*N.-D. de la Treille*, p. 18). — 1270, 10 oct. : Lettres de la comtesse Marguerite concernant la Cour du Metz appartenant à l'Hôpital Comtesse et l'écluse de la Deûle (Fol. 268 ; Brun, p. 282). — 1276, fév., n. st. : Autorisation donnée par le comte de Flandre au Magistrat pour jurer le traité passé avec le roi de France (Fol. 312 ; Brun, p. 289), et serment du Magistrat (Fol. 312 ; Brun, p. 291). — 1277, 23 juin : Non préjudice pour la libération conditionnelle de deux chevaliers prisonniers du Magistrat appelés à l'ost du comte (Fol. 307 ; Brun, p. 291). — 1277, nov. : Exemption de tonlieu par le comte de Flandre Gui au profit du Béguinage de Lille (Fol. 296 ; Brun, p. 292). — 1280, août : Renonciation par l'abbé de Loos à tout droit sur le passage des bateaux près la porte de son refuge (Fol. 268 ; Brun, p. 294). — 1281, 1<sup>er</sup> mai : Non préjudice par le Magistrat et le rewart de l'amitié de Lille pour un arsin sur la juridiction du Chapitre (Fol. 395 ; Brun, p. 295 ; Hautcœur, *Cartul.*, II, p. 491). — 1282, déc. : Confirmation d'un accord entre le Magistrat et le Chapitre au sujet de la juridiction (Fol. 395 ; Brun, p. 297). — 1283, 9 déc. : Quittance des amendes payées par le Magistrat pour ses démêlés avec le Chapitre (Fol. 249 ; Brun, p. 302). — [Vers 1283] : Accord au sujet des injures faites par l'Echevinage au Chapitre (Fol. 251 ; Brun, p. 299). — 1284, 6 sept. : Don par Philippe, roi de France, au Magistrat de tous droits de propriété sur les fortifications moyennant 24.000 l. (Fol. 318 ; Brun, p. 305). — 1284, 21 oct. : Renonciation par Henri, s<sup>r</sup> de Marbaix et du Breucq, à toute prétention sur la juridiction du prieuré de Fives (Fol. 281 ; Brun, p. 306). — 1285, 1<sup>er</sup> janv., n. st. : Lettre du Magistrat concernant la fondation faite pour les pauvres de Lille par Jacques Louchart (Fol. 286 ; Brun, p. 303). — 1285, 20 fév., n. st. : Sentence par Jean, cardinal de Sainte-Cécile, concernant les insultes faites par le peuple de Lille aux prédicateurs de la croisade contre le roi d'Aragon (Fol. 329 ; Brun, p. 308). — 1285, 22 fév., n. st. : Mandement du même aux officiaux de Reims et de Cambrai au sujet de cette affaire (Fol. 330 ; Brun, p. 310). — 1285, 1<sup>er</sup> mai : Déclaration de Gui, comte de Flandre, au sujet des amendes encourues lors de cette affaire (Fol. 333 ; Brun, p. 315).

— 1285, 1<sup>er</sup> mai : Autorisation donnée par le comte de Flandre à Henri, s<sup>r</sup> de Marbaix et du Breucq, d'éclisser de son fief au profit du Magistrat la rivière et le moulin de la Phalecque [ou Becquerel] venant de Fives (Fol. 282 ; Brun, p. 314). — 1285, 23 juin : Quittance passée devant la prévôté de Paris d'une somme de 2.000 l. à valoir sur celle de 4.000 l., montant de l'amende imposée au Magistrat pour l'affaire des prédicateurs de la Croisade contre le roi d'Aragon (Fol. 331 ; Brun, p. 315). — 1286, 24 mai : Quittance par Philippe, roi de France, d'une somme de 24.000 l. versée par le Magistrat (Fol. 319 ; Brun, p. 319). — 1286, 27 mai : Notification par Geoffroy du Temple à Pierre Saymel, bailli d'Amiens, de ce paiement (Fol. 319 ; Brun, p. 320). — 1287, 11 juin : Mandement de Gui, comte de Flandre, portant main-levée des biens saisis sur les bourgeois de Lille pour délit de fausse monnaie (Fol. 334 ; Brun, p. 320). — 1292, 25 mai : Quittance par l'Abbiette du rachat fait par le Magistrat d'une redevance sur le moulin du Becquerel (Fol. 285 ; Brun, p. 325). — 1292, 31 oct. : Cession par l'abbaye de Marquette au Magistrat de Lille de diverses rentes en reconnaissance de l'exemption du droit de chaussée qui lui a été accordée (Fol. 292 ; Brun, p. 326). — 1292, 31 oct. : Exemption du droit de chaussée et d'écluse accordée par le Magistrat à l'abbaye de Marquette (Fol. 292 ; Brun, p. 326). — 1293, 24 mars, n. st. : Mandement du roi de France concernant les procédures intentées par les Templiers et les Hospitaliers (Fol. 321 ; Brun, p. 328). — 1293, mai : Exemption de tonlieu accordée par le comte de Flandre à l'Abbiette (Fol. 285). — 1293, 5 oct. : Mandement de Philippe le Bel pour la sauvegarde des biens des bourgeois de Lille malgré leur désobéissance envers le comte de Flandre (Fol. 320 ; Brun, p. 331). — 1294, 8 janv., n. st. : Exemption du droit de chaussée par le Magistrat au profit de l'abbaye de Loos (Fol. 294 ; Brun, p. 329). — 1294, 8 janv., n. st. : Autre exemption pour l'abbaye des Prés (Fol. 295). — 1294, mai : Mandement de Gui, comte de Flandre, pour la sauvegarde des biens des bourgeois de Lille (Fol. 336 ; Brun, p. 332). — 1295, 6 fév., n. st. : Mandement de Philippe le Bel pour la sauvegarde des biens des bourgeois de Lille



(Fol. 320 ; Brun, p. 333). — 1296, 6 janv., n. st. : Consentement donné par Gui, comte de Flandre, pour la levée d'un cinquantième sur les meubles et immeubles du comté, avec affectation du produit par moitié audit comte et au roi de France (Fol. 317 ; Brun, p. 333). — 1296, 27 mars, n. st. : Remise faite par Philippe le Bel à la Ville de Lille du paiement du cinquantième denier moyennant un don de 6.000 l. (Fol. 322 ; Brun, p. 334). — 1296, avril : Mandement de Philippe le Bel au bailli d'Amiens pour faire exécuter l'exemption du cinquantième accordée aux villes de Lille, Bruges et Ypres (Fol. 323 ; Brun, p. 336). — 1296, juin : Lettres de sauvegarde accordées par Philippe le Bel à la Ville de Lille contre le comte de Flandre (Fol. 323 ; Brun, p. 336). — 1296, juin : Défense faite par Philippe le Bel à Lille et aux quatre autres bonnes villes de Flandre de se rendre au service d'ost sans son commandement (Fol. 324 ; Brun, p. 338). — 1297, 24 janv., n. st. : Mandement de Philippe le Bel au bailli d'Amiens et à son lieutenant de la prévôté de Beauquesne pour la protection des biens des bourgeois de Lille (Fol. 321 ; Brun, p. 339). — 1297, 4 fév., n. st. : Obligation du Chapitre Saint-Pierre au sujet de la Porte des Reigneaux et des fortifications (Fol. 250 ; Brun, p. 339). — 1297, 17 sept. : Autorisation donnée par le roi au Magistrat pour lever pendant dix ans un droit d'assis pour subvenir à la dette communale (Fol. 327 ; Brun, p. 343). — 1298, juillet : Quittance de 45 l. délivrée par le roi pour droit domanial sur des eaux et des terrains (Fol. 267 ; Brun, p. 344). — 1300, 11 juin : Mandement de Philippe le Bel autorisant les propriétaires voisins des fortifications à jouir des fruits de leurs terrains (Fol. 329 ; Brun, p. 344). — 1307, 3 nov. : Réparation judiciaire par Louis Wautruche, bailli de Lille, au sujet de l'arrestation de P. G. de Wasquehal, inculpé d'homicide sur la personne de Guillaume du Puis (Fol. 305 ; Brun, p. 345). — 1311, 4 mai : Exemption du droit de longuet sur la Deûle accordée par le Magistrat au Chapitre (Fol. 407 ; Brun, p. 346 ; Hautcœur, *Cartul.*, II, p. 598). — 1321, 29 avril : Accord devant Roger du Castiel, bailli de Lille, entre Jean, s<sup>r</sup> de Quesnoy-sur-Deûle, et Alard du Moulin, bourgeois de Lille, au sujet d'une rente constituée sur le moulin de

Quesnoy (Fol. 364 ; Brun, p. 348). — 1321, 30 mai : Vente devant Jean Biautes, bailli de Lille, par Alard du Moulin et Baudouin Le Neveu, d'une rente sur le moulin de Quesnoy-sur-Deûle (Fol. 366 ; Brun, p. 348). — 1328, 22 fév., n. st. : Commission donnée à Renard de Choiseul, chevalier, pour recevoir le serment des Echevinages de Lille, Douai, Tournai, Mortagne, L'Alieu et La Gorgue (Fol. 339 ; Brun, p. 351). — 1337, avril : Privilèges accordés aux francs-monnayeurs du royaume par Philippe VI (Fol. 300 ; Brun, p. 352). — 1341, 18 mai : Prestation de serment par Eustache de Ribémont, gouverneur et souverain bailli de Lille (Fol. 212). — 1342, 18 juin : Lettres de non préjudice délivrées par le Magistrat pour travaux de fortifications effectués sur terre du Chapitre (Fol. 398 ; Brun, p. 366). — 1342, 27 juin : Note sur une voie de fait exercée sur Pierre Vretet, prévôt de Lille (Fol. 120 ; Brun, p. 164). — 1347, 18 avril : Démission donnée par Pierre de Courtrai de son office de valet de l'hôtel royal afin de pouvoir faire partie du Magistrat (Fol. 249 et 304 ; Brun, p. 377). — [Après 1349] : Réclamation de Jean Dourliau contre les gardes orphènes (Fol. 122 ; Brun, p. 167). — 1350, 10 juillet : Commission du Parlement de Paris concernant l'exécution d'un arrêt sur le droit d'arsin (Fol. 231 ; Brun, p. 385). — 1351, 22 janv., n. st. : Poursuites contre le châtelain et l'Echevinage de La Bassée (Fol. 233 ; Brun, p. 388). — 1351, 31 juillet : Note sur une obligation frauduleuse de Philippe Le Mercier (Fol. 121 ; Brun, p. 165). — 1351, sept. : Résolution du Magistrat sur le serment en justice (Fol. 31). — 1354, 25 mai : Vente devant Jean de Termonde, bailli de Lille, par Baudouin Le Neveu, au profit d'Antoine Maillars, bourgeois de Lille, d'une rente sur le moulin de Quesnoy (Fol. 361 ; Brun, p. 398). — 1355, 7 fév., n. st. : Commission du Parlement de Paris pour l'exécution de l'arrêt rendu au profit du Magistrat au sujet de la procédure de Pierre du Hem et de Jean de Bourgogne (Fol. 350 ; Brun, p. 400). — 1355, 17 avril : Défense faite par le roi Jean le Bon de percevoir d'autres droits que le droit de relief sur les biens des établissements charitables (Fol. 360 ; Brun, p. 401). — 1356, 22 juil. : Note sur un exploit de justice fait au Riez de La Madeleine (Fol. 119 ;



Brun, p. 163). — 1360, 13 nov. : Mandement de Jean le Bon au Magistrat pour déléguer deux notables à Calais en otages pour l'exécution du traité passé pour sa rançon (Fol. 371 ; Brun, p. 408). — 1361, 6 mai : Quittance par Philippe, évêque de Tournai, de 2.000 royaux d'or payés par le Magistrat en acompte des 4.000 royaux fixés par leur accord (Fol. 371 ; Brun, p. 409). — 1361, 16 juin : Remise faite par Jean le Bon à la Ville de Lille de tout subside pendant six ans en raison de l'obligation de 3.000 florins d'or promis annuellement pour la rançon du roi (Fol. 372 ; Brun, p. 411). — 1362, 8 oct. : Quittance par Robert de Fiennes, connétable de France, des droits de connétablie dus lors de la levée de gens d'armes à Lille pour le service du roi (Fol. 373 ; Brun, p. 413). — 1363, 23 mars, n. st. : Note sur le rejet de la demande faite par le sieur de Roubaix pour l'installation des Jacobins à l'intérieur de la Ville (Fol. 123 ; Brun, p. 168). — 1363, 16 août : Déclaration de l'officialité de Tournai refusant à Pierre et Grard, dit les Echevins, le droit de cléricature à cause de leur ignorance et mauvaise vie (Fol. 374 ; Brun, p. 413). — 1364, juin : Ordonnance du Magistrat portant réforme de l'administration de l'Echevinage (Fol. 124 à 129) ; Brun, p. 168). — 1364, 3 juillet : Mandement de Charles V, roi de France, défendant aux commissaires de la Loi de Lille de faire entrer leurs familiers dans l'Echevinage (Fol. 377 ; Brun, p. 416). — 1364, 12 juillet : Mandement du même interdisant aux officiers royaux de la connétablie de réquisitionner des charrois sans l'assistance du Magistrat (Fol. 378 ; Brun, p. 417). — 1364, 4 sept. : Réparation judiciaire par Perceval de Gand, bailli de Lille, au sujet de l'arrestation de Lienard de Mode, sergent de la Châtellenie (Fol. 129 ; Brun, p. 182). — 1367, 7 sept. : Sentence de l'officialité de Tournai au sujet de l'arrestation de Pierre de La Desous et de Pierre Ghisart, réfugiés en l'église Saint-Etienne (Fol. 379 ; Brun, p. 418). — 1367, 7 sept. : Commission donnée par Philippe, évêque de Tournai, au doyen de chrétienté de Lille, pour réconcilier l'église de Saint-Etienne après l'attentat commis contre Robert Gherri (Fol. 380 ; Brun, p. 419). — 1368, 7 juillet : Reconnaissance de la juridiction échevinale par l'officialité à l'occasion de l'exécu-

tion testamentaire de Béatrice Clavette, veuve de Jacques Gommer (Fol. 382 ; Brun, p. 420). — 1369, 5 janv., n. st. : Résolution concernant l'inhumation dans la chapelle Saint-Jean à Saint-Etienne de Lille, et la sonnerie des cloches en cette église (Fol. 401 ; Brun, p. 420). — 1369, janv., n. st. : Note sur l'arrestation d'un bourgeois, Jean Escaudemare, à Verlinghem, l'intéressé ne s'étant pas prévalu de sa qualité de bourgeois de Lille (Fol. 401 ; Brun, p. 421). — 1372, 5 nov. : Résolution sur la réception des bourgeois (Fol. 130 ; Brun, p. 183). — 1390, 19 juil. : Réparation judiciaire par Watier Piquette, au sujet de l'arrestation de Jean le Lambert, bourgeois de Lille (Fol. 130 ; Brun, p. 183). — 1397, 12 nov. : Réparation judiciaire par le Chapitre pour une saisie rue des Malades, dans une dépendance du refuge de Flines (Fol. 409). — 1399, 2 janv., n. st. : Réparation au sujet de l'arrestation de Hannequin du Toit par la Gouvernance (Fol. 409 v.). — 1409, 9 avril au 17 août 1464 : Mentions de diverses condamnations criminelles (Fol. 32 v. et 33). — 1400, 30 mai et 5 juin : Résolution du Magistrat sur la couverture en tuile (Fol. 410 et verso ; Brun, p. 435). — 1400, 16 juin : Réparation pour l'arrestation de Marguerite Barbette, rue du « Pestrin » (Fol. 132 ; Brun, p. 184). — 1401, 14 juillet : Réparation pour l'arrestation au Marché par la Gouvernance de Grand Mouton, bâtard de Courcelles (Fol. 133 ; Brun, p. 185). — 1402, 5 mai : Résolution sur la salle des délibérations échevinales (Fol. 410 ; Brun, p. 435). — 1405, 12 avril, n. st. : Serment de Jean sans Peur et serment du Magistrat (Fol. 412 ; Brun, p. 436). — 1405, 17 avril, n. st. : Réparation pour l'arrestation de Jean de Clenquemeure, près de la Fontaine au Change, par la Gouvernance (Fol. 133 ; Brun, p. 186). — 1405, 17 juin : Réparation judiciaire pour l'arrestation de Jean Caudrelier (Fol. 412). — 1406, 14 juin : Déclaration de Jean du Flocq, maître de l'Hôpital Comtesse, portant obligation de l'autorisation du Magistrat pour faucher sur les bords de la Deûle (Fol. 411). — 1406, 12 août : Serment de Tristan Joye, juge des exempts, suivi des serments prêtés en 1406 et en 1428 par d'autres officiers de cette juridiction (Fol. 412 ; Brun, p. 437). — 1406, 14 oct. : Constitution d'une rente de six marcs



pour le Magistrat sur la maison du Croissant, rue de Fives (Fol. 413). — 1407, 15 janv., n. st. : Réparation pour l'arrestation de Micquelet de Lesseve, rue Grande-Chaussée, par la juridiction des exempts (Fol. 413 bis). — 1407, 8 avril : Renvoi devant le Magistrat de Hennequin de Kieleng et de Perceval Halle, bourgeois, poursuivis devant la Gouvernance pour rixe (Fol. 413 bis). — 1408, 30 juin : Réparation pour l'arrestation à Lille, par la prévôté de Beauquesne, de Jean d'Audrumez, poursuivi pour dettes (Fol. 413 bis). — 1408, 9 nov. : Défense de conférer des prébendes non vacantes dans les hôpitaux de Saint-Nicolas, Saint-Nicaise et La Trinité (Fol. 413 bis verso). — 1409, 22 avril : Déclaration d'un sergent de la Gouvernance sur l'arrestation d'Hannequin Hofman (Fol. 413 bis verso). — 1410, 30 mai : Réparation pour l'arrestation par un sergent de la Gouvernance d'Hannequin des Praiaux, faite hors la porte du Molinel en maison de bourgeois et en franchise de procession (Fol. 413 bis verso). — 1411, 30 juil. : Résolution enjoignant aux prébendiers des hôpitaux de Saint-Nicolas, Saint-Nicaise et de la Trinité de porter une croix blanche sur leurs habits (Fol. 415). — 1412, 8 août : Exploit dressé par Jean Queval, sergent de la prévôté, concernant la saisie mobilière faite sur Gilles Herbot (Fol. 416 v. ; Brun, p. 442). — 1414, 18 déc. : Résolution concernant l'octroi sur le vin (Fol. 134 ; Brun, p. 187). — 1417, 12 juin : Réparation au sujet de l'arrestation de Pierre et Hector Hangouart, bâtards, près la fontaine Saint-Martin (Fol. 134 ; Brun, p. 187). — 1418, oct. : Note sur la juridiction échevinale sur le faubourg de la Barre à l'occasion du meurtre de Mathieu Pulfier, dit Buridan (Fol. 136 ; Brun, p. 190). — [Vers 1421] : Record sur la juridiction échevinale au lieudit Croix des poissonniers, au delà du Riez de la Madeleine, à l'occasion du meurtre de Jean du Ribroeq (Fol. 136 ; Brun, p. 189). — 1421, 2 fév., n. st. : Levée du corps d'Henri Van den Ast, noyé dans le rivage à l'entrée du château (Fol. 411). — 1422, 23 avril : Réparation au sujet d'une action intentée à Péronne Descamps à l'occasion d'une réclamation d'impôt pour la taille de ses biens à Tourcoing (Fol. 137 ; Brun, p. 191). — 1422, 31 déc. : Restriction apportée par le Magistrat à l'entérine-

ment de la iettre de grâce accordée à G. Pasquendale (Fol. 138 ; Brun, p. 192). — 1423, 1<sup>er</sup> nov. : Nomination de Martin Le Nepveu à la charge de garde orphène (Fol. 139 ; Brun, p. 193). — 1424, 15 mars, n. st. : Serment de Baudouin de Lannoy, dit Le Bègue, gouverneur de Lille (Fol. 421 ; Brun, p. 445). — 1424, 3 juil. : Non préjudice pour la clôture du jardin des frères mineurs (Fol. 415 v.). — [1424] : Réparation par le lieutenant de la Gouvernance pour l'affaire d'Hannequin Blancart (Fol. 140 ; Brun, p. 194). — 1425, 15 mars, n. st. : Autorisation donnée par le Magistrat à Jean Mina pour la construction d'un passage près de la maison du curé de Saint-Maurice (Fol. 421). — 1427, 4 avril, n. st. : Résolution du Magistrat menaçant de la privation de l'exercice de leurs métiers les habitants qui voudraient se soustraire à la juridiction échevinale (Fol. 414 v. ; Brun, p. 446). — 1427, 15 déc. : Résolution menaçant de sévir contre ceux qui révéleraient le secret des délibérations du Magistrat (Fol. 140 ; Brun, p. 195). — 1428, 15 mai : Résolution concernant les frais d'incarcération exigibles des bourgeois détenus (Fol. 416 ; Brun, p. 446). — 1429, 28 juin : Condamnation de Jean de Malines à un pèlerinage à Saint-Lambert de Liège pour avoir injurié un sergent de la prévôté (Fol. 416 ; Brun, p. 447). — 1430, 3 fév., n. st. : Résolution pour l'enregistrement des contrats passés devant l'Echevinage (Fol. 141 ; Brun, p. 195). — 1431, 22 sept. : Bannissement prononcé contre Hannequin de Vendeville et Hannequin Lengles (Fol. 141 ; Brun, p. 196). — 1436, 27 nov. : Ordonnance sur les gard'orphènes (Fol. 141 ; Brun, p. 196). — 1441, 28 nov. : Ordonnance sur la procédure de l'Echevinage (Fol. 142 ; Brun, p. 197). — 1443, 31 mars, n. st. : Démission de Jean du Bois, gard'orphène non bourgeois (Fol. 143 ; Brun, p. 198). — 1443, 3 déc. : Bannissement prononcé contre Hacquin Leblanc, dit Lhermitte, pour vente de cire à faux poids (Fol. 423 v.). — 1444, 5 fév., n. st. : Libération de Guillebert Leclercq (Fol. 423 v.). — 1444, 24 fév., n. st. : Sentence de la Chambre des comptes de Lille concernant les brasseurs de Lille (Fol. 144 ; Brun, p. 199). — 1444, 28 sept. : Autre sentence de cette juridiction sur les brasseurs de Lille (Fol. 159 ; Brun, p. 210). — 1446, 14 janv., n. st. :



Sentence du Conseil de Flandre contre les brasseurs (Fol. 161 ; Brun, p. 212). — 1448, 11 mars, n. st. : Révocation d'un exploit fait par la Gouvernance sans obéissance de l'Echevinage (Fol. 424). — 1448, 8 juin : Résolution concernant les sanctions pour contraventions de bans aux criminels (Fol. 424 ; Brun, p. 451). — 1450, 4 mai : Révocation d'une prise faite par le prévôt d'Esquermes dans le faubourg du Molinel (Fol. 424). — 1451, 3 sept. : Libération de Jacquemin d'Esquerchin, bourgeois de Lille, condamné pour avoir injurié un sergent de la prévôté (Fol. 143 ; Brun, p. 198). — 1451, 10 nov. : Serment de Grard de Hocron, bailli de Lille, en remplacement d'Hubert Gommer et serment prêté le 18 nov. suivant par Jean Warin, son lieutenant (Fol. 411 ; Brun, p. 452). — 1451, 11 déc. : Condamnation d'Hacquinet Dourliel, savetier, à divers pèlerinages (Fol. 158 ; Brun, p. 216). — 1453, 20 nov. : Résumé de la sentence prononcée contre Louis Assigner, inculpé de sodomie, emportant maintien du droit de non confiscation pour les biens situés dans la Châtellenie de Lille (Fol. 403 ; Brun, p. 452). — 1460, 16 fév., n. st. : Lettres de Philippe le Bon accordant au Magistrat la levée de divers droits dont le produit doit servir à subventionner la fête de l'Epinette (Fol. 167). — [1460, février, n. st.] : Règlement de l'Echevinage concernant la fête de l'Epinette (Fol. 172). — 1464, 14 août : Serment de Jean Le Gresle, second lieutenant de la Gouvernance (Fol. 424 v. ; Brun, p. 456). — 1464, 3 sept. : Serment de Jean d'Attiches, lieutenant général du bailli de Lille (Fol. 424 v. ; Brun, p. 456). — 1467, 27 janv. n. st. : Lettres-patentes modifiant les attributions du Magistrat (Fol. 183). — 1468, 7 avril, n. st. : Serment de Charles le Téméraire et serment du Magistrat (Fol. 414). — 1473, 23 mars, n. st. : Adhèrement d'un terrain situé hors de la Porte des Malades et tenu de la prévôté d'Esquermes (Fol. 191). — 1473, 27 mars, n. st. : Lettres-patentes duciales concernant la nomination aux offices à la disposition du Magistrat (Fol. 189). — 1475, 13 avril, n. st. : Révocation d'une saisie faite par le bailli du s<sup>r</sup> de Berlettes sur la pairie de Madringhem (Fol. 424 v.). — 1477, 24 oct. : Serment de Maximilien d'Autriche et serment du Magistrat (Fol. 414). — 1479, 8 juin : Serment de

Marie de Bourgogne et du Magistrat (Fol. 414). — 1479, 4 juil. : Révocation d'un ajournement fait par le bailli de Berclau rue des Malades (Fol. 429). — 1479, 25 août : Rétablissement d'une prise faite par un sergent de la Gouvernance (Fol. 429). — 1481, 22 mars, n. st. : Autre réparation par un huissier d'armes de l'archiduc (Fol. 433). — 1481, 26 mai : Nouveau règlement sur la manière de procéder en première instance devant le Magistrat pour les affaires inférieures à une amende de 60 s. (Fol. 433 v.). — 1481, mai : Rétablissement d'une prise faite par le prévôt des maréchaux (Fol. 434). — 1481, 6 nov. : Déclaration des Commissaires de la Loi sur le remplacement de Jean Blondel dans son office de voir juré pour incompatibilité en raison de sa parenté avec l'échevin H. Dubosquié (Fol. 435). — 1482, 18 janv., n. st. : Reconnaissance par le lieutenant du capitaine du château de la séparation à l'aide d'étaques du grand rivage de la Deûle (Fol. 435 v.). — 1482, 26 janv., n. st. : Révocation d'une vente faite par un sergent de la Gouvernance, opération qui était de la compétence de la Prévôté (Fol. 435 v.). — 1483, 30 juil. : Serment de Philippe le Beau (Fol. 436 v. ; Brun, p. 464). — 1484, 7 fév., n. st. : Serment du s<sup>r</sup> d'Espierre, capitaine du château (Fol. 437 v.). — 1484, 10 avril, n. st. et 1497, 12 août : Lettres-patentes de Philippe le Beau prescrivant l'exécution des sentences de l'Echevinage nonobstant appel moyennant caution (Fol. 438 et 440). — 1485, 20 sept. : Serment de Baudouin de Lannoy, s<sup>r</sup> de Molemboix, capitaine de la Ville (Fol. 439). — 1489, 28 fév., n. st. : Révocation d'un exploit fait par un sergent du bailliage d'Amiens ayant requis obéissance de la Gouvernance au lieu de l'Echevinage (Fol. 439). — 1490, 1<sup>er</sup> juillet : Révocation d'un exploit fait par un huissier du Conseil de Flandre (Fol. 439). — 1507, 18 mars, n. st. : Procuration donnée par Maximilien à Marguerite d'Autriche et à divers personnages pour recevoir le serment des provinces des Pays-Bas (Fol. 442). — 1514, 18 août : Lettres-patentes de Maximilien et Charles pour l'exécution des sentences de la Gouvernance (Fol. 444). — 1515, 26 fév., n. st. : Règlement pour la vente du poisson de mer à Lille (Fol. 448). — 1515, déc. : Vente de la Salle de Lille faite au Magistrat par Charles, archiduc



d'Autriche (Fol. 445). — 1519, 11 oct. : Défense faite par Charles-Quint de se servir de fausses teintures (Fol. 459). — [Vers 1519] : Serment des courtiers (Fol. 469) et du clerc de la Halle aux draps (Fol. 465). — [XVI<sup>e</sup> s.] : Serment des maîtres des métiers de la sayetterie, des égards de la bourgeterie et des mayeres de la perche (Fol. 8 v. et 9). — Le Roisin a été en partie publié par Brun-Lavainne, *Roisin, Franchises, lois et Coutumes de la Ville de Lille...* Lille 1842, XXIII-472 p. in-4°. Voir aussi J. Houdoy, *Chapitres de l'Histoire de Lille. Le Livre Roisin...* dans *Mém. soc. sc. de Lille*, 3<sup>e</sup> série, t. X, année 1872 p. 33 à 73 et Stein, *Bibliographie des Cartulaires*, n° 2172.

AA 210 (Registre). — 269 feuillets velin 275 × 387.

Reliure du XVII<sup>e</sup> siècle, en plein veau avec double encadrements de rinceaux, et fleurs de lys dorés au fer aux angles de l'encadrement intérieur. Au centre, cartouche doré au petit fer portant en abîme une fleur de lys. Fermoirs de cuivre incomplets.

**1066-1519.** — LIVRE ROISIN. — Copie de l'article précédent sous ce titre « Double ou copie authentique au livre dit Roisin reposant soubz eschevins de la Ville de Lille écrite par maistre Pierre Le Monnier, notaire et bourgeois de la dicte ville, année 1618. Ce livre contenant les franchises et lois de Lille comme aussy de ses feaux bourgeois fut rescrit com' on void par charge et ordonnance de son prudent Senat pour, en toute équité, maintenir son droiet cours a la postérité comme arrest sortissant de coustumiere usage. Achevé en juin 1619 ». Ce manuscrit compte 29 feuillets préliminaires non chiffrés, renfermant des copies de serment et surtout la table des rubriques donnant la concordance avec le Roisin AAA, aujourd'hui côté AA 209, et la référence aux feuillets du présent article. La copie du Roisin proprement dit est foliotée de II à III<sup>e</sup>XL.

AA 211 (Registre). — 436 feuillets papier 240 × 330. Reliure en veau.

**1066-1519.** — LIVRE ROISIN BBB. — « Double ou copie du Livre dict Roisin reposant soubz eschevins de la Ville de Lille écrite par M<sup>e</sup> Pierre Le Monnier, notaire et bourgeois d'icelle ville en l'an 1617 ». Ce manuscrit est une copie de l'article AA 209 et compte 30 feuillets préliminaires non chiffrés, renfermant les titres des rubriques, 406 feuillets chiffrés 1 à 406 et 6 feuillets blancs. Un index très insuffisant, par ordre alphabétique, a été ajouté et forme un cahier de 48 feuillets en partie blancs. Ce manuscrit portait la cote 267 du Catalogue des mss. de la Bibliothèque de la Ville par Le Glay et figure dans le Catalogue dressé par M. Rigaux sous le numéro 212.

## REGISTRES AUX TITRES

*Cette collection comprend : 1°) vingt-cinq registres cotés A à DD ; 2°) quinze registres cotés 1 à 15 ; 3°) deux registres aux octrois cotés A et B.*

*Le présent répertoire ne mentionne que les titres qui ne sont pas représentés par des originaux ou des copies authentiques dans la collection des cartons aux titres analysés sous les cotes A 1 à 208 du présent inventaire.*

*Le répertoire chronologique manuscrit des titres rédigé en 1924 et mis à la disposition du public renferme toutes références utiles pour identifier avec les originaux les titres transcrits dans les registres aux titres. Cette concordance a été faite avec l'excellente collaboration de M. Emile Lemaire, directeur de la Salle de travail des archives anciennes de la Ville de Lille.*

AA 212 (Registre). — 253 feuillets, papier, Copie XVI<sup>e</sup> siècle.

**1266-1527.** — REGISTRE AUX TITRES A. B. C. — 1320, 28 fév., n. st. : Vente au Magistrat par Pierre de Gallart, chevalier, des droits de pontonage, chaussée, vinage et travers perçus à Pont à Tressin (Fol. 153 v., pièce 52). — 1423, 20 août : Homologation par le duc de Bourgogne de l'ap-



pointement entre la Gouvernance et le Magistrat en matière de jurisprudence criminelle (Fol. 152 v., pièce 50). — 1428, 24 sept. : Mandement ducal à la Gouvernance prolongeant de trois ans les lettres-patentes de Jean sans Peur, du 20 juillet 1405, sur l'assis des boissons dans les paroisses des faubourgs (Fol. 240 v., pièce 84). — 1444, 16 oct. : Restitution à la juridiction échevinale de Bertoul Le Rat, induement incarcéré par les sergents de la Gouvernance (Fol. 156 v., pièce 59). — 1454, 8 janv., n. st. : Homologation par la Gouvernance de l'accord entre cette juridiction et le Magistrat en matière de compétence judiciaire et d'appel (Fol. 149, pièce 44). — 1456, 10 fév., n. st. : Arrentement donné par les marguilliers de Saint-Etienne au profit de propriétaires édifiant leurs maisons en utilisant le terrain du mur du cimetière (Fol. 26, pièce 27). — 1467, 27 janv., n. st. : Lettres-patentes ducal modifiant les privilèges de Lille par le remplacement des quatre commis aux comptes de la Hanse par un argentier chargé de la comptabilité communale et nommé pour trois ans (Fol. 141, pièce 38). — 1472, 23 mai : Mandement de Charles le Téméraire concernant la contribution forcée des acheteurs de rentes municipales à la participation de l'aliénation de 1.200 l. au denier 16 levées au profit du duc (Fol. 166, pièce 73). — 1472, 30 oct. : Prolongation pour six ans par le duc de Bourgogne des lettres-patentes du 27 janv. 1467, n. st., sur l'argentier municipal (Fol. 138, pièce 37). — 1473, 27 mars, n. st. : Mandement ducal au Magistrat sur le paiement de l'aide de 500.000 écus dont 14.500 à la charge de la Ville et de la Châtellenie de Lille (Fol. 124, pièce 22). — 1477, 13 oct. : Autorisation par Maximilien donnée au Magistrat pour l'aliénation de 400 l. de rente viagère dont le capital sera employé aux fortifications (Fol. 118 v., pièce 18). — 1496, 21 nov. : Restitution à l'Echevinage de Pierre Loir, sergent de la Gouvernance, induement incarcéré (Fol. 105 v., pièce 5). — 1498, 13 avril, n. st. : Exemption de droit d'assis sur le vin et la cervoise pour Louis Dubac, conseiller ordinaire de la Gouvernance (Fol. 237, pièce 77). — 1521, 19 oct. : Achat par le Magistrat de maisons tenues de la seigneurie de Roubaix s'étendant de la maison des Bons enfants jusqu'au courant d'eau (Fol. 34 v.,

pièce 36). — 1527, 1<sup>er</sup> sept. : Lettres de pouvoirs données par Nicolas Coppin, de Mons, doyen de la collégiale Saint-Pierre de Louvain, inquisiteur général dans les Pays-Bas, à Jean Ferlin, prieur des Frères prêcheurs (Fol. 49, pièce 44).

AA 213 (Registre). — 256 feuillets, papier, Copie xvi<sup>e</sup> siècle.

**1227-1557.** — REGISTRE AUX TITRES D. E. F. — 1227 : Quittance par Jeanne, comtesse de Flandre, Gilles de Barbençon et Philippe de « Dergniaco », chevaliers, délivrée à la Ville de Lille pour une somme de cinq mille livres (Fol. 225 v., pièce 94). — 1231, fév., n. st. : Appointment entre le Chapitre Saint-Pierre et le Magistrat concernant le mur édifié depuis la Porte Saint-Pierre jusqu'à la maison du prévôt de l'église Saint-Pierre (Fol. 102 v., pièce 28). — 1236, mars, n. st. : Autorisation donnée à la Charité des pauvres pour la levée de 45 livres de rente à Frelinghien (Fol. 180, pièce 25). — 1236, avril : Lettres de Jeanne, comtesse de Flandre, sur les privilèges du souverain sur la rivière de la Lys (Fol. 19, pièce 22). — 1239, juin : Mandement de l'évêque de Tournai concernant la réglementation des ladres (Fol. 197, pièce 46). — 1246, mars, n. st. : Déclaration de Jean et Baudouin d'Avesnes, Guillaume, Gui et Jean de Dampierre, fils de Marguerite, comtesse de Flandre, portant qu'ils ne demanderont rien à la Ville de Lille tant que le roi de France n'aura pas désigné l'un d'eux comme comte (Fol. 228, pièce 101). — 1253 : Pouvoirs donnés par Charles, fils du roi de France, à Bertrand de Maul et Jean de Castro, pour recevoir le serment de l'Echevinage de Lille et jurer les privilèges au nom du roi (Fol. 233, pièce 113). — 1269, avril : Autorisation donnée par Marguerite et son fils Gui au Magistrat pour la perception d'un droit sur les denrées transportées par la Deûle, pour l'entretien des « rabas » de Quesnoy-sur-Deûle (Fol. 8, pièce 15). — 1276, fév., n. st. : Déclaration de Gui, comte de Flandre, portant que la Ville de Lille ne lui doit ni aide ni assistance s'il contrevient au traité passé avec le roi de France (Fol. 226, pièce 96). — 1285, 22 fév., n. st. : Monitoire de Jean, cardinal légat, adressé



aux officiaux de Reims et Cambrai portant absolution des peines portées contre l'Echevinage et les habitants de Lille pour excès commis contre des prédicateurs en raison de la compensation pécuniaire faite par la Ville et affectée aux affaires d'Aragon et de Valence (Fol. 231 v., pièce 109). — 1285, 1<sup>er</sup> mai : Autorisation donnée par Gui, comte de Flandre, à Henri, s<sup>r</sup> de Marbaix et du Breucq, de vendre au Magistrat le cours d'eau de la « Faleske » à Fives (Fol. 7, pièce 13). — 1286 : Quittance par Philippe, roi de France, d'une somme de 4.000 l. p. délivrée par le Magistrat (Fol. 218 v., pièce 81). — 1296, 27 mars, n. st. : Lettres-patentes de Philippe, roi de France, portant main levée de la saisie faite sur les habitants de Lille refusant le paiement du cinquantième imposé par le comte, les habitants ayant offert à titre gracieux un subside de 6.000 l. p. (Fol. 230 v., pièce 107). — 1298, juillet : Quittance par Philippe le Bel au Magistrat de 45 l. pour droit sur des eaux et des terrains (Fol. 50 v., pièce 65). — 1309, 24 août : Mandement royal nommant des commissaires pour informer sur le litige entre le Magistrat et le Bailli en matière de juridiction (Fol. 225 v., pièce 93). — 1313, 26 juin : Lettres de Pierre de Galard, maître des arbalétriers du roi de France et son capitaine en Flandre, attribuant au Magistrat la connaissance d'un délit commis à Wavrin, sur le territoire de la Châtellenie de Lille, par Herlin des Sartraus, en exécution d'un mandement royal du jeudi après l'Ascension 1313 y inséré (Fol. 223, pièce 88). — 1328, 6 avril : Lettres de Renard de Choiseul, gouverneur de Lille, attribuant au Magistrat la connaissance du procès de Pierre de Quielein, bourgeois de Lille, appréhendé à Armentières (Fol. 65, pièce 81). — 1335, 4 fév., n. st. : Lettres du roi de France portant obligation pour les habitants et bourgeois de Lille, Seclin et Douai à payer les aides au roi malgré leurs privilèges (Fol. 232 v., pièce 111). — 1365, 4 juillet : Mandement royal enjoignant à Guillaume de Brabant, Roger Warin et autres « monnoiers » de faire le service du guet (Fol. 205, pièce 56). — 1365, 12 juillet : Arrêt du Parlement concernant l'instance de Pierre de Landas contre Jean de Warengnien (Fol. 153, pièce 8). — 1372, 20 mai : Renvoi par Jean, s<sup>r</sup> de Hem, gou-

verneur de Lille, devant le Magistrat de l'affaire de l'exécution testamentaire de la veuve de Pierre Carbonnier (Fol. 210, pièce 63). — 1373, 24 mars, n. st. : Renvoi devant le Magistrat de l'instance entre Barthélemy Brais et les administrateurs de la Bonne Maison des malades bourgeois (Fol. 209 v., pièce 62). — 1385, 25 janv., n. st. : Quittance par le duc de 1.800 l. en acompte sur l'aide de guerre de 3.600 l. accordée par la Ville (Fol. 227, pièce 98). — 1388, 13 fév., n. st. : Mandement du duc de Bourgogne exemptant pour une fois les habitants de Lille de la taille (Fol. 237, pièce 121). — 1396, 31 octobre : Sentence ducale renvoyant devant le Magistrat Guillaume Vrète soupçonné d'avoir tué Catherine Vrète, femme de Jacquemart Artus (Fol. 52 v., pièce 67). — 1420, 6 mai : Lettres-patentes de Charles VI abandonnant au comte de Flandre tous droits sur la Châtellenie et les Villes de Lille, Douai et Orchies (Fol. 3, pièce 2). — 1420, 21 mai : Ordonnance du Magistrat sur le prix de la bière (Fol. 217, pièce 78). — 1421, 4 juillet : Aliénation de 1.000 écus d'or de rente viagère pour subvenir aux dépenses du souverain (Fol. 160 v., pièce 11). — 1422, 2 avril, n. st. : Renvoi par la Gouvernance devant le Magistrat de l'instance d'Hennequin de Le Falesque contre Colin et Pierot Hovart (Fol. 210 v., pièce 64). — 1422, 17 nov. : Serment fait au Magistrat par Philippe, comte de Ligny et de Saint-Pol, châtelain de Lille (Fol. 33, pièce 39). — 1423, 30 oct. : Accord entre le Magistrat et Wauquier Delatre au sujet de la construction d'un mur rue des Frères mineurs (Fol. 22 v., pièce 25). — 1424, 7 juin : Obligation de Gui Guilbaut et Lotard Fremault pour le paiement de rentes viagères aliénées par la Ville pour fournir le prêt consenti au duc de Bourgogne (Fol. 208, pièce 60). — 1429, 11 déc. : Procès-verbal de l'appel en cour d'Amiens formé par le Magistrat, représenté par Pierre Cannet, procureur, contre la sentence de confiscation de biens portée contre Gautier Levoleur, Jean de Melin, Jean des Goutières, Bernard le Marcant et autres pour crime d'hérésie à la poursuite de Lambert de Campo, vicaire de l'Inquisiteur (Fol. 61 v., pièce 78). — 1431, 17 mars, n. st. : Conventions entre le duc de Bourgogne et le Magistrat au sujet de l'arren-



tement des « places vides et foraines » (Fol. 62 v., pièce 79). — 1438, 16 janv., n. st. : Renvoi devant le Magistrat de la curatelle de Jennin de Tenremonde en procès contre Jean de Wavrin et Marguerite Hangouart (Fol. 210 v., pièce 65). — 1444, 28 sept. : Fixation par la Chambre des Comptes du prix de la bière (Fol. 140 v., pièce 3). — 1447, 18 mars, n. st. : Confirmation par Charles VII des privilèges du Magistrat sur l'égard des denrées vendues à Lille avec procès-verbal d'une publication par Jean Longuebraye, lieutenant de la prévôté de Beauquesne (Fol. 27 v., pièce 32). — 1448, 25 oct. : Octroi par le Magistrat à Jean Deschamps, chanoine de Saint-Pierre, de la jouissance viagère de la Tour des clercs (Fol. 205 v., pièce 57). — 1454, 1<sup>er</sup> avril, n. st. : Autorisation donnée par le Magistrat à Georges Vrédière, de faire une construction sur la rivière derrière sa maison, rue des Malades, valable pour cent ans (Fol. 70 v., pièce 89). — 1457, 3 sept. : Autorisation donnée par le Magistrat à Georges Vrédière de changer le cours d'eau qui entoure sa maison à charge d'entretien des « espondis » et d'un cens annuel de 2 sous (Fol. 70 v., pièce 90). — 1458, 21 mars, n. st. : Autre autorisation accordée au même pour la construction d'un mur et celle d'un bâtiment sur la rivière à l'usage de son moulin dit moulin Poisson (Fol. 70, pièce 88). — 1460, 16 fév., n. st. : Autorisation donnée au Magistrat par le souverain pour la levée de nouveaux impôts destinés aux frais de la fête de l'Epinette (Fol. 50 v., pièce 66). — 1460, 13 déc. : Lettres du duc de Bourgogne autorisant la continuation de la crue d'assis pour les travaux du Palais Rihour (Fol. 214 v., pièce 72). — 1464, 15 déc. : Adjudication de la crue d'assis accordée pour un an par le Magistrat à Jean Delehay, Bertrand Dufay, Jean Copman, Baudouin de Bourghelles et Jean Ardenois, brasseurs, moyennant la somme de 82 livres (Fol. 116 v., pièce 44). — 1465, 12 mars, n. st. : Arrêt du Grand Conseil élargissant Jennin d'Ostende constitué prisonnier par ordre de la Gouvernance pour avoir refusé de jouter le jour de la fête de l'Epinette et le condamnant à payer les frais de son remplaçant (Fol. 211 v., pièce 67). — 1467, 18 juin : Lettres closes de Charles le Téméraire annonçant au Magistrat la mort de Philippe le Bon (Fol. 215,

pièce 74). — 1483, 1<sup>er</sup> déc. : Ratification par le duc de Bourgogne de la déclaration du Magistrat relative aux exemptés du droit d'assis (Fol. 40, pièce 50). — 1494, 7 juin : Autorisation donnée à Pierre Crombet, chanoine de Saint-Pierre, de jouir de la tour placée derrière sa maison canoniale (Fol. 48 v., pièce 61). — 1497, 12 août : Mandement de Philippe le Beau concernant l'exécution des sentences du Magistrat sur les litiges entre marchands (Fol. 66, pièce 82). — 1499, 15 mars, n. st. : Commission exécutoire pour assujettir les habitants de la Motte-Madame au droit d'assis (Fol. 238 v., pièce 125). — 1511, 7 mars, n. st. : Sentence du Conseil de Flandre pour les frères Bave contre l'Echevinage de Templemars et Pierre Dupont (Fol. 238, pièce 124). — 1515, 23 août : Autorisation donnée par le Magistrat et Jean de Houcron, s<sup>r</sup> du Wault, à Colart Lucas et Ernoul Delecarnoie, brasseurs, pour une prise d'eau à la « placq du Wault » pendant quinze ans, à l'usage de sa brasserie (Fol. 206, pièce 58). — 1557, 6 mai : Renvoi par l'Echevinage de Gand devant celui de Tenremonde du litige des « navieurs » de Gand contre Bastian de Lannoy pour le transport d'une « pleite » de sel (Fol. 195 v., pièce 44).

AA 214 (Registre). — II + 257 feuillets, papier.

Copie xvi<sup>e</sup> siècle.

**1203-1528.** — REGISTRES AUX TITRES G. H. I. — 1333, 16 déc. : Mandement royal à la Gouvernance pour le paiement du droit de relief par la Charité générale (Fol. 236 v., pièce 71). — 1340, 31 août : Mandement de Philippe VI enjoignant à l'armée campée près de La Bassée de payer au prix du détail les vins et céréales pour son ravitaillement (Fol. 232, pièce 60). — 1388, 19 nov. : Sentence de la Gouvernance pour le Magistrat contre Robert Artu au sujet du paiement d'une obligation (Fol. 100 v., pièce 13). — 1430, 8 juil. : Lettres ducales autorisant le Magistrat à bannir au criminel les « houriers » et tenanciers de mauvais hôtels (Fol. 28, pièce 28).



AA 215 (Registre). — IV + 241, feuillets, papier.  
Copie XVI<sup>e</sup> siècle.

**1066-1529.** — REGISTRES AUX TITRES K. L. M. — 1226, 15 déc. : Lettres de Jeanne, comtesse de Flandre, sur la caution donnée au roi et à la reine de France par la Ville de Lille pour la libération de Ferrand, comte de Flandre, son mari (Fol. 124, pièce 1). — 1285, 1<sup>er</sup> mai : Lettres de pardon accordées à la Ville de Lille par Gui, comte de Flandre, pour les violences commises par les habitants en l'église Saint-Etienne sur les « prêcheurs de la Croix d'Aragon » et pour leur querelle avec les habitants de Douai (Fol. 5 verso, pièce 8). — 1285, nov., dimanche après la Toussaint : Déclaration de Jean Beckes, sergent royal, portant qu'il a déposé aux Frères prêcheurs la somme de 133 l. 6 s. 10 d. et maille d'Artois reçue pour la maltôte des bourgeois de la paroisse Saint-Maurice sur la terre de Saint-Pierre (Fol. 81 v., pièce 98). — 1292, 25 mai : Quittance délivrée par sœur Béatrice, prieure des religieuses de l'Abbaye, d'une rasière de blé de rente pour le moulin du Becquerel (Fol. 7 v., pièce 14). — 1296, 16 juin : Mandement de Philippe le Bel annonçant au Magistrat l'arrivée à Lille d'Adam de Cardevey, chevalier, en qualité de gouverneur, avec mission de procéder au nom du roi à la nomination du bailli et des autres officiers et la nécessité d'un concours effectif de la part de l'Echevinage (Fol. 7, pièce 13). — 1299, 21 nov. : Arrêt du Parlement de Paris sur le conflit de juridiction soulevé par l'arrestation de Jean Du Chastel, bourgeois de Lille, faite à Haubourdin sur la juridiction du Chapitre de Denain, affaire dont la Cour de Mons avait été saisie par le comte de Hainaut et dont renvoi est fait devant le bailliage de Vermandois (Fol. 21, pièce 33). — 1302, 16 juil. : Promesse faite par Philippe le Bel de secourir la Ville, à la suite de la requête présentée au nom du Magistrat par Thomas Gommer et Jean Vrète (Fol. 11, pièce 23). — [1302, juillet] : Sommation faite par Jean et Gui, fils du comte de Flandre, au comte de Sancerre, gouverneur royal de Lille et au Magistrat, de rendre la Ville (Fol. 8 v., pièce 16). — 1315, 8 mai : Confirmation par Louis X d'une sentence sur le droit d'arsin au profit de la Ville contre

Robert, s<sup>r</sup> de Wavrin (Fol. 1 v., pièce 3). — 1337, 10 oct. : Commission exécutoire délivrée par le bailli d'Amiens contre le Magistrat pour l'exécution d'un arrêt du Parlement de Paris du 14 avril 1337, y inséré, rendu au profit du comte de Flandre (Fol. 9 v., pièce 20). — 1342, 12 janv. : n. st. : Mandement de Philippe VI enjoignant au receveur de Lille de payer les rentes dues à la Charité générale (Fol. 2 v., pièce 5). — 1345, 7 mai : Mandement de Philippe VI au bailli d'Amiens lui interdisant de connaître la cause du Chapitre Saint-Pierre contre le bailli de Lille à l'occasion de la condamnation de Jean Glayemart pour une affaire de maltôte (Fol. 2, pièce 4). — 1348, 15 oct. : Défense faite par Philippe VI au procureur du roi près le Bailliage de Lille de faire information sur les affaires concernant des bourgeois de cette ville sans l'assistance d'un prud'homme bourgeois (Fol. 6, pièce 10). — 1350, 3 sept. : Mandement royal au bailli de Lille pour la taxe des dépens dus par les nobles de la Châtellenie, condamnés dans leur procès contre le Magistrat (Fol. 1, pièce 2). — 1355, 23 juin : Commission exécutoire de la Gouvernance de l'arrêt du Parlement de Paris du 7 fév. 1355, y inséré, au profit du Magistrat contre Jean de Tenremonde (Fol. 12, pièce 25). — 1359, 28 fév., n. st. : Mandement de Robert, s<sup>r</sup> de Fiennes, connétable de France, concernant le prix des monnaies (Fol. 6 v., pièce 12). — 1367, 11 avril, n. st. : Obligation passée devant la Gouvernance par Jacques de Coennes, sur les conventions passées devant le Parlement de Paris avec les héritiers de Marie de Coennes, sa sœur (Fol. 17 v., pièce 30). — 1414, 26 nov. : Sentence du Grand Conseil au profit du Magistrat contre le bailli de Flandre au sujet du bannissement d'Andrieu Lerique, bourgeois de Lille (Fol. 120, pièce 131). — 1420, 15 fév., n. st. : Mandement ducal autorisant les officiers et gens privilégiés à prendre leur vin, sans payer de droits, au cellier du Chapitre Saint-Pierre (Fol. 40 v., pièce 57). — 1447, 6 janv., n. st. : Protestation devant la Gouvernance, faite par le Magistrat sur la main levée en vertu d'un commandement royal, de la saisie des biens de Mahieu Regnault, poursuivi pour dettes (Fol. 108 v., pièce 120). — 1449, 31 août : Lettres de créance du Magistrat pour faire



ratifier en Parlement de Paris l'accord entre la Ville et le Chapitre Saint-Pierre (Fol. 68, pièce 85). — 1450, 14 sept. : Refus notarié opposé par le Magistrat pour lever la main mise sur les biens de Michel Mariage, non bourgeois, qui avait épousé la veuve de Jean du Buisson, bourgeoise, sans payer le droit d'escat (Fol. 69 v., pièce 87). — 1450, 24 oct. : Déclaration de Jean Plaisant, notaire royal, reconnaissant ne pouvoir instrumenter à Lille, sans le congé du Magistrat (Fol. 121 v., pièce 134). — 1452, 11 fév., n. st. : Sommation notariée adressée par le Chapitre Saint-Pierre au Magistrat pour l'élargissement de Robert Becquet, bourgeois, sous peine d'excommunication, suivie de l'annulation de cette injonction (Fol. 79 v., pièce 97). — 1452, 5 avril, n. st. : Commission d'ajournement de l'instance de Guillaume Rat, vicomte de Bayeux, contre le duc de Bourgogne et Jean de Viseu, au sujet d'un cautionnement gagé par ledit Rat (Fol. 116 v., pièce 127). — 1452, 16 avril : Commission de lieutenant de la Gouvernance délivrée par Jean de Luxembourg, bâlard de Saint-Pol, gouverneur de Lille, au profit de Jean du Mes, s<sup>r</sup> d'Anstaing (Fol. 59 v., pièce 75). — 1459, 6 juin : Arrêt du Grand Conseil pour le Magistrat contre les drapiers (Fol. 32 v., pièce 43). — 1469, 14 avril : Renvoi par l'official de Tournai devant le Magistrat de la citation faite à la requête d'André Lefèvre poursuivi par Georges Vrediere et autres créanciers (Fol. 49 v., pièce 61). — 1470, 26 janv., n. st. : Renvoi devant le Magistrat par l'Officialité de la cause de Jacques Wastel, paroissien de Mouscron, poursuivi à la requête de Jean du Bos, dit Potin, et Gilles Carlier, fermiers de l'« egard du baton du pourchiel » (Fol. 50, pièce 62). — 1476, 17 janv., n. st. : Mandement ducal supprimant la fête de l'Epinette (Fol. 37 v., pièce 48). — 1476, 2 fév., n. st. : Lettre de G<sup>l</sup>. Hugonet, chancelier de Bourgogne, avisant le Magistrat que la fête de l'Epinette peut avoir lieu à Lille malgré l'absence de ceux de Bruges (Fol. 38 v., pièce 52). — 1476, 14 fév., n. st. : Lettres-patentes de Charles le Téméraire rétablissant la fête de l'Epinette le dimanche gras (Fol. 37 v., pièce 49). — 1476, 14 fév., n. st. : Mandement ducal invitant l'Echevinage de Bruges à participer à la fête de l'Epinette le diman-

che gras à Lille (Fol. 38, pièce 50). — 1476, 15 fév., n. st. : Lettre de J. Coulon, secrétaire ducal, au sujet de l'expédition des patentes relatives à la fête de l'Epinette (Fol. 38, pièce 51). — 1477, 24 sept. : Quittance par Jean de Luxembourg, de 400 l. avancées par le Magistrat pour le paiement des gens de guerre, sous condition de remboursement dans 6 mois (Fol. 32 v., pièce 42). — 1481, 10 mai : Exemption du droit d'assis au profit de Louis de La Valée (Fol. 33, pièce 44). — 1485, 1<sup>er</sup> fév., n. st. : Lettres-patentes de Philippe le Beau autorisant la suppression des rentes héritières et viagères concédées à des habitants du Brabant, du Hainaut, du pays de Namur et de la ville de Malines en lutte avec le souverain (Fol. 53, pièce 66). — 1521, 6 sept. : Acte notarié concernant la remise au lieutenant de l'empereur de Gillot Lerouge, incarcéré par l'Echevinage pour homicide (Fol. 73 v., pièce 93). — XVI<sup>e</sup> s. : Lettre du 19 juin expédiée par le Magistrat de Gand à celui de Lille lui annonçant la participation de marchands gantois à la foire de Lille à la condition qu'ils recevront les mêmes prix que sur la Halle de Gand (Fol. 2 v., pièce 6).

AA 216 (Registre). — IV + 246 feuillets, papier.  
Copie du xvi<sup>e</sup> siècle.

**1245-1533.** — REGISTRES AUX TITRES M (suite).  
N. O. — 1304, 26 sept. : Commission donnée par Philippe le Bel à Gautier de Châtillon, comte de Porcien, pour recevoir le serment de Lille (Fol. 132 v., pièce 30). — 1339, 4 fév., n. st. : Mandement de Philippe VI pour la célébration de la fête de l'Epinette (Fol. 136, pièce 35). — 1340, 29 avril : Mandement de Godemar du Fay, gouverneur de Tournai et souverain bailli de Lille, adressé au s<sup>r</sup> de Landas lui enjoignant de sauvegarder les biens des bourgeois de cette dernière ville (Fol. 171, pièce 72). — 1347, 12 juillet, n. st. : Mandement de Philippe VI enjoignant au bailli de Lille de faire un chemin d'accès à la Tour des clercs sans passer par le cloître Saint-Pierre (Fol. 140 v., pièce 38). — 1396, 21 mars, n. st. : Mandement de Philippe le Hardi enjoignant à la Chambre des comptes de rembourser au Magistrat la somme de 2.000 fr. d'or prêtée au comte de Nevers



lors de son départ pour la Hongrie (Fol. 153, pièce 53). — 1428, 31 janv., n. st. : Arrêt du Parlement de Paris confirmant la sentence du Conseil de Flandre prononcée contre les fermiers des tonlieux et assises de Nieuport au profit de certains bourgeois de cette ville au sujet de l'exemption de droits sur la vente du poisson (Fol. 34 v., pièce 63). — 1428, 31 janv., n. st. : Commission pour l'exécution de cet arrêt (Fol. 36, pièce 64). — 1428, 24 fév., n. st. : Exploit de Pasquier Lecocq, sergent royal au Bailliage d'Amiens, au sujet de l'exécution du même arrêt (Fol. 36 v., pièce 65). — 1446, 20 mars, n. st. : Autorisation donnée par Philippe le Bon aux chapelains de l'église Saint-Etienne de Lille de lever une rente de 100 florins pour le service des sept heures canoniales (Fol. 217 v., pièce 29 bis). — 1448, 12 juin : Mandement ducal concernant l'exercice de la juridiction dans la Châtellenie de Lille, Douai, Orchies (Fol. 7 v., pièce 34). — 1448, 12 juin : Ordonnance du Magistrat concernant le port des robes et des armes, en exécution des lettres-patentes ducal (Fol. 6 v., pièce 33). — 1509, 14 déc. : Arrêt du Parlement de Paris prescrivant à la Gouvernance d'Arras de mettre à exécution la sentence prononcée par l'Echevinage de cette Ville contre Philippon Fastoul, clerc, pour crime d'hérésie (Fol. 23 v., pièce 52). — 1529, 30 juil. : Acte passé devant A. Scotte, notaire, portant main levée par Jean, s<sup>r</sup> de Hocron, d'une saisie faite sur Martin Despastures, bourgeois forain, à la demande du Magistrat (Fol. 15 v., pièce 40). — 1530, 14 janv., n. st. : Lettres de Marguerite d'Autriche attribuant à la Gouvernance, à l'exclusion du Magistrat, la censure des livres suspects (Fol. 16 v., pièce 42).

AA 217 (Registre). — I + 238 feuillets, papier.  
Copie XVI<sup>e</sup> siècle.

**1243-1545.** — REGISTRES AUX TITRES P. Q. — 1243, sept. : Mandement de Marguerite, comtesse de Flandre, au bailli de Lille, réservant à l'Hôpital Comtesse les droits sur les moulins de Lille et de Wazemmes avec interdiction d'érection pour d'autres personnes ou établissements (Fol. 180 v. et 181, pièces 48 et 50). — 1244, 4 déc. : Don par

Thomas, comte de Flandre, et Jeanne, comtesse de Flandre, à l'Hôpital Comtesse, des moulins de Lille et de Wazemmes (Fol. 181, pièces 49 et 50). — 1289, mars, n. st. : Bail à cens par Amaury de Nesle, prévôt de Saint-Pierre, au profit de la maison canoniale d'Etienne d'Hachicourt, occupée par feu Jacques de La Bassée, chapelain de N. D. près la Salle, d'un îlot rue d'Angleterre, à proximité de la poterne et des murs de la Ville, près la maison d'Hellin Sarrazin (Fol. 13 v., pièce 17 ; Hautcœur, *Cartulaire*, I, page 529). — 1339, 18 mars, n. st. : Obligation du Magistrat pour l'enlèvement de la canalisation traversant la propriété des hoirs de Jean Fournages, en exécution des lettres de l'Echevinage de 1294, y insérées (Fol. 37 v., pièce 45 et Fol. 116, pièce 69). — 1345, 3 sept. : Obligation passée devant l'Echevinage concernant le « cantuaire » fondé en l'église Saint-Etienne par la famille Hangouart dont le service sera assuré par Grégoire Locart, prêtre (Fol. 124, pièce 3). — 1390, 16 nov. : Arrentement par le Chapitre Saint-Pierre au profit de Jacques de Saint-Guillain, d'un terrain rue au Péterinck (Fol. 14, pièce 18). — 1401, 14 nov. : Commission donnée au doyen de chrétienté de Lille par les vicaires généraux de Tournai pour enquêter sur la demande d'érection d'une chapelle Notre-Dame en la Halle faite par le Magistrat (Fol. 231 v., pièce 105 et Fol. 233 v., pièce 112). — 1404, 31 janv., n. st. : Sentence rendue par Gérard Dubos, lieutenant de la Gouvernance en faveur du Magistrat contre Marguerite Quarée, femme de Jean Parent, demeurant en l'Hôpital Saint-Nicaise (Fol. 24, pièce 30). — 1405, 23 mai : Lettres ducal concernant le cours des monnaies (Fol. 228, pièce 97). — 1405, 15 oct. : Mandement ducal enjoignant à la Gouvernance de contraindre les soldats du château de Lille à payer le droit d'assis (Fol. 233, pièce 111). — 1417, 10 juil. : Lettres-patentes de Jean sans Peur concernant les privilèges des arbalétriers et prévoyant les accidents pendant le tir au berceau (Fol. 140, pièce 18). — 1422, 22 déc. : Ratification par Philippe le Bon de l'ordonnance du Magistrat concernant les bouchers, en date du 10 août 1419, y insérée (Fol. 98, pièce 57). — 1424, 6 juin : Vente par les Frères prêcheurs d'un terrain rue Basse, pour l'élargissement de la rue conduisant à



l'hôtel de Roubaix (Fol. 36 v., pièce 44). — 1430, 25 sept. : Vente devant l'Echevinage de trois maisons situées rue au Péterinck faite au profit de maître Jean Pochon, l'ainé, par Péronne de Saint-Guillain, épouse de Baudouin Gomer, par Marie de Saint-Guillain, épouse de Jean Lutin et par Agnès et Jeanne de Saint-Guillain (Fol. 17 v., pièce 24). — 1444, 18 août : Lettres ducales enjoignant aux habitants de Lille de n'acheter des viandes qu'aux deux boucheries de cette ville (Fol. 99 v., pièce 58). — 1445, 30 sept. : Sentence de la Gouvernance attribuant la « mannée » de Lille à l'Hôpital Comtesse et enjoignant à Jean Hersent la démolition de son moulin ou son transfert hors des limites de la « mannée » (Fol. 181 v., pièce 51), avec confirmation du 16 nov. 1445 (Fol. 183). — 1445, 31 oct. : Obligation notariée d'un cens annuel et viager de 4 sous dû par Grard Escrohart, charpentier, et par son fils Balthazar, chapelain de Saint-Pierre, au sujet d'un moulin à blé rue de Fives (Fol. 183 v., pièce 53). — 1449, 21 juin : Ordonnance du Magistrat concernant les taverniers à vin (Fol. 232 v., pièce 110). — 1449, 21 sept. : Citation adressée au Magistrat pour comparaître devant le Conseil de Flandre à la requête des francs-bouchers de Lille (Fol. 94, pièce 55). — 1449, 22 oct. : Homologation par la Gouvernance de l'accord entre Grard et Balthazar Escrohart et l'Hôpital Comtesse, passé le 31 oct. 1445 (Fol. 184, pièce 54). — 1457, 15 sept. : Lettres-patentes de Philippe le Bon réglant le litige entre le Magistrat et le Chapitre Saint-Pierre au sujet des droits d'assis et de la juridiction (Fol. 50, pièce 51). — 1458, 11 mars, n. st. : Règlement des arbalétriers et notamment de ceux de la « trentaine » fait par le Magistrat à la suite d'un différend entre Guilbin Desprez et Jean de Huernes (Fol. 137 v., pièce 17). — 1460, 18 juin : Défense aux soldats du château de vendre vin ou bière (Fol. 116 v., pièce 70). — 1464, 23 fév., n. st. : Lettres-patentes de Louis XI renouvelant les privilèges accordés aux arbalétriers le 10 juillet 1417 par Jean sans Peur (Fol. 140 v., pièce 19). — 1467, 18 déc. : Lettres closes d'Antoine, bâtard de Bourgogne, priant le Magistrat de lui faire un prêt pour l'aider à payer l'office de premier chambellan ducal que le s<sup>r</sup> d'Auxy lui a cédé pour une somme de 10.000

livres d'Artois et une rente de 1.000 livres (Fol. 202, pièce 74). — 1470, 18 janvier, n. st. : Sentence de la Gouvernance interdisant à Jean Buisart et à Denise de Boullongne, femme de Grard Carpentier, de transformer leur moulin à huile en moulin à blé (Fol. 185 v., pièce 55). — 1475, 13 avril : Commission exécutoire pour notifier que la « mannée » de Lille appartient à l'Hôpital Comtesse et que nul moulin ne peut être érigé sans l'autorisation de cet établissement (Fol. 186, pièce 56). — 1475, 26 avril : Exploit de Pierrechon Widoghe, huissier d'armes, signifié à la bretèche de Lille (Fol. 187, pièce 57). — 1483, 12 juin : Vente devant Simon Caillier, lieutenant de la Prévôté d'Esquermes, par Jean Lefèvre, au Magistrat, d'un terrain situé hors de la Porte des Malades, tenu de la Prévôté (Fol. 125, pièce 5). — 1487, 30 oct. : Ordonnance du Magistrat sur le nombre des poissonniers de mer et des bouchers (Fol. 197, pièce 66). — 1491, 25 oct. : Prorogation d'arrentement pour une période de 60 ans accordée par le Magistrat à Jean Povillon, à condition de reconstruire sa maison (Fol. 227, pièce 96). — 1494, 12 avril : Extrait des coutumes de « Vremin », près Roisin en Hainaut, sur l'assistance que l'Echevinage peut demander à celui de Lille en matière de juridiction (Fol. 6, pièce 6). — 1502, 8 mars, n. st. : Statuts du corps de la sayetterie édictés par la Chambre des comptes et le Magistrat (Fol. 84, pièce 54). — 1504, 21 juin : Interdiction de rompre la clôture du filet d'eau aboutissant à la rivière près du bac à Wavrin (Fol. 115, pièce 67). — 1510, 16 mars, n. st. : Mandement de Maximilien enjoignant à la Gouvernance la publication de la défense faite aux ecclésiastiques d'acheter des terres dans la Châtellenie (Fol. 121 v., pièce 1). — 1511, 26 sept.-19 nov. 1518 : Bans et statuts promulgués par le Magistrat de Gand sur les blés, les volailles, les tavernes, les denrées alimentaires, le poisson et le sel (Fol. 162 v., pièce 40). — 1511, 8 nov. : Commission exécutoire délivrée par Alard de La Porte, lieutenant de la Gouvernance, pour la démolition du moulin construit par Pasque Bourgois, dit de Houplines, veuve de Clément Hespiel, érigé sans l'autorisation de l'Hôpital Comtesse (Fol. 187 v., pièce 58). — 1514, 23 mars, n. st. : Arrentement pour 60 ans passé par le Magistrat



en faveur de Jean et Jacques de Lessene d'un terrain à bâtir derrière les Grandes Boucheries (Fol. 226, pièce 94). — 1515, 27 mai : Mandement ducal adressé à la Gouvernance lui enjoignant de faire publier l'obligation pour les gens d'église de présenter dans un délai de quarante jours les contrats d'achat d'immeubles faits depuis quarante ans pour les soumettre à Jean Gommer, conseiller ordinaire de la Gouvernance, Ruffin de Le Ruelle, lieutenant du bailli et Guillaume Hangouart, à peine de 60 livres d'amende (Fol. 123, pièce 2 et Fol. 155, pièce 34). — 1517, 12 mars, n. st. : Sentence de la Gouvernance au profit de l'Hôpital Comtesse contre Jean Cloubourse, pour érection d'un moulin non autorisé hors de la Porte Saint-Sauveur (Fol. 188 v., pièce 59). — 1517, 16 mai : Autorisation donnée par l'Hôpital Comtesse à Jean Boussemare, de Wambrechies, d'ériger un moulin à blé sous condition d'une redevance de 10 s. (Fol. 189 v., pièce 60). — 1518, 28 sept. : Renvoi devant la juridiction royale par l'Echevinage d'Amiens de la requête de Joachim le Prévost, sergent royal, pour obtenir congé d'exécuter les lettres royaux concernant le différend entre Pierre Eloy, demeurant à Arras et Jean Dubois, prêtre (Fol. 17, pièce 22). — 1519, 21 mars, n. st. : Acceptation passée devant Jean Delemotte, notaire, par le Magistrat et le Chapitre Saint-Pierre, au sujet de leur différend sur le droit d'assis, de la désignation de Jean Gommer, Bruno Dumortier, Martin Dubosquiel et Gautier Delabroie comme arbitres (Fol. 130, pièce 13). — [Vers 1520] : Lettres de non préjudice délivrées par le Magistrat au Chapitre Saint-Pierre à propos des bornes en pierre placées sur les terres de la juridiction du Chapitre pour fixer la superficie des terrains incorporés dans la fortification (Fol. 196, pièce 65). — 1521, 1<sup>er</sup> mars, n. st. : Achat par Pierre Hochart, procureur de la Ville, d'un terrain appartenant à Catherine Lebucq, veuve de Jacques Moriel, rue de la « Cordewanerie » (Fol. 34 v., pièce 42). — [1521 ?], 11 avril : Lettres signées « de Luxembourg » enjoignant au Magistrat d'incarcérer et de punir les gens de guerre qui feraient scandale dans la Ville (Fol. 203, pièce 76). — [1521 ?], 11 nov. : Lettres du même personnage priant le Magistrat de restituer au sénéchal de Hainaut un

bourgeois de Lille nommé Druméz, arrêté par l'Echevinage (Fol. 202 v., pièce 75). — 1522, 14 oct. : Lettres de Marguerite d'Autriche enjoignant au Magistrat d'envoyer des députés à Calais pour se concerter avec ceux du roi d'Angleterre au sujet des laines et des monnaies (Fol. 124 v., pièce 4). — 1522, 19 oct. : Mandement de Marguerite d'Autriche enjoignant de punir les méfaits des soldats (Fol. 203, pièce 77). — 1522, 26 nov. : Convocation adressée par la régente au Magistrat pour envoyer des députés à Gand le 4 décembre où se trouveront aussi les délégués de la Châtellenie pour assister à la réunion des Etats (Fol. 203 v., pièce 78). — 1523, 12 nov. : Sentence de la Gouvernance pour l'Hôpital Comtesse contre Denis de Fives au sujet de l'érection d'un moulin non autorisé dans la brasserie le Virondel, hors la Porte de Fives (Fol. 190 v., pièce 61). — 1523, 1<sup>er</sup> déc. : Mandement de Marguerite d'Autriche convoquant les députés du Magistrat pour le 15 décembre si le conflit entre l'Echevinage et la Gouvernance n'était pas apaisé (Fol. 203 v., pièce 79). — 1525, 6 juillet : Mandement de la régente à la Chambre des Comptes pour la perception de l'impôt dans la Châtellenie de Lille destiné aux gens de guerre levés par le comte de Gavre, gouverneur (Fol. 204, pièce 80). — 1526, 15 avril : Lettres-patentes de Charles-Quint portant obligation de payer les droits de mutation dus pour aliénations et défense au clergé d'acheter des immeubles sans autorisation (Fol. 38 v., pièces 46, 47). — 1529, 24 déc. : Commission exécutoire de la sentence du Grand Conseil de Malines sur le procès entre Gilles aux Cauches, le Magistrat et Antoine Bernisse (Fol. 200, pièce 71). — 1530, 18 nov. : Attestation concernant le droit pour le Magistrat d'arrêter les huissiers d'armes exploitant sans congé de l'Echevinage (Fol. 128, pièce 9). — 1531, 12 mars, n. st. : Lettre de l'abbé de Saint-Vaast au Magistrat de Lille au sujet de la canalisation projetée par le comte de Gavre sur Armentières (Fol. 153 v., pièce 31). — 1531, 16 mars, n. st. : Pouvoirs donnés par le Magistrat à ses députés près du Conseil Privé au sujet du projet de canalisation par Armentières émanant du comte de Gavre et combattu par l'abbaye de Saint-Vaast et les villes de Béthune et de Lille (Fol. 153, pièce 30).



— 1531, 27 mai : Condamnation de Jean Joyant et de l'abbaye de Flines au sujet de l'érection d'un moulin à vent non autorisé par l'Hôpital Comtesse (Fol. 193, pièce 62). — 1531, 21 oct. : Main levée des biens d'Antoine Ride, bourgeois d'Armentières, fait par le Magistrat de Lille (Fol. 27, pièce 32). — 1532, 2 mars, n. st. : Ordonnance du Magistrat approuvée par le prévôt portant que les officiers de la Prévôté ne pourront procéder à des arrestations sans le congé de l'Echevinage (Fol. 194 v., pièce 63). — 1532, 14 mai : Mandement de Charles-Quint portant interdiction de l'exportation du grain hors de la Châtellenie de Lille (Fol. 24 v., pièce 31). — 1532, 24 oct. : Règlement pour les sœurs de la Madeleine, dites Repenties, décrété par l'Official de Tournai et homologué par le Magistrat (Fol. 1, pièce 1). — 1533, 8 janv., n. st. : Information sur la rébellion de Jean des Tieulles, marchand de bêtes à Menin, contre Mahieu Segon, sergent de la prévôté (Fol. 28 v., pièce 34). — [Vers 1533], 31 janv. : Lettre d'Adrien de Croy au Magistrat au sujet des Cordeliers, des soldats du château et des « boires » de grains (Fol. 153 v., pièce 32). — [Vers 1533], 29 nov. : Lettre d'Adrien de Croy, gouverneur de Lille, demandant l'exemption du droit d'assis pour le deuxième lieutenant de la Gouvernance, autorisant les Cordeliers à bâtir un pavillon pour leurs malades et les priant de s'abstenir de connaître des délits commis par les soldats (Fol. 23 v., pièce 29). — 1533, 3 déc. : Commission pour l'exécution de la défense faite par Charles-Quint au clergé régulier d'acquérir des immeubles (Fol. 7, pièce 8). — 1533, 5 déc. : Injonction de supprimer les métiers de tanneurs et autres corporations du cuir dans les faubourgs à moins d'une demi-lieue de la Ville (Fol. 152, pièce 29). — 1533, 20 déc. : Lettres-patentes de Charles-Quint confirmant celles de Maximilien du 3 fév. 1486 y insérées, sur l'interdiction de l'industrie du cuir à moins d'une demi-lieue de la Ville (Fol. 145, pièce 22). — 1533, 31 déc. : Contestation de juridiction sur le canal de La Bassée par l'abbé de Saint-Vaast (Fol. 154, pièce 33). — [Vers 1533] : Règlement du service divin en l'église Saint-Etienne homologué par le Magistrat (Fol. 142, pièce 21). — 1534, 15 mai : Mandement de Charles-Quint interdisant le

métier des filets de sayette hors de la Ville de Lille (Fol. 8, pièce 9). — 1534, 17 août : Mandement de Charles-Quint autorisant la nouvelle draperie de Lille (Fol. 9 v., pièce 11, Vanhaeck, sayetterie II, p. 48). — 1534, 8 nov. : Mandement de Marie de Hongrie enjoignant au Magistrat d'envoyer en Espagne, pour servir sur les galères, les hérétiques et les vagabonds (Fol. 120, pièce 74). — 1535, 13 janv., n. st. : Conflit entre les Villes de Tourcoing et de Lille au sujet des tripes de velours (Fol. 16, pièce 20). — 1535, 30 août : Accord entre le Chapitre Saint-Pierre et le Magistrat au sujet de l'ouverture d'une ou de deux écoles publiques pour l'enseignement du latin dans les paroisses de Saint-Sauveur et de Saint-Maurice (Fol. 29 v., pièce 35). — 1535, 12 oct. : Confirmation par le Chapitre Saint-Pierre de la présentation faite par le Magistrat de Noël Segond pour la direction de l'école latine de Saint-Sauveur ou de Saint-Maurice, après avis favorable de l'écolâtre (Fol. 30 v., pièce 36). — [1536 ?], 28 janv. : Lettre de l'Echevinage de « Vremin » demandant conseil au Magistrat de Lille dans le procès intenté contre Colard Bastien et l'Echevinage de Sart-les-Fagne (Fol. 6 v., pièce 7). — 1536, 12 mai : Mandement d'informer contre les auteurs du meurtre d'un serviteur de la prévôté (Fol. 10 v., pièce 12). — 1536, 2 juin : Injonction faite par la régente au Magistrat d'informer sur la requête d'Hacquinet et Pierrequin Dubruille, incarcérés par l'Echevinage (Fol. 46, pièces 48, 49). — 1536, 27 juin : Accord entre la régente et les Etats de Lille sur la concession d'une aide de 36.000 l., ratifié par l'empereur (Fol. 28, pièce 33). — 1536, 11 juil. : Ajournement devant le Grand Conseil de Malines de Nicolas Dupret sur requête de Jeanne Dupret, veuve de Jean Decroix (Fol. 117 v., pièce 74). — 1537, 10 janv., n. st. : Autorisation donnée au Magistrat de lever un capital de 40.000 livres, moitié par droit d'assis payable même par les exemptés, moitié par aliénation de rente pour le paiement des troupes (Fol. 107, pièce 62). — 1537, 1<sup>er</sup> fév., n. st. : Lettres-patentes relatives à la levée de 20.000 l. sous forme de droit d'assis payable même par les exemptés (Fol. 81, pièce 53). — 1537, 26 fév., n. st. : Renvoi au Magistrat de la requête de l'évêque de Tournai sollicitant



l'exemption pour les habitants de ses seigneuries de Lezennes, Wazemmes et Esquermes de toute contribution à l'aide de 20.000 l. votée par les Etats de Lille (Fol. 115 v., pièce 68). — 1537, 2 mars, n. st. : Ordonnance de Marie de Hongrie renvoyant devant la Chambre des Comptes le clergé, la noblesse et le Magistrat pour fixer leur participation à l'aide de 20.000 livres accordée par les Etats (Fol. 118, pièce 72). — 1537, 17 avril : Visite des remparts de la Ville faite par le Gouverneur, M. de Douvry et d'autres officiers (Fol. 132, pièce 15). — 1537, 21 avril : Autorisation donnée par Charles-Quint aux ecclésiastiques de ne pas payer le droit d'assis prévu pour l'aide de 20.000 l. accordée à l'empereur, à condition de verser à titre de don gratuit une somme de 1.300 livres (Fol. 110, pièce 64). — 1537, 21 avril : Autorisation donnée par Charles-Quint au Magistrat de prélever, pour la réparation des fortifications, 2.000 livres sur les 3.000 l. destinées à l'entretien des chaussées (Fol. 112 v., pièce 65). — 1537, 22 avril : Autorisation donnée par l'empereur au Magistrat d'obliger sans exception tous les habitants à contribuer aux dépenses des fortifications (Fol. 114, pièce 66). — 1537, 28 avril : Injonction faite aux officiers de justice de la Châtellenie de donner congé aux sergents de la Prévôté et du Bailliage de Lille pour l'exécution des sentences de l'Echevinage (Fol. 148, pièce 24). — 1537, 28 avril : Défense faite par l'empereur aux gens d'église de vendre des boissons sur le territoire de la Châtellenie (Fol. 156, pièce 35). — 1537, 28 avril : Lettres-patentes de Charles-Quint autorisant le Magistrat et la Châtellenie à lever sur tous les habitants, même ecclésiastiques et nobles, une somme de 40.000 l. accordée par les Etats pour le paiement des troupes, à recouvrer par voie d'impôt sur les « cheminées » (Fol. 77 v., pièce 52). — 1537, 1<sup>er</sup> juin : Exemption d'impôts pour les habitants de l'Hôtel Rihour (Fol. 101 v., pièce 59). — 1537, 15 juin : Bulle d'indulgence plénière pour la chrétienté fulminée par Paul III (Fol. 96 v., pièce 56). — 1537, 21 juin : Lettres de Marie de Hongrie requérant le Magistrat d'envoyer des vivres à Saint-Omer pour l'armée campée près de Hesdin (Fol. 109 v., pièce 63). — 1537, 27 juin : Relation d'Andrieu Le Micquiel, huissier d'armes du Grand Conseil, concernant l'exécu-

tion de divers exploits dans la Ville et la Châtellenie de Lille (Fol. 149, pièce 25). — 1537, 18 août : Ordonnance du Magistrat sur la sayetterie (Fol. 102, pièce 60). — [Vers 1537] : Déclaration des biens de la Ville tenus de la Pairie de Levincourt (Fol. 157, pièce 36). — 1538, 7 mars, n. st. : Autorisation par Charles-Quint de payer les terrains affectés aux fortifications en donnant des rentes héritières ou viagères aux propriétaires (Fol. 127 v., pièce 8). — 1538, 18 juin : Trêve de dix ans conclue à Nice entre Charles-Quint et François I<sup>er</sup> (Fol. 126 v., pièce 7). — 1538, 3 juil. : Mandement de Marie de Hongrie enjoignant à la Gouvernance de faire publier ce traité et de faire célébrer des processions pour la paix (Fol. 126 v., pièce 6). — 1538, 27 juil. : Accord devant Jean Baiart, notaire, entre le Magistrat et Henri Hoche pied, au sujet de la briqueterie de la Ville (Fol. 150, pièce 26). — 1538, 28 juil. : Mandement de Marie de Hongrie à la Gouvernance pour les processions et feux de joie à l'occasion de la paix (Fol. 141, pièce 20). — 1538, 16 nov. : Cession au Magistrat d'un terrain domanial destiné à élargir la rue devant la Chambre des Comptes (Fol. 151, pièce 27). — 1539, 4 mars, n. st. : Lettres closes de Marie de Hongrie à M. de Bossu, grand écuyer, lui mandant d'assurer l'exécution de la sentence portée pour crime d'hérésie contre Jean Rouzée, marchand de poisson de mer à Lille (Fol. 167). — 1539, 4 sept. : Accord notarié au sujet du litige porté devant la Chambre des Comptes entre le Magistrat et Jeanne Dugardin, veuve d'Antoine Robatre (Fol. 180, pièce 47). — 1539, 20 oct. : Exploit contre l'Official de Tournai pour l'exécution de la sentence du Grand Conseil contre Antoine de Montigny (Fol. 180, pièce 46). — 1539, 1<sup>er</sup> déc. : Déclaration notariée portant qu'André Flory, marchand de vins hors la Porte Saint-Pierre, sur la pairie des Rœux, reconnaît relever de la juridiction échevinale (Fol. 199 v., pièce 69). — 1541, 14 fév., n. st. : Réglementation par Charles-Quint de la batellerie de l'Escaut et de la Lys avec tarif des prix de transport (Fol. 204 v., pièce 81). — 1541, 15 oct. : Accord entre le Prévôt et le Magistrat portant que le Prévôt n'aura pas l'accès au Conclave pendant le Conseil échevinal et qu'il promet de se conformer à l'ordonnance de l'Echevinage du 2 mars 1532 (Fol. 195 v.,



pièce 64). — 1542, 12 juil. : Injonction faite par la Régente aux bannis enrôlés dans les troupes de quitter la Ville dans un délai de trois jours et interdiction faite aux autres soldats de commettre des méfaits (Fol. 215, pièce 83). — 1542, 12 juil. : Injonction de la Régente pour interdire l'accès de la Ville aux bannis enrôlés dans l'armée (Fol. 215 v., pièce 84). — 1542, 23 août : Injonction faite par la Gouvernance aux laboureurs de la Châtellenie de transporter leurs grains dans la Ville (Fol. 218 v., pièce 87). — 1542, 12 déc. : Ajournement par le Conseil de Flandre de l'instance entre le Magistrat et les nobles de la Châtellenie (Fol. 229 v., pièce 99). — 1543, 13 mars, n. st. : Autorisation donnée par Charles-Quint au Magistrat d'affecter une partie des jardins de la Chambre des Comptes aux fortifications et de prendre 50 arbres à Phalempin pour fabriquer des piques (Fol. 220 v., pièce 88<sup>3</sup>). — 1543, 1<sup>er</sup> mai : Lettres de non préjudice délivrées par Charles-Quint au Magistrat pour la nomination comme mayer de Georges de Corenhuuse, non bourgeois ni natif (Fol. 220, pièce 88<sup>2</sup>). — 1543, 25 mai : Autorisation donnée par l'empereur au Magistrat d'aliéner des rentes pour effectuer le paiement de l'aide de la Ville et de la Châtellenie resté en souffrance depuis deux mois (Fol. 221 v., pièce 88<sup>4</sup>). — 1543, 3 juil. : Injonction adressée par la Régente à l'Hôpital Comtesse pour fournir les 24 chevaux destinés aux moulins de la Ville (Fol. 222, pièce 89). — 1543, 8 juil. : Injonction faite au Magistrat de donner aux remparts une largeur de 40 pieds dans la partie haute (Fol. 222 v., pièce 90). — 1543, 19 juil. : Aide de 36.000 florins accordée par les Etats de Lille pour l'armée (Fol. 223, pièce 91). — 1543, 24 juil. : Octroi accordé au Magistrat pour subvenir au contingent de la Ville dans la levée de l'aide de 36.000 fl. (Fol. 223, pièce 92). — 1543, 20 août : Promesse de remboursement faite par Charles-Quint aux habitants de Lille y énumérés qui ont avancé les sommes nécessaires pour la levée de l'aide de 20.000 livres dans la Châtellenie (Fol. 223 v., pièce 93). — 1543 : Recensement des chevaux et chariots fait dans les faubourgs (Fol. 228 v., pièce 98). — 1544, 17 mars, n. st. : Mandement de Charles-Quint à la Gouvernance pour empêcher le renchérisse-

ment des marchandises (Fol. 231 v., pièce 106). — 1545, 19 fév., n. st. : Réception par l'écolâtre de Saint-Pierre, sur présentation du Magistrat, de Laurent Desquire pour tenir l'école latine de la paroisse Saint-Maurice (Fol. 232 v., pièce 109). — 1545, 16 juil. : Accord entre la Ville et le prévôt du Chapitre Saint-Pierre concernant les terrains et héritages sur l'emplacement de la rue à ouvrir allant du couvent des Sœurs grises à la rue d'Angleterre (Fol. 234 v., pièce 114). — 1545, 16 juil. : Accord entre les mêmes au sujet de la reconstruction aux frais du Magistrat du moulin à eau de la Porte Saint-Pierre englobé dans les fortifications (Fol. 233 v., pièce 113). — XVI<sup>e</sup> ? : Tarif des droits perçus à Lille sur la vente des draps en gros (Fol. 131, pièce 14).

AA 218 (Registre). — II + 283, feuillets, papier.  
Copie du xvr<sup>e</sup> siècle.

**1388-1588.** — REGISTRE AUX TITRES R. — 1419, 19 juil. : Mandement ducal portant exemption pour les gens du Château de Lille de la juridiction échevinale et du droit d'assis pour leurs boissons (Fol. 166, pièce 142). — 1421, 5 mai : Don du fief des Masures, à Wattrelos, fait par Jacques du Sars, au profit de Jacques de Le Tanerie, Jeanne de Quinghien, sa femme, et Catherine de Le Tanerie, dame de Croix, leur fille (Fol. 110 v., pièce 87). — 1421, 2 juin : Approbation de ce don par Jacques du Sars et Cécile de Lescielle, sa femme (Fol. 112 v., pièce 88). — 1501, 13 sept. : Mandement de Philippe le Beau au Magistrat pour contraindre les sergents de la prévôté à exercer les devoirs de leur charge, à peine de privation de leur office (Fol. 122, pièce 100). — 1533, 18 juil. : Ordonnance du Magistrat, sur requête des tanneurs, au sujet de leur moulin à tan (Fol. 23, pièce 9). — 1537, 22 mai : Lettres de non préjudice accordées par Charles-Quint aux gens de la Chambre des Comptes de Lille qui ont avancé de l'argent et payé les impôts en raison des circonstances militaires exceptionnelles (Fol. 117 v., pièce 95). — 1542, 27 juil. : Lettres-patentes concernant l'aide de 20.000 fl. accordée par les Etats de Lille et remboursable par l'impôt sur les boissons (Fol. 78 v., pièce 55). — 1549, 6 août : Serments de Philippe et du Magistrat prêtés



en présence des Etats (Fol. 17 v., pièce 4). — 1552, 25 janv., n. st. : Lettres-patentes de Charles-Quint fixant à 60.000 livres l'aide de la Châtellenie de Lille, recouvrable moitié sous forme de capitation par tête d'habitant, moitié sous forme de droits de consommation (Fol. 67, pièce 46). — 1553, 17 fév., n. st. : Lettres-patentes concernant la répression sévère des contraventions des fraudes fiscales en matière de boissons par les juges commis par les Etats de Lille (Fol. 81, pièce 56). — 1553, 8 mars, n. st. : Lettres-patentes de Charles-Quint concernant la perception de l'aide de 90.000 l. accordée par les Etats de Lille et à recouvrer partie par capitation, partie par droits indirects (Fol. 68, pièce 47). — 1553, 31 août : Lettres-patentes concernant le recouvrement de l'aide de 30.000 l. accordée par les Etats de Lille, sous forme de droits sur les boissons, le wedde, la garance et le « pied fourchu » (Fol. 69, pièce 48). — 1554, 6 avril : Lettres-patentes sur le recouvrement de l'aide de 60.000 l. accordée par les Etats de Lille (Fol. 81 v., pièce 57). — 1554, 25 août : Autorisation donnée par Charles-Quint au Magistrat de lever par aliénation de rentes la somme de 100.000 livres destinée aux troupes impériales, suivie du reçu de cette somme par le receveur des finances de Charles-Quint (Fol. 19, pièce 6). — 1554, 6 sept. : Lettres-patentes sur le recouvrement de l'aide de 60.000 l., accordée par les Etats de Lille (Fol. 70, pièce 49). — 1554, 11 oct. : Lettres-patentes de Charles-Quint, sur requête des Etats, concernant l'impôt du cinquantième denier sur la vente des marchandises dans la Châtellenie (Fol. 82 v., pièce 58). — 1555, 28 mars, n. st. : Lettres-patentes de Charles-Quint concernant le recouvrement de l'aide de 60.000 l. accordée par les Etats de Lille et la continuation de celle de 30.000 fl. pendant six ans (Fol. 71, pièce 50). — 1555, 7 oct. : Lettres-patentes concernant l'aide de 60.000 l. accordée par les Etats de Lille (Fol. 73, pièce 51). — 1556, 5 juil. : Lettres-patentes de Philippe II, concernant le recouvrement de l'aide de 100.000 l. accordée par les Etats (Fol. 73 v., pièce 52). — 1557, 3 avril, n. st. : Promesse de Philippe II sur le remboursement de 100.000 l. avancées par la Ville (Fol. 1, pièce 1). — 1557, 30 juin : Ordre de la Gouvernance enjoignant aux officiers et soldats

du Château de payer les impôts sur les boissons dont le produit est affecté à l'aide de 100.000 l. votée par les Etats, suivi de l'exploit signifié par Jacques Deffontaines (Fol. 84 v., pièce 60). — 1557, 30 juin : Ordre semblable et exploit de signification concernant le chapitre Saint-Pierre (Fol. 84, pièce 59). — 1558, 20 mai : Lettres-patentes de Philippe II sollicitant des Etats-Généraux des Pays-Bas une aide de 800.000 l., pour une période de neuf ans, dont la part contributive annuelle offerte par les Etats de Lille s'élève à 33.333 l. 6 s. 8 d. (Fol. 85, pièce 61). — 1558, 19 juillet : Supplément annuel de 2.227 l. 18 s. 4 d. consenti par les Etats de Lille pour l'aide précédente (Fol. 86 v., pièce 62). — 1559, 18 janv., n. st. : Lettres-patentes sur le recouvrement de l'aide de 70.000 l. accordée par les Etats de Lille (Fol. 75, pièce 53). — 1559, 12 avril : Accord entre le Souverain et les Etats de Lille portant que l'aide sera portée de 70.000 à 75.000 l. à condition que les nobles et autres privilégiés seront désormais obligés de participer à cette charge (Fol. 88 v., pièce 64). — 1559, 24 mai : Lettres de non-préjudice délivrées par le Souverain aux Etats, concernant l'aide de 30.000 l. pour le licenciement des gens de guerre (Fol. 89, pièce 65). — 1560, 23 mars, n. st. : Sentence du Conseil Privé sur le conflit entre les Etats et les marchands de Lille, Armentières et La Bassée, concernant le 50<sup>ème</sup> (Fol. 88, pièce 63, 93 v., pièce 68). — 1560, 6 avril, n. st. : Constitution de rentes héritières accordées aux habitants de Lille, y dénommés, en remboursement d'une somme de 48.425 l., avancée pour le paiement des troupes en 1556 et 1557 (Fol. 3, pièce 2). — 1560, 29 avril : Lettres de Philippe II portant que la contribution des Etats de Lille représenterait le huitième de l'aide fournie par les Etats de Flandre, pour le paiement des garnisons (Fol. 90 v., pièce 66). — 1560, 17 juil. : Autorisation donnée par le roi aux Etats de Lille pour l'aliénation de 4.000 l. de rente, dont le cours sera à la charge du Souverain (Fol. 92, pièce 67). — 1561, 18 janv., n. st. : Invitation faite par Marguerite de Parme aux marchands de Lille, Armentières et La Bassée, au sujet de l'impôt du 50<sup>ème</sup> (Fol. 94, pièce 69). — 1563, 17 juin : Mandement de la Régente sur la vente des biens des délinquants en matière d'impôts (Fol. 94 v., pièce 70). — 1564,



12 fév., n. st. : Mandement adressé à la Chambre des Comptes concernant le paiement des rentes dues par la Ville (Fol. 43 v., pièce 26). — 1564, 17 fév., n. st. : Autorisation par Philippe II aux Etats de Lille de payer pendant 3 ans le huitième de l'aide fournie par les Etats de Flandre, pour le paiement des garnisons (Fol. 95, pièce 74). — 1565, 24 oct. : Autorisation donnée par le même au Magistrat de lever par aliénation de rente une somme de 50.000 livres pour le ravitaillement de la Ville en blé (Fol. 48, pièce 30 ; Fol. 59, pièce 41). — 1565, 28 nov. : Autre autorisation pour la même cause (Fol. 50 v., pièce 32). — 1566, 7 mars, n. st. : Lettre de la Chambre des Comptes sur l'autorisation donnée à ses membres de prendre du vin, sans payer les droits d'assis, dans les deux celliers de la Ville et dans trois tavernes (Fol. 109 v., pièce 84). — 1566, 7 mars, n. st. : Résolution de la Chambre des Comptes désignant l'hôtellerie du Lion d'Or, la taverne de la Toison d'Or et le cellier placé sous la maison des Cocquelets pour prendre le vin des officiers de cette juridiction (Fol. 110, pièce 86). — 1566, 9 mars, n. st. : Lettres de Marguerite de Parme prescrivant au Magistrat l'exécution des décrets du Concile de Trente (Fol. 58 v., pièce 40). — 1566, 1<sup>er</sup> juin : Achat par le Magistrat de la « Choque » de maisons du Beauregard, en exécution des lettres-patentes de Philippe II du 30 sept. 1565 y insérées (Fol. 132 v., pièce 111). — 1566, 1<sup>er</sup> juil. : Achat par la Ville de la maison de Victor Delehay, au coin du Marché et de la rue des Bons-Enfants (Fol. 135, pièce 112). — 1567, 15 avril : Renvoi devant le Magistrat de Laurent Delebecque, incarcéré par la Gouvernance (Fol. 113 v., pièce 90). — 1567, 18 avril : Lettres-patentes autorisant la continuation pendant neuf mois du droit sur le vin, dont le produit est affecté au paiement des gens de guerre (Fol. 106, pièce 79). — 1567, 28 avril : Lettres de non préjudice délivrées par le Magistrat d'Armentières pour l'exemption du droit d'assis sur les boissons (Fol. 103, pièce 77 ; Fol. 113 v., pièce 91). — 1567, 22 mai : Vente par le Magistrat à Victor Delehay d'un emplacement rue des Bons-Enfants (Fol. 135 v., pièce 113). — 1567, 22 mai : Vente à Jean Barge représenté par Watier Le Théry, d'un autre terrain même rue (Fol. 137, pièce 114). — 1567, 24 mai : Vente par la

Ville à Roger Lefebvre, sergent à verges de Lille, d'une maison sur la rue conduisant à la chapelle des Bons-Enfants, cédée ensuite à André de Richemont à titre de frareuseté (Fol. 138, pièce 115). — 1567, 3 juil. : Requête du Magistrat au roi pour le paiement des rentes grévant la Ville (Fol. 128 v., pièce 107). — 1568, 27 sept. : Lettres du duc d'Albe enjoignant au gouverneur de Lille d'envoyer à Tournai les provisions de farine recueillies par le Magistrat et le clergé (Fol. 122 v., pièce 101). — 1568, 2 oct. : Ordre du gouverneur de Lille à ce sujet (Fol. 123, pièce 102). — 1568, 12 oct. : Vente faite par le Magistrat à André de Richemont et Madeleine Morel, sa femme, d'une maison rue des Bons-Enfants, achetée de Victor Delehay (Fol. 139, pièce 116). — 1569, 11 janv., n. st. : Autorisation donnée par le roi aux Etats de Lille, de recouvrer par aliénation de rentes 60.000 l. prêtées au Souverain représentant pour la Ville une participation de 13.090 livres (Fol. 126 v., pièce 105). — 1569, 31 janv., n. st. : Quitte de 60.000 l. délivrée aux Etats de Lille par Liévin Wouters, receveur général des finances (Fol. 128, pièce 106). — 1569, 23 juin : Sentence de la Gouvernance portant que les « héritages » gisant dans la banlieue sont réputés meubles, même s'ils ne sont pas tenus de l'Echevinage, et prononcée en faveur de Jeanne de Croix, veuve de Jean du Castel, de Jacques Cardon et Catherine de Croix, sa femme, contre Anne Thieulaine, veuve de Jacques Rousée, s<sup>r</sup> de Rabecque (Fol. 131, pièce 110). — 1570, 9 juin : Lettre du duc d'Albe autorisant les Etats de Lille à payer la somme de 81.250 l. par an, pendant deux ans au lieu du X<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> deniers levés sur les meubles et immeubles et du 100<sup>e</sup> denier levé au bout de six ans (Fol. 130, pièce 109 ; 140 v., pièce 118). — 1570, 19 juil. : Commission de prévôt des maréchaux pour Jean Deleprée (Fol. 141, pièce 119). — 1570, 28 sept. : Autorisation du roi aux Etats de Lille pour contraindre tous les habitants, même privilégiés, au paiement des impôts établis pour subvenir à l'aide de 81.250 l. (Fol. 144, pièce 122). — 1570, 25 oct. : Instructions de la Chambre des Comptes sur l'office de prévôt de la Châtellenie de Lille (Fol. 142 v., pièce 121). — 1571, juin : Lettres d'amortissement par Philippe II de terrains hors la Porte des Malades



tenus du Chapitre Saint-Pierre et achetés par le Magistrat à Péronne Gambet, veuve de Jean Halle (Fol. 151, pièce 128). — 1571, 11 déc. : Requête des Etats de Lille au duc d'Albe sur l'augmentation des gages des soldats du prévôt des maréchaux et réponse de ce personnage (Fol. 150 v., pièce 127). — 1572, 26 juin : Résolution au Conseil Privé portant suspension de la levée des X<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> deniers sur les biens meubles et immeubles à la condition pour les Etats des Pays-Bas de payer annuellement deux millions de florins (Fol. 153, pièce 129). — 1573, 5 janv., n. st. : Autorisation donnée par le roi aux Etats de Lille de lever 17.000 l. pour le traitement du duc de Medina, à déduire de leur quote-part de l'aide de deux millions pour les Pays-Bas (Fol. 153 v., pièce 130). — 1573, 3 mars, n. st. : Règlement fait par le Conseil Privé pour les charges de prévôt, mayeur, échevins et membres du Conseil de la Ville de Lille (Fol. 266 v., pièce 231). — 1573, 11 nov. : Autorisation donnée aux Etats de Lille pour lever, même sur les privilégiés, 8.000 l. destinées au traitement du duc de Medina (Fol. 156, pièce 132). — 1573, 22 déc. : Autorisation par le roi donnée aux Etats pour lever 45.055 l., même sur les privilégiés, pour l'entretien de 1.200 hommes de guerre dans la Châtellenie de Lille (Fol. 154 v., pièce 131). — 1574, 3 fév., n. st. : Mandement royal, sur requête des Etats de Lille, promettant récompense à ceux qui prendront les voleurs et brigands réfugiés dans les bois (Fol. 157 v., pièce 133). — 1574, 3 fév., n. st. : Mandement de Louis de Requesens, enjoignant à la Gouvernance de lever, pendant 4 mois, 40 soldats pour appréhender les brigands (Fol. 159, pièce 134). — 1574, 3 fév., n. st. : Autorisation de lever 400 l. par mois, pour le paiement de 40 soldats employés à la poursuite des brigands (Fol. 159, pièce 135). — 1574, 13 mars, n. st. : Requête du Magistrat au roi, apostillée par Louis de Requesens, pour porter à 750 l. par an les dépenses de bouche (Fol. 160 v., pièce 136). — 1575, 31 août : Apostille de Louis de Requesens prolongeant de 6 mois, sur requête du Magistrat, les impôts accordés par patentes des 12 janvier 1569 et 19 juillet 1570, pour l'assistance et l'épidémie (Fol. 161, pièce 138). — 1575, 12 oct. : Lettres-patentes de Philippe II autorisant les

Etats de Lille à augmenter les impôts pour participer à l'aide de deux millions par an, votée par les Etats des Pays-Bas, et à celle de 200.000 florins pour le rachat du deuxième centième, ainsi que pour l'abolition des X<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> deniers, le renvoi du Conseil des Troubles et le maintien des privilèges, notamment du droit de non-confiscation (Fol. 162, pièce 139). — 1576, 24 fév. : Autorisation donnée par le roi aux Etats de Lille pour lever de nouveaux impôts afin de fournir dans trois mois la somme de 60.000 livres pour le paiement des gens de guerre, somme à déduire de l'aide prochaine (Fol. 166 v., pièce 143). — 1576, 4 juin : Requête des baillis des quatre seigneurs Hauts-Justiciers adressée au roi et apostillée par le Bureau des Finances de Bruxelles pour la levée d'impôts destinés à la solde du prévôt des maréchaux et de ses gens (Fol. 170 v., pièce 146). — 1576, 4 juin : Commission de prévôt des maréchaux délivrée par le roi à Louis de Ligny remplaçant Jean Deleprée et fixation de ses gens à huit hommes à cheval et trente à pied (Fol. 169, pièce 145). — 1576, 4 juil. : Autorisation par le Conseil des Finances d'augmenter la solde du prévôt et des gens de la maréchaussée (Fol. 171, pièce 147). — 1576, 1<sup>er</sup> déc. : Acceptation par le roi des 12.500 l. votées par les Etats de Lille pour leur quote-part de l'aide de 300.000 livres accordée par ceux des Pays-Bas (Fol. 177, pièce 153). — 1577, 12 fév. : Traité de réconciliation passé à Marche-en-Famine, entre Philippe II et les Etats généraux des Pays-Bas (Fol. 61, pièce 45). — 1577, 20 fév. : Lettres-patentes de Philippe II autorisant les Etats de Lille à racheter le troisième centième denier pour la somme de 200.000 livres (Fol. 173 v., pièce 150 ; Fol. 177 v., pièce 154). — 1577, 28 fév. : Autorisation donnée par le roi aux Etats de Lille de « practiquer les moiens generauxx pour le terme d'un demy an » (Fol. 175 v., pièce 151). — 1577, 28 fév. : Lettres de non-préjudice délivrées par le Conseil d'Etat aux Etats de Lille, au sujet de leur accord sur les « moiens generauxx » (Fol. 176 v., pièce 152). — 1577, 18 mars : Autorisation de nouveaux impôts pour le service des rentes (Fol. 179 v., pièce 155). — 1577, 7 juin : Autorisation donnée aux Etats de Lille pour lever 40 soldats pendant quatre mois pour la repression



du vol (Fol. 181, pièce 156). — 1577, 14 sept. : Acceptation par les Etats Généraux des Pays-Bas de l'accord fait par les Etats de Lille au sujet de leur participation à l'aide de deux millions de florins et à celles de 700.000 florins et de 80.000 fl. (Fol. 184, pièce 158). — 1577, 28 sept. : Promesse du Magistrat de maintenir la religion catholique, de prêter obéissance au roi et de faire un boulevard sur la place du Château (Fol. 185 v., pièce 160). — 1577, 3 déc. : Nouvelle acceptation des Etats-Généraux au sujet de la participation des Etats de Lille au paiement des aides (Fol. 187 v., pièce 163). — 1578, 11 janv. : Autorisation donnée par les Etats-Généraux des Pays-Bas aux Etats de Lille, de lever 50.000 l. en faisant payer un droit de 14 patars sur chaque bonnier de terre sise dans la Châtellenie (Fol. 189 v., pièce 164). — 1578, 15 janv. : Lettres de non préjudice délivrées par les Etats-Généraux des Pays-Bas à ceux de Lille au sujet du privilège de non confiscation (Fol. 190 v., pièce 165). — 1578, 11 avril : Révocation par le roi de Louis de Ligny, remplacé dans ses fonctions de prévôt des maréchaux par Philippe Lepers, avec le titre de Souverain des Châtellenies de Lille, Douai et Orchies, ayant sous ses ordres 8 hommes à cheval et 30 à pied (Fol. 202 v., pièce 177). — 1578, 13 sept. : Renvoi au Magistrat de la requête des Frères Prêcheurs concernant les biens de l'Hôpital des Grimaretz (Fol. 196, pièce 171). — 1579, 1<sup>er</sup> juillet : Commission de prévôt général des Châtellenies de Lille, Douai et Orchies, pour Jean Quintin, en remplacement de Philippe Lepers (Fol. 201, pièce 176). — 1579, 18 août : Autorisation d'emprise sur une rivière accordée aux Frères Prêcheurs sur leur requête (Fol. 210 v., pièce 184). — 1579, 15 nov. : Autorisation donnée par les députés des provinces réconciliées aux Etats de Lille, pour la levée de 50.000 fl. (Fol. 204, pièce 177 bis). — 1579, 22 nov. : Lettres-patentes concernant le recouvrement d'une somme de 50.000 fl. par voie d'impôts (Fol. 204 v., pièce 178). — 1580, 26 sept. : Autorisation de lever 40.000 l. par aliénation de rentes pour la participation des Etats de Lille à l'aide de 160.000 l. demandée aux provinces réconciliées (Fol. 212 v., pièce 186). — 1580, 28 sept. : Ordonnance d'Alexandre Farnèse, gouverneur des Pays-Bas, imputant sur les comptes de feu Philippe

Hangouart, receveur des aides, une somme de 28.250 l. 10 s., versée en 1577 par les Etats à valoir sur le prêt de 60.000 l. consenti au souverain (Fol. 206, pièce 180). — 1580, 24 déc. : Autorisation donnée aux Etats de lever impôts pour participer à l'aide de 60.000 l. accordée par les provinces réconciliées (Fol. 214, pièce 187). — 1580, 24 déc. : Accord fait par les Etats de Lille à ce sujet (Fol. 209, pièce 183). — 1581, 27 juil. : Autorisation de nouveaux impôts pendant 3 ans pour le paiement des gens de guerre et le rachat des rentes (Fol. 217, pièce 188). — 1581, 27 juil. : Déclaration des nouveaux impôts accordés aux Etats de Lille par les patentes précédentes (Fol. 220, pièce 189). — 1581, 26 sept. : Lettres-patentes de Philippe II portant dérogation à la coutume en matière de rentes seigneuriales (Fol. 223, pièce 190). — 1581, 15 oct. : Autorisation donnée par Philippe II aux Etats de Lille de lever des impôts dont le produit servira à l'armée assiégeant Tournai (Fol. 225, pièce 191). — 1581, 17 oct. : Requête des Etats de Lille, apostillée par le Conseil des Finances, autorisant le Magistrat à contraindre les habitants à acheter des rentes héritières, dont le capital doit servir à l'armée assiégeant Tournai (Fol. 229, pièce 194). — 1582, 7 sept. : Requête des Etats de Lille pour le paiement de 40.000 l. pour le service des rentes (Fol. 232 v., pièce 198). — 1582, 7 sept. : Requête des Etats de Lille concernant le paiement de l'aide destinée au siège de Tournai (Fol. 233 v., pièce 199). — 1582, 15 sept. : Requête des Etats de Lille pour contraindre les habitants à acheter des rentes héritières, dont le capital est destiné à la construction du fort d'Halluin (Fol. 229 v., pièce 195). — 1582, 22 sept. : Lettres-patentes de Philippe II à ce sujet (Fol. 229 v., pièce 196). — 1583, 4 mai : Autres lettres-patentes concernant le paiement de la garnison et l'achat de munitions du fort d'Halluin (Fol. 231, pièce 197). — 1583, 14 juin : Annulation par le Souverain d'un acte de juridiction exercé par l'Echevinage de la seigneurie d'Aubers (Fol. 242, pièce 206). — 1583, 11 août : Lettres-patentes de Philippe II autorisant les Etats de Lille à aliéner des rentes pour subvenir à l'aide de 25.000 fl. affectée à la démolition du fort d'Halluin, au démantèlement de la forteresse de Menin et à la construction d'un nou-



veau fort en ce lieu (Fol. 234 v., pièce 200). — 1583, 6 oct. : Lettres closes d'Alexandre Farnèse, gouverneur des Pays-Bas, autorisant la démolition de la forteresse de Menin (Fol. 236 v., pièce 201). — 1583, 19 oct. : Requête du Magistrat pour l'augmentation des gages des officiers de la Ville de Lille, en raison de la cherté de la vie, suivie de l'apostille du Conseil des Finances siégeant alors à Tournai (Fol. 241 v., pièce 205). — 1584, 1<sup>er</sup> mars : Don d'une rente héritière de 131 florins fait par le compte d'Isenghien pour l'achèvement et l'entretien d'une école dominicale (Fol. 239, pièce 204). — 1584, 22 juin : Requête du Magistrat sollicitant le rachat de trois chariots fournis pour le service du souverain (Fol. 242 v., pièce 207). — 1584, 28 août : Commission exécutoire concernant le curage du canal de La Bassée par les riverains (Fol. 245, pièce 210). — 1584, 6 oct. : Autorisation donnée au Magistrat de se procurer par aliénation de rentes la somme de 8.000 livres pour fournir à la sentence rendue contre la Ville au profit des officiers et soldats de l'ancien Château (Fol. 246, pièce 211). — 1585, 26 juin : Résolution des Etats de Lille concernant la solde du prévôt des maréchaux et de ses gens (Fol. 250, pièce 216). — 1585, 28 juil. : Commission de prévôt des maréchaux de la Châtellenie de Lille au profit de Jean Quintin (Fol. 248, pièce 214). — 1585, 28 juil. : Instructions pour Jean Quintin, prévôt des maréchaux (Fol. 249, pièce 215). — 1587, 27 oct. : Sentence du Conseil des Finances accordant un nouveau délai de trois ans au Magistrat pour le rachat des rentes levées par patentes du 6 octobre 1584 (Fol. 260, pièce 225). — 1588, 23 fév. : Sentence du Conseil Privé sur la requête de François Godin et de Marie Castellain, sa femme, concernant le droit de nouvel acquêt (Fol. 256, pièce 221). — 1588, 2 mars : Accord entre les Etats de Lille et la noblesse et les privilégiés de la Châtellenie au sujet de leur participation à l'impôt (Fol. 256, pièce 221 bis). — 1588, 17 oct. : Autorisation de continuer la levée des impôts dont le produit est affecté au service des rentes (Fol. 263, pièce 228 ; cf. AA 241, fol. 6 v.).

AA 219 (Registre). — V + 227 feuillets, papier.

Copie xvii<sup>e</sup> siècle.

**1388-1616.** — REGISTRE AUX TITRES S. — 1475, 20 fév., n. st. : Réparation judiciaire d'un exploit fait hors la Porte Saint-Pierre par Haquinet Renart, sergent de la Gouvernance (Fol. 67 v., pièce 54). — 1476, 26 nov. : Lettres du Magistrat concernant le curage de la rivière allant de Seclin au Bac à Wavrin (Fol. 84, pièce 69). — 1518, 21 avril : Lettres d'Hue de Dompierre, garde du sceau royal du Bailliage d'Amiens, contenant des extraits des comptes de la Ville relatifs au droit d'escat (Fol. 60, pièce 50). — 1518, 28 août : Accord passé devant Guillaume Restiene, notaire à Lille, entre la Gouvernance et le Magistrat au sujet de l'arrestation de Jean Dutertre, bourgeois (Fol. 71, pièce 58). — 1547, 6 mai : Sentence du Conseil de Flandre annulant la désignation des tuteurs des enfants de Philippe de Hennin et de Claire de Croix, faite induement par la Gouvernance de Lille et dont la nomination appartient au Magistrat d'Ypres (Fol. 144 v., pièce 119). — 1552, 24 juin : Défense faite au Magistrat de Lille de connaître de la maison mortuaire de Jacqueline Poicte, veuve de Bertrand de Beaufremez, bourgeoise d'Ypres, ressortissant de l'Echevinage de cette dernière ville (Fol. 148, pièce 120). — 1552, 30 juil. : Accord entre les Magistrats de Lille et d'Ypres en matière de connaissance des maisons mortuaires des bourgeois de cette dernière ville morts à Lille (Fol. 149 v., pièce 121). — [1565] : Autorisation donnée par le Magistrat à Jean Delecroix de planter deux rangées d'arbres le long de la rivière allant de Seclin au Bac à Wavrin, à charge d'entretien (Fol. 84 v., pièce 69 bis). — 1581, 15 avril : Rejet de la requête d'Antoine Muissart poursuivant devant le Conseil de Flandre le Magistrat qui l'avait destitué de son office de conseiller pensionnaire de la Ville (Fol. 57, pièce 47). — 1581, 7 juin : Lettres de non préjudice concernant la confiscation des biens des personnes incriminées dans la trahison de Lille (Fol. 79 v., pièce 62). — 1581, 28 juin : Sentence criminelle contre Barthélemy Mullier, fermier à Baisieux, incriminé dans la trahison de Lille (Fol. 81 v., pièce 66). — 1584, 17 mai : Sentence du Conseil Privé au profit des officiers



et soldats de l'ancien château contre le Magistrat (Fol. 108, pièce 90). — 1586, 11 avril : Arrentement par le Magistrat au profit de Léon Manche d'une maison située à Rihour pour la redevance annuelle de 18 l. (Fol. 98 v., pièce 83). — 1588, 14 juin : Lettres-patentes de Philippe II concernant la confrérie de Saint-Michel (Fol. 155, pièce 123). — 1589, 20 fév. : Règlement par le Magistrat de la confrérie de Saint-Michel (Fol. 150, pièce 122). — 1590, 4 oct. : Réparation judiciaire devant Jean Lefrancq, notaire à Lille, faite par Jean Barbieur, fermier de l'avoir de poids, qui s'était opposé à l'arrestation de Jean Warcoing par Noël Desains, sergent de la Prévôté (Fol. 89, pièce 74). — 1590, 8-23 nov. : Lettre du comte de Mansfeld, lieutenant du Gouverneur des Pays-Bas, annonçant la nomination du s<sup>r</sup> de Bersée à la charge de gouverneur de Lille, suivie d'une lettre du même adressée au s<sup>r</sup> de Bersée (Fol. 92, pièce 78). — 1590, 3 déc. : Purge de l'achat fait par la Ville de la maison de Thomas Jacquart, provenant de l'ancien château (Fol. 111, pièce 91). — 1591, 24 mai : Lettres-patentes de Philippe II portant à quarante le nombre des membres de la Confrérie de Saint-Michel (Fol. 156 v., pièce 124). — 1591, 8 nov. : Accord entre la Ville et Philippe du Chastel, s<sup>r</sup> de Blangerval, au sujet de terrains provenant de l'ancien château (Fol. 105 v., pièce 86). — 1592, 14 août : Accord entre la Ville et Robert Cambier concernant la construction d'une hobette près la Porte du Molinel grévée de retour à la Ville après la mort de Robert, celle de sa femme et celle de son neveu (Fol. 114 v., pièce 94). — 1592, 12 déc. : Lettre du comte de Fuentes annonçant au Magistrat son arrivée dans les Pays-Bas (Fol. 123 v., pièce 99). — 1593, 23 juil. : Autorisation de voirie accordée à Isabeau de Wilde, veuve de Gilles Montaigne, pour la devanture d'une maison rue des Bons-Enfants (Fol. 132 v., pièce 104). — 1593, 30 nov. : Lettres de Philippe II annonçant aux Etats de Lille la nomination de l'archiduc Ernest comme gouverneur des Pays-Bas (Fol. 140 v., pièce 112). — 1594, 4 fév. : Lettres de l'archiduc Ernest au sujet de sa nomination (Fol. 141, pièce 113). — 1595, 30 avril : Lettres de Louis de Berlaimont, archevêque de Cambrai, autorisant le transfert dans la nouvelle Halle échevinale, ressortissant

de la paroisse Saint-Etienne, de l'autel portatif dont le privilège avait été précédemment accordé au Magistrat (Fol. 143, pièce 117). — 1596, 5 fév. : Lettres-patentes de Philippe II portant à 50 le nombre des membres de la Confrérie Saint-Michel (Fol. 157 v., pièce 125). — 1597, 28 avril : Autorisation donnée par le Magistrat aux héritiers de Guillaume Deliot et à Jean Marissal pour la construction d'un mur le long du rempart (Fol. 160 v., pièce 128). — 1597, 31 mai : Arrentement pour 40 ans par la Ville moyennant un cens annuel de 9 fl. d'un terrain provenant du château (Fol. 161 v., pièce 129). — 1598, 15 janv. : Lettre des Etats de Lille adressée au roi concernant le mariage de l'archiduc Albert avec l'infante Isabelle et leur nomination au gouvernement des Pays-Bas (Fol. 170, pièce 140). — 1598, 15 janv. : Autre lettre des Etats de Lille au prince Philippe et à l'archiduc Albert au sujet de cet événement (Fol. 171, pièce 141 ; Fol. 172, pièce 142). — 1598, 2 mai : Arrentement pour 25 ans par la Ville au profit d'Antoine Duhot, d'un terrain près la Porte de Courtrai (Fol. 168, pièce 138). — 1598, 6 mai : Lettres-patentes de Philippe II portant donation des Pays-Bas, de la Bourgogne et du Charolais à l'infante Isabelle, sa fille (Fol. 177 v., pièce 148). — 1598, 6 mai : Approbation de cet acte par le prince Philippe (Fol. 182 v., pièce 149 ; cf. Fol. 174 v., pièce 145). — 1598, 6 mai : Acceptation de cette donation par l'infante Isabelle (Fol. 184, pièce 150). — 1598, 26 juillet : Lettre de l'archiduc Albert invitant le Gouverneur de Lille à annoncer aux Etats de la Châtellenie son mariage et sa nomination dans les Pays-Bas et convoquant leurs députés à Bruxelles le 15 août pour les serments d'usage (Fol. 175, pièce 146 ; cf. Fol. 173, pièce 143). — 1598, 6 août : Instructions données aux députés des Etats de Lille pour assister à la session des Etats des Pays-Bas devant se tenir à Bruxelles (Fol. 186 v., pièce 152). — 1598, 21 et 22 août : Procès-verbal de la session des Etats des Pays-Bas tenue à Bruxelles, avec texte des discours et des serments (Fol. 187, pièce 153). — 1599, 19 mai : Autorisation donnée devant Barthélemy Le Micquel par Barbe Delemoure, veuve de Jean Delebarre, au Magistrat pour l'ouverture d'une rue à travers son terrain près du jardin des



arbalétriers et se dirigeant rue Saint-Etienne (Fol. 212 v., pièce 156). — 1599, 3 sept. : Adhésion du Chapitre Saint-Pierre au paiement du droit sur les boissons dont le produit est affecté au service de l'épidémie (Fol. 212 v., pièce 155). — 1616, 10 mai : Ordonnance du Magistrat interprétant la jurisprudence concernant le droit des veuves (Fol. 213, pièce 157).

AA 220 (Registre). — I + 283 feuillets, papier.  
Copie xvii<sup>e</sup> siècle.

**1391-1616.** — REGISTRES AUX TITRES T. V. — 1563, 13 déc. : Ordonnance du Conseil Privé concernant l'industrie de la haute lisse, de la triperie et de la bourgeterie dans le plat pays (Fol. 181, pièce 72). — 1566, 16 fév., n. st. : Sentence du Conseil Privé déboutant le Magistrat dans son instance contre la Gouvernance au sujet du procès de Jean Marchant, sergent du Bailliage, de Marc Copin et de Jean Farvacq, sergents de la Prévôté (Fol. 59 v., pièce 47). — 1590, 22 août : Sentence du Grand Conseil de Malines portant que l'exécution des mandements expédiés au Conseil de Tournai appartient aux huissiers de ce Conseil et non à ceux de la Gouvernance de Lille (Fol. 89, pièce 87). — 1597, 18 déc. : Défenses présentées par la Gouvernance sur la requête du Magistrat concernant les congés d'exécution (Fol. 17, pièce 13). — 1597, déc. : Répliques du Magistrat à ce sujet (Fol. 19, pièce 14). — 1598, 20 avril : Répliques du Magistrat aux défenses présentées par la Gouvernance concernant l'instruction du procès de Jean Dehas inculpé d'avoir injurié Antoine Billet, sergent de la Prévôté (Fol. 26, pièce 17). — 1602, 14 mai : Sentence du Conseil Privé concernant le procès d'Antoine Carpentier et de Louis Doarchin, fermier du tonlieu des laines (Fol. 71, pièce 57). — 1603, 23 déc. : Ordre donné par les Archiducs au Magistrat de prendre l'avis du s<sup>r</sup> de Billy, gouverneur, pour la construction des nouveaux remparts nécessitée par l'agrandissement de Lille (Fol. 104 v., pièce 97). — 1607, 4 mai : Apostille du Conseil Privé sur requête du Magistrat portant obligation pour les habitants des faubourgs de payer l'assis sur les boissons (Fol. 206 v., pièce 101). — 1607, 24 sept. : Arren-

tement à Jacques Billet d'une maison provenant de l'ancien château (Fol. 229 v., pièce 135). — 1607, 27 sept. : Arrentement par la Ville à Jérôme Delemarre d'une maison située aux fouleries hors la Porte Saint-Pierre pour une période de cent ans (Fol. 227 v., pièces 132 et 133). — 1607, 27 sept. : Arrentement à Mahieu Desrumaulx d'une maison audit lieu (Fol. 226 v., pièce 130). — 1607, 27 sept. : Arrentements de maisons audit lieu pour Emmery Leblancq, foulon (Fol. 227, pièce 131) et pour Guillaume Minsent, foulon (Fol. 226, pièce 129). — 1607, 11 oct. : Arrentement audit lieu pour François Herpin, foulon (Fol. 229, pièce 134). — 1607, 25 oct. : Acceptation de la donation [Masurel] pour la fondation d'un Mont-de-Piété (Fol. 230 v., pièce 136). — 1616, 12 juin : Purge de l'achat fait par la Ville à Péronne Hacoul, veuve de Simon de Nœufville, de deux maisons situées aux fouleries hors la Porte du Molinel (Fol. 196 v., pièce 89).

AA 221 (Registre). — II + 302 feuillets, papier.  
Copie xvii<sup>e</sup> siècle.

**1470-1616.** — REGISTRE AUX TITRES X. — 1485, 1<sup>er</sup> juil. : Mandement de Maximilien à la Gouvernance et au Magistrat concernant l'exécution des mandements royaux (Fol. 104 v., pièce 61). — 1507, 30 déc. : Mandement de Maximilien à la Gouvernance lui enjoignant de publier, dans la Châtellenie, le placard concernant la compétence en première instance des juridictions locales en matière d'actions personnelles et civiles (Fol. 105, pièce 62). — 1562, 29 janv., n. st. : Mandement de Philippe II sur la compétence des juridictions de première instance (Fol. 107, pièce 63). — 1592, 11 juil. : Attestation devant l'Echevinage faite par des marchands espagnols et lillois, portant que les draperies fabriquées dans le pays avec les laines d'Espagne sont supérieures à celles d'Angleterre (Fol. 178, pièce 108). — [1592] : Mémoire des villes des Pays-Bas sur la supériorité des draperies fabriquées avec les laines d'Espagne (Fol. 175 v., pièce 107). — 1596, 7 mai : Sentence du Conseil d'Artois au profit du Magistrat contre l'Abbaye de Saint-Vaast, au sujet de la seigneurie de Pont-à-Vendin, tenue de la Salle de Lille



(Fol. 120, pièce 73). — 1606, 21 août : Ordonnance des Archiducs concernant la ferme du droit de 7 s. par lot de vin consommé dans les faubourgs de Lille (Fol. 64 v., pièce 30). — 1608, 2 mai : Ordonnance du Magistrat concernant les mesures de longueur (Fol. 10 v., pièce 10). — 1608, 7, 17 et 25 oct. : Enquêtes du Magistrat au sujet du procès des collecteurs de l'assis des grains contre les fermiers des moulins de l'Hôpital Comtesse (Fol. 160 v., pièce 93 ; Fol. 162 v., pièce 94 ; Fol. 163 v., pièce 95). — 1609, 6 avril : Sentence de la Prévôté au profit du Magistrat condamnant Antoine de Fourmestraulx, bourgeois de Lille, au paiement du droit d'escat pour l'achat de la maison de feu Pierre Lepé, non bourgeois (Fol. 46 v., pièce 17). — 1609, 17 oct. : Autorisation par le Magistrat à Martin Warlop, bourgeois, rue des Tanneurs, pour percer une fenêtre dans un mur donnant sur la ruelle, à charge d'une redevance annuelle de 18 s. (Fol. 53 v., pièce 20). — 1610, 6 mai : Arrentement donné par la Ville et refusé par Jeanne Dubois, veuve de François Fourment et Antoine Bourel, tondeurs de grandes forces, d'un emplacement à usage de tannerie, près du Trou Ponnet (Fol. 185, pièce 118). — 1612, 20 mars : Achat par le Magistrat de la maison d'Anne Herreng, épouse d'Adrien Petit, rue du Bois (Fol. 228, pièce 173). — 1612, 20 mars : Achat par le Magistrat de deux maisons, rue du Bois, appartenant à Pierre Pottier, Cornille Le Gillon et Jean Duflo (Fol. 231, pièce 175). — 1612, 5 sept. : Estimation d'un terrain repris par le Magistrat le long des bâtiments du concierge des Arbalétriers (Fol. 207, pièce 158 ; Fol. 207 v., pièce 159). — 1613, 15 fév. : Don par le Magistrat aux Clarisses de la maison ayant appartenu à Jean Gannot et Nicolas Delecourt, au fond d'une ruelle conduisant de la rue des Malades dans leur église (Fol. 97 v., pièce 58). — 1613, 27 juin : Augmentation de 100 florins par an, pour une période sexennale, de la pension d'Anselme Cuvellier, troisième conseiller pensionnaire de la Ville (Fol. 98, pièce 59). — 1614, 18 et 27 juin, 11 août : Enquête du Magistrat au sujet du procès des collecteurs de l'assis des grains contre les fermiers des moulins de l'Hôpital Comtesse (Fol. 168, pièce 97 ; Fol. 166, pièce 96 ; Fol. 168 v., pièce 98). — 1616, 26 janv. : Lettre de Mutius

Vitellescus, général des jésuites, remerciant le Magistrat à la suite de l'érection du Collège de cette Ville (Fol. 153, pièce 89).

AA 222 (Registre). — V + 297 feuillets, papier.  
Copie XVII<sup>e</sup> siècle.

**1328-1657.** — REGISTRE AUX TITRES AA. — 1328, 23 nov. : Mandement de Philippe VI fixant le taux du droit de nouvel acquêt (Fol. 137 v., pièce 54). — 1527, 4 oct. : Ordonnance du Magistrat fixant les droits attribués à la ferme du longuet (Fol. 94, pièce 32). — 1535, 20 août : Fondation de la chapelle N.-D. de Lorette dans le cimetière de Saint-Etienne de Lille faite par Jean Ruffault, s<sup>r</sup> de Neuville-en-Ferrain, Mouvaux et Lambersart, et pièces annexées (Fol. 272 v., pièces 217 à 219). — 1579, 8 sept. : Transfert d'un moulin près de la Noble Tour sur le rempart placé derrière le jardin des canonniers (Fol. 139, pièce 57). — 1579, 12 sept. : Ratification par Philippe II du traité de réconciliation signé à Arras le 17 mai précédent par Alexandre Farnèse et les délégués des provinces d'Artois, de Hainaut et de la Flandre wallonne (Fol. 123 v., pièce 43). — [1580, 1<sup>er</sup> avril] : Conventions entre le Conseil de Flandre et le Magistrat de Douai concernant leurs juridictions respectives en suite du transfert du Conseil de Gand dans la Ville de Douai (Fol. 271 v., pièce 216). — 1596, 19 oct. : Renvoi devant le Magistrat de Lille de l'instance de Françoise de Arenda, veuve de François Antoneda et de Clément de Castille, demeurant à Bruges (Fol. 147, pièce 62). — 1602, 22 août : Fixation par les archiducs du taux du droit de nouvel acquêt sur requête des Etats de Lille (Fol. 250, pièces 187 et 188). — 1604, 23 août-5 oct. : Enquêtes du Magistrat à l'occasion du procès des collecteurs de l'assis des grains contre Philippe Dugardin, receveur du prince de Ligne (Fol. 56 v., pièce 13). — 1605, 5 août : Requête de Jean Hapiot, conseiller des archiducs, pour exemption du droit d'escat à lui accordée au sujet de l'achat d'une maison rue du Priez (Fol. 149, pièce 63). — 1616, 18 juin : Requête des baillis des quatre seigneurs Hauts justiciers et des Magistrats de Lille, Douai et Orchies sollicitant l'archiduc pour prêter le



serment séparément, avant les ecclésiastiques et les nobles, avec apostille favorable (Fol. 213 v., pièce 130). — 1616, 19 juin : Lettres-patentes de l'archiduc contenant le serment des Etats des Châtellenies de Lille, Douai et Orchies et celui de l'archiduc, en cas de retour des Pays-Bas à l'Espagne (Fol. 234, pièce 166). — 1618, 27 nov. : Sentence du Conseil Privé au profit de Christophe Cusacus, président des étudiants hibernois, contre Marguerite Morel, sœur du fondateur du collège, portant que cet établissement appartient aux étudiants et que les supérieurs seront nommés par l'évêque de Tournai et le Magistrat de Lille (Fol. 230 v., pièce 157). — 1618, 7 déc. : Sentence du Conseil de Flandre au profit de Josse et Guilbert Vannest contre le Magistrat qui leur avait refusé l'autorisation d'instrumenter (Fol. 115 v., pièce 35). — 1619, 11 juil. : Règlement donné par les archiducs au Conseil de Flandre (Fol. 76, pièce 21). — 1620, 24 fév. : Statuts et indulgences de la confrérie de Saint-Joseph en l'église Saint-Sauveur promulgués par l'évêque de Tournai (Fol. 144 v., pièce 60). — 1621, 20 fév. : Mémoire du Magistrat protestant contre l'application à la Ville de Lille des articles 3, 4 et 31 du règlement du 11 juillet 1619 sur les attributions du Conseil de Flandre (Fol. 279, pièce 223). — 1621, 9 août : Réparation judiciaire par Jean Pallas, sergent de la Gouvernance, ayant instrumenté sur la terre de Saint-Winocq au faubourg de Saint-Pierre sans avoir requis obéissance aux échevins (Fol. 121, pièce 41). — 1621, 26 août : Requête aux archiducs pour l'exportation des filets de sayette (Fol. 253, pièce 190). — 1622, 14 mars : Sentence du Grand Conseil de Malines pour le Magistrat et les Etats de Lille contre la Gouvernance concernant l'exemption des droits sur les boissons (Fol. 101, pièce 33 et 132 v., pièce 45). — 1622, 19 sept. : Sentence du Conseil Privé pour Paule de Mollinghem, veuve de Jean Sarrazin, s<sup>r</sup> de Lambersart, et Jacques Wacrenier, bourgeois, contre Jean François de Cotrel, s<sup>r</sup> de Tronchiennes, au sujet de la succession d'Adrienne de Haudion (Fol. 133, pièce 46). — 1622, 26 sept. : Consentement donné à l'accord conclu entre le Magistrat et les Frères mineurs de Lille pour l'élargissement de la rue contiguë au couvent de ces religieux (Fol. 135,

pièce 49). — 1622, 20 oct. : Approbation d'un don de 1.500 fl. fait par le Magistrat aux Sœurs noires pour la réfection de leur couvent (Fol. 136 v., pièce 52). — 1622, 20 oct. : Requête des Frères mineurs adressée au roi pour approbation du don de 3.000 fl. consenti par le Magistrat pour la réfection de leur couvent (Fol. 135, pièce 50). — 1623, 28 janv. : Requête des Etats de Lille pour la taxation du droit de nouvel acquêt (Fol. 136 v., pièce 53). — 1623, 22 mars : Lettres-patentes d'Isabelle, infante d'Espagne, contenant les serments échangés avec les députés des Etats de Lille à l'avènement de Philippe IV (Fol. 236 v., pièce 168). — 1624, 29 avril : Consentement donné par le consulat de Gênes à Anvers au renvoi devant le Magistrat de Lille de l'instance de J.-B. Marazzi, bourgeois de cette dernière ville contre Jean-André Monelia (Fol. 172 v., pièce 90). — [1624] : Accord pour le transfert du moulin de Michel de Lannoy, charpentier, de la Porte des Malades sur un emplacement situé entre les Portes de Courtrai et de Saint-Maurice (Fol. 143, pièce 59). — [Vers 1624] : Refus du Magistrat pour le logement des compagnies du prince de Barbençon (Fol. 179 v., pièce 97). — 1625, 14 fév. et 15 mars : Ordonnances de la Gouvernance concernant le logement de 250 soldats pendant trente jours (Fol. 138, pièces 55 et 56). — 1625, 10 mars : Subvention de 400 fl. pour la construction du mur de l'Abbiette près des nouveaux remparts (Fol. 146, pièce 61). — 1625, 6 mai : Injonction faite par Isabelle au sujet de la levée d'un capital de 150.000 fl. par aliénation de rentes et pièces annexes (Fol. 150 à 152 et 157 v., pièces 64 à 69 et 73). — 1625, 30 mai : Pouvoirs donnés par Philippe IV à Isabelle pour l'engagement du domaine en raison des charges pesant sur les Pays-Bas (Fol. 152 v., pièce 70). — 1625, 16 juin : Cession au Magistrat par le roi de revenus domaniaux en Flandre pour le service des rentes (Fol. 154 v., pièce 71). — 1625, 30 juin : Lettres de mise de fait délivrées par le Magistrat pour les terrains de feu Jacques Mariaige et d'Adrienne Castellain, sa femme, situés entre les Portes de Saint-Maurice et de Courtrai, repris par la Ville (Fol. 170, pièce 87). — 1625, 22 juil. : Lettres de créance pour le comte d'Isenghien, gouverneur de Lille, chargé d'une mission auprès



du Magistrat (Fol. 158 v., pièce 76). — 1625, 22 juil. : Lettre d'Isabelle au gouverneur de Lille chargé de demander au Magistrat son concours pour obtenir un capital de 150.000 fl. par aliénation de rentes (Fol. 158, pièce 74). — 1625, 19 août : Résolution du Magistrat pour la levée de 100.000 fl. pour le service du roi (Fol. 158 v., pièce 77). — 1625, 28 août-5 sept. : Attestations concernant l'exemption du logement de troupes dont bénéficie la Ville (Fol. 177 v., pièce 96). — 1625, 30 août : Promesse faite par le roi de donner au Magistrat le boni de la recette d'Artois en rachat du capital de 100.000 fl. levé par aliénation de rentes (Fol. 159 v., pièce 80 ; cf. pièce 78). — 1625, 19 sept. : Apostille autorisant l'exemption de logement de troupes sollicitée par le Magistrat à charge pour la Ville de participer aux frais nécessités par ce logement (Fol. 177, pièce 95). — 1625, 22 sept. : Lettre du Bureau des finances de Bruxelles lui annonçant l'arrivée d'un émissaire du receveur général des finances muni des lettres de garantie pour le paiement des 100.000 fl., avec pièces annexes au sujet du paiement (Fol. 159 v., pièce 79 ; Fol. 162, pièces 81 et 82 ; Fol. 162 v., pièce 83). — 1625, 4 oct. : Promesse faite par le commis de la recette générale des aides d'Artois de fournir par an 9.800 l. 11 s. 6 d. jusqu'au rachat des 100.000 fl. versés par le Magistrat de Lille pour le service du roi (Fol. 162 v., pièce 85). — 1625, 5 oct. : Quittance donnée par Pierre de Wagnie au nom du receveur général des finances de la somme de 50.000 fl. versée par le Magistrat pour le service du roi (Fol. 162 v., pièce 84). — 1625, 7 oct. : Inventaire des titres délivrés au Magistrat par Simon de Rosendal, receveur du domaine de Lille, concernant le domaine de Flandre engagé au profit de la Ville (Fol. 163, pièce 86). — 1626, 27 juin : Ordonnance du Magistrat sur le droit de veuve (Fol. 164 v., pièce 86 bis). — 1626, 1<sup>er</sup> nov. : Non-préjudice pour la désignation de François du Chastel, s<sup>r</sup> de Langlé, non natif, aux fonctions de rewart de Lille (Fol. 171 v., pièce 89). — 1627, 4 fév. : Sentence de la Gouvernance au profit de l'Hôpital Comtesse contre le Magistrat concernant l'arrentement d'un pré situé hors de la vieille porte des Reigneaux (Fol. 173, pièce 91). — 1627, 5 août : Ordonnance du Magistrat, sur requête du

s<sup>r</sup>du Breucq, sollicitant la jouissance de la seigneurie de Seclin, hypothéquée à la Ville de Lille (Fol. 175, pièce 92). — 1627, 8 oct. : Interdiction faite par le souverain aux officiers de la Gouvernance de faire des perquisitions dans l'échevinage de Lille sans l'assistance du Magistrat (Fol. 176, pièce 94). — 1628, 29 avril : Accord entre le Magistrat et l'abbaye de Saint-Vaast au sujet de l'installation d'un « walle et retenue d'eauwe » à Billy-Berclau, au hameau de « Noevecout » pour le service du canal de Lens à Lille (Fol. 180, pièce 98), ratifié par l'abbé le lendemain (Fol. 182, pièce 99). — 1628, 18 oct. : Quittance de 500 fl. délivrée au Magistrat par Adrien Penant, procureur de Saint-Vaast (Fol. 182, pièce 100). — 1629, 13 fév. : Inventaire des titres de rentes concernant la fondation de bourses et de prébendes faite par feu Pierre Delehove (Fol. 184 v., pièce 102). — 1629, 27 avril : Accord entre le Magistrat et les administrateurs de la chapelle Saint-Jacques fondée en l'église Saint-Etienne concernant les 122 verges de terrain cédées pour le percement de la rue Saint-Jacques (Fol. 210 v., pièce 127). — 1629, 26 oct. : Remerciements adressés par Philippe IV aux Etats de Lille pour le zèle déployé par le Magistrat pour le service du roi (Fol. 191, pièce 109). — 1629, 4 déc. : Lettres de créance pour le comte de Solre, capitaine des archers du roi, envoyé auprès des Etats de Lille (Fol. 191 v., pièce 110). — 1630, 4 fév. : Lettre de ce personnage annonçant la prochaine visite du roi pour remédier aux malheurs du pays (Fol. 192, pièce 111). — 1630, 27 fév. : Remontrances présentées au roi par les Etats de Lille par l'intermédiaire du comte de Solre (Fol. 192 v., pièce 112). — 1634, 31 janv. : Résolution du Magistrat sur les obsèques de l'infante (Fol. 225, pièce 145). — 1634, 12 mai : Déclaration royale touchant l'article 19 de l'édit de 1611 sur le témoignage par témoins (Fol. 231, pièce 158). — 1634, 20 juin : Sentence du Conseil Privé interprétant le placard de 1540 sur les mariages clandestins (Fol. 223 v., pièce 142). — 1634, 19 sept. : Requête du recteur du collège des Jésuites pour la construction d'un mur, une dérivation d'eau à l'usage de leur moulin et l'attribution de nouvelles caves (Fol. 224, pièce 143). — 1634, 20 sept. : Mandement de François de Moncada, gouverneur



général des Pays-Bas, enjoignant au gouverneur de Lille de publier la victoire de Nordlingen (Fol. 225 v., pièce 146). — 1634, 13 nov. : Déclaration du Magistrat portant que nul ne sera reçu au collège des Hibernois sans l'assentiment des Capucins des provinces de « Lagenie et Medie » en Irlande (Fol. 286, pièce 225). — 1635, 17 mars : Sentence du Grand Conseil de Malines concernant le tonlieu des laines qui se lèvera en la Ville de Lille à raison de 4 gros par livre (Fol. 226, pièce 148). — 1635, 8 juil. : Autorisation donnée par le roi aux Etats de Lille de faire creuser des marais avoisinant le « pont à Saulz » près de Dourges pour améliorer le bastion fortifié (Fol. 228, pièce 151). — 1635, 1<sup>er</sup> déc. : Résolution du Magistrat concernant l'interdiction faite au procureur fiscal de la Gouvernance de faire exploit sur le territoire de l'Echevinage (Fol. 230, pièce 155). — 1636, 14 janv. : Promesse faite par le prince Ferdinand aux Etats de Lille de rembourser dans quatre mois la somme de 100.000 fl. levée par aliénation de rentes pour le paiement des gens de guerre (Fol. 228 v., pièce 153). — 1636, 23 janv. : Accord entre les Etats de Lille et la Chambre des Comptes concernant les droits de tonlieu, travers et vinage perçus à Lille (Fol. 229, pièce 154). — 1636, 4 fév. : Résolution du Magistrat sur les approvisionnements de poudre et munitions (Fol. 230, pièce 156). — 1638, 27 fév. : Règlement sur la levée des recrues d'infanterie wallonne, suivi de l'ordonnance du gouverneur et de la réponse du Magistrat (Fol. 232, pièce 160). — 1638, 15 nov. : Protestation du Magistrat concernant la fausseté de l'acte de soumission d'Olivier Van Kemmele, prisonnier de la Gouvernance et pièces annexes (Fol. 233 v., pièces 164 et 165). — 1640, 19 fév. : Mandement du cardinal infant au gouverneur de Lille lui enjoignant de dresser la liste des habitants susceptibles de porter les armes pour le contingent de 800 hommes, et pièces annexes (Fol. 233 v., pièce 164 et 165). — 1640, 9 août : Réparation judiciaire par Philippe Van Stivorde, sergent de la Gouvernance, ayant instrumenté contre Jean, Michel et Antoinette Alatrue sans autorisation du Magistrat (Fol. 238, pièce 169). — 1640, 9 août : Réparation judiciaire par Nicolas Desbonnetz, sergent de la Gouvernance (Fol. 238, pièce 170). — 1641, 3 déc. : Auto-

risation donnée par le Magistrat à l'Hôpital Comtesse pour l'érection de deux moulins à grain sur les remparts de la Ville (Fol. 240, pièce 172). — 1642, 11 avril : Punition de deux soldats du régiment du comte de Grobendoneq (Fol. 240 v., pièce 174). — 1643, 8 avril-30 avril : Accord d'un prêt de 60.000 fl. fait par le Magistrat, négocié par Jacques d'Ennetières, s<sup>r</sup> de Harlebois, président de la Chambre des Comptes, et pièces annexes (Fol. 241 v., pièces 176 et 177 ; Fol. 245, pièce 179). — 1643, 10 et 21 juil. : Nouveau prêt de 60.000 fl. consenti au souverain et quittance de cette somme par le receveur général des finances du roi (Fol. 246, pièce 181 ; Fol. 248, pièce 182). — 1643, 17 déc. : Obligation passée devant les notaires Jean Gilles et Gilles Baillet par Jean du Chambge, receveur général de Cassel, de payer chaque année à la Ville 4.000 flor. jusqu'à rachat de 60.000 fl. levés par le Magistrat par aliénation de rentes (Fol. 249, pièce 185). — 1644, 17 oct. : Autorisation donnée par le roi aux béguines de Lille d'acheter la maison du Petit Menin pour leur servir de refuge et d'affecter 8.000 ou 10.000 fl. à la réparation de leur béguinage (Fol. 254, pièce 191). — 1645, 10 janv. : Lettres de créance délivrées par le marquis de Castel Rodrigo, gouverneur des Pays-Bas, à Jacques d'Ennetières, président de la Chambre des Comptes de Lille, chargé de négocier avec le Magistrat un prêt de 64.000 fl. et pièces annexes (Fol. 255, pièce 192 et Fol. 258, pièce 195). — 1645, 5 fév. : Requête des Etats de Lille au roi concernant la perception du droit de nouvel acquêt, avec avis favorable donné par le Gouverneur des Pays-Bas (Fol. 258, pièce 196). — 1645, 14 nov. : Autorisation donnée au Magistrat par le duc d'Amalfi pour le logement des soldats dans des baraquements (Fol. 262 v., pièce 198). — 1645, 1<sup>er</sup> déc. : Accord entre le Magistrat et les marchands grossiers, joailliers et merciers au sujet du droit d'entrée des marchandises débitées (Fol. 263, pièce 199). — 1645, 4 déc. : Remerciements adressés par Philippe IV au Magistrat pour son loyalisme (Fol. 263 v., pièce 200). — 1646, 20 fév.-3 oct. : Refus d'accorder l'exemption du droit d'assis à Philippe Farvacques, second greffier de la Gouvernance, franchise dont bénéficiait le premier greffier (Fol.



264, pièce 202). — 1646, 7 juil. : Requête des créanciers du baron de Mingoval, avec réponse du Conseil Privé (Fol. 263 v., pièce 201). — 1646, 24 déc. : Requête du Magistrat portant que les bourgeois et habitants de Lille ne pouvaient être soustraits à la juridiction échevinale (Fol. 269, pièce 212). — 1647, 30 mai : Lettre de Verreycken au Magistrat lui annonçant la prise d'Armentières et l'envoi des prisonniers français de Lille à Tournai, suivie d'une lettre de l'archiduc pour l'hospitalisation à Saint-Sauveur et Comtesse des soldats blessés, d'une résolution du Magistrat du 4 juin 1647 accordant 50.000 fl. pour les besoins de l'armée et une somme de 60.000 fl. pour bénéficier pendant l'hiver de l'exemption du logement des troupes (Fol. 264 v., pièces 203 à 207, 209 ; cf. fol. 267 v.). — 1647, 27 juil. : Requête au roi pour le renvoi devant l'Echevinage de l'instance d'Anne Miroul, veuve de Denis Mouton contre ses créanciers (Fol. 267, pièce 208). — 1647, 20 août : Autorisation donnée à Marie Douchet, veuve de Wallerand Briet et à Charles Briet, de construire une infirmerie sur un terrain communal près de la rue venant de l'Arc à main (Fol. 270, pièce 214). — 1648, 27 janv. : Lettre à cachet concernant la circulation des céréales vendues à Lille à cause de la disette, en exécution du placard du 12 nov. 1571 (Fol. 268 v., pièce 211). — 1648, 24 oct. : Requête des Etats de Lille sollicitant et obtenant l'exonération partielle du logement des troupes (Fol. 269 v., pièce 213). — 1651, 14 mars : Autorisation donnée par le roi aux Ursulines de l'ordre de Saint-Augustin de se fixer à Lille à condition de ne pas être à la charge de la Ville (Fol. 271, pièce 215). — 1651, 7 juin : Lettres-patentes de Philippe IV autorisant la construction de la Bourse de Lille, suivies des conditions relatives à l'édification des 24 maisons constituant cet édifice (Fol. 274, pièce 220 ; cf. rég. aux octrois B, fol. 46 v. ; publiées par Quarré-Reybourdon, *Notice sur la Bourse*, dans *Réunion sociétés Beaux-Arts*, 1892). — 1652, 5 juil. : Don fait par J.-B. de Lannoy, s<sup>r</sup> des Pretz, au nom de Marie Desbarbieux, veuve de Jean de Lannoy, s<sup>r</sup> de Rabodengues et de Anne Desbarbieux, veuve de Guillaume de Galdembourg, s<sup>r</sup> del Booncq, de la bibliothèque de feu Toussaint Desbarbieux, s<sup>r</sup> des Pretz, au collège des Jésuites

(Fol. 278, pièce 222). — 1657, 19 juin : Arrentement par le Magistrat au profit d'André Despretz, brasseur, d'un terrain au faubourg de Saint-Maurice pendant le terme de 60 ans (Fol. 286, pièce 224).

AA 223 (Registre). — II + 332 feuillets, papier.  
Copie xvii<sup>e</sup> siècle.

**1529-1672.** — REGISTRE AUX TITRES BB. — 1565, 11 juillet : Lettres de Marguerite de Parme à un prélat non désigné pour l'exécution des décrets du Concile de Trente (Fol. 153, cf. Fol. 152). — 1607, 25 oct. : Lettres de l'échevinage de Lille autorisant l'érection d'un mont de piété en cette ville (Fol. 9 v.). — 1650, 4 mai : Sentence provisionnelle du Grand Conseil de Malines au profit du Magistrat de Lille contre les Hauts-justiciers de la Châtellenie au sujet des fonds communs pour les aides et subsides (Fol. 2 v.). — 1650, 6 déc. : Testament de Jérôme Segon, écuyer, s<sup>r</sup> de Myonval, fils d'Hugues Segon et de Marguerite Le Blancq, portant fondation de l'Hôpital du Saint-Esprit en la rue de l'Abbielte, à Lille, suivi de la copie des pièces relatives à cette fondation, notamment du testament de Françoise Segon, sœur du bienfaiteur, du 9 février 1652, d'après un vidimus du 12 juin 1655 (Fol. 315 à 321). — 1653, 11 janvier : Accord entre les baillis des quatre Hauts-justiciers des Châtellenies de L. D. O. d'une part, et le Magistrat de Lille, d'autre part, en matière de contribution, subsides et charges diverses, négocié par Guislain Lottin, maître des requêtes au Grand Conseil des Pays-Bas et de Berty, secrétaire du Conseil Privé, en la maison du comte du Rœulx, gouverneur de Lille, en la présence de Philippe de Bodequin, chevalier, s<sup>r</sup> d'Alencourt et de René de Vos de Steenwicq, président de la Chambre des Comptes de Lille, commissaires ordinaires au renouvellement de la Loi de cette ville, après conférences auxquelles participent Henri de Haynin, chevalier, s<sup>r</sup> du Brœucq, bailli de la Châtellenie de Lille et Halle de Phalempin, Philippe de Kessel, chevalier, s<sup>r</sup> de Milleville, bailli de la baronnie de Cysoing, Michel de Hangouard, chevalier, s<sup>r</sup> del Court, bailli de la baronnie de Wavrin et Wallerand de Hangouard, chevalier, s<sup>r</sup> du Belar-



bre, bailli de la baronnie de Cominès, ainsi que les représentants du Magistrat (Fol. 1). — 1653, 15 mars : Lettres-patentes du roi d'Espagne autorisant l'érection à Lille d'un couvent de Dominicaines de la Stricte observance, fixant le nombre et la dot des religieuses, à la requête de la marquise de Trazegnies (Fol. 3). — [1653, après 15 mars] : Autorisation donnée par le Magistrat de Lille aux Dominicaines de la Stricte observance d'ériger un couvent en cette ville en se conformant aux patentes royales du 15 mars 1653 (Fol. 5 v.). — 1653, 23 octobre : Promesse faite par le Magistrat de construire et d'entretenir les deux tourillons qui doivent être édifiés, conformément au plan, sur les maisons de la Bourse placées du côté du Marché et du côté de la chapelle démolie, les sieurs Nicolas Grassis, Jean Taviel, André Cousin et Guillaume du Retz ayant donné leur consentement (Fol. 2). — 1653, 12 nov. : Attestation de l'Echevinage de Tournai portant que le Chapitre de la cathédrale, l'abbaye de Saint-Martin et tous autres demeurant en l'enceinte de la Ville participent aux aides réclamées à la Ville sans que les Etats du Tournésis puissent en tirer un profit (Fol. 2 v.). — 1653, 14 nov. : Attestation de l'Echevinage de Douai portant que l'Université de cette ville, les Chapitres de Saint-Amé et de Saint-Pierre de Douai participent au paiement des aides supportées par les échevins sans que les baillis des Hauts-justiciers des Châtellenies de L. D. O. puissent en tirer un avantage pour décharger le plat pays (Fol. 2 v.). — 1653, 13 déc. : Décret du Conseil Privé sur les difficultés entre les Hauts-justiciers de la Châtellenie et le Magistrat de Lille sur l'interprétation du récent accord en matière de fonds communs pour supporter les charges publiques (Fol. 4 v.). — 1654, 23 juillet : Requête des Clarisses dites Colettines de Vieil-Hesdin, réfugiées à Lille à la suite de la destruction de leur couvent par les Français, demandant à s'installer dans une maison de la rue Saint-Sauveur ; avec avis favorable, sentence du 10 juillet 1655 aussi favorable malgré l'opposition des Clarisses de Lille et patentes du 22 mars 1656 (Fol. 30). — 1655, 11 mai : Requête adressée au roi par l'évêque de Tournai contre le refus opposé par le Magistrat de Lille à une sentence portée par l'Official de Tournai contre la

veuve de Jean Le Grou, blanchisseuse, pour violation des fêtes chômées, suivie de 2 pièces y relatives, notamment de l'avis du Magistrat au sujet d'une sentence de l'Officialité contre Martin Deschamps, bourgeois de la Ville, pour hérésie (Fol. 12 v.). — 1655, 12 oct. : Annulation d'un exploit lancé par Michel Van Lière, ancien promoteur du diocèse, dont la procédure contre la Ville de Lille avait été commencée sans le consentement de l'évêque de Tournai (Fol. 15). — 1655, 24 nov. : Requête présentée au roi par Jean Duthoit et consorts, créanciers de Denis Husdebaut, pour être renvoyés devant l'Echevinage de Lille (Fol. 6 v.). — 1656, 3 avril : Accord entre le Magistrat et les ministres généraux des pauvres, au sujet de l'école dominicale et des avantages à donner à ses administrateurs (Fol. 25). — 1657, 27 oct. : Lettres provisionnelles du roi mandant à la Chambre des Comptes de Lille d'admettre le prévôt de la Ville pour assister à la séance du renouvellement de la Loi, en attendant l'issue du procès à ce sujet entre ladite Chambre et le Magistrat (Fol. 7, cf. lettre de même date du prévôt de Lille, fol. 7 v.). — 1657, 27 nov. : Conditions accordées par le comte de Bruay, gouverneur, à la Ville de Lille, pour assurer la défense armée du côté de la chaussée de Menin, suivies de la copie de 3 pièces y relatives (Fol. 7 v.). — 1658, 1<sup>er</sup> février : Accord entre le procureur de la Ville représentant le Magistrat et Hubert du Hot, s<sup>r</sup> du Fau, receveur des Etats de Lille, pour règlement de comptabilité (Fol. 25 v.). — [1658, février] : Déclaration sur la réclamation injustifiée du prévôt au sujet de l'incarcération d'un prisonnier par le greffier criminel de l'Echevinage de Lille, appréhendé à Armentières, après autorisation de la juridiction locale (Fol. 26 v.). — 1658, 8 mars : Autorisation donnée par le Magistrat à Jean Bataille et autres tanneurs, d'ériger un moulin à écorce sur le rempart, près du bastion de la Picquerie contigu à la Porte Notre-Dame, à condition de laisser passage pour charroi de canons (Fol. 29). — 1658, 21 mars : Déshéritement par la Ville au profit de l'Echevinage d'Esquermes de quelques terrains place du « Marché à cheval », conformément à un plan non joint (Fol. 18). — 1658, 15 mai : Apostille du Conseil Privé, sur requête de l'Echevinage de



Lille, portant, à l'occasion de l'instance des créanciers du s<sup>r</sup> de Mauville, que les manants de Lille doivent être attrails devant la juridiction échevinale, au cas où la partie adverse aurait obtenu des lettres d'induction devant une autre juridiction (Fol. 18 v.). — 1658, 23 mai : Requête adressée au Magistrat par les Pénitentes dites Capucines de Lille pour obtenir la préemption de deux terrains rue du Gard et rue des Salines utiles pour leur couvent (Fol. 15 v.) ; suivie de l'avis favorable du Magistrat mentionnant Simon Volant, maître maçon, acquéreur d'un terrain, et (Fol. 17) d'une lettre de l'évêque de Tournai y relative du 7 juin 1658. (Cf. aussi fol. 17 v.). — 1658, 3 juin : Protestation adressée par le Magistrat de Lille au s<sup>r</sup> Nicolas Blondel, écuyer, s<sup>r</sup> de Ricametz, poudrier, demeurant à Ypres, au sujet d'une fourniture de poudre (Fol. 9). — 1658, 9 juillet : Refus par le Magistrat d'exécuter une sentence de la Gouvernance dans l'instance de Jean Chiffart, demeurant à Camphin-en-Pévèle, contre Floris Pronnier, hôte du Cygne à Lille, en procès pour un retrait lignager (Fol. 10 v.). — 1658, 15 juillet : Accord entre le Magistrat et les maîtres de l'école dominicale sur leur litige concernant les lots de vin octroyés aux dits maîtres et leur participation aux impôts (Fol. 14 v.). — 1658, 11 oct. : Décision du Grand Conseil concernant la requête de l'Echevinage de Lille sur l'obligation à imposer aux huissiers du Grand Conseil de n'instrumenter sur leur juridiction qu'après autorisation échevinale (Fol. 18 v.). — 1658, 23 nov. : Décision du Grand Conseil affranchissant les biens et revenus de la Ville de Lille de toute saisie par voie judiciaire en attendant la fin de son procès pendant devant le Conseil de Flandre avec les Hauts-justiciers de la Châtellenie (Fol. 19). — 1659, 8 mars : Requête adressée au Magistrat par la Confrérie de Saint-Sébastien, dite de l'arc à main, pour l'achat de terrains, notamment rue des Jardins, suivie de la décision du Magistrat (Fol. 22 v. ; cf. fol. 23 et 28 v.). — 1659, 15 mars : Accord entre le Magistrat et les Dominicains de Lille au sujet de la ferme du tabac que le roi avait accordée aux dits religieux pour 6 ans, dont ceux-ci avaient employé une partie aux travaux de leur église (Fol. 20 ; cf. fol. 21 v.). — 1659, 17 mars : Rap-

port fait au Magistrat par le rewart et un échevin sur l'entretien avec l'évêque de Tournai au sujet de la prétention du prélat de faire monitions en la Ville sans en référer à l'Echevinage (Fol. 19 v.). — 1659, 8 avril : Ordonnance du Magistrat au profit du Chapitre Saint-Pierre de Lille pour l'indemniser de dépense intéressant les enfants abandonnés sur le territoire de la juridiction dudit chapitre, cette dépense incombant à la Ville par application d'une sentence du Conseil de Flandre du 4 mai 1654 y insérée (Fol. 22). — 1659, 30 avril : Décret du Grand Conseil, sur requête y insérée, portant que les lettres de committimus obtenues par la comtesse de Middelbourg contre ses créanciers, habitants de Lille, sont inopérantes (Fol. 36). — 1659, 7 juillet : Consentement donné par le Chapitre Saint-Pierre de Lille à la visite annuelle des caves du Chapitre par les délégués de la Ville, pour examiner la quantité des vins consommés dans l'année (Fol. 37). — 1659, 19 juillet : Annulation de la procédure d'exécution commencée contre Jacques Motte, bourgeois de Lille, par Corbier, huissier au Grand Conseil, n'ayant pas sollicité de l'Echevinage l'autorisation d'instrumenter (Fol. 38 ; cf. sur des cas analogues, fol. 39 v., 41 v., 43 et 44 v.). — 1659, 14 août : Décision de l'Echevinage portant interdiction au curé de La Madeleine, malgré les lettres de l'évêque de Tournai, d'exercer aucune fonction pastorale dans la chapelle de Saint-Vital et dans l'enclos du vieux château de Lille (Fol. 23 v. ; cf. Fol. 38 v.). — 1659, 9 sept. : Commission du Conseil de Flandre sur l'instance entre Jean de Haene et Pierre de Haveloose à Courtrai contre Jacques Van Vleuten, écuyer, s<sup>r</sup> du Chastel, demeurant à Lille, suivie de la révocation de l'exploit lancé contre ce dernier par un huissier sans l'autorisation de l'Echevinage de Lille (Fol. 23 v. ; cf. Fol. 27 v.). — 1659, 20 oct. : Décision du Conseil Privé concernant les « submissions » faites par les condamnés au criminel dans l'Echevinage de Lille, à l'occasion d'un conflit entre le prévôt et l'Echevinage de cette ville (Fol. 27). — 1659, 7 nov. : Révocation par Pierre Bucquet, administrateur général du « vray Mont de piété » de Lille, d'un acte de procédure obtenu par lui du Conseil de Flandre (Fol. 27). — 1659, 15 nov. : Sentence du Conseil



de Malines dans l'instance du Magistrat contre les brasseurs de Lille demeurant sur la terre franche du Chapitre (Fol. 34 v.). — 1660, 20 mars : Lettre du Conseil Privé au Conseil de Flandre au sujet des sentences rendues par l'Echevinage de Lille en matière d'impôts (Fol. 35). — 1660, 29 oct. : Résolution du Magistrat annulant la taxe de l'impôt du patar sur la vente du vin dans la Ville de Lille (Fol. 29). — 1660, 16 déc. : Réception d'une déclaration du curé de Saint-Sauveur sur une procédure intentée par les marguilliers de cette paroisse contre les sœurs Bleuettes (Fol. 35). — [1660] : Taxation des diverses formalités judiciaires incombant à l'huissier du Conseil de Flandre en résidence à Lille (Fol. 28 v.). — 1661, 25 février : Avis favorable du Magistrat sur la requête présentée par Nicolas Robillart, bourgeois de Lille, pour construction sur la rivière passant derrière les Récollettines à proximité de la fontaine du « Vieu seau » (Fol. 40). — 1661, 24 sept. : Sentence provisionnelle du Grand Conseil de Malines dans l'instance entre l'Echevinage de Lille, le provincial des Récollets de Flandre et les Sœurs grises du Tiers ordre de Saint-François, de Lille, avec levée des clauses d'inhibition (Fol. 234 v.). — 1661, 24 oct. : Avis favorable du Magistrat, sur requête de l'Hôpital Comtesse, pour la construction de burguets à l'usage des maisons en construction sur le rivage (Fol. 41 v.). — 1661, 9 nov. : Décret du Conseil Privé enjoignant à la Chambre des Comptes d'envoyer ses délégués pour procéder, en la maison échevinale, à l'union des corporations de la bourgeterie et de la sayetterie (Fol. 41 v.). — 1661, 12 déc. : Décret du Conseil Privé mettant l'Echevinage de Lille dans l'obligation de se servir, dans les lettres adressées au Conseil de Flandre, de la formule : « Très honorés seigneurs » au lieu de « Messieurs » employée par eux et ayant motivé le refus par ledit Conseil de Flandre, d'ouvrir et recevoir la correspondance ainsi libellée (Fol. 42 v.). — 1661 : Extraits des comptes du domaine royal pour le quartier de Lille concernant divers arrentements de biens dépendant de l'hôtel du roi (Palais Rihour) (Fol. 301). — 1662, 19 août : Sentence du Grand Conseil de Malines dans l'instance du procureur de la Ville de Lille et Charles Desbuissons l'aîné d'une part,

fermier de « l'accis de l'avoir de poids » et Renaud de La Fosse et consorts d'autre part (Fol. 45 v.). — 1662, 14 nov. : Sentence du Conseil de Flandre renvoyant devant l'échevinage de Lille l'instance Charles Desbuissons l'aîné contre l'argentier de la Ville au sujet de la ferme du droit d'escas (Fol. 49 v.). — 1662 : Pièces de la procédure concernant l'interdit lancé contre le Magistrat de Lille pour le déplacement de la sépulture de Paul Diédeman, s<sup>r</sup> de La Riandrie, primitivement enterré devant le chœur de Saint-Maurice (Fol. 51 à 151 et 154 à 216). — 1663, 31 mars : Arrentement par le Magistrat au profit de Théophile Lefer, « nacelier », demeurant au faubourg de La Barre, d'un terrain sur le rivage du Wault (Fol. 305 v.). — 1663, 30 oct. : Décision du Conseil Privé, sur requête du Magistrat, portant que les appels des sentences des sièges subalternes de Lille doivent être portés, non devant le Conseil de Flandre, mais devant l'Echevinage (Fol. 218). — 1663, 20 nov. : Décision du Conseil Privé portant autorisation aux bateliers de naviguer sur l'Escaut et autres cours d'eau de Gand sans être obligé de décharger leurs marchandises (Fol. 218 v.). — 1664, 15 janvier : Répertoire des titres déposés à la Grande Trésorerie de la Ville de Lille dans la layette JJ par Bruno Bayart, procureur, comprenant 78 pièces des années 1339 à 1658 (Fol. 229 v.). — 1664, 16 janvier : Lettres-patentes autorisant la vente à la Ville de Lille du Palais Rihour engagé précédemment au profit de Ph. François, duc d'Arenberg (Fol. 221 v.). — 1664, 15 février : Sentence provisionnelle du Conseil de Flandre sur le procès entre l'Echevinage de Lille et Bernard de Neully, fermier de l'avoir de poids, sur les filets de sayette (Fol. 219). — 1664, 4 mars : Lettres-patentes du roi d'Espagne portant création de l'Hôpital du Saint-Esprit à Lille, en exécution de la fondation d'Hugues et Françoise Segon, ledit hôpital comprenant 14 lits, devant être desservi par des religieuses Augustines et un chapelain (Fol. 324). — 1664, 4 mars : Avis favorable donné [par le Conseil de Flandre] à la requête y insérée de l'Echevinage de Lille demandant que les exploits d'huissiers, en l'espèce ceux de Brackelman, soient rédigés non en flamand mais en français (Fol. 220). — 1664,



8 mars : Dispositif de la sentence provisionnelle du Conseil de Flandre sur le procès entre les marchands épiciers de Lille et Jacques Le Barbier, fermier de l'avoire de poids (Fol. 219 v.). — 1664, 14 mars : Décret du Conseil Privé, sur requête du Magistrat de Lille, à l'occasion du procès intenté par le comte de Saint-Venant, gouverneur de Saint-Omer, et François Van Houte, s<sup>r</sup> de Nieuwenhove, portant que les bourgeois et manants de Lille ne peuvent être traduits devant le Conseil de Flandre sur lettres de committimus non adressées audit Magistrat (Fol. 233).. — 1664, 22 mars : Dispositif de la sentence provisionnelle du Conseil de Flandre sur l'instance entre les tanneurs de Lille et l'Echevinage de cette ville (Fol. 221 v.). — 1664, 4 avril : Accord entre la Ville de Lille et la corporation des filatiers au sujet de leur procès pour l'impôt de l'avoire de poids en instance devant le Conseil de Flandre (Fol. 228 ; cf. Fol. 227 et 227 v.). — 1664, mai : Ordonnance des deniers procédant de la vente du Palais Rihour à la Ville de Lille, avec énumération des charges d'aliénations de rente à éteindre sur le domaine de la couronne et protestations élevées contre cette ordonnance de répartition et copie de titres produits par les intéressés (Fol. 238 v. à 261). — 1665, 9 janvier : Lettre du Conseil Privé à l'Echevinage de Lille refusant l'élargissement du soldat Pierre Boulet, arrêté pour dettes, et réclamé par son capitaine Christophe Vanderhaegen, du régiment d'infanterie du prince de Steenhuyse (Fol. 237 ; cf. Fol. 235 s. q.). — 1665, 28 janvier : Lettres de surséance accordées à l'Echevinage de Lille par le Conseil Privé contre le bailli d'Hondschoote qui voulait traduire devant le Conseil de Flandre la première instance des bourgeois de Lille dans une affaire de rentes héritières (Fol. 237 v.). — 1665, 24 juillet : Déclaration des rentes rachetées avec les 45.000 florins donnés par la Ville sous condition pour partie du prix d'achat du Palais Rihour, suivie des lettres de purge de ladite acquisition (Fol. 261 v.). — 1665, 20 nov. : Décision du Conseil Privé attribuant à l'Echevinage une somme de 14.666 florins sur le boni des aides (Fol. 267 v.). — 1666, 12 avril : Annulation d'un exploit du Conseil de Flandre (Fol. 267 v.). — 1666, 1<sup>er</sup> juin : Mandements du roi d'Espagne

au Grand Conseil et au Conseil de Flandre pour l'exécution des sentences de l'Echevinage de Lille nonobstant appel (Fol. 268). — 1666, 23 sept. : Requête de l'Echevinage de Lille au Conseil Privé pour obtenir levée des clauses d'inhibition portées au préjudice de leur juridiction dans leur procès avec La Bassée, Salomé et Hantay au sujet de la Haute-Deûle, avec décisions du Conseil Privé (Fol. 269 v.). — 1667, 24 mars : Décision du Grand Conseil portant que la consignation des deniers saisis à Lille par les huissiers de cette juridiction devra être opérée à la « depositairerie » de la Ville, pour que la distribution en soit opérée par les échevins (Fol. 270 v.). — 1667, 27 août : Articles de la capitulation proposée à Louis XIV par la Ville de Lille, par la Châtellenie et par la Chambre des Comptes, avec réponse du roi marginale (Fol. 276 v. à 284). — 1667, 27 août : Articles de la capitulation militaire demandée à Louis XIV par le comte de Bruay, capitaine général de la province de Lille (Fol. 287 v.). — 1667, 30 août : Commission délivrée par Louis XIV au s<sup>r</sup> d'Aigremont pour la charge de lieutenant du gouverneur de Lille (Fol. 288 v.). — 1667, 1<sup>er</sup> sept. : Commission royale de sergent-major de la Ville de Lille délivrée au sieur de Sainte-Marie, sous les ordres du marquis de Bellefonds, commandant la place (Fol. 288 v.). — 1667, 25 sept. : Lettres à cachet portant nomination du marquis d'Humières à la charge de [gouverneur] de Lille en remplacement du marquis de Bellefonds, chargé auparavant du « commandement » de la Ville (Fol. 289). — 1667, 3 oct. : Arrêt du Conseil d'Etat autorisant les marchands de Lille de négocier avec l'Allemagne, l'Italie et l'étranger par les bureaux de transit en exécution de la déclaration royale de sept. 1664 (Fol. 284). — 1667, 9 oct. : Lettres à cachet portant obligation de payer à la Ville de Lille les droits sur les boissons et le tabac consommés sur les terres de la seigneurie de Billau, dans le faubourg des Malades (Fol. 284 v.; cf. Fol. 286). — 1667, 14 oct. : Arrêt du Conseil d'Etat, sur requête de la Ville de Lille, portant décharge des droits sur les camelots et autres étoffes fabriqués en cette ville, suivi de la commission exécutoire (Fol. 290). — 1667, 17 oct. : Traité avec le marquis d'Humières, gouverneur



de Lille, exigeant un traitement de 20.000 fl. au lieu des 6.000 fl. offerts par la Ville, qui consent, à condition qu'il n'y ait pas de cantine militaire dans la Ville (Fol. 285 ; sur ce dernier point, cf. Fol. 287). — 1668, 1<sup>er</sup> juin : Arrêt du Conseil d'Etat, sur requête du Magistrat, attribuant à l'Echevinage de Lille la connaissance en première instance des procès des bourgeois et habitants (Fol. 293). — 1668, 14 sept. : Lettre de Louis XIV au marquis d'Humières, gouverneur de Lille, portant défense aux troupes de la garnison de sortir sans lumière après la retraite, sous peine de la hart, les officiers restant responsables des vols qui pourraient être commis (Fol. 294). — 1668, 22 sept. : Arrêt du Conseil Souverain de Tournai renvoyant devant le Magistrat de Lille l'instance des gens de Loi de La Howarderie pour entérinement de lettres de répit contre leurs créanciers demeurant à Lille, y dénommés (Fol. 294 v.). — 1668, 17 oct. : Arrentement par le Magistrat au profit de Jean de Bauve et Martin Imbert, bourgeois de Lille, d'un terrain situé à la « Gorge d'en hault du wal de Wambrechies », pour y ériger un moulin à drap pour 50 ans, avec diverses clauses intéressantes (Fol. 295). — 1669, 11 avril : Homologation par Louis XIV de la capitulation de Lille (Fol. 297 v. ; cf. 1667, 27 août). — 1669, 2 mai : Homologation par le Conseil Souverain de Tournai de la capitulation de Lille (Fol. 297 v.). — 1670, 12 juillet : Lettre du Magistrat au marquis de Louvois sur l'agrandissement de la Ville, suivie de la réponse datée du 22 juillet (Fol. 312 v.). — 1671, 9 mars : Requête du Magistrat de Lille adressée à l'intendant de Flandre concernant le conflit avec Saint-Pierre de Lille sur la jauge des mesures des cabaretiers se trouvant sur la zone intéressée par l'agrandissement de la Ville, suivie des pièces y relatives (Fol. 311). — 1671, 20 juillet : Arrêt du Conseil d'Etat, sur requête du Magistrat, concernant le transit des marchandises, à l'occasion d'une saisie faite au port de Saint-Valéry, de tabac du Brésil au préjudice de Jean Taviel, marchand à Lille (Fol. 326). — 1672, 26 novembre : Liste des maisons tenues du fief « A Cloquiettes » dans la Ville de Lille, sans date, collationnée en 1672 (Fol. 327 v.).

AA 224 (Registre). — II + 247 feuillets, papier

Copie xvii<sup>e</sup> siècle.

**1672-1683.** — REGISTRE AUX TITRES CC. — 1673 : 24 juil. : Achat par le Magistrat du terrain de Pasquier Lohez, à Meurchin, pour l'affecter au « Wal » de cette localité (Fol. 2). — 1673, 23 nov. : Achat par le Magistrat des terrains des hoirs de Jean de Courouble à Esquermes, affectés à la Nouvelle Maison de Santé (Fol. 3, 4 v., 7 v., 9). — 1673, 23 nov. : Achat par le Magistrat des terrains de Robert-François du Chastel de La Hovardrie, s<sup>r</sup> d'Ingleghem, affectés à la Maison de santé (Fol. 6, 15 v., 18). — 1673, 29 déc. : Achat de la seigneurie de Billau située hors des Portes de La Barre et des Malades, fait par la Ville et provenant des curateurs de feu Antoine-Dominique de Thieulaine, s<sup>r</sup> de Vendeville (Fol. 10 à 15 v., 31 v., 38 v., 52). — 1675, 23 sept. : Résolution du Magistrat offrant de payer au roi une somme de 150 fl. pour conserver le droit d'accorder l'autorisation d'établir des « puits », des caves et des burguets et autres emprises de voirie (Fol. 29 v.). — 1676, 16 avril : Renvoi par le Conseil d'Etat devant l'Echevinage, de l'instance faite en Parlement de Paris, par le s<sup>r</sup> de Cardevacque, baron d'Havrincourt, contre le baron d'Avelin et, en cas d'appel, devant le Conseil souverain de Tournai (Fol. 157). — 1676, 13 juil. : Non-préjudice concernant l'appellation de la nouvelle église, bâtie au bout de la rue des Carmes, qui sera dénommée église paroissiale de Notre-Dame, au lieu de La Madeleine (Fol. 46 v.). — 1676, 20 août : Ordonnance de l'intendant pour la répression des fraudes en matière de droits sur les vins (Fol. 47). — [1676 nov.] : Lettre de J. de La Hamaide, procureur général du roi au Conseil Souverain de Tournai, concernant la publication des patentes du 4 juillet 1676, nommant le maréchal d'Humières, à la charge de gouverneur et lieutenant général de la province de Flandre (Fol. 48). — 1677, 25 janv. : Arrêt du Conseil souverain de Tournai, concernant le procès de Jean-Antoine et Antoine Costa, habitants à Lille, contre le Magistrat, au sujet du paiement d'arrérages de rentes (Fol. 53). — 1677, 24 avril : Règlement de l'Hôpital Saint-Julien édicté par le Magistrat (Fol. 60 v.). — 1677,



21 mai : Arrêt du Conseil Souverain de Tournai, au profit d'Antoine Vincent et de Bon Romon, fermiers du droit d'escat, contre Pierre Fayen, bourgeois de Lille, au sujet de l'exercice de ce droit (Fol. 70). — 1677, 3 juin : Accord entre la Ville et la Châtellenie au sujet des tailles et des vingtièmes levés sur la nouvelle banlieue à la suite de l'agrandissement de 1670, avec liste des propriétaires de terrains (Fol. 81 v.), intéressant aussi La Madeleine (Fol. 82), Saint-André (Fol. 88 v.), Lambersart (Fol. 92 v.) et Wazemmes (Fol. 98 v.). — 1677, 19 juin : Arrêt du Conseil d'Etat, sur requête des Etats de Lille, accordant aux marchands des villes et pays conquis la liberté de transit pour les marchandises passant par Gravelines et Dunkerque (Fol. 61 v.). — 1678, 24 janv. : Sentence du Conseil d'Artois accordant congé de cour aux seigneurs de Calbreucq, du Chambge, Cardon, Hespel, ainsi qu'au Magistrat de Lille, plaidant contre Marguerite-Isabelle de Merode, comtesse de Middelbourg et d'Oignies, douairière d'Isenghien (Fol. 65). — 1678, 9 juil. : Accord entre l'évêque de Tournai et le Magistrat au sujet de l'établissement d'un séminaire d'ordination près de la nouvelle église paroissiale de Lille (Fol. 77 v.). — 1678, 4 août : Arrêt du Conseil d'Etat cassant la sentence des juges consulaires de Paris et renvoyant devant le Magistrat de Lille, le procès de Pierre d'Hemant, marchand de Paris, contre Jean du Béron, bourgeois de Lille (Fol. 68). — 1678, 6 août : Renvoi devant le Magistrat, de l'instance de l'abbé de Caumartin contre Jean François, bourgeois de Lille, précédemment jugée par le Châtelet de Paris (Fol. 69). — 1679, 22 juil. : Arrêt du Conseil d'Etat sur la circulation, sans passavant, des marchandises à l'usage des gens du Plat pays (Fol. 101 v.). — 1679, 18 oct. : Ordonnance de l'intendant sur requête du Magistrat concernant le rétablissement du pont d'Haubourdin, suivant le devis de Vollant, ingénieur et architecte du roi (Fol. 103). — 1679, 3 déc. : Renvoi devant le Magistrat de l'instance de Jean Tronquet, marchand à Amiens, contre Nicolas Carrette, bourgeois de Lille, après cassation de la sentence de la juridiction consulaire d'Amiens (Fol. 80 v.). — 1680, 2 août : Refus par le Conseil souverain de Tournai d'homologuer les statuts des peintres

de Lille (Fol. 104 v.). — 1681, 8 fév. : Achat par le Magistrat d'un terrain Faubourg Notre-Dame, appartenant à Marie Morelle, veuve de Julien Destrez (Fol. 113). — 1681, 17 avril : Réparation judiciaire par le s<sup>r</sup> de Betou, lieutenant du roi, au sujet de la main-mise sur la maison de François de Boschre, bourgeois de Lille (Fol. 115 v.). — 1681, 6 sept. : Achat du terrain de Marie-Françoise de Fourmestaux, veuve d'Adrien Imbert, s<sup>r</sup> du Mouton, à Esquermes, avec affectation à la nouvelle Maison de santé (Fol. 116). — 1682, 22 mai : Résolution du Magistrat concernant la publication de l'édit de mars 1682 et de la Déclaration du Clergé de France, du 19 mars 1682, et textes de ces documents (Fol. 118). — 1682, 13 juil. : Résolution du Magistrat, concernant la publication de l'édit du 31 mai 1682, y inséré concernant les bannis (Fol. 125). — 1682, 27 juil. : Autorisation donnée par le Magistrat aux religieuses de l'Hôpital du Saint-Esprit, pour l'achat de la maison d'Ignace Lagache, rue de l'Abbiette, avec textes y relatifs (Fol. 127). — 1682, 21 août : Enregistrement et texte de l'édit du 11 juillet 1682 sur les bohémiens (Fol. 131 v.). — 1682, 23 sept. : Enregistrement et texte de la déclaration royale contre les magiciens et les détenteurs de poisons, portant réglementation de la vente de l'arsenic, du « reagal » et de l'orpiment et autres minéraux (Fol. 134). — 1682, 7 oct. : Accord entre l'évêque de Tournai et le Magistrat pour l'établissement de l'Hôpital des Incurables, avec pièces annexes, notamment la requête de Philippe Salembien (Fol. 139). — 1682, 5 déc. : Accord entre l'Abbiette et le Magistrat concernant le terrain de la Vieille-Abbiette, incorporé dans la nouvelle enceinte de la ville (Fol. 150). — 1683, 6 mars : Accord entre les Magistrats de Lille et de Tournai, portant réciprocité dans l'admission des ouvriers francs dans les corps de métier (Fol. 153). — 1683, 12 août : Publication et texte de la déclaration royale du 22 mai 1683, concernant les temples protestants (Fol. 155 v.).

AA 225 (Registre). — I + 170 feuillets, papier.  
Copie xviii<sup>e</sup> siècle.

**1164-1681.** — REGISTRE AUX TITRES DD. — 1164, 4 déc. : Lettres de Philippe, comte de Flandre,



accordant aux filiales de Clairvaux, notamment aux abbayes des Dunes et de Clairmarais, l'exemption de tonlieu (Fol. 1 ; Brun-Lav., *Roisin*, p. 225). — 1245 : Privilèges accordés par la comtesse Marguerite aux religieuses de Theomolin d'Orchies (Fol. 1, v.). — 1517, 27 août : Confirmation par François I<sup>er</sup> des droits de l'Hôpital Comtesse sur la mannaie de Lille (Fol. 2 v.). — 1538, 9 oct. : Fondation de services religieux en la chapelle de N.-D. de Lorette fondée dans le cimetière Saint-Etienne par Jean Ruffault, s<sup>r</sup> de Neuville, avec confirmation de Charles-Quint, du 5 nov. 1538 (Fol. 151). — 1561, 29 janv., n. st. : Mandement sur la citation en première instance des habitants de la Châtellenie devant leur juridiction naturelle (Fol. 23 v.). — 1565, 1<sup>er</sup> juin : Lettres-patentes de Philippe II sur les coutumes de la Châtellenie de Lille avec texte concernant les Echevinages de Seclin (Fol. 129), Annappes (130 v.), les « bans de l'Espine l'Apostele » tenus de l'Echevinage de Weppes (131), Esquermes (131 v.), pairie des Rœux (131 v.), Franc Aileu (131 v.), Fief du Châtelain de Lille et de la Halle de Phalempin (132), comté de Herlies (132), La Bassée (132), Ostricourt (133 v.), Neuville-en-Phalempin (135), ville et prévôté de Cysoing (135 v.), Comines (136), Armentières (138 v.), Lannoy (140 v.), Erquinghem-Lys (141), Tourcoing (142), Mouvaux (142), Chapitre Saint-Piat de Seclin (142 v.), abbaye de Saint-Quentin en l'Isle (144), hameaux de Millonfosse et Bousignies à Hasnon (144), Bouvines (144), Templeuve (145), Salomé (145 v.), Pont-à-Vendin (145 v.), seigneurie de la Boutillerie à Fleurbaix (146 v.), Ennetières-en-Weppes (147), Camphin (147 v.), Wahagnies (148 v.), Chapitre Saint-Pierre de Lille (149). — 1580, 17 déc. : Office d'égard du poisson de mer sur le minck (Fol. 25 v.). — 1595, 17 janv. : Coutumes de Lille corrigées par la Gouvernance (Fol. 5 à 23 v.). — 1647, 11 avril : Donation faite par Wallerand Caullier et Catherine Dekimpe, sa femme, de tous leurs biens pour le paiement des dettes contractées envers les Etats de Lille, le Magistrat et les Pauvres de la Ville (Fol. 25 v.). — 1649, juil. : Lettres d'amortissement pour le don fait par Jean Dubus, chanoine de Saint-Pierre, à sœur Suzanne Duthoit, pour l'érection de l'Hôpital Sainte-Catherine de

Sienne (Fol. 27 v.). — 1661, 2 juin : Ordonnance du Conseil des Finances enjoignant à Philippe de Beaumont, receveur général de Hainaut, de payer au Magistrat de Lille la somme affectée pendant une année au service des rentes (Fol. 29). — 1661, 25 oct. : Achat par Julien Destrez, marchand à Lille, à Antoine Mauwe, curateur de la succession de Wallerand Caullier et de Catherine Dekimpe, sa femme, de terrains situés au faubourg Notre-Dame et tenus de la Prévôté d'Esquermes (Fol. 30 v.). — 1664, 19 fév. : Donation par François Dubosquel au Tiers-ordre de Saint-François à Armentières, d'une maison rue du Plat dans laquelle cette congrégation devra entretenir six frères chargés d'instruire gratuitement la jeunesse (Fol. 31 v.). — 1667, 2 sept. : Lettre à cachet concernant le paiement par les habitants de Lille des sommes dues aux officiers d'artillerie pour le rachat des cloches (Fol. 35). — 1667, 24 déc. : Lettre du Magistrat à Louvois concernant le logement des troupes suisses en garnison à Lille, avec réponse de ce personnage (Fol. 35 v.). — 1669, fév. : Confirmation par Louis XIV des privilèges des religieuses de l'Hôpital Comtesse (Fol. 159 v.). — 1670, 30 juil.-18 sept. : Correspondance de Louvois avec le Magistrat concernant la démolition de l'ancienne Maison de Santé et la construction d'un nouveau local affecté à ce service (Fol. 36). — 1671, 4 mars : Révocation de Delezenne occupant la charge de prud'homme (Fol. 36 v.). — 1671, juil. : Lettres-patentes de Louis XIV autorisant l'établissement d'un séminaire diocésain projeté par l'évêque de Tournai (Fol. 37). — 1673, 10 mai : Incorporation dans le territoire de la nouvelle enceinte des terrains de la Vieille Abbiette rue Dauphine, moyennant une soulte de 6.442 l. 3 s. 9 d. payée au domaine (Fol. 38). — 1673, 26 oct. : Lettre du Magistrat à Louvois le priant de ne pas faire sortir de Lille les sujets espagnols et ceux des nations ennemies, avec réponse de ce personnage (Fol. 39 v.). — 1674, 9 juin : Ordonnance d'André Scarron, président du Conseil d'Artois, autorisant le Magistrat à prendre diverses mesures sur la police de la navigation du canal de Lille à Lens, notamment en matière de rouissage du lin (Fol. 40 v. et 162). — 1674, sept. : Lettres-patentes autorisant l'intendant Le Pele-



tier de Souzy à vendre les terrains de la nouvelle enceinte (Fol. 41 v.). — 1675, avril : Formulaire du serment des notaires admis au Conseil souverain de Tournai, suivant l'édit de cette date (Fol. 43 v.). — 1675, avril : Edit portant création d'offices de notaires royaux et d'un tabellion dans le ressort du Conseil souverain de Tournai (Fol. 163 v.). — 1676, 27 août : Arrêt du Conseil souverain de Tournai portant règlement du Tabellionnage (Fol. 64). — 1678, 21 fév.-24 oct. : Sentences du Magistrat contre divers brasseurs pour paiement des droits du broucquin (Fol. 44). — 1678, 9 juil. : Résolution du Magistrat pour l'érection en cette ville du séminaire diocésain près la nouvelle église paroissiale (Fol. 48). — 1678, 13 août : Ordonnance de l'Intendant sur requête de la Chambre de Commerce de Lille portant règlement des acquits à caution et des passavants pour la circulation des marchandises dans les pays conquis (Fol. 48 v.). — 1679, 4 janv. : Lettre de Louvois au maréchal d'Humières l'informant d'une demande faite au Magistrat par le roi d'une somme de 42.000 l. pour le revêtement des demi-lunes des portes Saint-André et Notre-Dame, avec réponses de la Ville et de Louvois (Fol. 50 et 51 v.). — 1679, 9 sept. : Lettre à cachet concernant l'exécution de l'ordonnance royale du mois d'août 1670 sur les matières criminelles (Fol. 51). — 1680, 12 fév. : Lettre du Magistrat au Conseil Souverain de Tournai pour l'exécution d'une sentence criminelle rendue contre le « cadavre » d'Isaac Deput, courtier de change à Lille, suicidé, et réponse (Fol. 51 v.). — 1681, 26 avril : Ordonnance de l'Intendant concernant la navigation de la Deûle de Lens à Lille et pièces annexes (Fol. 52). — 1681, 3 nov. : Lettre de l'Intendant au Magistrat portant interdiction de payer les rentes dues aux sujets d'Espagne (Fol. 63).

AA 226 (Registre). — I + 198 feuillets, papier.  
Copie XVIII<sup>e</sup> siècle.

**1685-1739.** — REGISTRE AUX TITRES 1. — 1685, 19 janv. : Purge de l'achat fait par le Magistrat pour la confrérie des canonnières de deux maisons cour du Château appartenant à Jean et Jean-Baptiste Delatour (Fol. 87 ; cf. 89, 91 v. et 94 v.).

— 1685, 1<sup>er</sup> août : Démolition de la maison de Marie Duhem, veuve de Philippe Ducroquet, rue de l'Abbaye de Loos, pour le service de la voirie (Fol. 168). — 1685, 9 nov. : Ordonnance de l'intendant Dugué de Bagnols concernant l'expulsion de la maison de la veuve Michel de la « garnison » établie par le sieur Lenfant, batelier (Fol. 183). — 1685, 1<sup>er</sup> déc. : Non-préjudice concernant les prises d'eau dans la Deûle au lieu dit la Planche de Courrières (Fol. 169). — 1686, 25 fév. : Protestation du Magistrat signifiée à l'abbé Desqueux, curé de Saint-Etienne, au sujet de la quête faite à Lille par deux prêtres pour le luminaire de la solennité de la Sainte-Face (Fol. 171). — 1686, 16 nov. : Indemnité à la Prévôté de Saint-Pierre pour les terrains incorporés dans la nouvelle enceinte (Fol. 147 v. ; cf. AA 231, fol. 64 v.). — 1687, 30 mai : Achat d'une maison au faubourg des Reigneaux près de la chaussée allant de la Porte Saint-Maurice à Fives, acquise par le Magistrat d'Englebert-Ignace Goudenoost, avocat à Roulers (Fol. 101 v., 107 v., 112 v., 124). — 1687, 31 mai : Purge de l'achat fait par la Ville du terrain d'Honoré Libert et de Marie Leroy, sa femme, dans le vieux faubourg des Reigneaux, pour construire des pavillons pour les soldats (Fol. 117 v.). — 1687, 26 août : Interdiction faite à Bernard Mousson de traduire J. Scherer de Tourmignies et Paul Senegat devant la juridiction consulaire (Fol. 188 v.). — 1687, 5 sept. : Ordonnance de l'Intendant sur l'obligation de tenir à double exemplaire les comptes des argentiers et ceux de la recette des assennes (Fol. 172 v.). — 1688, 14 oct. : Démolition de la maison de Vincent Delos pour élargir la Porte des Malades et le glacis du rempart (Fol. 175). — 1690, 30 juil. : Prorogation pour 50 ans de l'arrentement accordé en 1599 d'une maison provenant de l'ancien château appartenant aux hoirs Béghin (Fol. 162). — 1690, 2 sept. : Autorisation donnée à l'Hôpital Comtesse pour la construction de deux maisons rue des Bonnes filles (Fol. 178 v.). — 1690, 28 nov. : Autorisation donnée par le Magistrat aux Dominicains de transporter l'Hôpital des Grimaretz à l'extrémité de leur terrain au lieu dit la Coiette, avec texte des patentes du 24 juillet 1578 accordant à ces religieux ledit hôpital (Fol. 191). — 1692, 8 avril : Protestation contre l'adju-



dication des sous-fermes de la pêche du canal de la Haute-Deûle (Fol. 159). — 1692, 8 avril : Protestation contre l'adjudication de la sous-ferme du droit sur la vente de la toile (Fol. 160 v.). — 1692, 18 avril : Accord entre le Magistrat et le Chapitre Saint-Pierre au sujet de l'élargissement de la rue du Glen, dite des Ecoles, près l'écurie du Refuge de Marquette (Fol. 126). — 1693, 18 déc. : Renvoi devant la Cour des aides du procès entre Claude de Beauvais, bourgeois de Paris et D. F. Lecomte, conseiller du Parlement de Tournai (Fol. 62 ; cf. AA 228, fol. 4). — 1695, 19 mars : Paréatis accordé aux officiers de la Maréchaussée pour la vente des meubles de Joseph Lefebvre, chirurgien major de l'artillerie, condamné à la strangulation (Fol. 181). — 1695, 16 août : Purge d'un terrain rue de l'Abbiëtte acquis par le Magistrat d'Anne-Catherine Chuffart (Fol. 128). — 1695, 26 août : Renvoi par le Conseil Privé devant le Bailliage de Lille de la cause pendante entre Charles Le Normant, conseiller du roi et Charles-Philippe Obert, vicomte de « Chausne » et, en appel, devant le Parlement de Tournai (Fol. 72). — 1697, 26 sept. : Injonction faite aux privilégiés de payer le vingtième sur les îles, les sources et les fontaines (Fol. 179 v.). — 1698, 15 mars : Renvoi devant le Magistrat de l'affaire de J.-B. Lefebvre, sergent du Bailliage, incarcéré pour faux dans l'exercice de sa charge (Fol. 164). — 1698, 4 juil. : Arrêt du Conseil d'Etat réunissant à l'Hôpital Saint-Sauveur les biens des maladreries de Lille, de Pont-à-Marcq, de Cantelieu et ceux de l'Hôpital d'Anstaing (Fol. 166 v.). — 1699, 23 mars : Autorisation donnée à J.-B. Dourdin pour la reconstruction de sa maison près des Grandes Boucheries avec jours de souffrance (Fol. 176 v.). — 1699, 12 juin : Adjudication faite par le Magistrat pour la pendule de l'horloge de Saint-Etienne, suivie du procès-verbal de visite (Fol. 165). — 1699, 26 juin : Emprise sur le jardin de la Chambre des Comptes pour les besoins de la voirie (Fol. 174). — 1699, 25 nov. : Règlement des travaux de la Ville arrêté par les commissaires au renouvellement de la Loi (Fol. 150 v.). — 1700, 21 fév. : Autre règlement par les mêmes pour la réduction des dépenses communales (Fol. 154). — 1700, 17 sept. : Permission d'adjuger les travaux

de la maison du sieur de Walle, occupée par l'intendant de Bagnols (Fol. 184 v.). — 1701, 5 janv. : Arrêt du Conseil d'Etat, sur requête du Magistrat, portant prélèvement de 15.000 fl. pour la réparation de l'Hôtel de Ville incendié dans la nuit du 17 au 18 novembre 1700 (Fol. 130). — 1701, 31 janv. : Renvoi devant la Gouvernance de l'instance des officiers de la chancellerie du Parlement de Tournai contre Pierre Delahaye, substitut de la Gouvernance (Fol. 132 à 147). — 1703, 13 mars : Indemnité au collège des Hibernois pour leur terrain de La Madeleine englobé dans la grande route de Lille à Menin (Fol. 186). — 1703, 4 déc.-31 mars 1733 : Ordonnances relatives aux droits sur les bois provenant des forêts de Nieppe et Phalempin (Fol. 46 v., 49 v., 56 v.). — 1713, 23 juin : Traité des cantines de la Ville, de la citadelle et du fort de Saint-Sauveur, fait par l'intendant (Fol. 58 v. ; cf. fol. 198). — 1714, 21 août : Arrêt du Conseil d'Etat portant que les officiers de la chancellerie du Parlement de Flandre, pendant le temps où ils sont appelés à faire partie du Magistrat de Lille, seront justiciables de cet Echevinage (Fol. 79 v.). — 1718, 8 janv. : Renvoi devant le Magistrat de la cause de Pierre Bourdonneau et Louis Fauchille, bourgeois de Lille (Fol. 27 v. à 46). — 1727, 25 mars : Arrêt du Conseil d'Etat, sur requête du Magistrat, autorisant la perception d'un vingtième et demi sur le loyer des maisons, payable moitié par les propriétaires, moitié par les locataires, pour le recouvrement de l'abonnement du contrôle des actes et du cinquantième denier (Fol. 16). — 1728, 10 déc. : Achat par le Magistrat de l'hôtel de Santes, rue de l'Abbiëtte (Fol. 1 ; cf. AA 231, fol. 92 v.). — 1729, 18 oct. : Arrêt du Conseil d'Etat sur le paiement de l'impôt de 6 patars par lot de vin (Fol. 6). — 1730, 25 juil. : Arrêt condamnant les secrétaires du roi à payer au sieur Noiret, receveur des consignations, le droit dû pour leurs achats en ville (Fol. 11 ; cf. fol. 23). — 1730, 26 août : Arrêt du Conseil d'Etat autorisant pour l'Hôpital des Invalides une loterie dont le premier lot sera un tableau donné par feu François Fasse, bourgeois de Lille (Fol. 13 v.). — 1731, 19 juil. : Sentence de l'intendant Bidé de La Grandville condamnant Guillaume Desbuissons au paiement des vingtièmes sur sa maison.



de la rue du Nouveau-Siècle occupée par le s<sup>r</sup> Devain (Fol. 9). — 1733, 13 janv. : Renouvellement pour six ans de l'abonnement du contrôle des actes (Fol. 19). — 1735, 10 juin : Autorisation donnée par le Conseil d'Etat au Magistrat pour lever, par aliénation de rentes, la somme de 80.000 fl. destinée à la construction de casernes (Fol. 26). — 1739, 1<sup>er</sup> sept. : Accord entre le Magistrat et le sieur Hespel concernant l'aqueduc allant de la rue Basse à l'Hôtel de Roubaix (Fol. 187 v.).

AA 227 (Registre). — I + 196 feuillets, papier.  
Copie xviii<sup>e</sup> siècle.

**1683-1738.** — REGISTRE AUX TITRES 2. — 1683, 23 déc. : Ordonnance de l'intendant sur le droit de transit des marchandises à Lille (Fol. 7). — 1684, 15 avril : Accord entre le Magistrat et Antoine Vranx, abbé de Cysoing, concernant les travaux du Refuge de cette abbaye (Fol. 11). — 1685, 10 fév. : Lettres-patentes concernant les épices au Conseil souverain de Tournai et l'assignation des juridictions subalternes (Fol. 66 v.). — 1685, 7 juillet : Expropriation de la maison de Jacques Nottebart, à l'angle de la Croix Sainte-Catherine et de la rue de l'Abbaye de Loos, pour les besoins de la voirie (Fol. 69). — 1685, 10 juillet : Procès-verbal de la pose d'une borne en grès sur le canal de La Bassée au lieu dit le Pont des vaches (Fol. 61). — 1686, 20 juin : Sentence de l'intendant interdisant au sieur Baclan, lieutenant de la Prévôté, de composer pour les amendes encourues par les cabaretiers (Fol. 70 v.). — 1686, 16 juil. : Ordonnance de l'intendant portant règlement pour la rédaction des comptes de la Ville (Fol. 56). — 1688, 19 janv. : Arrêt du Conseil d'Etat annulant les procédures faites devant le Parlement de Paris à la requête de J. P. Cambremont, marchand à Aire, contre Gassinot et Lherbier, ses créanciers (Fol. 178). — 1688, 21 avril : Accord avec le Chapitre Saint-Pierre pour la construction d'un nouveau « rivage » avec deux quais depuis l'ancienne Porte d'eau jusqu'à l'atelier de la Ville (Fol. 55). — 1688, 6 août : Sentence de l'intendant déboutant Léonard Vasseur, commis à la vente des bois de la forêt de Nieppe

de sa demande d'exemption des droits de longuet (Fol. 196). — 1690, 8 juil. : Arrêt du Parlement de Tournai ordonnant au procureur syndic et à Etienne et Jean Wantier, marchands à Lille, de rayer les termes injurieux dont ils se sont servis contre le conseiller Poulle, s<sup>r</sup> du Vas, dans une requête de procédure au sujet de barriques d'eau de vie, contre Ignace Delagrange, marchand à Lille (Fol. 132 v. à 177). — 1693, 20 mai : Arrêt du Conseil Privé cassant la sentence des juges consulaires d'Amiens dans l'instance dirigée contre Jacques André, habitant de Lille, à la requête de Nicolas Leleu, marchand à Amiens, et renvoyant la cause au Magistrat (Fol. 192). — 1694, 19 janv. : Arrêt du Conseil d'Etat fixant à 60.000 l. et 2 s. pour livre les offices des receveurs des consignations et de commissaires aux saisies réelles pour leur réunion au domaine communal et l'exercice de ces charges par des dépositaires (Fol. 189). — 1694, 15 mai : Autorisation donnée par Louis XIV au Magistrat d'aliéner par arrentements pour le service des rentes (Fol. 187). — 1694, 12 juil. : Renvoi devant le Magistrat de la requête des officiers de la chancellerie de Tournai (Fol. 112 v.). — 1694, 8 oct. : Renvoi devant le Conseil souverain de Tournai de l'instance Rogier et Marlot (Fol. 185 v.). — 1695, 18 juin : Renvoi devant le Magistrat de la cause de Charles Le Monnier, ancien fermier du droit sur les eaux de vie (Fol. 177 ; cf. fol. 106). — 1699, 21 août : Renvoi devant le Magistrat de la cause Gilles Rutz et Adrien Vandercuis, marchands à Marseille, contre Delarue, veuve Benière, marchande à Lille (Fol. 3 ; cf. fol. 5 et 64 v.). — 1699, 30 oct. : Indemnité pour le terrain de Toussaint Despatures incorporé dans la nouvelle chaussée hors la Porte de La Madeleine (Fol. 71 v.). — 1699, 5 déc. : Résiliation de l'arrentement accordé par Cyprien de Varich, s<sup>r</sup> de Dieval, à Nicolas Lemoine, d'un moulin à papier situé au village de l'Epinoy (Fol. 73 v.). — 1700, 1<sup>er</sup> avril : Autorisation donnée aux Sœurs grises de Wervicq d'acheter une maison rue Sainte-Catherine pour servir de refuge (Fol. 58 v.). — 1701, 21 avril : Sentence du Magistrat sur le paiement par les amidonniers des nouveaux droits sur les bêtes à pied fourchu (Fol. 13). — 1702, 12 sept. : Sentence du Magistrat



déboutant un officier de la chancellerie du congé de cour requis contre le fermier des changeans (Fol. 194). — 1703, 19 nov. : Permission donnée par le Magistrat à Pierre-Louis-Joseph Jacops, s<sup>r</sup> d'Hailly, de couvrir la rivière passant derrière sa maison en construction rue Saint-Maurice et rue Saint-Jacques (Fol. 76 v.). — 1703, 10 déc. : Déclaration des baillis de la Châtellenie portant exemption de droits sur les boissons pour les membres du Magistrat (Fol. 18 v.). — 1703, 10 déc. : Exemption des droits sur les boissons accordée par le Magistrat aux deux conseillers pensionnaires de la Châtellenie (Fol. 19 v.). — 1705, 23 mai : Deshéritement en faveur de Marie Reys, veuve de Jean Bauduin, d'un arrentement accordé par la ville à ce dernier en 1697 pour 25 ans, concernant un terrain faubourg Notre-Dame sur lequel a été érigé un moulin à huile (Fol. 22 v.). — 1705, 23 mai : Injonction aux propriétaires riverains de réparer le puits de la place des Poissonceaux (Fol. 26). — 1705, 23 mai : Refus du Magistrat de rétablir le « rabat » du canal de la Deûle à Marquette, malgré la requête de cet échevinage et de l'abbaye de Marquette (Fol. 20 v.). — 1705, 16 juil. : Renvoi devant le Magistrat du procès de J.-B. Wacrenier, Eloi Castel et Jean Desrumaux au sujet du chemin d'Esquermes à Thumesnil (Fol. 27). — 1705, 28 août : Autorisation donnée à Anne Destré, veuve de Mathieu Demouvaux, pour modifier le fil d'eau passant au-dessus de la voûte de la cave de la maison de « Fontainebleau » (Fol. 24 v.). — 1706, 16 mars : Sentence du Bailliage sur requête de Philippe Destailleurs, sergent à masse, sur l'obligation pour les sergents de cette juridiction de solliciter l'autorisation du Magistrat (Fol. 35). — 1706, 18 mars : Indemnité aux propriétaires d'un terrain rue des Hibernois pour canalisation conduisant à la rivière traversant la rue du Molinel (Fol. 38). — 1706, 25 mai : Obligation faite aux adjudicataires des bois des forêts domaniales pour le paiement des droits attribués aux offices de mouleurs de bois et celui des salaires des jaugeurs (Fol. 123 ; cf. AA 230, fol. 26 v.). — 1706, 27 août : Arrêt du Conseil d'Etat attribuant à la Gouvernance à l'exclusion du Magistrat l'entérinement des lettres de grâce et maintenant les attributions respectives de ces

deux juridictions conformément aux lettres-patentes de Charles-Quint du 15 avril 1521 (Fol. 180). — 1707, 11 mars : Obligation faite aux marchands de se pourvoir devant le Magistrat pour les litiges avec les fermiers de l'avoir de poids (Fol. 1). — 1717, 12 juin : Arrêt du Conseil d'Etat sur les dépenses de la Chambre de Commerce de Lille (Fol. 121). — 1717, 23 oct. : Arrêt du Conseil d'Etat sur le conflit de juridiction entre le Magistrat et les consuls en matière de faillites (Fol. 87 v. à 104). — 1723, 6 sept. : Arrêt du Conseil d'Etat exemptant les Etats de Lille des obligations prescrites par l'édit d'août 1722 sur les offices municipaux et de celui de novembre 1722 sur les maîtrises des corporations moyennant le versement d'un million de livres dont l'emprunt est autorisé par arrêt du 20 sept. 1723 (Fol. 104 et 105 ; cf. AA 234, fol. 165 v.). — 1726, 23 avril : Arrêt du Conseil d'Etat maintenant les Etats de Lille en possession de leurs privilèges (Fol. 79). — 1727, 5 août : Rejet de la demande faite par les épiciers pour obtenir une diminution du prix de la ferme des droits sur l'épicerie (Fol. 32). — 1727, 16 sept. : Habilitation de Guillaume Dobignie pour l'exploitation des baux de ses fermes (Fol. 40). — 1729, 17 janv. : Sentence de l'intendant de Meliand sur le conflit entre le Magistrat et les marchands de bois (Fol. 131). — 1731, 29 mai : Arrêt du Conseil d'Etat concernant la confirmation de concession de moulins de la Châtellenie (Fol. 114 v.). — 1732, 28 mai : Renvoi devant le Magistrat de l'instance Billau, épouse Brisseau, évoquée devant la juridiction consulaire de Paris (Fol. 115 v.). — 1734, 11 oct. : Accord entre le Magistrat et le Chapitre Saint-Pierre concernant la réception des maîtres et maîtresses d'école (Fol. 118 v.). — 1736, 7 fév. : Arrêt sur le paiement des droits d'amortissement dus pour les terrains des casernes (Fol. 119 v.). — 1737, 2 juil. : Arrêt du Conseil d'Etat sur la vente de l'eau-de-vie dans la principale cantine de Dobignies, fermier des droits sur cet alcool (Fol. 46 v.). — 1737, 10 déc. : Obligation pour les secrétaires royaux en la chancellerie du Parlement de Douai de contribuer au paiement de l'aide extraordinaire (Fol. 84). — 1738, 15 janv. : Ordonnance de l'intendant déchargeant le Magistrat du paiement des droits d'amortissement pour



la reconstruction du Mont-de-Piété brûlé lors du siège de 1708 (Fol. 45 ; cf. AA 232, fol. 46 v.).

AA 228 (Registre). — II + 194 feuillets, papier.  
Copie XVIII<sup>e</sup> siècle.

**1665-1738.** — REGISTRE AUX TITRES 3. — 1665, 28 nov. : Décision du Conseil Privé adressé au Conseil de Flandre concernant l'audition des comptes des établissements charitables (Fol. 193). — 1666, 23 oct. : Sentence du Conseil de Flandre dans la cause entre l'évêque de Tournai et le Magistrat de Lille en matière ecclésiastique (Fol. 192 v.). — 1686, 5 fév. : Accord entre le Magistrat et l'intendant pour l'exemption du personnel de l'Hôtel des Monnaies de Lille (Fol. 165 v.). — 1689, 22 mars : Renvoi devant le Parlement de Flandre du procès Magoulet, sous-fermier du domaine de Flandre, contre Hubert Delevalle, bourgeois de Lille, évoqué devant la Cour des Aides de Paris (Fol. 144). — 1691, 20 juin : Arrêt du Parlement de Tournai confirmant le Magistrat dans le droit de disposer de la cloche Emmanuelle en l'église Saint-Etienne de Lille (Fol. 34 à 86 v. ; cf. fol. 126). — 1692, 1<sup>er</sup> avril : Lettres-patentes maintenant les privilèges du Magistrat refusant franchise de droits aux brasseurs, la Ville ayant versé au Trésor royal 200.000 l. (Fol. 13 v.). — 1696, 8 mai : Arrêt du Conseil d'Etat autorisant le Magistrat, moyennant une somme de 170.000 l. et le droit de 2 s. par livre à disposer des offices de police créés par l'édit de novembre 1695 (Fol. 86 v.). — 1696, 10 juillet : Arrêt du Conseil d'Etat exemptant, moyennant une somme de 200.000 l. et le droit de 2 s. par livre, les habitants de la Flandre des obligations de l'édit de mars 1696 sur la suppression de divers offices (Fol. 169 ; cf. fol. 172 et 174). — 1698, 2 sept. : Arrêt du Conseil d'Etat autorisant moyennant 119.000 l. les villes ressortissant des intendances de MM. Dugué de Bagnols et Voisin à disposer des droits du contrôle des exploits (Fol. 146). — 1699, 9 mai : Lettres-patentes autorisant le Magistrat à lever pendant neuf ans divers droits sur l'entrée des marchandises (Fol. 180 v. ; cf. AA 242, fol. 107 et 118 v.). — 1700, 15 juin : Arrêt réunissant au corps de la Ville, moyennant 4.800 l., l'office de conseiller contrôleur de la

recette des amendes, créé par édit de juillet 1697 (Fol. 148 ; cf. AA 231, fol. 181). — 1701, 15 janv. : Réunion des biens des Hôpitaux Saint-Julien et des Grimaretz à celui des Invalides, établi à Lille en exécution de la déclaration royale du 25 juil. 1700 (Fol. 26 ; cf. AA 231, fol. 60 v.). — 1701, 14 avril : Arrêt rendu au profit des prébendés de la fondation Antoine Dassonville contre les administrateurs J.-B. de Bauffremez et François Desqueux, curé de Saint-Etienne (Fol. 141). — 1702, 27 sept. : Approbation par le Conseil d'Etat de la levée de vingtièmes pour subvenir aux frais de l'enrôlement de 260 miliciens par le Magistrat (Fol. 153). — 1705, 7 mai : Requête des marguilliers de Saint-Etienne concernant les funérailles de la veuve Beuvier (Fol. 92). — 1705, 18 déc. : Arrêt du Parlement de Tournai autorisant le fermier du bateau appelé Maerchip de charger à Lille, chaque mercredi, des denrées pour ravitailler les habitants de Comines (Fol. 191 v.). — 1715, 24 août : Arrêt du Conseil d'Etat sur la compétence de la juridiction consulaire de Lille (Fol. 2 v.). — 1718, 12 mars : Arrêt du Conseil d'Etat sur requête de l'évêque de Tournai réclamant la production des motifs des arrêts des 20 mars et 9 oct. 1715 attribuant au Magistrat la connaissance des testaments des ecclésiastiques et celle des dommages-intérêts pour promesses de mariage (Fol. 16). — 1718, 2 avril : Arrêt du Conseil d'Etat déboutant les hoirs Boutens et les obligéant à remettre à Baret, directeur de la Monnaie de Lille, la somme de 7.316 l. 4 s. (Fol. 88 v.). — 1728, 14 juin : Accord entre l'abbaye de Saint-Vaast, la Prévôté de Berclau et le Magistrat au sujet de la destruction du moulin de Berclau et la construction du canal de la Scarpe à la Deûle (Fol. 155 v.). — 1728, 26 oct. : Ordonnance de l'intendant fixant le droit de mesurage des grains (Fol. 150 v.). — 1731, 25 sept. : Refus de l'exemption du droit d'assis sollicité par Fabricy, officier suisse (Fol. 164 ; cf. fol. 159). — 1732, 19 avril : Arrêt du Conseil d'Etat en 89 articles réglementant les industries de la sayetterie et de la bourgeterie dans la Ville de Lille (Fol. 112 v. ; Vanhaeck, *Sayetterie*, t. II, p. 263). — 1733, 31 mars : Droit de gobillerie exigé des ventes faites par la juridiction consulaire (Fol. 157). — 1738, 4 mars : Diminution de 112.000 l. sur l'aide



extraordinaire accordée aux Etats de Lille pour le service des rentes (Fol. 110 v.). — 1738, 27 mars : Ordonnance de l'intendant sur requête du Magistrat astreignant les officiers de la place à divers impôts, notamment au XX<sup>e</sup> et à l'aide extraordinaire (Fol. 167). — 1738, 4 sept. : Continuation de la perception des droits de péage sur la Deûle par le Magistrat (Fol. 155).

AA 229 (Registre). — II + 200 feuillets, papier.  
Copie XVIII<sup>e</sup> siècle.

**1637-1739.** — REGISTRE AUX TITRES 4. — 1637, 15 mai : Accord entre le Magistrat et les riverains pour l'élargissement de la rivière d'Esquermes (Fol. 195). — 1680, 21 juin : Fixation à 6973 l. de la participation des Etats de Lille aux gages de la prévôté de la maréchaussée de Flandre et de Hainaut s'élevant à 16.650 l. (Fol. 98 v.). — 1684, 19 fév. : Homologation de l'accord entre le Magistrat et la Confrérie de Sainte-Barbe du 16 nov. 1683, attribuant à celle-ci pour s'exercer le terrain provenant de la démolition des maisons de la cour du Château (Fol. 135 v.). — 1685, 3 sept. : Achat fait par la Ville à Eustache Legay, conseiller du roi, du fief Maillart, place aux Bleuets (Fol. 131 v.). — 1688, 7 déc. : Autorisation d'exproprier les propriétaires de la rue des Malades moyennant indemnité pour élargir cette voie (Fol. 170). — 1689, 7 déc. : Arrêt du Parlement de Douai fixant à 2 liards par livre l'impôt sur les filets de sayette (Fol. 119). — 1694, 7 sept. : Arrêt du Parlement de Tournai annulant l'exploit par lequel l'officialité exigeait la production du testament d'un ecclésiastique nommé Fouquier (Fol. 114 v., 116 v.). — 1694, 15 oct. : Annulation d'une citation devant les requêtes du Palais adressée à C. P. Obert, vicomte de Chausne, et renvoi devant la juridiction ordinaire (Fol. 88 v.). — 1697, 23 déc. : Accord entre le Magistrat et Anselme Carpentier pour la jouissance de la ferme des droits de brasserie et de jaugeage pendant onze ans (Fol. 176 v., 180 v., 188, 191). — 1698, 2 déc. : Arrêt du Parlement de Tournai confirmant le Magistrat dans le droit de disposer de l'entrée du chœur des églises (Fol. 146 v.). — 1699, 7 janv. : Renvoi devant le Magistrat de l'instance entre Ignace Delagrangé, marchand à

Lille et Gautier Hennequin, marchand hollandais (Fol. 101). — 1702, 25 nov. : Arrêt du Conseil d'Etat confirmant les abonnements pour l'aide extraordinaire et dispensant les officiers du Parlement de Douai, des Bailliages, de la Gouvernance, du Bureau des finances et autres juridictions de payer à chaque mutation une année de gages pour droit de confirmation de l'hérédité de leurs offices (Fol. 91 v.). — 1704, 31 mai : Arrêt confirmant le renouvellement des abonnements pour l'aide extraordinaire (Fol. 93). — 1706, 27 nov. : Ordonnance sur la gestion d'Antoine Vincent, fermier des droits sur les vins (Fol. 193). — 1708, 7 janv. : Subvention de 10.000 fl. pendant les exercices 1708 et 1709 pour réparer l'hôtel de Santes, brûlé en décembre 1705 et affecté au Gouverneur (Fol. 94 v.). — 1708, 12 mars : Renvoi devant le Magistrat de l'instance de Philippe et Henri Levesque contre Gérard Vanlerberghe, portée devant la juridiction consulaire de Reims (Fol. 108). — 1709, 24 oct. : Continuation pendant deux ans des droits d'entrée sur les marchandises accordée par les Hautes Puissances en exécution des patentes du 9 mars 1699 (Fol. 167). — 1715, 11 avril : Arrêt du Parlement de Flandre déboutant les vicaires généraux de l'évêché de Tournai et les proviseurs de l'Hôpital Saint-Joseph, prétendant avoir le droit d'établir un supérieur et de réglementer cet établissement, au préjudice du Magistrat dont les droits reposent sur les conventions du 7 oct. 1682 (Fol. 21 à 88 v.). — 1721, 8 juillet : Obligation au fermier des droits sur l'eau-de-vie de payer le loyer de sa ferme en espèces et non en billets de banque (Fol. 109 v.). — 1738, 29 août : Renvoi devant le Magistrat de l'instance entre les orfèvres et les merciers sur la prétention de ces derniers de vendre les objets d'or et d'argent marqués d'un poinçon (Fol. 1). — 1739, 10 déc. : Bail à l'Hôpital Comtesse d'un terrain communal situé à la Porte d'eau (Fol. 117 v.).

AA 230 (Registre). — I + 193 feuillets, papier.  
Copie XVIII<sup>e</sup> siècle.

**1678-1736.** — REGISTRE AUX TITRES 5. — 1678, 11 oct. : Accord entre les Magistrats de Lille et de La Bassée pour l'entretien du canal de La Bas-



sée (Fol. 191). — 1681, 18 août : Règlement de la fabrication des sayes à la façon d'Hondschoote (Fol. 169 ; Vanhaeck, *Sayerie*, II, p. 167). — 1681, 11 nov. : Règlement des Commissaires au renouvellement de la Loi pour la direction des ouvrages de la Ville (Fol. 170 v.). — 1682, 22 avril : Arrêt du Conseil Souverain de Tournai sur le paiement des droits dus par les cabaretiers sur la contenance présumée de leurs pièces de vin (Fol. 34 v.). — 1686, 10 juil. : Commission exécutoire sur requête du Magistrat contre l'évêque de Tournai voulant cloître les religieuses de la Madeleine dites Repenties et les empêcher de visiter les malades (Fol. 188). — 1690, 11 janv. : Compétence de l'Echevinage au sujet des retraits des maisons tenues de la Prévôté Saint-Pierre ou d'autres pairies enclavées dans la Ville (Fol. 1). — 1690, 27 mai : Arrentement de terrains situés à Billy-Berclau au profit de Charles Wattrelos (Fol. 192). — 1690, 4 juil. : Vente de maisons au coin de la rue des Malades et de la petite place pour les besoins de la voirie (Fol. 162). — 1693, 12 fév. : Prise d'eau sur le canal de la Scarpe à la Deûle accordée à l'abbaye de Flines (Fol. 192 v.). — 1697, 29 janv. : Fixation de la part de la Châtellenie de Lille dans la contribution de 38.340 fl. donnée pour exemption de l'édit de déc. 1693 sur les îles et îlots (Fol. 121 v.). — 1701, 10 fév. : Compétence du Magistrat pour les contraventions à la navigation du canal de la Scarpe à la Deûle (Fol. 96 v.). — 1703, 23 juil. : Arrêt concernant l'office des peseurs de foin (Fol. 147 v.). — 1704, 13 juin : Erection du corps des paveurs et réglementation (Fol. 101). — 1705, 17 mars : Arrêt concernant les droits des jaugeurs et mouleurs de bois (Fol. 173). — 1705, 28 avril : Arrêt au profit des fripiers « gobilleurs » contre les chaudronniers, les menuisiers et les chapeliers (Fol. 66). — 1707, 6 juin : Arrêt du Conseil d'Etat cassant celui du Parlement de Tournai dans l'instance Noël Willems (Fol. 184). — 1714, 16 mai : Réduction de l'exemption de droit d'assis accordée à G. A. Masquelier, valet de chauffe-cire (Fol. 99). — 1714, 6 nov. : Attribution au Bailli du produit des contraventions à la navigation sur la Deûle moyennant le paiement par cet officier au Magistrat d'un droit de 40 patars par visite (Fol. 193 v.). — 1719, 29 avril :

Autorisation de voirie accordée à l'Abbiette pour un mur rue des Buisses (Fol. 181). — 1723, 16 août : Arrêt prononcé par le Magistrat contre les fermiers des octrois de Lille (Fol. 178). — 1728, 28 déc. : Arrêt du Conseil d'Etat déchargeant, moyennant un subside de 60.000 l. accordé par les Etats, les communautés d'arts et métiers de toutes perquisitions en raison du droit de confiscation (Fol. 120). — 1729, 25 janvier : Arrêt du Parlement de Douai condamnant les détenteurs d'offices de rouleurs de bière à rapporter leurs titres au Magistrat pour remboursement des sommes avancées à la Ville (Fol. 123). — 1735, 28 nov. : Ordonnance de l'intendant dans la cause relative à la ferme du broucquin détenue par C. F. Lambert (Fol. 182 v.). — 1736, 30 mars : Ordonnance de l'intendant concernant les droits d'assis pour la vente des grains sur les marchés (Fol. 166 v.). — 1736, 11 mai : Accord entre le Magistrat et le Bailliage au sujet des mesureurs et porteurs de charbon et de grains (Fol. 168 v. ; cf. AA 231, fol. 84 v.).

AA 231 (Registre). — 199 feuillets, papier.

Copie XVIII<sup>e</sup> siècle.

**1611-1739.** — REGISTRE AUX TITRES 6. — 1611, 12 août : Ordonnance du Conseil Privé déclarant la Gouvernance incompetente en matière de juridiction sur les fiefs et seigneuries et sur les habitants de Lille (Fol. 192). — 1672, 10 oct. : Ordonnance du Magistrat sur la comptabilité des Tables des pauvres (Fol. 40). — 1686, 15 janv. : Arrêt du Conseil souverain de Tournai déclarant que Crépin Dorémieux ne pourra être rétabli dans sa charge d'huissier, bien qu'absous du meurtre de Laurent Dourlé, après avoir subi la question ordinaire et extraordinaire (Fol. 17). — 1686, 7 août : Mitoyenneté de la maison de Le Camus, commissaire de l'artillerie, et de l'Hôtel de Santes (Fol. 86 v.). — 1688, 30 juin : Renvoi devant le Magistrat de l'assignation lancée devant les Requêtes du Palais par Geneviève Lefebvre de Caumartin, veuve de Charles de Morlan de Meseau de Garenne contre Jean Dumetz, receveur de l'abbaye de Saint-Quentin (Fol. 67 v.). — 1688, 2 sept. : Défense aux offi-



ciers de la garnison d'encaver des boissons sans payer les droits (Fol. 85 v.). — 1690, 14 juil. : Arrêt du Parlement de Tournai portant que les terrains entrés dans la banlieue suivant le traité d'agrandissement de 1670, ne sont point déchargés des droits seigneuriaux (Fol. 7). — 1692, 1<sup>er</sup> avril : Arrêt du Conseil d'Etat rattachant aux fabriques paroissiales les offices de crieurs jurés des enterrements pour leurs attributions en matière de pompes funèbres, et aux corporations en ce qui concerne les cris publics (Fol. 187). — 1692, 21 oct. : Augmentation des droits sur les jeux de carte et le tabac pour subvenir aux 100.000 fl. demandés pour les dépenses de la guerre (Fol. 85). — 1694, 31 mars : Autorisation donnée à Jean Lombart de lever un droit de 5 patars par rondelle de bière pour se rembourser des avances faites aux débiteurs (Fol. 87 v., 89). — 1695, 16 juin : Incorporation d'une partie de la maison de Anne-Catherine Chuffart, rue de l'Abbiëtte, dans le logement du maréchal de Boufflers (Fol. 89 v.). — 1695, 29 juil. : Quittance de 85.000 l. versées au Trésor par le Magistrat pour être libéré des édits de mars et septembre 1693 sur les droits de cens et les rentes seigneuriales (Fol. 199). — 1695, 13 sept. : Renvoi devant le Parlement de Tournai de la cause de Pierre-Louis Jacops, s<sup>r</sup> d'Hailly, contre l'Echevinage d'Esquermes, au sujet de l'exemption du droit d'estrelin dû pour achat de maison (Fol. 15). — 1697, 6 fév. : Renvoi devant le Magistrat de la cause de Germain Chanoine, marchand de Saint-Omer, contre Philippe Malfait, bourgeois de Lille (Fol. 16). — 1697, 23 oct. : Purge de l'achat de deux maisons et de l'allée Loteau, rue de l'Abbiëtte (Fol. 91). — 1698, 12 août : Arrêt du Conseil d'Etat réunissant au corps de ville moyennant 100.538 l. les offices de conseillers du roi, auditeurs et rapporteurs des comptes créés par édit de nov. 1697 (Fol. 186). — 1698, 19 août : Arrêt du Conseil d'Etat abaissant de 400.000 l. à 320.000 l. le chiffre du rachat des offices de maîtres et gardes jurés, syndics et auditeurs des comptes des corps de marchands de l'intendance de Flandre (Fol. 193 v. ; cf. fol. 195). — 1698, 26 août : Rachat pour 6.600 l. par le Magistrat de l'office de conseiller contrôleur des saisies réelles créé par édit d'août 1698 (Fol. 183 v.). — 1698,

30 sept. : Arrêt du Conseil d'Etat acceptant l'offre de 125.098 l. 13 s. faite par le Magistrat pour éviter les obligations faites aux villes en juin 1697 pour l'établissement de lanternes (Fol. 173 v.). — 1698, 7 oct. : Rachat pour 81.000 l. par les Magistrats des villes de l'intendance de Flandre des offices d'experts et arpenteurs jurés (Fol. 177). — 1699, 10 fév. : Rachat moyennant 2.880 l. de l'office de certificateur des saisies réelles (Fol. 179 v.). — 1699, 11 juil. : Achat du terrain de Charles Parent pour changer la rigole du moulin de Don (Fol. 198). — 1700, 21 fév. : Réglementation par l'intendant du logement de la garnison (Fol. 189). — 1701, oct. : Edit fixant à 18 d. le droit sur chaque jeu de cartes et tarots débités dans le royaume (Fol. 155 v., 159 v.). — 1702, 3 oct. : Arrêt autorisant la non-exécution en Flandre des édits de mai 1702 concernant la création des offices d'arpenteurs, lieutenants des mayeurs et assesseurs dans les hôtels de ville et de l'arrêt du 11 juillet 1702 sur l'hérédité des offices (Fol. 153 v.). — 1705, 3 mars : Obligation pour les secrétaires du roi de continuer à payer les vingtièmes (Fol. 111). — 1705, oct. : Edit royal portant création des offices d'inspecteurs, visiteurs et contrôleurs aux entrées des boissons (Fol. 170 v.). — 1708, 25 oct. : Articles de la capitulation proposée par les Etats des Villes et Châtellenies de Lille, Douai, Orchies, avec réponses marginales (Fol. 162 v.). — 1717, 30 janv. : Règlement de l'intendant concernant le logement des officiers de la garnison (Fol. 123 v.). — 1717, 28 déc. : Autorisation d'entrer des imprimés à Lille venant de l'étranger (Fol. 127 v.). — 1719, 26 janv. : Arrêt au profit du Magistrat contre Dubosquel, s<sup>r</sup> d'Helleville, sur l'hypothèque des biens du fermier de l'adjudication des barques (Fol. 18). — 1719, 19 mai : Sentence de l'intendant refusant aux fermiers des bières le bénéfice de l'augmentation des espèces sur leur caution de 30.000 fl. (Fol. 36). — 1722, 14 janv. : Réception de P. P. Bayart comme maître sellier, malgré la corporation (Fol. 113). — 1726, 26 fév. : Annulation des sentences rendues au profit des fermiers de l'impôt sur les bières (Fol. 37). — 1726, 20 déc. : Exemption de droits sur l'eau-de-vie au profit des officiers du Bureau des finances de Lille (Fol. 197). — 1728, 28 fév. : Paiement de la



rente due au Chapitre Saint-Pierre pour le terrain incorporé à la nouvelle enceinte (Fol. 98, 100, 102 v.). — 1728, 12 juil. : Arrêt du Conseil d'Etat convoquant les libraires, imprimeurs et relieurs pour l'élection d'un syndic (Fol. 131 v.). — 1728, 30 oct. : Accord entre la Ville et la Châtellenie au sujet des terrains acquis pour le Magasin à blé (Fol. 105, 109 v.). — 1729, 30 avril : Estimation des terrains incorporés aux fortifications depuis l'agrandissement de 1670 (Fol. 69 ; cf. fol. 79 et 80 v.). — 1729, 28 juil. : Achat par les baillis de la Châtellenie à Jacques-Balthazar Duretz, s<sup>r</sup> de Terwaze, de 325 verges de terrain, quai de la Basse-Deûle, pour le magasin à fourrage (Fol. 115 v. ; cf. fol. 106 v.). — 1730, 10 mars : Assujettissement de deux cabarets faubourg N.-D. et faubourg de la Barre à l'impôt (fol. 83 v.). — 1732, 7 oct. : Arrêt du Conseil d'Etat et lettres-patentes du 19 nov. suivant sur la fabrication des étoffes à Lille au sujet de la contestation entre les fabricants de Lille et Roubaix (Fol. 139). — 1737, 26 fév. : Arrêt du Conseil d'Etat au sujet de la succession d'Anne-Antoinette Lefebvre de Caumartin, décédée à Valenciennes, déclarant que les successions des Flamands nés dans les Pays-Bas autrichiens et demeurant en France ne sont pas sujettes au droit d'aubaine (Fol. 117 v.). — 1739, 31 mars : Arrêt du Conseil d'Etat fixant le nombre d'imprimeurs dans chaque ville du royaume (Fol. 133 v.). — 1739, 6 juin : Arrêt du Conseil d'Etat enjoignant aux imprimeurs de présenter leurs titres au Magistrat, suivi de l'arrêt du 24 sept. 1739 nommant les imprimeurs de la ville (Fol. 135 v.).

AA 232 (Registre). — 199 feuillets papier.  
Copie xviii<sup>e</sup> siècle.

**1601-1764.** — REGISTRE AUX TITRES 7. — 1601, 7 juin : Arrêt du Conseil Privé attribuant au Magistrat la direction de l'Hôpital des Grimaretz (Fol. 148 v.). — 1619, 14 nov. : Don de 2.000 fl. aux Pauvres Claires pour agrandir leur couvent (Fol. 173 et verso). — 1669, 15 juil. : Arrêt du Conseil d'Etat imposant au Magistrat l'obligation de participer à la perte subie par le renchérissement des fourrages servis à la cavalerie (Fol. 2 ; cf. fol. 31). — 1671, 15 mai : Arrêt du Conseil souverain de

Tournai imposant au Magistrat l'obligation d'avertir le clergé et la noblesse avant la levée des contributions (Fol. 179). — 1682, 28 mars : Remise faite par l'Intendant au Magistrat pour le paiement des droits de nouvel acquêt pour les fiefs de Billau, de la maison de santé d'Esquermes et l'Hôtel de Ville (Fol. 5 v., 7). — 1685, juillet : Amortissement des terrains acquis d'Honoré Libert au vieux faubourg des Reigneaux pour la construction des pavillons des officiers de la garnison, et contrat d'achat (Fol. 69 et 72). — 1688, 13 mars : Achat et purge de deux maisons rue des Carmes, au coin de la rue Saint-François, cédées au Magistrat par Marie Leclercq, veuve Lefebvre (Fol. 50 v.). — 1688, 27 avril : Sentence interlocutoire du Conseil d'Artois au sujet de la levée d'un droit sur les habitants de Berclau pour transport par la Deûle (Fol. 63 v.). — 1688, 26 juin : Exemption du droit de tonlieu pour les toiles vendues sur le marché de l'Hôtel de Ville (Fol. 3). — 1688, 7 août : Achat par le Magistrat de la maison ayant pour enseigne l'Artichaut, rue des Carmes-Déchaussés (Fol. 52 v.). — 1689, 16 août : Extension aux terrains du fief des « Pretz Souef », compris dans la nouvelle banlieue, des droits sur les ventes de maison (Fol. 9). — 1692, 8 janv. : Accord avec l'abbaye de Marquette pour l'établissement d'un pont-levis sur la Deûle, l'entretien du chemin de halage et l'élargissement de la rue du Glen (Fol. 1). — 1692, 7 mars : Arrêt du Parlement de Tournai concernant la revendication de droits seigneuriaux exercée par le chapitre Saint-Pierre sur des maisons comprises dans le nouvel agrandissement (Fol. 19 v.). — 1692, 3 juin : Estimation des moulins et pêcheries de Pont-à-Vendin appartenant à Bruno Bayart (Fol. 36 à 41 v.). — 1694, 18 mars : Résolution du Magistrat accordant au roi 85.000 l. pour ne pas être astreint à l'édit de septembre 1693 concernant la mouvance des maisons de la ville et des faubourgs (Fol. 67 v.). — 1694, 19 oct. : Mitoyenneté de l'allée placée entre la maison de Christophe Willetton et celle de François Wallet, faisant communiquer la rue du Molinel avec le couvent des Clarisses (Fol. 174). — 1695, 26 juil. : Vente du terrain F. Wallet faisant partie du jardin des Pauvres Claires, rue des Malades (Fol. 174 v.). — 1696, 16 juin : Réunion au corps de l'Echevinage moyennant 112.500 l. des offices de



contrôleurs des dépenses de la ville, créés par édit de mars 1694 (Fol. 4). — 1696, 31 juil. : Réunion au corps échevinal moyennant 40.000 l. des offices de second et troisième conseillers pensionnaires de la Ville, créés par édit de nov. 1695 (Fol. 32 ; cf. fol. 33 v.). — 1697, 18 juin : Maintien des droits des officiers de police chargés de la vente des meubles malgré la création des jurés-priseurs (Fol. 15 v.). — [Vers 1698] : Mémoire sur le rachat par la Ville des rentes du domaine (Fol. 60). — 1699, 8 juil. : Arrêt au profit de la Bourse commune des pauvres contre Philippe Goudeman, greffier criminel (Fol. 176 v.). — 1700, 20 juil. : Réunion au corps échevinal des deux offices de chirurgiens jurés créés par édit de février 1692 (Fol. 82). — 1702, 6 nov. : Arrêt du Parlement de Tournai au préjudice du Magistrat, au profit de l'Officialité autorisée à ajourner les parties sans assistance de l'Echevinage (Fol. 161 v.). — 1706, 29 nov. : Règlement des commissaires au renouvellement de la Loi pour la tenue des comptes du trésorier et du greffier criminel (Fol. 43 v.). — 1711, 12 juin : Accord entre le Magistrat et le Chapitre pour éviter que la salle du collège de Saint-Pierre ne soit affectée aux protestants (Fol. 35). — 1713, 6 oct. : Réduction à 50.000 fl. de la participation de la Ville pour les fortifications (Fol. 131 v.). — 1715, 16 oct. : Juridiction du Magistrat sur le canal de la Haute-Deûle (Fol. 133 et 134). — 1715, 8 nov. : Réquisitoire concernant les fondations de Rebreviette et Frans (Fol. 181, 182, 182 v.). — 1715, 17 déc. : Ordonnance de l'Intendant concernant l'assis des grains (Fol. 64 à 66). — 1716, 18 août : Arrêt provisionnel du Conseil d'Etat sur les droits des fripiers et des tailleurs (Fol. 164). — 1717, 1<sup>er</sup> août : Ordonnance de l'Intendant de Hainaut sur la libre circulation à Valenciennes des voitures de charbon (Fol. 168 ; cf. fol. 171). — 1718, 6 nov. : Sentence déboutant R. P. Goudeman, fermier des droits sur la vente des maisons, dans sa demande d'indemnité (Fol. 29). — 1718, 26 déc. : Subrogation au profit des marchands de draps de Lille pour la ferme des droits de tonlieu précédemment baillée à J.-B. Quitte (Fol. 180). — 1721, 21 fév. : Remise à la Ville des droits d'amortissement pour la Tour des Insensés rue Saint-Pierre neuve (Fol. 47 v.). — 1722, 14 juil. : Arrêt du Conseil d'Etat cassant

l'ordonnance du Magistrat qui avait fixé le prix des bois, dont la vente sera désormais libre (Fol. 166). — 1724, 21 janv. : Arrêt du Parlement de Douai concernant la nomination des préfets, sous-préfets et écoliers du Collège des Hibernois de Lille (Fol. 139 à 143 v.). — 1724, 9 fév. : Arrêt du Parlement enjoignant aux administrateurs des biens d'église et des Fondations de rendre un compte annuel de leur gestion (Fol. 83). — 1724, 30 oct.-23 déc. : Transaction entre la Ville et la Châtellenie au sujet des terrains incorporés dans la banlieue à la suite du traité d'agrandissement de 1670 (Fol. 59). — 1726, 20 mars : Arrêt du Parlement suspendant les procédures faites par la Gouvernance et le Bailliage dans les maisons de la rue Saint-Pierre tenues de la seigneurie de Vendôme (Fol. 159). — 1726, 2 oct. : Accord entre le Magistrat et le Chapitre au sujet de leur juridiction sur les terrains incorporés dans l'agrandissement de 1670 (Fol. 24). — 1726, 16 oct. : Abonnement pour le droit de contrôle des actes notariés dans l'étendue de l'intendance de Lille (Fol. 16 v.). — 1727, 29 janv. : Remise, à l'occasion du joyeux avènement du roi, des droits dus par le Magistrat pour des places au rivage, et pour d'autres sur la vente des cuirs et autres denrées (Fol. 48 v.). — 1727, 31 juil. : Arrêt au profit d'A. F. Frans, au préjudice d'A. Hennion, en matière de perception de droits sur la vente de certaines marchandises (Fol. 148). — 1729, 1<sup>er</sup> déc. : Arrêt du Parlement de Douai portant interdiction à la juridiction consulaire de connaître de la vente des céréales faites à un laboureur pour sa consommation ou ses semailles (Fol. 84 v.). — 1729, 3 déc. : Interdiction à la juridiction consulaire de connaître des salaires des ouvriers agricoles employés par les laboureurs (Fol. 85 v.). — 1730, 1<sup>er</sup> fév. : Achat par le Magistrat d'une maison rue Française pour le logement de l'Intendant (Fol. 75 et 80). — 1730, 15 fév. : Résolution des Etats de Lille exemptant du paiement des tailles les terrains de la Maison de Santé d'Esquermes (Fol. 178 v.). — 1731, 8 mars : Arrêt au profit de Louis Leclercq, marchand, contre P. F. Petit, fermier du tonlieu des laines, au sujet de ces droits (Fol. 88 v.). — 1731, 12 sept. : Ordonnance de l'Intendant assujettissant le Magistrat au droit sur la vente des maisons (Fol. 135). — 1732, 8 fév. : Quittance des



droits d'amortissement pour l'achat par le Magistrat de l'Hôtel du Gouvernement, rue de l'Abbiëtte (Fol. 55 à 56). — 1734, 3 mars : Quittance des droits d'amortissement pour l'hôtel de l'Intendance, rue d'Angleterre, acquis par le Magistrat en 1730 (Fol. 57). — 1734, 3 mars : Quittance de droits d'amortissement pour la cession faite au Magistrat par le Chapitre de droits sur des terrains de l'enceinte de La Bassée (Fol. 56 v.). — 1736, 9 janv. : Interdiction à la juridiction consulaire de connaître des faillites et annulation des scellés posés dans la maison de Marie-Pétronille Lemesre, veuve Thomas Devienne (Fol. 86 v.). — 1736, 22 juin : Décret de l'archiduchesse Marie-Elisabeth d'Autriche pour la remise aux tribunaux français des malfaiteurs réfugiés dans les Pays-Bas (Fol. 172). — 1739, 31 mars : Arrêt du Conseil d'Etat interdisant au baron de Courrières de percevoir en cette localité un droit de péage sur la Deûle (Fol. 162 v.). — 1741, 6 fév. : Quittance des droits d'amortissement pour le Mont-de-Piété édifié par le Magistrat en 1710 (Fol. 57 v.). — 1741, 27 avril : Arrêt du Parlement de Douai autorisant les religieuses de l'Abbiëtte à faire administrer leurs familiers et à donner la sépulture dans leur chapelle aux locataires des maisons de leur enclos, sans avoir à donner au curé de Saint-Maurice un autre dédommagement que celui fixé par les conventions de 1348 (Fol. 177 v.). — 1742, 11 sept. : Sentence du Magistrat attribuant aux seuls sergents royaux de la Prévôté le droit de faire des ventes publiques de meubles (Fol. 152 v.). — 1743, 5 janv. : Quittance des droits d'amortissement pour des constructions édifiées par le Magistrat derrière la Maison Forte (Fol. 58). — 1743, 5 janv. : Autre quittance pour la construction d'un « rivage » sur la Haute-Deûle (Fol. 58 v.). — 1743, 27 sept. : Sentence condamnant Comer, sergent de la Prévôté, à payer les droits dus à la ville pour la vente des effets de la veuve Mery, rue de l'Abbiëtte, effectuée sans l'assistance du Magistrat (Fol. 153). — 1756, 9 août : Amende prononcée contre J. P. Brunel, sergent de la Prévôté, pour avoir assigné Dubois-Dathis, marchand lillois, devant la juridiction consulaire de Lyon (Fol. 145). — 1764, 10 mai : Arrêt du Parlement de Douai confirmant la sentence du Magistrat portant injonction aux proviseurs du collège des

Hibernois de recevoir Pierre Furlong comme préfet (Fol. 158).

AA 233 (Registre). — 199 feuillets, papier.  
Copie XVIII<sup>e</sup> siècle.

**1725-1756.** — REGISTRE AUX TITRES 8. — 1725, 31 juil. : Acte de notoriété concernant les deniers des ventes publiques (Fol. 197 v.). — 1740, 5 fév. : Ordonnance de l'Intendant sur la perception des droits sur les denrées transportées par la Haute et la Basse-Deûle (Fol. 1). — 1740, 5 fév. : Ordonnance de Bidé de La Grandville, intendant, sur requête du Magistrat, condamnant les conseillers-secrétaires du roi au paiement des vingtièmes de l'aide extraordinaire (Fol. 2 ; cf. AA 234, fol. 155). — 1740, 6 fév. : Renvoi demandé par le Magistrat devant son échevinage du procès entre Muysart, l'un des baillis des quatre Hauts justiciers et Godtschalck, bourgeois de Lille, procureur de la Gouvernance (Fol. 4 v.). — 1740, 6 fév. : Location au Magistrat par les Annonciades d'un « pacus », rue des Jardins, vis-à-vis la rue des Sœurs Noires, pour loger les commis au poinçon (Fol. 3 v.). — 1740, 8 avril : Transaction entre le Magistrat et le Bureau des finances concernant la vente des meubles de Rousseau, fermier du tonlieu des laines, faite par Louis Hurez, huissier de la Prévôté (Fol. 6). — 1740, 6 mai : Achat par la Ville d'une maison contigue aux nouvelles casernes de la Porte des Malades, appartenant à Louise Linier, veuve de Charles Bouffet (Fol. 7 v. ; cf. fol. 28 et 44). — 1740, 18 juil. : Arrêt du Conseil d'Etat attribuant aux intendants de Flandre et d'Artois la police du canal de la Haute-Deûle (Fol. 12). — 1740, 20 juil. : Protestation du Magistrat contre l'intervention de la Gouvernance dans la vente des meubles de Deforville, aide-major de la place (Fol. 11). — 1740, 13 sept. : Arrêt sur la perception du droit d'avoir de poids et le supprimant sur les fils de sayette et autres produits portés à la vintaine (Fol. 13 v.). — 1740, 4 oct. : Prorogation au profit du Magistrat des droits attribués aux offices de jurés mouleurs de bois et mesureurs de charbon, créés par édit de mars 1696 (Fol. 18 v. ; cf. AA 242, fol. 124), des droits nouveaux sur les marchandises octroyés le 9 mai 1699 (Fol. 21 ; cf. AA 242, fol. 121) et des droits de jauge sur chaque



rondelle de forte bière de la contenance de 72 lots (Fol. 25 ; cf. AA 242, fol. 126). — [1741, 18 janvier] : Lettre de l'Intendant concernant l'assignation au Châtelet des héritiers de J. G. Fruict, lieutenant de cavalerie, par Jean Dumonchelle (Fol. 47 et 70 v.). — 1741, 30 janv. : Condamnation de Pierre Castelain, procureur royal en la Maîtrise des eaux et forêts de Phalempin, au paiement des droits sur les ventes des maisons en raison de l'achat de la maison de P. F. Dupriez, rue des Tours (Fol. 30 v.). — 1741, 11 fév. : Lettre de M. de Breteuil, ministre d'Etat, aux députés des Etats de Lille sur la nomination aux abbayes vacantes (Fol. 29 v.). — 1741, 18 fév. : Lettre du chancelier d'Aguesseau à M. de Polinchove, premier président du Parlement de Flandre, sur la nomination de don Hay à l'abbaye de Marchiennes (Fol. 30 ; cf. fol. 48 v., 54 v. et 56). — 1741, 7 mars : Condamnation de P. J. Descamps, huissier à la Maîtrise des eaux et forêts, au paiement du droit sur la vente des maisons au sujet de l'achat du cabaret du Bleu Mouton et de maisons et terrains rue de Fives, rue des Tanneurs, rue à Fiens et rue Esquermoise (Fol. 39). — 1741, 10 avril : Condamnation de J. F. Bataille, contrôleur des finances, au paiement des droits pour achat de la maison J. B. Leleu, rue Grande-Chaussée (Fol. 60). — 1741, 3 nov. : Sentence de l'Echevinage annulant l'installation de J. B. Pourchez, A. J. Dupont et J. B. Delebecque, dans le chœur de l'église Saint-Etienne et requête de ces trois prêtres pour solliciter du Magistrat la mise en possession (Fol. 86 v.). — 1741, 7 nov. : Autorisation de voirie accordée aux sœurs Noiret, rue du Palais (Fol. 73 v.). — 1742, 18 janv. : Accord avec Alard Mahieu au sujet de dégâts causés par la construction des écuries de l'Hôtel du Gouvernement, rue de l'Abbiette (Fol. 78 v.). — 1742, 23 janv. : Lettres-patentes exemptant les Etats de Lille, moyennant 370.000 l., de l'impôt du dixième fixé par la déclaration du 29 août 1741 (Fol. 80). — 1742, 13 avril : Arrêt du Parlement de Douai déboutant les brasseurs de Lille de leur prétention de faire deux brassins d'essai pour la fixation du prix des bières (Fol. 85). — 1742, 8 mai : Condamnation de la veuve A. Risbé au paiement des droits pour l'achat de la brasserie du Géant, rue Marais, provenant de la veuve Deconninck (Fol. 89 v.). — 1742, 8 juin : Condamnation de Philippe

Molin, débitant sous l'enseigne de Laurette, rue du Curé-Saint-Etienne, pour fraudes de droits sur l'eau-de-vie (Fol. 102 v.). — 1742, 5 juillet : Conflit avec la Bourse Commune des pauvres au sujet de la fixation de la ferme du broucquin, à 100.000 l. (Fol. 85 v.). — 1742, 4-5 oct. : Procès-verbal du rétablissement d'une borne sur le pavé de Lille à Menin au lieu dit la Croix des Poissonniers, faisant séparation de la banlieue et de la Châtellenie (Fol. 100 v.). — 1742, 9 oct. : Confirmation de l'adjudication à 4.800 fl. de la ferme des nouveaux droits sur les épiceries (Fol. 100). — 1742, 30 oct. : Condamnation de N. Clocqueteur, huissier des Etats, pour fraude de droits sur l'eau-de-vie (Fol. 106). — 1742, 20 nov. : Condamnation de Jean Roch, tenant « burie » dans une cave sur le pont de Flandre, rue de la Madeleine, pour même délit (Fol. 113). — 1742, 20 déc. : Autre condamnation portée contre D. J. Liennard, rue des Bouchers (Fol. 117). — 1742, 25 déc. : Arrêt du Conseil d'Etat autorisant l'aliénation de rentes pour un capital de 400.000 l. afin de subvenir au service des dettes et à celui du ravitaillement en blé (Fol. 121). — 1742, 25 déc. : Arrêt du Conseil d'Etat concernant les droits attribués aux offices de mouleurs et les salaires des jaugeurs pour les bois que C. L. Legrain, adjudicataire des coupes de la forêt de Nieppe, fera entrer en ville (Fol. 122 v.). — 1743, 14 juin : Condamnation de Marguerite Dobignies, rue Saint-Genois, et de J. B. Cochez, sayetteur, rue du Bois, pour fraudes sur l'eau-de-vie (Fol. 127 v. et 158 v.). — 1743, 23 août : Ordonnance de l'Intendant condamnant Duriez, maître de postes, au paiement de l'aide extraordinaire et de l'abonnement des droits de contrôle pour la maison qu'il occupe (Fol. 134 v.). — 1743, 26 août : Lettre de M. d'Argenson à M. de Séchelles sur l'exemption de droits prétendue par treize sujets suisses établis à Lille (Fol. 136). — 1743, 8 oct. : Condamnation de Hyacinthe Patou, raffineur au coin du Marché-aux-Bêtes, pour fraudes sur l'eau-de-vie (Fol. 136 v.). — 1743, 15 oct. : Prorogation pour six ans de l'abonnement des droits de contrôle des actes notariés et sous seing privé et du centième denier (Fol. 162 v.). — 1743, 8 nov. : Arrêt du Conseil d'Etat supprimant les confréries d'arbalétriers, d'archers et de tireurs d'armes à Lille et réunissant leurs biens à l'Hôpi-



tal général de la Charité (Fol. 143). — 1743, 10 nov. : Ordonnance de l'Intendant déboutant Debadts, raffineur de sucre, dans sa demande de restitution de droits sur une livraison de sucre (Fol. 140 v.). — 1743, 7 déc. : Ordonnance de l'Intendant déboutant Antoine Rouzé, directeur des fourrages de l'armée, dans sa demande d'exemption du droit sur les vins (Fol. 142). — 1744, 11 janv. : Renvoi devant le Magistrat de l'instance de N. G. de Cambronne, ancien conseiller au Parlement de Flandre, contre P. F. Dieval, habitant à Lille (Fol. 146). — 1744, 19 fév. : Renvoi devant l'Intendant de l'instance pendante au Parlement de Flandre entre les sayetteurs de Lille et les haut-lisseurs de Lannoy (Fol. 151). — 1744, 6 mars : Protestation du Magistrat au sujet des visites des maisons des ecclésiastiques et des nobles par les députés de ces corps (Fol. 145). — 1744, 1<sup>er</sup> avril : Ordonnance de l'Intendant déboutant les Frères mendiants de Lille dans leur demande d'exemption des vingtièmes imposés à raison du dixième denier pour leurs couvents (Fol. 153, 170 v., 171). — 1744, 7 mai : Condamnation des maîtres charpentiers de Lille au paiement des droits sur le bois de chauffage (Fol. 171 v.). — 1744, 22 juin : Arrêt du Parlement sur requête d'A. Stalens et de Noël Goudeman, marchands de poisson, prescrivant l'observation des règlements sur la vente des poissons frais (Fol. 164 v.). — 1744, 14 août : Location pour trois mois faite à la Ville par Charles-Maximilien de Coupigny, comte d'Henu, d'une maison due des Carmes déchaussés, pour servir de logement au marquis d'Avaray, suivie de l'inventaire du mobilier (Fol. 154). — 1744, 18 sept. : Bail accordé à la Ville par P. F. Lefebvre, s<sup>r</sup> de Scoonvelde, de la brasserie à l'enseigne de l'Etoile, rue des Malades, vis-à-vis des ponts de Fin, pour servir de cantine à l'eau-de-vie (Fol. 159). — 1744, 6 oct. : Vente par le Magistrat à Pierre Carlier d'une maison rue de la Madeleine (Fol. 160). — 1745, 18 mars : Sentence de Dusart, s<sup>r</sup> de Bouland, lieutenant de la Gouvernance, accordant au Magistrat le congé de cour requis contre les répartiteurs des tailles et vingtièmes de Wazemmes (Fol. 191 v.). — 1745, 27 avril : Accord entre le Magistrat et le Bureau des finances sur l'emplacement des salines (Fol. 164). — 1745, 20 sept. : Transaction entre le Magistrat et

A. F. Desmarescaux, fermier des tabacs (Fol. 193 v.). — 1745, 10 déc. : Transaction entre le Chapitre et le Magistrat au sujet du dépôt dans la Bibliothèque de Saint-Pierre des livres et manuscrits délaissés par feu Guillaume Dubois (Fol. 195). — 1746, 20 juil. : Arrêt du Parlement de Douai au profit du Magistrat contre les brasseurs et cabaretiers de Lille (Fol. 198 v.). — 1746, 8 sept. : Arrêt du Conseil d'Etat libérant la Ville de l'augmentation des droits dus pour l'office de receveur des consignations (Fol. 196). — 1746, 13 oct. : Transaction entre le Magistrat et l'abbaye de Saint-Vaast au sujet des moulins de Don (Fol. 196 v.). — 1756, 15 nov. : Arrêt du Parlement de Douai défendant d'attirer devant le Bailliage les bourgeois de Lille en action personnelle (Fol. 198 v.).

AA 234 (Registre). — 198 feuillets, papier.  
Copie xviii<sup>e</sup> siècle.

**1619-1756.** — REGISTRE AUX TITRES 9. — 1619, 20 mars : Autorisation donnée par le Conseil Privé aux baillis des quatre seigneurs Hauts justiciers de la Châtellenie de louer pour six ans une maison à Lille pour y loger, à condition de continuer à tenir dans la chambre échevinale leurs réunions pour délibérer (Fol. 160 v.). — 1647, 9 nov. : Sentence du Conseil de Flandre portant que la connaissance des maisons mortuaires des Officiers de la Chambre des Comptes appartient à la Gouvernance et non au Magistrat (Fol. 184). — 1657, 9 juil. : Sentence du Conseil Privé portant que le Magistrat n'a pas droit de juridiction sur les suppôts de la Chambre des Comptes (Fol. 185). — 1685, 9 janv. : Arrêt du Conseil d'Etat habilitant les Etats de Lille, Tournai, Cambrai et Prévôté de Bouchain dans la fixation des indemnités dues pour les terrains incorporés aux fortifications (Fol. 161 v.). — 1696, 5 nov. : Lettres de compulsoire pour justifier l'exercice de la médecine par Joseph-Pontus Lachez, avant et après sa nomination de procureur de la maréchaussée (Fol. 186). — 1699, 20 août : Quittance de 15.000 l. délivrée par le trésorier des revenus casuels du roi au Magistrat pour la finance de l'office de conseiller du roi garde scel des actes judiciaires, créé par édit de novembre 1696 (Fol. 157). — 1700,



7 sept. : Renvoi devant le Magistrat de l'affaire J. B. Romon, exempt de la maréchaussée, poursuivi pour excès dans l'exercice de ses fonctions (Fol. 186 v.). — 1703, 1<sup>er</sup> déc. : Arrêt du Parlement de Tournai déboutant le Chapitre cathédral de cette ville dans sa prétention de connaître de la fondation faite par Gilles de Brabant, chanoine de Cambrai (Fol. 167). — 1707, 14 mai : Accord entre les Etats et le Magistrat au sujet de la contribution des habitants de la banlieue (Fol. 151). — 1719, 23 fév. : Quittance de 2.500 l. délivrée au Magistrat par Bertin, trésorier des revenus casuels du roi, pour la finance de l'office de sub-délégué de la ville (Fol. 158 v.). — 1735, 1<sup>er</sup> mars : Obligation faite aux fripiers de tenir registre de vente pour effectuer le paiement des droits de « wieuvarre » (Fol. 163). — 1737, 10 sept. : Lettre du duc de Boufflers à M. d'Angervilliers au sujet des consignes des portes, suivie de la réponse de ce dernier (Fol. 180). — 1739, 30 avril : Exemption du droit d'assis sur les grains au profit des conseillers-secrétaires du roi (Fol. 153 v.). — 1744, 2 avril : Lettres-patentes prononçant la réunion à l'Hôpital général des fondations de Philippe de Sion, doyen de Saint-Pierre (Fol. 17 v.), Isabeau de Bailleul (17 v.), Gaspard Legay, Piat Mouton et Antoine Dassonville (18), Jeanne Gheluy (18 v.), Jean Lengart (19), Gilles de Vendeville (20), Marie-Catherine Delarue, veuve du s<sup>r</sup> de Langre, Marguerite Legrain, veuve de François Dubosquel (20 v°), Pierre Delehove et Marguerite Lescove, sa femme, Madeleine Cormontagne dite Turpin, veuve de Mathias Thierry, Jeanne et Barbe Grealme (21), Jeanne Dumont, veuve de Simon Maurois (21 v°), Jean Montagne, Jeanne Delevigne (22), Guilbert Rouzé, s<sup>r</sup> de Berckem (22 v°), Catherine Beagle, veuve de Antoine Fréron (23 v°), Anne Vandenberghe, Pasquier Becquart et Agnès Leroy, sa femme (24 v°), Hélène Dehaze, veuve de Jacques Scrève, Martin-Antoine Porion, chanoine de Saint-Piat de Seclin (25), Pierre Grandel, prêtre, Anne Carré, Adrienne et Marie Desnoriches (25 v°), Vincent Tournemine, prêtre, Antoine de Douay, chanoine de Saint-Pierre de Lille, Marie de Landas (26), Guillaume d'Isembecq, Marguerite Charles (26 v°), Luc Roussel, curé de Saint-Etienne, Catherine Berthe, veuve de Denis Herreng (27), Jeanne Ghemaert, veuve de Jean Montagne,

Jeanne Béghin, Marie Lucas (27 v°), Wallerand Faucon et Jacqueline Toulouze, sa femme (28), Louis Warquin, Elisabeth Dujardin (28 v°), François Rogman, Elisabeth Desbuissons (29), Michel Dubosquel, prêtre, Marie de Mailly, veuve de Erasme Vambecq, Gérard et Isabeau de Poillon (29 v°), Anne Delebarre, veuve de Cornil Criman (30 v°), Marie-Jeanne Vandestienne, Marie de Blye (31), Claire Cuvillon (31 v°), Philippotte Deswatines, Gaspard Lemaitre, prêtre (32), s<sup>r</sup> Ledoux, curé d'Hem, Jean-Eloi Deleruyelle (32 v°), Marie-Madeleine Mahieu (33), Antoinette-Catherine de Vauchelle, Jean-Baptiste Desmarescaux, Nicolas-Florent Deleplanque, prêtre (33 v°), Anne-Jeanne Martin, Agnès-Thérèse Motet, veuve de Antoine-Joseph Courtectuisse (34). — 1745, 19 août : Exemption des droits d'assis et de mesurage des grains pour l'abbé de Loos (Fol. 182 v.). — 1746, 7 fév. : Exemption des droits sur les bois et charbons au profit des officiers du Bureau des finances (Fol. 1.). — 1746, 9 août : Arrêt déboutant N. Fournier, C.F. Mollé et N. Berthelot, fermiers des droits sur les bières et eaux-de-vie, de leur demande d'indemnité (Fol. 34). — 1747, 17 janv. : Rejet de la demande faite par J.B. Copy, premier huissier de la Gouvernance, sollicitant exemption de droits (Fol. 37). — 1747, 9 fév. : Rejet de la demande de Marthe, Suisse, sollicitant l'exemption de la capitation et de tous impôts (Fol. 38). — 1747, 18 avril : Rejet de la demande d'exemption de droits sur les boissons formée par Macquart de Terlines, garde du Tabellion de la Ville et Châtellenie de Lille (Fol. 38 v.). — 1747, 8 juil. : Fixation à 120.000 l. le prix de la finance à payer pour le rachat par la Ville des offices d'inspecteurs et contrôleurs des marchands créés par édit de février 1745 (Fol. 39). — 1747, 13 juil. : Commission de gouverneur de Lille pour le duc de Boufflers (Fol. 45 v.). — 1747, 17 oct. : Accord entre J. J. Duriez et le Magistrat au sujet de dégâts causés par la construction des écuries de l'Hôtel du Gouvernement (Fol. 40). — 1747, 3 nov. : Refus aux Carmes déchaussés de l'exemption de l'abonnement du dixième denier (Fol. 41). — 1747, 5 déc. : Accord entre le Magistrat et N. D. Nicole, notaire, au sujet d'une indemnité pour l'adjudication de la ferme sur les vins et le combustible (Fol. 43 v.). — 1748, 20 fév. : Accord entre le Magistrat et J. B. Billoué, boulan-



ger de la Citadelle (Fol. 50). — 1748, 5 mars : Remboursement par le trésorier du casuel du roi à Pierre Delaruelle de 24.000 l. payées pour sept offices de jurés priseurs de meubles créés par édit d'octobre 1696 (Fol. 52 v.). — 1748, 23 mars : Arrêt du Parlement de Douai portant que le consentement des ecclésiastiques et nobles aux subsides, n'est nécessaire que pour les aides accordées au souverain par les Etats, mais non aux impôts levés par le Magistrat pour subvenir aux charges municipales (Fol. 57 à 111 v.). — 1748, 10 août : Dénombrement des terrains et moulins de Don fourni par le Magistrat (Fol. 53 v.). — 1748, 23 nov. : Lettre de M. de Machault à M. de Séchelles portant obligation pour les trésoriers de France et les secrétaires royaux de payer les vingtièmes de l'aide extraordinaire (Fol. 183 et 183 v.). — 1748, 27 nov. : Exemption des officiers permanents du Magistrat du droit sur la vente des maisons (Fol. 154 v.). — 1748, 30 déc. : Quittance de 132.000 l. délivrée par le trésorier des revenus casuels au Magistrat pour le rachat des offices d'inspecteurs et contrôleurs des communautés de marchands (Fol. 55). — 1749, 21 fév. : Location consentie au Magistrat par Louis de Faulconnier, s<sup>r</sup> de Wambrechies, de sa maison rue Royale pour loger le marquis de Brezé, commandant de la province (Fol. 56). — 1749, 6 août : Lettre du comte d'Argenson à M. de Séchelles concernant le curage de la Haute-Deûle, de Douai à Lille, et la construction d'un nouveau canal sur l'Esplanade pour recevoir la Haute et la Basse-Deûle (Fol. 140 v.). — 1750, 19 fév. : Obligation pour les officiers du Bureau des finances de payer l'aide extraordinaire (Fol. 111 v.). — 1750, 3 nov. : Prorogation pendant douze ans de divers droits perçus par le Magistrat (Fol. 112, 114, 116 ; cf. AA 242 fol. 127 v. à 132). — 1752, 21 mars : Défense faite par le Conseil d'Etat au baron de Courrières de percevoir péage sur la Deûle dans l'étendue de sa seigneurie (Fol. 117 v.). — 1752, 12 mai : Exemption au profit des Hôpitaux de l'impôt du vingtième denier (Fol. 187 v.). — 1753, 9 fév. : Lettre de M. de Machault contrôleur général des Finances, au procureur général du Parlement de Flandre, sur les privilèges de juridiction des habitants de la Flandre (Fol. 146 v., 147 v.). — 1753, 23 fév. : Arrêt du Conseil d'Etat autorisant le Magistrat à aliéner des rentes pour un capital de

440.406 l. destiné au curage de la Haute-Deûle, à la construction du manège et à la réparation de l'Hôtel du Gouvernement (Fol. 149). — 1753, 31 mars : Accord homologué le 17 avril par le Conseil d'Etat concernant le conflit entre les Etats et le Magistrat sur l'agrandissement de la banlieue (Fol. 128 v.). — 1753, 6 avril : Suppression de la courette Sainte-Anne, rue de Tenremonde (Fol. 124 v.). — 1754, 8 fév. : Ampliation du traité des cantines approuvé le 23 juin 1713 (Fol. 148). — 1754, 25 nov. : Accord entre l'abbaye de Saint-Vaast, représentée par Bernard Beccue, prévôt de Berclau, et le Magistrat, au sujet d'une partie du bois de Berclau pour l'élargissement de la digue du canal de La Bassée (Fol. 122). — 1755, 25 mars : Déclaration des Baillis de la Châtellenie portant exemption de droits sur les boissons consommées par les membres du Magistrat dans leurs maisons de campagne (Fol. 124). — 1755, 29 mars : Lettre de M. de Séchelles à M. de Beaumont au sujet des droits d'amortissement (Fol. 162). — 1755, 13 mai : Arrêt du Conseil d'Etat autorisant la levée en rentes d'un capital de 281.000 fl. (Fol. 133 v.). — 1755, 21 août : Sentence du Magistrat ordonnant à Denis-Philippe Godefroy, s<sup>r</sup> du Sart, et à François-Joseph Legay, s<sup>r</sup> du Châtel, de se faire confirmer par l'Echevinage dans la tutelle du fils de J. I. Verghelle, s<sup>r</sup> de Durmont, et de prêter le serment requis (Fol. 134 v.). — 1755, 17 oct. : Requête du Magistrat à l'évêque de Tournai pour la bénédiction d'une chapelle à l'usage des prisonniers au Petit-Hôtel et désignation de J. B. Lecat, curé de Saint-Sauveur, pour la bénir (Fol. 140). — 1756, 7 août : Arrêt du Parlement de Douai défendant au Magistrat de Roubaix à tenir un marché hebdomadaire de lin filé ou non filé, et les autorisant à produire leurs titres au sujet de leur revendication (Fol. 159 v.). — 1756, 12 oct. : Arrêt du Parlement de Douai sur la participation des co-héritiers et des co-propriétaires aux charges de la vente d'immeubles (Fol. 145 v.).

AA 235 (Registre). — 202 feuillets, papier.  
Copie XVIII<sup>e</sup> siècle.

**1715-1766.** — REGISTRE AUX TITRES 10. — 1715, 10 janv. : Arrêt du Parlement de Douai mettant à la charge de la Table des pauvres de la commune



où le condamné avait son domicile les frais de nourriture d'un condamné à la détention perpétuelle, et enjoignant au Magistrat de Lannoy de retirer des prisons de Lille Augustin Wacquez pour l'incarcérer à Lannoy (Fol. 195 v.). — 1745, 26 oct. : Arrêt du Parlement de Douai autorisant la Bourse des pauvres à réclamer aux héritiers les frais de pension des personnes décédées dans les établissements à sa charge (Fol. 196, 197). — 1753, 19 mai : Accord entre les Magistrats de Lille et de Bruges au sujet du droit d'escat (Fol. 65 v.). — 1754, 24 mai : Ordonnance de l'Intendant sur requête du Chapitre Saint-Pierre concernant le 20<sup>e</sup> denier des maisons canoniales (Fol. 198). — 1754, 29 nov. : Attribution à l'Echevinage de la connaissance des délits commis par les notaires dans l'exercice de leur charge (Fol. 67 v.). — 1757, 15 fév. : Arrêt du Conseil d'Etat attribuant aux seuls officiers des Hôtels des Monnaies le droit d'apposer les scellés en cas de faillite ou de décès de l'un des membres de ce corps (Fol. 2). — 1757, 2 mai : Rejet de la demande d'indemnité faite par J. I. Lefebvre et ses associés, adjudicataires de la ferme des vins (Fol. 6 v.). — 1757, 7 mai : Redevance due à l'Hôpital Comtesse en échange d'un terrain pris par la Ville pour l'agrandissement d'un quai près une porte d'eau (Fol. 44). — 1757, 11 mai : Maintien des droits de police du Magistrat sur la communauté des orfèvres (Fol. 33 v.). — 1757, 27 juin : Devis pour le rétablissement du carillon de l'église Saint-Etienne, suivi de l'adjudication au profit de Jean-Baptiste-Désiré Demaude, maître serrurier et horloger (Fol. 38 v.). — 1757, 6 août : Décret du comte de Cobentzl, ministre des Pays-Bas, au sujet du cours de la Lys à Menin et à Harlebeke et de la réparation des écluses de Deûlémont (Fol. 41 ; cf. fol. 178). — 1758, fév. : Autorisation royale pour l'achat d'une maison près de la porte des Malades pour l'agrandissement des casernes (Fol. 46 v.). — 1758, 21 mars : Adhèrement devant le Chapitre Saint-Pierre de l'achat fait le 26 juillet précédent par le Magistrat d'une maison rue des Malades appartenant à A. M. Vandercruissen, s<sup>r</sup> de La Motte (Fol. 187). — 1758, 21 mars : Arrêt de la Cour des Monnaies de Paris recevant l'appel formé par le procureur général du roi au sujet des réceptions d'orfèvres qui ont été faites à Lille en violation de l'arrêt du

7 déc. 1755 et enjoignant la fermeture de leurs boutiques (Fol. 48 v. ; cf. fol. 51 et 53). — 1758, 12 mai : Arrêt du Parlement de Douai défendant aux juridictions consulaires de connaître des faillites, sauf dans les cas prévus par l'art. 1<sup>er</sup> du titre 2 de l'édit de mars 1673 et par la déclaration du 13 sept. 1739 (Fol. 56). — 1758, 13 mai : Requête du Magistrat demandant le renvoi devant l'Echevinage de la cause pendante devant la juridiction consulaire entre Louis Godin, charpentier à Esquermes, et P. J. Jacquemon (Fol. 58). — 1758, 18 juil. : Exemption des droits d'assis au profit du contrôleur général des finances, domaines et bois des provinces de Flandre, Artois et Hainaut (Fol. 61 v.). — 1758, 31 juil. : Refus par le Parlement, confirmant la résolution du Magistrat, de la demande des officiers de la Gouvernance et du Bailliage sollicitant l'exemption de divers droits de consommation (Fol. 64 v.). — 1758, août : Edit portant obligation pour toutes les villes du royaume de contribuer pendant six ans à un don gratuit extraordinaire (Fol. 124 v. et 139 v.). — 1759, 25 janv. : Droit reconnu au Magistrat pour l'apposition de scellés sur les maisons mortuaires des officiers de la garnison (Fol. 68). — 1759, 28 mars : Défense au Magistrat de Lens de percevoir un péage sur les charbons transportés par la Deûle (Fol. 68 v.). — 1759, 17-18 mai : Procès-verbal de la pose des bornes autour de la Ville faite par le Magistrat et le Bailliage (Fol. 71). — 1759, 25 mai : Interdiction à M. de Ramsaut, commandant du fort Saint-Sauveur, d'établir un boucher audit lieu (Fol. 197 v.). — 1759, 22 juin : Ordonnance de l'Intendant sur requête des raffineurs de sucre accordant une indemnité de 800 fl. sur leur abonnement des droits sur les sucres (Fol. 73). — 1759, 24 juin : Arrêt du Conseil d'Etat abaissant de 80.000 l. à 60.000 l. la finance supplémentaire imposée à la Ville pour le rachat des offices d'inspecteurs et contrôleurs des communautés d'arts et métiers créés par édit de février 1745 (Fol. 76 v. ; cf. fol. 88 v.). — 1759, 3 juil. : Arrêt au profit de l'Hôpital général contre les demoiselles Imbert, le Magistrat, le corps de la Noblesse des Etats de Lille et le Chapitre Saint-Pierre au sujet des droits seigneuriaux de la seigneurie des Grimaretz (Fol. 75). — 1760, 22 janv. : Injonction à N. J. Macq, sergent à masse du Bailliage, de



réparer judiciairement un exploit signifié sans l'assistance du Magistrat à Mars, sergent de la Prévôté (Fol. 79). — 1760, 29 fév. : Lettre du maréchal de Belle-Isle au Magistrat au sujet des scellés de la maison mortuaire de M. de Puget, lieutenant du roi à Lille (Fol. 78 v.). — 1760, 22 mai : Conventions entre le Bureau des finances et le Magistrat au sujet des conférences intéressant le contentieux de ces deux corps (Fol. 83). — 1760, 10 juin : Arrêt du Conseil d'Etat autorisant le Magistrat de Lens à percevoir certains droits sur les marchandises transportées par la Deûle à Pont-à-Vendin ou au Sas de Courrières (Fol. 84). — 1760, 14 oct. : Etablissement d'un droit unique sur les cuirs (Fol. 89 v.). — 1760, 21 déc. : Ordonnance de l'Intendant accordant main-levée des moletons saisis chez les fabricants de Roubaix et de Tourcoing et portant défense de fabriquer à l'avenir des étoffes non prévues dans le règlement du 13 mars 1609 et dans l'arrêt du Conseil du 7 oct. 1732 (Fol. 98 v.). — 1761, 6 avril : Indemnité à la Charité générale pour l'utilisation par la Ville de terrains dépendant de la Maison de Santé destinés à l'établissement d'un magasin de grès (Fol. 109). — 1761, 8 mai : Arrêt du Conseil d'Etat acceptant à titre d'abonnement une somme de 200.000 l. offerte par le Magistrat pour le don gratuit et l'autorisant à se procurer cette somme par aliénation de rentes (Fol. 146, cf. fol. 164 v. et 189 v.). — 1761, 9 juin-2 juillet : Quittances de sommes s'élevant au total à 100.000 l. délivrées au service du roi pour le don gratuit (Fol. 110 v.). — 1761, 8 sept. : Maintien du droit de police du Magistrat sur la communauté des orfèvres (Fol. 112). — 1761, 15 oct. : Quittance délivrée au Magistrat par Joseph Micault d'Harvelay, garde du trésor, pour 57.434 l., part de la Ville dans la somme de 84.000 l. que les Etats de Lille doivent payer pour être libérés de l'exécution de l'édit de février 1760 portant double et triple capitation (Fol. 124). — 1761, 23 oct. : Condamnation de J. B. Fremat et de Petitpas de Warin au sujet du droit sur la vente des maisons (Fol. 202). — 1761, 28 nov. : Etablissement des droits pour subvenir au paiement du don gratuit par les villes de Flandre (Fol. 148). — 1761, 11 déc. : Sentence au profit de Germain Dillies et de M. C. Delattre, sa femme, se réclamant du privilège de non confiscation contre Louis-

François-Joseph Richebé, receveur des amendes au Bureau des finances (Fol. 122). — 1762, 29 janv. : Renvoi devant le Magistrat de la cause Pierre-Etienne Duhem, médecin, contre André Loyse, prêtre, exécuteur testamentaire de Marie-Françoise Coex (Fol. 122 v.). — 1762, 17 mars : Arrêt du Parlement déboutant Pierre-Ignace Camerlinck, substitut de la maîtrise de Nieppe, dans son instance contre le Magistrat (Fol. 159). — 1762, 22 mars : Compétence du Magistrat en cas de rébellion contre les jugements rendus contre les bourgeois forains dans la Châtellenie (Fol. 123). — 1762, 30 juin : Lettre du duc de Choiseul concernant les arbres des remparts (Fol. 164). — 1762, 14 juillet : Lettre du Magistrat au procureur général du Parlement concernant les paréatis (Fol. 166), avec réponse de M. de Calonne (Fol. 167). — 1762, 23 juil. : Accord avec les marguilliers de Saint-Etienne concernant l'entretien du clocher (Fol. 165). — 1762, 3 août : Arrêt concernant la succession de Marguerite Hochart dont la curatelle est confiée à Laurent Cointrel (Fol. 174 v.). — 1762, 23 nov. : Arrêt du Conseil d'Etat sur le paiement des droits dus par les bois mis en adjudication (Fol. 169). — 1762, 29 nov. : Arrêt déboutant J. B. Deledeusle au sujet de l'exercice de sa ferme du droit de longuet (Fol. 167 v.). — 1762, 14 déc. : Commission donnée par l'évêque de Tournai à J. B. Lecat, curé de Saint-Sauveur, pour la bénédiction de la nouvelle chapelle érigée en l'Hôtel de Ville, qui eut lieu le 30 déc. suivant (Fol. 169). — 1763, 26 mars : Avis donné au Magistrat sur le nouveau bâtiment des Recluses (Fol. 175). — 1763, 7 juil. : Arrêt concernant l'exemption de droits sur les tabacs achetés à la cantine ou au dehors par les officiers du Bureau des finances (Fol. 177). — 1763, 12 juil. : Annulation par le Conseil d'Etat des saisies faites, à la requête des teinturiers de Lille, sur les étoffes manufacturées à Roubaix, ville qui est autorisée à faire tous travaux de teinture et d'apprêt (Fol. 178 v.). — 1763, 6 août : Arrêt au profit des hoirs de Bonaventure Cornil, chanoine de Saint-Pierre, contre le Mont-de-Piété (Fol. 186, 189). — 1763, 26 août : Attribution au prévôt de Lille de la moitié du produit des contraventions aux droits sur l'eau-de-vie (Fol. 184 v.). — 1763, 19 déc. : Exemption des droits sur la vente des maisons au profit de C. F.



Leclercq et J. F. Lelong, officiers des Eaux et Forêts (Fol. 185 v.). — 1766, 19 nov. : Requête du Magistrat d'Estaires pour l'établissement d'un coche d'eau (Fol. 191).

AA 236 (Registre). — 198 feuillets, papier.  
Copie XVIII<sup>e</sup> siècle.

**1622-1769.** — REGISTRE AUX TITRES 11. — 1622, 16 sept. : Sentence du Conseil de Malines confirmant le règlement du 13 mars 1609 et l'arrêt du 24 avril 1614 sur la sayetterie et la bourgeterie (Fol. 44). — 1725, 31 déc. : Quittance délivrée par le garde du Trésor royal au Magistrat de Lille de la somme de 335.000 l. portant jouissance au profit de la Ville d'une rente annuelle de 6.700 livres à valoir sur les huit millions de livres de rente au denier 50 créée par édit du mois d'août 1720 (Fol. 43 ; cf. fol. 55 v.). — 1741, 13 juil. : Publication par le Magistrat de l'accord entre la Bourse commune des pauvres et les cabaretiers à vin concernant le droit de franc traieurs (Fol. 196). — 1747, 17 mars : Arrêt du Parlement de Douai confirmant le droit du Magistrat pour la fixation du prix de la viande, mais lui interdisant la réglementation intérieure du corps des bouchers sans leur consentement (Fol. 194 v.). — 1755, 22 juil. : Autorisation donnée au Magistrat pour l'achat de huit maisons dont l'emplacement est nécessaire aux casernes de Saint-Maurice (Fol. 181 v.). — 1760, oct. : Autorisation donnée aux Bons Fils pour l'achat de terrains à incorporer dans leur maison (Fol. 182 v.). — 1762, 1<sup>er</sup> août : Maintien du baron de Courrières dans son droit de péage sur les marchandises transportées par la Deûle, nonobstant l'arrêt du 21 mars 1752 (Fol. 1). — 1763, 6 mai : Lettre de M. de Calonne à M. Dubus, prévôt de Lille, lui reconnaissant le droit d'entrer dans les maisons de correction sans la présence d'un administrateur (Fol. 195 v.). — 1763, 1<sup>er</sup> juil. : Publication de la déclaration du 24 juillet 1717 y insérée sur la fraude des octrois (Fol. 40). — 1764, 12 janv. : Lettre du contrôleur général à M. de Caumartin sur la teinture en noir (Fol. 38 v.). — 1764, 24 juil. : Sentence de la juridiction consulaire de Troyes au profit d'André Guenin, contre Jean Lebrun-Copie, marchand à Lille (Fol. 31). —

1764, 13 déc. : Lettre du duc de Choiseul à M. de Sarsfield au sujet du manège construit par le Magistrat (Fol. 38). — 1764, 29 déc. : Opposition du Magistrat au sujet de l'office de médecin juré de la Ville (Fol. 39 v.). — 1765, 24 fév. : Ordonnance de l'Intendant sur le traitement de Malus fils, commissaire des guerres adjoint (Fol. 42). — 1765, 23 mai : Compétence du Magistrat à l'exclusion de la Gouvernance au sujet du suicide de J. B. F. Dupreel (Fol. 44 v.). — 1765, 18 juin : Etat des documents adressés à M. de Forceville par le Magistrat en exécution de l'édit de décembre 1764 (Fol. 45). — 1765, 27 juillet : Arrêt du Parlement de Douai supprimant l'établissement des Recluses (Fol. 46). — 1765, 31 juil. : Obligation pour le Magistrat de payer les droits d'amortissement sur l'achat des terrains incorporés aux casernes (Fol. 48 v., 53 v.). — 1765, 29 oct. : Accord entre le Magistrat et les fermiers des bières et eaux-de-vie au sujet des droits attribués à l'Hôpital de la Charité générale (Fol. 46 v.). — 1766, 7 mars : Sentence du Magistrat, sur requête du curé de Sainte-Catherine, portant exemption de vingtièmes sur la maison de la rue de la Clef donnée par Paul Vanmareke au bouillon des pauvres de cette paroisse (Fol. 52). — 1766, 14 juin : Confirmation de la condamnation portée contre N. J. Barrez au sujet de la jauge des tonneaux (Fol. 49 v.). — 1766, 21 juin : Annulation de la procédure instruite par les officiers de la Monnaie contre les employés de la ferme des tabacs au sujet de la visite du cordonnier Lefebvre, inculpé de fraude (Fol. 50, 186 v., 189). — 1766, 27 nov. : Attribution au Prévôt de la moitié des amendes pour contravention aux droits sur les eaux-de-vie (Fol. 58). — 1767, 5 janv. : Arrêt du Parlement de Douai condamnant les marguilliers de Lille pour n'avoir pas fait sonner les cloches le jour de la procession, le 21 août 1763, malgré l'ordre du Magistrat y inséré (Fol. 59 v. à 126). — 1767, 3 juin : Sentence de la Maîtrise du Quesnoy au profit de Pierre Delecourt et Louis Dupont, marchands de bois à Gommegnies, contre Théodore-Joseph Lequien, négociant à Lille (Fol. 178 v.). — 1767, 27 juil. : Arrêt pour l'Hôpital Comtesse contre le Bureau des finances (Fol. 186). — 1768, 12 mars : Renvoi devant la juridiction royale de l'Hôpital de l'Immaculée Conception pour obtenir



libération de dettes (Fol. 177). — 1768, 10 août : Adjudication au profit de N. B. J. Lemaire d'un terrain vis-à-vis de l'Hôpital Comtesse pour une construction moyennant une redevance annuelle de 5 rasières de blé (Fol. 148). — 1768, 24 nov. : Arrêt du Parlement de Douai sur le procès entre le Magistrat et les marguilliers de Saint-Etienne au sujet de la fermeture du chœur de cette église (Fol. 126). — 1769, 7 avril : Arrêt du Parlement de Douai cassant le jugement prononcé contre Alexandre Famechon, marchand à Lille, par le préfet de Barcelonnette, sauf à son adversaire à se pourvoir devant la juridiction compétente (Fol. 145). — 1769, 7 avril : Renvoi devant la juridiction consulaire de Lille de l'instance de Nicolas Le Gentil, demeurant à Versailles, contre Aug. Lesage, négociant à Lille (Fol. 142 v.). — 1769, 22 avril : Arrêt du Parlement de Douai concernant l'exemption partielle du droit de tonlieu du poids réclamé par le fermier du tabac (Fol. 144 v.). — 1769, 10 juin : Rejet de la requête de P. F. Desfrennes, notaire, adjudicataire des droits d'avoir de poids, sollicitant une réduction de loyer (Fol. 147 v.). — 1769, 26 juin : Arrêt du Parlement de Douai rejetant la demande faite par les sayetteurs de Lille pour l'établissement d'un droit sur les étoffes fabriquées à Lannoy et expédiées à Lille pour être apprêtées (Fol. 152). — 1769, 28 juillet : Arrêt du Conseil d'Etat rejetant la prétention du Magistrat voulant occuper la première place dans l'assemblée des Etats (Fol. 179 v.). — 1769, 5 déc. : Ordonnance de l'Intendant condamnant le Magistrat à indemniser la veuve Delezenne dont la maison a été prise pour la rampe du rempart près la porte Notre-Dame (Fol. 176 v.).

AA 237 (Registre). — 197 feuillets, papier.

Copie XVIII<sup>e</sup> siècle.

**1764-1773.** — REGISTRE AUX TITRES 12. — 1764, 19 janv. : Accord entre le Magistrat et les adjudicataires des bois de la forêt de Nieppe en matière de droits attribués aux offices de mouleurs de bois et aux salaires des jaugeurs (Fol. 84). — 1764, 27 janv. : Accord entre les adjudicataires des bois de la forêt de Nieppe et les jaugeurs jurés de bois

de Lille (Fol. 86 v.). — 1765, 2 mai : Sentence du Magistrat portant que le droit de sépulture dans la chapelle d'Estrées en l'église Saint-Etienne appartient aux descendants de Baudouin d'Oignies et que les marguilliers peuvent y exercer les mêmes droits que dans les autres chapelles (Fol. 1). — 1765, 5 déc. : Interprétation de l'édit de décembre 1764 sur le remboursement des rentes au denier vingt concernant la ville de Lille pour le rachat des offices d'inspecteurs et contrôleurs des communautés d'art et métiers créés par l'édit de février 1745 (Fol. 2 v. ; cf. fol. 5 v., 8 v., 11 v.). — 1767, 18 mai : Réunion au domaine royal des offices de priseurs-vendeurs de meubles créés par édits de février 1556 et mars 1576 notamment, séparés des offices d'huissiers et sergents royaux en exécution de l'édit d'octobre 1696 (Fol. 153). — 1767, 24 oct. : Subvention de 25.000 l. accordée au Magistrat sur sa part de l'aide ordinaire de 1767 avec affectation à la reconstruction de la caserne de cavalerie de Saint-André (Fol. 1 v. ; cf. 18 v.). — 1768 27 avril : Ordonnance de l'Intendant répartissant entre les villes et la Châtellenie l'impôt pour la construction du canal de jonction de l'Aa à la Lys (Fol. 15). — 1768, 13 mai : Arrêt au profit d'A. J. Cardon, s<sup>r</sup> de Maretz, au préjudice de Deleforge et Mortreux, sergents, au sujet d'une perquisition faite sans l'assistance de l'Echevinage (Fol. 19 v.). — 1768, 16 mai : Arrêt pour J. P. Dubar, huissier du Parlement, contre J. B. Pennequin, sergent à verge de l'Echevinage, au sujet de la publication de lettres de curatelle (Fol. 17 v.). — 1768, 23 sept. : Arrêt du Conseil d'Etat réglant la préséance aux Etats de Lille entre les quatre seigneurs hauts justiciers et le Magistrat (Fol. 20; cf. fol. 79). — 1768, 1<sup>er</sup> déc. : Sentence de l'Echevinage au profit de J.F. Gallois, marchand de grains au Quesnoy, contre André Catel, fermier de l'assis des grains (Fol. 40). — 1769, 28 janv. : Homologation par le Parlement de Douai des patentes maintenant les seigneurs hauts justiciers de la Châtellenie dans le droit de se faire représenter par des grands baillis (Fol. 22). — 1769, 21 juin : Déclaration du Parlement de Douai, sur requête du Magistrat de Lille, concernant l'exécution sans obéissance ni pareatis des commissions du grand sceau (Fol. 25 v.). — 1769, 5-11 août : Sentence du Bureau des finances



sur la mouvance de la maison bâtie vis-à-vis de l'Hôpital Comtesse et arrentée au profit de N. B. J. Lemesre (Fol. 136). — 1769, 27 oct. : Arrêt du Conseil d'Etat sur la liquidation des dettes de l'Hôpital de la Conception (Fol. 27). — 1769, 31 oct. : Arrêt du Conseil d'Etat soumettant les tailleurs et les fripiers à l'obligation de déclarer les vêtements mis en vente et les astreignant au paiement des droits sur ce commerce (Fol. 52 v.). — 1770, 9 janv. : Annulation de la citation adressée à P. L. Duverdyn et à N. Leriche, sa femme, ajournés devant la juridiction consulaire de Saint-Quentin à la requête de Breton et Bidault, négociants en cette dernière ville (Fol. 37 v.). — 1770, 23 janv. : Arrêt au profit de F. J. Grossemy contre les raffineurs de sel de Lille au sujet de l'établissement d'une raffinerie à Tourcoing (Fol. 58 v.). — 1770, 15 fév. : Arrêt au profit du Magistrat contre Ghislain Leriche, caution de Mullier, fermier du minck, au sujet d'une saisie judiciaire (Fol. 63). — 1770, 2 mars : Autorisation donnée aux Bons Fils pour acquisition d'immeubles (Fol. 66). — 1770, 26 mars : Accord entre le Magistrat et A. J. Cretal, adjudicataire de la ferme des bières, sollicitant une indemnité (Fol. 64). — 1770, 30 mars : Gratification annuelle de 2.200 l. pour les subdélégués de la province de Flandre (Fol. 68). — 1770, 4 avril : Renvoi devant le Magistrat du procès entre N. Boutry, maréchal-ferrant à Lille, et la corporation des serruriers au sujet de la réglementation du style de ces professions (Fol. 67 v.). — 1770, 5 avril : Arrêt déboutant P. F. Desfrennes et P. J. Dufrenoy, adjudicataires de la ferme des droits anciens et nouveaux dits d'enclos et d'avoir de poids de leur demande d'indemnité (Fol. 67). — 1770, 23 avril : Autorisation donnée au Magistrat de lever par aliénation de rente 200.000 l. destinées à la reconstruction des casernes (Fol. 69 v.). — 1770, 11 août : Autorisation donnée à B.F.J. Fruict, greffier des Etats de Lille, et à Imbert des Champagne pour exercer la curatelle des enfants de J. I. F. Ricourt, trésorier honoraire du Bureau des finances (Fol. 70 v.). — 1770, 14 août : Renvoi à la Gouvernance d'un procès en matière de duel (Fol. 74 v. et 75). — 1771, 11 janv. : Arrêt du Conseil d'Etat désignant le sieur Fruict pour exercer seul les fonctions de greffier des Etats de Lille (Fol. 82). — 1771, 12 janv. : Accord entre le Magis-

trat et A. F. Lombart pour le bail de la ferme des vins (Fol. 71 v.). — 1771, 1<sup>er</sup> fév. : Lettres-patentes acceptant une subvention annuelle de 96.950 l. que les villes et bourgs de la Flandre maritime et de la Flandre wallonne s'engagent à payer pendant quatre ans en remplacement du don gratuit extraordinaire (Fol. 155). — 1771, fév. : Edit concernant les offices de jurés-priseurs de meubles (Fol. 158 ; cf. fol. 171 v.). — 1771, 28 mars : Obligation passée par J. A. J. Brame et J. B. L. Vangaver pour remettre au Magistrat la presse à apprêter les étoffes à la façon anglaise appartenant à la Ville et placée dans une maison près la Porte des Malades (Fol. 78). — 1771, 21 mai : Arrêt du Conseil d'Etat autorisant les Etats de Lille à se procurer les pavés nécessaires pour la réparation des chemins, sauf rémunération aux propriétaires des terrains où l'on pourrait se procurer ces matériaux (Fol. 166 v.). — 1771, 5 août : Maintien du baron de Courrières dans la jouissance de son droit de péage (Fol. 112 v.). — 1771, août : Edit supprimant le Parlement de Douai (Fol. 163). — 1771, sept. : Edit créant un Conseil supérieur à Douai, suivi de l'état du personnel et du procès-verbal d'installation du 14 octobre suivant (Fol. 174 v.). — 1771, 17 oct. : Arrêt du Conseil souverain de Tournai confirmant le règlement fait par le Magistrat le 18 mars 1769 au sujet du salaire des cochers de fiacre (Fol. 135 v.). — 1771, 28 oct. : Accord entre le Magistrat, Romain Grandel et J. B. Constant, adjudicataires de la ferme du Pied Fourchu, en demande d'indemnité (Fol. 76 v.). — 1771, 5 nov. : Arrêt suspendant l'exécution prononcée contre N. Lebecque, adjudicataire de la ferme des bières (Fol. 97 ; cf. fol. 105 v.). — 1771, nov. : Edit prorogeant la taxe de deux vingtièmes et créant de nouveaux droits indirects (Fol. 179 v.). — 1772, 15 janv. : Lettre de l'abbé Terray, contrôleur général des finances, concernant les exemptions du personnel de l'Hôpital militaire (Fol. 90). — 1772, 9 fév. : Subvention de 10.000 l. sur l'aide de 1771 et de 10.000 l. sur celle de 1772 pour achat de blé, travaux du canal de l'Aa à la Lys et construction de la caserne de Saint-André (Fol. 96). — 1772, 22 fév. : Lettre des députés des Etats de Lille sur les dépenses du canal de l'Aa à la Lys et documents annexes (Fol. 90 v., 133). — 1772, 29 mars : Subvention annuelle de 10.000 l.



pendant 18 ans pour la construction de casernes de cavalerie (Fol. 108). — 1772, 17 avril : Fixation par le Conseil d'Etat à 594.000 l. pour le montant de l'abonnement des deux vingtièmes frappant la Châtellenie de Lille, Douai et Orchies (Fol. 111 à 187 v.). — 1772, 18 mai : Exemption au profit de M. de Diesbach, officier suisse, de toute contribution aux vingtièmes pour ses biens situés dans la Châtellenie de Lille (Fol. 191). — 1772, 23 mai : Lettre de M. de Monteynard, contrôleur général, au Magistrat au sujet du vin d'honneur à offrir aux membres du Conseil supérieur de Douai (Fol. 109). — 1772, 13 juin : Ordonnance du Magistrat concernant le dépôt des étalons de la livre poids de marc, de la toise de 6 pieds de roi et de l'aune mesure de Paris en exécution de la déclaration royale du 16 mai 1766 (Fol. 109 v.). — 1772, 3 juil. : Fixation par le Conseil d'Etat des sommes dues par Julien Alaterre pour son bail (Fol. 150 ; cf. fol. 185 v.). — 1772, 18 déc. : Exemption de droits d'assis au profit des deux conseillers rapporteurs et des deux secrétaires-greffiers du point d'honneur (Fol. 132). — 1773, 21 mars : Fixation par le Conseil d'Etat à 347.219 l. l'abonnement annuel pesant sur les Etats de la Flandre wallonne et de la Flandre maritime et sur la Chambre de Commerce de Dunkerque (Fol. 147). — 1773, 8 mai : Lettres-patentes autorisant les notaires et autres officiers judiciaires de la Flandre wallonne à faire la prisée des meubles sans commissions particulières (Fol. 189).

AA 238 (Registre). — 199 feuillets papier  
Copie XVIII<sup>e</sup> siècle.

**1739-1777.** — REGISTRE AUX TITRES 13. — 1739, 4 mai : Règlement approuvé par le roi concernant les obligations du Magistrat vis-à-vis des officiers de l'état-major (Fol. 136 v.). — 1761, 1<sup>er</sup> juin : Arrêt concernant les scellés placés dans la maison mortuaire du s<sup>r</sup> de Montjamon, trésorier de l'armée (Fol. 161 v.). — 1767, 30 juil. : Lettre du duc de Choiseul concernant le remboursement du terrain des fortifications (Fol. 165). — 1770, 10 juil. : Arrêt du Conseil d'Etat portant continuation de la levée des droits de francs-fiefs, sauf aux intéressés à établir par titres authentiques la qualité roturière ou cotière de leurs biens (Fol. 108 v.).

— 1771, 11 juil. : Sentence du Bureau des finances autorisant le prévôt à se faire représenter par son lieutenant dans les fonctions de son office, soit au Conclave, soit à la Chambre du conseil, soit à celle des plaids (Fol. 72 v. ; cf. 74 v.). — 1773, 18 oct. : Ordonnance de l'Intendant dispensant l'Hôpital Comtesse du paiement des vingtièmes pour la maison de la rue du Croquet (Fol. 20 v.). — 1773, 13 déc. : Sentence de l'Echevinage au profit du fossoyeur et des marguilliers de Saint-André contre les administrateurs des Bleuets, portant que le choix des personnes chargées de porter la croix aux enterrements est laissé aux marguilliers (Fol. 3). — 1774, 18 janv. : Annulation par le Conseil supérieur de Douai de l'ordonnance du Magistrat, du 4 oct. 1770 y insérée, concernant les coutils de fil (Fol. 2). — 1774, 3 avril : Exemption de vingtièmes en faveur des officiers suisses de Diesbach et de Fabricy (Fol. 4). — 1774, 7 avril : Arrêt condamnant les bouchers de Lille à l'observation des ordonnances du Magistrat faites en avril et le 1<sup>er</sup> mai 1771 (Fol. 7 v.). — 1774, 2 mai : Sentence de l'Echevinage annulant les « plaintes à loi » faites sur le territoire de sa juridiction (Fol. 186). — 1774, 30 mai : Accord avec le Chapitre Saint-Pierre au sujet de la mouvance de la rue Sans-Pavé (Fol. 10 v.). — 1774, mai : Edit portant remise du droit de joyeux avènement et obligation de servir les rentes et dettes d'Etat (Fol. 8). — 1774, 28 juin : Achat par le Magistrat du fief au Petit-Breucq appartenant à J. F. Lefebvre (Fol. 14 v.). — 1774, 11 août : Sentence de l'Echevinage au profit d'Hespel de Coisne, portant que le cabaret de la Coupe d'Argent, rue de la Barre, est tenu de la Pairie de la Halloterie (Fol. 63 v.). — 1774, 20 sept. : Commission donnée au curé de Saint-Maurice pour la bénédiction de la chapelle de l'Hôtel de l'Intendance le 24 oct. suivant (Fol. 23). — 1774, 1<sup>er</sup> oct. : Arrêt du Conseil d'Etat concernant le curage des canaux de Lens et de l'Artois, et l'entretien des sources de Carency et de Souchez (Fol. 142). — 1774, 2 oct. : Arrêt du Conseil d'Etat autorisant le Magistrat à juger souverainement des contraventions ne dépassant pas une amende de cent florins (Fol. 25 c. ; cf. AA 242, fol. 183). — 1774, 28 oct. : Commission de gouverneur de Lille pour le vicomte de Sarsfieldt (Fol. 22). — 1774, nov. :



Edit rétablissant le parlement de Douai (Fol. 30). — 1774, 10 déc. : Exemption de capitation et autres impôts en faveur de J. J. Saillard, Suisse, ne faisant ni commerce ni métier (Fol. 159 v.). — 1774, 17 déc. : Déclaration royale concernant les monastères de Flandre et d'Artois (Fol. 35 v.). — 1774, déc. : Edit rétablissant en charge les officiers du Parlement et substituant Lefebvre et Canquelin aux sieurs de Rasières et de Riaccourt, comme substitués du procureur général (Fol. 33 v.). — 1775, 10 janv. : Arrêt du Conseil d'Etat exemptant du droit de transit les soies passant à Lyon à destination de la Flandre à l'occasion du procès de Cuvelier-Brame, négociant à Lille (Fol. 64). — 1775, 14 janv. : Arrêt du Parlement de Douai autorisant Fournier le jeune, directeur du bureau royal de correspondance de Lille, à débiter de l'eau de salubrité pour les maladies vénériennes (Fol. 25). — 1775, 17 janv. : Arrêt du Parlement de Douai portant que Louis Dejaeghere et autres administrateurs de la chapelle de Sainte-Croix, en l'église Saint-Maurice, ayant rempli leurs fonctions avant l'ordonnance du Magistrat du 16 mars 1774, ne seront pas tenus d'accepter la charge de marguilliers ou de « pauvriseurs » (Fol. 24). — 1775, 19 mars : Imposition pour les travaux de redressement et d'entretien de la Lys, d'Aire à Merville, représentant 36.523 l. pour la part de la ville, payables en cinq ans (Fol. 148). — 1775, 26 avril : Reconstruction d'un mur de l'Abbiette (Fol. 46 v., 48, 50). — 1775, 31 mai : Arrêt au profit de l'Abbiette au sujet de la maison du s<sup>r</sup> de Croix, place Saint-Martin (Fol. 47). — 1775, 3 nov. Déclaration du Magistrat de Mons sur le droit d'escat (Fol. 50 v.). — 1775, 11 déc. : Fixation du droit de marc d'or pour les concessions d'octroi (Fol. 51). — 1775, 15 déc. : Lettre du prince de Soubise aux Etats de Lille concernant le remplacement de feu de Serville, chef de l'Académie et inspecteur des haras (Fol. 51 v.). — 1775, 29 déc. : Litige de l'Abbiette avec A. F. Béghin, boulanger (Fol. 63). — 1776, 20 janv. : Sentence du Bureau des finances maintenant la juridiction de la Halle de Phalempin sur le fief de la Motte-Madame (Fol. 52 et 93 v.). — 1776, 15 mars : Exemption du droit sur les bois en faveur des employés supérieurs des fermes royales (Fol. 68 v.). — 1776, 15 mars : Mise en liberté de P. J.

Filaine, négociant à Paris, incarcéré à Lille sur requête de son créancier, Bigo-Delescaille (Fol. 90). — 1776, 3 avril : Indemnité accordée par l'Intendant au fermier des droits perçus sur les marchandises transportées par les canaux de la Deûle, en raison de la suppression du droit sur les grains (Fol. 70). — 1776, 22 juin : Adjudication des travaux de la Gouvernance au profit du s<sup>r</sup> L. J. Hubert (Fol. 83 v.). — 1776, 27 juin : Annulation de la citation ajournant Augustin Lesage, négociant à Lille, devant la juridiction consulaire de Paris (Fol. 76). — 1776, 1<sup>er</sup> juil. : Renvoi devant le Magistrat du procès entre Thomas Nuggue et François Delafolie, négociant à Rouen (Fol. 80 v.). — 1776, 14 août : Arrêt du Parlement de Douai réformant la sentence de l'Hôtel des Monnaies et maintenant le Magistrat dans sa compétence en matière d'élection des jurés-gardes orfèvres (Fol. 85 ; cf. fol. 113, 116 v., 123, 125 v.). — 1776, 10 oct. : Obligation pour les villes, à l'exclusion des administrateurs du plat pays, de pourvoir au logement des chefs de division (Fol. 107 v.). — 1776, 30 nov. : Lettre de l'Intendant au Magistrat concernant le logement, le mobilier et les gratifications des commissaires des guerres (Fol. 102 v., cf. fol. 135 v., 136). — 1776, 3 déc. : Arrêt du Conseil d'Etat concédant à perpétuité avec faculté d'aliénation aux grands baillis des quatre hauts justiciers de la Châtellenie le droit de plantis appartenant au roi sur les chemins royaux, à condition de ne planter que des arbres « montants » (Fol. 139). — 1776, 23 déc. : Ordonnance de l'Intendant portant que les vingtièmes imposés pour l'abonnement du contrôle ne font point partie des exemptions accordées aux Suisses (Fol. 103). — 1776, 30 déc. : Obligation pour les militaires suisses de payer les vingtièmes pour leurs immeubles (Fol. 103 v.). — 1777, 4 janv. : Exemption pour les provinces de Flandre, Hainaut et Artois des obligations prescrites par l'édit de février 1771 sur les droits casuels des offices (Fol. 131). — 1777, 4 janvier : Arrêt au préjudice des bouchers sur le prix de la viande (Fol. 105 v.). — 1777, 7 janv. : Arrêt pour l'Abbiette contre P. F. Deffrennes, fermier des droits sur le combustible, en matière d'exemption de ces droits (Fol. 106). — 1777, 11 janv. : Arrêt du Parlement au profit du Magistrat contre les marguilliers de



Saint-Etienne, Saint-Sauveur, Sainte-Catherine et Saint-André sur l'exécution de l'ordonnance du 14 déc. 1776 concernant la translation des cimetières (Fol. 104 v.). — 1777, 11 janv. : Prorogation des vingtièmes dus par l'Hôpital Comtesse (Fol. 185 ; cf. AA 239, fol. 38 v.). — 1777, 3 fév. : Sentence de l'Echevinage autorisant la Bourse des pauvres à retenir les frais de pension mais non les biens des orphelins à sa charge (Fol. 129). — 1777, 3 mars : Annulation de la plainte à loi faite par L. J. Dubar, huissier, sur requête d'Ignace Moutiez, marchand à Sainghin-en-Mélantois (Fol. 129 v.). — 1777, 27 mars : Renvoi devant la juridiction ordinaire de la cause Lefebvre-Delattre de La Frenoye au sujet de la suppression du bac du Crocq sur la Lys (Fol. 137 v.). — 1777, 31 mars : Subvention de 10.000 l. notifiée au Magistrat par le prince de Montbarey pour les réparations de l'aqueduc (Fol. 147 v.). — 1777, 3 mai : Arrêt du Conseil d'Etat concernant l'administration des Monts-de-Piété de Lille et autres villes de la région (Fol. 152). — 1777, 11 juin : Lettre de M. de Saint-Germain, ministre de la guerre, au Magistrat, concernant le cimetière situé hors de la porte Saint-Maurice (Fol. 151 v.). — 1777, 28 juin : Arrêt du Parlement de Douai confirmant la sentence échevinale portée contre F. Lebrun, marchand d'eau-de-vie, et prescrivant l'exécution du règlement de police du 10 février 1768 relatif au commerce de l'alcool (Fol. 156 v.). — 1777, 30 juin : Lettre de M. de Saint-Germain au prince de Robecq, concernant la préséance accordée au Magistrat dans les cérémonies religieuses et stipulant que seul le commandant a le droit de le précéder ou de prendre sa droite (Fol. 160 v.). — 1777, 30 juin : Arrêt du Parlement de Douai sur la perception du droit d'assis sur les grains et farines (Fol. 157). — 1777, 7 juil. : Arrêt du Parlement enjoignant à Bernard, Beaucourt, Bapaume et Grignon de fermer leurs boutiques, malgré leurs brevets, tant qu'ils n'auront pas été reçus maîtres orfèvres (Fol. 157 v. ; cf. fol. 166 et 171 v.). — 1777, 11 déc. : Obligation pour les militaires suisses de payer certaines impositions des dernières années (Fol. 165 v.).

AA 239 (Registre). — 195 feuillets papier.

Copie XVIII<sup>e</sup> siècle.

**1775-1781.** — REGISTRE AUX TITRES 14. — 1775, 10 mars : Sentence du Bureau des finances au profit de Louis Duverdin, fermier du tonlieu, travers et vinage, contre J. B. Deleruyelle, maître des barques de Lille à Douai (Fol. 19 et 20). — 1775, 21 nov. : Fixation de la circonscription de la « mannée » de Lille appartenant à l'Hôpital Comtesse (Fol. 101). — 1776, 30 avril : Arrêt du Conseil d'Etat sur le litige entre les égards-jurés des fabricants de Roubaix et les négociants de Lille (Fol. 1). — 1776, 2 août : Sentence du Bureau des finances concernant le dixième denier dû pour la vente d'une maison, rue des Prêtres, relevant du fief de la Haute-Anglée et contesté par Liévin-Joseph Danel, héritier de Ch.-Philippe Daussi (Fol. 12 v. ; cf. fol. 15). — 1776, 29 oct. : Extrait d'un rôle attribuant au Magistrat la propriété de 150 l. de gages remboursables moyennant un capital au taux du denier vingt (Fol. 17). — 1777, 8 mai : Projet d'exemption du droit sur la vente des meubles au profit de M. de Ramsault et autres officiers (Fol. 186 v.). — 1777, 13 déc. : Arrêt du Parlement confirmant une sentence du Bureau des finances du 5 mai 1775 y insérée, portant que les maisons voisines de la Bourse ne sont assujetties à aucune redevance domaniale (Fol. 7 v.). — 1778, 7 mars : Arrêt du Parlement de Douai déboutant Ch.-Alex. Lefebvre-Delattre de La Frenoye, chanoine de Saint-Pierre, dans sa requête concernant la sépulture de sa famille dans la chapelle des Récollets (Fol. 17 v.). — 1778, 10 mars : Lettre du ministre de la guerre au Magistrat portant que les visites des locaux et appartements militaires ne peuvent se faire sans l'assistance d'un officier de la place (Fol. 187 v.). — 1778, 14 mars : Attribution à la Gouvernance de la connaissance de la maison mortuaire du chanoine Deronquier (Fol. 18 v.). — 1778, 14 mars : Arrêt du Parlement de Douai sur les attributions judiciaires de la Gouvernance et du Bailliage de la Salle de Lille (Fol. 53 v.). — 1778, 23 mars : Résolution du Magistrat, sur requête de Philippe-Joseph-Alphonse-Marie Massiet, donnant commission à Beaussier, échevin, pour enquérir sur l'usurpation de noblesse dudit Massiet, en suite



de l'arrêt du Parlement du 28 fév. 1778 y inséré (Fol. 21 v.). — 1778, 30 mars : Sentence du Magistrat déboutant Marie-Madeleine Delebecque, veuve séparée de biens de Charles-Henri Cousin, dans sa demande du droit de veuve (Fol. 33). — 1778, 1<sup>er</sup> avril : Exemption du droit sur le combustible accordée à l'Abbatte (Fol. 117). — 1778, 4 juin : Lettre de l'Intendant au Magistrat portant que la capitation des officiers du Bureau des finances sera retenue sur leurs gages et ne sera plus comprise sur les rôles des villes (Fol. 188 v.). — 1778, 24 juil. : Arrêt et lettres-patentes fixant les prérogatives du prévôt de Lille et de son lieutenant (Fol. 40 ; cf. AA 240, fol. 111 et 118). — 1778, 9 sept. : Droit de plantis accordé aux grands baillis des quatre Hauts justiciers (Fol. 61). — 1779, 24 fév. : Arrêt du Parlement de Douai confirmant les ordonnances du Magistrat sur le mode de nomination des employés du minck (Fol. 53). — 1779, 29 avril : Acte notarié constituant au profit de la Ville une rente de 42 fl. représentant un capital de 900 fl. pour cession de maisons incorporées dans les casernes (Fol. 68). — 1779, 22 mai : Arrêt du Parlement de Douai enjoignant au Magistrat de Lille de recevoir à bourgeoisie par procuration J. F. Petit, marchand à Roubaix (Fol. 67 ; cf. 70 v.). — 1779, 23 juil. : Arrêt du Parlement autorisant l'emploi de tonneaux portant indistinctement la marque de la Ville ou celle du Bailliage dans le commerce des huiles (Fol. 78 v. ; cf. fol. 137 v.). — 1779, 20 nov. : Arrêt du Conseil d'Etat fixant au quart les frais incombant au roi pour le redressement de la Lys, le reste incombant aux provinces de Flandre, Artois et Hainaut (Fol. 140). — 1780, 31 janv. : Arrêt du Parlement attribuant au Magistrat à l'exclusion de la Gouvernance la police du nouveau cimetière placé près l'église de La Madeleine-lez-Lille (Fol. 80). — 1780, 19 fév. : Vente au Magistrat par Zouche de la Lande d'une rente constituée sur deux maisons de la cour du Grand Flamend, incorporées dans l'ancien Hôpital Saint-Louis (Fol. 85 v.). — 1780, 22 fév. : Sentence de l'Echevinage défendant aux notaires l'insertion dans les testaments de clauses portant vente des biens de mineurs, à l'occasion de l'instance de Louis Lucas contre ses tuteurs Petit et Dormael (Fol. 88). — 1780, 13 mars : Sentence au profit de Louis Hachin contre N. Baron

au sujet de la curatelle J. B. Platel (Fol. 93 v.). — 1780, 1<sup>er</sup> avril : Résolution du Magistrat concernant le fonctionnement de l'Hôpital de la Conception et celui de l'école qui s'y trouve (Fol. 94 v.). — 1780, 2 mai : Attribution à la Halle de Phalempin de la juridiction sur la cour Gilson (Fol. 147 v.). — 1780, 8 mai : Annulation de la citation ajournant Edouard Cousin, négociant à Lille, devant le Parlement de Paris, à la requête de Porreau et Mackensie, négociants à Dunkerque (Fol. 146). — 1780, 30 mai : Arrêt du Conseil d'Etat cassant divers arrêts du Parlement de Douai et confirmant la sentence échevinale qui astreignait les religieuses de l'Abbatte au paiement des droits sur le combustible (Fol. 130). — 1780, 2 sept. : Obligation pour les frères de Hollande de reconstruire le cabaret du Canon d'Argent, au coin du Vieux Marché aux Chevaux et de la place N.-D. (Fol. 113 v.). — 1780, 3 oct. : Renvoi devant la juridiction compétente de la requête de N. Delporte, ancien fermier des tabacs (Fol. 139). — 1781, 26 janv. : Arrêt du Conseil d'Etat cassant les sentences de l'Hôtel des Monnaies et renvoyant en 1<sup>re</sup> instance devant le Magistrat et en appel devant le Parlement de Douai les conflits pour prestation de serment des jurés-gardes des orfèvres de Lille élus en 1776 (Fol. 152 v. ; cf. AA 240, fol. 126). — 1781, 5 fév. : Sentence échevinale déboutant les perruquiers en leur requête concernant les statuts de ce corps (Fol. 156). — 1781, 17 fév. : Refus d'augmentation de salaire de P. J. Foyez, exécuteur des sentences criminelles (Fol. 185 v.). — 1781, 25 fév. : Arrêt du Conseil d'Etat fixant les vingtièmes de la Châtellenie et portant exemption notamment pour les biens des princes du sang et pour ceux de l'Ordre de Malte (Fol. 157). — 1781, 15 mars : Sentence échevinale au profit des francs poissonniers contre les graissiers pour la vente du poisson (Fol. 158 v.). — 1781, 9 avril : Exemption des droits de péage sur la Deûle au profit des officiers du Parlement (Fol. 156 v.). — 1781, 9 avril : Arrêt du Parlement enjoignant à la Gouvernance de nommer un expert chargé de procéder avec Romain-Joseph Leplus, choisi par le Magistrat, à la vérification du plan de la citadelle (Fol. 160 v.). — 1781, 11 avril : Arrêt du Parlement en faveur de la Gouvernance contre le Magistrat en matière de



juridiction (Fol. 161 v.). — 1781, 27 avril : Arrêt du Parlement contre Louis Dancoisne, dit Lecocq, négociant à Lille, au profit du Magistrat (Fol. 184). — 1781, 6 mai : Lettres-patentes interprétant la déclaration du 25 avril 1778 sur les élections des syndics et jurés des communautés d'orfèvres, joailliers, lapidaires et horlogers (Fol. 163 v.). — 1781, 6 mai : Ordonnance de l'Intendant enjoignant aux notaires et hommes de loi qualifiés pour recevoir des actes, de déposer ces documents au greffe du tabellion chaque mois avec défense de les remettre directement aux parties (Fol. 166). — 1781, 3 juin : Lettres-patentes prescrivant le transfert de l'Hôpital militaire dans le collège des Jésuites et vice-versa (Fol. 171). — 1781, 1<sup>er</sup> août : Approbation de l'offre faite par le Magistrat de payer chaque année 3.000 l. pour être déchargé de la charge du mobilier de l'Hôpital militaire (Fol. 174). — 1781, 28 août : Assujettissement du café appelé Redoute, sur l'Esplanade, au paiement des vingtièmes (Fol. 142 v.). — 1781, 15 nov. : Arrêt du Conseil d'Etat accordant aux Etats de la Flandre l'abonnement au contrôle des actes à condition de payer pour 1781 la somme de 171.700 l. au principal et 68.680 l. pour le supplément de 8 s. par livre, et pour les années suivantes 171.700 l. au principal et 85.850 l. pour le supplément (Fol. 175 v.). — 1781, 14 déc. : Protestation du Magistrat contre l'intervention de la Gouvernance dans l'apposition des scellés sur la maison mortuaire de Desmarets, concierge de l'Hôtel du Gouvernement (Fol. 144 v.). — 1781, 14 déc. : Arrêt du Parlement maintenant P. F. J. Flamen, négociant à Lille, dans le droit de plantis sur certains chemins royaux (Fol. 178). — 1781, 31 déc. : Résolution du Magistrat portant que les émoluments de l'Intendant seront payés chaque année à la Toussaint (Fol. 185).

AA 240 (Registre). — 196 feuillets papier.

Copie XVIII<sup>e</sup> siècle.

**1685-1786.** — REGISTRE AUX TITRES 15. — 1685, 11 avril : Arrêt du Conseil souverain de Tournai déclarant que Pélagie Chabot de Rohan, princesse d'Epinoy, était fondée à refuser à l'évêque de Tournai l'audition des comptes de l'église et de la Table

des pauvres de Roubaix, le prélat n'ayant pas à les examiner au point de vue financier et devant se contenter de signaler les besoins de la paroisse (Fol. 1 à 81). — 1700, 18 mai : Arrêt du Conseil d'Etat autorisant l'Intendant à vendre les anciennes prisons de la Petite Place et à construire celles de la rue Saint-Pierre-Neuve et celle de l'Hôtel de Ville (Fol. 82). — 1700, 15 juin : Arrêt relatif à la vente du poids public et des anciennes prisons (Fol. 83). — 1757, 19 août : Refus par la Ville aux officiers de la Gouvernance sollicitant l'exemption du droit sur le combustible (Fol. 137 v.). — 1780, 13 mai : Arrêt du Parlement de Flandre défendant aux députés des nobles de la Flandre wallonne de prendre le titre de députés des Etats (Fol. 91). — 1780, 14 août : Obligation pour les apprentis orfèvres de faire enregistrer leurs brevets à l'Hôtel des Monnaies (Fol. 92 v., 95 v.). — 1780, 29 août : Main-levée de l'arrêt de corps pris contre J. A. Rangez à la requête de l'abbé Grare, chapelain de la collégiale Saint-Pierre (Fol. 96 v.). — 1780, 11 oct. : Résolution du Magistrat prescrivant l'envoi à M. de Sombreuil, commandant de place, des ordonnances de police dès leur publication (Fol. 102). — 1780, 10 nov. : Arrêt du Parlement cassant l'ordonnance du Magistrat du 13 oct. 1779 qui avait réuni les trois corps des sayetteurs, bourgeteurs et tisserands (Fol. 103). — 1780, 10 nov. : Arrêt du Parlement de Douai prescrivant la suppression du tableau d'enseignement pour le collège de Lille à la rentrée d'octobre 1780, publié chez Peterinck-Cramé et l'obligation de se conformer au plan d'étude homologué par la Cour le 13 août 1768 (Fol. 103 v.). — 1780, 17 nov. : Condamnation de la veuve Bosselman au paiement du droit de franc fief sur les biens laissés par son mari (Fol. 85 v.). — 1780, 22 nov. : Arrêt du Parlement de Flandre prescrivant à N. Testelin, maître comptable du corps des orfèvres de Lille, de restituer à François Hainzelin et à François-Joseph Varnier, la restitution de la somme de 30 florins 1 patar par eux déboursée pour le « deregistrement » de leurs fils, apprentis orfèvres (Fol. 93 v.). — 1780, 24 nov. : Lettre de l'Intendant à l'Hôpital de la Charité générale sur les enfants abandonnés (Fol. 88). — 1780, 11 déc. : Arrêt du Parlement portant que la vente du mobilier de la dame de Liénart, décédée dans une mai-



son du Chapitre, rue d'Angleterre, sera faite par un officier de la Collégiale à l'exclusion des sergents de la Prévôté (Fol. 108). — 1780, 16 déc. : Résolution du Magistrat sur le paiement de la rente de 250 florins due à la Prévôté de Saint-Pierre pour les terrains incorporés dans l'agrandissement de 1670 (Fol. 110 v.). — 1781, 16 janv. : Renonciation par les conseillers-auditeurs du Mont-de-Piété à l'exemption du droit de lods et ventes (Fol. 110). — 1781, 18 janv. : Ordonnance de l'Intendant donnant l'état des personnes exemptes des trois quarts des vingtièmes à la charge des locataires, imposés pour l'abonnement du contrôle des actes (Fol. 122 v.). — 1781, 25 janv. : Déclaration royale concernant les brevets des apprentis orfèvres (Fol. 125). — 1782, 26 fév. : Arrêt du Conseil d'Etat concernant la perception du rôle des vingtièmes sur les maisons canoniales (Fol. 134 v.). — 1782, 1<sup>er</sup> juin, Arrêt du Conseil d'Etat fixant la capitation de la Ville à 64.315 l. 17 s. 1 d., suivant la répartition de l'Intendant (Fol. 132 v.). — 1783, 10 fév. : Sentence du Magistrat, confirmée par le Parlement, concernant le privilège des clercs aux bestiaux pour l'exercice de leur créance (Fol. 143). — 1783, 17 avril : Lettre du marquis de Ségur aux prévôts de la Maréchaussée concernant les quêtes des Frères hospitaliers et autres religieux étrangers (Fol. 137). — 1783, 26 juil. : Ordonnance de l'Intendant fixant le vingtième des maisons canoniales (Fol. 138 v.). — 1784, 20 déc. : Arrêt du Conseil d'Etat autorisant le Magistrat à acquérir pour 200.000 l., dont moitié à la charge de la Châtellenie, l'hôtel d'Albert-François de Stappens, s<sup>r</sup> d'Oblinghem, rue Royale, pour y construire le nouvel hôtel de l'Intendance, sauf à céder à l'acquéreur l'ancien hôtel de l'Intendance (Fol. 143 v.). — 1785, 21 déc. : Lettre de M. de Calonne, contrôleur général, annonçant au Magistrat que l'on payera sur le produit des petites assennes, la somme de 2.000 l. allouée chaque année au Chapitre de Saint-Pierre pour l'entretien de sa bibliothèque (Fol. 141). — 1786, 9 janv. : Subvention au Magistrat pour le mobilier du nouvel Hôtel de l'Intendance (Fol. 142 v.).

AA 241 (Registre). — II + 223 feuillets papier.

Copie XVIII<sup>e</sup> siècle.

**1589-1625.** — REGISTRE AUX OCTROIS A. — 1589, 25 mai : Lettres-patentes obligeant les riverains à curer les rivières de la Ville (Fol. 8). — 1589, 31 juil. : Lettres-patentes de Philippe II accordant aux Etats de Lille un délai nouveau de trois ans pour le paiement de la créance des Etats généraux (Fol. 4). — 1589, 5 sept. : Provision donnée au Magistrat pour la perception de divers impôts sur les habitants (Fol. 219). — 1590, 13 fév. : Prorogation par le Bureau des finances de Bruxelles pour six ans de l'augmentation des gages des deux conseillers-pensionnaires de Lille (Fol. 13 v.). — 1591, 18 août : Autorisation donnée par le roi pour lever par aliénation de rentes un capital de 35.000 livres destiné à l'érection de forts (Fol. 19 v.). — 1593, 18 janv. : Autorisation de lever par aliénation de rentes un capital de 20.000 l. pour réparer la Halle échevinale (Fol. 23 v.). — 1594, 19 juil. : Lettres-patentes de Philippe II autorisant Antoine Tack à s'établir imprimeur à Lille (Fol. 32). — 1594, 1<sup>er</sup> déc. : Autorisation de lever par aliénation de rentes 40.000 fl. pour le ravitaillement en blé (Fol. 30 v.). — 1595, 24 juil. : Approbation par le Bureau des finances de Bruxelles de la subvention de 2.000 fl. accordée par le Magistrat aux Dominicains pour l'achèvement de leur église (Fol. 56 v.). — 1597, 3 janv. : Lettres de l'archiduc Albert enjoignant au Magistrat de faire cesser la loterie (Fol. 40 v.). — 1598, 13 fév. : Lettres de Philippe II autorisant le Magistrat à lever pendant trois ans un droit d'un patar par lot de vin pour les dépenses de l'épidémie (Fol. 49 v.). — 1600, 21 août : Requête du Magistrat, apostillée par l'archiduc, enjoignant à la Gouvernance d'empêcher les loteries (Fol. 65 v. ; cf. fol. 82). — 1602, 4 mars : Subvention de 40.000 fl. accordée par les Etats de Lille pour la prise d'Ostende (Fol. 81 v.). — 1607, 8 août : Lettres-patentes des archiducs autorisant les Etats de Lille à lever les impôts nécessaires pour subvenir à l'aide extraordinaire de 8.000 fl. par mois pendant huit mois (Fol. 99 v.). — 1607, 24 oct. : Autorisation donnée aux Etats de Lille de lever les impôts pour subvenir à l'aide ordinaire de 18.750 fl. par mois pendant douze mois et à l'aide extraordinaire de 8.000 fl. par mois



pendant quatre mois (Fol. 107). — 1608, 17 juin : Prorogation pendant six ans de l'augmentation des gages des deux conseillers-pensionnaires de la Ville à raison de 100 fl. par an (Fol. 114). — 1608, 1<sup>er</sup> sept. : Autorisation d'imposer pour subvenir à l'aide extraordinaire de 8.000 fl. par mois pendant trois mois (Fol. 105). — 1608, 9 déc. : Autre autorisation pour fournir à l'aide ordinaire de 18.750 fl. par mois pendant un an (Fol. 109). — 1616, 10 mai : Autorisation de continuer pendant six ans la levée de certains droits sur les boissons et marchandises y dénommées pour les dépenses de l'agrandissement (Fol. 152 v.). — 1621, 6 août : Accord entre les Magistrats de Lens et Lille pour la répartition des droits perçus sur les marchandises transportées par le canal de Lens à Lille et celui de La Bassée (Fol. 214 v.). — 1621, 3 déc. : Cédula du Bureau des finances de Bruxelles accordant au Magistrat 1.200 fl. par an pour les deux banquets auxquels sont invités le gouverneur, les seize capitaines de la Ville, les connétables des quatre confréries, les curés et les prédicateurs (Fol. 181). — 1625, 27 fév. : Prorogation pour trois mois de l'impôt de 2 patars par lot de vin et de 5 patars par rondelle de forte bière débitée par les hôtes et cabaretiers (Fol. 209 v.). — 1625, 31 mai : Lettres-patentes de Philippe IV autorisant le Magistrat à aliéner des immeubles pour le service de la dette municipale (Fol. 206 v.). — 1625, 12 juin : Prorogation pendant six mois du droit de 5 patars par rondelle de forte bière levé sur les cabaretiers (Fol. 211 v.). — 1625, 13 août : Lettres-patentes autorisant les Etats et le Magistrat à lever les droits sur le vin à l'enclos pour éviter les fraudes (Fol. 216 v.).

AA 242 (Registre). — XVIII + 300 feuillets papier.

Copie xviii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles.

**1398-1784.** — REGISTRE AUX OCTROIS B. — 1398, 2 fév., n. st. : Lettres-patentes de Philippe le Hardi autorisant le renouvellement annuel de l'assis sur les boissons et autres denrées (Fol. 92). — 1631, 14 janv. : Lettres-patentes de Philippe IV cédant au Magistrat divers revenus domaniaux en remboursement d'un prêt de 20.000 fl. consenti par la Ville (Fol. 14 v.). — 1635, 23 mars : Lettres-patentes de Philippe IV accordant aux marguil-

liers et au curé de Saint-Maurice pendant dix ans un droit de 20 s. par livre de tabac et le soixantième denier des « rendages » des immeubles situés sur cette paroisse pour subvenir à l'agrandissement de cette église (Fol. 23 v.). — 1637, 24 déc. : Autorisation donnée au Magistrat de lever un droit de 5 patars par rondelle de forte bière pour les dépenses de l'épidémie (Fol. 27). — 1641, 10 sept. Lettres de Ferdinand, gouverneur des Pays-Bas, autorisant les Etats de Lille à lever une somme de 40.000 fl. pour les fortifications de la Ville (Fol. 31 v.). — 1648, 30 oct. : Lettres-patentes de Philippe IV autorisant les Dominicains à lever 2 s. par livre de tabac pendant six ans pour achever leur église (Fol. 37 v.). — 1651, 22 nov. : Obligation pour les ecclésiastiques et les nobles de contribuer aux impôts levés pour les fortifications (Fol. 41 v.). — 1654, 24 déc. : Prorogation pour deux ans des impôts sur les boissons, la vente des maisons et sur les grains, pour subvenir aux charges communales (Fol. 51). — 1659, 8 mars : Prorogation pendant six ans du droit de 5 patars par rondelle de forte bière (Fol. 55). — 1659, 28 avril : Autorisation donnée au Magistrat de lever 30.000 fl. pour achever les fortifications (Fol. 58 v.). — 1663, 28 nov. : Autorisation donnée au Magistrat d'imputer les dépenses des robes de l'Echevinage sur le budget municipal (Fol. 74 v.). — 1664, 5 déc. : Arrêt du Conseil d'Etat autorisant le Magistrat de Lens à percevoir 1 s. t. par rasière de grains transportée par la Deûle hors du pays d'Artois (Fol. 198). — 1666, 17 juil. : Prorogation pendant six ans de la subvention annuelle de 1.000 fl. pour les repas du premier vendredi de chaque mois (Fol. 79 v.). — 1687, 8 avril : Lettres de Louis XIV autorisant le Magistrat à lever par aliénation de rentes un capital de 60.000 fl. pour les travaux du canal de la Scarpe à la Deûle (Fol. 102 v.). — 1689, 8 mai : Autre autorisation pour lever 50.000 fl. destinés aux dépenses de guerre (Fol. 103 v.). — 1703, 24 avril : Arrêt du Conseil d'Etat autorisant le Magistrat à lever pendant trois ans sur tous les habitants, même privilégiés, les droits de jurés-mouleurs et mesureurs de bois et charbon (Fol. 112). — 1754, 27 août : Arrêt du Conseil d'Etat autorisant pendant vingt ans la perception des droits sur les boissons et donnant la liste des exemptés (Fol. 133 v.). — 1755, 22 nov. :



Complément de cette liste (Fol. 161 v.). — 1758, 19 déc. : Exemption des droits sur les boissons au profit des receveurs et contrôleurs des amendes et épices près le Bureau des Finances (Fol. 167). — 1762, 26 sept. : Prorogation pour trois ans des droits sur les bois et charbons (Fol. 171, 172). — 1771, 2 juil. : Arrêt du Conseil d'Etat supprimant les quatre franchises foires au bétail et les droits de l'avoir de poids et autorisant le Magistrat à lever un droit d'un dixième de la valeur du poisson de mer frais vendu au marché (Fol. 173). — 1772, 27 sept. : Prorogation pendant six ans du droit sur les bois et charbons (Fol. 181). — 1773, 22 sept. : Autre prorogation pendant 20 ans du droit sur les boissons (Fol. 182). — 1776, 15 sept. : Prorogation pour six ans de la perception des

droits sur les bois et le charbon (Fol. 186). — 1776, 14 déc. : Continuation de la perception du droit de 3 patars à la livre sur le prix de vente des maisons non soumises au droit seigneurial (Fol. 188 ; cf. fol. 190 v.). — 1777, 1<sup>er</sup> mars : Arrêt du Parlement de Douai interdisant la perception de ce droit (Fol. 193) et arrêt du Conseil d'Etat du 18 avril 1777 cassant cette décision (Fol. 195). — 1777, 17 mars : Sentence du Magistrat assujettissant les briquettes au droit sur le charbon (Fol. 199). — 1777, 2 août : Condamnation des sieurs Dambrine, Mullier et Six au paiement du droit sur la vente des maisons (Fol. 199 v.). — 1784, 18 oct. : Prorogation pendant six ans du droit sur les bois et le charbon (Fol. 201).



# TABLE DES MATIÈRES

## SÉRIE AA

Articles	ARCHIVES	Pages	Articles	JURIDICION (suite) :	Pages
1	Archives. Inventaire de la trésorerie (1643) .....	1	42 à 44	Juridiction : Chapitre de St-Pierre (1245-1674) .....	28
	PRIVILÈGES		45	— Prévôté d'Esquermes (1419-1677) ..	31
2	Privilèges généraux (1235-1270) .....	1	46 à 47	— Echevinages divers (1264-1651) ..	32
3	Coutumes (1533) .....	2	48	— Tabellionage (1677-1705) .....	33
4	Privilège d'arsin (1249-1352) .....	2	49 à 51	— Prévôté de Lille (1338-1586) .....	34
5	Privilège de non confiscation (1430-1614) ..	2	52 à 53	— Châtellenie (1320-1668) .....	35
	RAPPORTS AVEC LE SOUVERAIN		54	— Bailliage de la Salle (1335-1614) ..	36
6	Relations avec les comtes de Flandre (1203-1297) .....	4	55 à 57	— Gouvernance (1337-1707) .....	37
7	Relations avec les rois de France (1284-1368) .....	4	58	— Comte de Flandre : Criminel (1288-1618) .....	52
8	Relations avec les ducs de Bourgogne (1369-1430) .....	6	59	— Conseil de Flandre : Civil (1407-1613) .....	42
9	Relations avec les archiducs, les rois d'Espagne et les Etats généraux (1477-1658) .....	7	60	— Conseil de Flandre : Criminel (1405-1417) .....	43
10 à 14	Service d'ost et service des armées (1276-1670) .....	8	61	— Conseil Privé et Grand Conseil (1460-1659) .....	43
15	Confiscation par droit de guerre (1528-1612) .....	11	62	— Grand Conseil de Malines (1568) ..	44
16	Relations avec les villes (1250-1621) .....	11	63	— Chambre des comptes de Lille (1453-1531) .....	44
	ECHEVINAGE		64	— Juridiction des exempts (1406-1412) .....	44
17 à 22	Renouvellement de la loi (1361-1772) .....	12	65	— Roi de France. Généralités (1349-1522) .....	45
23	Echevinage. Frais de robe et de festins (1527-1663) .....	14	66	— Roi de France. Civil (1327-1518) ..	45
24	Administration. Généralités (1365-1604) ..	15	67	— Roi de France. Criminel (1301-1366) .....	46
25	Administration. Offices (1328-1693) .....	15	68	— Parlement de Paris (1355-1509) ..	46
26	Echevinage : Service du guet (1414-1471) ..	17	69	— Conseil souv. de Tournai et Parlement de Flandre (1676-1726) ..	46
	JURIDICION		70 à 71	Juridiction spirituelle (1231-1648) .....	46
27	Ordonnances générales (1339-1617) .....	17	72	— — Hérésie (1429-1459) .....	48
28	Ordonnances monétaires (1330-1772) .....	18	73	— — Protestantisme (1527-1566) .....	48
29	Juridiction. Généralités (1473-1615) .....	18		POLICE	
30	Juridiction échevinale : Généralités (1334-1683) .....	19	74	Police (1648-1678) .....	49
31 à 34	— Juridiction civile (1344-1700) .....	20	75	Maréchaussée (1571) .....	49
35 à 36	— Juridiction gracieuse (1334-1765) ..	23	76	Epidémies (1597-1631) .....	50
37 à 38	— Gardes-orphènes (1388-1737) .....	26	77	Aliénés (1705-1741) .....	50
39	— Maisons mortuaires (1575-1598) ..	27		COMMERCE	
40	— Juridiction criminelle (1311-1720) ..	27	78	Hanse (1250-1426) .....	50
41	— Juridiction consulaire (1672-1678) ..	28	79	Généralités sur le commerce (1403-1674) ..	51
			80 à 83	Foires (1271-1688) .....	51
			84	Mercuriales (1330-1647) .....	53
			85	Importation et exportation (1344-1668) ..	53
			86	Boucherie (1285-1552) .....	55



Articles		Pages	Articles		Pages
	COMMERCE (suite) :				
87	Brasserie (1415-1605).....	55	139	Exemptions d'impôts : Généralités (1347-1596) .....	91
88	Draperie (1449-1592).....	56	140	— Chapitre Saint-Pierre (1413-1599).....	92
89	Sayetterie (1480-1674).....	57	141	— Clergé (1357-1669).....	92
90	Tannerie (1383-1486).....	58	142	— Officiers (1334-1694).....	93
91	Teinturerie (1461-1464).....	58	143	Infractions (1341-1609).....	94
92	Affaires commerciales (1454-1714).....	58	144	Affectation d'impôts à la fête de l'ÉpINETTE (1430-1588).....	95
	VOIRIE		145 à 148	Aliénations de rentes (1339-1787).....	97
93	Agrandissement de la ville (1491-1670).....	58	149	Loterie (1446).....	100
94	Autorisations de voirie (1436-1675).....	60	150	Droit sur les grains (1606-1615).....	100
	DOMAINE COMMUNAL		151	Assis de l'avoir de poids (1609-1612).....	100
95	Titres de propriété : Lettres d'amortissement (1294-1601).....	61	152	Assis sur le wedde (1504-1533).....	101
96 à 100.	— Achats (1419-1687).....	61	153	Droit de chaussée (1338-1526).....	101
101	— Bourse (1653).....	67	154	Droit d'escat (1448-1616).....	101
102	— Château (1300-1588).....	67	155	Droit de tonlieu : Ville de Lille (1241-1759) .....	102
103	— Halle échevinale (1586-1619).....	67	156	— Châtellenie et à l'étranger (1287-1561).....	102
104	— Halles (1280).....	67	157	Ferme du Broucquin (1460-1520).....	103
105	— Palais-Rihour (1460-1608).....	68	158	Ferme du Pied fourchu (1517-1628).....	103
106	— Salle de Lille (1515-1537).....	68	159	Droits indirects divers (1522-1664).....	103
107	— Fief de Damiette (1436-1629).....	69	160 à 164	Aliénation d'offices (1696-1730).....	104
108	— Fief de Rabodenghes (1465-1609).....	69	165	Offices royaux (1686-1700).....	106
109	— Fief de Beaufremetz (1583-1603).....	70	166	Pièces comptables (1279-1734).....	106
110	— Fief de Raineval (1516-1523).....	70		CLERGÉ	
111	— Fief as Cloquettes (1604-1608).....	70	167	Chapitre Saint-Pierre : Personnel (1449-1554) .....	107
112	— Seigneurie de Pont-à-Vendin (1563-1629) .....	71	168	— Privilèges (1066-1683).....	107
113	Retraits par frereuseté et escheche (1370-1696) .....	71	169	— Titres de propriété en Flandre (1088-1464) .....	108
114	Aliénations (1396-1719).....	72	170	Paroisses. Généralités (1470-1614).....	109
115 à 116	Arrentements (1380-1613).....	72	171	— La Madeleine (1452-1537).....	110
117	Contentieux domanial (1311-1593).....	74	172	— Sainte-Catherine (1403).....	110
118	Domaine du souverain (1267-1603).....	75	173	— Saint-Etienne (1372-1529).....	110
119	Domaine étranger (1610-1729).....	75	174	Chapelle N.-D. de Consolation (1667).....	111
	RIVIÈRES		175	Clergé régulier. Antonins (1530).....	111
120 à 123	Rivières et canaux. Deûle (1242-1691).....	76	176	— Capucins (1593-1618).....	111
124	— Moulins et fontaines (1285-1630) .....	79	177	— Dominicains (1424-1610).....	111
125	— Entretien (1347-1635).....	80	178	— Franciscains (1253-1622).....	112
126	— Police de la navigation (1469-1609).....	81	179	— Jésuites (1592-1629).....	113
	ETATS DE LA CHATELLENIE. IMPÔTS ET FINANCES		180	— Minimes (1650).....	114
127	Etats de la châtellenie : Offices (1473).....	81	181	— Refuges d'abbayes (1502-1641) .....	114
128	— Convocations (1629-1650).....	81	182	— Collège des Hibernois (1636) .....	115
129 à 130	— Aides (1415-1675).....	82	183	— Béguinages (1565).....	115
131	— Constitutions de rente (1597-1678).....	84	184	— Carmélites (1626).....	115
132	Prêts au souverain (1405-1645).....	84	185	— Clarisses (1591-1663).....	115
133 à 138	Assis et droits divers (1314-1754).....	85	186	— Dominicaines de l'Abbatte (1267-1531).....	115
			187	— Sœurs grises (1591-1669).....	115
			188	— Sœurs noires (1622).....	116
			189	Confréries (1405-1685).....	116
				HÔPITAUX	
			190	Hôpitaux. Généralités (1238-1520).....	116
			191	— Table des pauvres (1593-1623).....	117
			192	— Hôpital La Charité (1531).....	117



## TABLE DES MATIÈRES

191

Articles		Pages	Articles		Pages
193	Hôpitaux. Hôpital Comtesse (1277-1654).....	117	214	Registre aux titres GHI (1203-1508).....	133
194	— Gantois et Filles-Repenties (1462-1481).....	119	215	— KLM (1066-1529).....	134
195	— Grimaretz (1345-1601).....	119	216	— MNO (1245-1533).....	135
196	— Saint-Jacques (1432).....	119	217	— PQ (1243-1545).....	136
197	— Saint-Julien (1321-1468).....	119	218	— R (1388-1588).....	141
198	— Sainte-Marthe (1362-1462).....	120	219	— S (1388-1616).....	146
199	— Saint-Nicolas (1365-1503).....	120	220	— TV (1391-1616).....	148
200	— Saint-Nicaise (1291-1529).....	120	221	— X (1470-1616).....	148
201	— La Trinité (1596).....	120	222	— AA (1328-1657).....	149
202	— Wazemmes (1274).....	120	223	— BB (1529-1672).....	153
203	Maladreries (1433-1574).....	120	224	— CC (1672-1683).....	158
			225	— DD (1164-1681).....	159
	FONDATIONS		226	Registre aux titres 1 <sup>er</sup> (1685-1739).....	160
204	Orphelinat de La Grange (1489-1753).....	121	227	— 2 (1683-1738).....	163
205	Noble Famille (1761).....	121	228	— 3 (1665-1738).....	165
206	Mont de Piété (1609-1633).....	121	229	— 4 (1637-1739).....	166
207	Bourse des pauvres (1607-1609).....	121	230	— 5 (1678-1736).....	166
208	Fondations diverses (1548-1631).....	122	231	— 6 (1611-1739).....	167
			232	— 7 (1601-1764).....	169
	REGISTRES AUX TITRES		233	— 8 (1725-1756).....	171
209	Livre Roisin AAA (1066-1519).....	122	234	— 9 (1619-1756).....	173
210 à 211	Copies du précédent (1066-1519).....	130	235	— 10 (1715-1766).....	175
212	Registre aux titres. ABC (1266-1527).....	130	236	— 11 (1622-1769).....	178
213	— DEF (1227-1557).....	131	237	— 12 (1764-1773).....	179
			238	— 13 (1739-1777).....	181
			239	— 14 (1775-1781).....	183
			240	— 15 (1685-1786).....	185
			241	Registre aux octrois A (1589-1625).....	186
			242	Registre aux octrois B (1398-1784).....	187



TIME	TEMP	WIND	WAVE	SEA	WIND	WAVE	SEA
0000	55	10	10	10	10	10	10
0100	55	10	10	10	10	10	10
0200	55	10	10	10	10	10	10
0300	55	10	10	10	10	10	10
0400	55	10	10	10	10	10	10
0500	55	10	10	10	10	10	10
0600	55	10	10	10	10	10	10
0700	55	10	10	10	10	10	10
0800	55	10	10	10	10	10	10
0900	55	10	10	10	10	10	10
1000	55	10	10	10	10	10	10
1100	55	10	10	10	10	10	10
1200	55	10	10	10	10	10	10
1300	55	10	10	10	10	10	10
1400	55	10	10	10	10	10	10
1500	55	10	10	10	10	10	10
1600	55	10	10	10	10	10	10
1700	55	10	10	10	10	10	10
1800	55	10	10	10	10	10	10
1900	55	10	10	10	10	10	10
2000	55	10	10	10	10	10	10
2100	55	10	10	10	10	10	10
2200	55	10	10	10	10	10	10
2300	55	10	10	10	10	10	10
2400	55	10	10	10	10	10	10







